



HAL
open science

Les mutations du parti libéral-libéral-démocrate vers la (re)conquête du pouvoir (1976-2015)

Ghislaine Gabry

► **To cite this version:**

Ghislaine Gabry. Les mutations du parti libéral-libéral-démocrate vers la (re)conquête du pouvoir (1976-2015). Littératures. Université Bourgogne Franche-Comté, 2019. Français. NNT : 2019UBFCH035 . tel-02503804

HAL Id: tel-02503804

<https://theses.hal.science/tel-02503804>

Submitted on 10 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**THESE DE DOCTORAT DE L'ETABLISSEMENT UNIVERSITE BOURGOGNE
FRANCHE-COMTE**

PREPAREE A L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE

Ecole doctorale n°592

Ecole doctorale LECLA

Doctorat de Langues, Littératures et Civilisation des pays de langues européennes, mention
Langues, Littératures et Civilisations anglaises et anglo-saxonnes

Par

Ghislaine GABRY

**Les mutations du parti libéral-libéral-démocrate vers la (re)conquête du pouvoir
(1976-2015).**

Thèse présentée et soutenue à Dijon le 07 décembre 2019

Composition du Jury :

Mme Agnès **ALEXANDRE-COLLIER**
M **Dominique ANDOLFATTO**
Mme **Clarisse BERTHEZENE**
M **Richard DAVIS**
Mme **Françoise ORAZI**

Professeure, Bourgogne-Franche-Comté
Professeur, Bourgogne-Franche-Comté
Professeure, Paris Diderot
Professeur, Bordeaux Montaigne
Professeure, Lumière-Lyon 2

Directrice de Thèse
Président
Rapporteur
Examineur
Rapporteur

Remerciements

Je tiens à remercier chaleureusement ma directrice de thèse, Madame le Professeur Agnès Alexandre-Collier, qui m'a encadrée tout au long de ce travail et m'a fait partager son sens de l'exigence et sa passion de la vie politique britannique. Qu'elle soit remerciée pour sa grande disponibilité qui m'a permis de concilier mon travail de recherche et mes cours en classes préparatoires, sa bienveillance, ses conseils de lecture et ses encouragements qu'elle m'a prodigués jusqu'à la toute dernière minute.

J'adresse aussi un grand merci aux membres du jury, Madame le Professeur Agnès Alexandre-Collier, Monsieur le Professeur Dominique Andolfatto, Madame le Professeur Clarisse Berthezène, Monsieur le Professeur Richard Davis et Madame le Professeur Françoise Orazi pour avoir pris le temps de lire mon travail et de venir en parler un samedi après-midi de décembre.

Un grand merci aussi à Madame Emmanuelle Avril et Monsieur Dominique Andolfatto qui ont participé au comité de suivi de thèse, et dont les conseils ont été précieux et constructifs. Un grand merci à Madame Bénédicte Coste et Monsieur Morgan Poggioli pour leur bienveillance et leur humanité.

J'adresse aussi mes remerciements à Liz Lynne, Michael Meadowcroft, Crispin Allard et au regretté Paddy Ashdown pour s'être prêtés au jeu des entretiens et m'avoir accordé de leur temps et leur confiance. Ces échanges furent stimulants et enrichissants pour mon travail de recherche. Je tiens aussi à remercier les personnes en charge des archives à la *London School of Economics* pour avoir facilité mes visites express et m'avoir guidée dans le labyrinthe des catalogues.

La rédaction d'une thèse est une aventure intellectuelle que l'on a envie de partager avec ses proches, et qu'on leur impose, parfois maladroitement. Je tiens à adresser mes plus tendres remerciements à mes parents, mon parrain, mon frère et sa famille ainsi qu'à ma sœur – une petite sœur volant au secours de sa grande sœur – pour leur soutien, leur aide et leurs encouragements tout au long de ce projet.

J'adresse aussi mes remerciements à mes étudiants de classes préparatoires pour leur patience et leurs encouragements dans une belle inversion des rôles enseignant-étudiant.

Mille mercis à Agnès pour son aide, à Claude pour nos échanges stimulants et vivants, à Pierre pour son initiation à la sérénité « amanienne » même s'il me reste encore beaucoup de progrès à faire dans ce domaine, et à Véronique pour son énergie communicative et ses encouragements.

Mes derniers remerciements iront à mes chats présents ou disparus, qui ont été des compagnons fidèles, sereins, dubitatifs devant des piles de livres et de feuilles qui se transformèrent parfois en de belles cibles à faire tomber.

Titre : Les mutations du parti libéral-libéral-démocrate vers la (re)conquête du pouvoir (1976-2015).

Mots clés : changements organisationnels – recomposition – (re)conquête du pouvoir – relations intra-partisanes – relations interpartis

Résumé :

Ce travail de recherche est consacré au parti libéral-libéral-démocrate et aux transformations organisationnelles que ses *leaders* successifs ont mises en œuvre entre 1976 et 2015 pour (re)conquérir le pouvoir.

David Steel, Paddy Ashdown, Charles Kennedy et Nick Clegg se sont tous réclamés, d'une façon ou d'une autre, de l'héritage de Jo Grimond qui avait conçu la stratégie de recomposition de la gauche dans les années cinquante afin de redevenir un parti de gouvernement et de gérer les relations avec les partis conservateur et travailliste.

Chacun d'entre eux a proposé sa lecture de cette stratégie pour s'adapter à un environnement en changement avec un système partisan qui n'était plus bipartite.

Les mutations organisationnelles successives (professionnalisation, changement de coalition dominante, virage idéologique), initiées par les *leaders*, ont altéré l'équilibre des pouvoirs entre les différents acteurs du parti (*leadership*, parti parlementaire et adhérents) et menacé son unité.

Notre travail de recherche cherche à combiner cette double approche, compétition intra-partisane et compétition interpartis, pour étudier les tensions organisationnelles, qui ont été générées par les stratégies des *leaders* libéraux-libéraux-démocrates, et les réponses des différents acteurs.

Title: The mutations of the Liberal-Liberal-Democrat Party to (re)conquer power (1976-2015).

Keywords: organizational changes – realignment – (re)conquest of power – intraparty relations – interparty relations

Abstract :

This research work is devoted to the study of the Liberal/Liberal-Democrat Party and the organizational changes that its successive leaders implemented between 1976 and 2015 to (re)conquer power.

David Steel, Paddy Ashdown, Charles Kennedy and Nick Clegg somehow reclaimed the legacy of Jo Grimond, who had devised the strategy of the realignment of the left in the 1950s to manage its relationships with the Conservative and Labour Parties and become a government party.

Each of them gave their own version of this strategy to adapt to a changing environment with a party system that was no longer a solid two-party system

The successive organizational mutations (professionalization, a change in the dominant coalition, an ideological shift), which were leader-driven, altered the balance of intra-party power relations between the leadership, the parliamentary party and the members; they even threatened its unity.

Our research work seeks to articulate this dual approach, that is to say the intra-party and inter-party dynamics, to study the organizational tensions that the Liberal/Liberal Democrat leaders' strategies generated and the different organizational actors' reactions.

Table des matières

Introduction générale	6
Présentation	6
Délimitation du sujet	8
Définitions et hypothèses	11
Travaux antérieurs	13
Fondements théoriques et empiriques	17
1. <i>Les typologies centrées sur les dimensions électorale et systémique</i>	18
2. <i>Les typologies fondées sur une approche fonctionnelle</i>	20
Problématique	24
Méthodologie	25
Annonce du plan	27
Première Partie	30
Le leadership audacieux de David Steel 1976-1988	
Présentation	31
I. Le leadership plus offensif de David Steel	34
A. La désignation du nouveau leader	34
1. Deux approches différentes	35
2. Le choix de la stabilité	37
B. La stratégie de coopération interpartis	38
1. Le discours de Llandudno	38
2. Une réponse ambivalente	39
C. Un environnement favorable pour coopérer	41
1. Un leader plus opportuniste	41
2. La défense de l'intérêt national	42
D. La formalisation du « Pacte libéral-travailliste »	44
1. L'omniprésence de David Steel	44
2. Un parti derrière son leader	46
a) La réforme électorale : la monnaie d'échange	46
b) Un parti parlementaire loyal	47
c) Des militants instrumentalisés	48
E. Un partenariat très limité	49
1. Un « accord d'influence »	49
a) Un exemple de contractualisation de l'opposition	50
b) Le choix du leader	52
2. Une influence à la périphérie	53
3. Un parti fataliste	57
Bilan	58
II. L'échec annoncé de l'Alliance 1981-1988	62
A. Des conditions propices propices à une recomposition politique	62
1. L'échec des deux grands partis	62
2. Un électorat désorienté	63
3. La Conférence de Dimbleby	64
B. Le SDP : un concurrent dangereux	65
1. Un parti travailliste divisé	65
2. Un rapprochement dicté par le pragmatisme	67

a) Une alliance putative	68
b) Un pacte pré-électoral	69
3. Une valeur purement instrumentale	70
a) Des attentes différentes	70
b) Des résultats électoraux décevants	71
4. Une coopération interpartis inégale	72
a) La coopération au niveau parlementaire	73
b) La coopération électorale	74
c) Un programme commun	75
d) La coopération au niveau du <i>leadership</i>	76
C. Une fusion inéluctable ?	78
1. Des dissensions internes fortes	78
2. Une issue logique	79
a) Les facteurs contextuels	80
b) Les facteurs inter-partisans	81
c) Les facteurs intra-partisans	82
Bilan	83

Deuxième Partie **85**

Un « Projet » inachevé 1988-1999

Présentation 86

I. Un parti à consolider **88**

A. La nécessité d'un *leader fort* **88**

1. Deux projets opposés 88

2. La victoire de la modernité 89

3. Un parti à réorganiser 90

B. Phase 1 : Assurer la survie du parti **91**

1. Un parti menacé de disparition 91

a) La querelle autour du nom 92

b) Un parti libéral, social-démocrate ou libéral-démocrate ? 95

2. Un tiers parti menacé 97

a) Le *SDP* 98

b) Une « niche » environnementale convoitée 99

3. Un déficit de visibilité électorale 100

a) Une concentration des pouvoirs 101

b) La refonte du programme politique 102

c) Une plus grande exposition médiatique 103

C. Vers une nouvelle stratégie **106**

1. La « longue marche » vers le pouvoir 106

2. Une stratégie dépassée 108

3. Coopérer pour se rapprocher du pouvoir 109

4. Une équidistance théorique 110

a) L'hypothèse d'un parlement sans majorité 111

b) Une stratégie risquée 112

D. Les législatives de 1992 **115**

1. Une campagne plus professionnelle 115

2. Des résultats mitigés 116

3. Un manifeste électoral trop ciblé 117

4. Un parlement sans majorité, une question clivante. 118

II. Vers un partenariat avec les Travaillistes	121
A. Le Discours de Chard	122
1. Une offre officieuse de coopération	122
2. Un parti hostile à cette stratégie	123
3. Un virage tactique risqué ?	127
4. Des partenaires attentistes	128
B. Tony Blair, l'homme providentiel ?	129
1. Une menace électorale bien réelle	129
2. Un partenaire trop ambitieux ?	131
C. Un « Projet » à géométrie variable	133
1. Les finalités de cette coopération interpartis.	134
2. Différents degrés de coopération	135
a) Un partenariat souple	136
b) Un programme commun	136
c) Une coalition pré-électorale	137
3. La réforme électorale, « une conflit d'intérêt » insoluble	138
4. Le « Projet » de Paddy Ashdown	139
a) Un <i>leader</i> assumant ses prérogatives.	140
b) Un <i>leader</i> populaire	141
III. L'échec du « Projet »	143
A. Les élections législatives de 1997	143
1. Une campagne plus professionnelle	145
2. De bons résultats.	145
3. Un « Projet » devenu caduque.	146
4. Quel rôle jouer ?	147
a) Une opposition « constructive »	147
b) Dans l'antichambre gouvernementale	149
c) Un bilan décevant	151
5. Un <i>leader</i> désavoué	152
a) Une stratégie ouvertement contestée	152
b) Le « triple verrou »	154
c) La fin de la coopération	155
Bilan	157
Troisième Partie :	160
La marche forcée vers le pouvoir 1999-2015	
Présentation	161
I. Le <i>leadership</i> trop timoré de Charles Kennedy	163
A. Une victoire fragile	163
1. Le consensus « stratégique » des candidats	163
2. Un choix par défaut	165
3. Un mandat limité	166
B. La recomposition à gauche : un objectif obsolète	167
1. Un environnement défavorable	168
2. La réaffirmation du principe d'indépendance	169
C. Une stratégie inadéquate	171
1. La fin du « Projet »	171
2. Une opposition efficace ?	172
3. Une identité trop floue	174

4. Un équilibre interne fragilisé par le <i>leader</i>	176
D. Un <i>leader</i> contesté	177
1. La Guerre d'Irak	177
a) Une opposition de principe	178
b) L'ingérence des militants	179
2. Le test des urnes	180
a) Un <i>leader</i> jugé peu professionnel	181
b) Un parti déçu	182
c) Un <i>leader</i> sur la sellette	183
d) Des résultats objectivement bons	185
e) Une affaire de point de vue	186
3. Un parti parlementaire plus puissant	188
a) L'arrivée de « professionnels de la politique »	188
b) Des règles de fonctionnement inadaptées	189
c) Un droit de veto <i>de facto</i>	191
4. Vers une montée du factionnalisme ?	192
a) <i>The Orange Book</i>	192
b) Un factionnalisme compétitif	194
E. La fin du <i>leadership</i> de Charles Kennedy	197
1. La fronde des députés	197
2. Un régicide ?	198
Bilan	199
II. L'intérim de Menzies Campbell	202
1. Le choix d'un <i>leader</i> « neutre »	202
2. Un choix raisonné	203
3. Un environnement défavorable	203
III. Le <i>leadership</i> de Nick Clegg : Du pouvoir à la déroute électorale 2007-2015	206
A. La nécessité d'un <i>leader</i> plus professionnel	206
1. Des approches différentes	207
2. La victoire serrée de Nick Clegg	208
3. Des débuts difficiles	209
a) Un déficit de visibilité	209
b) Une refonte risquée du programme électoral	210
c) La défiance de la base	213
d) Un changement de coalition dominante ?	214
e) Un retour opportuniste à l'équidistance	216
B. Les <i>Lib Dems</i> faiseurs de gouvernement	218
1. La Cleggmania	219
2. Des résultats décevants	220
3. Un parlement sans majorité	220
C. Une coalition Conservateurs-Libéraux-démocrates	222
1. L'offre des Conservateurs	222
2. Une issue logique	226
a) Une proximité idéologique	227
b) Un facteur générationnel	228
3. Le large mandat du <i>leader</i>	228
4. Un accord mal négocié	229
a) Des partenaires unis	229
b) Une présence ministérielle trop diluée	230

c) Un accord équilibré	231
D. Un difficile apprentissage du pouvoir	233
1. L'échec annoncé du référendum	234
a) Des facteurs historiques et culturels	235
b) Des raisons partisans	236
c) L'échec du <i>leader</i>	237
d) Un combat à repenser	238
2. La crise des frais d'inscription universitaire	239
3. Un <i>leader</i> qui résiste	240
E. La déroute électorale de 2015	243
1. Un vote sanction	243
2. « L'effet veuve noire »	244
3. Un <i>leadership</i> inexpérimenté	245
Bilan	247
Conclusion Générale	249
Annexes	257
1. Fiche explicative sur les types de scrutin distribuée par <i>The Electoral Reform Society</i>	258
2. Listes des ministères pendant la coalition de 2010	262
3. Entretiens	264
Entretien avec Paddy Ashdown	264
Entretien avec Crispin Allard	269
Entretien avec Liz Lynne	277
Entretien avec Michael Meadowcroft	287
Bibliographie	304
Index des noms propres	348

Le parti libéral fut l'un des deux principaux partis politiques britanniques, avec le parti conservateur, jusqu'au milieu des années vingt. Sa date de création fait encore débat : David Dutton estime qu'elle a eu lieu entre 1830 et 1868, ces deux bornes marquant le moment où les partis *Tory* et *Whig* commencèrent à se désintégrer et les partis libéral et conservateur furent repérables en tant qu'organisations. Le parti libéral était né de la fusion des *Whigs*, représentant l'aristocratie libérale ouverte aux réformes politiques et favorable au libre-échange (*free trade*), des *Peelites*, une faction séparatiste du parti conservateur réunie autour de Robert Peel, défenseurs eux aussi du libre-échange et des Radicaux¹.

La Première Guerre mondiale marqua le début de son long et inexorable déclin : il ne fut plus jamais en mesure de former seul un gouvernement après 1916. Des facteurs, à la fois endogènes et exogènes, expliquent cette longue traversée du désert et une relégation au statut de tiers parti (*a third party*). D'une part, des divisions internes rongèrent le parti, opposant les partisans de David Lloyd George à ceux d'Herbert Asquith au sujet de la conscription obligatoire ; elles finirent par conduire à son éclatement à la fin de 1916. D'autre part, les réformes électorales successives de 1867, 1884 et 1918, octroyant le droit de vote à la classe ouvrière, et l'émergence du parti travailliste² conduisirent à une recomposition radicale et durable du paysage politique en Grande-Bretagne dès le milieu des années vingt. Malgré l'adoption d'un libéralisme dit social³, le parti libéral ne parvint pas à séduire ce nouvel électorat⁴. Il fut aussi victime des effets mécaniques et psychologiques des « Lois de Duverger » relatives au mode de scrutin⁵. Dans le cas présent du scrutin uninominal majoritaire à un tour, les électeurs ont la propension à en anticiper les effets mécaniques et à ajuster leur comportement aux chances de victoire des partis en compétition dans le but de maximiser l'utilité de leur vote. On parle alors de « vote

¹ DUTTON, David. *A History of the Liberal Party since 1900. Second Edition*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2013, p. 4.

² THORPE, Andrew. *A History of the British Labour Party*. Londres : Palgrave Macmillan, 4ème édition, 2015, 412 p.

³ Le « libéralisme social » ou « nouveau libéralisme » allait redonner une nouvelle impulsion au libéralisme et par là-même au parti libéral entre 1880 et 1914. Cette école du libéralisme, dont les initiateurs furent T. H. Green, L. T. Hobhouse et J. A. Hobson, proposa une relecture du libéralisme classique afin d'apporter une réponse aux problèmes sociaux. La liberté se vit attribuer une valeur positive : un citoyen était libre s'il possédait les ressources suffisantes, comme par exemple l'éducation ou l'accès aux soins, pour exercer sa liberté. Dans ce cas, l'intervention de l'État devenait légitime dans certaines occasions. Afin d'avoir une vision plus complète des apports de ces trois penseurs emblématiques du libéralisme social, on pourra se reporter à : CHRETIEN, Maurice. (dir.). *Le nouveau libéralisme anglais à l'aube du XXe Siècle*. Paris : Economica, 1999 ou FREEDEN, Michael. *The New Liberalism : An Ideology of Social Reform*. Oxford : Clarendon Press, 2011.

⁴ DOWNS, Anthony. *Une théorie économique de la démocratie*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2013, trad. par Paul-Louis van Berg, p. 154.

⁵ DUVERGER, Maurice. *Les partis politiques*. Paris : Librairie Armand Colin, 1976, 10ème édition, p. 306 et p. 315.

stratégique », « vote tactique », « vote sophistiqué », ou de « syndrome du vote gâché ». Le « vote stratégique/tactique » est décidé par les *leaderships* des partis pour faire barrage à un adversaire tandis que le « vote sophistiqué » implique que l'électeur va faire des choix rationnels pour ne pas « gâcher sa voix » et la transformer en un avantage personnel⁶.

Au début des années cinquante, le destin du parti libéral semblait scellé : il ne représentait plus que 3% des suffrages lors des législatives de 1951 et de 1955 et il n'avait présenté des candidats que dans une circonscription sur six. Sa survie avait été assurée en nouant des alliances locales avec les Conservateurs⁷. Dans les années cinquante et soixante, il y eut bien des victoires inattendues lors de législatives partielles comme à Orpington en 1962 dans un bastion conservateur⁸. Cette victoire fut alors érigée en symbole de jours meilleurs à venir et souvent utilisée pour motiver les troupes. Ces victoires laissaient imaginer que ce déclin était temporaire et qu'il pourrait être vite renversé.

Ce renouveau sembla assuré et consolidé seulement à partir du milieu des années soixante-dix. Le parti libéral présenta plus de candidats et recueillit en moyenne 20% des suffrages. Cette percée stable s'expliquait, en partie, par la niche électorale qu'il s'était taillée auprès d'un électorat avec un bon niveau d'études et en accord avec la doctrine libérale⁹. Il avait su aussi capitaliser sur le vote protestataire sur tout le spectre politique et bénéficier cette fois-ci des effets psychologiques des « Lois de Duverger », en obtenant les votes stratégiques des candidats arrivés en troisième position, qu'ils soient conservateurs ou travaillistes¹⁰. Redevenir un parti de gouvernement n'était plus une utopie alors que le système partisan britannique était en pleine mutation.

Notre travail de recherche va porter sur les différentes tentatives des *leaders* libéraux/libéraux-démocrates entre 1976 et 2015 pour se rapprocher du pouvoir en cherchant à profiter des opportunités offertes par un système partisan en pleine mutation.

⁶ DOLEZ, Bernard et Annie LAURENT. «Les lois de Duverger au microscope. L'apport des expérimentations de laboratoire à l'étude des effets psychologiques des modes de scrutin». *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, No. 1, 2010, p. 111.

⁷ CURTICE, John. «Neither Representative nor Accountable : First-Past-the-Post in Britain» In GROFMAN, Bernard, BLAIS, André et Shaun BOWLER (dirs.). *Duverger's Law of Plurality Voting : The Logic of Party Competition in Canada, India, the United Kingdom and the United States*. New York, Londres : Springer, 2008, p. 30-31.

⁸ MEADOWCROFT, Michael. «Eric Lubbock and the Orpington Moment». *Journal of Liberal History*, printemps 2016, p. 29-30.

⁹ LEMIEUX, Peter H. «Political Issues and Liberal Support in the February 1974, British General Election». *Political Studies*, Vol. 25, No. 3, septembre 1977, p. 323-342.

¹⁰ CURTICE, John, *op. cit.*, 2008, p. 30-31.

L'exercice du pouvoir impliqua de repenser le positionnement sur l'échiquier politique et les relations à nouer avec les partis travailliste et conservateur. Nous allons nous intéresser à la manière dont ces *leaders* se sont approprié la stratégie de la « recomposition de l'échiquier politique à gauche »¹¹ (*the realignment of the left*) imaginée par Jo Grimond, *leader* entre 1956 et 1967. Nous allons mettre l'accent sur les changements organisationnels et dans une moindre mesure idéologiques qu'ils ont tenté d'opérer pour reconquérir le pouvoir. Nous regarderons comment ces transformations, en réponse aux circonstances ou imposés par les acteurs eux-mêmes, se produisent et comment elles modifient les rapports de pouvoir au sein de l'organisation partisane.

Délimitation du sujet.

Dans le cadre du propos qui est le nôtre, il nous faut délimiter une période temporelle et déterminer les acteurs que nous allons étudier.

Dans la conceptualisation des partis politiques proposée par Valdimer O. Key¹², les organisations partisanses sont décrites comme des systèmes d'interaction tripartite. Un parti politique peut être analysé sous les trois angles suivants :

- le parti en relation avec l'électorat (*the party-in-the electorate*): il s'agit du parti identifiable par une « étiquette », qui fait campagne et qui mobilise une idéologie partisane pour gagner des suffrages ;
- le parti en tant qu'organisation (*the party-as-organisation*), c'est-à-dire le parti des militants, ses ressources et ses équipes de campagne ;
- le parti qui gouverne (*the party-in-government*), c'est-à-dire le parti qui coordonne les actions des différents organes du parti.

Étudier une organisation partisane implique de faire des choix et des renoncements, il nous faut donc restreindre ce cadre.

¹¹ Nous ne retiendrons pas le terme « réaligement » qui est utilisé quand le taux de change d'une monnaie est réaligné sur une autre monnaie.

¹² KEY, Valdimer O. *Politics, Parties, & Pressure Groups*. New York : Crowell, 1966, 5ème édition, 738 p.

Nous retiendrons alors qu'un parti politique a une étiquette, une idéologie et donc des électeurs qui se reconnaissent en les valeurs et les politiques qu'il défend. L'étiquette 'libéral' fit son apparition dans le vocabulaire politique en France et en Espagne aux alentours de 1810 pour décrire les réformateurs qui prenaient fait et cause pour la souveraineté populaire, la liberté individuelle et la règle constitutionnelle. Le parti libéral/libéral-démocrate se revendique comme l'héritier de cette longue tradition libérale¹³. Symboliquement, lors de toute passation de pouvoir entre l'ancien et le nouveau président du parti, le premier remet à son successeur une copie de l'ouvrage *On Liberty* de John Stuart Mill, qui a le statut de bible du parti (*Book of Office*)¹⁴.

Il nous faut maintenant préciser ce que nous allons entendre par les termes « idéologie » et « idéologie partisane ». Il y a désaccord sur l'expression à utiliser pour qualifier le libéralisme. Michael Freedon parle d'idéologie quand il évoque le libéralisme, le conservatisme et le socialisme¹⁵. Mais, c'est parce qu'il n'est pas prescriptif, au sens où Raymond Aron l'entend¹⁶, que le libéralisme n'est pas considéré comme une idéologie mais plutôt comme une doctrine ou une philosophie. Par choix, nous utiliserons les termes de « doctrine libérale » ou « pensée libérale », nous parlerons d'idéologie partisane lorsque nous évoquerons les programmes électoraux qui sont la vitrine du parti dans l'opinion publique. C'est cet aspect que nous privilégierons dans notre travail, en faisant référence au libéralisme classique et au libéralisme social ou nouveau libéralisme¹⁷, certainement de façon réductrice. Alan Ware met en effet en garde sur la dualité et l'ambivalence de la dimension institutionnelle de l'idéologie partisane. Les manifestes électoraux sont conçus pour attirer les électeurs mais ils ne peuvent pas contenir tous les principes défendus par un parti¹⁸.

¹³ Pour plus de détails sur les manifestations protéiformes du libéralisme, on peut se reporter à : ORAZI, Françoise. *L'individu libre : Le libéralisme anglo-saxon de John Stuart Mill à nos jours*. Paris : Classiques Garnier, 2018, 200 p.

¹⁴ MILL, John S. *On Liberty and other Essays*. Oxford, New York, Athènes : Oxford University Press, 1998, 598 p.

¹⁵ FREEDEN, Michael. *Ideologies and Political Theory : A Conceptual Approach*. Oxford : Clarendon Press, 1996, p. 139-316.

¹⁶ ARON, Raymond. "Qu'est-ce que le libéralisme ?", 18 novembre 1969, publié dans la revue *Commentaire*, No. 84, hiver 1998-99, p. 943-946.

¹⁷ Ces deux variantes du libéralisme ne sont pas mutuellement exclusives, comme on l'a longtemps pensé, malgré des divergences majeures sur la définition du concept de liberté à défendre et du rôle dévolu à l'État. On pourra se reporter à la synthèse proposée par Tudor Jones. In TUDOR, Jones. "Liberal Democrat Thought" In MACIVER, Don (dir.). *The Liberal Democrats*. Hemel Hempstead : Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, 1996, p. 63.

¹⁸ WARE, Alan. *The Dynamics of Two-Party Politics*. Oxford, New York : Oxford University Press, 2009, p. 20.

Si nous affinons la définition du niveau trois, nous parlerons plus précisément du *leadership*, qui évolue au sein d'un cadre défini par les statuts du parti, du parti parlementaire (*the parliamentary party*), qui comprend les représentants à Westminster et à la Chambre des Lords et des adhérents (*members*) lors des congrès. Sauf mention spéciale, lorsque nous ferons référence au parti parlementaire, nous évoquerons principalement les députés de premier plan (*the front bench parliamentarians*), qui sont soit un ministre soit un porte-parole du Cabinet fantôme (*the Shadow Cabinet*) formé par le parti dans l'opposition, et ceux de base (*the backbenchers*) qui siègent sur les bancs derrière les ministres et les porte-paroles du parti. Pour des raisons matérielles, le rôle concret des militants sur le terrain ne sera pas abordé. Dans notre étude, nous ne nous intéresserons pas aux partis nationaux libéraux-démocrates en Écosse et au pays de Galles bien qu'il y ait eu par exemple un accord de coalition avec le parti travailliste en Écosse en 2003. Les statuts du parti libéral-démocrate accordent une grande autonomie aux deux partis nationaux, les *leaders*, à l'image de Charles Kennedy en 2003, essaient de ne pas intervenir dans la gestion de leurs relations avec les autres formations politiques.

Notre étude portera sur la période débutant avec le *leadership* de David Steel en juillet 1976, qui marque les premières tentatives de coopération interpartis, et se terminant avec la déroute aux élections législatives de mai 2015 après la participation au gouvernement de coalition avec les Conservateurs. Nous avons choisi cette période parce que le parti libéral-démocrate n'est pas une création *ex nihilo* : il est le produit de la fusion du parti libéral avec le *SDP*. De plus, pendant la période 1976-2015, le système partisan n'a plus été un système bipartite pur mais plutôt un système avec deux partis et un parti et demi (cf. infra).

Définitions et hypothèses.

Il nous faut préciser ce qui distingue une organisation partisane des autres types d'organisations. Nous emprunterons la définition que donnent Robert Harmel et Kenneth Janda de sa fonction première. Les deux auteurs décrivent les partis politiques comme des organisations qui entrent en compétition :

« [...] Un parti politique compétitif est une organisation qui poursuit l'objectif de placer ses représentants déclarés à des postes politiques, ce qu'il fait en présentant des candidats pour ces postes lors des compétitions électorales¹⁹. »

L'activité des partis peut alors être cyniquement réduite à exercer le pouvoir²⁰. Le terme « pouvoir » veut tout dire et rien à la fois selon William Riker qui préfère parler de victoire. L'arène électorale est alors l'espace où a lieu la compétition partisane²¹. Les partis vont devoir, par conséquent, définir des objectifs.

Pour affiner notre définition, nous allons emprunter le postulat formulé par Robert Harmel et Kenneth Janda : les partis politiques vont sélectionner un objectif principal parmi les quatre objectifs suivants²² :

- maximiser le nombre de suffrages remportés pour maximiser le nombre de sièges remportés (*vote-seeking*) ;
- exercer le pouvoir (*office-seeking*) ;
- influencer l'action publique (*policy-seeking*) ;
- défendre la démocratie intra-partisane (*intraparty democracy*).

Les partis politiques vont alors interagir et ajuster leurs positions en réponse aux changements opérés par leurs rivaux²³. C'est précisément cet environnement en évolution

¹⁹ “[...] *A competitive political party is an organization that pursues the goal of placing its avowed representatives in political office, which it does by running candidates for offices in competitive elections.*” In HARMEL, Robert et Kenneth JANDA. “An Integrated Theory of Party Goals and Party Change”. *Journal of Theoretical Parties*, Vol. 6, No. 3, juillet 1994, p. 272.

²⁰ ROBERTSON, David. *A Theory of Party Competition*. Londres : Wiley, 1976, p. 25-26.

²¹ RIKER, William H. *The Theory of Political Coalitions*. New Haven et Londres : Yale University Press, 1962, p. 22.

²² HARMEL, Robert et Kenneth JANDA, *op. cit.*, 1994, p. 265 et p. 272-273.

que le parti libéral/libéral-démocrate a dû gérer pour ne pas disparaître ou être relégué indéfiniment au second plan dans le paysage politique, en tenant de le dominer ou en s’y adaptant²⁴. Cela passa par sa relation avec les deux grands partis et plus particulièrement avec le *Labour*. Jo Grimond défendit l’idée d’une « recomposition à gauche du paysage politique » (*the realignment of the left*) avec le rassemblement des forces de gauche et de progrès. Longtemps vu comme l’allié naturel des Conservateurs, Jo Grimond avait décidé de repositionner son parti à gauche dès 1958. Il imaginait une réunion des Libéraux, des Conservateurs et des Travaillistes modérés pour former un groupe progressiste qui séduirait la grande majorité des Britanniques et éloignerait les extrémistes de gauche et de droite. Si le qualificatif « progressiste » semble plus clair car il renvoie à la notion de progrès, le terme « radical » est plus difficile à définir. Le progressisme britannique apparut dans les années 1890 autour d’un groupe de journalistes et d’intellectuels socialistes et radicaux. Parmi eux, on trouvait J. A. Hobson, Herbert Samuel et Ramsay MacDonald. Il s’agissait de discuter des liens qui existaient entre un libéralisme social et réformiste et la social-démocratie²⁵. Quant au radicalisme, il fait référence à un mouvement politique britannique à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle. Bien que les militants et organisations dits radicaux puissent prendre diverses formes, comme par exemple le Chartisme né dans les années 1830, ce qui les unissait c’était leur quête de droits et de justice pour tous les citoyens ainsi qu’une critique du *statu quo* social et politique²⁶. Sous l’impulsion du *Radical Reform Group*, un groupe de pression social-libéral créé en 1952, le parti libéral avait adopté une approche plus progressiste et sociale-libérale sur un plan économique²⁷. Il fallait devenir le seul parti d’opposition face aux Conservateurs. De façon plus utopique, une recomposition du paysage politique à gauche était un moyen de rétablir un ordre plus naturel après avoir été supplanté par le *Labour*. Le parti libéral avait son évangile, formulé par Jo Grimond pour le guider pendant sa traversée du désert et définir la nature des relations à entretenir avec les deux grands partis. Ce

²³ DOWNS, Anthony, *op. cit.*, 2013, p. 125-126.

²⁴ Cette distinction adaptation/domination est une distinction analytique, et non exclusive, car les relations entre une organisation et son environnement impliquent toujours une adaptation à celui-ci ainsi qu’une domination lors de ses efforts pour le transformer. In PANEBIANCO, Angelo. *Political Parties, Organization & Power*. Cambridge : Cambridge University Press, 1988, p. 13.

²⁵ MORGAN, Kenneth O. “Dilemmas and Disappointments : Progressive Politics 1896-2016”. *The Political Quarterly*, Vol. 88, No. 1, janvier-mars 2017, p. 61-62.

²⁶ McCORMACK, Matthew. “Radicalism” In BRACK, Duncan et Ed RANDALL (dirs.). *Dictionary of Liberal Thought*. Londres : Politico's Publishing House, 2007, p. 331-333. On pourra se référer aussi à STEDMAN JONES, Gareth. *Languages of Class : Studies in English Working Class History 1832-1982*. Cambridge : Cambridge University Press, 1983, 260 p.

²⁷ LIPPIATT, Graham. “Radical Reform Group” In BRACK, Duncan et Ed RANDALL (dirs.). *Dictionary of Liberal Thought*. Londres : Politico's Publishing House, 2007, 600 p. 329-330.

concept de recomposition à gauche restait nébuleux sur le rôle que le parti libéral devrait jouer et par là-même son avenir : était-il celui qui devait accueillir tous ces progressistes ou devait-il se fondre dans une nouvelle structure ?

David Robertson explique que l'homme politique n'est pas un esprit libre : il est l'héritier d'une tradition politique car le parti dans lequel il évolue n'est pas une création *ex nihilo*²⁸. Ses choix stratégiques vont se trouver limités d'une certaine manière par cet héritage idéologique. Ainsi, les *leaders* qui se sont succédé à la tête du parti libéral/libéral-démocrate se sont tous réclamés de la figure tutélaire de Jo Grimond et de son héritage à des degrés divers. Nous pouvons donc supposer que cette stratégie de recomposition à gauche va être utilisée par les *leaders* pour gérer un environnement électoral en pleine mutation et les relations avec le *Labour* afin de (re)conquérir le pouvoir. Cette mobilisation pragmatique de ce thème est de leur ressort et elle va être imposée à des militants plus puristes et attachés à l'indépendance de leur parti. Ce rêve d'une recomposition de l'échiquier politique à gauche est un concept aux contours relativement flous, cela le rend donc facilement modulable suivant les aspirations des différents chefs de parti.

Travaux antérieurs.

Mon travail de recherche s'inscrit dans la continuité du regain d'intérêt pour le parti libéral-démocrate et plus particulièrement les changements organisationnels qu'il a opérés depuis 1988 après la fusion avec le *SDP*²⁹.

Pendant longtemps, peu d'ouvrages lui furent consacrés en tant que tel en raison de son statut de tiers parti. Dans l'ouvrage de référence de Robert McKenzie, *British Political Parties : The Distribution of Power within the Conservative and Labour Parties* (1955), son étude était reléguée aux annexes car il n'avait, selon l'auteur, ni exercé le pouvoir ni de chance raisonnable de le faire. Lorsque des chapitres lui étaient consacrés, ils portaient principalement sur ses résultats électoraux lors des législatives comme par exemple dans la collection de référence *The British General Election* sous la direction de David Butler et David Kavanagh. De meilleurs résultats électoraux, associés à une fragmentation du

²⁸ ROBERTSON, David, *op. cit.*, 1976, p. 65.

²⁹ CREWE, Ivor et Anthony KING. *SDP : The Birth, Life and Death of the Social Democratic Party*. Oxford : Oxford University Press, 1995, 611 p.

système partisan britannique, ont suscité à un regain d'intérêt pour ce petit parti. On peut mentionner en 1996 la publication de *The Liberal Democrats*, sous la direction de Don MacIver, sur le même modèle que les ouvrages consacrés aux partis conservateur et travailliste, signe peut-être qu'il était devenu un parti avec lequel il allait falloir compter dans un proche avenir.

Les recherches actuelles s'articulent autour de trois grands axes.

La première catégorie d'ouvrages, et la plus importante en volume, privilégie une approche historique afin de comprendre les raisons du déclin du parti libéral depuis 1900 et les ressorts de sa survie. Les ouvrages de David Dutton, *A History of the Liberal Party since 1900 2nd Edition*, (2013) et de Chris Cook, *A Short History of the Liberal Party : The Road Back to Power* (2010), suivent cette approche mais à travers deux angles d'étude complémentaires. Dans le premier cas, l'accent est mis sur l'évolution de la doctrine libérale, sa mise en application du point de vue politique et son appropriation par les autres partis politiques tandis que les stratégies retenues par les *leaders* et les résultats aux élections législatives et locales sont privilégiés dans le second. Si les deux ouvrages cherchent à démontrer une continuité dans la filiation idéologique avec le parti libéral depuis 1900, l'approche organisationnelle n'est pas abordée. Les changements qu'il a connus pour devenir plus professionnel ne sont pas évoqués. L'ouvrage collectif *Peace, Reform and Liberation : A History of Liberal Politics in Britain 1679-2011* (2011), sous la direction de Robert Ingham et de Duncan Brack³⁰, combine les deux axes de recherche précédents mais de façon trop pédagogique et trop didactique (mini bibliographies, vignettes sur un aspect particulier) tout en couvrant une large période historique. Cet ouvrage souffre aussi d'un manque d'homogénéité à cause des contributions de nombreux auteurs.

Le deuxième axe de recherche met l'accent sur la dimension idéologique en suivant les inflexions que le libéralisme, en tant qu'idéologie partisane, a connues en réponse aux évolutions des positions défendues par les Conservateurs et les Travaillistes. Il s'agit de voir comment ces changements ont joué sur l'identité du parti afin d'être plus compétitif

³⁰ Duncan Brack offre un éclairage de l'intérieur : il fut à la tête du groupe en charge de l'élaboration des programmes politiques pour le parti libéral-démocrate puis conseiller spécial auprès de Chris Huhne dans le gouvernement de coalition.

sur le plan électoral. Les ouvrages de Tudor Jones et Kevin Hickson proposent deux analyses de ce phénomène. Dans son ouvrage *The Revival of British Liberalism : From Grimond to Clegg* (2011), Tudor Jones propose une approche plus synthétique et moins partisane. Il montre comment la doctrine libérale a permis au parti libéral/libéral-démocrate non seulement de formuler des choix stratégiques mais aussi de définir, consolider et défendre son identité sur l'échiquier politique face aux partis conservateur et travailliste. Le mérite de cet ouvrage est de restreindre la période historique couverte tout en établissant une continuité idéologique et une filiation stratégique entre le parti libéral sous le *leadership* de Grimond (1955-1967) et l'actuel parti libéral-démocrate. Cependant, la pertinence de ces changements idéologiques n'est pas évaluée en termes de résultats électoraux. Sous la direction de Kevin Hickson, dans *The Political Thought of Liberals and Liberal Democrats since 1945*, les auteurs s'attachent à défendre les mérites du libéralisme classique et du libéralisme social lorsqu'ils sont appliqués à l'économie, à la dévolution ou à la réforme constitutionnelle. L'intérêt de cet ouvrage est l'idée qu'il existerait un « centre » institutionnel qui fluctue au gré des *leaders* et du positionnement des deux grands partis. Mais cette tentative de synthèse n'est pas toujours probante. Enfin, dans *Realignment of the Left ? A History of the Relationship between the Liberal Democrat and Labour Parties* (1999), Peter Joyce propose une analyse fouillée des relations entre les deux formations principalement sur un plan idéologique. Son analyse reste clinique en ce sens que, peu importe la période concernée entre 1906 et 1997, les mêmes sous-divisions sont retenues (stratégie électorale/argumentaire/problèmes rencontrés) sans toujours proposer une approche transversale quand il s'agit d'évoquer les relations entre le *Labour*, le *SDP* et le parti libéral/libéral-démocrate. La dimension intra-partisane est aussi omise.

Une troisième série d'ouvrages plus récents propose une lecture plus organisationnelle. Les changements organisationnels qu'a pu connaître le parti libéral n'ont pas été étudiés ; les archives, ouvertes à la consultation à la *London School of Economics* comportent peu d'éléments sur ce point, ce qui semble suggérer que ce n'était pas la priorité de l'exécutif à cette époque. Dans l'ouvrage collectif *Liberal Party Politics*, sous la direction de Vernon Bogdanor, consacré au parti libéral en 1983 au moment de l'alliance avec le *SDP*, les angles d'étude sont nombreux (électorat libéral, idéologie partisane du parti, ses stratégies) mais il n'y a rien sur la structure interne du parti et les relations intra-partisanes. Il fallut atteindre la naissance du parti libéral-démocrate pour que cet aspect soit étudié. On peut citer l'ouvrage de Paul Whiteley, Patrick Seyd et Anthony Billinghamurst,

Third Force Politics, Liberal Democrats at the Grassroots (2005) qui privilégie une étude sociologique des adhérents et des électeurs libéraux-démocrates. Les travaux d'Andrew Russell et d'Edward Fieldhouse, *Neither Left nor Right ? The Liberal Democrats and the Electorate* (2005) complètent le précédent ouvrage et sont consacrés plus particulièrement aux caractéristiques organisationnelles du parti. Dans les deux cas, on a une photographie à un moment donné : celui de ses meilleurs résultats en nombre de sièges. Dans sa thèse de doctorat *Obedying the Iron Law ? Changes in the Intra-Party Balance of Power in the British Liberal Democrats since 1988* (2001), Emma Sanderson-Nash affine ces pistes de recherche en retenant une perspective historique un peu plus large, mettant l'accent sur la professionnalisation du parti afin de conquérir le pouvoir. Ses recherches bénéficient de son expérience en tant qu'assistante parlementaire de Charles Kennedy et de ses bonnes connaissances des rouages décisionnels du parti libéral-démocrate.

La recherche en France s'est intéressée aussi à la doctrine libérale et au parti libéral. Ainsi, Françoise Orazi dans *L'Individu libre : Le libéralisme anglo-saxon de John Stuart Mill à nos jours* publié en 2018, s'attache à trouver un fil directeur entre toutes les déclinaisons du libéralisme anglo-saxon depuis les travaux de John Stuart Mill jusqu'à aujourd'hui. Cet élément commun est l'homme libre. Richard Davis, dans *The Liberal Party in Britain (1906-1924)* publié en 2010, a étudié les raisons du déclin du parti sur cette période. Enfin, Clarisse Berthezène, dans son article *Une crise de l'historiographie britannique ? Les controverses autour de l'histoire du Parti libéral et du libéralisme au 20e siècle* publié en 2013, établit un pont entre ces travaux en recherchant les raisons de ce déclin du parti libéral en tant qu'organisation et en tant que véhicule devenu inadapté pour la doctrine libérale.

L'accent a longtemps été mis sur les seuls résultats électoraux du parti libéral/libéral-démocrate sans s'intéresser ni à la coopération interpartis ni au rôle au niveau gouvernemental que le parti a tenté de jouer. L'évolution du système partisan britannique, qui n'était plus purement bipartite, a aussi été laissée de côté : ce parti a toujours été perçu comme un petit parti, de ce fait un acteur mineur dans la compétition électorale. Aussi, la dimension de l'idéologie partisane a été négligée pour expliquer les choix qui ont été faits par les *leaders* successifs pour s'adapter à un environnement électoral en mutation où le modèle de Westminster ne fonctionnait plus, ou fonctionnait moins bien depuis les années soixante-dix. De la même manière, lorsque les changements organisationnels, qu'a connus le parti libéral-démocrate, ont commencé à être étudiés, ils

l'ont été pour déterminer le degré de compétition intra-partisane et démontrer qu'il existait une dérive oligarchique du parti, ce qui méritera d'être nuancé. L'influence de ces transformations organisationnelles sur la coopération avec les deux grands partis a été souvent omise. Emma Sanderson-Nash a réparé cet oubli dans sa thèse de doctorat. Cependant, elle a fait le choix de considérer le parti libéral-démocrate comme un « nouveau » parti, même si elle rappelle que ce n'est pas une création *ex nihilo*. Pour autant, elle ne montre pas la continuité organisationnelle et idéologique qui existe entre le parti libéral et le parti libéral-démocrate.

Aussi nous placerons notre étude à un double niveau : la compétition intra-partisane et la compétition interpartis. Cette dualité est pertinente car elle va nous permettre de montrer que les attentes du *leadership* ne sont pas celles des militants et vice versa, ce qui va générer des tensions organisationnelles. Nous retiendrons donc une approche organisationnelle sans négliger la dimension de l'idéologie partisane même si elle fut mobilisée en complément – voire en relais stratégique des transformations organisationnelles destinées à accroître la popularité et l'attractivité du parti. Nous étudierons la mise en œuvre de ce concept de recomposition à gauche entre 1976, avec l'arrivée de David Steel à la tête du parti libéral, jusqu'à la fin de la coalition gouvernementale avec les Conservateurs en 2015.

Fondements théoriques et empiriques.

Dans un système partisan avec un scrutin uninominal majoritaire à un tour, la « petitesse » ne semble pas être une qualité et les petites formations sont souvent délaissées car elles ne sont pas susceptibles d'exercer le pouvoir politique. Pourtant, ces formations existent et revendiquent leur place dans le jeu politique. Cela commence par les appellations qui les désignent : elles sont parfois assumées ou bien subies et combattues³¹.

Il y a une pluralité de définitions du terme « petit », liée aux différentes étapes électorales. Le parti libéral/libéral-démocrate est tour à tour un « petit parti » (*a small party*) et/ou un parti mineur (*a minor party*), par opposition aux deux grands partis (*the major*

³¹ LAURENT, Annie et Bruno VILLALBA. « Introduction » In LAURENT, Annie et Bruno VILLALBA (dirs.). *Les petits partis : De la petitesse en politique*. Paris : L'Harmattan, 1996, p. 9.

parties) que sont les partis conservateur et travailliste, ou encore un “tiers parti” ou “troisième parti” (*a third party*). Nous allons proposer une définition de ces termes en nous appuyant sur des auteurs classiques dans un premier temps puis sur des travaux plus contemporains sur les systèmes partisans.

1. *Les typologies centrées sur les dimensions électoraliste et systémique.*

Dans une perspective électoraliste, le statut peu enviable de “petit parti” peut s’expliquer par des critères numériques. Les travaux de Maurice Duverger fournissent des premiers éléments de réponse. Un petit parti est un parti qui n’a aucun espoir d’obtenir une majorité absolue au parlement et il représente 5% des parlementaires³². Si l’on compare le nombre de sièges obtenus par le parti libéral/libéral-démocrate entre 1974 et 2010, ce critère se révèle pertinent jusqu’en 1987 : il était à 3,5% lors de l’Alliance avec le *SDP*. Cependant, depuis 1997, les *Lib Dems* représentent plus de 7% des parlementaires avec un pic à 9,6% en 2005³³. Une définition fondée sur ce score montre qu’il n’est plus “un petit parti” *stricto sensu*.

Aussi pertinent que soit ce critère numérique, ces résultats électoraux doivent être replacés dans un cadre plus large. En effet, si l’on adopte une perspective systémique, toute formation politique évolue dans un système de partis particulier et se retrouve donc fortement tributaire de contraintes institutionnelles comme par exemple le type de scrutin.

Les auteurs plus classiques comme Maurice Duverger et Jean Blondel décrivaient le système partisan britannique comme bipartite, même s’il comprenait trois formations, en se fondant sur les seuls résultats électoraux aux législatives et le nombre de sièges obtenus³⁴. Entre 1945 et 1970, le parti conservateur et le parti travailliste avaient totalisé en moyenne 91,2% des suffrages³⁵ et obtenu en moyenne 97,9% des sièges à Westminster, ce qui avait laissé une portion plus que congrue aux autres formations politiques³⁶. Pendant

³² DUVERGER, Maurice, *op. cit.*, 1976, p. 389.

³³ Pour plus de détails sur les résultats du parti libéral/parti libéral-démocrate, on pourra consulter : INGHAM, Robert et Duncan BRACK (dirs.). *Peace, Reform and Liberation : A History of Liberal Politics in Britain 1679-2011*. Londres : Biteback Publishing, 2011, p. 388.

³⁴ DUVERGER, Maurice, *op. cit.*, 1976, p. 296.

³⁵ Ces moyennes ont été calculées par nos soins à l’aide du tableau récapitulatif sur les élections législatives entre 1945 et 2010 In QUINN, Thomas. “From Two-Partism to Alternating Predominance : The Changing UK Party System, 1950-2010”. *Political Studies*, Vol. 61, juin 2013, p. 283.

³⁶ *Ibid.*, p. 283.

cette période, les deux partis avaient pu former des gouvernements et fonctionner sur la base de leur seule force au parlement sans avoir à nouer des coalitions³⁷. Par conséquent, le parti libéral/libéral-démocrate pouvait être rangé sous l'étiquette de "tiers parti" (*a third party*)³⁸ par comparaison aux deux grands partis (*major parties*). Arrivé troisième aux élections législatives, il ne pouvait pas former une majorité parlementaire et donc pas gouverner. Chris Leithner précise que cette appellation de "tiers parti" peut s'appliquer aussi bien aux partis arrivés troisième, quatrième, etc.

Comme nous l'avons déjà évoqué, le parti libéral/libéral-démocrate ainsi que les partis nationalistes ont vu leurs résultats en termes de votes et de sièges augmenter de façon significative depuis 1974, toutes proportions gardées pour des petites formations alors que dans le même temps, la somme totale des suffrages des deux grands partis s'est constamment érodée. Ils n'ont plus récolté que 72,9% en moyenne des votes entre 1974 et 2010, avec seulement 65% des suffrages en 2010.³⁹ En parallèle, les *Lib Dems* ont totalisé 8,3% des votes entre 1997 et 2010, battant même un record avec 62 députés en 2005. Si cette progression est plus marquée en termes de voix qu'en termes de sièges à la Chambre des Communes, cela s'explique par un trait inhérent au type de scrutin. Les partis politiques britanniques s'affrontent dans un système où le vainqueur emporte tout (*the winner takes it all*) grâce au scrutin uninominal majoritaire à un tour (*First Past The Post* ou *FPTP*)⁴⁰. Ce type de scrutin diminue les chances des petites formations d'obtenir plus de voix et surtout plus de sièges afin de pouvoir espérer devenir ou redevenir un parti de gouvernement⁴¹. Ce frein mécanique relègue les tiers partis à un simple rôle d'observateur sans réelle force, sauf si aucun des grands partis n'a une majorité à Westminster comme nous le verrons plus loin.

³⁷ SARTORI, Giovanni. *Partis et systèmes de partis : Un cadre d'analyse*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011, p. 272.

³⁸ LEITHNER, Chris. "Non-Major Parties in 'Two-Party' Systems : Some Initial Results from a General Model." *Strathclyde Papers on Government and Politics*, No. 73, janvier 1999, note 1 p. 59.

³⁹ QUINN, Thomas, *op. cit.*, 2013, p. 383.

⁴⁰ Dans le cadre de nos recherches, nous ne nous intéresserons pas aux élections européennes où un scrutin proportionnel est utilisé depuis 1979. Pour mesurer et définir l'impact que ce type de scrutin a sur le système partisan britannique, nous pourrions nous reporter à l'étude de Patrick Dunleavy. In DUNLEAVY, Patrick. "Facing up to Multi-Party Politics : How Partisan Dealignment and PR Voting Have Fundamentally Changed Britain's Party Systems". *Parliamentary Affairs*, Vol. 8, No. 3, juillet 2005, p. 503-532.

⁴¹ Ces "lois sociologiques", que Maurice Duverger pose afin de démontrer l'influence du type de système électoral sur le type de système de partis, ont été souvent critiquées en raison du caractère causal qu'elles établissent entre type de système électoral et type de système de partis. Dans un article consacré à une relecture de ces lois, Virgílio Afonso Da Silva montre qu'elles auraient été mal comprises car Maurice Duverger a pris de nombreuses précautions afin de montrer qu'elles ne sont pas absolues. In AFONSO DA SILVA, Virgílio. "Duverger's Laws : Between Social and Institutional Determinism". *European Journal of Political Research*, Vol. 45, No. 1, janvier 2006, p. 31-41.

Cette érosion significative du nombre de voix gagnées par les deux grands partis au profit des plus petites formations traduit une mutation perceptible qui affecte, depuis les années 1970, le système de partis britannique qui n'est plus purement bipartite. Les politistes se sont penchés sur cette évolution sans soubresaut et sans bouleversement majeur afin d'en rendre compte tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif.

Les indices élaborés par Markku Laasko et Rein Taagepera⁴² puis par Grigorri Golosov⁴³ rendent compte de cette transformation progressive vers un système de partis plus fragmenté en Grande-Bretagne si l'on prend en compte à la fois l'indice du nombre effectif de partis (*effective number of parties* ou *ENEP*) et l'indice du nombre effectif de partis au parlement (*effective number of parliamentary parties* ou *ENPP*)⁴⁴. Pour mesurer le pluralisme de la vie politique à partir des votes obtenus, Markku Laasko et Rein Taagepera suggèrent de regarder comment les votes se répartissent entre chaque parti et là on obtient le nombre réel de partis politiques (*ENEP* ou *Effective Number of Electoral Parties*). Ils ont affiné ce premier indice pour mesurer le pluralisme de la vie politique en regardant comment les sièges au parlement sont répartis entre les différentes formations politiques. On obtient alors le nombre effectif de partis parlementaires (*ENPP* ou *Effective Number of Parliamentary Parties*). Tandis que l'indice du nombre effectif de partis s'élevait en moyenne à 2,4 entre 1945 et 1970, il est au-dessus de 3 depuis 1974 avec une moyenne à 3,3. La même évolution est à noter lorsque l'on étudie le nombre effectif de partis au parlement même si elle est moins flagrante. Entre 1945 et 1970, cet indice indiquait que l'on était dans le cas d'un système bipartite mais il a légèrement augmenté à partir de 1974, avec une moyenne de 2,3 pour atteindre un maximum de 2,6 en 2010.⁴⁵ Une érosion du vote pour les deux grands partis, une plus grande volatilité de l'électorat ainsi qu'une société plus segmentée et moins organisée selon des clivages de classe pourraient expliquer cette transformation du système de partis britannique⁴⁶.

⁴² LAASKO, Markku et Rein TAAGEPERA. "'Effective' Number of Parties : A Measure with Application to West Europe". *Comparative Political Studies*, Vol. 12, No. 1, avril 1979, p. 3-27.

⁴³ Grigorri Golosov adopte la même démarche que Markku Laasko et Rein Taagepera mais ses règles de calcul ne sont pas les mêmes, In GOLOSOV, Grigorri. "The ENP : A New Approach". *Party Politics*, Vol. 16, No. 2, mars 2010, p. 171-192.

⁴⁴ Ces chercheurs postulent que dans le cas d'un système partisan bipartite, s'il y a seulement deux partis de force égale, le nombre effectif de partis au parlement est égal à deux.

⁴⁵ QUINN, Thomas, *op. cit.*, 2013, p. 383.

⁴⁶ Ivor Crewe propose plusieurs axes d'analyse pour tenter de rendre compte des changements électoraux en Grande-Bretagne depuis 1945 : CREWE, Ivor. "Do Butler and Stokes Really Explain Political Change in Britain ?". *European Journal of Political Research*. Vol. 2, No. 1, 1974, p. 47-92.

La Grande-Bretagne aurait maintenant un système à deux partis et un parti et demi (*a two-and-half-party system*), au même titre que l’Australie, l’Autriche, le Canada, l’Allemagne et l’Irlande⁴⁷. Si cette évolution du système partisan est confirmée, le parti libéral-démocrate se voit désormais affublé d’une nouvelle étiquette : celle de “parti et demi” qui, même si elle reste peu positive, laisse présager de nouveaux rôles à jouer dans l’arène parlementaire.

Les politistes Alan Ware et Paul Webb confirment cette évolution du système partisan britannique ; ils font, néanmoins, preuve de grande prudence sur le côté définitif de ce basculement vers un système partisan à deux partis et un parti et demi. Ainsi, Paul Webb en propose une lecture un peu différente : il établit une différence entre compétition électorale et représentation à la Chambre des Communes. Dans l’arène électorale, la Grande-Bretagne a maintenant un système de partis à deux partis et un parti et demi⁴⁸. Alan Ware partage sa réticence à ne plus ranger le système de partis britannique dans la catégorie des systèmes bipartites sur le plan électoral : les bons résultats de l’Alliance, sur lesquels nous reviendrons plus en détails dans la Partie I, ne lui ont pas permis de jouer un rôle à Westminster⁴⁹. Thomas Quinn préfère parler de « pluralisme modéré latent » (*latent moderate pluralism*) tout en reconnaissant que cela ne retranscrit pas de façon précise et rigoureuse les changements que le système de partis britannique est en train de connaître⁵⁰.

D’autres analyses ont été proposées pour tenter de rendre compte des mutations qui traversent le système partisan britannique depuis plus de quatre décennies⁵¹, en particulier le fait que l’alternance de gouvernements conservateurs et de gouvernements travaillistes n’a pas fonctionné entre 1979 et 2010 puisque quatre gouvernements conservateurs se sont succédé entre 1979 et 1997 puis trois gouvernements travaillistes entre 1997 et 2010. Thomas Quinn décrit cette période comme celle d’une prédominance d’un parti par alternance⁵². La perspective de subir une quatrième défaite consécutive a obligé les deux grands partis à reconsidérer leurs stratégies électorales et leurs programmes politiques, ce

⁴⁷ BLONDEL, Jean. “Party Systems and Patterns of Government in Western Democracies”. *Canadian Journal of Political Science*, Vol. 1, No. 2, juin 1968, p. 185.

⁴⁸ WEBB, Paul. *The Modern British Party System*. Londres : Sage Publications, 2000, p. 9.

⁴⁹ WARE, Alan, *op. cit.*, 2009, p. 180.

⁵⁰ QUINN, Thomas, *op. cit.*, 2013, p. 379-380.

⁵¹ Nous pourrions nous reporter dans un premier temps à l’article de Thomas Quinn qui tente de définir la forme hybride que le système partisan britannique a adoptée entre 1950 et 2010, *In* QUINN, Thomas, *op. cit.*, 2013, p. 378-400. Adrian Blau propose une relecture de l’évolution que le système partisan a connu depuis plus de quatre décennies en reprenant les différentes analyses qui ont été proposées à l’aune du nombre de postes gouvernementaux obtenus, *In* BLAU, Adrian. “The New Three-Party Politics ?”. Paper delivered at the *Elections, Public Opinion and Parties* annual conference, University of Essex, 9-11 septembre 2005, 37 p.

⁵² QUINN, Thomas, *op. cit.*, 2013, p. 398.

qui a eu des répercussions sur les choix stratégiques et idéologiques que le parti libéral-démocrate a faits.

2. Les typologies fondées sur une approche fonctionnelle.

Nous avons déjà évoqué le fait qu'un parti politique cherche à influencer l'action publique (*policy-seeking*) mais qu'il cherche aussi à gagner des suffrages (*vote-seeking*) pour exercer des fonctions gouvernementales (*office-seeking*)⁵³.

Selon Thomas Quinn, un modèle de multipartisme latent semble exister maintenant en Grande-Bretagne : on serait en train de passer progressivement d'un exemple classique de démocratie majoritaire (*majoritarian democracy*) à une forme de démocratie consensuelle (*consensual democracy*)⁵⁴. Mais les circonstances exceptionnelles que connaît le Royaume-Uni depuis le Brexit en 2016 tendent à prouver le contraire. Paul Webb se montre prudent sur la nature de cette évolution : le concept de majorité parlementaire s'applique moins nettement à la nation britannique mais il n'a pas été supplanté par une forme de démocratie consensuelle⁵⁵. La démocratie consensuelle est définie comme un modèle de démocratie conçu pour trouver et créer un terrain commun dans les sociétés pluralistes ; la prise de décision est basée sur le consensus et cela implique un partage du pouvoir⁵⁶ et donc plus de coopération interpartis⁵⁷. Par conséquent, les tiers partis pourraient espérer, en théorie, devenir voire redevenir, dans le cas du parti libéral/libéral-démocrate, des partis de gouvernement.

Dans le cas de coalitions, la taille même petite du parti ne compte plus, ce qui est significatif c'est qu'il est en mesure d'influer sur la formation d'une majorité gouvernementale ou législative⁵⁸. Cette formation politique possède alors un « potentiel de

⁵³ HARMEL, Robert et Kenneth JANDA, *op. cit.*, 1994, p. 272-273.

⁵⁴ Pour plus de détails sur les caractéristiques des modèles de démocratie majoritaire et de démocratie consensuelle, on pourra se reporter aux travaux d'Arend Lipjhart. In LIJPHART, Arend. *Democracies : Patterns of Majoritarian and Consensus Government in Twenty-One Countries*. New Haven et Londres : Yale University Press, 1984, 232 p.

⁵⁵ WEBB, Paul, *op. cit.*, 2000, p. 8.

⁵⁶ McRAE, Kenneth D. "Contrasting Styles of Democratic Decision-Making : Adversarial versus Consensual Politics". *International Political Science Review*, Vol. 18, No. 3, juillet 1997, p. 279-295.

⁵⁷ WEBB, Paul, *op. cit.*, 2000, p. 8.

⁵⁸ Alan Ware tente de quantifier cette pertinence en posant que le parti doit posséder 3% des sièges à la Chambre basse, In WARE, Alan, *op. cit.*, 2009, p. 158 . Giovanni Sartori estime cette pertinence à 5% In SARTORI, Giovanni, *op. cit.*, 2011, p. 177 et p. 183-184.

coalition » et/ou un « potentiel de chantage ». Par « potentiel de coalition », Giovanni Sartori entend le fait que la formation politique en question possède une pertinence gouvernementale pour la formation de coalitions⁵⁹.

Les partis politiques n'agissent pas de façon indépendante et ils vont ajuster leurs positions en réponse aux changements opérés par leurs rivaux. Anthony Downs formule l'hypothèse que le déplacement de ces positions politiques va se faire dans la même direction, c'est-à-dire une valeur médiane, vers un centre pour conquérir un électeur médian. Le système partisan britannique n'est plus un système bipartite pur mais la compétition dans l'espace politique demeure centripète⁶⁰. Dans cette configuration de compétition centripète, le parti "et demi" acquiert un nouveau rôle, celui de parti charnière (*a hinge party*) dans le cas de parlements sans majorité (*hung parliaments*)⁶¹. On parle aussi de "parti pivot" (*the pivot party* ou *the pivotal party*) dans le cas des systèmes multipartites mais les avis divergent sur ce qu'est un parti pivot. À la différence des partis charnières, les partis pivots occupent une position moins centrale sur l'échiquier politique ; ce positionnement plus extrême, par conséquent, ne leur permet pas de pouvoir espérer être des partis de gouvernement sur le long terme⁶². Dominique Rémy complète cette analyse : les partis pivots ont une fonction d'intermédiaire pour bâtir un continuum idéologique lors de la formation d'une coalition⁶³. En revanche, Hans Keman privilégie à la fois leur place centrale sur l'échiquier politique et leur poids politique qui doit être bien réel et durable car les partis pivots aspirent à devenir un parti de gouvernement⁶⁴.

Le parti libéral/libéral démocrate peut donc espérer jouer les rôles de faiseur de gouvernement (*a kingmaker*)⁶⁵. David Arter va encore plus loin sur la toute-puissance du parti charnière : sur l'échiquier politique, il devient le maître du jeu courtisé par les deux grands partis car il peut faire ou défaire les majorités. Il est donc à la fois indispensable

⁵⁹ Giovanni Sartori attribue un « potentiel chantage » aux partis antisystème, In SARTORI, Giovanni, *op. cit.*, p. 184-185.

⁶⁰ DOWNS, Anthony, *op. cit.*, 2010, p. 139.

⁶¹ ARTER, David. "The Finnish Centre Party : Profile of a 'Hinge Group'" . *West European Politics*, Vol. 2, No. 1, janvier 1979, p. 108.

⁶² SIAROFF, Alan. "Two-and-a-Half-Party Systems and the Comparative Role of the 'Half'" . *Party Politics*, Vol. 9, No. 3, mai 2003, p. 273.

⁶³ RÉMY, Dominique. "The Pivotal Party : Definition and Measurement." *European Journal of Political Research*, Vol. 3, No. 3, septembre 1975, p. 295.

⁶⁴ KEMAN, Hans. "The Search for the Centre : Pivot Parties in West European Party Systems". *West European Politics*, Vol. 17, No. 4, octobre 1994, p. 125-126.

⁶⁵ SIAROFF, Alan, *op. cit.*, 2003, p. 285.

pour obtenir une majorité parlementaire et décisif pour déterminer quels partis composeront cette majorité⁶⁶.

Problématique.

Ces fondements théoriques et empiriques nous aident à formuler notre problématique. Depuis 1974, le parti libéral/libéral-démocrate a évolué dans un environnement en constante évolution où l'alternance gouvernementale n'a plus fonctionné et le système partisan a été plus fragmenté. Cette situation peu ordinaire a amené les deux grands partis à revoir leur positionnement sur l'échiquier politique : la compétition est devenue plus centripète et il y a eu convergence vers le centre pour attirer les électeurs médians. Cette organisation partisane a dû s'adapter à cet environnement en mutation et réévaluer sa capacité à redevenir un parti de gouvernement. Le concept d'une possible recomposition à gauche de l'échiquier politique a été utilisé par les *leaders* successifs pour gérer cet environnement en mutation et les relations avec le parti travailliste en particulier. Nous montrerons comment leurs lectures ont varié suivant les circonstances et leurs ambitions personnelles.

Cependant, les partis politiques sont des organisations conservatrices qui vont opposer une résistance aux transformations qu'on leur impose quand elles sont en contradiction avec leurs attentes : l'objectif premier du *leadership* peut ne pas être partagé par tous les acteurs organisationnels⁶⁷. En effet, un parti politique est souvent appréhendé comme un acteur unitaire par commodité⁶⁸ mais la réalité est différente. Comme nous l'avons suggéré dans notre définition d'un parti politique, ce dernier comporte un *leader*, un parti parlementaire et des militants. Nous nous attacherons à montrer que la mise en œuvre de cette stratégie de recomposition à gauche, qui impliquait de coopérer avec d'autres formations, a été le fait du *leadership* dans un premier temps puis du parti parlementaire dans un second mais que dans les deux cas, les adhérents s'y sont opposés avec plus ou moins de succès quand ils n'ont pas été instrumentalisés par leurs *leaders*.

⁶⁶ ARTER, David, *op. cit.*, 1979, p. 108.

⁶⁷ HARMEL, Robert et Kenneth JANDA, *op. cit.*, 1994, p. 264-265.

⁶⁸ BÄCK, Hanna. "Intraparty Politics and Coalition Formation : Evidence from Swedish Local Government". Paper prepared for delivery at the ECPR Joint Sessions in Granada, 14-19 avril, 2005, 18 p.

Méthodologie.

Notre recherche s'est appuyée principalement sur les sources secondaires, beaucoup plus nombreuses lorsqu'il s'est agi du parti libéral-démocrate, signe qu'il était devenu un acteur important dans l'arène électorale. Pour étudier le parti libéral, nous avons dû avoir recours à des sources secondaires portant sur le parti travailliste et le *SDP*. Dans ce dernier cas, nous avons dû nous appuyer principalement sur l'ouvrage d'Ivor Crewe et d'Anthony King⁶⁹ car le *SDP* n'a plus été un objet de recherche après sa dissolution en 1990.

Parallèlement, les sources primaires se sont révélées plus riches pour le parti libéral : les archives du parti et de David Steel sont toutes ouvertes à la *London School of Economics*. C'est une collection extrêmement volumineuse et hétéroclite : elle comprend des tracts, des comptes rendus des réunions de l'exécutif du parti, des courriers officiels et ceux des militants. Elle doit encore être organisée pour une meilleure exploitation des données. Nous avons pu aussi avoir accès aux archives de Paddy Ashdown qu'il a léguées à la *London School of Economics* aussi. Certaines ne sont pas encore ouvertes à la consultation du public. Pour avoir accès à des sources primaires plus récentes concernant le *leadership* de Nick Clegg, j'ai fait le choix de devenir adhérente en 2014. Cela peut poser un problème d'éthique lorsque l'on fait de la recherche et donner le sentiment que les conclusions auxquelles on va parvenir sont biaisées. Cela étant, cette pratique d'observation semi-participante devient de plus en plus courante et acceptée dans les enquêtes ethnographiques. C'était aussi l'un des moyens les plus efficaces pour me permettre d'accéder à des sources premières inédites. Mais il comporte des limites. Mon statut d'adhérente française ne m'a cependant pas ouvert les portes du siège du parti à Londres. De la même manière, ma présence à des ateliers de formation (*workshops*) à Glasgow en 2014 pour préparer les législatives de 2015 et mes demandes pour avoir une copie de ces documents de formation et des rapports sur les échecs de la campagne de 2015, ont été reçues avec méfiance. La crainte d'une forme d'entrisme a été souvent présente et encore plus exacerbée lors du congrès de Bournemouth en 2015 après la déroute électorale. Parmi les sources primaires, j'ai aussi utilisé les manifestes électoraux du parti et les textes des motions qui ont été débattues pendant les congrès.

⁶⁹ CREWE, Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, 611 p.

Ce travail de recherche s'appuiera sur quatre entretiens réalisés lors des congrès ou en dehors. Le premier entretien a été réalisé avec Paddy Ashdown en septembre 2017, dans des conditions quelque peu particulières. Encore peu rompue à cet exercice, qui plus est via Skype, j'ai dû composer avec un interlocuteur pressé qui m'a demandé d'aller à l'essentiel. Il n'a pas failli à sa réputation de *leader* impérieux. Les entretiens, que j'ai pu mener avec Michael Meadowcroft, Liz Lynne, et Crispin Allard, ont été faits dans des conditions matérielles plus favorables aux échanges et à la réactivité. Il m'a fallu néanmoins essayer de recentrer le débat dans le cas de mes échanges avec Michael Meadowcroft : il a été beaucoup plus disert, peut-être trop parfois. Ces entretiens ont une valeur empirique relative et sont la vérité de celui qui raconte son expérience en tant que *leader*, militant ou parlementaire. Il en est de même avec le journal qu'a tenu Paddy Ashdown entre 1988 et 1999 avec une rigueur toute militaire, les mémoires de David Steel et de Menzies Campbell et la biographie de Charles Kennedy. Ses ouvrages offrent un éclairage partial sur un élément particulier : chaque fois que cela a été possible j'ai cherché à confronter les points de vue. Enfin, il ne m'a pas été possible d'avoir un éclairage direct de l'intérieur en rencontrant des cadres du parti ayant participé à la coalition de 2010. La déroute électorale de 2015 donne le sentiment qu'ils ont souhaité passer à autre chose.

Il nous faut revenir sur les choix lexicaux que nous avons faits en utilisant les étiquettes gauche/droite/centre pour décrire la représentation spatiale de l'arène électorale dans laquelle les partis politiques évoluent. Utiliser un axe unidimensionnel pour tenter de décrire les préférences d'un groupe d'électeurs relève d'une hyper simplification car la dimension gauche/droite/centre n'a pas de signification absolue. La carte de la compétition idéologique au sein des démocraties libérales est, en réalité, structurée au moins autour de deux axes : un axe économique avec aux extrêmes la libre concurrence et un marché régulé par l'État ; un second axe culturel opposant liberté et autorité. Il semblerait que cette dichotomie soit fatiguée voire dépassée de nos jours : on observe, en effet, une tendance persistante vers un regroupement des positions politiques au centre, ce qui affaiblit la pertinence politique des conflits idéologiques gauche/droite. Norberto Baggio défend cependant l'idée que le champ politique ne peut se définir et se structurer qu'à partir de ces deux forces antagonistes⁷⁰. Si l'on assiste bien à un effritement de l'espace de compétition

⁷⁰ Selon Norberto Bobbio, la différence fondamentale entre les deux camps réside dans leur attitude par rapport à la notion d'égalité. Pour la droite, les inégalités sont naturelles et leur suppression n'est pas souhaitable car elles sont essentielles à la construction du social. À l'inverse, pour la gauche, elles sont

politique avec un processus de désalignement et de désaffectation des électeurs⁷¹, ce clivage n'a pas été encore remplacé par un paradigme alternatif⁷². Nous reconnaissons les limites de l'utilisation d'un axe gauche/droite unidimensionnel mais nous l'utiliserons en nous basant sur les analyses des manifestes électoraux et leur codage réalisés par des chercheurs dans le cadre du *Manifesto Project*⁷³. Ce projet de recherche a été initié par Ian Budge et David Robertson il y a plus de trente ans. La méthode comparative du *Manifesto Project* a pour objectif d'enregistrer et d'analyser le contenu des plateformes électorales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale puis de le coder à l'aide d'une grille de 55 catégories. Il s'agit de mesurer la localisation des partis politiques dans un espace multidimensionnel en compilant l'importance de certains enjeux dans la plateforme électorale. Une corrélation est fortement positive entre deux partis lorsqu'ils sont situés l'un près de l'autre dans l'espace politique. À l'opposé, une corrélation fortement négative signifie que leur positionnement est éloigné. Une des faiblesses de cette méthode comparative est qu'elle ne rend pas compte des désaccords intra-partisans sur certains enjeux.

Annnonce du plan.

Notre travail de recherche s'articulera en trois parties et suivra une approche chronologique. Nous avons retenu une approche chronologique en raison de la filiation entre le parti libéral et le parti libéral-démocrate et parce que les choix faits par les *leaders* successifs ont été dictés par le système partisan qui ne fut plus purement bipartite entre 1983 et 2010.

La première partie couvrira le *leadership* de David Steel depuis son élection en 1976 à la formation d'une alliance électorale avec le *SDP* en 1979, qui déboucha sur une

sociales et doivent donc disparaître, du moins être corrigées. Selon l'auteur, en combinant ce critère à celui de l'autorité et de la liberté, il est possible de rendre compte de toutes les sensibilités politiques. In BOBBIO, Sergio. *Droite et Gauche*. Paris : Seuil, 1996, traduit par Sophie Gherardi, 153 p.

⁷¹ MAIR, Peter. *Party System Change : Approaches and Interpretations*. Oxford : Clarendon Press, 1997, p. 25.

⁷² Albenaz AZMANOVA propose un nouveau clivage opportunité/risque né de la mondialisation : il transcende la division standard gauche/droite et remet en cause la dynamique capital/travail. In AZMANOVA, Albenaz. "After the Left-Right (Dis)continuum : Globalization and the Remaking of Europe's Ideological Geography". *International Political Sociology*, Vol. 5, No. 4, décembre 2011, p. 386.

⁷³ Pour une consultation de la base de données élaborée par ce groupe de chercheurs : <https://manifesto-project.wzb.eu/> [Consulté le 19 avril 2015]

fusion des deux partis en 1988. Nous montrerons qu'il a été le premier à utiliser le thème d'une recomposition à gauche pour profiter des difficultés du gouvernement travailliste de James Callaghan, dans un premier temps au parlement entre mars 1977 et juin 1978, puis des désordres organisationnels que le *Labour* connut lors de la création du *SDP* par la Bande des Quatre (*the Gang of Four*). Nous expliquerons pourquoi cette association avec le *SDP* ne put pas amorcer une recomposition du paysage politique à gauche pour des raisons systémiques et sociologiques. David Steel fut un ardent défenseur du principe de coopération interpartis qu'il imposa sans rencontrer de réelle opposition : le parti parlementaire était petit à cette période et le *leader* sut faire taire les dissensions venant de la base.

Notre seconde partie couvrira le *leadership* de Paddy Ashdown entre 1988 et 1999. Ce fut pendant cette période que le processus de recomposition de l'échiquier politique à gauche fut le plus abouti sur un plan théorique. Le *leader* libéral-démocrate profita de la quatrième défaite consécutive du *Labour* pour officialiser l'abandon de la tactique d'équidistance – un pseudo positionnement à égale distance entre les deux grands partis – et amorcer un rapprochement vers le parti travailliste. L'arrivée de Tony Blair facilita les choses et les deux hommes élaborèrent le « Projet », une alliance pré-électorale officieuse, pour se rapprocher du pouvoir. En parallèle, le dirigeant libéral-démocrate professionnalisa son parti pour qu'il devienne plus compétitif sur le plan électoral et ait plus de poids au sein du partenariat officieux avec les Travaillistes. Nous montrerons comment les adhérents se mobilisèrent pour contrecarrer les projets de Paddy Ashdown en adoptant le « triple verrou », une procédure pour limiter le pouvoir d'un *leader* jugé trop autoritaire et assurer l'indépendance de leur formation. Le parti parlementaire résista aussi à ce mouvement imposé par leur dirigeant.

Notre dernière partie se concentrera principalement sur les *leaderships* de Charles Kennedy et de Nick Clegg entre 1999 et 2015. Nous évoquerons brièvement l'intérim assuré par Menzies Campbell entre 2006 et 2007, ce chef de parti n'ayant pas eu le temps de mettre en œuvre son propre projet pour son parti. Nous montrerons comment la stratégie de recomposition du paysage politique à gauche a été volontairement oubliée par Charles Kennedy pour satisfaire sa base et profiter des difficultés du parti conservateur, ce qui n'a pas répondu aux attentes d'un parti parlementaire de plus en plus puissant et qui a imposé un virage idéologique important. Les résultats électoraux de 2005, perçus comme

décevants, ont été le déclencheur du départ forcé de Charles Kennedy. Enfin, nous tenterons de montrer comment l'arrivée d'un personnel politique plus carriériste et ambitieux, à partir des législatives de 2005, a conduit à une lecture plus souple de la stratégie héritée de Jo Grimond. Nick Clegg ne parla plus de recomposition du paysage politique à gauche mais d'un alignement de toutes les forces progressistes, concept plus large pour justifier une coalition avec les Conservateurs. Nous montrerons alors comment la formation d'une coalition gouvernementale avec les Conservateurs de David Cameron a été l'aboutissement naturel d'un changement de faction dominante au sein du parti libéral-démocrate avec la désignation de Nick Clegg en 2007.

Première Partie :
Le *leadership* audacieux de David Steel 1976-1988

“Go back to your constituencies and prepare for government.”

David Steel, Llandudno, 1981.

En 1967, Jo Grimond démissionna après avoir été dix ans à la tête du parti libéral. Les victoires du parti travailliste d'Harold Wilson lors des législatives de 1964 et 1966 avaient rendu caduque sa stratégie électorale de devenir le principal parti d'opposition aux Conservateurs et de recomposer l'échiquier politique à gauche. Le parti parlementaire, composé de seulement douze députés, choisit alors Jeremy Thorpe. Le nouveau dirigeant ne bénéficia jamais du même engagement de la part des cadres du parti comme cela avait été le cas pendant le *leadership* de Jo Grimond. Ils lui reconnaissaient, cependant, un talent certain pour se mettre en scène pendant les campagnes électorales, ce qui donnait une plus grande visibilité dans les médias⁷⁴. À la fin 1975, le parti libéral fut éclaboussé par le scandale impliquant son *leader*, accusé d'avoir eu une liaison homosexuelle. Ces accusations mirent à mal son unité et Jeremy Thorpe fut contraint de démissionner en février 1976⁷⁵.

Le bilan de ses neuf années à la tête du parti fut jugé très décevant : sur un plan stratégique et politique, il n'était pas parvenu à insuffler un nouvel élan. Les relations avec les adhérents furent souvent houleuses, comme ce fut le cas avec les Jeunes Libéraux (*the Young Liberals*) lors du congrès d'Eastbourne en 1970⁷⁶. Ces derniers, défenseurs d'une forme d'action directe, imposèrent le principe de « politique de proximité » (*community politics*)⁷⁷. Ils prônaient une double approche : il faudrait continuer à œuvrer au niveau national et local tout en se rapprochant des citoyens pour transformer la société. Les changements seraient alors décidés par la communauté, ils ne devraient plus être imposés par Westminster et les professionnels de la politique⁷⁸. De plus, c'était à l'échelon local avec des militants volontaires et motivés, et non à Londres avec un parti parlementaire restreint, que se trouvait la force réelle du parti. Faute de moyens financiers, le parti libéral ne pouvait pas faire appel à des agents électoraux professionnels : la mise en œuvre de la

⁷⁴ DUTTON, David, *op. cit.*, 2013, p. 192-195.

⁷⁵ BARTRAM, Peter. *David Steel : His Life and Politics*. Londres : W. H. Allen, 1981, p. 117-124.

⁷⁶ Au début des années 1970, les Jeunes Libéraux défendirent une forme de radicalisme dans l'action politique, ce qui leur valut le surnom de la Garde Rouge (*the Red Guard*) en référence aux Gardes Rouges de la Révolution culturelle en Chine. Sur le modèle de la contre-culture aux États-Unis, ils manifestèrent souvent de façon spectaculaire comme par exemple contre le soutien du gouvernement britannique à la Guerre du Vietnam ou à l'Apartheid en Afrique du Sud.

⁷⁷ Nous emprunterons la traduction de Muriel Cassel-Piccot In CASSEL-PICCOT, Muriel. "Libéraux et Libéraux Démocrates : Dans l'ombre des Travaillistes ?". *Observatoire de la société britannique*, No. 6, juin 2008, p. 67-88.

⁷⁸ LIPPIATT, Graham. "Community Politics and the Liberal Revival". *Journal of Liberal History*, No. 89, hiver 2015, p. 28.

« politique de proximité » lui permit de compenser ce point en créant des réseaux d'agents électoraux locaux⁷⁹.

À sa décharge, le costume de *leader* que lui avait légué Jo Grimond avait été bien trop grand pour Jeremy Thorpe. Il avait dû gérer de sérieuses difficultés financières mais surtout une discipline de parti défectueuse. Le parti était trop nombriliste et trop focalisé sur ses problèmes au point de ne plus de vivre dans le monde réel selon Frank Byers, un des cadres du parti. Ce dernier tenta de lui inculquer la culture de l'organisation et de la planification : il proposa alors une direction plus centralisée et une réorganisation de l'exécutif. Enfin, à la différence de son prédécesseur, Jeremy Thorpe avait affiché un intérêt moins marqué pour la promotion du programme libéral, le parti n'avait pas été un incubateur d'idées nouvelles sous son *leadership*⁸⁰.

Jeremy Thorpe resta dans les mémoires comme celui qui refusa l'offre de coalition gouvernementale d'Edward Heath après les résultats des législatives de février 1974. Les Conservateurs avaient remporté la majorité en termes de suffrages avec 37,9%, mais les Travailleurs d'Harold Wilson avaient obtenu la majorité en nombre de sièges avec 301 députés. Pour les deux grands partis, le soutien des quatorze députés libéraux était crucial pour former un gouvernement. Le parti libéral s'était retrouvé dans la position de parti pivot pour former une coalition gouvernementale. Les discussions avec Edward Heath avaient échoué sur la question de la réforme électorale. Même s'il avait réussi à obtenir des concessions fortes de sa part, le dirigeant libéral ne serait pas parvenu à convaincre son parti de former une coalition avec les Conservateurs. Il avait fait face à une opposition unanime de la part de ses collègues députés, ce qui avait mis un terme aux discussions⁸¹. Harold Wilson avait alors formé un gouvernement minoritaire. Les élections d'octobre 1974 donnèrent la majorité aux Travailleurs cette fois-ci. Les Libéraux ne parvinrent pas à capitaliser sur l'élan de février et conservèrent treize députés⁸² : le vote libéral était un vote protestataire et non un vote d'adhésion⁸³.

⁷⁹ STEED, Michael. "The Electoral Strategy of the Liberal Party" In BOGDANOR, Vernon (dir.). *Liberal Party Politics*. Oxford : Clarendon Press, 1983, p. 89-90.

⁸⁰ CYR, Arthur. *Liberal Party Politics in Britain*. Londres : Calder, 1977, p. 169 et p. 171-172

⁸¹ THORPE, Jeremy. *In my own Time : Reminiscences of a Liberal Leader*. Londres : Politico's, 1999, p. 113-117.

⁸² INGHAM, Robert. "Liberal Revival (1956-1974)" In INGHAM, Robert et Duncan BRACK (dirs.). *Peace, Reform and Liberation : A History of Liberal Politics in Britain 1679-2011*. Londres : Biteback Publishing, 2011, p. 266-267.

⁸³ ALT, James, CREWE, Ivor et Bo SÄRLVIK. "Angels in Plastic : The Liberal Surge in 1974". *Political Studies*, Vol. 25, No. 3, septembre 1977, p. 348-352.

Le scandale Thorpe eut un fort impact négatif sur le parti qui subit une perte nette de 1,6 point dans les sondages⁸⁴. Pour sortir de cette situation de crise, on fit appel à Jo Grimond. Afin de ne pas fragiliser davantage le parti, ce dernier accepta d'assurer l'intérim le temps qu'un nouveau *leader* soit désigné. Il s'assura qu'aucune stratégie ne serait mise en œuvre pendant son *leadership* si le gouvernement travailliste de Callaghan perdait sa majorité au parlement. En ne prenant aucune décision stratégique, il cherchait à ne pas affaiblir l'autorité du futur dirigeant libéral et à ne pas l'entraîner sur une voie qui ne serait pas la sienne.

Pendant le *leadership* de Jeremy Thorpe, les circonstances n'avaient pas été favorables pour initier une recomposition du paysage politique à gauche mais elles l'avaient été un peu plus pour redevenir un parti de gouvernement⁸⁵. Le système partisan britannique qui était considéré comme l'archétype du bipartisme était en train de connaître une mutation : le renouveau du parti libéral en 1974 annonçait la fin de la domination des deux grands partis. On allait vers un système partisan à deux partis et un parti et demi, voire à trois partis à cause d'une mutation et d'un désalignement de l'électorat britannique comme nous le verrons plus en détails⁸⁶. Cette situation pourrait être favorable pour la troisième force politique britannique.

⁸⁴ CLARKE, Harold D. et Gary ZUK. "The Dynamics of Third-Party Support : The British Liberals, 1951-1979". *American Journal of Political Science*, Vol. 33, No. 1, février 1989, p. 214.

⁸⁵ STRØM, Kaare et Wolfgang C. MÜLLER. "Political Parties and Hard Choices" In MÜLLER, Wolfgang C. et Kaare STRØM (dirs.). *Office, Policy, or Votes ? How Political Parties in Western Europe Make Hard Decisions*. Cambridge : Cambridge University Press, 1999, p. 5.

⁸⁶ GALL, Yann. "La « troisième voie » : une invention libérale ?". *Les Cahiers du Cevipol*, Vol. 99, No. 2, 1999, p. 2-4.

1. Le *leadership* plus offensif de David Steel.

A. La désignation du nouveau *leader*.

Le parti libéral fut le premier à désigner son dirigeant par un vote de tous ses adhérents en adoptant le principe une personne /une voix (*one member-one vote*) afin de favoriser davantage de démocratie intra-partisane (*intraparty democracy*). Les candidats devaient être des députés qui avaient reçu le parrainage de cinq de leurs collègues ou l'équivalent de 20% du parti parlementaire. Si deux candidats ou plus passaient ce seuil, ils se soumettaient à un vote indirect des adhérents. Chaque section locale se voyait allouer un bloc de dix voix plus dix autres voix si elle s'était affiliée l'année précédente, plus une voix pour chaque bloc de 500 votes obtenus par le candidat libéral lors de l'élection législative précédente. Chaque section organisait alors un vote avec tous ses adhérents, puis les suffrages étaient répartis proportionnellement entre les candidats.

Sur un plan organisationnel, une plus grande importance avait toujours été accordée au parti extra-parlementaire car les Libéraux, contrairement aux deux grands partis, n'avaient jamais eu un parti parlementaire important et leur force réelle était leur base⁸⁷. Avec ce nouveau mode de désignation, le nouveau *leader* tirerait sa légitimité du parti dans son ensemble. David Steel allait souvent mettre en avant cet argument lorsque son *leadership* se trouverait remis en cause par ses collègues députés et les militants.

Quatre députés présentèrent leur candidature, à savoir David Steel, John Pardoe, Russell Johnston et Emlyn Hooson ; ces deux derniers se retirèrent très vite de la course. Les deux candidats restant en lice avaient de nombreux points en commun : ils étaient de la même génération et ils devaient leur engagement au sein du parti libéral à Jo Grimond, figure tutélaire dont ils se réclamaient. Les deux hommes soutenaient sa stratégie de recomposition de l'échiquier politique à gauche⁸⁸.

⁸⁷ QUINN, Thomas. *Electing and Ejecting Party Leaders in Britain*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2012, p. 131.

⁸⁸ KIRKUP, Jonathan. *The Parliamentary Agreement between the Labour Party and the Liberal Party 1977-1978 'The Lib-Lab Pact'*. Thèse de Doctorat, Cardiff University, 2012, p. 37. <https://orca.cf.ac.uk/42288/1/2012kirkupjphd.pdf> [Consulté le 06 juillet 2015].

1. Deux approches différentes.

David Steel et John Pardoe partageaient la même analyse sur l'évolution que le système partisan devrait connaître : le parti libéral remplacerait le *Labour* à plus long terme⁸⁹. Conjointement à cette dynamique de recomposition, les extrêmes à gauche comme à droite se trouveraient marginalisés, ce qui mettrait fin à la domination du parti conservateur. Ils affichaient le même réalisme politique : il faudrait du temps pour transformer profondément et durablement l'échiquier politique, cela ne serait pas fait avant la tenue des prochaines élections législatives. Pour atteindre cet objectif, le parti libéral devrait prôner le principe de coopération interpartis, ce que les deux hommes avaient fait de manière ponctuelle à Westminster en fonction des projets de loi. Ainsi, David Steel avait soumis un projet de loi en 1967 pour légaliser l'avortement et il avait été soutenu par le gouvernement travailliste⁹⁰.

Cependant, les deux candidats n'envisageaient pas de la même façon le rôle qui serait dévolu au parti libéral dans cette transformation du système partisan britannique. John Pardoe imaginait un rôle de pivot et de noyau (*the fulcrum*) dans la destruction de l'actuel système politique en vue de sa recomposition mais cela ne se ferait pas par la formation de coalition avec les Travaillistes⁹¹. Contrairement aux militants, il demeurait persuadé que l'exercice du pouvoir était un objectif atteignable. C'est pourquoi il avait défendu l'idée qu'il fallait présenter des candidats dans toutes les circonscriptions même si les chances de succès étaient très faibles. Mais le parti libéral ne fut pas en mesure de le faire avant les législatives de 1977 par manque de préparation en amont⁹². John Pardoe était certain que sa formation ne deviendrait pas un parti impuissant sur le plan gouvernemental (*a party of eunuchs*) comme le craignait Jo Grimond⁹³. De son côté, David Steel incluait sa formation dans un mouvement plus large qui se fédérerait autour des principes libéraux, ce qui laissait la porte ouverte à une éventuelle fusion, initiée au niveau

⁸⁹ KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 37-38.

⁹⁰ STEEL, David. *Against Goliath*. Londres : Pan Books, 1991, p. 67.

⁹¹ SLADE, Adrian. "What might have been". *Liberal Democrat History Journal*, No. 36, automne 2002, p. 17.

⁹² STEED, Michael. "The Electoral Strategy of the Liberal Party" In BOGDANOR, Vernon (dir.). *Liberal Party Politics*. Oxford : Clarendon Press, 1983, p. 86.

⁹³ KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 39.

parlementaire, avec une autre formation politique⁹⁴. Avant de devenir *leader*, David Steel avait déjà tenté de convaincre les délégués du congrès d'Eastbourne en 1970 qu'il fallait embrasser le principe de coopération interpartis malgré les risques que cela comportait. Les militants, qui auraient peur de s'engager dans cette voie, feraient mieux de quitter le parti⁹⁵

Lors d'un discours de campagne, il annonça clairement que sous son *leadership* il fallait se préparer à coopérer avec les autres partis si les circonstances le permettaient :

« Le rôle du parti libéral ne devrait pas être celui d'un gouvernement fantôme avec un programme politique détaillé sur chaque question du jour, se tenant prêt et attendant dans les coulisses un changement d'opinion chez les électeurs, qui nous porterait au pouvoir [...] Nous devrions associer notre programme à long terme avec le fait de nous tenir prêts à travailler avec les autres, partout là où nous voyons ce que Jo Grimond a appelé « une éclaircie » – la chance de mettre en œuvre toutes les politiques libérales⁹⁶. »

Il alla encore plus loin, suggérant que les candidats libéraux devraient se retirer là où le parti était dans une situation de faiblesse afin de faire élire un candidat proche des idées libérales. La réponse du *NEC* (*The National Executive Committee*)⁹⁷ fut sans appel : en aucune circonstance, aucun soutien ne serait apporté aux candidats travaillistes et conservateurs aussi bien nationalement que localement.⁹⁸ David Steel était averti des réticences qu'il lui faudrait combattre, en particulier au niveau des cadres du parti, s'il défendait le principe d'un vote tactique et du retrait des candidats libéraux.

Ces différences de visions sur l'avenir du parti ne furent pas décisives pour le choix des adhérents car la possibilité que le gouvernement travailliste puisse perdre sa majorité n'était pas envisageable à cette date.

⁹⁴ BARTRAM, Peter, *op. cit.*, 1981, p. 101.

⁹⁵ STEEL, David, *op. cit.*, 1991, p. 87.

⁹⁶ “*The role of the Liberal Party should not be that of a shadow Government with a detailed policy on every issue of the day, ready and waiting in the wings for a shift in the electoral opinion to sweep us into power [...] We should combine our long term programme with a readiness to work with others wherever we see what Jo Grimond has called ‘the break in the cloud’ – the chance to implement any Liberal policies.*” In STEEL, David, *A House Divided : The Lib-Lab Pact and the Future of British Politics*. Londres : Weidenfeld and Nicolson, 1980, p. 38.

⁹⁷ Le *NEC* comprenait les officiels élus, les représentants du parti à l'échelon national et local ainsi que des organisations affiliées. Depuis 1977, le *Standing Committee* lui avait ravi la gestion de la ligne politique du parti, d'où certaines frictions avec *leader* concernant ce qui se passait à Westminster.

⁹⁸ KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 42.

2. Le choix de la stabilité.

Le 07 juillet 1976, David Steel fut le premier *leader* élu par tous les adhérents avec 12 541 voix contre 7 032 pour son concurrent. La campagne n'avait pas toujours été de bonne tenue entre les deux camps⁹⁹.

La décision s'était faite sur le style et la personnalité des candidats suivant l'échelon du parti où l'on se trouvait. Joe Pardoe était plus proche de la base : il s'était présenté comme « une sorte de salopard (« *a bit of a bastard* ») » qui bousculerait l'*establishment* du parti¹⁰⁰. Avec un style plus réservé et policé, David Steel avait reçu l'appui de la majorité du parti parlementaire et des cadres. Ce vote massif en sa faveur traduisait un besoin de continuité et de stabilité après le scandale Thorpe. Son arrivée ne causa pas de division : John Pardoe se rangea derrière le nouveau *leader*, lui promettant de lui apporter son soutien.

David Steel héritait d'un parti au plus bas dans les sondages avec une moyenne de 8% d'opinions favorables¹⁰¹, une situation financière critique et un besoin urgent de restructuration interne¹⁰².

⁹⁹ John Pardoe était connu pour être quelqu'un de sanguin, le camp de David Steel ne se priva pas de le faire sortir de ses gonds en le comparant à Winnie the Pooh, In MICHIE, Alistair et Simon HOGGART. *The Pact : The Inside Story of the Lib-Lab Government, 1977-8*. Londres, Melbourne, New York : Quartet Books, 1978, p. 78-79.

¹⁰⁰ KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 39.

¹⁰¹ BUTLER, David et Denis KAVANAGH. *The British General Election of 1979*. Londres : Macmillan, 1979, p. 89.

¹⁰² KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 39.

B. La stratégie de coopération interpartis.

1. Le discours de Llandudno.

Lors de son premier discours en tant que chef de parti au congrès de Llandudno en septembre 1976, David Steel présenta la feuille de route à laquelle son parti devrait se conformer pendant son *leadership*. Il rappela aux militants présents dans la salle que leur parti avait pour vocation à redevenir un parti de gouvernement et qu'il fallait donc envisager de partager le pouvoir avec des alliés. L'idée même de coalition ne lui semblait pas réhibitoire pour un parti qui militait pour l'adoption d'un scrutin à la proportionnelle.

Ainsi, il annonça :

« Je veux que le parti libéral soit le cœur et le centre du prochain débat électoral – et non pas quelque chose à la périphérie. Si cela doit se produire nous ne devons pas donner l'impression que nous avons peur de nous salir les mains à cause des responsabilités liées au partage du pouvoir. Nous devons avoir l'audace de présenter l'idée de coalition de façon positive¹⁰³. »

Sans évoquer explicitement qu'il chercherait à nouer des alliances si les circonstances s'y prêtaient, David Steel préparait sa base aux conséquences possibles liées à l'exercice du pouvoir. Il pourrait y avoir des défections du côté des adhérents et des cadres pour qui la fonction principale du parti libéral était de modifier l'action publique. Néanmoins, c'était le prix à payer pour réaliser son objectif.

Cette stratégie de coopération interpartis fut imposée aux militants sans les consulter pendant ce congrès. En effet, David Steel estimait qu'il tirait sa légitimité des urnes pour décider que son parti devait l'adopter¹⁰⁴.

¹⁰³ “I want the Liberal Party to be the fulcrum and centre of the next election argument – not something peripheral to it. If that is to happen we must not give the impression of being afraid to soil our hands with the responsibilities of sharing power. We must be bold enough to deploy the coalition case positively [...]” In STEEL, David, *op. cit.*, 1980, p. 25.

¹⁰⁴ STEED, Michael, *op. cit.*, 1983, p. 93.

2. Une réponse ambivalente.

Le discours de Llandudno reçut un accueil différent suivant les sensibilités au sein du parti et le rôle que le nouveau *leader* devrait jouer.

Cette feuille de route fut vivement critiquée par les Jeunes Libéraux (*the Young Liberals*) : mus par une forme d'idéalisme, ils défendaient toujours la pratique de la « politique de proximité ». Cette façon de faire de la politique avait été vite surnommée « la politique du trottoir » (*pavement politics*) par les Travaillistes et les Conservateurs avant qu'ils ne s'y convertissent à leur tour. Ils reprochaient aux Libéraux de se servir des doléances des gens pour faire campagne. Dans les années soixante, Jo Grimond avait lui aussi encouragé les militants à être présents et visibles sur le terrain. Son mot d'ordre avait été que chaque fois qu'un conseiller libéral obtenait le déplacement d'un arrêt de bus, le parti gagnait des soutiens¹⁰⁵. Le parti parlementaire, le *leader* de l'époque Jeremy Thorpe et les cadres n'apportèrent jamais un soutien franc et massif à cette approche¹⁰⁶. Ils croyaient que cette nouvelle façon de faire de la politique ne pourrait qu'engendrer de l'hostilité envers Westminster, symbole de la démocratie parlementaire. Elle pourrait aussi menacer l'autorité du *leader* avec des excès comparables au poujadisme, le mouvement syndical et politique initié par Pierre Poujade sous la Quatrième République. En réalité, cela ne devint jamais une forme d'antiparlementarisme¹⁰⁷. Gordon Lishman et Bernard Greaves, qui avaient milité pour l'adoption de cette motion¹⁰⁸, reconnurent que les actions avaient trop tourné autour de micro-questions et que cette approche locale n'avait pas débouché sur un mouvement national. Ils n'avaient pas vu la valeur instrumentale que la « politique de proximité » pouvait avoir pour créer une base électorale solide et reconquérir le pouvoir¹⁰⁹.

¹⁰⁵ STEED, Michael, *op. cit.*, 1983, p. 89.

¹⁰⁶ STEED, Michael. "Foreword" In CYR, Arthur. *Liberal Party Politics in Britain*. Londres : Calder, 1977, p. 17.

¹⁰⁷ MOLE, Stuart. "The Liberal Party, Local Government and Community Politics, (B) Community Politics" In BOGDANOR, Vernon (dir.). *Liberal Party Politics*. Oxford : Clarendon Press, 1983, p. 269.

¹⁰⁸ GREAVES, Bernard et Gordon LISHMAN. *The Theory and Practice of Community Politics*. A.L.C. Campaign Booklet No. 12, août 1980. <http://www.cix.co.uk/~rosenstiel/aldc/commopol.htm> [Consulté le 28 février 2015]

¹⁰⁹ LIPPIATT, Graham, *op. cit.*, 2015, p. 28-29.

Sur un plan stratégique, les principes mêmes qui sous-tendaient la « politique de proximité » allaient à l'encontre de l'idée de coopération interpartis au niveau national¹¹⁰ et ne répondaient pas aux attentes des sympathisants. Lorsqu'il n'y avait pas eu de majorité à la Chambre des Communes en juillet 1974, 92% des électeurs libéraux avaient approuvé une participation à une coalition, seulement 4% d'entre eux avaient dit y être opposés¹¹¹.

Les militants soutenaient davantage la fermeté de leur *leader* face aux Jeunes Libéraux que sa stratégie de coopération interpartis¹¹². Ils demeuraient hésitants sur le concept de partage du pouvoir ; le principe en lui-même n'était pas rédhibitoire mais il devrait y avoir à la clef une réforme du mode de scrutin en échange d'un appui¹¹³. En tentant de contrer les Jeunes Libéraux, les militants ne réalisèrent pas qu'ils avaient enclenché le processus de coopération interpartis au niveau national en validant la stratégie de leur nouveau dirigeant. De la même manière, les cadres du parti n'avaient pas compris qu'ils devaient se tenir prêts en cas de conditions favorables¹¹⁴.

Gordon Lishman, pressentant que le gouvernement travailliste pourrait se retrouver en difficulté aux Communes, avait demandé l'organisation d'un séminaire d'une journée afin d'examiner les scénarios possibles en cas de coalition. Sa demande ne fut pas retenue¹¹⁵. Le *National Executive Committee* réitéra cette demande auprès du parti parlementaire afin de connaître sa stratégie si le gouvernement perdait sa majorité¹¹⁶. Mais elle ne fut pas suivie d'effet non plus. On assistait là aux premières tentatives des cadres du parti d'adopter une approche plus professionnelle mais elle se heurtait à la résistance du parti parlementaire. C'est précisément cette absence de préparation en amont qui permit à David Steel d'avoir la mainmise sur les tractations lors du pacte avec les Travaillistes quelques mois plus tard.

¹¹⁰ STEED, Michael, *op. cit.*, 1983, p. 92.

¹¹¹ STEED, Michael, *op. cit.*, 1977, p. 22.

¹¹² MICHIE, Alistair et Simon HOGGART, *op. cit.*, 1978, p. 80.

¹¹³ KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 43.

¹¹⁴ BARTRAM, Peter, *op. cit.*, 1981, p. 139.

¹¹⁵ KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 46.

¹¹⁶ "Minutes of the NEC Meeting, 15 January 1977". Archives du parti libéral, LLP 19/2, London School of Economics, Londres.

C. Un environnement favorable pour coopérer.

Après les élections d'octobre 1974, le parti travailliste sous la direction d'Harold Wilson puis de James Callaghan en 1976 forma un gouvernement qui disposa d'une courte majorité à Westminster. Il dut faire face à une érosion graduelle de sa majorité parlementaire après des défaites aux législatives partielles, des décès et des défections : en mars 1977, elle était passée de 319 à 310 députés. Le gouvernement pourrait être battu lors d'un vote de défiance (*a motion of no confidence*) ou d'un vote de confiance (*a motion of confidence*).

Le contexte était donc favorable pour les tiers partis comme le parti libéral et les partis nationalistes : ils pourraient peser sur un gouvernement fragilisé qui avait besoin de leur appui, et donc se rapprocher du pouvoir.

1. Un leader plus opportuniste.

Le gouvernement fut battu une première fois sur une motion limitant la durée des débats lors de l'examen du projet loi en faveur de la dévolution au pays de Galles et en Écosse (*The Scotland and Wales Bill*). La mise en œuvre de la dévolution était une demande des Libéraux. Cependant, David Steel donna la consigne de voter contre le gouvernement pour rappeler au Premier ministre que les voix libérales ne lui étaient pas acquises et qu'en retour il devait faire des concessions¹¹⁷. Avec le recul, il reconnut qu'il n'avait pas mesuré la portée politique de ce vote contre la motion déposée par le gouvernement¹¹⁸. En lui envoyant un signal, il ne s'agissait nullement de signifier que son parti était prêt à un accord avec les Travaillistes¹¹⁹.

David Steel prépara son parti à cette possibilité de coopérer avec les Travaillistes en contactant directement les candidats. Tout au long de son *leadership*, il eut souvent recours

¹¹⁷ Les deux députés originaires du pays de Galles, Emlyn Hooson et Geraint Howells, craignaient de s'attirer les foudres de leurs électeurs s'ils votaient contre cette motion. David Steel ne leur imposa pas de discipline de vote. In STEEL, David, *op. cit.*, 1980, p. 28-29.

¹¹⁸ OATEN, Mark. *Coalition : The Politics and Personalities of Coalition Government from 1850*. Petersfield : Harriman House, 2007, p. 175.

¹¹⁹ STEEL, David, *op. cit.*, 1980, p. 28.

à ce moyen de communication, en particulier lorsque l'opposition au pacte monta dans les rangs des députés et des cadres¹²⁰. Il tirait sa légitimité de la base et c'était à elle qu'il devait rendre des comptes. C'est un principe que le dirigeant libéral oublia lorsqu'il entérina la reconduction du pacte avec les Travaillistes avant la tenue du congrès d'automne de peur que les militants ne mettent un terme à cet accord de coopération.

Dans une lettre adressée aux candidats aux élections locales en mars 1977, le *leader* les prévint qu'arracher des concessions significatives au Premier ministre sur le totem de la réforme électorale serait compliqué. Il les rassura sur le fait que les Libéraux n'étaient pas prêts à vendre leur âme pour redevenir un parti de gouvernement, la coopération interpartis pourrait s'appliquer aussi à l'économie, à la dévolution et à une réforme fiscale¹²¹.

2. La défense de l'intérêt national.

Après avoir connu une première période de turbulences (cf. supra), le gouvernement de James Callaghan vit sa survie menacée par la motion de défiance déposée par Margaret Thatcher et prévue pour fin mars. Le Premier ministre se retrouvait au pied du mur : si son gouvernement perdait ce vote de confiance, il y aurait de nouvelles élections, ce qu'il cherchait à éviter car les sondages donnaient une avance de seize points aux Conservateurs. Il lui fallait bâtir une majorité parlementaire en se rapprochant des « petits » partis¹²². James Callaghan se montrait confiant sur le fait d'obtenir le soutien des Libéraux, en particulier après les discussions qu'il avait eues avec David Steel en février (cf. supra). Néanmoins, cet optimisme du Premier ministre lui faisait oublier leurs différences sensibles en matière d'économie, et que le soutien des Libéraux ne leur avait pas toujours été acquis au Parlement¹²³. En effet, chaque fois qu'il y avait eu une motion de confiance pendant la législature entre 1974 et 1976, ils avaient voté contre. James Callaghan consulta aussi les partis nationalistes : l'*UUUP* (*United Ulster Unionist Party*), le *SNP* (*Scottish National Party*) et *Plaid Cymru*. Il ne se retrouvait pas dans une situation

¹²⁰ KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 64.

¹²¹ "Letter to the Candidates, 11 March 1977". Archives du parti libéral, LP 5/14, London School of Economics, Londres.

¹²² KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 73-82.

¹²³ *Ibid.*, p. 85.

où les partenaires incontournables pour sauver son gouvernement étaient les Libéraux de David Steel.

C'est la notion d'intérêt national que le dirigeant libéral mit constamment en avant pour justifier le soutien apporté au gouvernement travailliste lors du vote de la motion de défiance. Le parti libéral n'avait pas eu d'autre choix que de s'allier aux Travaillistes pour faire rempart aux Conservateurs de Margaret Thatcher et au socialisme de l'aile gauche du parti travailliste. Il s'agissait de ne pas déstabiliser davantage le pays qui avait connu trois élections en trois ans et traversait une crise financière. En 1976, il avait subi l'humiliation d'un sauvetage par le Fonds monétaire international (FMI) lorsque la livre sterling avait perdu un tiers de sa valeur par rapport au dollar en deux ans. En contrepartie de l'aide du FMI, le Royaume-Uni avait accepté des conditions drastiques : il avait fallu faire des coupes dans les dépenses publiques afin de juguler l'inflation, d'encourager l'investissement sur le marché intérieur et de doper l'export. Le second argument mis en avant fut que ce rapprochement avec les Travaillistes n'était pas guidé par des raisons électoralistes : le gouvernement avait besoin du soutien des Libéraux pour le reste de la législature et non pas l'inverse¹²⁴. Si les conditions n'étaient pas réunies, le parti libéral se préparerait à de nouvelles élections¹²⁵.

Cette défense du seul intérêt national était mise à mal par les faits. David Butler se montrait dubitatif sur la validité de cet argument pour justifier la conclusion du pacte entre les deux partis. Son origine n'était pas à rechercher du côté de la crise économique même s'il reconnaissait que l'intérêt national ne fut pas oublié. Selon lui, le pacte naquit davantage de la tactique parlementaire que de la nécessité nationale¹²⁶. C'est une analyse que partageait Kenneth Morgan, ajoutant qu'il n'y eut aucune volonté de part et d'autre de nouer des liens cordiaux¹²⁷. Comme lors des tractations entre Ramsay MacDonald et David Lloyd George en 1930¹²⁸, ce qui motiva les deux partis fut de sauver leur nombre de

¹²⁴ KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 88.

¹²⁵ STEEL, David, *op. cit.*, 1980, p. 31.

¹²⁶ BUTLER, David. "1945-1977" In BUTLER, David (dir.). *Coalitions in British Politics*. Londres et Basingstoke : The Macmillan Press LTD, 1978, p. 100.

¹²⁷ MORGAN, Kenneth O., *op. cit.*, 2017, p. 64.

¹²⁸ Entre 1924-1932, le gouvernement minoritaire de Ramsay MacDonald dut rechercher le soutien des Libéraux d'Herbert Henry Asquith puis de David Lloyd George pour bâtir des coalitions. Le Premier ministre avait pourtant déclaré qu'il trouvait les coalitions détestables et malhonnêtes. Cette période vit aussi la formation d'un gouvernement d'unité nationale (*the National Government*). In MARQUAND, David. "1924-1932" In BUTLER, David (dir.). *Coalitions in British Politics*. Londres et Basingstoke : The Macmillan Press LTD, 1978, p. 52-73.

députés alors que les sondages annonçaient une déferlante conservatrice si des élections législatives se tenaient au printemps 1977. En réalité, le parti libéral n'était pas prêt pour des élections anticipées. Le *NEC* avait demandé aux sections locales de choisir un candidat le plus vite possible : en mars 1977, seulement 200 avaient été désignés¹²⁹. David Steel craignait que la nouvelle percée des partis nationalistes ne se fasse aux dépens des Libéraux : les prévisions les plus optimistes tablaient sur la perte de cinq ou six députés en cas d'élections anticipées, les plus pessimistes sur deux sièges conservés¹³⁰.

D. La formalisation du « Pacte libéral-travilliste ».

1. L'omniprésence de David Steel.

Deux approches se dessinaient pour gérer ces tractations. James Callaghan privilégia une démarche collective et associa ses collègues parlementaires tandis que David Steel décida de négocier seul¹³¹. Sur les 22 réunions qui se tinrent entre le 7 et le 23 mars 1977, David Steel participa à quinze d'entre elles et James Callaghan à seulement neuf. Cette omniprésence témoigne bien du fait que le pacte était né de la volonté du dirigeant libéral. Les négociations seraient conduites par lui et lui seul de façon directe avec le Premier ministre sans consultation de ses prédécesseurs qui s'étaient retrouvés dans la même situation, c'est-à-dire Jo Grimond en 1965 et Jeremy Thorpe en 1974¹³². C'est précisément ce qu'il reprocha à Nick Clegg en 2010 quand il ne fut pas consulté lors de la formation de la coalition gouvernementale avec les Conservateurs de David Cameron¹³³.

En interne, le *NEC* avait demandé à David Steel de clarifier la stratégie qu'il suivrait lors de ses entretiens avec les Travailleurs et quelles seraient ses exigences. Il avait répondu que ce qui prévaudrait était la flexibilité. Il ne voulait pas d'un accord trop précis

¹²⁹ "Minutes of the NEC Meeting, 18 February 1977". Archives du parti libéral, LP 1/9, London School of Economics, Londres.

¹³⁰ MICHIE, Alistair et Simon HOGGART, *op. cit.*, 1978, p. 28.

¹³¹ MARSH, Ian. "Liberal Priorities, the Lib-Lab Pact and the Requirements for Policy Influence". *Parliamentary Affairs*, Vol. 43, No. 3, juillet 1990, p. 314.

¹³² STEEL, David, *op. cit.*, 1980, p. 33.

¹³³ STEEL, David. "Six Ways Nick Clegg Steered the Liberal Democrats to Disaster". *The Guardian*, 11 mai 2015.

et trop contraignant ; le soutien au gouvernement travailliste se ferait au cas par cas¹³⁴. Selon Jo Grimond, c'était précisément l'erreur qui avait été faite par Lloyd George en 1931 quand il avait décidé d'apporter son soutien au gouvernement travailliste de Ramsay MacDonald en fonction du programme législatif¹³⁵. C'est la conclusion qu'il avait tirée en 1965 quand il avait été approché par le Premier ministre travailliste Harold Wilson qui cherchait à consolider sa majorité parlementaire avec l'aide des députés libéraux. Selon lui, il ne fallait pas conclure un accord *ad hoc* mais obtenir quelque chose de formel et pérenne ; il fallait aussi réfléchir en amont à la forme que prendraient les consultations entre les deux formations. Nous avons déjà évoqué les réticences de l'exécutif à se préparer à cette éventualité après le discours de Llandudno. Le parti libéral arriva donc très mal préparé pour les négociations avec les Travaillistes. En quelque sorte, cela permit de renforcer l'omniprésence du *leader* qui n'avait pas de feuille de route à suivre imposée par les cadres du parti.

La seconde leçon que David Steel aurait pu tirer des tractations entre Jeremy Thorpe et Edward Heath en février 1974 était que les militants n'étaient pas prêts à sacrifier l'indépendance du parti même pour servir l'intérêt national¹³⁶ et qu'ils souhaitaient être consultés avant de se voir imposer un accord avec un autre parti¹³⁷.

¹³⁴ "Minutes of the NEC Meeting, 18 February 1977". Archives du parti libéral, LP 1/9, London School of Economics, Londres.

¹³⁵ BUTLER, David, *op. cit.*, 1978, p. 100.

¹³⁶ OATEN, Mark, *op. cit.*, 2007, p. 168.

¹³⁷ STEED, Michael, *op. cit.*, 1977, p. 21.

2. Un parti derrière son *leader*.

a) La réforme électorale : la monnaie d'échange.

Il y avait unanimité à tous les échelons du parti pour dire que le soutien des Libéraux au gouvernement travailliste était conditionné à l'obtention d'élections directes aux Européennes et d'un scrutin à vote unique transférable (*Single Transferable Vote* ou *STV*). Avec ce type de scrutin, les électeurs ne votent pas pour des partis mais des personnes, il n'y a plus de siège « sûr » (*a safe seat*) et les résultats sont plus proportionnels¹³⁸. Cette demande avait été expressément formulée par les deux organes exécutifs - le *NEC* et le *Liberal Council Party*¹³⁹ - quand ils avaient approuvé la décision du *leader* d'engager des discussions avec le Premier ministre¹⁴⁰.

Les députés libéraux estimaient que James Callaghan devait s'engager à imposer une consigne de vote stricte (*a whip*) à sa majorité parlementaire. Ce fut Michael Foot qui débloqua la situation en proposant de laisser la liberté de choix aux parlementaires travaillistes comme cela avait été le cas lors du vote sur le projet de loi de dévolution en Écosse et au pays de Galles.

Les sections locales attendaient elles aussi des engagements fermes et définitifs sur la question de la réforme électorale. Leurs attentes étaient sans équivoque : il fallait faire « plier les Travaillistes ou être brisés » (*bend or be broken*)¹⁴¹. À quelques semaines des élections locales, ils craignaient de perdre les voix des électeurs conservateurs modérés (*soft Conservatives*) en apportant un soutien public au gouvernement travailliste¹⁴². Il n'y avait pas de réelle opposition à la stratégie retenue par le *leader* mais plutôt une forme de scepticisme dans des zones géographiques bien délimitées. En effet, dans les bastions

¹³⁸ Pour une présentation du fonctionnement et des différents avantages de chaque type de scrutin, on pourra se reporter à l'Annexe 1 p. 258.

¹³⁹ Le *Liberal Council Party* comprenait 275 membres c'est-à-dire les membres du *NEC* et du *Standing Committee*, des conseillers locaux et des militants. Il se positionnait comme le dépositaire de l'indépendance du parti et de ses vraies valeurs parce qu'il jugeait le *NEC* et le *Standing Committee* trop connotés « Westminster ».

¹⁴⁰ KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 225.

¹⁴¹ "Geoff Tordoff to David Steel, 20 March 1977". Archives du parti libéral, LLP 19/2, London School of Economics, Londres.

¹⁴² "Note Geoff Tordoff, 23 March 1977". Archives du parti libéral LLP 19/2, London School of Economics, Londres.

libéraux de l'ouest du pays de Galles et du Yorkshire, coopérer avec les Travailleurs n'était pas envisageable du tout¹⁴³

b) Un parti parlementaire loyal.

Si James Callaghan tenait à ce que les échanges se tiennent entre les chefs de parti et leurs porte-paroles, David Steel estimait que cela était de son seul ressort¹⁴⁴. On a souvent reproché au dirigeant libéral de se montrer distant avec ses collègues députés. Il leur reconnaissait uniquement une valeur instrumentale : ils étaient là pour l'aider à atteindre son but et non pas le freiner¹⁴⁵. Il ne les rencontra qu'après sa première entrevue avec le Premier ministre et il ne les associa jamais à la rédaction du pacte.

Les députés n'étaient pas convaincus que leur parti aurait le statut de parti de gouvernement au sein de cet accord. Jo Grimond pensait qu'il allait se retrouver perdu dans une sorte de *no man's land* car il ne serait ni un parti d'opposition ni réellement un parti de gouvernement en raison de son rôle consultatif limité (cf infra.). Un vrai statut de parti de gouvernement serait obtenu en participant à une coalition et là il pourrait y avoir une recomposition de l'échiquier politique¹⁴⁶. Si le parti choisissait de rester sur les bancs de l'opposition, il devrait le faire de façon constructive en ne se lançant pas dans une guerre stérile contre le gouvernement comme le faisaient les Conservateurs de Margaret Thatcher. Jo Grimond estimait qu'il était crucial de clarifier ce point pour ne pas être sanctionné dans les urnes. Le parti libéral avait été le dépositaire des voix des électeurs mécontents des résultats gouvernementaux des deux grands partis et d'une vie politique trop basée sur l'antagonisme. Ces électeurs avaient fait le choix de ne pas s'abstenir mais de donner leur voix au parti libéral qu'ils percevaient comme différent des deux grands partis car il n'avait pas encore de bilan gouvernemental¹⁴⁷. Jo Grimond pensait qu'il fallait préserver cette « pureté » si on voulait fidéliser ces « anges en plastique » (*plastic angels*). Cette expression faisait référence à celle utilisée par Benjamin Disraeli. Après l'extension

¹⁴³ JONES, Hugh, *op. cit.*, 2007, p. 72-77.

¹⁴⁴ STEEL, David, *op. cit.*, 1980, p. 29-30.

¹⁴⁵ JONES, Hugh, *op. cit.*, 2007, p. 59.

¹⁴⁶ McMANUS, Michael. *Jo Grimond : Towards the Sound of Gunfire*. Édimbourg : Birlinn, 2001, p. 328-331.

¹⁴⁷ LEMIEUX, Peter H., *op. cit.*, 1977, p. 335.

du suffrage universel en 1867, il avait vu en les nouveaux électeurs ouvriers de futurs soutiens fidèles pour les *Tories* et il les avait surnommés « les anges en marbre » (*marble angels*). Dans le cas du parti libéral, ses soutiens étaient plus fragiles. En effet, sa base électorale n'était pas solide, on estimait que seulement 2% des électeurs avaient voté libéral en 1970 et en 1974¹⁴⁸ contre respectivement 23% pour les Conservateurs et 24% pour les Travailleurs¹⁴⁹.

Le parti parlementaire défendait aussi une approche plus pragmatique : il fallait évaluer régulièrement les bénéfices réels de cette coopération en suivant le calendrier des sessions parlementaires. Ce serait aux délégués lors des congrès de décider de sa reconduction ou non. David Steel dut céder sur ce point et abandonner l'idée d'un engagement sur dix-huit mois¹⁵⁰. Les députés qui avaient des doutes sur cet accord, comme par exemple Jo Grimond, Jo Pardoe et Cyril Smith, finalement suivirent leur *leader* par loyauté.

c) Des militants instrumentalisés.

David Steel lança une consultation des sections locales et des groupes affiliés avant de conclure un accord avec les Travailleurs de Callaghan. Il fallait connaître leur sentiment et leurs attentes en matière de mesures politiques¹⁵¹. En prenant le risque de les consulter, David Steel se présentait comme celui qui ne les engagerait pas dans un accord au rabais avec les Travailleurs et qui était prêt à entendre leurs critiques¹⁵².

Cette tactique fut un coup de maître de la part du *leader* libéral car rien dans les statuts du parti ne l'obligeait à consulter les sections locales. À court terme, les adhérents auraient le sentiment d'avoir été entendus et associés aux tractations avec les Travailleurs. Cette consultation de la base du reste facilita l'adoption de l'accord de coopération avec les

¹⁴⁸ ALT, James, CREWE, Ivor et Bo SÄRLVIK, *op. cit.*, 1977, p. 345.

¹⁴⁹ CREWE, Ivor. "Is Britain's Two-Party System really about to Crumble ? The Social Democratic-Liberal Alliance and the Prospects for Realignment". *Electoral Studies*, Vol. 1, No. 3, décembre 1982, p. 281.

¹⁵⁰ KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 103-104.

¹⁵¹ JONES, Hugh, *op. cit.*, 2007, p. 59.

¹⁵² KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 103-104.

Travailleurs¹⁵³. À moyen terme, lorsque l'accord serait remis en cause, le *leader* pourrait rappeler à sa base qu'elle avait été consultée et qu'elle lui avait donné son aval.

D. Un partenariat très limité.

Au grand dam de Margaret Thatcher, qui n'avait jamais soupçonné ce qui se tramait entre Travailleurs et Libéraux, la motion de défiance fut perdue le 23 mars par 298 voix pour et 323 contre. Le Premier ministre officialisa alors l'accord qui liait son gouvernement au parti de David Steel¹⁵⁴.

Cet accord fut vite surnommé le « Pacte libéral-travailliste » (*the Lib-Lab Pact*)¹⁵⁵, ce qui suggérait une forme de collusion entre deux partis qui s'unissaient pour éviter la tenue de nouvelles élections législatives, la défense de l'intérêt national n'étant pas été leur priorité¹⁵⁶. Les dessinateurs satiriques représentèrent alors le dirigeant libéral par exemple sous la forme d'un âne tenu en laisse par James Callaghan, aux ordres des Travailleurs.

Cette forme de coopération interpartis était en réalité quelque chose de novateur dans la vie politique britannique.

1. Un « accord d'influence ».

La nature de cet accord entre Travailleurs et Libéraux posait question. Il était plus facile de dire ce qu'il n'était pas que ce qu'il était en réalité.

¹⁵³ "Chairman's Report to NEC, 2 April 1977". Archives du parti libéral LLP 5/14, London School of Economics, Londres.

¹⁵⁴ Pour consulter le texte de l'accord :

<http://www.liberalhistory.org.uk/record.jsp?type=page&ID=175&statement%20on%20lib%20lab%20pact>. [Consulté le 10 juin 2016].

¹⁵⁵ COLE, Matt. "'Be Careful what You Wish for...': The Lessons of the Lib-Lab Pact for the Lib-Con Coalition". *Journal of Liberal History*, No. 72, automne 2011, p. 58 et p. 61.

¹⁵⁶ SLADE, Adrian, *op. cit.*, 2002, p. 17.

a) Un exemple de contractualisation de l'opposition.

Comme David Steel l'avait déploré à plusieurs reprises, l'accord qui liait les Travailleurs et les Libéraux n'était pas une coalition mais un "accord d'influence" (*an agreement of influence*)¹⁵⁷. En effet, le pacte ne satisfaisait nullement aux critères caractérisant les coalitions car le comité consultatif présupposait uniquement des contacts informels et un rôle consultatif réservé aux Libéraux. De plus, comme il avait été signé en cours de législature pour une courte période dans un premier temps, David Steel et James Callaghan n'avaient pas pu bâtir un programme commun (*a joint programme*)¹⁵⁸.

Robert Hazell et Akash Paun rangent la parenthèse que fut le *Lib-Lab Pact* dans ce qu'ils nomment la « zone grise » (*the grey zone*) de leur typologie des types de gouvernement. Elle se situe entre les gouvernements majoritaires et minoritaires et les gouvernements formés d'un seul parti et de plusieurs¹⁵⁹. Le « Pacte libéral-travailleiste » était plus précisément ce qu'ils appellent un exemple de contractualisation de l'opposition parlementaire (*contract parliamentarism*)¹⁶⁰ : il transforme l'adversaire politique en partenaire. Il ne faut pas confondre cette majorité arithmétique avec une offre de poste au gouvernement. James Callaghan ne s'était jamais senti acculé au point de devoir offrir un maroquin aux Libéraux comme Edward Heath l'avait fait en 1974. Bien qu'arrivé second aux élections législatives derrière les Travailleurs d'Harold Wilson, ce dernier avait tenté de se maintenir au pouvoir. Il avait estimé que les Libéraux, malgré des divergences idéologiques profondes, ne feraient pas de si mauvais partenaires que cela. En effet, il y existait une convergence sur des domaines comme l'Europe, les politiques salariales afin de juguler l'inflation. Lors de leur rencontre en mars 1974, Edward Heath semble avoir

¹⁵⁷ "Speech David Steel, 3 November 1977". Archives du parti libéral, LLP 19/2, London School of Economics, Londres.

¹⁵⁸ HASTINGS, Michel. "Oppositions parlementaires, gouvernements minoritaires et démocraties inclusives. L'exemple des pays scandinaves." *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 18, No. 2, 2011, p. 54. <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2011-2-page-45.htm> [Consulté le 02 mai 2016].

¹⁵⁹ Les deux chercheurs rangent dans cette même « zone grise » les accords de confiance et de soutien (*confidence and supply agreements*) et la présence de ministres en dehors du gouvernement. In HAZELL, Robert et Akash PAUN (dirs.). *Making Minority Governments Work : Hung Parliaments and the Challenges for Westminster and Whitehall*. Londres : Institute for Government, 2009, p. 15.

¹⁶⁰ La contractualisation de l'opposition est une pratique parlementaire courante en Scandinavie In HASTINGS, Michel, *op. cit.*, 2011 et In CHRISTIANSEN, Flemming J. "Inter-Party Cooperation in Scandinavia : Minority Parliamentarism and Strong Parliament". Paper presented at the *ECPR* workshops, Grenada, 14-19 avril 2005, 35 p.

offert un accord de coalition totale (*full coalition*) aux Libéraux et un maroquin (l'Intérieur) à son *leader*, ce que Jeremy Thorpe démentit fortement. D'ailleurs, plutôt que de s'engager dans une coalition minoritaire (a *minority coalition*), il avait défendu l'idée d'un gouvernement d'unité nationale (*A National Unity Government*) pour juguler la crise financière qui secouait la Grande-Bretagne. En jouant la carte de l'unité nationale, Jeremy Thorpe avait cherché à asseoir sa stature en tant qu'homme d'État à l'écoute des difficultés de ses concitoyens et capable de dépasser les clivages partisans dans l'intérêt du pays¹⁶¹. Les discussions entre les deux hommes achoppèrent en particulier sur le fait qu'Edward Heath ne pouvait pas s'engager sur une réforme du mode de scrutin à Westminster. Comme monnaie d'échange (*an incentive*), il n'avait pu offrir à Jeremy Thorpe qu'une réunion des porte-paroles des différents partis (*a Speaker's Conference*).

James Callaghan ne se retrouvait pas dans la situation d'Edward Heath en 1974 : la formation de David Steel, avec ses treize députés, n'avait pas une valeur spéciale pour son gouvernement, celle de le faire chuter si elle lui retirait son soutien (*the walk-away value*)¹⁶². David Steel menaça bien de le faire s'il n'obtenait pas ce qu'il demandait. Mais ses menaces n'eurent pas d'effet¹⁶³. Pour garder la majorité à la Chambre des Communes, James Callaghan pourrait toujours bâtir des majorités parlementaires avec les autres petits partis en fonction de son programme législatif.

On ne se trouvait donc pas dans le cas d'un simple soutien parlementaire¹⁶⁴ mais pas encore dans le cas d'un gouvernement minoritaire sous contrat (*a contract minority government*) pour les raisons évoquées ci-dessus¹⁶⁵.

¹⁶¹ OATEN, Mark, *op. cit.*, p. 168-169.

¹⁶² BALE, Tim et Torbjörn BERGMAN. "Captives No Longer, but Servants Still ? Contract Parliamentarism and the New Minority Governance in Sweden and New Zealand". *Government and Opposition*, Vol. 41, No. 3, juin 2006, p. 440.

¹⁶³ STEEL, David, *op. cit.*, 1980, p. 60 ou In MICHIE, Alistair et Simon HOGGART, *op. cit.*, 1978, p. 109-110.

¹⁶⁴ HASTINGS, Michel, *op. cit.*, 2011, p. 53-54.

¹⁶⁵ BALE, Tim et Torbjörn BERGMAN, *op. cit.*, 2006, p. 422.

b) Le choix du *leader*.

Sur un plan concret, on ne dépassa pas le simple « accord d'influence ». Lors de son discours à la Chambre des Communes, David Steel annonça que son parti allait promouvoir les idées libérales dans des domaines aussi variés que les relations patronat-ouvrier, la politique du logement, la diminution de la pression fiscale et la dévolution. Rien n'avait été cependant formalisé dans l'accord liant les deux partis. Ce fut son choix de ne pas avoir un contrat plus codifié. Il résista aux pressions des députés et de l'exécutif qui avaient voulu un accord plus formel dès les premiers contacts avec le Premier ministre en mars 1977.

Ce contrat avait été rédigé par le camp travailliste sans que le *leader* libéral demande à y être associé. Pour se justifier, David Steel avait expliqué que le temps pressait avec la motion de défiance déposée par les Conservateurs. Il avait confié à Tom McNally, le conseiller politique de James Callaghan, le soin d'établir un projet de pacte¹⁶⁶. Les Libéraux se laissèrent donc priver d'un rôle moteur lors de cette phase et de la possibilité de mettre en avant des politiques d'inspiration libérale. Afin d'apaiser les craintes des candidats aux prochaines élections locales, leur chef de parti leur avait conseillé de ne pas se lancer dans une exégèse de cet accord. Ce qui importait ce n'était pas tant ce qui avait été mentionné que ce qui allait être fait¹⁶⁷.

David Steel avait donc privilégié la forme de cet accord aux mesures politiques qui pourraient être votées au Parlement : le comité consultatif (*the consultative committee*) était la pierre angulaire de ce partenariat. Il comportait trois niveaux d'échanges : un premier entre les ministres et les porte-paroles libéraux pour planifier l'action au Parlement, un deuxième avec deux membres de chaque parti pour arbitrer les conflits et le troisième avec les deux *leaders*. En réalité, seul le dernier niveau fonctionna avec une nouvelle fois une prééminence de David Steel¹⁶⁸. En effet, il avait espéré secrètement faire infléchir James Callaghan sur un certain nombre de points et obtenir des concessions par le biais de ces échanges. Ce niveau allait court-circuiter les deux premiers dans de nombreux cas comme lors du renouvellement et la fin du pacte et de l'élaboration du Discours de la

¹⁶⁶ KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 125.

¹⁶⁷ "Letter to the Liberal Candidates, 24 March 1977". Archives du parti libéral, LPO 32/2, London School of Economics, Londres.

¹⁶⁸ MARSH, Ian, *op. cit.*, 1990, p. 292-321.

Reine en novembre 1977. Le pacte était donc un pacte qui tournait autour des deux leaders et porté par ces derniers¹⁶⁹.

Lors des négociations pour sa reconduction pour la nouvelle session parlementaire débutant en septembre, l'exécutif et les militants avaient espéré un contrat plus serré et des concessions plus conséquentes en matière politique¹⁷⁰. Ils avaient établi une « liste de courses » (*the shopping list*) comprenant 50 demandes parmi lesquelles un salaire minimum financé par des crédits d'impôts et la fermeture des bases *Polaris*¹⁷¹. Si le gouvernement ne s'engageait pas à soutenir clairement un scrutin à la proportionnelle pour des élections directes aux Européennes, le pacte ne devrait pas être reconduit. Dans l'analyse quantitative qu'il dresse des quatorze réunions qui se sont tenues entre le 07 juin et le 29 juillet, Ian Marsh souligne l'omniprésence du *leader* libéral dans cette phase de renégociation¹⁷². Le groupe parlementaire se trouva mis devant le fait accompli quand il lui présenta une liste finale très édulcorée en dix points avec par exemple l'abandon du système de scrutin à vote unique transférable aux Européennes. David Steel avait volontairement privilégié des demandes floues afin d'éviter des points de rupture avec les Travailleurs et par conséquent la fin du pacte. On était à mi-mandat : selon lui, il n'était pas raisonnable d'attendre tant du gouvernement travailliste et il valait mieux se limiter à dix demandes raisonnables et gagnables¹⁷³.

2. Une influence à la périphérie.

La nature même de l'accord et le refus de David Steel de se montrer plus exigeant placèrent les Libéraux dans une situation particulière : celle de parti d'opposition sous contrôle. Jo Grimond avait justement eu le sentiment qu'en tant que député il serait bâillonné pour faire plaisir à James Callaghan. L'accord conclu avec les Travailleurs

¹⁶⁹ KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 111.

¹⁷⁰ "Minutes of the Meeting NEC, 20 May 1977". Archives du parti libéral, LP 1/9, London School of Economics, Londres.

¹⁷¹ "Minutes of the Meeting of the Liberal Party Council Birmingham, 21 May 1977". Archives du parti libéral, LLP 2/3, London School of Economics, Londres.

¹⁷² MARSH, Ian, *op. cit.*, 1990, p. 315.

¹⁷³ Ces dix demandes furent vite surnommées les « Dix Commandements » (*the Ten Commandments*). Elles comprenaient, entre autres, la réforme électorale aux élections européennes et des assemblées dévolues au pays de Galles et en Écosse. In KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 253-254.

n'octroyait qu'un rôle consultatif très limité aux députés libéraux, le pouvoir de décision restait dans les mains des Travailleurs¹⁷⁴.

Aux Communes, les Libéraux se retrouvèrent trop souvent cantonnés à un rôle de frein comme par exemple lors du projet de loi de taxe sur les carburants ou d'augmentation de 3% du budget de la défense¹⁷⁵. Lorsqu'ils durent justifier l'intérêt du pacte auprès de la base, les députés et les cadres expliquèrent que les Libéraux étaient là pour contenir les excès des Conservateurs de Margaret Thatcher et ceux d'un parti travailliste jugé trop socialiste¹⁷⁶. Ils ne furent jamais en mesure de jouer un rôle plus positif afin de promouvoir les valeurs libérales comme par exemple une réforme électorale pour les élections européennes.

David Steel portait la responsabilité de ce bilan politique mitigé. En privilégiant la consultation à l'adoption de mesures précises et suffisamment visibles pour attirer de nouveaux électeurs, il avait rendu l'influence de son parti « périphérique »¹⁷⁷. Il y avait eu un décalage entre les attentes du parti, à savoir influencer l'action publique et celles de David Steel dès le début du pacte. Le *leader* libéral s'inscrivait davantage dans la durée : ce comité était un tremplin vers de futurs pactes pour se rapprocher du pouvoir. C'est la raison pour laquelle il essaya de le faire durer malgré l'opposition des militants et du parti parlementaire qui attendaient des avancées concrètes et tangibles¹⁷⁸. Il replaçait aussi ce partenariat avec les Travailleurs dans le processus de recomposition du paysage politique à gauche à plus long terme. Son parti avait tenté de le faire en étant dans l'opposition depuis plus de vingt ans mais cela n'avait pas donné de résultat probant. Il était persuadé que cette coopération interpartis ferait bouger les lignes de fond de la vie politique britannique. Aussi la question de la réforme électorale ne devrait pas gêner les chances qu'avait le parti libéral de redevenir un parti de gouvernement¹⁷⁹.

¹⁷⁴ McMANUS, Michael, *op. cit.*, 2001, p. 328.

¹⁷⁵ MARSH, Ian, *op. cit.*, 1990, p. 296-297.

¹⁷⁶ "Speech of Emlyn Hooson, Merthyr Tydfil, 21 April 1977". Archives du parti libéral, LP 13/ 37, London School of Economics, Londres.

¹⁷⁷ MARSH, Ian, *op. cit.*, 1990, p. 295.

¹⁷⁸ MICHIE, Alistair et Simon HOGGART, *op. cit.*, 1978, p. 67.

¹⁷⁹ STEEL, David, *op. cit.*, 1980, p. 36-39.

3. Un parti fataliste.

Il n'y eut jamais ni de mouvement de fronde ni de tentative de pousser David Steel vers la sortie. Rompre le pacte serait revenu à désavouer le *leader*. L'opposition à la reconduction du pacte monta, cependant, au sein du parti parlementaire. Lors d'un séminaire de travail en juin 1977, des voix se firent entendre pour s'opposer au renouvellement du pacte. David Penhaligon n'était toujours pas convaincu de l'utilité du pacte car il jugeait les concessions obtenues concernant la dévolution trop mineures pour convaincre et séduire les électeurs. Il était d'avis qu'il fallait faire des demandes plus ambitieuses au gouvernement, comme par exemple une baisse significative des impôts, plus d'allocations familiales, et si les Libéraux ne parvenaient pas à les obtenir, ils devraient se préparer de nouvelles élections. Jo Grimond partageait ses doutes sur la valeur électorale qu'auraient ces concessions : en effet, la dévolution et la réforme électorale n'étaient pas réellement des questions qui mobilisaient l'électorat.

Compte-tenu de la situation, malgré leur opposition de principe au pacte, les deux hommes se rangèrent derrière la décision collective de reconduire le pacte en juin 1977, tout bonnement parce que c'était la moins pire des options pour les Libéraux aussi longtemps que David Steel faisait preuve de fermeté avec les Travailleurs¹⁸⁰. Cependant, la plus forte opposition vint de Cyril Smith qui mettait en avant le fait que le parti libéral perdait plus de votes qu'il ne pouvait se le permettre. Il lui fallait retrouver très vite sa position d'indépendance afin de stopper cette hémorragie de voix et d'éviter un « massacre ». Ce qui prévalait dans le reste du parti parlementaire était une forme de réalisme désabusé à l'image d'Emlyn Hooson, le député gallois, qui pensait que le parti ne pouvait plus reculer¹⁸¹. Après l'échec de l'obtention d'une réforme électorale aux Européennes en décembre 1977, ce fut Jo Grimond qui sauva le pacte. Selon lui, le parti ne comprendrait pas que l'on y mette fin après la défaite annoncée de ce projet de loi : les Travailleurs avaient voté comme ils l'avaient annoncé depuis bien longtemps¹⁸².

Le nombre même de députés expliquait qu'il n'existait pas de culture de la rébellion au sein du parti parlementaire. Cependant, ils tentèrent de faire infléchir leur

¹⁸⁰ McMANUS, Michael, *op. cit.*, 2001, p. 331.

¹⁸¹ MICHIE, Alistair et Simon HOGGART, *op. cit.*, p. 131-133.

¹⁸² "Liberals after the Pact". *The Spectator*, 21 janvier 1978.

leader pour qu'il mette vite en place une stratégie de différenciation¹⁸³ afin de préserver l'identité du parti après de mauvais résultats aux élections locales de mai 1977 où deux tiers des conseillers locaux ne furent pas réélus¹⁸⁴. Les militants et les candidats avaient eu le sentiment que le pacte n'avait pas été un atout pour l'emporter sur les candidats conservateurs¹⁸⁵.

Pour sauver « son pacte », David Steel chercha à obtenir le soutien des cadres et de la base. Après l'échec du projet de loi pour les élections européennes, il contacta directement les candidats aux élections locales. Il leur rappelait la voie dans laquelle ils s'étaient engagés lorsqu'ils l'avaient élu, il était déterminé à continuer cette coopération avec les Travailleurs. S'il n'avait pas leur soutien lors du congrès spécial de Blackpool en janvier 1978, il leur faudrait se chercher un nouveau *leader*¹⁸⁶. Cette démission brandie par le *leader* était le signe d'une tendance plus oligarchique lors d'une situation de crise¹⁸⁷. Les militants avaient été instrumentalisés une nouvelle fois.

David Steel chercha alors à s'assurer le soutien des partis libéraux gallois et écossais, ainsi que des cadres du parti comme Geoff Tordoff, Hugh Jones et Richard Wainwright¹⁸⁸. Lors de la réunion organisée par le *Standing Committee* début janvier 1978, David Steel défendit de nouveau sa position : le pacte se terminerait en juin, mais surtout il leur demandait le droit de le continuer et d'être celui qui pourrait décider du bon moment quand y mettre un terme¹⁸⁹. Richard Wainwright, bien qu'opposé au pacte en privé, accéda à la demande du *leader* de soumettre au vote une résolution stipulant que bien que le congrès spécial soit en droit de se prononcer sur la fin ou non du pacte, la prérogative de décider de la date en reviendrait au parti parlementaire après l'adoption de la loi de Finances de 1978. Huit délégués votèrent pour et six contre. David Steel dut aussi affronter

¹⁸³ FISHER, Stephen D. et Sara B. HOBOLT. "Coalition Government and Electoral Accountability". *Electoral Studies*, Vol. 29, No. 3, septembre 2010, p. 358.

¹⁸⁴ "Minutes of the NEC meeting, 20 May 1977". Archives du parti libéral, LP 1/9, London School of Economics, Londres.

¹⁸⁵ HUGH, Jones, *op. cit.*, 2007, p. 126.

¹⁸⁶ "Letter to the candidates, 15 December 1977". Archives du parti libéral, LLP 19/2, London School of Economics, Londres.

¹⁸⁷ MICHELS, Robert. *Les partis politiques : Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2006, traduit par S. Jankélévitch, p. 30-31.

¹⁸⁸ COLE, Matt. *Richard Wainwright, The Liberal and Liberal Democrats : Unfinished Business*. Manchester : Manchester University Press, 2013, p. 179-180.

¹⁸⁹ STEEL, David, *op. cit.*, 1980, p. 119.

l'ALC (*Association of Liberal Councillors*) qui lui reprochait son attitude autocratique qui menaçait la survie même du parti¹⁹⁰.

Près de 2 500 délégués assistèrent au congrès spécial de Blackpool le 21 janvier 1978. À l'image de Cyril Smith et de David Penhaligon pourtant les plus farouches opposants à la poursuite du pacte, l'heure était à l'apaisement et au compromis parmi les délégués. Les militants avaient été prévenus que si la fin du pacte était votée, cela signifierait le départ de David Steel. Cela pourrait déboucher sur un schisme très préjudiciable à quelques mois des législatives. La résolution Wainwright-Steel¹⁹¹ fut acceptée par 1 727 votes pour et 520 votes contre. David Steel se méprit à nouveau sur le sens à donner ce vote : il y lut une sorte de plébiscite¹⁹² justifiant une fois de plus le chemin sur lequel il avait engagé son parti, et surtout un blanc-seing pour continuer. Il ne percevait toujours pas l'écart qui existait entre sa stratégie et les attentes de résultats tangibles du côté des militants. Le 25 mai 1978, David Steel annonça de façon unilatérale que le pacte se terminerait avec la session parlementaire de juillet.

¹⁹⁰ JONES, Hugh, *op. cit.*, p. 123.

¹⁹¹ "Motion Special Liberal Assembly, 21 January 1978". Archives du parti libéral, LP 8/37, London School of Economics, Londres.

¹⁹² STEEL, David, *op. cit.*, 1980, p. 122.

David Steel avait voulu que son parti ne soit plus cantonné à un rôle de spectateur dans le match qui opposait les deux grands partis¹⁹³. Il dut cependant admettre devant les militants dès septembre 1977 que les Libéraux n'étaient pas au gouvernement¹⁹⁴. Ils s'étaient rapprochés du pouvoir grâce à sa stratégie mais ils ne l'exerçaient pas pleinement¹⁹⁵. Lors du congrès spécial de Blackpool en 1978, Jo Grimond avait remercié son *leader* pour les avoir conduits aux portes du pouvoir. Comme le fait remarquer David Butler : « Après toutes ces années dans le désert, enfin ils savouraient, quoique de façon virtuelle, une partie de la satisfaction d'être aux affaires¹⁹⁶. »

Nous avons déjà évoqué le bilan politique plus que mitigé de cette « expérience constitutionnelle plutôt originale » (*a rather novel constitutional experiment*) comme David Steel la décrivait au Premier ministre¹⁹⁷. Cet « accord d'influence » n'avait pas permis de montrer que le parti libéral était un parti de gouvernement compétent. Son influence était restée « périphérique », ce qui avait satisfait David Steel dont les ambitions, contrairement à celles des militants, avaient été à plus long terme.

David Steel aurait-il pu arracher plus de concessions à James Callaghan et faire jouer un rôle gouvernemental à son parti? David Owen pense qu'il aurait pu obtenir plus sur la question de la réforme électorale parce que les Travailleurs avaient intégré ce principe dès 1974. Selon lui, James Callaghan n'aurait eu qu'à faire entendre à son parti que c'était le prix à payer pour garder la majorité à la Chambre des Communes¹⁹⁸. C'est la version que retient Michael Meadowcroft. Il estime que David Steel avait été trop passif pendant les dix-huit mois que dura le partenariat avec les Travailleurs¹⁹⁹. Tom McNally, conseiller personnel de James Callaghan, partage cette analyse : les Libéraux auraient dû jouer sur le fait que le gouvernement se trouvait au pied du mur après la motion de défiance déposée par Margaret Thatcher²⁰⁰.

Pour se justifier, David Steel met en avant que son pouvoir de tractation (*the bargaining power*) était limité. En effet, dès le début de cet accord, il avait réalisé qu'il ne

¹⁹³ "Speech of David Steel, Scottish Liberal Party Assembly, 23 June 1977". Archives du parti libéral, LP 13/37, London School of Economics, Londres.

¹⁹⁴ "Opening Speech David Steel, Liberal Assembly Brighton, 27 September 1977". Archives du parti libéral, LLP 19/1 London School of Economics, Londres.

¹⁹⁵ "Liberals after the Pact". *The Spectator*, 21 January 1978.

¹⁹⁶ "After all the years in the wilderness they were at last, albeit in a vicarious way, savouring some of the satisfaction of office." In BUTLER, David, *op. cit.*, 1978, p. 110.

¹⁹⁷ MICHIE, Alistair et Simon HOGGART, 1978, p. 140.

¹⁹⁸ OWEN, David. *Time to Declare*. Londres : Penguin Books, 1992, p. 289.

¹⁹⁹ Entretien avec Michael Meadowcroft, The National Liberal Club, Londres, 18 janvier 2019, p. 287.

²⁰⁰ OATEN, Mark, *op. cit.*, 2007, p. 190.

pourrait pas exiger plus que ce que James Callaghan lui offrirait. Ce dernier ne pourrait pas courir le risque de fragiliser son autorité auprès de son aile gauche en échange du soutien politique d'une poignée de députés libéraux²⁰¹. Cette coopération interpartis avait débuté en milieu de législature, ce qui empêchait un accord de coalition législative. Ce sont les raisons pour lesquelles David Steel avait préféré une participation symbolique au gouvernement par le biais du comité consultatif. Il avait toujours vu le « Pacte libéral-travailliste » comme une première étape vers une recomposition du paysage politique à gauche. En raison de sa durée très courte, cet accord ne pouvait pas réellement initier une recomposition du paysage politique à gauche. Il est vrai que Tony Benn, qui n'avait jamais caché son opposition au pacte, avait craint qu'il ne favorise un rapprochement entre l'aile plus social-démocrate du *Labour* et les Libéraux²⁰². Cependant, la création du *SDP* (*Social Democratic Party*) en 1981 ne résulta pas de cet épisode de coopération interpartis. Comme nous verrons plus loin, les raisons du départ de la Bande des Quatre sont à chercher du côté de dissensions idéologiques profondes au sein du parti travailliste.

Le *leader* libéral n'avait pas mesuré l'impact électoral que cet épisode de coopération interpartis pouvait avoir. Les Libéraux, contrairement aux deux grands partis, avaient un électorat de base (*the core voters*) qui n'était pas identifié à une classe sociale bien précise. Son électorat était davantage séduit par sa défense de valeurs que par ses politiques en lien avec la vie quotidienne (*the bread and butter issues*). Comme nous l'avons dit, cette base était très réduite, elle était estimée à 2%²⁰³. L'embellie électorale de 1974, avec 19,3% des suffrages exprimés en février et 18,3% en octobre, contre 7,5% en 1970, avait été due au vote protestataire²⁰⁴. Les électeurs mécontents des deux grands partis s'étaient tournés vers le parti libéral mais ce n'était pas un vote d'adhésion.

La déroute électorale de mai 1977, lorsque 183 sièges sur les 293 défendus furent perdus, avait montré que ces nouveaux électeurs avaient sanctionné le parti libéral après la conclusion d'un pacte avec les Travaillistes. Dans son rapport post-élections, l'*ALC* (*Association of Liberal Councillors*) analysa ces mauvais résultats comme la conséquence directe de la coopération avec les Travaillistes : les électeurs conservateurs s'étaient détournés d'eux, leur reprochant d'avoir aidé à se maintenir au pouvoir un gouvernement

²⁰¹ "Speech of David Steel Liberal Assembly Brighton, 27 September 1977". Archives du parti libéral, LLP 19/1, London School of Economics, Londres.

²⁰² KIRKUP, Jonathan, *op. cit.*, 2012, p. 189.

²⁰³ ALT, James, CREWE, Ivor et Bo SÄRLVIK, *op. cit.*, 1977, p. 345 et p. 348-353.

²⁰⁴ LEMIEUX, Peter H, *op. cit.*, 1977, p. 335.

travailliste qui avait perdu sa majorité au parlement. La conclusion qu'ils avaient tirée était que le parti libéral avait fait preuve du même opportunisme politique que les deux grands partis en essayant d'éviter la tenue de nouvelles élections²⁰⁵.

Avec la mise en œuvre de la stratégie de coopération interpartis, il s'était aliéné le vote protestataire dont il avait été le dépositaire lors des législatives de 1970 et de 1974. Comme le fait remarquer Peter Lemieux, il n'y avait pas de conversion automatique d'une coalition de suffrages née d'un vote protestataire en une coalition gouvernementale potentielle²⁰⁶.

Ne pouvant plus se prévaloir ni d'une forme de virginité gouvernementale ni d'une certaine indépendance au centre de l'échiquier politique, le parti libéral devrait repartir à la conquête des électeurs mécontents, en particulier dans les rangs des sympathisants conservateurs. Après une série de législatives partielles catastrophiques, le *NEC (National Executive Committee)* reconnut que cet électorat devrait être vite reconquis mais en adoptant un programme électoral répondant à leurs attentes. Le message qu'il fit passer au représentant du parti parlementaire, présent à cette réunion de travail, fut pragmatique : c'était une chose de défendre la réforme électorale aux élections européennes, c'en était une autre de mettre en œuvre des politiques pour faire baisser le chômage ou contrôler les prix. C'était avec un programme politique en phase avec les attentes des électeurs que le parti libéral pourrait reconquérir et fidéliser cet électorat protestataire²⁰⁷. Le *NEC* attendait donc du parti parlementaire qu'il formule un programme politique dans un « langage basique et simple » compréhensible par les électeurs²⁰⁸. En effet, ils avaient reproché à David Steel de proposer un message trop intellectuel et de refuser d'occuper une position intermédiaire entre les deux grands partis pour séduire un nouvel électorat et donc capter les voix au centre²⁰⁹. Ce programme devrait servir à gagner de nouveaux suffrages et de nouvelles circonscriptions pour se rapprocher du pouvoir. Les Libéraux devraient mettre à profit la période avant les prochaines législatives pour tenter de restaurer leur image ternie et réaffirmer leur identité libérale et leur indépendance²¹⁰. Si les prochaines élections débouchaient sur un parlement sans majorité (*a hung parliament*), ils seraient prêts à

²⁰⁵ STEEL, David, *op. cit.*, 1980, p. 153.

²⁰⁶ LEMIEUX, Peter H., *op. cit.*, 1977, p. 341 et p. 368.

²⁰⁷ "NEC Meeting, 28 June 1977". Archives du parti libéral, LP 1/9, London School of Economics, Londres.

²⁰⁸ "Minutes of the NEC meeting, 21 July 1978". Archives du parti libéral, LP 1/9, London School of Economics, Londres.

²⁰⁹ BARTRAM, Peter, *op. cit.*, 1981, p. 104.

²¹⁰ "Press Conference Geoff Tordoff, 21 May 1978". Archives du parti libéral, LLP 19/2, London School of Economics, Londres.

considérer un programme conjoint avec le parti qui aurait le plus grand nombre de sièges, cela pourrait se faire aussi avec les Conservateurs de Margaret Thatcher²¹¹.

En engageant son parti dans un partenariat avec les Travaillistes de James Callaghan, David Steel l'avait poussé à sortir de sa zone de confort et à se confronter aux dures réalités du pouvoir. Comme l'écrit Peter Bertram : « Il a rappelé à son parti que la politique est l'art du possible, pas la poursuite du rêve impossible²¹². »

²¹¹ "Speech Richard Wainwright, 23 September 1978". Archives du parti libéral, LP 13/37, London School of Economics, Londres.

²¹² "He has reminded his party that politics is the art of the possible, not the pursuit of the impossible dream." In BARTRAM, Peter, *op. cit.*, 1981, p. 25.

II. L'échec annoncé de l'Alliance 1979-1988.

A. Des conditions propices pour une recomposition politique.

1. L'échec des deux grands partis.

La création du *SDP* (*Social Democratic Party*) eut lieu dans un contexte politique bien particulier : le chômage était passé de 2,5% en 1974 à 5,6% en 1979, la croissance économique était ralentie et l'inflation au-dessus de 10%²¹³. Le sentiment qui prédominait était celui d'un pays en déclin ; les gouvernements successifs depuis 1964 n'avaient pas réussi à l'enrayer²¹⁴.

Les politiques héritées du consensus politique d'après-guerre, après le rapprochement entre Conservateurs et Travailleurs, avaient vite montré leurs limites. Le *Butskellism*, contraction des noms de deux chanceliers de l'Échiquier le conservateur Butskell et le travailliste Gaitskell, désigna cette uniformité en matière de politique économique, cette relative équivalence entre les deux grands partis. L'arrivée de Margaret Thatcher mit fin à ce consensus économique. Selon Gino Raymond, cette dernière sut, en réalité, profiter du vide idéologique qui existait à gauche et à droite et de l'image d'un Royaume-Uni en déclin. Chacun des deux grands partis chercha alors à proposer des politiques radicales : le parti conservateur adopta des politiques monétaristes en lieu et place des politiques keynésiennes tandis que le *Labour* amorça un virage à gauche, ce qui dérouta son aile social-démocrate située plus à droite²¹⁵.

La radicalisation des programmes politiques des deux grands partis et une nouvelle polarisation du discours politique libérèrent un espace au centre de l'échiquier politique qui pouvait être réclamé et occupé. Les conditions semblaient être réunies pour une recomposition du système partisan et une percée électorale des tiers partis²¹⁶.

²¹³ BUTLER, David et Denis KAVANAGH. *The British General Election of 1979*. Londres : Macmillan, 1979, p. 24-25.

²¹⁴ POLLARD, Sidney. *The Wasting of the British Economy*. Londres : Routledge, 2011, 2nd Edition, 199 p.

²¹⁵ RAYMOND, Gino. "The 1970s and the Thatcherite Revolution : Crisis of Ideology or Control ?". *Revue Française de Civilisation Britannique*, Vol. XII, No. 2, 2016, 21 p.

²¹⁶ CREWE Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, p. 3.

2. Un électorat désorienté.

Alors que les lignes de clivage politiques en Grande-Bretagne furent pendant longtemps des lignes principalement partisans et de classe²¹⁷, ce modèle duopole devint de plus en plus flou au début des années 1970. L'époque fut marquée par l'émergence des valeurs post-matérialistes²¹⁸ : les deux grands partis n'apportaient pas de réponses aux électeurs sur les sujets qui les intéressaient comme par exemple l'environnement, l'Europe ou les droits des femmes. Quand ils tentaient de le faire, ils renvoyaient l'image de partis qui se déchiraient.

Cette politique de confrontation eut un impact sérieux sur le degré d'identification des électeurs aux deux grands partis et sur la solidité de leur loyauté. L'électorat plus politisé éprouvait un sentiment d'aliénation et de désorientation. Quant aux électeurs moins engagés, le désenchantement les gagna et les conduisit à ne plus se sentir liés et engagés à l'un des deux grands partis. Il y eut donc une plus grande volatilité de l'électorat et par conséquent une réserve de voix disponible pour les petits partis comme le parti libéral et les partis nationalistes²¹⁹.

Le parti libéral avait été le dépositaire de ce vote protestataire principalement lors des législatives partielles. Jo Grimond estimait qu'il fallait capitaliser sur ce rejet du système politique : les Libéraux devaient cesser de se présenter comme des « courageux iconoclastes de la gauche » (*"courageous iconoclasts of the left"*) et de refuser les propositions de coopération venant d'alliés potentiels²²⁰.

²¹⁷ WEAKLIEM, David. "Class and Party in Britain". *Sociology*, Vol. 23, No. 2, mai 1989, p. 285-297.

²¹⁸ INGLEHART, Ronald. *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*. Paris : Economica, 1993, 562 p.

²¹⁹ CREWE, Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, p. 10-11.

²²⁰ McMANUS, Michael, *op. cit.*, 2001, p. 348.

3. Le Discours de Dimbleby.

L'un des premiers à initier ce mouvement de recomposition vers le centre-gauche avait été Roy Jenkins. À cette époque, il était président de la Commission européenne et son mandat arrivait à son terme en décembre 1980. Il lui fallait donc préparer son retour sur la scène politique britannique. Il avait volontairement laissé courir la date de renouvellement de sa carte de membre du *Labour* afin de ne pas avoir à le quitter de façon officielle.

Le 22 novembre 1979, lors de la Conférence de Dimbleby dans son discours intitulé "*Home Thoughts from Abroad*", il se livra à une condamnation de l'actuel système de partis qu'il jugeait rigide, contraignant voire tyrannique et responsable du déclin économique de la Grande-Bretagne. En effet, ce système de partis, selon lui, conduisait d'une part à des changements de politiques bien trop rapides, d'autre part au désenchantement croissant du public.

Par ailleurs, il demandait un système électoral plus juste avec l'introduction du scrutin à la proportionnelle. L'idée de gouvernements basés sur des coalitions ne lui semblait pas rédhitoire parce qu'il existait en Europe des exemples qui prouvaient que ces gouvernements de coalition pouvaient fonctionner. Ce processus serait d'autant plus facilité si les partenaires partageaient une proximité idéologique et formaient une coalition avec l'amplitude idéologique la plus petite possible (*a minimal connected coalition*)²²¹. C'est précisément cette défense des coalitions gouvernementales qui avait convaincu David Steel de se rapprocher de Roy Jenkins²²².

Ce dernier constatait aussi qu'un créneau idéologique au centre s'était libéré avec la fin du consensus idéologique hérité de l'après-guerre et une polarisation plus marquée des politiques proposées par les deux grands partis. Ce créneau pourrait être occupé et réclamé par un nouveau parti politique qui prendrait la tête de cette recomposition du système partisan vers un centre radical. Toutes les conditions étaient donc réunies pour que ce nouveau parti ne devienne pas un épiphénomène.

²²¹ DE SWAAN, Abram. *Coalition Theories and Cabinet Formation : A Study of Formal Theories of Coalition Reformation Applied to Nine European Parliaments after 1918*. Amsterdam : Elsevier Scientific Publishing Company, 1973, 351 p.

²²² YOUNG, Hugo. *The Hugo Young Papers : Thirty Years of British Politics - Off the Record*. Londres : Allen Lane, 2008, entrée du 26 février 1980, p. 142.

Plus tard, David Owen contesta l'idée que Roy Jenkins pouvait se prévaloir d'avoir initié la création du *SDP* lors de la Conférence de Dimbleby. Il avait été, certes, un catalyseur mais il avait eu besoin de la Bande des Trois²²³.

B. Le *SDP* : un concurrent dangereux.

1. Un parti travailliste divisé.

À la même époque, le parti travailliste était en proie à des luttes intestines entre son aile plus à gauche et celle plus modérée : l'identité et l'organisation du parti étaient remises en cause. Lors de la désignation de son nouveau dirigeant en 1980, Michael Foot l'avait emporté sur le modéré Denis Healey. Ivor Crewe et Anthony King ou bien encore Stephen Ingle soutiennent que cette victoire de Michael Foot avait été voulue par ceux qui souhaitaient provoquer une scission au sein du *Labour*. Cela leur avait permis ensuite de justifier leur départ vers le *SDP*²²⁴. David Owen reconnaît que deux ou trois députés travaillistes avaient pu avoir recours à ce procédé déloyal mais leur influence avait été limitée, ils n'avaient pas pu faire pencher la balance en faveur de Michael Foot²²⁵.

On assista alors à un virage à gauche au sein du parti travailliste avec la demande d'un désarmement nucléaire unilatéral, d'une politique économique plus interventionniste, d'une hausse des impôts sur le revenu et du retrait de la C.E.E²²⁶.

Ce virage à gauche inquiéta l'aile social-démocrate plus à droite représentée par Shirley Williams, William Rodgers et David Owen, tous trois anciens ministres du gouvernement Callaghan. Ces trois figures du *Labour* étaient les héritiers du mouvement révisionniste débuté dans les années cinquante pour embrasser une approche social-démocrate. Malcom Hamilton définit succinctement la social-démocratie comme « une

²²³ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, entrée du 03 juin 1980, p. 145.

²²⁴ CREWE, Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, p. 10-11 et INGLE, Stephen. *The British Party System*. Londres : Basil Blackwell, 1987, p. 167.

²²⁵ OWEN, David, *op. cit.*, 1992, p. 458.

²²⁶ Pour une analyse des positions des deux camps, on pourra se reporter à : JOYCE, Peter. *Realignment of the Left ? A History of the Relationship between the Liberal Democrat and Labour Parties*. Basingstoke : Macmillan, 1999, p. 195-203 et SCOTT CRINES, Andrew. *Michael Foot and the Labour Leadership*. Newcastle upon Tyne : Cambridge Scholars Publishing, 2011, p. 107-152.

forme de socialisme ou de réforme sociale non-transformatrice » (“*a non-transformative type of socialism or social reform*”)²²⁷. Il s’agissait alors de corriger les injustices et de défendre une forme d’égalité plutôt que de transformer la structure sociale et économique. Parmi les initiateurs de ce mouvement, on trouvait Hugh Gaitskell, *leader* du parti travailliste entre 1955 et 1963, et diverses personnalités dont Roy Jenkins, Denis Healey et Anthony Crosland²²⁸. Ce dernier publia *The Future of Socialism* en 1956. Dans cet essai, il affirmait que le socialisme ne pouvait qu’être révisionniste : en effet, les structures de l’économie avaient changé et la réalisation du socialisme impliquait donc moins un transfert de propriété par voie de nationalisations qu’un contrôle de l’économie par les pouvoirs publics. Il posait en principe la coexistence d’un secteur privé et d’un secteur public compétitifs²²⁹ ; une tentative de révision de la Clause IV, qui revendiquait une nationalisation des « moyens de production, distribution et échange », échoua en 1959. Il fallut attendre 1995 pour qu’elle le soit sous le *leadership* de Tony Blair²³⁰.

La Bande des Trois menaça de quitter le parti travailliste si le principe de la fin de l’adhésion à la C.E.E. était officiellement adopté²³¹. Le mode de désignation du *leader* posait aussi problème : il accordait plus de poids aux syndicats dans le collège électoral et n’embrassait pas le principe d’« une personne, une voix » (*one member, one vote*). Face à ces changements organisationnels et politiques qu’ils percevaient comme une dérive vers la gauche, ils souhaitaient avant tout sauver leur parti. En effet, à cette date, Shirley Williams, William Rodgers et David Owen ne s’inscrivaient pas dans la même démarche que celle initiée par Roy Jenkins : d’une part, ils n’étaient pas encore en rupture avec le *Labour*, d’autre part ils n’étaient pas convaincus de l’intérêt de créer un nouveau parti²³².

²²⁷ HAMILTON, Malcom B. *Democratic Socialism in Britain and Sweden*. Londres : Palgrave Macmillan, 1989, p. 11-12.

²²⁸ Pour plus d’informations sur la tradition social-démocrate et son expression au sein du *Labour* depuis 1945, on pourra se reporter à : JONES, Tudor. “The *SDP*’s Ideological Legacy”. *Journal of Liberal Democrat History*, Vol. 18, printemps 1998, p. 4-7.

²²⁹ CROSLAND, Anthony. *The Future of Socialism*. Londres : J. Cape, 1956, 540 p.

²³⁰ Pour plus d’informations sur la modernisation du parti travailliste et la révision de la Clause IV, on pourra se reporter à : AVRIL, Emmanuelle. “Discours de déclin et de renouveau au sein du parti travailliste : Retour aux sources, refondation, ou récupération ?”. *Politique, Société & Discours du monde anglophone*, avril 2002, 15 p.

²³¹ La presse les affubla de ce surnom en référence au nom donné au groupe de rebelles la Bande des Quatre conduit par la veuve de Mao.

²³² COLE, Matt. “Breaking the Mould (1974-1988)” In INGHAM, Robert et Duncan BRACK (dirs.). *Peace, Reform and Liberation : A History of Liberal Politics in Britain 1679-2011*. Londres : Biteback Publishing, 2011a, p. 285.

Très vite, ils se retrouvèrent marginalisés. Devenus la Bande des Quatre avec l'arrivée de Roy Jenkins, ils firent la Déclaration de Limehouse (*the Limehouse Declaration*) le 25 janvier 1981²³³. Dans cette déclaration, ils appelaient les Sociaux-démocrates appartenant au parti travailliste à rejoindre un Conseil pour la Social-démocratie (*Council for Social Democracy*), mais toujours au sein du *Labour*.

La scission alla très vite puisque le 26 mars 1981, le *SDP* (*Social Democratic Party*) fut lancé à Londres. La création de ce nouveau parti suscita beaucoup d'enthousiasme avec plus de 25 000 courriers de soutien²³⁴. Le *SDP* sut jouer avec les médias, conscient que son existence en tant que nouveau parti dépendait de l'exposition dont il bénéficierait. Il réussit à attirer et à mobiliser de nombreux novices en politique (*political virgins*) qui n'avaient jamais été actifs auparavant dans la vie militante et qui voulaient faire de la politique d'une nouvelle manière²³⁵. La création de ce nouveau parti semblait répondre aux attentes de l'électorat.

2. Un rapprochement dicté par le pragmatisme.

L'arrivée du *SDP* représentait un « stimulus externe » au sens où l'entendent Robert Harmel et Kenneth Janda : ce nouveau parti avait une pertinence électorale et ce « changement environnemental » allait induire une nouvelle répartition des suffrages et des sièges²³⁶. Une organisation partisane est, cependant, fondamentalement conservatrice : elle va naturellement résister à tout changement à opérer pour s'adapter à ce nouvel environnement. David Steel avait perçu la crise organisationnelle que le parti travailliste traversait comme une opportunité à saisir pour faire avancer le projet de recomposition à gauche. Néanmoins, le *SDP* et le parti libéral partageaient le même terrain de chasse (*the hunting ground*) et convoitaient le même électorat, ce qui favoriserait une nouvelle victoire des Conservateurs. Il fallait donc nouer des accords avec ce nouveau parti. Si l'on se place du point de vue des dirigeants du *SDP*, ils ne pouvaient pas envisager un pacte ni avec le *Labour* qu'ils venaient de quitter ni avec les Conservateurs. Même si un rapprochement

²³³ Le texte de cette déclaration est reproduit dans son intégralité In STEPHENSON, Hugh. *Claret and Chips : The Rise of the SDP*. Londres : Michael Joseph, 1982, p. 185-186.

²³⁴ JOYCE, Peter, *op. cit.*, 1999, p. 211.

²³⁵ NEWBY, Dick. "The Alliance : Two-Party Cooperation in Practice". *Journal of Liberal History*, No. 18, été 1998, p. 14.

²³⁶ HARMEL, Robert et Kenneth JANDA, *op. cit.*, juillet 1994, p. 267.

avec les Libéraux ne leur permettrait pas d'exercer le pouvoir dans l'immédiat, il permettrait de ne pas morceler le réservoir de voix disponible pour les tiers partis. Une alliance permettrait aux deux formations de capitaliser sur le vote protestataire et de corriger le syndrome du vote gâché²³⁷.

a) Une « alliance putative ».

David Steel apporta un soutien appuyé à la Bande des Quatre : selon lui, ce fut les prémices de la coopération entre les deux formations sous la forme d'une "alliance putative". Cette dernière reposait principalement sur un accord tacite entre David Steel et Roy Jenkins²³⁸. Le *leader* libéral avait été le destinataire d'une copie du discours de la Conférence de Dimpleby : il existait en effet une convergence d'idées et de projet entre les deux hommes qui souhaitaient remplacer une politique basée sur la confrontation par plus de coopération interpartis.

Les conditions étaient réunies pour obtenir un réaligement au centre-gauche et briser le moule bipartite (*break the mould*)²³⁹. Ce projet de coopération interpartis s'inscrivait pleinement dans la continuité du projet de Jo Grimond. Si la stratégie était la même, les moyens pour y parvenir étaient différents. Jo Grimond avait défendu la création d'un nouveau parti regroupant le parti libéral et des transfuges du parti travailliste tandis que David Steel et Roy Jenkins prônaient une nouvelle forme d'organisation politique qui permettrait aux deux partis de se réunir sans fusionner²⁴⁰.

Bien que David Steel s'en défende, Roy Douglas soutient que le *leader* libéral avait tout fait pour dissuader Roy Jenkins de rejoindre les Libéraux. Il se serait retrouvé alors en compétition avec quelqu'un qui aurait pu lui ravir son poste²⁴¹. Le dirigeant libéral pensait que la création d'un nouveau parti servirait les intérêts de sa formation : elle inciterait à davantage de défections du côté des Travaillistes et elle provoquerait l'éclatement des

²³⁷ CREWE Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, p. 63.

²³⁸ STEEL, David, *op. cit.*, 1991, p. 270.

²³⁹ BRADLEY, Ian. *Breaking the Mould ? The Birth and Prospects of the Social Democratic Party*. Oxford : Martin Robertson, 1981, p. 139-161.

²⁴⁰ STEEL, David, *op. cit.*, 1991, p. 263.

²⁴¹ DOUGLAS, Roy. *Liberals : The History of the Liberal and Liberal Democrat Parties*. Londres : Hambledon and London, 2005, p. 295

bastions travaillistes où les Libéraux n'étaient pas encore bien représentés²⁴². David Steel accordait donc une valeur instrumentale au *SDP* : il fallait nouer un partenariat avec lui car servirait de relais avant la création d'une nouvelle force politique au centre-gauche. C'est le sentiment qu'eut David Owen dès les débuts de ce rapprochement : la conclusion de toute alliance électorale serait nécessairement une fusion entre le nouveau parti de centre-gauche et les Libéraux²⁴³.

b) Un pacte pré-électoral.

Si l'on tente de définir la nature de cette contractualisation de la coopération entre le *SDP* et le parti libéral, on se trouvait en présence d'une alliance officielle, ce rapprochement ayant été rendu public en avril 1981. Il s'agissait d'une « association d'associations », c'est-à-dire d'une association formée de groupes préexistants et qui allait être perçue comme un tout²⁴⁴. L'accord conclu entre les deux partis (*the Königswinter Compact*) les engageait à faire campagne pour les prochaines législatives sous la forme d'une alliance en tant que « partis distincts mais offrant à la nation un gouvernement sous la forme d'un partenariat ». David Steel, Roy Jenkins et Shirley Williams précisèrent que ce partenariat pourrait s'arrêter à tout instant et qu'il ne s'agissait pas d'une première étape vers une fusion de leurs deux formations²⁴⁵.

Selon Jonathan White, les alliés sont moins proches que des « amis politiques » car leur relation est indirecte et arbitrée par leur organisation d'origine. Si les amitiés sont faites pour durer toujours, ce n'est pas le cas pour des alliés²⁴⁶.

²⁴² STEEL, David, *op. cit.*, 1991, p. 263.

²⁴³ OWEN, David, *op. cit.*, 1992, p. 482

²⁴⁴ WHITE, Jonathan. "The Ethics of Political Alliance". *British Journal of Political Science*, Vol. 48, No. 3, février 2018, p. 595.

²⁴⁵ RODGERS, William. "The *SDP* and Merger 1981-1987". *The Journal of Liberal Democrat History*, No. 18, été 1998, p. 10.

²⁴⁶ WHITE, Joseph, *op. cit.*, 2018, p. 596-596. Pour une étude de l'amitié partisane, on pourra se reporter à : YPI, Lea. "Political Commitment and the Value of Partisanship". *American Political Science Review*, Vol. 110, No. 3, 2016, p. 601-613.

3. Une valeur purement instrumentale.

a) Des attentes différentes.

Il serait naïf de considérer les alliances comme intrinsèquement désirables : les partis seraient « mieux ensemble » que seuls et leur rapprochement déboucherait sur un consensus éclairé (*enlightened consensus*), permettant à plus de citoyens de s'exprimer et d'être inclus dans la démocratie (*democratic inclusion*)²⁴⁷. Les alliances sont toujours forgées pour des raisons et des buts précis. La valeur de l'Alliance pendant toute son existence entre 1981 et 1988 fut purement instrumentale. Les *leaders* du parti libéral et du *SDP* avaient calculé quels seraient les bénéfices *ex ante* de ce rapprochement.

Sur un plan électoral, une alliance permettrait de ne plus être pénalisé par le syndrome du « vote gâché » qui poussait les électeurs à ne pas donner leur voix à un petit parti à cause du mode de scrutin. Les deux camps misaient sur ce qu'ils avaient surnommé "l'effet Heineken", à savoir 1+1=3. La somme de l'Alliance serait plus grande que celle de ses composantes ; en d'autres termes, un seul candidat représentant les deux formations réussirait à séduire davantage de segments de l'électorat qu'un candidat représentant un seul parti²⁴⁸. L'Alliance pourrait gagner le soutien des 10% d'électeurs qui ne se disaient pas prêts à voter pour l'un des deux partis s'ils se présentaient seuls. Ce gain en termes de suffrages était estimé entre un et deux points²⁴⁹.

Cette valeur instrumentale variait aussi suivant les alliés. David Owen voyait en l'Alliance le moyen d'obtenir un scrutin à la proportionnelle, ce qui permettrait au *SDP* de conforter son statut de deuxième grand parti²⁵⁰. Il dut revoir ses espoirs à la baisse après les législatives de 1983 et miser sur un parlement sans majorité en 1987 pour que son parti puisse exercer le pouvoir²⁵¹. Du côté des Libéraux, leur percée électorale s'était faite grâce à des bases plus solides dans les circonscriptions tenues par les Conservateurs. Ils

²⁴⁷ WHITE, Joseph, *op. cit.*, 2018, p. 598-602.

²⁴⁸ BERRINGTON, Hugh. "New Parties in Britain : Why Some Live and Most Die". *International Political Science Review*, Vol. 6, No. 4, octobre 1985, p. 447-448.

²⁴⁹ CREWE, Ivor, *op. cit.*, 1982, p. 275-314.

²⁵⁰ RODGERS, William, *op. cit.*, 1998, p. 10.

²⁵¹ CREWE, Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, p. 315.

espéraient que ce partenariat avec le *SDP* leur permettrait de faire une percée dans les zones plus urbaines et industrielles, traditionnellement acquises au parti travailliste²⁵². En s'alliant avec le *SDP*, ils pourraient séduire les sympathisants issus de la classe ouvrière qui pensaient se tourner vers les Conservateurs²⁵³.

b) Des résultats électoraux décevants.

51% des électeurs avaient déclaré être prêts à voter pour l'Alliance dans un sondage Gallup, les deux partis réunis totalisaient 41,2% des intentions de vote²⁵⁴. Dès 1982, elle subit une désaffection soudaine et massive dans les sondages, l'effet nouveauté ne jouait plus. L'«effet Heineken» semblait avoir fonctionné principalement dans les sondages en 1981²⁵⁵. David Owen estimait que l'échec en incombait au *SDP* qui n'avait pas assez essayé de séduire l'électorat travailliste²⁵⁶. En effet, son parti n'avait pas réussi à s'implanter dans les villes ouvrières et dans les centres industriels : il avait pu s'appuyer sur moins de 30 adhérents dans ces zones²⁵⁷.

Entre 1981 et 1987, l'Alliance alterna les victoires et les défaites lors des législatives partielles comme par exemple à Bermondsey, siège remporté par Simon Hughes en février 1983, et à Darlington le mois suivant où le candidat de l'Alliance fut battu. L'effet « nouveauté » du *SDP* et de l'Alliance avait fonctionné jusqu'au début 1982²⁵⁸. Elle avait espéré remporter entre 50 et 100 députés lors des législatives de 1983 et peser sur la formation du prochain gouvernement²⁵⁹. Elle obtint 25,4% des suffrages, talonnant le parti travailliste à 27,6%. Ses candidats étaient arrivés premiers ou deuxièmes dans 332 circonscriptions mais elle n'avait remporté que 23 sièges – dix-sept pour le parti libéral et six pour le *SDP*- à cause du mode de scrutin²⁶⁰.

²⁵² STEEL David, *op. cit.*, 1991, p. 263

²⁵³ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 1998, entrée du 03 juin 1980, p. 146.

²⁵⁴ RODGERS, William, *op. cit.*, 1998, p. 8-11.

²⁵⁵ JOYCE, Peter, *op. cit.*, 1999, p. 227

²⁵⁶ OWEN, David, *op. cit.*, 1992, p. 536.

²⁵⁷ CREWE Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, p. 460.

²⁵⁸ RODGERS, Bill. "What Went Wrong in Darlington ?". *Journal of Liberal History*, No. 39, été 2003, p. 13-18.

²⁵⁹ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 1998, entrée du 03 juin 1980, p. 146.

²⁶⁰ RODGERS, William, *op. cit.*, 1998, p. 9-11.

Des facteurs externes et internes expliquèrent ces résultats jugés décevants en 1983. La reprise économique et la Guerre des Malouines (*the Falklands War*) après l'invasion de ces îles par l'Argentine en 1982 avaient renforcé la popularité du gouvernement de Margaret Thatcher²⁶¹. L'impact réel de ce conflit sur les résultats des élections législatives de 1983 est cependant remis en cause²⁶². Du côté des Travaillistes, le parti retrouvait une certaine stabilité, par conséquent le nombre de dissidents potentiels se raréfiait. En interne, la campagne électorale conduite par Roy Jenkins avait été peu dynamique et peu convaincante à cause de la répartition des activités entre les deux partis. De plus, David Steel avait bénéficié d'un capital sympathie auprès de l'électorat plus élevé que Roy Jenkins, se montrant bien plus à l'aise lors de ses sorties et de ses interventions²⁶³. Enfin, les électeurs n'avaient pas pu identifier ce que défendait l'Alliance ; ils avaient simplement retenu qu'elle n'était ni une variante du parti travailliste ni du parti conservateur²⁶⁴.

Les résultats aux législatives de 1987 furent aussi décevants avec 23,1% des suffrages mais seulement 22 députés – dix-sept pour les Libéraux et cinq pour le *SDP* qui perdit trois députés sans parvenir à ravir une nouvelle circonscription. La campagne électorale fut émaillée par des tensions entre les deux *leaders* David Owen et David Steel, ce qui incita les électeurs à se détourner de l'Alliance²⁶⁵.

Au final, le partenariat que les deux partis avaient noué ne leur avait pas permis de compenser le déséquilibre créé par le scrutin uninominal majoritaire à un tour²⁶⁶. Nous reviendrons plus loin sur l'impact qu'eut l'Alliance sur le système partisan.

²⁶¹ CREWE, Ivor, *op. cit.*, 1982, p. 276.

²⁶² RODGERS, William, *op. cit.*, 1998, p. 8.

²⁶³ STEEL, David, *op. cit.*, 1991, p. 288-292.

²⁶⁴ CREWE Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, p. 214.

²⁶⁵ *Ibid.*, p. 379.

²⁶⁶ WHITE, Joseph, *op. cit.*, 2018, p. 603.

4. Une coopération interpartis inégale.

Une fois que le partenariat entre le parti libéral et le *SDP* fut noué et officialisé, il fallut délimiter les domaines où ils coopéreraient et prévoir des procédures pour un bon fonctionnement²⁶⁷. L'Alliance coopéra dans quatre domaines avec des réussites différentes.

a) La coopération au niveau parlementaire.

Dans ce domaine, les procédures de fonctionnement furent extrêmement codifiées avec un Comité Consultatif Conjoint (*Joint Consultative Committee*) pour coordonner les activités parlementaires des deux partis, présidé en alternance par David Steel et David Owen et un Comité Consultatif Conjoint des Leaders (*Joint Leaders' Advisory Committee*) pour décider de la stratégie à suivre.

Le bilan dans ce domaine fut positif. Les députés des deux camps firent preuve d'une grande cohésion à Westminster s'opposant à la privatisation de *British Telecoms* en 1983 et à l'ouverture des magasins le dimanche (*The Shops Bill*) en 1986²⁶⁸. À une seule occasion, les députés libéraux et sociaux-démocrates furent en désaccord : ce fut lors de l'examen de la loi Tebbit relative à l'emploi et au pouvoir des syndicats en 1982. Les députés libéraux votèrent pour tandis que cinq députés sociaux-démocrates votèrent contre et les cinq autres s'abstinrent²⁶⁹. David Steel estima alors que les députés sociaux-démocrates devaient apprendre à faire preuve de cohésion et à voter de la même manière²⁷⁰.

²⁶⁷ WHITE, Joseph, *op. cit.*, 2018, p. 604.

²⁶⁸ INGLE, Stephen, *op. cit.*, 1987, p. 181-182.

²⁶⁹ CREWE Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, p. 174.

²⁷⁰ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, entrée du 25 mars 1982, p. 178.

b) La coopération électorale.

L'accord conclu à Köningswinter prévoyait que chaque parti présenterait un candidat à tour de rôle lors des législatives partielles et qu'il devrait y avoir globalement parité au moment de la répartition des sièges pour les législatives. Les pratiques avaient été bien codifiées pour éviter tout conflit mais chacun des partenaires les interpréta selon sa propre culture partisane.

En effet, les Libéraux, qui étaient très attachés au principe d'indépendance et à un processus décisionnel décentralisé, comprirent ces principes comme des recommandations. La sélection des candidats devrait être décidée par les sections locales. À l'inverse, ces mêmes principes furent pour le *SDP* des ordres venus d'en haut avec lesquels on ne pouvait pas transiger : la sélection des candidats devrait se faire à l'échelon national²⁷¹. Le *SDP* adopta une approche plus professionnelle en recrutant une experte américaine en sondages, Sarah Horack, et l'universitaire Ivor Crewe afin d'établir une liste des sièges gagnables. Il y avait les circonscriptions où la victoire ne pouvait leur échapper (*the golden seats*) et celles où leurs chances de victoire étaient bonnes (*the silver seats*)²⁷². Ce tri dans les circonscriptions n'était pas sans annoncer les méthodes de campagne de Chris Rennard (cf. infra). C'est cette approche qui fut finalement retenue par les deux équipes de campagne pour se répartir les sièges.

Elle ne fut pas cependant reconduite en 1987 car il y eut des oppositions dans les deux camps. Les sections locales libérales n'avaient pas apprécié ce processus de décision venant du sommet. Du côté du *SDP*, l'idée de décentraliser la phase de négociations ne posait plus de problème en soi mais le processus de sélection des candidats devait absolument être conjoint²⁷³.

²⁷¹ "Minutes of the First Joint Meeting of SDP Policy Committee and Liberal Standing Committee, Thursday 12 April 1984". Archives du parti libéral, LP 2/32, London School of Economics, Londres.

²⁷² NEWBY, Dick, *op. cit.*, 1998, p. 14-15

²⁷³ *Ibid.*, p. 15.

c) Un programme commun.

Le rapprochement entre les deux formations avait été facilité par une convergence idéologique sur le fait que le gouvernement à l'échelon local devait être renforcé et que l'individu devait participer davantage aux décisions qui façonnaient sa vie, que ce soit au sein de sa communauté ou lors des élections²⁷⁴. Shirley Williams avait noté que la différence principale entre les deux partis était d'ordre organisationnel : les Libéraux privilégiaient une approche plus locale, héritée de la pratique de la « politique de la communauté » tandis que le *SDP* s'appuyait sur le parti parlementaire pour gérer son fonctionnement²⁷⁵. Elle pensait que les Libéraux devraient avoir une organisation plus centralisée. En effet, l'adoption d'un registre informatique des adhérents, sur le modèle de celui du *SDP*, et une communication directe avec les militants sans passer par les sections locales les aideraient à gagner en efficacité²⁷⁶.

Les deux partis étaient aussi d'accord sur le principe d'une réforme constitutionnelle, d'une économie mixte, de l'adhésion à la C.E.E. et d'un désarmement multilatéral. Cependant, des points de divergence demeuraient : les Libéraux défendaient la protection de l'environnement, l'abandon des centrales nucléaires et la décentralisation alors que le *SDP* prônait une approche plus centralisée pour corriger les inégalités économiques²⁷⁷.

Le plus grand point de divergence, qui allait profondément écorner l'image d'unité de l'Alliance auprès du grand public, porta sur la question de la défense. Le *SDP* souhaitait conserver au Royaume-Uni sa force de dissuasion nucléaire indépendante. C'était l'une des raisons qui avait poussé la Bande des Quatre à quitter le *Labour* car ce dernier souhaitait qu'elle soit abandonnée. En revanche, il existait un courant unilatéraliste prépondérant au sein du parti libéral. David Owen était alors persuadé que les électeurs qui avaient soutenu le parti libéral ne voulaient plus de cette tradition unilatéraliste²⁷⁸. Un compromis fut obtenu pour les élections de 1983. Néanmoins, il ne fut pas renouvelé quand se posa la question de savoir si les missiles nucléaires *Polaris* devaient être remplacés dans les dix

²⁷⁴ INGLE, Stephen, *op. cit.*, 1987, p. 171-176.

²⁷⁵ JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 110.

²⁷⁶ SEELBACH, Stefan. "The Case of the *SDP*. Aspects of Organisational Modernisation in Political Parties". *Journal of Liberal History*, No. 39, été 2003, p. 26.

²⁷⁷ JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 92-109.

²⁷⁸ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, entrée du 02 septembre, p. 215.

ans à venir. Alors que les Travaillistes proposaient de ne pas le faire, les Conservateurs préconisaient l'adoption d'un nouveau système de missiles *Trident*. Les *leaders* de l'Alliance, à cette date David Owen avait remplacé Roy Jenkins, se retrouvèrent dans la situation où ils devaient faire une proposition non seulement distincte de celle des deux grands partis mais aussi commune et approuvée par leurs partis respectifs. Pendant l'été 1984, les deux formations créèrent une Commission Conjointe sur la Défense et le Désarmement (*Joint Commission on Defence and Disarmament*). Au lieu de parvenir à un compromis, les travaux de cette commission révélèrent les tensions sous-jacentes qui continuaient à agiter l'Alliance. Le désaccord entre les deux camps parasita la campagne des législatives de 1987.

d) La coopération au niveau du *leadership*.

Si chaque partenaire au sein de l'association conservait son *leader* et son fonctionnement en interne, la conduite des élections et une possible victoire électorale exigeaient de travailler ensemble.

Roy Jenkins et David Steel décidèrent de conduire conjointement la campagne électorale de 1983. En cas de victoire, Roy Jenkins serait Premier ministre et David Steel Vice-Premier ministre, même si objectivement cela n'était pas envisageable. Les deux hommes se mirent d'accord sur la création d'un Cabinet fantôme conjoint. Cette décision avait été arrêtée sans consulter leurs partis respectifs. David Steel veilla à ce que ces arrangements soient gardés secrets le plus longtemps possible pour contrer les accusations d'autocratie dans son camp.

Cette coopération au niveau du *leadership* fut plus chaotique lorsque David Owen remplaça Roy Jenkins en 1983. Sa personnalité plus clivante ne facilita pas les relations avec son homologue libéral²⁷⁹.

Au-delà de différences de personnalité, nous avons déjà évoqué le fait que les deux hommes n'accordaient pas exactement la même valeur instrumentale à cette association de leurs deux partis. Lors des législatives de 1987, les « deux David » (*the Two Davids*)

²⁷⁹ David Steel compara le couple qu'il formait avec David Owen à celui de *Tweedledee* et *Tweedledum*, les jumeaux stupides dans une comptine pour enfants. In STEEL, David, *op. cit.*, 1991, p. 341.

eurent une vision bien différente du rôle que l'Alliance pourrait jouer en cas de parlement sans majorité. Le mémo officiel distribué aux candidats leur demandait de déclarer que l'Alliance était prête à négocier avec les deux grands partis sans indiquer de préférence pour l'un ou l'autre. Le soutien de l'Alliance serait conditionné à l'obtention d'un accord sur un programme précis pour une durée fixée²⁸⁰. Les deux *leaders* ne devaient pas faire de déclaration officielle en faveur de l'un des deux grands partis mais ce pacte tacite fut rompu pendant la campagne de 1987. David Owen ne respecta pas l'esprit de ce mémo et déclara publiquement sa préférence pour le parti conservateur²⁸¹. Cette annonce eut un effet dévastateur sur les sympathisants travaillistes qui auraient pu voter pour l'Alliance²⁸². À l'inverse, les Travaillistes de Neil Kinnock semblaient être des partenaires plus naturels pour les Libéraux.

C'est au niveau du *leadership* que cette coopération interpartis fut la moins convaincante, plus particulièrement après le départ de Roy Jenkins. Cela n'était pas surprenant car l'association de leurs deux formations avaient des finalités contradictoires pour David Steel et David Owen : le premier espérait que le *SDP* deviendrait le premier tiers parti tandis que le second cherchait à préserver ce statut.

²⁸⁰ STEEL, David, *op. cit.*, 1991, p. 339.

²⁸¹ OWEN, David, *op. cit.*, 1992, p. 676,

²⁸² STEEL, David, *op. cit.*, 1991, p. 341.

C. Une fusion inéluctable ?

1. Des dissensions internes fortes.

De par sa nature même, une « association d'associations »²⁸³ est une source de conflits (*a contentious issue*) pour les cadres et les militants des partis concernés et ce dès sa formation. L'Alliance n'échappa pas à la règle.

Si l'on se place du côté du *SDP*, ses membres fondateurs craignaient la perte du caractère distinctif et novateur de leur parti s'ils s'alliaient aux Libéraux²⁸⁴. David Owen estimait même que les négociations avaient été entamées trop tôt. En effet, l'institutionnalisation du *SDP* n'en était qu'au tout début de la phase 1 : il n'avait ni statuts ni adhérents en nombre suffisant et ni programme²⁸⁵, ce qui le rendait vulnérable si l'Alliance se prolongeait. Cette coopération électorale pourrait déboucher sur une fusion, avec un *SDP* avalé par le parti libéral²⁸⁶.

Dans le camp libéral, les réactions avaient été ambivalentes. Le député Cyril Smith avait déclaré que ce nouveau parti devait être étranglé à sa naissance car il pourrait ravir aux Libéraux leur place de premier tiers parti²⁸⁷. Les sections locales, que David Steel trouvait trop puristes²⁸⁸, pensaient que ce partenariat serait préjudiciable à leur identité et à leur travail sur le terrain. Elles avaient le sentiment qu'il relevait davantage de l'opportunisme politique que de la convergence d'idées et de projets²⁸⁹. L'alliance avec le *SDP* fut cependant largement approuvée lors du congrès de Llandudno en 1981 : seuls 112 délégués sur plus de 1 600 votèrent contre ce projet de coopération. Un David Steel enthousiaste leur avait demandé de « retourner dans leurs circonscriptions et de se préparer à gouverner » (*“Go back to your constituencies and prepare for government”*)²⁹⁰.

²⁸³ WHITE, Joseph, *op. cit.*, 2018, p. 594-595.

²⁸⁴ CREWE, Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, p. 102.

²⁸⁵ HARMEL, Robert et Lars SVÅSAND. “Party Leadership and Party Institutionalisation : Three Phases of Development”. *West European Politics*, 1993, Vol. 16, No. 2, p. 75.

²⁸⁶ OWEN, David, *op. cit.*, 1992, p. 518.

²⁸⁷ BRADLEY, Ian, *op. cit.*, 1981, p. 90.

²⁸⁸ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, entrée du 26 février 1980, p. 142.

²⁸⁹ CREWE, Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, p. 171.

²⁹⁰ STEEL, David, *op. cit.*, 1991, p. 274.

La reconduction de l'Alliance en 1983 provoqua de nouveaux conflits. Une fusion des deux partis fut envisagée une première fois après les résultats décevants des législatives, la demande venant du camp libéral. David Owen y opposa son veto : la question pourrait être abordée de nouveau après les élections de 1987²⁹¹. Pendant la période 1983-1987, deux camps apparurent au sein du *SDP*, les pro-fusion emmenés par Roy Jenkins et les anti-fusion réunis autour de David Owen. David Steel relança le processus de fusion au lendemain des législatives de 1987. Il fut validé par les militants des deux partis avec un taux de participation bas, un peu plus de 50% d'entre eux donnèrent leur avis. Ce processus de fusion dura neuf mois et fut assez chaotique de part et d'autre des partenaires²⁹². Quelques mois plus tard, David Owen continua le *SDP* tandis que Michael Meadowcroft reforma le vieux parti libéral en 1989.

2. Une issue logique.

Une fusion est un exemple particulier de changement et d'adaptation que subit une organisation partisane ; il est vécu de façon douloureuse par les partis en présence, en particulier celui qui se retrouve « absorbé » par l'autre. Cela peut mener à des scissions comme nous venons de l'évoquer.

Dans le cas de l'Alliance, Ivor Crewe et Anthony King refusent de parler d'une fusion voulue de part et d'autre, ils préfèrent parler de prise de contrôle (*a takeover*) par le parti libéral²⁹³. Ils défendent la thèse que David Steel profita habilement des erreurs commises par la Bande des Quatre. La toute première fut d'entamer des négociations avec le parti libéral.

Cette fusion entre les deux partenaires de l'Alliance peut cependant être analysée sous un angle moins émotionnel. Notre analyse s'appuiera sur le cadre heuristique élaboré par Hilde Coffé et René Torenvlied : selon eux, trois types de facteurs servent de catalyseurs à une fusion²⁹⁴. Il y a les facteurs contextuels propres au système partisan

²⁹¹ OWEN, David, *op. cit.*, 1992, p. 593.

²⁹² Pour un récit détaillé des négociations houleuses entre les deux camps, on pourra se reporter à : CREWE, Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, p. 383-451.

²⁹³ *Ibid.*, p. 455-470.

²⁹⁴ Les deux chercheurs proposent un cadre heuristique pour expliquer pourquoi des partis décident de fusionner. Leur étude s'appuie sur la fusion de deux petits partis calvinistes hollandais le *GPV* et le *RPF*, qui

et aux partis en présence ainsi que les facteurs inter-partisans qui reposent sur les caractéristiques relationnelles qui existent au sein de ce partenariat. Enfin, les facteurs intra-partisans entrent en ligne de compte aussi.

a) Les facteurs contextuels.

Si l'on se place du point de vue du parti libéral, le *SDP* empiétait sur son terrain de chasse²⁹⁵ et menaçait sa survie électorale. Il convoitait lui aussi le vote protestataire dont avait été dépositaire la formation de David Steel lors des législatives de 1970 et de 1974. Nous avons déjà évoqué la volatilité de ce type de soutien au moment du « Pacte libéral-travailliste » : ces électeurs s'étaient détournés du parti libéral pour le « punir » d'avoir soutenu le gouvernement travailliste de James Callaghan. Par ailleurs, l'Alliance bénéficia d'un soutien très semblable à celui du parti libéral : les deux votes représentèrent le « même microcosme du pays » (*the same microcosm of the nation*) si l'on prend en compte l'âge, le sexe et la classe sociale. Selon Ivor Crewe, le *SDP* était un « parti libéral de remplacement, remis à neuf et rose pâle » (*“a substitute, reconditioned, pastel pink Liberal party”*)²⁹⁶. David Owen lui aussi avait eu ce sentiment lorsqu'il avait remplacé Roy Jenkins à la tête du parti en 1983 : à force de faire de plus en plus de compromis pour satisfaire le plus grand nombre au sein de l'Alliance comme par exemple sur la question de la force de dissuasion nucléaire, le *SDP* devenait un parti libéral version II (*a Liberal Party Mark II*)²⁹⁷.

La taille des deux partis rendait cette fusion aussi logique. Le parti libéral et le *SDP* étaient deux petits partis : entre 1981 et 1988, les deux formations comptèrent chacune entre 50 et 60 000 adhérents²⁹⁸. Leurs résultats électoraux décevants lors des élections législatives de 1983 et de 1987 furent aussi un facteur en faveur d'une fusion.

devinrent le *ChristenUnie*. In COFFÉ, Hilde et René TORENVLIED. “Explanatory Factors for the Merger of Political Parties”. *CSD Working Papers* 24 novembre 2008, p. 1-14. <https://escholarship.org/uc/item/1nd4n3j9> [Consulté le 11 avril 2014].

²⁹⁵ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 55.

²⁹⁶ CREWE, Ivor, *op. cit.*, 1982, p. 282, p. 291-292 et p. 302.

²⁹⁷ OWEN, David, *op. cit.*, 1992, p. 654.

²⁹⁸ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, entrée du 02 septembre 1985, p. 216. Il est plus difficile d'obtenir des données fiables du côté des Libéraux car les sections locales avaient tendance à gonfler leur nombre d'adhérents, In INGLE, Stephen, *op. cit.*, 1987, p. 177-179.

b) Les facteurs inter-partisans.

Le processus de fusion peut être facilité ou retardé par les caractéristiques relationnelles qui existent au niveau du *leadership* et des militants des deux partis. Dans ce cas présent, ce fut une dynamique contradictoire.

Nous avons déjà évoqué la relation spéciale qu’avaient nouée David Steel et Roy Jenkins lors du lancement du *SDP*. Le projet de fusion fut lancé par les deux hommes dès 1983, avec le soutien de William Rodgers et de Shirley Williams, mais le veto ferme de David Owen retarda sa concrétisation²⁹⁹. Ce dernier espérait toujours que son parti puisse devenir le premier tiers parti si une réforme du mode de scrutin était votée. L’Alliance entra alors dans une phase de pré-fusion avec deux camps c’est-à-dire les pro-fusion (*the Jenkinsites*) et les anti-fusion (*the Owenites*). La question du remplacement des missiles *Polaris* ou du choix de partenaire en cas de parlement sans majorité renforça l’opposition à toute fusion au sein des deux partis. Ces points de divergence étaient des différences irréconciliables sur lesquelles il n’était pas possible de faire de compromis³⁰⁰. Il fallut attendre le nouveau revers subi lors des élections législatives de 1987 pour que le processus de fusion soit officiellement réactivé à l’initiative d’un David Steel opportuniste (cf. supra).

Sur le terrain, les militants avaient pris l’habitude de coopérer lors de la sélection conjointe des candidats et des campagnes électorales. Les choses se passèrent globalement bien³⁰¹. Une fusion de leurs deux formations apparut comme la suite logique de leur travail commun³⁰². David Owen expliqua qu’il dut gérer la pression qui venait de la base où des fusions « organiques » commençaient à se produire. Il était difficile pour le *leadership* du *SDP* de s’opposer à la volonté démocratique de la base³⁰³. David Owen alla jusqu’à volontairement complexifier les procédures de sélection conjointe des candidats aux législatives pour décourager ces fusions « organiques » au niveau local³⁰⁴. Les Libéraux

²⁹⁹ RODGERS, William, *op. cit.*, 1998, p. 10.

³⁰⁰ COLE, Matt, *op. cit.*, 2011a, p. 293.

³⁰¹ “Note from Andy Ellis to John Spiller, John Holmes and Allan Biggar, December 1983”. Archives du parti libéral, LPO 2/44, London School of Economics, Londres.

³⁰² NEWBY, Dick, *op. cit.*, 1998, p. 15-16.

³⁰³ OWEN, David, *op. cit.*, 1992, p. 596.

³⁰⁴ NEWBY, Dick, *op. cit.*, 1998, p. 16 et RODGERS, William, *op. cit.*, 1998, p. 10.

furent bien conscients des manœuvres du *SDP* pour retarder la désignation de candidats communs³⁰⁵.

Malgré ces « fusions organiques » sur le terrain, les coûts transactionnels furent élevés³⁰⁶ en particulier du côté des militants du *SDP*. Le nouveau parti avait attiré et mobilisé des gens qui n'avaient jamais été engagés politiquement. En 1992, un quart d'entre eux ne militaient plus ; ils l'expliquaient par un sentiment grandissant de désillusion et un dégoût de la chose politique après toutes les querelles qu'il y avait eues lors des tractations autour de la fusion³⁰⁷. David Owen estima à un peu plus d'un tiers les militants du *SDP* qui ne souhaitèrent plus s'engager politiquement après la fusion³⁰⁸.

c) Les facteurs intra-partisans.

Le *leader* libéral joua un rôle déterminant dans la mise en œuvre de ce type de changement organisationnel.

David Steel fut celui qui décida qu'il était opportun de se rapprocher de la Bande des Quatre et de s'allier au *SDP* pour redevenir un parti de gouvernement et parvenir à une recomposition du paysage politique à gauche. Il avait soutenu le principe de fusion des deux formations dès 1983 mais il dut reculer face à l'opposition des militants. L'Association des Conseillers Libéraux (*the Association of Liberal Councillors*) avait menacé de faire scission et de former un parti au sein du parti libéral pour s'opposer à un *leader* qu'elle jugeait trop autocratique. Tony Greaves et Michael Meadowcroft, qui appartenaient à cette association, firent scission au moment de la fusion. C'était un groupe de pression influent et craint : son financement indépendant du parti libéral lui permettait de peser davantage sur les décisions prises par l'exécutif³⁰⁹. David Steel menaça de démissionner comme lorsqu'il s'était retrouvé en difficulté lors du Pacte. Il se ravisa et se mit en retrait pendant trois mois, conscient que sa démission aurait pu être acceptée cette fois-ci³¹⁰.

³⁰⁵ "Minutes of the Meeting of the Joint Westminster Elections Working Group, Chaired by David Penhaligon, 18 December 1984". LPO 2/44, London School of Economics, Londres.

³⁰⁶ COFFÉ Hilde et René TORENVLIED, *op. cit.*, 2008, p. 4-5.

³⁰⁷ DENVER David et Hugh BOCHEL. "Merger or Bust : Whatever Happened to Members of the SDP ?". *British Journal of Political Science*, Vol. 24, No. 3, juillet 1994, p. 403-417.

³⁰⁸ OWEN, David, *op. cit.*, 1992, p. 742.

³⁰⁹ EVANS, Elizabeth. "Grass-roots Influence : Pressure Groups within the Liberal Democrats". *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 99.

³¹⁰ STEEL, David, *op. cit.*, 1991, p. 302-306.

La réunion des deux partis en 1988 fut la conclusion logique de cet épisode de coopération électorale pour des raisons inhérentes au système électoral et au système partisan. Les deux formations attiraient le même électorat, l'échiquier politique avait de la place pour un seul d'entre eux s'il voulait être compétitif sur le plan électoral. Sur un plan relationnel, deux logiques s'opposèrent entre ceux qui défendirent le processus de fusion et ceux qui souhaitèrent conserver leur formation d'origine.

Cet épisode de coopération interpartis avait eu pour objectif principal de favoriser une refonte de l'échiquier politique britannique à gauche. Les sondages avaient crédité l'Alliance dès sa création en 1981 de 40% des intentions de vote devant les autres partis ; ce niveau de popularité s'était maintenu jusqu'en avril 1982³¹¹. Malgré de bons résultats aux législatives de 1983 et de 1987 en nombre de suffrages, respectivement 25,4% et 22,6%, l'Alliance ne parvint pas à provoquer un « changement cataclysmique » (*a seismic change*) dans le système partisan mais elle fut plus qu'« un simple hoquet » (*a mere hiccup*)³¹².

Nous avons déjà évoqué les effets du scrutin majoritaire uninominal à un tour : les bons résultats de l'Alliance en nombre de suffrages ne furent pas convertis en nombre de sièges. Elle aurait pu avoir plus de représentants si son vote avait été plus concentré comme celui du *SNP* (*Scottish National Party*)³¹³. De plus, les deux grands partis résistèrent bien lors des législatives de 1983 et de 1987. L'Alliance ne semble pas avoir été perçue comme une menace sérieuse : pour maximiser leurs chances de gagner les élections, les deux partis auraient dû converger vers le centre mais ils ne le firent pas³¹⁴. Il fallut attendre la quatrième victoire consécutive du parti conservateur et l'arrivée de Tony Blair pour que le *Labour* converge vers le centre comme nous le verrons dans la deuxième partie.

L'opinion publique n'avait pas été en mesure de dire ce que l'Alliance défendait exactement ; elle la situait quelque part au centre entre les deux grands partis. La querelle sur la force nucléaire de dissuasion en 1986 et une direction bicéphale avaient été des

³¹¹ STEVENSON, John. *Third Party Politics since 1945 : Liberals, Alliance and Social Democrats*. Oxford : Wiley-Blackwell, 1993, p. 78-79.

³¹² BRADLEY, Ian, *op. cit.*, 1981, p. 13.

³¹³ STEVENSON, John, *op. cit.*, 1993, p. 92-93.

³¹⁴ DOWNS, Anthony, *op. cit.*, 2013, p. 139-168.

éléments qui avaient poussé les électeurs à ne pas voter en faveur des candidats de l'Alliance³¹⁵. Si la fusion avait eu lieu plus tôt, ces querelles auraient été évitées. L'Alliance avait été au final dépositaire du vote protestataire, ce qui avait fortement limité ses chances de parvenir à une recomposition au sein du système partisan britannique.

Si l'Alliance n'avait pas réussi à « fissurer le moule » (*break the mould*)³¹⁶, elle avait montré que le système partisan n'était plus bipartite mais un système à deux partis et un parti et demi. Le parti libéral n'était pas parvenu à se rapprocher du pouvoir. Il ne pouvait toujours pas s'appuyer sur un vote d'adhésion grâce à un programme électoral vendeur. Si, lors de la mise en œuvre du pacte avec les Travailleurs de James Callaghan, David Steel avait dû gérer une opposition mesurée en interne, sa stratégie de coopération interpartis avait été moins bien accueillie par les militants et les sections locales. Ils avaient remis en cause le mode de décision oligarchique de leur *leader* et son projet de recomposition à gauche quand il avait menacé l'indépendance de leur parti.

³¹⁵ STUCLAR, Donley T. et Ian MCALLISTER. "Protest and Survive ? Alliance Support in the 1983 British General Election". *Political Studies*, Vol. 35, mars 1987, p. 55.

³¹⁶ BRADLEY, Ian, *op. cit.*, 1981, p. 13.

Deuxième Partie :
Un « Projet » inachevé
1988-1999

“One of my favourite ‘cheer up the troops’ exhortations addressed to our small band of political desperadoes over the next seven years would be: ‘Don’t forget; Fidel Castro invaded Cuba with only eleven men!’”
(Paddy ASHDOWN. *A Fortunate Life*)

Après le pacte controversé avec les Travaillistes entre 1977 et 1978, l'alliance avec le *SDP* n'avait pas permis au parti libéral de redevenir un parti de gouvernement. Ce partenariat avait tout au plus fissuré le moule de la vie politique britannique³¹⁷. Que ce soit en choisissant d'apporter son soutien au gouvernement travailliste de James Callaghan ou en s'alliant avec la Bande des Quatre, David Steel n'était parvenu ni à favoriser une recomposition du paysage politique à gauche ni à remplacer le *Labour* comme principale force d'opposition aux Conservateurs. Le rêve de Jo Grimond de voir un réalignement à gauche, c'est-à-dire une redistribution des forces sur l'échiquier politique avec une nouvelle répartition entre conservateurs et progressistes, restait à réaliser en explorant d'autres voies.

Le processus de fusion entre les deux partis de l'Alliance déboucha sur la création d'une nouvelle organisation partisane. À proprement parler, elle ne pouvait être rangée dans la catégorie « nouveau parti³¹⁸ » : elle n'avait pas été créée *ex nihilo*, elle bénéficiait d'une certaine maturité organisationnelle. Le parti le plus ancien, en l'occurrence le parti libéral, avait « avalé » le plus jeune³¹⁹. Malgré des divisions dans les deux camps, cela s'apparentait à une fusion non-négociée (*an unbargained merger*), un processus naturel et organique après des années de coopération au niveau des élites et de la base. Cette nouvelle organisation partisane était la continuation de deux partis déjà établis (*established parties*)³²⁰ et/ou leur restructuration³²¹. Ce n'était pas un « parti héritier » (*a successor party*)³²² car il s'inscrivait dans la continuité idéologique des deux partis d'origine. La fusion avait provoqué une scission au sein du parti libéral et du *SDP* qui poursuivirent leur route, sous les directions respectives de Michael Meadowcroft et de David Owen. Nous reviendrons plus en détails sur la menace que fit peser la continuation du *SDP* sur les

³¹⁷ BRADLEY, Ian, *op. cit.*, 1981, 172 p.

³¹⁸ La création de partis réellement nouveaux est favorisée par l'émergence de nouveaux problèmes de société ou de nouvelles valeurs souvent négligés par les partis existants, comme par exemple la protection de l'environnement. In HARMEL, Robert et John D. ROBERTSON. "Formation and Success of New Parties : A Cross-National Analysis". *International Political Science Review*, Vol. 6, No. 1, 1985, p. 502 et p. 504. À travers l'exemple du Parti *Kadima* d'Ariel Sharon, Shlomit Barnea et Gideon Rahat proposent un cadre analytique pour mesurer le degré de nouveauté d'un parti, In BARNEA, Shlomit et Gideon RAHAT. "Out with the Old, in with the "New": What Constitutes a New Party ?". *Party Politics*, Vol. 17, No. 3, mai 2011, p. 303-320.

³¹⁹ BOLLEYER, Nicole et Evelyn BYTZEK. "Origins of Party Formation and New Party Success in Advanced Democracies". *European Journal of Political Research*, Vol. 52, No. 6, octobre 2013, p. 778-779.

³²⁰ WARE, Alan, *op. cit.*, 2009, p. 106-107.

³²¹ HUG, Simon. *Altering Party Systems : Strategic Behavior and the Emergence of New Political Parties in Western Democracies*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 2001, p. 13.

³²² Pour une définition des « partis héritiers » (*successor parties*), on pourra se reporter à : ARTER, David. "Analysing 'Successor Parties' : The Case of the True Finns". *West European Politics*, Vol. 35, No. 4, juillet 2012, p. 803-825.

chances de survie électorale du *SLDP* (*Social and Liberal Democratic Party*). À l'inverse, le vieux parti libéral, dont les membres furent sévèrement comparés à des apostats par Paddy Ashdown, périclita³²³.

Malgré un processus d'institutionnalisation solide³²⁴, une relative maturité organisationnelle et l'adhésion déjà existante des militants à un socle de valeurs communes³²⁵, la viabilité du *SLDP* n'était pas garantie. David Dutton se montrait même pessimiste sur ses chances de survie : il reposait davantage sur les ruines de ses prédécesseurs que sur l'héritage de leurs traditions politiques respectives³²⁶.

Le nouveau *leader* allait devoir éviter l'écueil de faire du neuf avec du vieux (*old wine in new bottles*) : si un parti n'a de nouveauté que son nom, ses chances de succès électoraux s'amenuisent fortement³²⁷. Elle devrait, cependant, rester relative³²⁸ : la loyauté des militants était très fragile après des tractations houleuses et l'image publique du parti bien plus écornée que les cadres n'osaient l'imaginer. Lors des élections locales de mai, le parti ne remporta que 18% des suffrages exprimés, soit une baisse de 9 points par rapport à celles de mai 1987³²⁹.

Une fois la survie de son parti et son renouveau assurés, le chef de parti pourrait alors tenter de résoudre les dilemmes liés à la conquête du pouvoir, en élaborant sa propre stratégie dans la continuité de ses prédécesseurs Jo Grimond et David Steel.

³²³ ASDHOWN, Paddy. *A Fortunate Life : The Autobiography of Paddy Ashdown*. Londres : Aurum, 2009, p. 239.

³²⁴ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 18-20, p. 49 et p. 53-55.

³²⁵ HARMEL, Robert et JOHN D. ROBERTSON, *op. cit.*, 1985, p. 510 et p. 512.

³²⁶ DUTTON, David, *op. cit.*, 2013, p. 248.

³²⁷ MAIR, Peter. "New Political Parties in Established Party Systems : How Successful Are They ?" *In* BEUKEL, Erik *et al.* (dirs.). *Elites, Parties and Democracy. Festschrift for Professor Mogens N. Pedersen*. Odense : Odense University Press, 1999, p. 217-224.

³²⁸ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH. "Ashdown as Leader". *Journal of Liberal Democrat History*, No. 30, printemps 2001, p. 14.

³²⁹ BRACK, Duncan. "From Protest to Power: The Liberal Democrats (1988-2010) *In* INGHAM, Robert et Duncan BRACK (dirs.). *Peace, Reform and Liberation : A History of Liberal Politics in Britain 1679-2011*. Londres : Biteback Publishing, 2011, p. 307.

I. Un parti à consolider.

A. La nécessité d'un *leader fort*.

David Steel et Robert Maclennan, les dirigeants respectifs de chacune des entités avant la fusion, se chargèrent d'assurer l'intérim de façon collégiale jusqu'à la désignation du nouveau dirigeant prévue en juillet 1988. Tous deux déclinerent l'offre de devenir le *leader* du nouveau parti³³⁰. Les adhérents devaient décider de sa stratégie : soit l'inscrire dans la continuité du parti libéral pendant le *leadership* de David Steel soit adopter une approche plus professionnelle sur le modèle du *SDP* afin de se rapprocher du pouvoir.

1. Deux projets opposés.

Alan Beith bénéficiait d'une plus grande notoriété³³¹ et se réclamait de l'héritage du vieux parti libéral qu'il souhaitait préserver au sein de cette nouvelle entité, ce qui rassurait les militants. À l'inverse, Paddy Ashdown n'était pas issu du sérail : élu à la Chambre des Communes en 1983, il avait davantage l'image d'un outsider en raison de son parcours atypique après une carrière dans l'armée et la diplomatie. Il compensait son manque d'expérience parlementaire et de connaissance des rouages du vieux parti libéral par son dynamisme³³². Bien qu'officiellement adoubé par la Bande des Trois, ses collègues députés se montraient méfiants face à l'ambition qu'il affichait et qu'il revendiquait dans son slogan de campagne « La capacité de GAGNER – la VISION pour diriger » (*The Ability to WIN – the VISION to lead*)³³³. En intégrant dans son équipe de campagne Tom McNally, il put compter sur le soutien des adhérents issus du *SDP* qui le percevaient

³³⁰ RUSSELL, Andrew et Edward FIELDHOUSE. *Neither Left nor Right ? The Liberal Democrats and the Electorate*. Manchester : Manchester University Press, 2005, p. 32.

³³¹ Alan Beith fut député de 1973 à 2015. Il avait assuré l'intérim lorsque David Steel avait pris un congé sabbatique en 1983, *In* BEITH, Alan. *A View from the North*. Newcastle upon Tyne : Northumbria University Press, 2008, 272 p.

³³² DUTTON, David, *op. cit.*, 2013, p. 249.

³³³ ASDHOWN, Paddy, *op. cit.*, 2009, p. 235.

comme « moins » libéral que son adversaire³³⁴. Paddy Ashdown afficha sa modernité en ayant recours à des tracts en couleur tandis que l'équipe de son concurrent garda des tracts en noir et blanc, dénonçant une campagne à paillettes (*a glitzy campaign*) avec un coût élevé. Au-delà de l'anecdote, cela préfigurait la modernisation et la professionnalisation que le parti allait connaître pendant le *leadership* de Paddy Ashdown.

Sur un plan intra-partisan, Alan Beith souhaitait favoriser le processus de consultation pour parvenir au consensus (*a bottom-up approach*) tandis Paddy Ashdown prônait une approche plus descendante (*a top-down approach*) où les décisions devaient venir du *leader* et de la direction du parti³³⁵.

2. La victoire de la modernité.

Paddy Ashdown fut élu en juillet 1988 avec 71,9% des suffrages exprimés contre 28,1% à son adversaire. Avec le recul, il pensait que son rival, malgré sa notoriété, avait perdu car il avait voulu recréer le vieux parti libéral au sein du *SLDP* (*Social and Liberal Democratic Party*). Il n'avait pas compris le désir de modernité des adhérents, son projet était resté trop passéiste et timoré³³⁶.

Paddy Ashdown semblait être l'homme de la situation : David Strange le décrit comme un *leader* guerrier/tueur, parfait pour le parti à ce moment de son histoire³³⁷. Le *leader* « fort » est perçu comme celui qui va concentrer beaucoup de pouvoirs entre ses mains, dominer un grand nombre d'organes décisionnaires du parti et prendre des décisions. Cependant, tout *leader*, y compris celui qui est fort, a besoin de l'adhésion des militants et des cadres³³⁸. Ces derniers peuvent s'opposer à lui s'ils le jugent trop autoritaire, ce que Paddy Ashdown n'avait pas prévu à la fin de son *leadership*.

³³⁴ BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2011, p. 308.

³³⁵ WALTER, David, *op. cit.*, 2003, p. 150.

³³⁶ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 4.

³³⁷ WALTER, David, *op. cit.*, 2003, p. 152.

³³⁸ BROWN, Archie. *The Myth of the Strong Leader*. New York : Basic Books, 2014, p. 1. et p. 9-10.

3. Un parti à réorganiser.

Dans son processus d'institutionnalisation, le *SLDP* était à la charnière de la phase 1, la phase d'identification, et de la phase 2, la phase d'organisation. Il devait devenir identifiable auprès des électeurs grâce à son programme politique tout en développant son organisation afin de devenir plus compétitif sur le plan électoral et d'étendre sa base de soutiens³³⁹. Dès le début de son *leadership*, Paddy Ashdown annonça les axes selon lesquels il entendait organiser le parti :

« Puisque j'étais le premier *leader* d'un nouveau parti, il m'incombait maintenant de prendre les commandes en créant sa forme, son organisation et sa nature. [...] Je voulais que ce soit une vraie synthèse entre les Libéraux et le *SDP*, en incorporant le meilleur des deux anciennes formations mères. Nous devions conserver le radicalisme, l'approche basée sur la communauté, l'esprit de campagne et la détermination opiniâtre et butée du vieux parti libéral en dépit de l'adversité. Mais je voulais m'assurer que nous incorporions également la modernité, le professionnalisme et la rigueur intellectuelle du *SDP*³⁴⁰. »

Il s'agissait de garder les points forts des deux formations d'origine et d'en faire la synthèse³⁴¹. Il fallait s'appuyer sur la « politique de proximité » empruntée au vieux parti libéral pour construire une base électorale solide (cf. supra). Selon Paddy Ashdown, le parti n'en avait pas en 1988 : elle représentait à peine 3% des suffrages. Elle n'avait pas réellement progressé depuis les années soixante-dix où seulement 2% des électeurs avaient voté pour le parti libéral lors des quatre élections législatives. Sur la même période, ils avaient été 23% pour les Conservateurs et 24% chez les Travailleurs³⁴². En étant plus présent au niveau du gouvernement local, on pourrait espérer gagner davantage de

³³⁹ HARMEL, Robert et Lars SVÅSAND, *op. cit.*, 1993, p. 71.

³⁴⁰ « *Since I was the first leader of the new Party, it now fell to me to take the lead in creating its shape, organisation and character. [...] I wanted it to be a genuine synthesis between the Liberals and the SDP, incorporating the best of the two old parent Parties. We needed to keep the radicalism, community-based approach, campaigning spirit and dogged, bloody-minded determination against the odds, of the old Liberal party. But I wanted to ensure that we also incorporated the modernity, professionalism and intellectual rigour of the SDP.* » In ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2009, p. 238.

³⁴¹ Entretien avec Paddy ASHDOWN par Skype, 21 septembre 2017, p. 264.

³⁴² CREWE, Ivor, *op. cit.*, 1982, p. 281.

circonscriptions lors des prochaines législatives³⁴³. Le *SDP*, avec lequel *En Marche* d'Emmanuel Macron présente beaucoup de similitudes selon Paddy Ashdown, avait des militants jeunes et professionnels qui avaient développé une approche très efficace³⁴⁴. Dans les deux cas, les militants se sont sentis/se sentent perdus, probablement en raison de l'absence d'un *leadership* fort³⁴⁵.

Son plan de bataille comportait trois phases : la première consisterait à assurer la survie du parti et à le réorganiser, ensuite à le rendre compétitif sur le plan dès les législatives de 1992 avant de lui faire jouer un rôle gouvernemental³⁴⁶.

B. Phase un : Assurer la survie du parti.

1. Un parti menacé de disparition.

Le nouveau *leader* dut mettre tout en œuvre pour assurer la survie du *SLDP* dès sa prise de fonction. Le parti était menacé de banqueroute avec un passif de près d'un quart de million de livres sterling³⁴⁷, des arriérés d'impôts et de cotisations patronales qui conduisirent à des saisies de matériel informatique. En 1989, le siège à Cowley Street ne garda que quinze employés ; après les mauvais résultats aux élections locales, les membres du comité exécutif (*the Federal Executive*) durent même hypothéquer leurs biens afin d'obtenir un prêt bancaire pour maintenir le parti à flot.

Avant la fusion, les deux partis avaient annoncé avoir 150 000 adhérents à eux deux, ce qui était fortement exagéré comparé aux 80 000 bulletins de vote lors de la désignation du nouveau *leader*. En réalité, il n'existait pas de données fiables sur le nombre d'adhérents, ce qui dénote un certain degré d'amateurisme sur un plan organisationnel. Les sections locales du parti libéral ne communiquaient pas ces données et lorsqu'elles le faisaient, les chiffres étaient grossis car les bénévoles y étaient

³⁴³ Entretien avec Paddy ASHDOWN par Skype, 21 septembre 2017, p. 264.

³⁴⁴ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH *op. cit.*, 2001, p. 4.

³⁴⁵ Entretien avec Paddy ASHDOWN par Skype, 21 septembre 2017, p. 264.

³⁴⁶ HARMEL, Robert et Kenneth JANDA, *op. cit.*, 1994, p. 272.

³⁴⁷ BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2011, p. 309 et SLADE, Adrian. "Crunch Times for the Liberal Democrats ?". *Journal of Liberal History*, No. 43, été 2004, p. 33.

comptabilisés³⁴⁸. Il s'agissait peut-être d'une forme de méfiance à l'égard du siège à Londres et d'une volonté de préserver leur autonomie. Le *SDP* apporta plus de rigueur et de centralisation au nouveau parti dans ce domaine par la reconduction de son système informatique pour gérer les adhésions et leur paiement au niveau national.

Il y eut aussi de nombreuses démissions d'adhérents, ce qui allait limiter les rentrées d'argent. En juin 1989, 730 départs dont 125 sur le seul mois de janvier avaient été enregistrés³⁴⁹. Ce phénomène devait être endigué au plus vite car le nouveau parti était perçu comme peu pertinent sur le plan électoral dans l'opinion publique³⁵⁰.

Le premier acte fort et symbolique pour le *leader* Paddy Ashdown était de trouver au parti un nom qui convienne à toutes les sensibilités et qui soit identifiable par l'électorat.

a) La querelle autour du nom.

L'adoption du nouveau logo du parti « l'oiseau de la liberté » (*the bird of freedom*) se fit sans réelle difficulté en mai 1990 malgré son coût élevé³⁵¹. Le choix du nom du parti fut, en revanche, plus compliqué.

Le débat autour du nom avait commencé en juin 1987 lors des tractations entre les deux partenaires de l'Alliance. De très nombreux militants et conseillers locaux libéraux écrivirent au siège du parti pour donner leur avis. Ceux-ci divergeaient sur la place symbolique à accorder à chacun des deux partis et sur le degré de nouveauté nécessaire. On proposait souvent d'associer *Social Democrat* et *Liberal* pour ménager les susceptibilités et favoriser le consensus. À l'inverse, d'autres prônaient un changement plus radical pour ne pas donner l'impression de faire du neuf avec du vieux, ils préféraient *Democratic*³⁵². La

³⁴⁸ NEWBY, Dick. "What did the *SDP* bequeath to the Liberal Democrats ?". *Journal of Liberal History*, No. 91, été 2016, p. 4-5.

³⁴⁹ "Note from MURRAY to Paddy ASHDOWN, 26 June 1989". Archives de Paddy ASHDOWN, ASHDOWN 1/37, London School of Economics, Londres.

³⁵⁰ ASHDOWN, Paddy. *The Ashdown Diaries. Volume 1 : 1988-1997*. Londres : Penguin Books, 2001, entrée du 03 août 1988, p. 7.

³⁵¹ 20 000 livres sterling furent dépensées pour rénover le logo du parti, *In Ashdown, Paddy, op. cit.*, 2001, entrée du 02 mai 1990, p. 88.

³⁵² Files 1/2 and 2/2. Archives de David STEEL, STEEL/A/5/4, London School of Economics, Londres.

nouvelle formation fut finalement baptisée *Social and Liberal Democrats* pour satisfaire les adhérents issus du parti libéral et du *SDP*³⁵³.

Le nom *Social and Liberal Democrats* fut vite détourné en *the Salads* ou *the SLIDS* par la presse, ce qui n'était pas très vendeur et moderne pour un parti au plus bas dans les sondages. Le choix d'un nom plus court révéla la fragilité de la cohésion au sein de la nouvelle organisation. Paddy Ashdown préférait *Democrats* car cela donnait l'image d'un parti réellement nouveau tout en lui permettant de s'attacher le soutien des ex-*SDP*³⁵⁴. Charles Kennedy et Robert MacLennan y furent d'ailleurs sensibles³⁵⁵. À l'inverse, Alan Beith, au nom des militants, demandait que *Liberal* soit gardé³⁵⁶.

Pour sortir de cette querelle, le nouveau *leader* passa en force et utilisa ses prérogatives pour imposer son choix au *Federal Executive (FE)* en charge des affaires courantes du parti³⁵⁷. Pour des raisons de coût, le choix du nom du serait soumis au vote des délégués et non de tous les adhérents lors du prochain congrès du parti. Les débats furent tendus et difficiles lors du congrès d'automne de Blackpool : la proposition du chef de parti d'appeler le parti *Democrats* fut validée par 650 voix contre 500 voix pour *Liberal Democrats*. La question du nom du parti n'était cependant pas résolue puisque les disputes se poursuivirent en interne. La phase 1, phase d'identification dans le processus d'institutionnalisation, n'était pas encore achevée.

Les réunions du parti parlementaire furent souvent houleuses³⁵⁸. Russell Johnston, Geraint Howells, Alex Carlisle et Alan Beith voulaient se déclarer *Liberal Democrats* de façon unilatérale. Geraint Howells menaça même de démissionner, ce qui aurait provoqué une législative partielle que le parti aurait pu perdre. Alan Beith lui aussi mit sa démission du poste de chef de file du parti (*whip*) dans la balance. Dans le même temps, le siège à Cowley Street reçut de nombreuses lettres qui soutenaient le choix fait par le *leader*, des militants proposaient même de passer le groupe de frondeurs au peloton d'exécution³⁵⁹.

Si en privé Paddy Ashdown acceptait que le nouveau nom du parti soit *Liberal Democrat*, il ne voulait pas se voir dicter ce changement par des menaces de démission ou une démarche unilatérale. Ce changement officiel devrait être entériné en respectant les

³⁵³ RUSSELL, Andrew et Edward FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2005, p. 69.

³⁵⁴ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2009, p. 238.

³⁵⁵ HURST, Greg. *Charles Kennedy : A Tragic Flaw*. Londres : Politico's, 2006, p. 73.

³⁵⁶ Files 1/2 and 2/2. Archives de David STEEL, STEEL/A/5/4, London School of Economics, Londres.

³⁵⁷ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 24 septembre 1988, p. 11.

³⁵⁸ *Ibid.*, entrée du 10 mai 1989, p. 41 ou entrée du 21 juin 1989 p. 54.

³⁵⁹ File ASHDOWN 1/37. Archives de Paddy ASHDOWN, London School of Economics, Londres.

procédures prévues par les statuts du parti. Cette querelle autour du nom était devenue maintenant une lutte de pouvoir entre le nouveau *leader* et le parti parlementaire. Paddy Ashdown, qui souhaitait asseoir son autorité, était inflexible sur le fait que ce choix était la prérogative de tout le parti. Il menaça de démissionner si le parti parlementaire venait à passer outre le processus statutaire³⁶⁰. Robert Michels lit le signe d'une tendance oligarchique dans toute démission brandie par un *leader* lors d'une situation de crise : ce bras de fer avec le parti parlementaire démontrait que le *leader* allait faire preuve d'autorité voire d'autoritarisme pour imposer ses vues³⁶¹.

Le parti parlementaire céda aux demandes de son *leader* lors d'une réunion du *Federal Executive* en juillet 1989 : à l'issue d'un vote serré de huit voix pour et de cinq contre, dont celles de Charles Kennedy et des autres membres issus du *SDP*, Paddy Ashdown arracha l'organisation d'un vote pour tous les adhérents lors du prochain congrès. Le 16 octobre 1989, le nom *Liberal Democrats* fut finalement adopté à une large majorité.

Avec le recul, Paddy Ashdown admet qu'avoir abandonné les étiquettes *Liberal* et *Social* au profit de *Democrat* fut la plus grosse erreur de son *leadership*³⁶². Il n'avait pas cette culture du parti comme il l'expliqua :

« Étant un outsider comparé aux députés plus anciens, j'avais, dans ma précipitation à créer le nouveau parti, échoué à comprendre qu'un parti politique est bien plus que des projets et des priorités, des politiques et une organisation bien huilée. Il a aussi un cœur et une histoire et une âme – tout particulièrement un très vieux parti comme les Libéraux. Alan Beith et les autres rebelles sur la question du « Nom » le comprirent bien mieux que moi³⁶³. »

Dans son *mea culpa a posteriori*, le *leader* se justifia en mettant en avant le fait qu'il avait sous-estimé l'attachement viscéral des militants aux étiquettes *Liberal* et *Social*

³⁶⁰ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 19 juin 1989, p. 52.

³⁶¹ MICHELS, Robert, *op. cit.*, 2006, p. 30-31.

³⁶² BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 12.

³⁶³ "Being a relative outsider compared to the older MPs, I had, in my rush to create the new party, failed to understand that a political party is about more than plans and priorities and policies and a chromium-plated organization. It also has a heart and a history and a soul – especially a very old party like the Liberals. Alan Beith and the other 'Name' rebels understood this better than me." In ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2009, p. 246.

*Democrat*³⁶⁴. Michael Meadowcroft estime encore aujourd'hui que le terme libéral-démocrate n'a aucun sens et que le parti est avant tout libéral³⁶⁵.

Cette querelle autour du nom avait révélé une tendance oligarchique chez le *leader*. Andrew Russell et Edward Fieldhouse font remarquer que si Paddy Ashdown avait voulu asseoir son autorité en se montrant pointilleux sur le respect des procédures fédérales du parti, la leçon qu'il devait tirer à titre personnel était que les adhérents eux aussi avaient une influence sur le processus décisionnaire grâce au fonctionnement stratarchique du parti³⁶⁶.

b) Un parti libéral, social-démocrate ou libéral-démocrate ?

Paddy Ashdown avait trouvé le vieux parti libéral à la fois trop paresseux sur le plan intellectuel et d'une joyeuse inefficacité qui s'expliquait par de longues années passées dans l'opposition. Il était aussi trop social-libéral, voire plus social que libéral et trop à gauche à son goût. Il fallait contrebalancer cette prédominance du libéralisme social qui se traduisait, entre autres, par un rôle démesuré accordé à l'État pour corriger les inégalités sociales, en redonnant plus de place au libéralisme économique et donc à l'économie de marché. En reprenant le programme du *SDP*, le *leader* était conscient que cette inflexion idéologique ne serait pas acceptée par les adhérents venant du vieux parti libéral³⁶⁷. Comme il l'expliquait :

« J'ai donc opéré un rééquilibrage au sein du parti en revenant vers le libéralisme économique. Les deux factions, les deux facteurs, les deux courants, les deux facettes du libéralisme, social et économique, étaient toujours là mais le parti était bien plus orienté vers l'économie de marché et bien plus vers le libéralisme économique. [...] J'avais l'habitude de dire que parce que l'on est libéral-démocrate, on doit tout simplement être efficace³⁶⁸. »

³⁶⁴ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 12.

³⁶⁵ Entretien avec Michael Meadowcroft, National Liberal Club, 16 janvier 2018, Londres, p. 287.

³⁶⁶ RUSSELL, Andrew et Edward FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2005, p. 70.

³⁶⁷ ASDHOWN, Paddy, *op. cit.*, 2009, p. 238.

³⁶⁸ «And so I shifted the balance of the party back towards economic liberalism. The two factions, the two factors, the two streams, the two sides of Liberalism social and economic were still there but the party was much more towards the market economy and much more towards economic liberalism. They were the two

Cinq ans après la fusion des deux partis, les adhérents venant du parti libéral étaient plus à gauche sur les questions d'égalité, de justice sociale et de renationalisation des industries privatisées par les gouvernements conservateurs que ceux issus du *SDP*. La question du nucléaire demeurait une source de division au sein du parti : à une très grande majorité, les anciens membres du parti libéral ainsi que les nouveaux adhérents demandaient une fermeture rapide de toutes les centrales nucléaires tandis que seulement 45% des anciens membres du *SDP* soutenaient cette mesure. Néanmoins, quand ils étaient interrogés sur la façon dont ils se percevaient sur l'échiquier politique, les anciens adhérents du parti libéral et du *SDP* se plaçaient au centre-gauche et ce plus nettement que les nouveaux : à 57% pour ceux issus du parti libéral et à 63% pour ceux venant du *SDP* contre seulement 47% pour les nouveaux adhérents. En revanche, ces derniers ne partageaient pas l'enthousiasme de leurs aînés pour la réforme électorale. Ils n'étaient pas convaincus par le principe de gouvernements de coalition. En fait, ils n'avaient pas connu les longues traversées du désert et n'avaient pas eu le temps de se familiariser avec les politiques défendues par le parti³⁶⁹.

Même si les militants avaient conservé un attachement fort à leur ancienne formation, la fusion était parvenue à créer une adhésion à un socle de symboles communs. Des différences demeuraient mais elles restaient marginales et ne mettaient pas à mal la cohésion du parti. Le terme de « tribus » (*tribes*) est souvent préféré à celui de « factions » lorsque l'on évoque les *Lib Dems*. On n'était pas en présence de groupes intra-partisans solidement organisés qui agissaient collectivement pour accomplir des objectifs communs³⁷⁰. Ces tendances représentaient davantage un ensemble stable d'attitudes qui se manifestait lors de débats³⁷¹. Pour résumer le fonctionnement intra-partisan des *Lib Dems*, Paddy Ashdown expliquait :

« Je pense que notre parti est moins tribal que les deux autres partis. Ce n'est pas un parti divisé en diverses factions. Je dirais qu'il y a des groupes qui font campagne, des groupes de tribus mais ce n'est pas factieux. Ce que je veux dire par factieux,

changes I made. I used to say just because you are Liberal Democrat you have to be efficient.” In Entretien avec Paddy ASHDOWN par Skype, 21 septembre 2017, p. 264.

³⁶⁹ BENNIE, Lynn G., CURTICE, John et Wolfgang RÜDIG. “Liberal, Social Democrat or Liberal Democrat ? Political Identity and British Centre Party Politics” In BROUGHTON, David *et al.* (dirs.). *British Elections and Parties Yearbook 1994*. Londres : Frank Cass, 1995, p. 155-156 et p. 159-160.

³⁷⁰ BOUCEK, Françoise. “Rethinking Factionalism : Typologies, Intra-Party Dynamics and Three Faces of Factionalism”. *Party Politics*, Vol. 15, No. 4, juin 2009, p. 14.

³⁷¹ ROSE, Richard. “Parties, Factions and Tendencies in Britain”. *Political Studies*, Vol. 12, No. 1, 1964, p. 37.

c'est que si l'on prend une position donnée, disons le logement social, on pourra toujours dire quelle faction va finir par voter de quel côté. Avec les Libéraux-démocrates, il y aura de nombreux débats mais on ne peut jamais savoir de quel côté leur parti va être. Ce n'est pas un parti factieux du tout, pas un parti factieux. Ce n'est pas comme les Travailleurs ou les Conservateurs où les passions et la haine de chacun comptent, et il est vrai que leur efficacité sera toujours dominée par leurs factions³⁷². »

La démocratie intra-partisane est favorisée par l'existence de différentes organisations officielles reconnues par les statuts du parti. Il s'agit de groupes de discussion qui sont plus proches des élites que de la base et qui peuvent bénéficier de leur patronage comme par exemple le *Chard Group* ou *LINK* créé en 1983 au moment de l'Alliance. En 1994, le parti libéral-démocrate reconnaissait l'existence de dix-sept de ces groupes. Vincent McKee explique que ces groupes indépendants sont un moyen de rendre le parti plus démocratique en suscitant plus de débats et qu'ils permettent de freiner les tendances oligarchiques du *leader* sans pour autant générer de sectarisme ou de factionnalisme³⁷³.

2. Un tiers parti menacé.

Le maintien du *SDP* et l'arrivée des Verts (*the Greens*) représentèrent deux nouvelles menaces dans l'environnement dans lequel le nouveau parti évoluait. Paddy Ashdown compara la situation à une bataille face à une Gorgone à multi-têtes (*the multi-*

³⁷² “Well, I think our party is less tribal than the other two parties. I think I have to be a little bit more subtle. It is not a factionalized party, I would say, there are campaign/tribe groups but it is not factional. I mean as being factional, if you take a given position, let's say public housing, you will always be able to say which faction is going to end up on which side. With the Liberal Democrats, there will be numerous arguments but you can never tell on which side their party is going to be. It is not a factional party at all, a factional party. It is not like the Labour or the Conservatives where one's passion and hatred matter, and it is true where their efficiency will always be dominated by their factions.” In Entretien avec Paddy ASHDOWN par Skype, 21 septembre 2017, p. 264.

³⁷³ Il existe deux types d'organisations auxiliaires (*ancillary organisation*) : les *SAO* (*Specified Associated Organisations*) comme l'*ALDC* (*Association of Liberal Democrat Councillors*) et les *AO* (*Associated Organisations*) comme les *Green Democrats*. Pour une analyse plus exhaustive des deux types d'organisation, on pourra se reporter à : MCKEE, Vincent. “Factions and Groups” In MACIVER, Don (dir.). *The Liberal Democrats*. Hemel Hempstead : Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, 1996, p. 155-170.

headed Gorgon)³⁷⁴ : occuper le centre d'un point de vue stratégique ne garantissait plus le statut de premier tiers parti (*a third party*).

a) Le *SDP*.

À l'issue du processus de fusion, David Owen afficha son ambition de peser sur la scène politique en ravissant le statut de premier tiers parti au *SLDP*. Si Matt Cole estime que la poursuite du *SDP* était une plaisanterie³⁷⁵, elle mit le parti de Paddy Ashdown dans une position difficile.

Dans une répétition de ce qui s'était passé en 1981 quand David Steel s'était rapproché de la Bande des Quatre pour « dominer » un environnement devenu hostile pour le parti libéral³⁷⁶, Paddy Ashdown songea à s'allier avec David Owen. Il s'agirait de faire un front commun contre le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher et de maximiser le nombre de voix que leurs deux formations pourraient gagner lors de législatives partielles. Après avoir bataillé pour obtenir l'aval de l'association des conseillers locaux (*The Association of Social and Liberal Democrat Councillors*), il proposa de procéder à une sélection conjointe ouverte (*Joint Open Selection*) des candidats aux élections locales. À défaut d'un accord national, sans pour autant prononcer le mot qui faisait peur aux membres des deux partis, des pactes locaux pourraient être conclus. Cette stratégie généra un fort mécontentement sur le terrain mais elle fut largement validée par les délégués du parti en mars 1989. Paddy Ashdown était conscient que David Owen n'accepterait pas ce principe, ce qui le ferait passer pour quelqu'un d'inflexible et lui permettrait de garder l'initiative dans leurs relations³⁷⁷.

La poursuite du *SDP* retarda de deux ans le retour au statut de premier tiers parti. Sur les huit législatives partielles où les deux partis centristes présentèrent des candidats pendant cette période, ils furent toujours au coude à coude : en moyenne les suffrages des *SLDP* chutèrent de 11,08% à 7,16% alors que le *SDP* récolta en moyenne 7,34% des

³⁷⁴ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 13 juin 1989, p. 48-49.

³⁷⁵ COLE, Matt. "Fourth Party, Fifth Column ?". *Journal of Liberal History*, No. 43, été 2004, p. 4.

³⁷⁶ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 13.

³⁷⁷ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 4 mars 1989, p. 32.

suffrages³⁷⁸. Comme au temps de l'Alliance, les deux partis se partageaient le même « terrain de chasse ».

Le *SDP* de David Owen cessa d'être une menace dès les élections locales de mai 1989 : il n'obtint que dix conseillers locaux puis fut officiellement dissous en juin 1990 après de très mauvais résultats aux législatives partielles. Matt Cole estime que la poursuite du *SDP* a profité au parti conservateur car elle morcela l'opposition au gouvernement entre le *Labour*, le *SLDP* et la formation de David Owen³⁷⁹.

b) Une « niche » environnementale convoitée.

Les résultats des élections européennes de 1989 firent l'effet d'un coup de massue : les Verts arrivèrent troisième avec 15% des suffrages exprimés contre 6% pour le *SLDP*. Il n'était parvenu à se classer second que dans une seule région. Le nouveau directeur de campagne, Chris Rennard, avait décidé de tout miser sur celle-ci car elle représentait leur unique chance de succès. Il n'y aurait pas de campagne nationale faute de moyens financiers. Le *leader* et l'exécutif s'effacèrent au profit des sections locales (*local parties*) : à elles de trouver le financement pour les cautions des candidats et les coûts de campagne. La priorité restait la survie du parti³⁸⁰.

Le parti resta derrière les Verts dans les sondages, avec seulement 4% d'opinions favorables ; dans le même temps, d'anciens membres du parti libéral firent défection vers cette formation car ils étaient désabusés par l'approche plus militaire et professionnelle que le nouveau dirigeant voulait instiller à son parti³⁸¹. Bien plus que de mauvais résultats électoraux ou de mauvais sondages *per se*, ce sont les divisions et les défections qui menacent la survie des petits partis³⁸². Alors que la presse prédisait la fin de son parti avec la percée des Verts, qui incarnaient une nouvelle façon de faire de la politique (*new*

³⁷⁸ COLE, Matt, *op.cit.*, 2004, p. 11.

³⁷⁹ En mai 1990, le candidat du *SDP* termina septième lors de la législative partielle de Bootle avec seulement 155 voix. Le parti fut officiellement dissous en juin 1990. En 1992, David Owen ne se représenta pas aux élections législatives et appela à voter conservateur. Beaucoup de militants du *SDP* quittèrent la scène politique tandis que quelques-uns rejoignirent les rangs du *SLDP*. In COLE, Matt, *op.cit.*, 2004, p. 4 et p. 12-13.

³⁸⁰ Le parti arriva en cinquième position dans quinze autres régions, battu par les partis nationalistes.

³⁸¹ STEVENSON, John. "Liberals to Liberal Democrats" In MACIVER, Don (dir.). *The Liberal Democrats*. Hemel Hempstead : Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, 1996, p. 33.

³⁸² SPOON, Jae-Jae. *Political Survival of Small Parties in Europe*. Ann Arbor : University of Michigan, 2011, 203 p.

politics)³⁸³, ce fut un moment de doute profond pour le *leader* qui écrivait alors : « Je suis aux prises avec le cauchemar que le parti, qui a débuté avec Gladstone, se termine avec Ashdown. [...] Nous sommes au bord de l'oubli total³⁸⁴. »

Tout comme pour le *SDP*, cette menace retomba vite au cours de l'année 1990. Le parti des Verts était miné par le factionnalisme³⁸⁵. Cependant, selon Paddy Ashdown, leur percée n'était pas un épiphénomène à minimiser. Les questions liées à la protection de l'environnement étaient, depuis les années 1960, de plus en plus prégnantes en Europe ; les électeurs commençaient à se positionner sur des objectifs post-matérialistes en plus des objectifs matérialistes traditionnels comme le maintien de l'ordre ou la lutte contre la hausse des prix³⁸⁶. Paddy Ashdown était convaincu qu'occuper et sécuriser cette niche, annexée par l'ancien parti libéral, pourrait rapporter des voix. Les *Liberal Democrats* se dotèrent alors d'un programme en matière de protection de l'environnement, en prenant bien garde de répéter qu'il ne s'agissait pas là d'opportunisme politique : bien avant la formation des Verts en 1972, le parti avait fait des questions écologiques sa priorité à l'échelon local³⁸⁷. Le parti comptait un groupe de pression puissant avec les *Green Liberal Democrats*, vers lequel se tournèrent des anciens membres des Verts³⁸⁸.

3. Un déficit de visibilité électorale.

Les *Lib Dems*³⁸⁹ n'avaient pas une identité claire et tranchée auprès de l'électorat qui le situait grossièrement au centre entre les deux grands partis. Pour être plus compétitif, il fallait proposer un programme qui se démarque de celui des deux grands partis tout en reprenant les principes libéraux. L'option « moi-aussi » (*me too-ism*) n'était plus

³⁸³ ROBINS, Lynton J., BLACKMORE, Hilary et Robert PYPER. "Introduction" In ROBINS, Lynton J., BLACKMORE, Hilary et Robert PYPER (dirs.). *Britain's Changing Party System*. Londres : Leicester University Press, 1994, p. 8.

³⁸⁴ "I am plagued by the nightmare that the party that started with Gladstone will end with Ashdown. [...] We seem on the edge of oblivion." In ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 15 juin 1989, p. 50.

³⁸⁵ ROBINS, Lynton J., BLACKMORE, Hilary et Robert PYPER, *op. cit.*, 1994, p. 8.

³⁸⁶ INGLEHART, Ronald, *op. cit.*, 1993, p. 92-93.

³⁸⁷ BENNIE, Lynn G., CURTICE, John et Wolfgang RÜDIG, *op. cit.*, 1995, p. 156.

³⁸⁸ BRACK, Duncan. "Liberal Democrat Policy" In MACIVER, Don (dir.). *The Liberal Democrats*. Hemel Hempstead : Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, 1996, p. 89.

³⁸⁹ Par commodité, nous parlerons, maintenant, de parti libéral-démocrate (*the Liberal Democrat Party*).

envisageable pour séduire une base électorale plus large et recueillir plus de votes d'adhésion³⁹⁰.

Les premiers sondages, réalisés pour connaître les attentes des électeurs, montraient que la défense du scrutin à la proportionnelle aux européennes n'était pas un thème vendeur. Il fallait innover et s'attaquer à des sujets comme l'éducation. Il faudrait aussi éviter toute référence à un parlement sans majorité car cela engendrerait chez leurs électeurs potentiels, principalement dans les rangs des Conservateurs indécis (*Conservative floating voters*), une crainte d'instabilité gouvernementale. Quant aux députés du parti, ils devaient faire preuve de plus grande loyauté et d'un sens des responsabilités en ne privilégiant pas uniquement les questions locales pour assurer leur réélection³⁹¹.

a) Une concentration des pouvoirs

Les statuts du parti prévoient que le processus d'élaboration du programme politique repose sur un équilibre des pouvoirs entre le *leader*, le parti parlementaire et ses différents groupes de travail, le Comité Politique Fédéral (*the Federal Policy Committee* ou *FPC*), le Comité Fédéral en charge du Congrès (*the Federal Conference Committee* ou *FCC*) et le Congrès Fédéral (*the Federal Conference*)³⁹². C'est le *FPC* qui avait le plus de pouvoir : c'est la raison pour laquelle, dès son élection, Paddy Ashdown décida de le présider. Ce comité devint alors le véritable incubateur d'idées du parti ainsi que son épicerie idéologique³⁹³. Paddy Ashdown y imposa ses vues en matière économique ; les députés cherchèrent à bloquer ses décisions chaque fois que les mesures adoptées pourraient leur faire perdre des électeurs dans leurs circonscriptions³⁹⁴. Le *leader* décida aussi de présider le comité en charge de la stratégie électorale et de professionnaliser les campagnes en faisant appel aux consultants américains qui avaient travaillé pour les

³⁹⁰ GRENDER, Olly et Kate PARMINTER. "From 'My Vote' to 'The Real Alternative' : Selling the Liberal Democrats". *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 108.

³⁹¹ "Letter from Bill CORMICK to Paddy ASHDOWN, Des WILSON, Chris RENNARD, Tim CLEMENT-JONES, Archy KIRKWOOD, Matthew TAYLOR, Graham ELSON and Rick RIDDER, 16 April 1992". Archives de Paddy ASHDOWN, ASHDOWN 1/5, London School of Economics, Londres.

³⁹² BRACK, Duncan, *op. cit.*, 1996, p. 97.

³⁹³ WALTER, David, *op. cit.*, 2003, p. 152.

³⁹⁴ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 5.

Démocrates³⁹⁵. Ces derniers leur suggèrent d’adopter le principe de sondages mensuels pour avoir des photos des perceptions de l’électorat des différents partis politiques et ainsi déterminer quels messages et quels thèmes étaient porteurs. Archy Kirkwood, alors président du Comité en charge des Campagnes et des Communications (*the Campaigns and Communications Committee*), se plaignit que les réunions étaient interminables et les participants atteints de réunionite aiguë (*committee-itus*)³⁹⁶.

En prenant la décision de présider ces deux organes clefs, le *leader* commençait à bouleverser l’équilibre interne qui régissait le fonctionnement du parti libéral-démocrate, présenté comme strataρχique³⁹⁷, c’est-à-dire à mi-chemin entre un sommet qui prend les décisions et des sections locales autonomes³⁹⁸. Paddy Ashdown répondait, en réalité, aux attentes des cadres du parti : la leçon qu’ils avaient retirée de l’expérience de coopération avec le *SDP* de David Owen au moment de l’Alliance, était qu’il fallait avoir un *leader* qui s’implique pleinement dans l’élaboration du programme politique et s’y intéresse³⁹⁹. Stephen Ingle ne voyait pas en cette domination du *leader* sur le parti parlementaire et les organes décisionnaires une dérive oligarchique : elle était consubstantielle au statut de tiers parti⁴⁰⁰. En effet, lors des débats parlementaires, le *leader* libéral-démocrate était le seul à s’exprimer et donc à être visible dans les médias. Par la force des choses, il *était* le parti.

b) La refonte du programme politique.

Paddy Ashdown s’attela donc à la refonte du programme politique. Il s’agissait de projeter une image moins floue car l’électorat était bien en peine d’identifier les politiques défendues les *Lib Dems*⁴⁰¹. Il fallait aussi parvenir à un consensus pour satisfaire les

³⁹⁵ “Report to the Campaigns and Communications Committee, Tuesday 18 July 1989”. Archives de Paddy ASHDOWN, ASHDOWN 1/4, London School of Economics, Londres.

³⁹⁶ “Letter from Archy KIRKWOOD to the Campaigns and Communications Committee, 29 November 1989”. Archives de Paddy ASHDOWN, ASHDOWN 1/4, London School of Economics, Londres.

³⁹⁷ INGLE, Stephen. “Party Organisation” In MACIVER, Don (dir.). *The Liberal Democrats*. Hemel Hempstead : Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, 1996, p. 113-133.

³⁹⁸ BARDI, Luciano, BARTOLINI, Stefano et Alexander TRESCHSEL. “Party Adaptation and Change and the Crisis of Democracy”. *Party Politics*, mars 2014, Vol. 20, No. 2, p. 154-159.

³⁹⁹ “LEAMAN, Alan and Phil MIDDLETON, Future Policy Developments – Ways Forward, 03 July 1987”. Archives du Parti libéral, LP 21/77, London School of Economics, Londres.

⁴⁰⁰ INGLE, Stephen, *op.cit.*, 1996, p. 119.

⁴⁰¹ MACIVER, Don, *op. cit.*, 1996, p. 183.

adhérents issus des rangs du parti libéral et du *SDP*⁴⁰². À cette époque, Paddy Ashdown craignait que son parti soit évincé par le *Labour* lorsqu'il convergerait vers le centre pour éviter une quatrième défaite consécutive.

Sur un plan idéologique, le rôle dévolu à l'État fut repensé : il fallait abandonner une forme de corporatisme mou (*soggy corporatism*) pour privilégier l'économie de marché et la concurrence. L'État continuerait à intervenir dans des domaines comme la santé et l'éducation sans pour autant devenir le pourvoyeur de ces services. Il fallait y voir là une rupture revendiquée avec l'époque de l'Alliance où avait été défendue une approche corporatiste et collectiviste. Enfin, Paddy Ashdown rappelait que le libéralisme, contrairement au socialisme, était mû par l'égalité des chances. L'éducation serait le moyen d'atteindre ce but, c'est pourquoi il proposait d'instaurer un impôt supplémentaire d'un penny⁴⁰³.

c) Une plus grande exposition médiatique.

Pendant son *leadership*, Paddy Ashdown chercha à occuper le créneau des questions internationales, délaissé par le *Labour*, afin de gagner de nouveaux électeurs. Il fallait asseoir l'image de son parti et la sienne dans les médias en profitant de l'actualité internationale.

Lors des préparatifs de la rétrocession de Hong Kong à la Chine populaire au printemps 1990, le dirigeant libéral-démocrate se saisit de cet événement pour se démarquer des deux grands partis, en proposant d'augmenter le nombre de détenteurs de passeports britanniques à Hong Kong. Ce combat lui donna une plus grande stature au niveau national et cela se traduisit par une percée à 9% dans les sondages en décembre 1990⁴⁰⁴. Il analysa cette prise de position comme un moment séminal⁴⁰⁵. Il était parvenu à satisfaire sa base en mettant en valeur les principes du parti et il avait donné, lors des

⁴⁰² "Report from the Federal Policy Committee for the policy programme, 1989". Archives de Paddy ASHDOWN, ASHDOWN 1/1, London School of Economics, Londres.

⁴⁰³ Pour une analyse plus détaillée des inflexions apportées par Paddy Ashdown en matière idéologique et économique, on peut se référer aux analyses de Tudor Jones, *In JONES, Tudor. The Revival of British Liberalism. From Grimond to Clegg*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2011, p. 144-153 ou de Duncan Brack *In BRACK, Duncan, op. cit.*, 1996, p. 85-110.

⁴⁰⁴ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 06 avril 1990, p. 84.

⁴⁰⁵ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 5.

débats à la Chambre des Communes, plus de visibilité et de crédibilité aux Libéraux-démocrates.

La Guerre du Golfe en 1991 lui permit de gagner de nouveaux galons sur la scène nationale. Dans un premier temps, Paddy Ashdown hésita à soutenir le gouvernement de Margaret Thatcher sur une possible intervention militaire⁴⁰⁶. Il se retrouvait pris entre deux feux : soit asseoir l'image du parti en tant que parti de gouvernement crédible soit satisfaire les attentes de la base qui ne partageait pas les projets bellicistes du gouvernement et estimait que c'était le moment opportun pour faire chuter le Premier ministre en situation de faiblesse dans son propre parti⁴⁰⁷. Le pragmatisme l'emporta : ce n'était pas une question sur laquelle faire tomber le gouvernement, le parti dans son ensemble devrait lui apporter un soutien sans faille une fois l'intervention militaire sur le terrain décidée. Le siège du parti à Cowley Street reçut de nombreuses lettres de militants mais cela déboucha sur très peu de démissions⁴⁰⁸.

La même stratégie fut mise en œuvre une année plus tard lors des débats sur la ratification du Traité de Maastricht. Le rejet de cette ratification par les Danois en juin 1992 et l'annonce de la tenue d'un référendum par François Mitterrand conduisirent le gouvernement de John Major à repousser les débats à Westminster en attendant un nouveau vote des Danois, cette fois-ci en faveur de la ratification. Les deux partis d'opposition eurent des positions bien distinctes sur ce point : les Travailleurs jouèrent un rôle d'opposition plus traditionnel, cherchant à s'allier le soutien des Eurosceptiques sur les bancs conservateurs pour faire chuter le gouvernement. À l'inverse, les *Lib Dems* apportèrent leur soutien à ce projet de loi et furent prêts à coopérer avec le Premier ministre afin d'en garantir le passage, malgré la clause négociée laissant le choix au Royaume-Uni de ne pas adopter la monnaie unique. Afin de détourner les critiques, Paddy Ashdown choisit de mettre en avant l'engagement sans faille de son parti dans la construction européenne et son souci de ne pas fragiliser davantage l'économie britannique⁴⁰⁹. En interne, avant de parvenir à ce soutien collectif apporté au gouvernement Major, il y eut des dissensions et des discussions au sein du parti parlementaire. Par exemple, Liz Lynne ne voulut pas se soumettre à la discipline de parti sans avoir au

⁴⁰⁶ ASDHOWN, Paddy, *op. cit.*, 2009, p. 254.

⁴⁰⁷ Nigel Lawson, le Chancelier de l'Échiquier démissionna car le Premier ministre n'avait pas voulu se séparer de son conseiller personnel Sir Alan Walters, puis ce fut le tour de Geoffrey Howe Vice-premier ministre et *leader* à la Chambre des Communes suite à un désaccord avec Margaret Thatcher sur la monnaie unique.

⁴⁰⁸ ASDHOWN, Paddy, *op. cit.*, 2009, p. 254.

⁴⁰⁹ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 03 juin 1992, p. 168.

préalable sondé les électeurs dans sa circonscription. Si ces derniers étaient opposés à l'idée de soutenir le gouvernement Major sur ce point, elle voterait contre. Pour Liz Lynne, la discipline de parti ne devait pas prévaloir sur sa liberté de choix et de conscience⁴¹⁰. Elle rentra très vite dans le rang quand Paddy Ashdown menaça de lui retirer son poste de porte-parole. Charles Kennedy, alors président du parti, critiqua publiquement la stratégie retenue par son *leader*. Son parti ne pouvait pas voter cette motion car cela revenait à soutenir le gouvernement⁴¹¹. Il fit part de ses réserves lors des réunions du parti parlementaire mais David Steel, Russell Johnston et Roy Jenkins se rangèrent derrière la ligne de conduite définie par le *leader*. Pour ne pas s'aliéner le soutien des députés, Paddy Ashdown leur assura une « porte de sortie » : si le vote libéral-démocrate ne servait qu'à assurer la survie du gouvernement face aux Eurosceptiques, il leur demanderait de ne pas voter avec les Conservateurs⁴¹².

Malgré les critiques qui se multiplièrent en interne, le dirigeant libéral-démocrate resta fidèle à sa ligne de conduite : il fallait donner un caractère distinct à son parti et miser sur des retours sur le long terme. Les députés libéraux-démocrates votèrent avec le gouvernement le 04 novembre 1992 afin de reprendre les débats sur l'adoption du traité⁴¹³.

⁴¹⁰ Entretien avec Liz Lynne, 17 septembre 2018, Brighton Center, Brighton, p. 277.

⁴¹¹ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 77.

⁴¹² ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 27 avril 1993, p. 224

⁴¹³ FORSTER, Anthony. *Euroscepticism in Contemporary British Politics : Opposition to Europe in the Conservative and Labour Parties since 1945*. Londres : Routledge, 2002, p. 99.

C. Vers une nouvelle stratégie.

Paddy Ashdown pensait que le salut de son parti passerait par de bons résultats aux prochaines législatives grâce à une campagne électorale plus professionnelle et surtout à une stratégie claire. En septembre 1990, trois quarts des personnes interviewées ne connaissaient pas le nom du nouveau parti ou se trompaient encore⁴¹⁴. Les *Lib Dems* étaient perçus comme un parti qui ne faisait que réagir aux initiatives des deux grands partis.

Tout comme pour l'élaboration du manifeste électoral, Paddy Ashdown estima que la campagne électorale était aussi un des rouages qu'il devait contrôler par le biais de la nomination du directeur de campagne. Il choisit un proche Des Wilson, l'ancien président du parti libéral. Charles Kennedy, en tant que président du parti et de ce fait à la tête du *FEC*, reprocha à Paddy Ashdown un manque de transparence et une mainmise sur la campagne. Des Wilson devait en effet rendre compte des développements de campagne directement au *leader* qui avait le contrôle total sur les ressources et la conduite de la campagne sans avoir à en référer au *FEC*⁴¹⁵.

Sans pour autant abandonner la dimension locale par le biais de la « politique de proximité », Paddy Ashdown allait mettre en œuvre une double approche stratégique.

1. La « longue marche » vers le pouvoir.

Paddy Ashdown s'inscrivait dans la continuité de ses prédécesseurs Jo Grimond et David Steel : il pensait que les conditions de l'entre-deux-guerres, qui avaient conduit au déclin du vieux parti libéral et à son remplacement par le *Labour*, pourraient être renversées. Cette approche plutôt passive misait sur la lente érosion du soutien aux Travailleurs et aux Conservateurs dont profiteraient les Libéraux-démocrates, même si cela pouvait prendre encore des décennies avant de détrôner le *Labour* de son statut de principal parti d'opposition⁴¹⁶.

⁴¹⁴ STEVENSON, John, *op. cit.*, 1996, p. 34

⁴¹⁵ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 83.

⁴¹⁶ MACIVER, Don, *op. cit.*, 1996, p. 176.

Selon Paddy Ashdown, le réalisme et le pragmatisme, néanmoins, montraient que cela tenait plus du mirage que du rêve. D'une part, il existait un vivier au centre-droit que les Conservateurs n'avaient pas encore annexé. Tout retour de ces derniers vers le centre-droit les priverait de cet électorat qui leur était acquis pour l'instant. D'autre part, une recomposition du paysage politique à gauche serait possible si les Conservateurs remportaient une quatrième victoire consécutive⁴¹⁷, ce qui provoquerait des dissensions au sein d'un parti travailliste de plus en plus affaibli après de longues années loin du pouvoir. Pour autant, il était illusoire de croire en un éclatement du *Labour*, qui ne manquerait pas d'opérer une mutation avec un nouveau *leader*⁴¹⁸. Le constat cruel qu'il faisait au début des années 1990 était que les *Lib Dems* ne représentaient plus qu'une portion congrue de cette éventuelle coalition de centre-gauche⁴¹⁹. Par conséquent, il fallait repenser cette stratégie de recomposition :

« Mon opinion sur le sujet est que toute forme de relation formelle avec le parti travailliste avant la prochaine élection est impensable. Mais il pourrait y avoir une réelle chance de recomposition si les Conservateurs gagnaient une quatrième fois. Nous pourrions ouvrir la voie en rassemblant les divers députés dans l'opposition autour d'un ensemble d'idées plutôt qu'autour d'une relation formelle. ⁴²⁰ »

Il ne s'agissait plus d'envisager la création d'une alliance pré-électorale institutionnalisée comme en 1983, mais de rassembler de façon plus souple autour d'idées et de valeurs partagées. Avec le temps, cette relation pourrait déboucher sur quelque chose de plus formel.

En juin 1988, c'est la conclusion à laquelle le *National Executive Committee* était parvenu alors que la fusion ne faisait plus aucun doute. Dans un document confidentiel sur les orientations stratégiques du nouveau parti, on notait que le parti issu de la fusion et le parti travailliste ne seraient pas assez forts pour s'opposer aux Conservateurs. À moins d'une crise économique fatale au gouvernement, les deux formations ne parviendraient pas à les battre. Il fallait réfléchir à d'autres façons de le faire sans passer par une

⁴¹⁷ LEAMAN, Alan. "Ending Equidistance". *The Political Quarterly*, Vol. 69, No. 2, avril-juin 1998, p. 161.

⁴¹⁸ DENT, Martin. "The Case for an Electoral Pact between Labour and the Liberal Democrats". *The Political Quarterly*, Vol. 64, No. 2, avril 1993, p. 243.

⁴¹⁹ MACIVER, Don, *op.cit.*, 1996, p. 174.

⁴²⁰ "My own view is that any kind of formal relationship with Labour before the next election is unthinkable. But there could be a real chance for realignment if the Conservatives win a fourth time. We could pave the way by drawing together various opposition MPs around a set of ideas, rather than a formal relationship." In ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 03 août 1989, p. 8.

recomposition de l'échiquier politique à gauche parce que cela déboucherait sur une nouvelle fusion où le nouveau parti pourrait être avalé par le *Labour*. Dans ce document, le *NEC* ne voyait pas quelle forme pourrait prendre ce regroupement autour de valeurs libérales communes⁴²¹.

On assistait donc à une réévaluation de la stratégie de recomposition de l'échiquier politique à gauche imaginée par Jo Grimond dans les années cinquante pour l'adapter aux circonstances du moment.

2. Une stratégie dépassée.

Alan Leaman estime que la stratégie visant à remplacer les Travailleurs comme unique parti d'opposition aux Conservateurs n'était plus possible⁴²². Les circonstances n'étaient plus favorables : avec l'arrivée de Neil Kinnock, le *Labour* commençait à reconsolider sa base électorale. L'Alliance n'avait pas été en mesure de gagner des voix dans ses bastions alors qu'il avait été dans une situation de grande vulnérabilité. Alan Leaman souligne aussi que c'était une grave erreur de croire que le système partisan resterait bipartite et que la seule stratégie possible pour les *Lib Dems* était de prendre la place d'un des grands partis et de perpétuer ce système. Comme nous l'avons indiqué dans notre introduction, on n'était plus en présence d'un système bipartite pur mais d'un système avec deux partis et un parti et demi. Il y avait donc un rôle à jouer pour les *Lib Dems* et les partis nationalistes.

⁴²¹ "Party Strategy, 26 June 1988". Archives du parti libéral, LP 21/67, London School of Economics, Londres.

⁴²² LEAMAN, Alan, *op. cit.*, 1998, p. 161.

3. Coopérer pour se rapprocher du pouvoir.

Pour Paddy Ashdown, il n'était pas possible de se contenter de ce seul objectif « chimérique »⁴²³ dont la réalisation, à plus ou moins long terme, n'était même pas certaine. Sans renier le principe d'« une longue marche » vers le pouvoir, il pensait qu'il fallait trouver une solution plus rapide (*a quick fix*) maintenant que la survie du parti était assurée⁴²⁴.

Cette solution plus rapide pourrait prendre deux formes. David Steel et Charles Kennedy misaient sur le fait que le parti puisse se retrouver en position de parti pivot en cas de parlement sans majorité, ce qui permettrait de négocier l'introduction d'un scrutin à la proportionnelle et donc de changer définitivement le système partisan. Cette vision commençait à périlcliter car elle était défendue principalement par une génération qui avait rejoint les rangs du parti libéral dans les années 70 et avait été nourrie aux principes de la « politique de proximité ».

À l'instar de Jeremy Thorpe en son temps, Paddy Ashdown défendait l'idée plus radicale de coopération électorale car les élections législatives n'avaient pas débouché sur un parlement sans majorité jusqu'à présent. Tout en conservant l'ADN du parti et en protégeant son indépendance, il fallait travailler avec d'autres partis quand des arrangements acceptables pouvaient être conclus⁴²⁵. Cette coopération pourrait prendre deux formes : soit en amont avec un arrangement plus ou moins formel, soit en aval dans une coalition gouvernementale ou législative. Il faudrait aussi avoir suffisamment de poids et d'influence à Westminster. Dès les premiers mois de son *leadership*, Paddy Ashdown avait dû répondre aux ouvertures faites par Neil Kinnock.⁴²⁶ Cependant, les conditions ne lui semblaient pas réunies pour envisager une victoire travailliste lors des législatives de 1992. Contrairement à David Owen, il pensait que soutenir le *Labour* de Neil Kinnock reviendrait à affaiblir leur propre position en tant qu'opposants principaux aux

⁴²³ Dans les analyses qui sont faites de cette stratégie sous différents *leaderships*, le qualificatif « chimérique » (*quixotic*) est souvent utilisé comme si les *leaders* successifs avaient été des Don Quichotte se battant contre des moulins à vent dans leur tentative infructueuse de corriger le grand schisme de 1920. C'est la thèse défendue par Don MACIVER *In MACIVER*, Don, *op.cit.*, 1996, p. 174-176.

⁴²⁴ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, Annexe A, p. 567.

⁴²⁵ MACIVER, Don, *op.cit.*, 1996, p. 177.

⁴²⁶ Simon Hughes, alors député pour la circonscription de Southwark et Bermonsdey fut approché par six porte-paroles travaillistes pour évoquer la question de possibles pactes avec les Travaillistes. *In ASHDOWN*, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 11 janvier 1989, p. 23.

Conservateurs, en particulier dans le Sud du pays où se trouvaient leurs bastions. La question de la réforme électorale demeurait un point d'achoppement entre les deux camps.

En prônant ouvertement la coopération interpartis, Paddy Ashdown courait le risque de générer des débats en interne, ce qui pourrait affaiblir son autorité. Il semblait envoyer le message que les *Lib Dems* étaient condamnés à un statut de tiers parti avec des ambitions limitées⁴²⁷. De plus, les militants craignaient que cela donne une image trop « centriste » pour pouvoir convaincre les électeurs. Sur le terrain, les candidats ne voulaient pas entendre parler d'un tel partenariat, même sous une forme novatrice et informelle : les Travailleurs étaient leur ennemi numéro 1, il fallait les attaquer sans relâche dans les médias et lors de législatives partielles⁴²⁸. La description, que fait Liz Lynne de ses relations avec ces derniers dans sa circonscription de Rochdale, témoigne de ce refus viscéral de pactiser avec l'ennemi⁴²⁹. Le principe de coopération interpartis devenait une fin en soi et non plus un moyen pour recomposer le paysage politique à gauche : en cherchant un raccourci pour se rapprocher du pouvoir, on s'éloignait du rêve incarné par la figure tutélaire de Jo Grimond.

4. Une équidistance théorique.

Le départ de Margaret Thatcher et son remplacement par John Major changèrent la donne : Neil Kinnock et Paddy Ashdown comprirent, pour des raisons différentes, qu'ils ne pouvaient plus exclure un partenariat sous une forme ou une autre pour empêcher une quatrième victoire consécutive des Conservateurs. En effet, les sondages donnaient les deux grands partis au coude à coude et annonçaient un parlement sans majorité⁴³⁰.

Pour Neil Kinnock, une quatrième défaite consécutive pourrait être préjudiciable à l'unité du *Labour*. Pour Paddy Ashdown, il fallait coopérer avec les Travailleurs pour se rapprocher du pouvoir en captant les votes anti-conservateurs⁴³¹. Cette inflexion stratégique satisfaisait la base qui avait été mécontente de voir son *leader* ne pas faire front commun avec Neil Kinnock contre Margaret Thatcher puis John Major (cf. supra). À

⁴²⁷ MACIVER, Don, *op.cit.*, 1996, p. 180.

⁴²⁸ ASHDOWN, Paddy, *op.cit.*, 2001, entrée du 28 mars 1990, p. 82

⁴²⁹ Entretien avec Liz Lynne, 17 septembre 2018, Brighton Center, Brighton, p. 277.

⁴³⁰ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, Annexe A, p. 567.

⁴³¹ *Ibid.*, entrée du 21 janvier 1992, p. 130.

l'époque, le siège du parti avait reçu de nombreux courriers déplorant cette campagne de dénigrement contre les Travaillistes (*Labour bashing*)⁴³². Le parti libéral-démocrate se rapprochait enfin de son partenaire « naturel ».

a) L'hypothèse d'un parlement sans majorité.

Paddy Ashdown estimait qu'un parlement sans majorité serait une chance inespérée pour redevenir un parti de gouvernement ou avoir une réelle influence à la Chambre des Communes. On estimait que les Conservateurs devraient perdre au moins 50 sièges pour avoir ce scénario, ce sont les *Lib Dems* qui en seraient les grands bénéficiaires⁴³³.

Dès septembre 1989, il chargea Alan Beith de présider un comité en vue de planifier leur approche⁴³⁴. Il s'agissait de ne pas répéter le désaccord affiché publiquement par la *leadership* bicéphale de l'Alliance lors de la campagne de 1987 : David Owen avait semblé prêt à s'allier aux Conservateurs de Margaret Thatcher tandis que David Steel avait donné l'impression d'être plus proche des Travaillistes de Neil Kinnock. Début 1991, Robert MacLennan rendit les conclusions de cette commission : s'il n'y avait pas de majorité aux Communes, le parti se donnerait un délai de réflexion d'une semaine avant de faire connaître sa position. Si le sujet était évoqué lors de la campagne, il ne faudrait pas s'engager. Ce serait une bonne façon d'occuper le centre d'un point de vue politique et stratégique en se positionnant comme parti pivot. Il fallait donc coller officiellement et publiquement à la ligne de l'équidistance, qui régissait toujours les relations avec les Travaillistes et les Conservateurs.

Les préparatifs débutèrent en coulisse. Ce fut une nouvelle phase dans la professionnalisation afin d'être plus compétitif⁴³⁵. En mars 1991, Vernon Bogdanor écrivit au *leader* afin de lui suggérer d'établir une ligne de conduite heure par heure une fois que les résultats auraient été proclamés afin de ne pas se retrouver dans la même situation

⁴³² "Letter from Marion PAGE to Paddy ASHDOWN, 02 December 1988", "Letter from Esmie RICKS to Paddy ASHDOWN, 05 December 1988" et "Letter from Mr ROBINSON to Paddy Ashdown, 01 June 1990". Archives de Paddy ASHDOWN, ASHDOWN 8/25, London School of Economics, Londres.

⁴³³ LEAMAN, Alan, *op. cit.*, 1998, p. 162.

⁴³⁴ "Letter from Vernon Bogdanor to Paddy ASHDOWN, 21 March 1991". Archives de Paddy ASHDOWN, ASHDOWN 8/34, London School of Economics, Londres.

⁴³⁵ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 221.

d'impuissance et d'impréparation qu'en février 1974⁴³⁶. L'équipe autour de Paddy Ashdown suivit alors des formations sur les techniques de négociations dans le plus grand secret⁴³⁷ et rencontra ses homologues du *FDP (Freie Demokratische Partei)* en RFA pour en apprendre plus sur la façon de conduire des négociations lors de la formation d'une coalition⁴³⁸.

Les tractations avec les Travaillistes débutèrent aussi en coulisse. Comme lors du *Lib-Lab Pact*, le camp travailliste pensait que le soutien libéral-démocrate leur était automatiquement acquis car le parti était en situation de faiblesse⁴³⁹. En brandissant le principe d'équidistance, une partie de bluff commença afin de les convaincre que les *Lib Dems* étaient prêts à envisager une coalition avec les Conservateurs afin de leur arracher la promesse d'une réforme électorale à Westminster en échange de leur soutien⁴⁴⁰. En parallèle, Paddy Ashdown songea alors, comme son prédécesseur David Steel, qu'il pourrait profiter des dissensions au sein du *Labour*. En cas de quatrième défaite consécutive des Travaillistes, il faudrait présenter les Libéraux-démocrates comme le parti vers lequel devraient converger toutes les forces progressistes afin de parvenir à une éventuelle recomposition de l'échiquier politique à gauche⁴⁴¹.

b) Une stratégie risquée.

Refuser d'apporter son soutien aux Travaillistes au motif que la réforme électorale ne serait pas complète ressemblerait à une forme de suicide politique auprès des adhérents et des électeurs potentiels. Les militants et les députés gallois et écossais pensaient qu'il fallait s'allier avec les Travaillistes s'ils s'engageaient sur l'adoption d'un scrutin à la proportionnelle aux élections locales, européennes et en Écosse⁴⁴². Le *leader* mesurait que l'opposition la plus forte à tout rapprochement avec le *Labour* de Neil Kinnock viendrait des adhérents et des députés. Dans un courrier adressé au président du parti Charles

⁴³⁶ Les Conservateurs d'Edward Heath avaient remporté la majorité des suffrages mais les Travaillistes d'Harold Wilson avaient gagné la majorité des sièges.

⁴³⁷ ASHDOWN, Paddy, *op.cit.*, 2009, p. 255.

⁴³⁸ LEAMAN, Alan. "Notes on a Political Relationship : Blair and Ashdown", *Journal of Liberal History*, No. 67, été 2010, p. 69.

⁴³⁹ LEAMAN, Alan, *op. cit.*, 1998, p. 161.

⁴⁴⁰ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 14 janvier 1991, p. 107.

⁴⁴¹ *Ibid.*, entrée du 10 novembre 1989, p. 71.

⁴⁴² *Ibid.*, entrée du 18 juillet 1991, p. 120.

Kennedy, il se demandait comment et surtout quand consulter les adhérents pour obtenir leur aval. Selon Paddy Ashdown, bien que ce ne soit pas prévu par les statuts du parti, tout accord devrait être décidé par le parti parlementaire et le *FEC (Federal Executive Committee)*. La décision finale de participer à une coalition devrait être entérinée lors d'un congrès en toute fin des négociations, cela laisserait du temps pour « vendre » l'accord de coalition. En attendant, les tractations devraient rester secrètes.

Si du côté du *Labour* l'idée d'une coalition avec les *Lib Dems* et la question de la proportionnelle à la Chambre des Communes n'étaient plus rédhibitoires, John Major affichait une opposition ferme à toute réforme électorale⁴⁴³.

Les observateurs extérieurs ne se laissaient pas bernier par cette posture d'équidistance brandie par le *leader*, qui s'apparentait davantage à une forme d'imposture pour maintenir l'unité de son parti et capter le vote protestataire. Alan Leaman le confirme :

« Pour les observateurs extérieurs, cependant, l'équidistance venait à ressembler plus à de la fiction qu'à un fait. Pour certains, c'était tout simplement parce que les Libéraux-démocrates avaient suffisamment de politiques en commun avec le parti travailliste pour que la décision de se ranger aux côtés des Conservateurs ne soit pas crédible. [...] Les protestations de Paddy Ashdown, sur le fait qu'il avait autant de désaccords en matière de mesures politiques avec les Travaillistes qu'avec le gouvernement conservateur, étaient reçues avec respect par les commentateurs, mais avec peu de crédit.⁴⁴⁴ »

Pour l'ancien militaire que Paddy Ashdown était, la différence sémantique entre tactique et stratégie était essentielle : la tactique était contingente aux circonstances du moment⁴⁴⁵. C'est pourquoi la position d'équidistance avait été la meilleure tactique à adopter à cette époque comme il l'expliquait :

⁴⁴³ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 20 février 1992, p. 145.

⁴⁴⁴ “To outside observers, however, equidistance came to look more like fiction than fact. For some, this was simply because the Liberal Democrats had more than enough policy in common with Labour to make a decision to side with the Conservatives incredible. [...] Paddy Ashdown's protests that he had as many policy disagreements with Labour as he did with the Conservative government were treated with respect by commentators, but not with much credence.” In LEAMAN, Alan, *op.cit.*, 1998, p. 162.

⁴⁴⁵ Entretien avec Paddy ASHDOWN par Skype, 21 septembre 2017, p. 264.

« Entre 1988 et 1992, quand le gouvernement conservateur était impopulaire et le parti travailliste était fortement socialiste sur le plan idéologique, la position adéquate pour nous était l'équidistance. J'adoptai cette position, vous savez les gens avaient l'habitude de me demander : « avec qui préféreriez-vous nouer des accords ? », et je répondais : « répondez à la question : avec qui préféreriez-vous être ? Et de qui seriez-vous fiers, et donc changez votre vote. »⁴⁴⁶ »

Muriel Cassel-Picot résume ainsi la marge de manœuvre toute relative des *Lib Dems* et de leur chef de file :

« Au pire, les Libéraux démocrates peuvent être perçus comme des opportunistes ballotés au centre de l'échiquier politique ; au mieux, comme des idéologues soucieux de jouer un rôle de premier rang au niveau national. Quoi qu'il en soit, le chef du Parti libéral-démocrate tente de manœuvrer le plus habilement possible dans un contexte difficile, d'anticiper toutes les éventualités, de se préparer à tous les cas de figure, et de passer à l'action ou aux déclarations aux moments les plus propices⁴⁴⁷. »

⁴⁴⁶ “*The circumstances you find yourself in. Between 1988 and 1992, when the Conservative government were unpopular and the Labour Party that was strongly ideologically socialist, the right position for us was equidistance. I took that position, you know people used to ask me: “Who would you rather do deals with?”, and I would reply: “Answer the question: who would you rather be with and be proud of? And change your vote.”* In Entretien avec Paddy ASHDOWN par Skype, 21 septembre 2017, p. 264.

⁴⁴⁷ CASSEL-PICCOT, Muriel, *op. cit.*, 2008, p. 71.

D. Les législatives de 1992.

1. Une campagne plus professionnelle.

La campagne fut centrée sur le *leader* (*leader-centred*), qui malgré lui fit la une des journaux à sensation lors de la révélation de sa liaison avec son ex-secrétaire⁴⁴⁸. Son équipe de campagne s'appliqua à capitaliser sur son image d'homme d'action et de principes⁴⁴⁹ après ses prises de position radicales sur la question des passeports pour les résidents à Hong Kong ou lors de la Première Guerre du Golfe. Les tracts de campagne le représentaient comme un homme d'action capable de tuer un homme du petit doigt.

Contrairement à David Steel, Paddy Ashdown contrôla les moindres aspects de cette campagne électorale comme en témoignent les rapports que lui transmit son équipe de campagne. Il ne laissa passer aucun détail, chaque point même le plus trivial fut annoté et commenté⁴⁵⁰.

Le contexte semblait prometteur pour les *Lib Dems* après de bons résultats aux élections locales de mai 1991 avec 520 sièges gagnés. Qui plus est, tout comme ses prédécesseurs, Paddy Ashdown avait connu son « Orpington » en octobre 1990 avec la victoire surprise à Eastbourne⁴⁵¹, une circonscription tenue par les Conservateurs. Elle marquait la première victoire à une législative partielle depuis 1987. Elle fut suivie par trois autres dans des fiefs conservateurs⁴⁵². Fort de ces succès, Paddy Ashdown réutilisa le thème du « vote Heineken » (cf. supra). Le dirigeant libéral-démocrate envoyait un message clair aux électeurs qui hésitaient encore à voter pour sa formation : un bulletin de vote pour les *Lib Dems* pourrait empêcher une quatrième victoire des Conservateurs.

⁴⁴⁸ Les *tabloids* s'en donnèrent à cœur joie en faisant des jeux de mots, de plus ou moins bon goût, sur son nom comme par exemple avec « *Paddy Pantsdown* ».

⁴⁴⁹ GRENDER, Olly et Kate PARMINTER, *op. cit.*, 2007, p. 112.

⁴⁵⁰ Archives de Paddy ASHDOWN, ASHDOWN 8/34, London School of Economics, Londres.

⁴⁵¹ Le député conservateur Ian Gow avait été tué par une bombe de l'IRA. Dans un premier temps, Paddy Ashdown refusa que son parti présente un candidat : l'IRA ne devait ni dicter le calendrier politique ni choisir les députés. Sa décision ne fut pas comprise par les cadres du parti qui, à l'instar de Charles Kennedy, y lurent non pas une déclaration de principe mais une nouvelle manifestation du style autocratique de leur *leader*. Son nouveau directeur de campagne Chris Rennard le convainquit d'abandonner ses principes car cela reviendrait à faire le jeu des partis conservateur et travailliste. In HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 83.

⁴⁵² Il s'agissait des circonscriptions de Ribble Valley, de Kincardine et de Deeside. In STEVENSON, John, *op. cit.*, 1996, p. 34-35.

Sur un plan électoral, le parti ferait de moins bons résultats que les 23% que l'Alliance avait obtenus en 1987 : en toute logique, les électeurs travaillistes retourneraient vers le *Labour* en 1992. Les victoires aux législatives partielles avaient été faites aux dépens des Conservateurs, il n'y avait pas eu de percée sensible dans les bastions travaillistes⁴⁵³. Libéraux-démocrates et Travaillistes étaient en compétition directe pour capter les voix anti-gouvernement. Paddy Ashdown craignait de les voir « grignoter » puis « écraser » le vote libéral-démocrate : il décida alors de concentrer les ressources humaines et financières sur un nombre restreint de sièges potentiellement gagnables, environ une vingtaine, là où les candidats libéraux-démocrates se retrouvaient en position de principal challenger. Un revirement d'opinion en leur faveur (*swing*) de l'ordre de 4% leur permettrait de remporter ces circonscriptions.

2. Des résultats mitigés.

Avec un million de voix en moins que l'Alliance en 1987 – un peu plus de 6 millions de voix soit 18,3% des suffrages exprimés – le parti libéral-démocrate envoya vingt députés à Westminster ; il avait perdu les sièges remportés lors des législatives partielles, le vote pour les *Lib Dems* restait donc un vote protestataire et non un réel vote d'adhésion⁴⁵⁴. Seulement deux des circonscriptions qui avaient été ciblées furent remportées.

Face à ces résultats décevants, Paddy Ashdown préféra insister sur le professionnalisme de ce groupe restreint de députés, qu'il trouvait meilleur que celui de 1987⁴⁵⁵. Il se montrait optimiste : les Travaillistes n'avaient recueilli que 35% des suffrages exprimés dans ce contexte de crise économique et de débats sur la *poll tax*⁴⁵⁶, ils n'étaient pas parvenus à convaincre l'électorat qu'ils étaient une alternative gouvernementale fiable. Cette analyse ne devait pas occulter le redressement partiel, mais bien réel, des Travaillistes qui terminèrent second dans 186 circonscriptions contre 145

⁴⁵³ STEVENSON, John, *op. cit.*, 1996, p. 36.

⁴⁵⁴ JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 154.

⁴⁵⁵ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 11 avril 1992, p. 160.

⁴⁵⁶ La *poll tax* est un impôt locatif forfaitaire par tête que Margaret Thatcher fit instaurer en 1990. Il s'appliquait aux foyers, et non aux personnes, sans distinction de revenu ou de capital. Il fut jugé comme très inégalitaire par les classes les plus modestes. Cette *poll tax* fut une des causes de la chute de Margaret Thatcher ; son successeur John Major la supprima en mars 1991.

pour les Libéraux-démocrates⁴⁵⁷. Depuis la percée électorale à l'époque de l'Alliance, il n'y avait pas eu de nouveaux progrès significatifs à l'échelon national⁴⁵⁸ même si un vote tactique en faveur du parti semblait se dessiner dans les circonscriptions où il se positionnait comme le principal challenger des Conservateurs⁴⁵⁹.

Tudor Jones jugeait ces résultats honorables pour un parti menacé de disparition dès sa création, il fallait les porter au crédit du chef de file du parti⁴⁶⁰. Duncan Brack préférait, en revanche, mettre en avant la ténacité des militants⁴⁶¹ : en effet, le parti continuait à gagner des sièges en faisant campagne sur des questions purement locales (*pavement politics*). À côté des sections locales dépositaires de l'héritage de la « politique de proximité », on assistait à l'émergence d'un *leadership* plus oligarchique, visant à professionnaliser le parti.

3. Un manifeste électoral trop ciblé.

En se positionnant entre les deux grands partis, le parti libéral-démocrate pouvait potentiellement attirer de nombreux électeurs centristes. Le piège était alors de proposer un programme électoral suffisamment large pour les accueillir (*the hotel party syndrome*)⁴⁶² et donc de renvoyer une image indistincte. Il fallait aussi retenir ces électeurs, qui pourraient renoncer à soutenir le parti pour ne gâcher leur vote (*the wasted vote*) à cause des effets du scrutin majoritaire uninominal à un tour⁴⁶³.

Le manifeste électoral pour les législatives de 1992 s'articula autour des 5 E : la réforme électorale (*Electoral reform*) et l'Europe (*European policy*), deux thématiques traditionnellement associées à l'ancien parti libéral, l'environnement (*Environmental*

⁴⁵⁷ STEVENSON, John, *op. cit.*, 1996, p. 37.

⁴⁵⁸ RUSSELL, Andrew et Ed. A. FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2005, p. 88.

⁴⁵⁹ BUTLER, David et Dennis KAVANGAH. *The British General Elections of 1997*. Basingstoke : Macmillan Press, 1997, p. 68.

⁴⁶⁰ JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 154.

⁴⁶¹ BRACK, Duncan. "Liberal Democrat Leadership : The Cases of Ashdown and Kennedy". *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 81.

⁴⁶² DUNLEAVY, Patrick. "The Political Parties" In DUNLEAVY, Patrick, GAMBLE, Andrew, HOLLIDAY, Ian et Gillian PEELE (dirs.). *Developments in British Politics 4*. Basingstoke : Macmillan, 1993, p. 151.

⁴⁶³ DOLEZ, Bernard et Annie LAURENT, *op. cit.*, 2010, p. 111.

policy), l'éducation (*Education*) et la reprise économique (*Economic recovery*)⁴⁶⁴. Paddy Ashdown avait regretté que la dimension économique ait été négligée lors des campagnes précédentes ; il pensait, en effet, que la classe moyenne allait éclater et chercher un parti vers lequel se tourner. C'était un électorat que les *Lib Dems* pourraient capter⁴⁶⁵. Il avait alors annoncé la création d'une commission, présidée par le sociologue Ralf Darhendrof, pour réfléchir à l'avenir économique et industriel du pays et publier un Livre Jaune (*A Yellow Book*), sur le modèle de ce qu'avait fait David Lloyd George en 1928⁴⁶⁶.

Il fallait trouver une politique qui soit en phase avec les attentes de l'électorat. Après concertation, la question de l'éducation fut préférée à celle de l'environnement et elle fusionna avec celle de la fiscalité⁴⁶⁷. La mesure phare du programme électoral de 1992 fut la hausse des impôts sur le revenu d'un penny par livre sterling pour avoir plus de moyens pour l'éducation. Cette mesure fut conservée jusqu'en 2001, au point de l'user jusqu'à la corde.

L'éducation et cet impôt supplémentaire d'un penny étaient devenus les étendards du programme politique des *Lib Dems*, mais comme le déplorent Andrew Russell et Edward Fieldhouse, c'était malheureusement, d'un point de vue marketing électoral, leur seul argument de vente⁴⁶⁸. La faute peut-être au *leader* qui avait trop calibré le manifeste électoral à des fins électorales, voire électoralistes. En fait, cette dynamique fiscalité/éducation ne permit pas de gagner de nouveaux électeurs⁴⁶⁹.

4. Un parlement sans majorité, une question clivante.

Pour la première fois, la question de la réforme constitutionnelle occupa le premier plan lors des débats entre les différentes formations alors que les sondages annonçaient qu'il n'y aurait pas de majorité à Westminster. Neil Kinnock se retrouva alors contraint de

⁴⁶⁴ BRACK, Duncan. "Liberal Democrat Policy" In MACIVER, Don (dir.). *The Liberal Democrats*. Hemel Hempstead : Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, 1996, p. 89 et Annexe p. 103-106.

⁴⁶⁵ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, p. 395-396.

⁴⁶⁶ En collaboration avec J. M. Keynes et d'autres économistes, David Lloyd George avait réfléchi aux moyens de faire baisser le chômage. En 1928, fut publié le Livre Jaune, intitulé *Britain's Industrial Future*, sur lequel reposa le renouveau idéologique du parti libéral.

⁴⁶⁷ JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 151.

⁴⁶⁸ RUSSELL, Andrew et Edward FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2005, p. 37.

⁴⁶⁹ GRENDER, Olly et Kate PARMINTER, *op. cit.*, 2007, p. 109 et p. 113.

se rapprocher des *Lib Dems*, leur offrant de siéger à la Commission Plant, que son parti avait créée pour débattre de la question de la réforme électorale. Néanmoins, il n'avait aucune assurance que ces derniers ne concluraient pas d'accord avec les Conservateurs, une fois les élections passées⁴⁷⁰.

Le parti conservateur brandit la menace de l'instabilité politique, comme en RFA depuis l'entrée de fascistes d'extrême-droite au Bundestag, le parlement allemand, si on ne leur donnait pas la majorité. Si le scrutin à la proportionnelle était adopté, il y aurait inmanquablement des tractations et des accords secrets entre les deux partis d'opposition. John Major compara alors les *Lib Dems* au « cheval de Troie de Kinnock avec des affiches électorales jaunes » (« *Kinnock's Trojan horse with yellow posters* »)⁴⁷¹ ; ses adversaires ne défendaient pas un jeu équitable (*fair play*) mais un jeu de pouvoir (*power play*). Selon Mark Oaten, alors candidat libéral-démocrate pour la circonscription de Watford, cet argumentaire du chef de file conservateur fit basculer la campagne : ses affiches électorales furent arrachées lors des derniers jours de campagne car les électeurs pressentaient qu'il y aurait des accords entre Neil Kinnock et Paddy Ashdown⁴⁷². Cet argumentaire, matraqué par les Conservateurs en fin de campagne, trouva un écho de plus en plus large auprès de leurs électeurs « modérés »⁴⁷³. L'opinion publique voulait savoir qui les *Lib Dems* soutiendraient dans ce cas de figure. Afin de ne pas s'aliéner ces possibles électeurs, Paddy Ashdown décida de ne plus évoquer la question du scrutin à la proportionnelle lors des derniers jours de campagne mais le mal était fait⁴⁷⁴.

Si Mark Oaten eut le sentiment que cette question d'alliances putatives entre son parti et le *Labour* de Kinnock avait eu un effet désastreux sur son propre résultat et ceux des autres candidats, Bob Worcester, le fondateur de l'institut de sondages Mori, pensait qu'il fallait plutôt rechercher des explications du côté des Travailleurs. Neil Kinnock fut souvent mis en difficulté par les journalistes lorsqu'ils l'interrogeaient au sujet de possibles accords avec les Libéraux-démocrates et des postes qu'il leur offrirait⁴⁷⁵.

⁴⁷⁰ RUSSELL, Andrew et Ed. A. FIELDHOUSE. "Identifying an Attitudinal Heartland of Liberal Democrat Support in the 1997 General Election : An Exploration of Equidistance, Constructive Opposition and Third Party Politics." *British Elections & Parties Review*, Vol. 10, No. 1, 2000, p. 88.

⁴⁷¹ BUTLER, David et Dennis KAVANAGH. *The British General Election of 1992*. New York : Macmillan, St. Martin's Press, 1992, p. 278.

⁴⁷² OATEN, Mark, *op. cit.*, 2007, p. 224.

⁴⁷³ GRENDER, Olly et Kate PARMINTER, *op. cit.*, 2007, p. 109.

⁴⁷⁴ LEAMAN, Alan, *op. cit.*, 2010, p. 69.

⁴⁷⁵ OATEN, Mark, *op. cit.*, 2007, p. 224.

Patrick Dunleavy ne partage pas cet avis : il estime que Paddy Ashdown avait fait une erreur majeure en mettant trop en avant la possibilité d'un parlement sans majorité, cela saborda les chances de son parti de gagner plus de suffrages. Le dirigeant libéral-démocrate aurait dû adopter la position de Jeremy Thorpe dans les mêmes circonstances en 1974 : il avait alors martelé qu'un vote pour le parti libéral serait un vote modéré dans l'intérêt public⁴⁷⁶.

La leçon qu'il fallait retenir de cette campagne c'était que les tractations entre les *leaders* et les cadres des deux partis ne devraient pas avoir lieu pendant la campagne proprement dite comme cela avait été le cas, mais en amont et loin des regards⁴⁷⁷.

⁴⁷⁶ DUNLEAVY, Patrick, *op. cit.*, 1993, p. 147.

⁴⁷⁷ OATEN, Mark, *op. cit.*, 2007, p. 224-225.

II. Vers un partenariat avec les Travailleurs.

Après avoir assuré la survie de son parti en lui donnant une image distincte dans l'opinion publique, Paddy Ashdown s'attela à la phase trois de son plan de bataille c'est-à-dire gagner suffisamment de suffrages et donc de sièges à Westminster pour exercer le pouvoir⁴⁷⁸. Le principe de *realpolitik* devait s'appliquer : pour parvenir au pouvoir, la seule voie possible pour un tiers parti était de nouer des accords sur le modèle de ce qu'avait fait David Steel. L'exercice du pouvoir par le biais d'accords électoraux ou gouvernementaux impliquait des renoncements à faire accepter au parti dans son ensemble : il fallait le convaincre de sortir du dilemme pureté/exercice du pouvoir comme Paddy Ashdown l'expliquait :

« Je devais faire le même choix entre pureté et pouvoir, et aussi faire face à la même opposition de la part de ceux au sein du parti qui pensaient que nous ne devrions pas nous laisser souillés par le pouvoir que lorsque nous l'obtiendrions par nous-mêmes, sur la base d'une majorité nette. Il me semble que chaque *leader* de la troisième force libérale de la Grande-Bretagne, s'il réussit, doit faire face à ce dilemme tôt ou tard, et doit trouver sa propre façon de jouer les cartes distribuées par notre système politique.⁴⁷⁹ »

Les *Lib Dems* devaient donc abandonner la rhétorique « ni Conservateurs ni Travailleurs », ce qui impliquait de renoncer officiellement au principe d'équidistance.

⁴⁷⁸ RUSSELL, Andrew et Edward FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2005, p. 69.

⁴⁷⁹ « I was to face the same choice between purity and power, and to face too, the same opposition from those in the Party who believed we should only allow ourselves to be sullied by power when we had it on our terms, on the basis of an outright majority. It seems to me that every leader of Britain's liberal third force, if they are successful, has to face this dilemma sooner or later, and has to find their own way of playing the cards dealt to them by our political system. » In ASDHOWN, Paddy, *op. cit.*, 2009, p. 170.

A. Le Discours de Chard.

1. Une offre de coopération officieuse.

Paddy Ashdown présenta sa nouvelle stratégie lors du discours de Chard en mai 1992, moins d'un mois après les résultats des élections législatives et après avoir pris soin de sonder ses collègues députés dans le but de les préparer à ce virage tactique. Cette idée fut globalement mal accueillie : le parti parlementaire pensait qu'il fallait profiter de la situation de faiblesse des Travaillistes⁴⁸⁰.

Paddy Ashdown expliqua qu'il imaginait un rôle de parti pivot et fédérateur pour :

« créer la force suffisamment puissante pour éjecter les *Tories*, agréger les politiques susceptibles de faire durer un Gouvernement différent et agréger ensemble en Grande-Bretagne les forces qui apporteront le changement et des réformes.⁴⁸¹ »

Il appelait sa propre formation :

« à travailler avec les autres pour agréger les idées autour desquelles une alternative non-socialiste aux Conservateurs peut être construite. [...] Nous devons être bien moins exclusifs dans notre approche de la politique que nous ne l'avons été lors du dernier Parlement, et bien plus inclusifs envers les autres partis dans celui-ci.⁴⁸² »

Il s'agissait donc d'offrir une alternative aux Conservateurs en fédérant sur une plus grande échelle et en pratiquant la coopération interpartis à Westminster et en dehors. Cette approche plus ouverte et coopérative de la vie politique était dans l'air du temps : le *think*

⁴⁸⁰ ASHDOWN, Paddy, *op.cit.*, 2001 entrée du 13 avril 1992, p. 160.

⁴⁸¹ “[...] *to create the force powerful enough to remove the Tories; to assemble the policies capable of sustaining a different Government; and to draw together the forces in Britain which will bring change and reform.*” In ASHDOWN, Paddy, *op.cit.*, 2001, Annexe B Discours de Chard, p. 590.

⁴⁸² “[...] *to work with others to assemble the ideas around which a non-socialist alternative to the Conservatives can be constructed. [...] We must be much less exclusive in our approach to politics than we were in the last Parliament, and much more inclusive to others in this one.*” In ASHDOWN, Paddy, *op.cit.*, 2001, Annexe B Discours de Chard, p. 594.

thank de gauche IPPR (*Institute for Public Policy Research*) avait créé la Commission Borrie, dans laquelle siégeaient des représentants de toutes les formations politiques, pour discuter de justice sociale.

L'abandon du principe d'équidistance n'était pas encore officiellement entériné. Le *leader* devait ménager les militants et ses collègues députés. Tout en faisant un appel du pied au parti travailliste, Paddy Ashdown positionna son parti comme un parti anti-conservateur avec en ligne de mire les prochaines élections législatives. Les *Lib Dems* ne manquèrent pas une occasion de le critiquer jusqu'en 1999, comme par exemple à l'occasion de la sortie de la livre sterling du système monétaire européen en 1992. Cette tactique porta ses fruits puisqu'en devenant le réceptacle des voix des électeurs à la fois déçus par le gouvernement Major et peu enthousiasmés par le nouveau *leader* Travailliste John Smith jugé assez terne à tort⁴⁸³, les Libéraux-démocrates remportèrent deux législatives partielles aux dépens des Conservateurs⁴⁸⁴.

Paddy Ashdown voulait projeter l'image d'un parti qui s'opposait dans un esprit positif et constructif (*Protest-Plus*). Selon le journaliste Hugo Young, il s'agissait surtout de le présenter comme un parti lisse (*unabrasive*) et rassurant (*unalarming*) afin de ne pas faire fuir les électeurs conservateurs et de ne pas être accusé de connivence avec le *Labour* (*Lib-Labbery*)⁴⁸⁵.

2. Un parti hostile à cette stratégie.

Le changement tactique initié par leur *leader* lors du discours de Chard fut très mal accueilli par le parti parlementaire et les militants. Ils avaient le sentiment qu'il les vendait aux Travaillistes, un député parla même d'un holocauste (*a burnt offering*)⁴⁸⁶. Parmi les

⁴⁸³ BEVIR, Mark. "The Remaking of Labour, 1987-1997". *L'Observatoire de la société britannique*, No. 7, mars 2009, p. 356.

⁴⁸⁴ David Rendel ravit la circonscription de Newbury aux Conservateurs en mai 1993 avec 22 000 voix d'avance. Cette circonscription était dans le top 100 de celles que le *leadership* espérait gagner. Le siège retombera dans l'escarcelle des Conservateurs lors des législatives de 2005. Le scénario fut le même pour Christchurch avec une avance de 16 000 voix pour le candidat libéral-démocrate mais le siège fut perdu lors des législatives de 1997.

⁴⁸⁵ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, entrée du 30 mars 1993, p. 369.

⁴⁸⁶ BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2007, p. 81.

opposants les plus virulents, il y avait Simon Hughes et Liz Lynne⁴⁸⁷. Cette dernière se rappelle d'une entrevue assez musclée avec le *leader* juste après le discours de Chard qui, selon elle, avait pour but d'offrir les clefs du parti aux Travailleurs :

« Par conséquent, après qu'il ait fait le Discours de Chard, je l'ai lu et je me suis rendue au bureau du *whip* et j'étais absolument furieuse parce que je pouvais voir ce qu'il y avait en filigrane : obtenir la fin de l'équidistance revenait à passer un accord avec le *Labour* c'est ce qu'on appela « le Projet ». [...] À partir de ce moment j'ai su ce qu'était son plan et j'ai pensé qu'il nous livrait à Tony Blair et à Peter Mandelson⁴⁸⁸. [...] J'étais très inquiète à ce sujet car je pensais que le parti allait être anéanti parce que s'il obtenait ce qu'il voulait, en d'autres mots, un accord avec le parti travailliste nous serions inclus dans le parti travailliste.⁴⁸⁹»

Les propos de Liz Lynne montrent que l'idée de coopération interpartis restait un projet défendu et voulu par le *leader*, en contradiction avec les attentes de la base et du parti parlementaire. Il existait aussi un fort sentiment anti-Chard parmi les conseillers locaux. Ils n'étaient pas prêts à nouer des pactes électoraux⁴⁹⁰. Liz Lynne se rappelle que les conseillers locaux et les militants qu'elle rencontrait, n'approuvaient pas cette nouvelle tactique. Afin de faire remonter leur mécontentement au siège à Londres, elle leur conseillait de le faire par écrit et d'aller droit au but dès le premier paragraphe⁴⁹¹. Paddy Ashdown tenta bien de se justifier et d'expliquer que son objectif n'était pas de remplacer le duopole Conservateur/Travailliste par un duopole Conservateur/Travailliste-Libéral mais en vain.

⁴⁸⁷ Elle avait été une proche de Paddy Ashdown avant son élection au poste de chef de parti. En tant qu'ancienne actrice, elle l'avait aidé à améliorer sa communication en public ; elle avait fait aussi partie de son équipe pour la rédaction de ses discours jusqu'à son élection à Westminster.

⁴⁸⁸ Peter Mandelson fut très proche de Tony Blair et Gordon Brown, la presse les surnomma les « Trois Mousquetaires».

⁴⁸⁹ “So after he had done the Chard Speech, I read it and I went into the whip’s office and I was absolutely furious because I could see what the subtext was: getting the end of equidistance was doing a deal with Labour that’s what was termed the Project. [...] And so we had, so from then on I knew what his plan was and I thought he was delivering us to Tony Blair and Peter Mandelson. [...] I was very worried about it because I thought the Party was going to be killed off because if he got what he wanted, in other words, a deal with the Labour Party we would be subsumed by the Labour Party.” In Entretien avec Liz Lynne, samedi 15 septembre 2018, Brighton Centre, Brighton, p. 277.

⁴⁹⁰ DENT, Martin. “The Case for an Electoral Pact between Labour and the Liberal Democrats”. *The Political Quarterly*, Vol. 62, No. 2, avril 1993, p. 243-251.

⁴⁹¹ Entretien avec Liz Lynne, 15 septembre 2018, Brighton, p. 277.

Pour faire taire les critiques de ses collègues députés qui lui reprochaient de les avoir mis au pied du mur et de faire passer son ambition personnelle avant l'intérêt du parti, Paddy Ashdown se défendit en mettant en avant qu'il était le premier *leader* à consulter le parti parlementaire aussi souvent⁴⁹². Selon lui, c'était la preuve qu'il recherchait bien leur soutien et leur accord à ce changement de tactique et qu'il n'œuvrait pas en sous-main. Cependant, comme le fait remarquer Dominic Leigh, cette consultation du parti parlementaire était plus une consultation de principe : leur petit nombre ne leur permettait pas d'avoir un réel droit de veto sur les décisions de leur *leader*⁴⁹³.

Paddy Ashdown ne souhaita pas, en revanche, sonder les adhérents sur ce virage tactique. Gillian Gunner, alors en charge de la modernisation du parti, avait proposé de conduire une enquête pour évaluer la réception du discours de Chard à l'occasion de l'envoi du matériel de vote pour l'élection du nouveau président. Cet envoi devrait comprendre un message du *leader*, revenant sur le discours de Chard, ainsi qu'une feuille de doléances (*a grumble sheet*) sous forme de questions très ciblées, à renvoyer au siège à Cowley Street. La question 2 porterait sur les relations avec le *Labour*⁴⁹⁴. Dans une note manuscrite, Paddy Ashdown indiqua qu'il ne voulait justement pas de ce type d'enquête à cette étape de sa stratégie, conscient que les adhérents pourraient refuser toute coopération avec les Travailleurs. Dans sa réponse officielle, il s'insurgea sur le fait qu'on puisse lire le discours de Chard comme une proposition de pacte avec le *Labour* ; il était trop tôt pour consulter les militants⁴⁹⁵.

Pressentant une défaite lors du congrès d'Harrogate qui devait entériner le virage tactique qu'il avait initié, Paddy Ashdown n'hésita pas à œuvrer en coulisses, voire à comploter pour s'assurer du soutien des conseillers locaux (*The Association of the Liberal Democrat Councillors*). Il décida de faire pression pour que le comité en charge de

⁴⁹² ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, entrée du 11 mai 1992, p. 164.

⁴⁹³ LEIGH, Dominic. "An Equidistant Memory ? The Liberal Democrats and Their Relationship with the Two Main Political Parties in Britain". *Polis Journal*, Vol. 5, été 2011, p. 15.

⁴⁹⁴ Les choix proposés pour le plan d'action pour les cinq ans à venir étaient les suivants 1) rester indépendant, 2) remplacer le parti travailliste comme alternative aux Conservateurs, 3) travailler avec le parti travailliste pour battre les Conservateurs lors de prochaines élections législatives, 4) œuvrer pour empêcher le parti travailliste d'avoir une majorité absolue aux prochaines législatives 5) établir un accord avec le parti travailliste pour introduire une réforme électorale après les élections 6) prendre la tête d'un groupe anti-conservateur lors des prochaines élections 7) être prêts à se retirer dans les circonscriptions où les candidats travaillistes avaient de meilleures chances de battre les Conservateurs 8) attendre en retour la même chose des Travailleurs. "Letter from Gillian GUNNER to Paddy ASHDOWN, Mark PAYNE, Keith HOUSE and Graham ELSON, 29 May 1992". Archives de Paddy ASHDOWN, ASHDOWN 1/5, London School of Economics, Londres.

⁴⁹⁵ "Letter from Paddy ASHDOWN to Bill MacCORMACK and Gill GUNNER, 29 May 1992". Archives de Paddy ASHDOWN, ASHDOWN 1/5, London School of Economics, Londres.

l'organisation du congrès (*The Conference Committee*) retienne la motion édulcorée présentée par l'*ALDC*. Après des tractations de dernières minutes avec Tony Greaves, qui renonça à soutenir le mouvement de fronde initié par Liz Lynne⁴⁹⁶, le principe de coopération interpartis fut approuvé par 600 voix contre 300⁴⁹⁷.

Paddy Ashdown admettait avoir oublié que les travers propres au parti libéral pouvaient renaître⁴⁹⁸. C'était en fait sa nature fédérale qu'il avait oubliée. Le *leader* évoluait au sein d'un modèle d'organisation partisane de type stratarchique où la répartition du pouvoir reposait sur une interdépendance mutuelle entre le parti au centre et celui sur le terrain⁴⁹⁹. Il existait donc une forme d'autonomie mutuelle⁵⁰⁰. Cela pouvait être un levier puissant pour augmenter le processus démocratique et contenir toute dérive oligarchique venant du sommet.

Après trois mois de visites sur le terrain, Paddy Ashdown dut se rendre à l'évidence : il ne bénéficiait pas d'un soutien plein et entier de la base et des députés⁵⁰¹. Il avait misé sur ce qu'il appelait la « réalité objective » au sens marxiste du terme, autrement dit que la demande d'abandon du principe d'équidistance émanerait de la base⁵⁰². Néanmoins, il prit la décision d'officialiser cet abandon et de la faire entériner par le parti⁵⁰³. Le 25 mai 1995, le *Federal Executive Committee* annonça la fin officielle de la position d'équidistance entre les deux grands partis.

Dans la lettre qu'il envoya aux adhérents pour les convaincre de la pertinence de ce changement, Paddy Ashdown rappela que tout devrait être mis en œuvre pour éviter une nouvelle victoire conservatrice ; en cas de parlement sans majorité, les Conservateurs ne pourraient pas compter sur le soutien des Libéraux-démocrates⁵⁰⁴.

Cette motion fut acceptée lors du congrès d'automne à Glasgow sans engendrer de dissension. Alan Leaman y voit un signe de maturité de la part de tous les échelons du parti⁵⁰⁵ tandis que pour Dominic Leigh, l'adoption de cette motion s'était faite en douceur

⁴⁹⁶ Entretien avec Liz Lynne, Brighton Center, Brighton 18 septembre 2018, p. 277.

⁴⁹⁷ WALTER, David, *op. cit.*, 2003, p. 165.

⁴⁹⁸ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 14 septembre 1992, p. 193.

⁴⁹⁹ CROSS, William. "Understanding Power-Sharing within Political Parties : Stratarchy as Mutual Interdependence between the Party in the Centre and the Party on the Ground". *Government and Opposition*, 07 juillet 2016, p. 1-26.

⁵⁰⁰ MAIR, Peter. "Party Organizations : From Civil Society to the State" In KATZ, Richard S. et Peter MAIR. *How Parties Organize : Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*. Londres : Sage Publications, 1994, p. 17.

⁵⁰¹ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, *Ibid.*, entrée du 02 mars 1995, p. 307.

⁵⁰² YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, entrée du 13 septembre 1994, p. 432.

⁵⁰³ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 07 mars 1995, p. 307.

⁵⁰⁴ *Ibid.*, Annexe C "Letter Abandoning Equidistance", p. 595-597.

⁵⁰⁵ LEAMAN, Alan, *op. cit.*, 1998, p. 168.

car les adhérents avaient le sentiment que leur parti était maintenant plus proche des Travaillistes, après le virage opéré par Tony Blair pour occuper le centre⁵⁰⁶. C'étaient maintenant les Conservateurs qu'ils estimaient les plus éloignés de leur position (cf. infra). Avec le recul, Alan Leaman avance que c'était, à cette époque, la seule stratégie possible pour faire face à la déferlante Tony Blair⁵⁰⁷.

3. Un virage tactique risqué ?

Officialiser l'abandon de la position d'équidistance, même si elle n'avait été que de façade, pourrait avoir un coût électoral élevé. En effet, en défendant le principe de coopération avec les Travaillistes, les électeurs conservateurs déçus (*disaffected voters*) pourraient ne plus vouloir voter libéral-démocrate.

Giovanni Sartori soutient que dans un système partisan bipartite, occuper une position centrale sur un axe gauche-droite, même avec un poids numérique faible⁵⁰⁸, ne peut qu'être un atout en cas de parlement sans majorité. Aussi, en annonçant que le seul allié « naturel » des Libéraux-démocrates était le parti travailliste, Paddy Ashdown se fermait une porte en cas de formation d'une coalition. Andrew Russell et Edward Fieldhouse ne partagent pas cette analyse théorique ; ils préfèrent souligner la maturité stratégique et pragmatique de la décision prise par le dirigeant libéral-démocrate :

« En abandonnant l'équidistance, il se pourrait que les Libéraux-démocrates aient réduit leur potentiel de coalition (puisque'ils rejetaient la possibilité de former une coalition avec les Conservateurs), mais en divisant par deux leurs partenaires de coalition, les Libéraux-démocrates définissaient leur potentiel de façon réaliste pour une coalition avec le parti travailliste.⁵⁰⁹ »

⁵⁰⁶ LEIGH, Dominic, *op. cit.*, 2011, p. 8-9.

⁵⁰⁷ LEAMAN, Alan, *op. cit.*, 1998, p. 162.

⁵⁰⁸ SARTORI, Giovanni, *op. cit.*, 2011, p. 181.

⁵⁰⁹ "In abandoning equidistance, Liberal Democrats might have reduced their coalition potential (since they rejected the possibility of entering coalition with the Conservatives), but by halving their possible coalition partners, the Liberal Democrats were defining their realistic potential for coalition with Labour." In RUSSELL, Andrew et Edward FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2005, p. 78.

4. Des partenaires attentistes.

Les premiers rapprochements avec le parti travailliste ne furent pas concluants. Son nouveau dirigeant John Smith⁵¹⁰ jugeait l'idée d'une coopération plus formelle, sous forme de pactes ou d'alliances, rédhibitoire car une partie de l'opinion publique restait fermée à une telle éventualité⁵¹¹, tout comme son propre camp dont il ne fallait pas sous-estimer le sentiment de loyauté tribale. De plus, il réfutait l'idée qu'il y ait une congruence totale entre les programmes et l'idéologie de leurs deux formations comme sur l'utilité d'un salaire minimum et les relations patronat-ouvriers. Cependant, des accords locaux étaient officieusement acceptables. La position attentiste, adoptée par John Smith, contrecarrait la stratégie de Paddy Ashdown qui ne pouvait pas officiellement montrer aux électeurs qu'il existait une alliance naturelle entre son parti et les Travaillistes⁵¹².

L'arrivée inattendue de Tony Blair et sa volonté de moderniser son parti allaient singulièrement redessiner les contours du paysage politique britannique et par conséquent bouleverser la donne pour Paddy Ashdown.

⁵¹⁰ John Smith fut facilement élu *leader* du parti travailliste le 18 juillet 1992 avec 91% des suffrages face à Bryan Gould.

⁵¹¹ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 19 octobre 1992, p. 196-197.

⁵¹² YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, entrée du 08 juin 1993, p. 383.

B. Tony Blair, l'homme providentiel ?

Après le décès brutal de John Smith, le parti travailliste désigna Tony Blair comme nouveau chef de parti en juillet 1994⁵¹³. Tout comme la création du *SDP*, sa désignation était une « menace » pour le parti libéral-démocrate⁵¹⁴. Selon Paddy Ashdown, ce fut le moment le plus déprimant de son *leadership* car :

« À bien des égards, c'était ce que [l'élection de Tony Blair] je voulais voir se produire, mais à bien des égards je savais – et je l'affirme sans l'ombre d'un doute – qu'il allait occuper l'espace que j'avais conçu pour nous. La question qui se posait alors : bon sang comment pouvons-nous survivre, bon sang comment pouvons-nous surfer sur cette vague plutôt que la laisser nous submerger ?⁵¹⁵»

1. Une menace électorale bien réelle.

En modernisant son parti⁵¹⁶, Tony Blair le rendit avant tout « présentable » aux yeux des électeurs, si bien que des cadres du parti libéral-démocrate comme David Marquand, Roger Liddle, Andrew Adonis et John Dickie firent défection pour retourner dans leur parti d'origine. Alors que cette menace était mal évaluée par le parti dans son ensemble⁵¹⁷, Paddy Ashdown craignait que par le biais du *New Labour*, Tony Blair ne leur vole leur discours et ne séduise leur électorat plutôt centriste⁵¹⁸.

⁵¹³ Après avoir manœuvré rapidement avec l'aide de son ami Gordon Brown et de Robin Cook, Tony Blair se présenta pour remplacer John Smith. Il battit John Prescott et Margaret Beckett dans la course pour le *leadership*, s'assurant de confortables majorités dans chaque section du collège électoral.

⁵¹⁴ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 55.

⁵¹⁵ “*In many ways it was the thing [the election of Blair] the thing I wanted to happen, but in many ways I knew – and I say this without a doubt – that he was going to occupy the space that I was designing for us. So the question then was: how the hell do we survive, how the hell do we ride that wave rather than have it swamp us?*” In BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 7.

⁵¹⁶ FAUCHER-KING, Florence et Patrick LE GALÈS. *Tony Blair, 1997-2007 : Le bilan des réformes*. Paris : Presses de Sciences Pos, 2007, 185 p.

⁵¹⁷ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 19 septembre 1994, p. 282.

⁵¹⁸ *Ibid.*, entrée du 15 mai décembre 1994, p. 262.

Sous le *leadership* de Tony Blair, sur un axe idéologique gauche-droite, le parti travailliste accentua le déplacement vers le centre amorcé en 1992 et donc mordit sur la niche distinctive que les *Lib Dems* s'étaient taillée avec difficulté (cf. supra). Après un virage à gauche en 1983, puis un premier mouvement vers le centre en 1987 et en 1992, le *Labour* n'avait pas été en mesure d'éviter une quatrième défaite consécutive. Par conséquent, Tony Blair chercha à donner une image de parti de centre-droit : le *New Labour* ne rimait plus avec une intervention accrue de l'État, une hausse des impôts et un laxisme dans la gestion de la criminalité⁵¹⁹.

Michael Laver confirme cette « annexion » du centre par le *New Labour* de Tony Blair. Entre 1989 et 1997, le parti travailliste vira à droite en matière de politique économique tandis que les Conservateurs et les Libéraux-démocrates opéraient un virage à gauche en matière de fiscalité. Selon Michael Laver, il y eut un renversement significatif des positions des Libéraux-démocrates et des Travaillistes sur l'axe classique gauche-droite concernant les indicateurs économiques : le *New Labour* était maintenant le parti du centre et les Libéraux-Démocrates occupaient le centre-gauche sur les questions de politique économique. De la même manière, le *New Labour* procéda à un déplacement à droite sur les questions sociétales comme l'homosexualité, l'avortement et les politiques environnementales. Enfin, alors que le parti conservateur n'avait pas changé de position sur les questions de dévolution entre 1989 et 1997, le *New Labour* défendait davantage ce principe en 1997⁵²⁰.

Dans leur étude sur la corrélation entre la force électorale du parti libéral/libéral-démocrate et le degré de polarisation qui existe entre les deux grands partis, Jack H. Nagel et Christopher Wlezien étayaient l'intuition de Paddy Ashdown et l'analyse d'Anthony Downs. Lorsque les Conservateurs et les Travaillistes se déplacent sur la droite et la gauche pour des raisons qui leur sont propres, comme par exemple les convictions idéologiques de leurs *leaders* ou l'influence des militants, les Libéraux/Libéraux-démocrates occupent le centre laissé libre et prospèrent en attirant les électeurs modérés et mécontents. Plus cette polarisation est forte, plus le vote libéral/libéral-démocrate pourra

⁵¹⁹ BUTLER, David et Dennis KAVANAGH, *op. cit.*, 1997, p. 46-47.

⁵²⁰ LAVER, Michael. "Party Policy in Britain 1997 : Results from an Expert Survey". *Political Studies*, Vol. 46, No. 2, juin 1998, p. 339-340.

prosperer⁵²¹. Dans ce cas de figure, grâce à cette forte polarisation des positions respectives des Travaillistes et des Conservateurs entre 1974 et 1992, il y avait eu une progression constante, mais non linéaire, du vote libéral avec une pointe à 26% en 1983 au moment de l'Alliance. Cette progression se poursuivit jusqu'à ce que Tony Blair et Gordon Brown repositionnent le *Labour* au centre et remportent les législatives de 1997, de 2001 et de 2005. Les Travaillistes se situaient maintenant à droite des *Lib Dems*⁵²². Avec cette occupation du centre, la part du vote libéral-démocrate tomba à 17,8% lors des élections législatives de 1997.

Pour gérer cet empiètement sur la « niche » au centre que le chef de file des *Lib Dems* avait bien eu du mal à consolider pendant la première moitié de son *leadership*, la logique aurait voulu, selon le modèle d'Anthony Downs, que le parti se décale d'autant afin de maintenir le même degré de différence idéologique entre lui et le parti travailliste avant ce « rapprochement » et donc se positionne plus nettement au centre-droit. Pour contrer ce qu'il surnomma la « stratégie du coucou » (*the cuckoo strategy*)⁵²³, Paddy Ashdown accepta ce rapprochement idéologique avec le *New Labour* de Tony Blair, qui validait *a posteriori* sa décision d'abandonner la position d'équidistance. Il fallait tout de même continuer à se démarquer avec un ensemble de politiques radicales, notamment en matière d'éducation et de fiscalité.

2. Un partenaire trop ambitieux ?

Dès les premières étapes de la formalisation du rapprochement entre leurs deux formations, Paddy Ashdown ne fut jamais dupe de l'intérêt que Tony Blair portait à son parti⁵²⁴. Ce dernier considérait le parti de Paddy Ashdown comme une menace sérieuse dans un système partisan qui comportait deux grands partis et un parti et demi (*a two-and-half party system*). Le soutien traditionnel des syndicats et de la classe ouvrière ne suffisait

⁵²¹ Les deux chercheurs ont utilisé la base de données élaborée par le *Manifesto Research Group*. In NAGEL, Jack H. et Christopher WLEZIEN. "Centre-Party Strength and Major-Party Divergence in Britain, 1945-2005 ?". *British Journal of Political Science*, Vol. 40, No. 2, mars 2010, p. 279-324.

⁵²² Le parti travailliste accentua son déplacement vers le centre débuté dès 1992 : sur l'échelle gauche-droite, il se situait à moins 30,4 en 1992 pour être à plus 8,1 en 1997 alors qu'à la même date le parti conservateur était à plus 25,7. Pendant ce même laps de temps, le parti libéral-démocrate se situait à moins 22,1 en 1992 et à moins 5,9 en 1997. In NAGEL, Jack H. et Christopher WLEZIEN, *op. cit.*, 2010, p. 285 et p. 304.

⁵²³ ASDHOWN, Paddy, *op.cit.*, 2009, p. 278.

⁵²⁴ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 25 septembre 1994, p. 283.

plus pour remporter les élections, il fallait donc reconquérir une bonne partie de la classe moyenne qui s'était tournée vers le *SDP*, le parti libéral et le parti conservateur dans les années quatre-vingts⁵²⁵. Cela marquait une réelle inflexion avec la stratégie de ses prédécesseurs, Neil Kinnock et John Smith, qui jugeaient le vote libéral-démocrate structurellement faible, d'où leur opposition répétée à tout accord ou pacte⁵²⁶. C'est ce mécanisme causal qui pousse généralement les partis politiques à coopérer⁵²⁷. Il fallait empêcher une nouvelle victoire des Conservateurs et avoir un allié en cas de parlement sans majorité⁵²⁸. Un partenariat avec les *Lib Dems* était aussi pour Tony Blair un moyen de contrer son aile gauche, opposée à ses projets de modernisation⁵²⁹.

Tony Blair estimait que le système partisan actuel était irrationnel et contre-productif car il empêchait toute coopération autour d'objectifs communs⁵³⁰. Son intuition, nourrie par ses échanges avec son mentor Roy Jenkins, était qu'il fallait faire se rencontrer à nouveau les deux ailes de la social-démocratie, qu'il décrivait comme progressistes. Tony Blair rêvait d'être celui qui parviendrait à fédérer toutes ces forces. Alan Wager se demande si c'est la promesse d'un raz-de-marée travailliste-libéral-démocrate comme en 1906 ou une réelle envie d'œuvrer à un tel rapprochement qui séduisait le plus Tony Blair⁵³¹. En tout état de cause, il souligne qu'il fallait faire la différence entre un Tony Blair, pragmatique par essence, voulant mettre un terme à l'hégémonie conservatrice et un Roy Jenkins, plus intellectuel, qui souhaitait voir les forces progressistes renouer sur le plan idéologique⁵³².

En aspirant à générer une recomposition de l'échiquier politique au centre-gauche, Tony Blair partageait le même projet que Paddy Ashdown, qui réalisa qu'il y avait là un coup politique à jouer. Tony Blair pourrait être l'homme providentiel qui avait fait défaut à Jo Grimond, Jeremy Thorpe et à David Steel pour y parvenir⁵³³. Néanmoins, il fallait repenser le rôle que son parti pourrait jouer avec un parti travailliste qui n'était plus

⁵²⁵ BUTLER, David et Dennis KAVANGAH, *op. cit.*, 1997, p. 55.

⁵²⁶ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, entrée du 02 mai 1996, p. 480.

⁵²⁷ WAGER, Alan, "Friends with Benefits : A Temporal Comparison of Electoral Pact Negotiations in the British Context.", *British Politics*, Vol. 12, No. 1, avril 2017, p. 124.

⁵²⁸ *Ibid.*, p. 119.

⁵²⁹ BUTLER, David et Dennis KAVANAGH, *op. cit.*, 1997, p. 54.

⁵³⁰ BLAIR, Tony. *A Journey*. Londres : Arrow, 2011, p. 119.

⁵³¹ Le parti libéral remporta 397 sièges et le parti travailliste 29.

⁵³² WAGER, Alan, *op. cit.*, 2017, p. 125.

⁵³³ JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 158.

moribond⁵³⁴ : le *New Labour* de Tony Blair rendait caduque le projet de devenir l'unique force d'opposition aux Conservateurs⁵³⁵.

Si Tony Blair parvenait à fédérer toutes les forces progressistes, Paddy Ashdown craignait que son parti soit au mieux vu comme une annexe mineure du parti travailliste (*a small sub-branch of Labour*)⁵³⁶ au pire ne disparaisse à plus ou moins long terme, absorbé par le *New Labour*. Ce fut une crainte récurrente tout au long de ses échanges avec Tony Blair⁵³⁷. Aussi, le parti devait continuer à les attaquer afin d'afficher son indépendance et renforcer son poids aux Communes. Des deux partenaires, les *Lib Dems* étaient ceux qui avaient le plus à gagner et le plus à perdre au sein d'un tel partenariat quelle que soit sa forme. Paddy Ashdown était donc en passe d'être celui qui allait concrétiser le destin imaginé par Jo Grimond pour le parti libéral près de trois décennies plus tôt par le biais du « Projet »⁵³⁸.

C. Un « Projet » à géométrie variable.

Entre les deux *leaders* et leur garde rapprochée respective, les rencontres informelles et formelles se multiplièrent entre 1994 et 1997. Ces échanges furent surnommés « Le Projet » et ils furent émaillés de hauts et surtout de bas, en particulier quelques mois avant l'échéance électorale de 1997. Ces tractations se firent dans le secret afin de ne pas provoquer une rébellion qui aurait pu leur coûter leur poste⁵³⁹. On était bien loin de l'engagement pris par Paddy Ashdown de ne pas faire de politique politicienne :

« Les Libéraux-démocrates sont déterminés à promouvoir un nouveau style de politique dans le pays. Mais le changement doit venir des urnes, et non pas d'une pièce enfumée. Donc pas de pactes, pas d'accords, pas de fusions. Les Libéraux-

⁵³⁴ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 4.

⁵³⁵ WALTER, David, *op. cit.*, 2003, p. 171.

⁵³⁶ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, entrée du 01 août 1995, p. 455.

⁵³⁷ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 15 juin 1994, p. 324.

⁵³⁸ LEAMAN, Alan, *op. cit.*, 2010, p. 69.

⁵³⁹ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 04 septembre 1994, p. 277.

démocrates prônent une approche de la politique reposant davantage sur la coopération ...⁵⁴⁰ »

Paddy Ashdown prit toujours garde de ne pas utiliser les termes pactes, accords (*deals*) ou fusions parce qu'il connaissait le poids dommageable que ces expressions auraient sur les militants et l'électorat. Il préféra alors parler de « politique progressiste » (*progressive politics*) ou de coopération pour le bien de la nation ; cela semblait moins repoussant ou clivant pour des électeurs potentiels. Selon Alan Wager, cette difficulté à nommer les choses reflète les perceptions erronées que les élites ont du « modèle de Westminster » : elles ont tendance à exagérer les coûts électoraux associés à tout processus de coopération interpartis et à croire, comme Disraeli à son époque, que les électeurs n'aiment pas les coalitions⁵⁴¹. Ce sont ces croyances infondées qui freinent toute tentative de coopération interpartis : les électeurs n'associent pas nécessairement un scrutin à la proportionnelle ni avec un gouvernement minoritaire ni avec une situation mauvaise en soi⁵⁴². Cette pratique s'était développée depuis longtemps au niveau local dans les conseils sans majorité (*hung councils*) et on préférait parler d'« accord » (*agreement*)⁵⁴³.

1. Les finalités de cette coopération interpartis.

La première finalité de cette coopération entre les *Lib Dems* et le *Labour* était électorale : il fallait empêcher une cinquième victoire consécutive des Conservateurs. S'il y avait un parlement sans majorité, les deux partis s'associeraient pour exercer le pouvoir. À plus long terme, cela pourrait faire bouger les lignes de fond de la vie politique britannique et provoquer une recomposition.

Paddy Ashdown décrivit à Tony Blair le futur rôle que son parti devrait jouer de la manière suivante :

⁵⁴⁰ “*Liberal Democrats are determined to promote a new style of politics in this country. But change must come from the ballot box, not from the smoke-filled room. So no pacts, no deals, no mergers. Liberal Democrats stand for a more co-operation approach to politics ...*” In ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, p. 596-597.

⁵⁴¹ WAGER, Alan, *op. cit.*, 2017, p. 116.

⁵⁴² WEIR, Stuart. “Waiting for Change : Public Opinion and Electoral Reform”. *The Political Quarterly*, Vol. 63, No. 2, avril 1992, p. 214-215.

⁵⁴³ LEACH, Steve et Chris GAME. *Hung Authorities, Elected Mayors and Cabinet Government : Political Behaviour under Proportional Representation*. York : The Joseph Rowntree Foundation, 2000, p. 24-25.

« Eh bien, dans le prochain gouvernement nous devons avoir un rôle, peu importe le côté où nous siégeons. Ce rôle doit être celui qui ne peut être rempli que par nous. Nous serons la force qui vous oblige à tenir vos promesses, là où nous sommes d'accord, et qui vous empêche de nuire au pays, là où nous sommes en désaccord⁵⁴⁴. »

Par conséquent, tout partenariat avec le parti travailliste aurait une visée gouvernementale de façon directe ou indirecte afin de permettre l'adoption de projets de loi d'inspiration libérale comme par exemple la réforme constitutionnelle. Ainsi, le parti libéral-démocrate pourrait apporter son soutien au programme en matière de santé tout en jouant un rôle de censeur sur les politiques fiscales.

2. Différents degrés de coopération.

Une fois arrêté le principe qu'ils auraient tout à gagner à travailler ensemble pour empêcher une nouvelle victoire des Conservateurs et à garder le pouvoir pendant deux mandats, la question qui domina les échanges entre Tony Blair et Paddy Ashdown fut la forme que prendrait cette coopération. Entre 1994 et 1997, les deux chefs de parti imaginèrent différentes moutures pour en retenir trois, avec des avantages et des désavantages contradictoires selon les attentes des deux formations.

⁵⁴⁴ “Well, in the next government we must have a role, whichever side we sit on. That role must be one that can be filled only by us. We shall be the force that keeps you to your promises, where we agree, and prevents you from doing damage to the country, where we don't.” In ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 03 mai 1995, p. 312.

a) Un partenariat souple.

Dans ce premier scénario, les *Lib Dems* resteraient sur les bancs de l'opposition et apporteraient leur soutien au gouvernement travailliste au cas par cas⁵⁴⁵. Il s'agirait d'une coopération *ad hoc* large, qui pourrait être remise en cause si Tony Blair ne s'engageait pas clairement en faveur de l'adoption d'un scrutin à la proportionnelle. C'était cette option qui avait les faveurs de David Steel : ce n'était pas sans rappeler à, certains égards, ce qu'avait été le « Pacte libéral-travailliste » de 1977 sous son *leadership* (cf. Partie I).

Le premier désavantage lié à ce type de partenariat était l'absence de structures contraignantes : Tony Blair pourrait se tourner vers les partis nationalistes pour bâtir des majorités au parlement suivant les textes de lois. De plus, l'électorat ne verrait pas la valeur instrumentale de ce partenariat, à savoir favoriser l'adoption de politiques d'inspiration libérale, et ne retiendrait que sa valeur intrinsèque c'est-à-dire exercer le pouvoir par tous les moyens⁵⁴⁶. Paddy Ashdown se défendit souvent d'avoir initié le « 'Projet » pour obtenir un maroquin dans le gouvernement de Tony Blair, mais il ne parvint jamais à convaincre ni son parti ni la presse. Liz Lynne ne lui laisse pas le bénéfice du doute sur ce point : ce rapprochement avec les Travaillistes avait été uniquement guidé par le goût du pouvoir⁵⁴⁷.

b) Un programme commun.

Dans ce second scénario, il s'agissait de créer un sentiment d'attente auprès du public et des médias en proposant un programme commun comportant uniquement des grandes lignes. Les Libéraux-démocrates pourraient siéger sur les bancs de l'opposition ou entrer au gouvernement. Un programme plus complet pourrait être envisagé par la suite. L'avantage de ce type de partenariat pour le parti libéral-démocrate est qu'il ferait campagne seul et pourrait ainsi sauvegarder son indépendance.

⁵⁴⁵ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 12 octobre 1994, p. 287.

⁵⁴⁶ BUDGE, Ian et Michael LAVER. "Office-Seeking and Policy-Pursuit in Coalition Theory". *Legislative Studies Quarterly*, Vol. 11, No. 4, 1986, p. 490.

⁵⁴⁷ Entretien avec Liz Lynne, 15 septembre 2018, Brighton Centre, Brighton, p. 277.

c) Une coalition pré-électorale.

Dans le dernier scénario, ce partenariat serait complet et ouvert (*a full open partnership*)⁵⁴⁸ : les deux partis devraient dévoiler un programme commun avant la tenue des élections et se préparer à une coalition une fois les résultats connus, que les Travailleurs aient la majorité à Westminster ou non. Au sein de cette coalition, les deux camps mettraient en œuvre une politique progressiste⁵⁴⁹. Tony Blair se montra plus hésitant sur ce partenariat total, estimant que c'était un grand pas à sauter, sans pour autant y être totalement opposé.

On aurait été alors en présence d'une coalition pré-électorale ou coalition proto-gouvernementale, sur le modèle de ce qui s'était passé pendant l'Alliance⁵⁵⁰. Son objectif serait de maximiser le nombre de suffrages et donc le nombre de sièges au parlement⁵⁵¹. Elle pourrait prendre différentes formes : des manifestes électoraux communs, le retrait d'un des futurs partenaires dans des circonscriptions ou des consignes de vote⁵⁵². Les partis concernés devraient se mettre d'accord sur une stratégie électorale conjointe et surtout la distribution des postes ministériels (*office benefits*).

Pour Paddy Ashdown, il s'agissait de comparer l'avantage électoral qu'il pourrait tirer à faire campagne seul ou sous la même bannière que le *New Labour*⁵⁵³. Le premier frein fut pragmatique. Comme lors de l'expérience de l'Alliance, rien ne disait, qu'à plus ou moins long terme, son parti ne serait pas absorbé par le *New Labour* à l'issue d'une fusion. Il était évident que les deux partenaires n'auraient pas le même poids : c'est le parti libéral-démocrate qui se retrouverait dans la position du *SDP* cette fois-ci. Par ailleurs, il opposa un refus ferme à Tony Blair, fin 1995, quand ce dernier lui proposa une répartition

⁵⁴⁸ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 16 octobre 1995, p. 345.

⁵⁴⁹ *Ibid.*, entrée du 12 octobre 1994, p. 287.

⁵⁵⁰ NADENICHEK GOLDER, Sona. "Pre-Electoral Coalition Formation in Parliamentary Democracies". *British Journal of Political Science*, Vol. 36, No. 2, 2006, p. 195-196.

⁵⁵¹ Certains chercheurs comme Kaare Strøm et Michael Laver soutiennent que le type de scrutin joue un grand rôle dans la formation des coalitions pré-électorales car selon eux plus le système électoral est disproportionnel, plus les incitations (*incentives*) à former des alliances pré-électorales sont importantes. In STRØM, Kaare, BUDGE, Ian et Michael J. LAVER. "Constraints on Cabinet Formation in Parliamentary Democracies". *American Journal of Political Science*, Vol. 38, No. 2, mai 1994, p. 316. À l'inverse, dans son étude sur les coalitions pré-électorales dans 20 pays industrialisés démocratiques entre 1946 et 1998, Sona Nadenichek Golder minore l'importance à accorder au type de scrutin électoral dans la conclusion ou non de coalitions pré-électorales. In NADENICHEK GOLDER, Sona, *op. cit.*, 2006, p. 211.

⁵⁵² POWELL, G. Bingham. *Elections as Instruments of Democracy : Majoritarian and Proportional Visions*. New Haven & Londres : Yale University Press, 2000, p. 247.

⁵⁵³ NADENICHEK GOLDER, Sona, *op. cit.*, 2006, p. 196-197.

des sièges que leur parti respectif tenterait de gagner⁵⁵⁴. La question de la sélection conjointe des candidats avait été une grande source de tensions au moment de l'Alliance.

Le deuxième frein fut d'ordre idéologique. Même s'il existait de nombreux points de convergence, il restait encore des points de divergence en matière fiscale et constitutionnelle. Paddy Ashdown ne souhaitait pas répéter les erreurs commises lors de l'Alliance lorsque les deux partenaires n'avaient pas pu se mettre d'accord sur la question de la force de dissuasion nucléaire⁵⁵⁵.

Enfin, pour le *leader* fort qu'il était, l'idée d'une direction bicéphale, comme cela avait été le cas pour les « Deux David » (David Steel et David Owen), était rédhibitoire ; coopérer ne voulait pas dire une gestion commune de son parti avec Tony Blair.

Malgré ces désavantages, c'est ce modèle de coopération que Paddy Ashdown privilégia quand il réalisa que la percée des Travailleurs serait plus importante que prévu et que cela mettrait en péril la survie de son parti. David Steel partageait ce point de vue : pour assurer la survie des *Lib Dems*, il faudrait établir un programme commun avant les législatives. Il n'était pas convaincu, contrairement à Paddy Ashdown, que Tony Blair respecterait sa parole de s'engager dans un processus de coopération avec les Libéraux-démocrates s'il avait la majorité aux Communes⁵⁵⁶.

3. La réforme électorale, un « conflit d'intérêt » insoluble.

Les convergences programmatiques et idéologiques entre les *Lib Dems* et le *New Labour* auraient dû permettre de limiter les zones de « conflits d'intérêt » - au sens où l'entend Robert Axelrod⁵⁵⁷ - et donc de faciliter la concrétisation du partenariat. Cependant, dès le début des échanges, la question du scrutin à la proportionnelle à Westminster posait problème. C'était la condition *sine qua non* à toute coopération interpartis pour le *leader* libéral-démocrate même s'il était prêt à faire des concessions en

⁵⁵⁴ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, entrée du 12 novembre 1995, p. 359.

⁵⁵⁵ *Ibid.*, entrée du 6 novembre 1995, p. 352.

⁵⁵⁶ *Ibid.*, entrée du 16 octobre 1995, p. 344-345.

⁵⁵⁷ Robert Axelrod part du principe que moins une coalition a de « conflits d'intérêt », plus elle a de chances de se former. Le « conflit d'intérêt » correspond à la variation de la distribution des partis politiques sur un axe idéologique unidimensionnel. Cela débouche sur ce que l'auteur appelle des coalitions minimales connectées gagnantes (*minimal connected winning coalitions*). In AXELROD, Robert. *Conflict of Interest : A Theory of Divergent Goals with Application to Politics*. Chicago : Markham Publishing Co, 1970, 216 p.

acceptant le système AV+ (*Alternative Vote plus*) pour l'Écosse et le scrutin unique transférable STV (*Single Transferable Vote*) pour le reste du Royaume-Uni⁵⁵⁸.

C'était avant tout le moyen de garantir la pérennité de sa propre formation politique et d'éviter un « suicide politique »⁵⁵⁹. Paddy Ashdown craignait plus que tout ce qu'il appelait la loi d'airain (*the iron law*) de la vie politique britannique : une chute des Conservateurs avantageait les Libéraux-Démocrates alors que c'était l'inverse quand les Travailleurs s'effondraient. Cet effet mécanique serait amplifié si les deux partis coopéraient : lorsque le gouvernement Blair commencerait à devenir impopulaire, le camp travailliste serait suffisamment solide pour absorber le choc lors des prochaines législatives ; *a contrario*, son propre camp pourrait être décimé et payé un lourd tribut pour lui avoir apporté son soutien.

Même si Tony Blair défendait l'adoption d'un scrutin à la proportionnelle pour les élections européennes et les assemblées dévolues au pays de Galles et en Écosse, il n'était pas prêt à envisager ce type de scrutin pour Westminster et les autorités locales. En gage de bonne volonté, il pourrait envisager l'organisation d'un référendum pour Westminster. Le *leader* travailliste avait des réserves d'un point de vue pragmatique : en effet, les sièges gagnés par les Libéraux-démocrates se feraient aussi aux dépens de son parti et l'opinion publique n'était pas demandeuse d'une telle réforme⁵⁶⁰. Stuart Weir soutient le contraire, et paradoxalement cette demande de réforme était plus marquée dans l'électorat travailliste que dans celui des *Lib Dems*⁵⁶¹.

4. Le « Projet » de Paddy Ashdown.

Par commodité, la plupart des théories sur la formation des coalitions préfèrent analyser les partis comme des acteurs unitaires, et elles laissent de côté la dimension intrapartisane (*intraparty politics*)⁵⁶². Décider de prendre en compte cet aspect implique de regarder si le *leader*, en charge des négociations, a cherché à informer son parti ou non, et quand il a obtenu son accord.

⁵⁵⁸ Pour une présentation détaillée des différents modes de scrutin, on pourra se reporter à l'Annexe 1 p. 258.

⁵⁵⁹ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 01 août 1995, p. 336.

⁵⁶⁰ MANDELSON, Peter et Roger LIDDLE. *The Blair Revolution : Can New Labour Deliver?* Londres & Boston : Faber and Faber, 1996, p. 207-210.

⁵⁶¹ WEIR, Stuart, *op. cit.*, 1992, p. 220-221.

⁵⁶² BÄCK, Hanna, *op. cit.*, 2005, p. 4.

a) Un *leader* assumant ses prérogatives.

Pour faire taire de possibles critiques, Paddy Ashdown veilla à que ce rapprochement apparaisse comme dicté par des mesures politiques (*issue-driven*), comme par exemple la justice sociale, l'Europe et la lutte contre le chômage de longue durée, et non pas des visées électoralistes. Il fallait veiller à ne pas donner l'impression que le « Projet » était né de la seule volonté de deux dirigeants (*leader-driven*) alors qu'en privé, il n'eut de cesse de répéter que le « Projet » serait l'œuvre de son homologue travailliste et de lui-même et que les *leaders*, parfois, devaient forcer leur parti à aller là où il ne le souhaite pas⁵⁶³.

Néanmoins, toutes ces précautions ne suffirent pas à faire taire les critiques dans son propre camp. Le plus grand reproche fut que ces tractations eurent lieu dans la clandestinité et que seul un petit groupe de fidèles fut mis dans la confidence. Dès le tout début de ses échanges avec Tony Blair, Paddy Ashdown avait créé le « Jo Group », un groupe de pilotage, dont la fonction était de le conseiller sur sa stratégie de coopération. Il comprenait sa garde rapprochée Tom MacNally, Alan Leaman, Nick South, Richard Holme et Jo Philipps qui donna son nom au groupe. Par la suite, cet organe fut élargi à une dizaine de personnes.

Paddy Ashdown a toujours assumé d'avoir « conspiré » avec Tony Blair pour faire perdre les Conservateurs aux législatives de 1997. L'abandon du principe d'équidistance et son corollaire la coopération avec les Travaillistes, faisaient partir de sa sphère d'attributions⁵⁶⁴. Il estimait qu'il n'avait pas trompé son parti car il avait obtenu son aval lors des congrès (cf. supra). De plus, en mettant dans la confidence un petit groupe de personnes, parmi lesquelles le chef de file des députés (*the Chief Whip*) et le Président du parti, en quelque sorte l'interface naturelle entre lui et les adhérents, il n'avait pas œuvré en sous-main puisque le parti parlementaire et les adhérents avaient été représentés lors du processus de décision. Enfin, si ces tractations avaient débouché sur quelque chose de formel, il en aurait informé tout le parti. La réalité est différente : le groupe de pilotage n'eut qu'un rôle consultatif et symbolique et n'eut jamais accès à toutes les informations.

⁵⁶³ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 06 janvier 1997, p. 502.

⁵⁶⁴ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 10.

Tout au long des différentes phases des tractations, son rôle se limita à enjoindre le *leader* à la prudence et à défendre la stratégie du donnant-donnant⁵⁶⁵.

Les critiques sur un manque de transparence se firent plus nombreuses : dans un signe d'apparente bonne volonté, Paddy Ashdown proposa que les négociations autour du « Projet » ne soient plus bilatérales. C'est dans cette optique que la Commission Cook/Maclennan fut créée en octobre 1995 afin d'avancer sur les travaux de la réforme constitutionnelle. Ce groupe de travail comprenait cinq membres de chaque parti et six observateurs dont Robin Cook et Jack Straw pour les Travailleurs et Robert Maclennan et Jim Wallace pour les Libéraux-démocrates. Cela déboucha en mars 1997 sur l'Accord Cook/Maclennan (*The Cook-Maclennan Agreement*), approuvé à l'unanimité par le *Federal Policy Committee*, le parti parlementaire et le *Federal Executive*. Il y avait accord pour inscrire la Convention Européenne sur les Droits de l'Homme dans la constitution britannique, utiliser un scrutin à la proportionnelle pour les élections européennes, instaurer une commission sur la réforme du mode de scrutin à Westminster et enfin réformer la Chambre des Lords⁵⁶⁶.

b) Un *leader* populaire.

Paddy Ashdown rencontra peu de résistance avant 1998 : il avait veillé à s'assurer le soutien de la base. En effet, il joua la carte du *leader* ayant un bon bilan et cherchant à générer le consensus (*a consensus-building leader*). Il se rendit souvent dans les sections locales et coopéra avec le *FEC*. Les militants le percevaient comme quelqu'un de populaire dans le pays et surtout de courageux puisqu'il n'hésitait pas à défendre les causes qui leur tenaient à cœur à chacune de ses interventions. Paddy Ashdown aimait à répéter qu'il développa son *leadership* à la manière d'un chef de tribu africain qui accumule suffisamment de bétail dans un corral avant d'en sacrifier une partie pour réaliser ses objectifs⁵⁶⁷.

⁵⁶⁵ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 07 novembre 1996, p. 473.

⁵⁶⁶ WALTER, David, *op. cit.*, 2003, p. 174.

⁵⁶⁷ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 13.

Lorsque l'opposition au « Projet » se fit plus forte, Paddy Ashdown ne manqua jamais de mobiliser cette réserve de soutien⁵⁶⁸. À ceux qui l'accusaient d'avoir perdu le contact avec le parti, il répondait que c'était quelque chose qui arrivait à tout *leader* et que lui aussi ne dérogeait pas à la règle⁵⁶⁹.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il y a une forte corrélation entre un fonctionnement oligarchique⁵⁷⁰ et le mode de désignation du chef de parti par un grand nombre d'électeurs (*the selectorate*)⁵⁷¹. En effet, le *leader* tire sa légitimité des militants qui l'ont élu, ce qui renforce ses tendances oligarchiques. Il estime que c'est à eux en priorité qu'il doit rendre des comptes ; il le leur rappellera quand il sera en difficulté. David Steel, en son temps, avait instrumentalisé les militants de la même manière lors du *Lib-Lab Pact* entre 1977 et 1978.

⁵⁶⁸ WALTER, David, *op. cit.*, 2003, p. 172.

⁵⁶⁹ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 13.

⁵⁷⁰ MICHELS, Robert, *op. cit.*, 2006, p. 30-31.

⁵⁷¹ SCHUMACHER, Gijs et Nathalie GIGER. "Who Leads the Party ? On Membership Size, Selectorates and Oligarchy". *Political Studies*, Vol. 65, No. 1, avril 2017, p. 176.

III. L'échec du « Projet ».

A. Les élections législatives de 1997.

1. Une campagne plus professionnelle.

L'image des Libéraux-démocrates auprès de l'électorat avait été fortement dépoluée grâce au plus grand professionnalisme des conseillers locaux sur le terrain ; ils n'étaient plus perçus comme des gentils barbus en sandales⁵⁷² (*the beards and sandals party*) comme dans les années soixante-dix. Paddy Ashdown se défendait d'être responsable de cette métamorphose⁵⁷³. Cependant, il reconnaissait, qu'à l'image de son parcours personnel, les succès à l'échelon local avaient permis d'avoir des députés plus rompus aux rouages de l'exercice du pouvoir et donc capables de dépasser les questions locales pour gagner en stature nationale. Selon lui, cela n'avait pas été le cas en 1983 quand les députés libéraux avaient été trop peu ambitieux parce qu'ils avaient été trop focalisés sur la dimension locale⁵⁷⁴. La pratique de la « politique de proximité » avait, certes, permis d'assurer la survie du parti mais elle l'avait empêché d'afficher plus d'ambitions nationales. Andrew Russell et Edward Fieldhouse ne partageaient pas cette analyse : les deux chercheurs rappellent qu'une image de dynamisme à l'échelon local avait été un avantage pour le parti au niveau national. La strate locale et un *leader* fort, qui décidait de l'identité du parti et de sa stratégie de manière verticale (*a top-down approach*), pouvaient coexister et travailler ensemble⁵⁷⁵.

Il y eut alors un plus grand recours aux sondages afin de cerner les attentes de l'électorat⁵⁷⁶. Sous la direction de Chris Rennard, sur le modèle de ce qui se passait dans les deux grands partis, la tendance à se concentrer sur les sièges clefs (*target seats*)

⁵⁷² L'image d'Épinal de « barbus en sandales » est toujours utilisée dans les médias pour parler du parti malgré sa professionnalisation croissante. Ce dernier a préféré tourner cette image en dérision et s'en servir comme motif pour les cartes d'adhérent. Tout nouveau membre du parti peut choisir ce qu'il veut voir figurer sur sa carte de membre : ce peut être un ancien *leader* du parti comme W. E. Gladstone, P. Ashdown, C. Kennedy ou N. Clegg ou son logo l'oiseau de la liberté.

⁵⁷³ DUTTON, David, *op. cit.*, 2013, p. 253.

⁵⁷⁴ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 6.

⁵⁷⁵ RUSSELL, Andrew et Ed. A. FIELDHOUSE, *op. cit.*, p. 87.

⁵⁷⁶ GRENDER, Olly et Kate PARMINTER, *op. cit.*, 2007, p. 111.

s'accéléra ; en 1995, il parvint à convaincre le parti d'investir un million de livres sterling supplémentaires dans ces circonscriptions⁵⁷⁷. Mais cette manne financière se méritait : les candidats et les militants devaient distribuer un certain nombre de journaux du parti, contacter un pourcentage fixé d'électeurs et assister à des formations les week-ends. Sur les 30 agents électoraux à plein temps, 29 étaient mobilisés dans ces circonscriptions où les chances de gagner étaient les plus fortes⁵⁷⁸. Dès janvier 1997, de nombreuses sessions furent organisées à destination du parti parlementaire pour qu'il maîtrise les thèmes clefs à mobiliser lors des interviews télé, comme par exemple la nécessité de dépenser plus en matière d'éducation et de santé, l'organisation de référendums sur l'Europe et les questions constitutionnelles⁵⁷⁹. Le parti libéral-démocrate poursuivait donc sa professionnalisation, amorcée lors du partenariat avec le *SDP*, en faisant appel à des spécialistes de la politique⁵⁸⁰.

Nous avons déjà évoqué la convergence vers le centre opérée par le *New Labour* pour maximiser son nombre de suffrages⁵⁸¹. Au final, cette annexion de la « niche » du parti par le *New Labour* semble avoir été un bien pour un mal si l'on en croit Andrew Russell et Edward Fieldhouse. Il fallait maintenant capitaliser sur les électeurs mécontents des deux grands partis. En effet, en se trouvant contraint d'abandonner son image de parti dans l'entre-deux (*a middle-ground party*) à cause du consensus qui existait entre les Travailleurs et les Conservateurs, les *Lib Dems* proposèrent un programme plus radical autour de leurs valeurs clefs (*core values*) comme l'éducation, la santé, l'intégration européenne et l'environnement. Paddy Ashdown chercha alors à exploiter un vide sur le centre-gauche en matière de politique économique et à démontrer que les Travailleurs seuls ne pourraient apporter les changements que les électeurs attendaient⁵⁸². Ces changements seraient obtenus en envoyant suffisamment de députés libéraux-démocrates aux Communes.

⁵⁷⁷ MEMBERY, York. "The Changing Face of Election Campaigning". *Journal of Liberal History*, No. 95, été 2017, p. 25.

⁵⁷⁸ BUTLER, David et Dennis KAVANGAH, *op. cit.*, 1997, p. 69.

⁵⁷⁹ GRENDER, Olly et Kate PARMINTER, *op. cit.*, p. 112.

⁵⁸⁰ WEBB, Paul D. "Party Organizational Change in Britain : The Iron Law of Centralization ?" In KATZ, Richard S. et Peter MAIR. *How Parties Organize : Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*. Londres : Sage Publications, 1994, p. 126.

⁵⁸¹ DOWNS, Anthony, *op. cit.*, 2013, p. 139-147.

⁵⁸² BUTLER, David et Dennis KAVANGAH, *op. cit.*, 1997, p. 99-100.

2. De bons résultats.

Le premier mai 1997, les Travaillistes remportèrent les législatives avec une majorité de 177 députés. Le parti libéral-démocrate recueillit 16,8% des suffrages contre 18,3% en 1992, soit son second plus mauvais résultat électoral depuis les législatives de 1974, mais paradoxalement, ce fut le meilleur résultat pour ce tiers parti depuis 1929 car il passa de 20 à 46 sièges à Westminster.

Ces bons résultats, tout d'abord, pouvaient s'expliquer par une stratégie électorale plus ciblée : la part du vote libéral-démocrate augmenta de 4% dans les circonscriptions qui eurent plus de moyens humains et financiers. Les *Lib Dems* bénéficièrent aussi d'un vote tactique anti-conservateur. Par vote tactique, on entend le choix que fait un électeur de ne pas donner sa voix au parti vers lequel il se tournerait naturellement car il estime que ses chances de remporter l'élection sont très faibles. Ce dernier va donc se tourner vers le candidat arrivé deuxième afin de battre le candidat sortant. En 1997, faire le choix d'un vote tactique pour les électeurs travaillistes et libéraux-démocrates impliquait de faire battre le candidat conservateur. Selon les estimations, le parti conservateur aurait perdu entre 24 et 35 sièges⁵⁸³. Sans cette stratégie couplée à de bons résultats locaux, les *Lib Dems* n'auraient remporté que 28 sièges⁵⁸⁴. Cependant, ce vote tactique anti-conservateur bénéficia davantage aux Travaillistes⁵⁸⁵.

Ces bons résultats peuvent aussi être portés au crédit de la stratégie de Paddy Ashdown : l'abandon de la position d'équidistance permit de projeter une image plus distincte dans l'opinion publique⁵⁸⁶. Les *Lib Dems* n'étaient plus la formation qui accueillait les électeurs mécontents des deux grands partis. En 1997, l'électorat avait noté la convergence idéologique qui existait entre les deux grands partis d'opposition, et il avait dû arbitrer entre les Conservateurs et l'un des deux⁵⁸⁷. Cependant, le *leader* n'était pas parvenu à convaincre ces mêmes électeurs qu'il n'était pas une nouvelle version du *New*

⁵⁸³ EVANS, Geoffrey, CURTICE, John et Pippa NORRIS. "New Labour, New Tactical Voting ? The Cause and Consequences of Tactical Voting in the 1997 British General Election". *Journal of Elections, Public Opinion, and Parties*, Vol. 8, No. 1, 1998, p. 67 et p. 69-70.

⁵⁸⁴ DUTTON, David, *op. cit.*, 2013, p. 285.

⁵⁸⁵ EVANS, Geoffrey, CURTICE, John et Pippa NORRIS *op. cit.*, 1998, p. 69.

⁵⁸⁶ RUSSELL, Andrew et Ed. A. FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2000, p. 89-90.

⁵⁸⁷ Les deux chercheurs montrent que de nombreux électeurs se sentaient proches du parti libéral-démocrate. Les électeurs conservateurs commençaient à ne plus le percevoir comme un parti ennemi car allié naturel des Travaillistes ; en revanche, les sympathisants travaillistes étaient encore nombreux à les voir comme leur allié naturel contre les Conservateurs. In RUSSELL, Andrew et Ed. A. FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2000, p. 72 et p. 90.

Labour de Tony Blair⁵⁸⁸. Près de 60% d'entre eux percevaient le parti comme plus proche du *Labour*. Si leur programme politique pouvait apparaître plus radical, les Libéraux-démocrates souffraient encore d'un déficit de crédibilité sur le plan électoral⁵⁸⁹.

3. Un « Projet » devenu caduque.

Après la victoire écrasante des Travailleurs, la participation des *Lib Dems* à une coalition de centre-gauche n'était plus nécessaire pour obtenir la majorité à Westminster. Pour Paddy Ashdown, cela n'aurait plus de sens si son parti joignait ses forces à celles du *New Labour*. Cependant, une « situation majoritaire » dans la chambre basse du parlement n'exclut pas *de facto* une coalition avec un autre parti, même si cela est plus rare⁵⁹⁰. Roy Jenkins ne partageait pas la vision défaitiste de Paddy Ashdown : c'est justement cette victoire importante qui rendait le principe de collaborer avec les Travailleurs plus facile, à la condition de s'engager dans une coopération totale (*full cooperation*) et avec au moins une proposition de deux postes ministériels. Mais avec la majorité écrasante que le parti travailliste avait aux Communes, le camp libéral-démocrate était conscient que son pouvoir de tractation⁵⁹¹ était nul et qu'il ne pourrait logiquement pas exiger beaucoup en échange de son soutien.

L'idée reçue aujourd'hui est que le raz-de-marée travailliste porta un coup fatal au « Projet ». Il faut plutôt chercher une explication du côté des *leaders* : avec le recul, Paddy Ashdown estima que ce fut une erreur de ne pas former une coalition avec les Travailleurs malgré leur victoire écrasante⁵⁹² tandis que Tony Blair expliqua que son homologue n'avait pas été assez audacieux⁵⁹³. Dès le lendemain de sa victoire, malgré sa large majorité au parlement, Tony Blair avait contacté Paddy Ashdown pour lui dire qu'il était toujours disposé à collaborer. Il lui proposa un cadre pour une coopération (*a framework for cooperation*) entre leurs deux partis, sous la forme d'un ou plusieurs comités ministériels s'appuyant sur l'accord Cook-Maclennan de mars 1997 (cf. supra) et de deux postes

⁵⁸⁸ RUSSELL, Andrew et Ed. A. FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2000, p. 89-92.

⁵⁸⁹ RUSSELL, Andrew et Edward FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2005, p. 12.

⁵⁹⁰ TAYLOR, Michael et Michael LAVER. "Government Coalitions in Western Europe". *European Journal of Political Research*, Vol. 1, No. 3, 1973, p. 213.

⁵⁹¹ STRØM, Kaare et Wolfgang C., MÜLLER, *op. cit.*, 1999, p. 6.

⁵⁹² BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 9.

⁵⁹³ CAMPBELL, Alistair. *The Blair Years : Extracts from the Alistair Campbell Diaries*. Londres : Arrow Books, 2008, entrée du 01 mai 1997, p. 184.

ministériels pour Menzies Campbell et Paddy Ashdown. Tony Blair avait toujours en tête à plus long terme de corriger le schisme. Un des moyens d'y parvenir pourrait être la fusion des deux partis grâce à ce processus de coopération interpartis⁵⁹⁴. Pour Paddy Ashdown, la finalité première de ce partenariat était l'obtention d'un scrutin à la proportionnelle à Westminster afin d'assurer la pérennité de son propre parti.

Même s'il ne voulait pas entendre parler de fusion décidée par les *leaders* à cette date, Paddy Ashdown n'y était pas totalement opposé : si fusion il y avait, elle devrait se faire de façon naturelle (*organic fusion*) d'ici une dizaine d'années⁵⁹⁵.

En dépit de cette ambiguïté sur l'objectif final de cette coopération entre les deux formations, Andrew Russell et Edward Fieldhouse estiment que cette proposition du futur Premier ministre, qui n'était pas tenu de le faire pour des raisons arithmétiques, représenta le point culminant du potentiel du « Projet » (*the apex of the Project's potential*)⁵⁹⁶. Tony Blair retira, par la suite, son offre d'inclure des Libéraux-démocrates dans son gouvernement puisque l'ampleur de sa victoire ne le justifiait pas et son propre camp n'y était pas franchement favorable⁵⁹⁷.

4. Quel rôle jouer ?

a) Une opposition «constructive».

À Westminster, le parti se voyait imposer, d'une certaine manière, un choix binaire en raison du peu de poids qu'il avait et des procédures propres à la Chambre des Communes : il allait voter soit avec le gouvernement, soit contre⁵⁹⁸. Immanquablement, cela pourrait conduire à des lectures simplistes puisqu'un vote avec les Conservateurs n'impliquerait pas nécessairement que les députés libéraux-démocrates soient d'accord avec eux.

⁵⁹⁴ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 02 mai 1997, p. 560.

⁵⁹⁵ CAMPBELL, Alistair, *op. cit.*, 2008, entrée du 08 mai 1997, p. 201.

⁵⁹⁶ RUSSELL, Andrew et Edward FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2005, p. 41.

⁵⁹⁷ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, p. 9.

⁵⁹⁸ COWLEY, Philip et Mark STUART. "From Labour Love-in to Bona Fide Party of Opposition". *Journal of Liberal History*, No. 43, été 2004, p. 18.

Paddy Ashdown annonça que les *Lib Dems* ne pratiqueraient ni une opposition antagoniste (*adversarial opposition*) ni une forme d'opposition reposant sur la confrontation (*opposition by confrontation*)⁵⁹⁹, mais une opposition constructive (*constructive opposition*) basée sur la conciliation, comme l'avait fait Stanley Baldwin lors de la victoire des Travailleurs de Ramsay MacDonald en 1924. Chaque fois qu'un projet de loi serait en accord avec les principes du parti, les députés soutiendraient le gouvernement en soumettant des amendements pour y apporter des améliorations⁶⁰⁰. Le *leader* conservateur William Hague estimait que Paddy Ashdown, en ayant choisi cette option, avait neutralisé toute velléité d'opposition chez ses députés et en avait fait des clones du parti travailliste⁶⁰¹. La réalité en interne fut bien différente : le dirigeant libéral-démocrate dut souvent user de son influence pour empêcher ses collègues députés de tomber dans une opposition complète (*full-out opposition*) au gouvernement travailliste⁶⁰². Pour autant, lorsqu'on lui demanda de respecter les consignes de vote (*whipped votes*), le parti parlementaire fit preuve d'une très grande cohésion.

Les députés libéraux-démocrates soutinrent 50% des projets de loi du gouvernement et s'y opposèrent avec les Conservateurs dans 47% des cas. Il y eut, néanmoins, une légère érosion dans ce soutien au cours de la législature, en particulier lors de l'examen du détail des projets de loi. Le parti parlementaire joua son rôle de parti d'opposition *bona fide* et ne put plus être taxé de « toutou du Parti travailliste » (*Labour's poodle*). Si les députés libéraux-démocrates votèrent avec les Travailleurs sur les projets de loi portant sur la réforme constitutionnelle, la santé, l'éducation, l'emploi et l'indépendance de la Banque d'Angleterre ; la liste des points de désaccord s'allongea comme par exemple sur le projet de loi concernant l'Irlande du Nord, même si le parti soutenait pleinement le processus de paix⁶⁰³.

En choisissant de pratiquer cette forme d'opposition à Westminster, les bénéficiaires à en tirer étaient nécessairement très limités, voire nuls, comme l'explique Sona Nadenichek Golder :

⁵⁹⁹ KORNBERG, Allan (dir.). *Legislatures in Comparative Perspective*. New York : D. MacKay Co., 1973, p. 423-424.

⁶⁰⁰ COWLEY, Philip et Mark STUART. "Labour in Disguise ? Liberal Democrat MPs, 1997-2001". *British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 5, No. 3, août 2003, note 2, p. 399.

⁶⁰¹ WOODWARD, Will. "Politicians praise man of vision". *The Guardian*, 21 janvier 1999.

⁶⁰² LEAMAN, Alan, *op. cit.*, 2010, p. 71.

⁶⁰³ COWLEY, Philip et Mark STUART, *op. cit.*, 2003, p. 395-397 et p. 400.

« Ne pas entrer au gouvernement et rester dans l'opposition signifie que l'on ne tire aucune utilité des bénéfices liés à siéger dans un gouvernement, et que l'on souffre également d'une perte d'utilité car ses propres politiques sont mises en œuvre par le gouvernement. Cette perte d'utilité pourrait être significative si le gouvernement est extrêmement proche sur le plan idéologique de ses propres idéaux. ⁶⁰⁴»

C'est précisément cette proximité idéologique entre leurs deux formations qui empêcha les *Lib Dems* de réclamer les « bénéfices » liés au passage de certains projets de loi, comme par exemple l'adoption du scrutin proportionnel pour les européennes. Leur influence au parlement par se retrouva diluée. De plus, l'opposition pratiquée par le parti ne fut pas toujours constructive même *a minima* : lors des débats sur des questions plus polémiques comme l'exportation illégale d'armes en Sierra Leone et les lacunes de la présidence européenne britannique, le camp libéral-démocrate resta étrangement silencieux et retint ses coups sur les bancs de l'opposition⁶⁰⁵.

b) Dans l'antichambre gouvernementale.

Tout comme lors des tractations entre les deux *leaders*, afin de parvenir à un accord avant les élections législatives, le frein à toute coopération plus poussée entre les deux partis fut le refus répété de Tony Blair d'adopter un scrutin à la proportionnelle à Westminster pendant l'été 1997. Paddy Ashdown espérait toujours qu'une coalition puisse être réalisée autour d'un programme commun dont la clef de voûte serait une réforme électorale à la Chambre des Communes.

La priorité pour Paddy Ashdown restait de mettre en œuvre les propositions de réforme constitutionnelle de la Commission Cook-Maclennan et d'avoir des Libéraux-démocrates dans des comités ministériels (*Cabinet committees*). Ces derniers auraient alors accès aux principaux documents de travail gouvernementaux pour pouvoir y apporter une

⁶⁰⁴ "Not entering government and being in opposition means receiving no utility from office benefits as well as suffering a utility loss from having policy implemented by the government. This loss in utility might be quite significant if the government is ideologically extreme relative to one's ideal point." In NADENICHEK GOLDER, Sona, *op. cit.*, 2006, p. 199.

⁶⁰⁵ "The Ghosts at Ashdown's Feast". *The Economist*, 24 septembre 1998.

touche libérale. Les deux *leaders* créèrent un seul comité ministériel conjoint en juillet 1997, le *Joint Consultative Committee*, une commission où siègeraient cinq membres de chaque parti⁶⁰⁶. Son cahier des charges initial portait sur la réforme constitutionnelle mais il pourrait être élargi à d'autres questions comme par exemple l'Irlande du Nord et la monnaie unique.

Comme l'avait anticipé Paddy Ashdown, plus le projet de coalition fut repoussé par Tony Blair, plus les chances de le concrétiser furent faibles. Paddy Ashdown eut le sentiment qu'« attendre Blair c'était comme attendre Godot » (*waiting for Blair was like waiting for Godot*)⁶⁰⁷. Pour son homologue travailliste, ce ne fut jamais le bon moment : il repoussa sa décision à deux reprises, à l'automne 1997 et en mars 1998, sous la pression de Gordon Brown et de John Prescott. Cependant, en décembre 1997, son gouvernement annonça la nomination de Roy Jenkins à la tête d'une commission indépendante (*the Jenkins Commission*) pour travailler sur une réforme du système électoral. Si le gouvernement répondait aux attentes du camp libéral-démocrate à la suite des propositions de la Commission Jenkins, il n'y aurait plus lieu de se lancer dans une coalition avec les Travaillistes puisque l'unique point d'accord entre les deux camps était la réforme constitutionnelle⁶⁰⁸.

La Commission Jenkins rendit ses conclusions en septembre 1998 : elle recommandait l'adoption du système AV+, une combinaison de vote alternatif et de proportionnelle⁶⁰⁹. Pour les Travaillistes, le système AV+ était trop radical tandis que pour les Libéraux-démocrates cela restait bien insuffisant. Cette recommandation resta lettre morte car après de nombreuses tergiversations, Tony Blair et son Cabinet n'entreprirent rien pour réformer le type de scrutin à Westminster.

c) Un bilan décevant.

C'est bien plus ce manque d'avancées concrètes sur la question de la réforme constitutionnelle que la large victoire des Travaillistes aux élections législatives qui

⁶⁰⁶ Paddy Ashdown, Menzies Campbell, Alan Beith, Richard Holme et Robert MacLennan siégèrent dans ce comité.

⁶⁰⁷ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2002, entrée du 09 septembre 1998, p. 255.

⁶⁰⁸ BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2011, p. 324.

⁶⁰⁹ On pourra se reporter à l'Annexe 1 p. 258.

« tuèrent » le « Projet »⁶¹⁰. Il s'en suivit un désengagement progressif du processus de coopération des deux côtés.

Les Libéraux-démocrates gagnèrent, certes, une certaine représentation au sein du gouvernement, ce qu'ils n'avaient pas réussi à obtenir lors du *Lib-Lab Pact* (cf. supra). Mais, il ne faut ni exagérer la portée de cette représentation ni y lire un premier pas vers un nouveau pacte entre les deux formations afin de repousser les Conservateurs du pouvoir pendant une génération⁶¹¹.

Cependant, sur un plan constitutionnel, cette collaboration déboucha sur des avancées significatives, parmi lesquelles la première phase de la réforme de la Chambre des Lords⁶¹², l'adoption de la Loi sur la Liberté d'Information (*Freedom of Information Act*), la dévolution des pouvoirs en Écosse et au pays de Galles et par conséquent la participation de Libéraux-démocrates à des gouvernements de coalition. De plus, elle permit une réforme des systèmes électoraux avec une dose de proportionnelle pour les élections européennes, le Parlement écossais et l'Assemblée galloise. Si, selon Vernon Bogdanor, les années 1997-2001 marquèrent une ère de réforme constitutionnelle comparable à celle des années du *Great Reform Act* de 1832, qui abolit certaines pratiques abusives et étendit le corps électoral, l'introduction de ces mesures se fit de façon diluée sans réelle organisation et dans un but purement pragmatique⁶¹³. Pour David Marquand, Tony Blair était peu intéressé par la dévolution ; sa conversion à ce principe s'expliqua par sa volonté d'amadouer les intellectuels de gauche et de s'assurer le soutien de l'Écosse⁶¹⁴. Paddy Ashdown reconnut que son parti ne pouvait pas s'attribuer la paternité de cette mesure car même sans les Libéraux-démocrates et le « Projet », il y aurait bien eu dévolution en Écosse⁶¹⁵.

⁶¹⁰ RUSSELL, Andrew et Edward FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2005, p. 41.

⁶¹¹ CASSEL-PICOT, Muriel, *op. cit.*, 2008, p. 71.

⁶¹² Cette réforme eut pour but de retirer leur droit de vote à la plupart des Lords héréditaires.

⁶¹³ BOGDANOR, Vernon. "An Era of Constitutional Reform". *The Political Quarterly*, Vol. 81, No. 1, septembre 2010, p. 53-54.

⁶¹⁴ MARQUAND, David. *The Progressive Dilemma : From Lloyd George to Blair*. Londres : Phoenix, 1999, 2ème édition, 1999, p. 241.

⁶¹⁵ BRACK, Duncan. "Liberal Democrat Leadership : The Cases of Ashdown and Kennedy". *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 82.

5. Un *leader* désavoué.

Le *leader* libéral-démocrate n'avait pas mesuré que son parti dans l'ensemble était de plus en plus hostile à la stratégie de coopération qu'il leur avait imposée.

L'opposition à cette « relation spéciale » devint plus forte au sein du parti parlementaire qui avait le sentiment que si rien n'était fait, Paddy Ashdown ne les consulterait pas à l'avance comme cela avait été le cas lors de l'annonce de la création du *Joint Consultative Committee*. Les modalités d'une telle consultation avaient été, pourtant, préparées par le *Hung Parliament Group*, établi en mars 1997, pour réfléchir aux postes ministériels et au programme commun en cas de parlement sans majorité⁶¹⁶. Cette commission avait décidé de constituer une chaîne téléphonique surnommée *FRED*, pour *Fast Reaction, Early Decision* qui avait pour but d'informer les députés et les cadres du parti le plus rapidement possible en cas de proposition du camp travailliste⁶¹⁷. Paddy Ashdown reconnaît les avoir entraînés dans cette voie sans avoir pratiqué le consensus comme au début de son *leadership* (cf. supra) ou lors de l'abandon de la position d'équidistance. Dans sa marche vers le pouvoir, les objectifs importaient plus que les moyens⁶¹⁸.

a) Une stratégie ouvertement contestée.

À l'automne 1997, le congrès du parti à Eastbourne s'ouvrit au milieu des spéculations entretenues par la presse sur le fait que le *leader*, avec l'appui de Lord Jenkins, annoncerait aux militants qu'ils devaient se préparer à une coalition avec les Travaillistes en cas d'obtention d'une réforme électorale. Une motion fut déposée par un conseiller local, David Howarth afin d'exclure toute possibilité de coalition avec les Travaillistes⁶¹⁹. Même si elle ne fut pas retenue, non pas pour soutenir la stratégie décidée par le *leader* mais pour assurer un fonctionnement discipliné pendant le congrès. Elle était

⁶¹⁶ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2001, entrée du 27 avril 1997, p. 552.

⁶¹⁷ PACK, Mark. "The History of the 'Triple Lock'". *Liberal Democrat History Journal*, No. 12, automne 2011, Note 12, p. 68.

⁶¹⁸ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2010, p. 13.

⁶¹⁹ PACK, Mark, *op. cit.*, 2011, p. 66 et p. 68.

symptomatique de l'hostilité grandissante au sein du parti. La présence du Travailliste Alistair Campbell à une réunion en marge du congrès officiel (*a fringe meeting*) attisa encore plus le mécontentement. Au sein du parti parlementaire, Charles Kennedy préconisait que le parti reprenne aux *Tories* le rôle de parti d'opposition officiel. Pour Paddy Ashdown, ce raisonnement était infondé car les Conservateurs ne deviendraient pas un parti marginal (*a fringe party*). En effet, leur dirigeant William Hague ne manquerait pas de déplacer son parti vers le centre pour séduire les électeurs « médians » et récupérer ceux qui s'étaient tournés vers les Libéraux-démocrates⁶²⁰.

Cette opposition grandissante au sein du parti, que ce soit au niveau du parti parlementaire ou de la base, démontrait que l'on n'était plus dans la même configuration que lors des premières étapes du « Projet ». Le parti libéral-démocrate n'était plus un acteur unitaire (*a unitary actor*) représenté par son *leader* et un petit groupe de représentants⁶²¹, le nombre d'acteurs dans le jeu des tractations avait augmenté sensiblement et avait des attentes bien différentes. Ce mécontentement grandissant sur les négociations entre les deux chefs de parti⁶²² peut être analysé comme un exemple de démocratie interne⁶²³ dans une organisation stratarchique : l'autorité décisionnaire n'est pas concentrée dans les seuls organes nationaux, avec un rôle accru accordé à un petit nombre de personnes⁶²⁴, mais elle fait appel aussi aux autres organes nationaux et locaux⁶²⁵. De plus, les militants sont souvent perçus comme étant davantage mus par la promotion des idées du parti et donc moins enclins à faire des concessions. En revanche, les *leaders* seraient plus intéressés par l'exercice du pouvoir et donc l'obtention de postes au gouvernement⁶²⁶.

Face à cette opposition grandissante, Paddy Ashdown dut accepter que sa stratégie soit débattue lors du prochain congrès. Lorsqu'il se retrouve dans une situation difficile, un chef de parti tend à favoriser des formes de participation plus sûres, comme par exemple un vote postal et l'organisation de primaires, à l'expérience collective des congrès et des

⁶²⁰ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, entrée du 10 mars 1998, p. 551.

⁶²¹ BÄCK, Hanna, *op. cit.*, 2005, p. 1 et p. 4.

⁶²² LAVER, Michael et Norman SCHOFIELD. *Multiparty Government : The Politics of Coalition in Europe*. Oxford : Oxford University Press, 1998, p. 14-35.

⁶²³ BÄCK, Hanna, *op. cit.*, 2005, p. 10-14.

⁶²⁴ JANDA, Kenneth. *Political Parties: A Cross-National Survey*. New York : The Free Press, 1980, p. 108.

⁶²⁵ LAVER, Michael et Kenneth SHEPSLE. "Government Coalitions and Intraparty Politics". *British Journal of Political Science*, Vol. 20, No. 4, octobre 1990, p. 489-507.

⁶²⁶ BÄCK, Hanna, *op. cit.*, 2005, p. 4.

débats qui affaiblissent davantage son autorité et ses décisions. Dans le cas d'un fonctionnement stratarchique, le *leader* ne peut pas rester isolé de sa base⁶²⁷.

Lors d'un échange avec le journaliste Hugo Young, à quelques jours de ce congrès, Paddy Ashdown lui expliqua qu'il ne ferait pas de cet amendement une question de confiance sur son *leadership*. Ce n'était pas une carte qu'un chef de parti pouvait jouer. Néanmoins, en aparté, il lui demanda de ne pas évoquer ce point dans son article, ce qui selon Hugo Young démontrait qu'il allait laisser planer la menace d'une possible démission si les adhérents ne le laissaient pas maître de la stratégie et de la relation avec les Travailleurs⁶²⁸. Pour Robert Michels, toute démission brandie par un *leader* lors d'une situation de crise est la manifestation d'une tendance oligarchique : il s'engage dans un bras de fer avec sa base pour obtenir ce qu'il veut et imposer ses choix⁶²⁹.

b) Le « triple verrou ».

Avant la tenue du prochain congrès en mars 1998, un groupe informel⁶³⁰ réfléchit à la bonne formulation de cette motion qui puisse satisfaire à la fois le *leader* et les adhérents. Ce groupe comprenait Gordon Lishman, Robert MacLennan qui siégeait au *FE* (*Federal Executive*), Lord Russell et Ed Davey, un nouveau député. Il y avait aussi Donnachadh McCarthy, qui siégeait aussi au *FE* et était connu pour être très critique envers Paddy Ashdown. Pour équilibrer les choses et s'assurer que la formulation de cette motion conviendrait au *leader*, Chris Rennard, directeur du parti (*the Chief Executive*), était aussi présent.

Ce fut l'amendement défendu par Gordon Lishman qui fut discuté. Ce dernier avait bien pris soin de le rédiger parce que son objectif premier était d'éviter que le parti ne se déchire. Fort de son expérience au moment du *Lib-Lab Pact* et de l'Alliance en 1983 quand les militants n'avaient pas été consultés, il voulait que le parti ait son mot à dire lors de futurs projets de coalition. Il fondait sa demande sur le fait que la base avait davantage d'expérience que les cadres dans le domaine des négociations avec les autres partis⁶³¹.

⁶²⁷ MAIR, Peter, *op. cit.*, 1997, p. 113-114 et p. 151.

⁶²⁸ YOUNG, Hugo, *op. cit.*, 2008, entrée du 10 mars 1998, p. 550.

⁶²⁹ MICHELS, Robert, *op. cit.*, 2006, p. 30-31.

⁶³⁰ PACK, Mark., *op. cit.*, 2011, p. 65.

⁶³¹ PACK, Mark., *op. cit.*, 2011, p. 65.

Comme lors de la querelle autour du nom du nouveau parti, ce sont les adhérents qui reprenaient le contrôle des choses après s'être vus imposer le principe d'une coalition par leur *leader*⁶³².

La résolution du « triple verrou » (*the triple lock*) fut votée lors du congrès de Southport en mars 1998. S'il souhaitait engager sa formation dans un partenariat avec un autre parti, le dirigeant libéral-démocrate aurait besoin du soutien des trois quarts du parti parlementaire ou des membres du *FE* (*Federal Executive*) ou de la majorité des deux-tiers des délégués lors d'un congrès exceptionnel ou de la majorité des adhérents lors d'un vote.

Cette adoption du « triple verrou » s'inscrivait pleinement dans une recherche de plus de démocratie participative au sein du parti. Mais la signification était tout autre pour le dirigeant libéral-démocrate : il n'était pas parvenu à donner le sentiment à son parti que les tractations avec Tony Blair avaient été une décision prise collectivement⁶³³. Plus qu'une opposition au principe de coopération interpartis, les militants avaient refusé de se voir imposer ce partenariat⁶³⁴. Nous avons déjà évoqué le fait que Paddy Ashdown réfuta cette idée. Les députés et la base ne pouvaient prétendre avoir été exclus du processus car le *Chief Whip* et le Président du parti avaient été inclus dans les négociations⁶³⁵. Mais cette participation était restée symbolique (cf. supra).

Paddy Ashdown eut une réaction mitigée à la lecture de cet amendement qui l'empêchait d'avoir à sa disposition une série d'options ouvertes pour mettre en œuvre sa stratégie : il avait le sentiment que le mécanisme avait été explicitement conçu pour lui lier les mains. Il souhaita s'y opposer mais il y renonça sous la pression de ses conseillers qui étaient conscients qu'il avait échappé au pire car la motion soumise par David Howarth, qui interdisait toute éventualité de coalition pendant l'actuelle législature, n'avait pas été retenue.

⁶³² BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 13.

⁶³³ WAGER, Alan, *op. cit.*, 2017, p. 116.

⁶³⁴ PACK, Mark, *op. cit.*, 2011, p. 66.

⁶³⁵ BRACK, Duncan *et al.*, *op. cit.*, 2001, p. 10.

c) La fin de la coopération interpartis

En novembre 1998, le *leader* libéral-démocrate dut se rendre à l'évidence que le *Joint Consultative Committee* était plus de l'ordre du cérémonial que du fonctionnel⁶³⁶. Il arracha une nouvelle concession au Premier ministre. Dans une déclaration conjointe (*The Joint Statement*), les deux *leaders* annoncèrent un élargissement des compétences de ce comité à la politique étrangère et à la Défense. Paddy Ashdown prit cette décision de façon unilatérale sans respecter la procédure prévue dans le « triple verrou », soutenant qu'elle ne s'appliquait pas dans ce cas. Ceci déboucha sur une bataille en interne avec certains membres du *Federal Executive*, notamment Donnachadh McCarthy, menaçant de convoquer un congrès spécial. À son tour, Paddy Ashdown menaça de faire organiser un vote pour consulter tous les adhérents et sauver son *leadership*. Cette menace reposait une nouvelle fois sur une instrumentalisation des adhérents auprès desquels il était encore populaire.

Le « Projet » avait atteint ses limites pour les adhérents qui estimaient que ce principe de coopération avec les Travaillistes avait cessé d'être un moyen pour une fin, c'est-à-dire l'obtention d'une réforme constitutionnelle, pour devenir une fin en soi⁶³⁷. Tony Greaves analyse cette opposition grandissante au sein du parti non pas comme un rejet du *leader* qui était toujours adoré, mais comme celui de la stratégie qu'il leur proposait et surtout qu'il leur imposait⁶³⁸. Sur le terrain, dans les zones rurales et les banlieues où les ennemis traditionnels étaient les Conservateurs, nouer des pactes avec les Travaillistes était un processus naturel. En revanche dans les centres urbains où l'opposition aux Travaillistes était enracinée, il fallait se battre contre eux pour gagner des voix⁶³⁹.

La publication de *The Third Way : New Politics for the New Century* par Tony Blair⁶⁴⁰, en réponse à l'ouvrage d'Anthony Giddens⁶⁴¹, suggéra qu'il avait repris

⁶³⁶ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2002, entrée du 22 octobre 1998, p. 302–303.

⁶³⁷ RUSSELL, Andrew et Edward FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2005, p. 41.

⁶³⁸ GREAVES, Tony. “Audacious but Totally Flawed”, *Journal of Liberal Democrat Group*, No. 30, printemps 2011, p. 28.

⁶³⁹ “The Ghosts at Ashdown’s Feast”. *The Economist*, 24 septembre 1998.

⁶⁴⁰ BLAIR, Tony. *The Third Way : New Politics for the New Century*, Fabian Pamphlet 588. Londres : Fabian Society, septembre 1998. Tony Blair réaffirmait sa croyance en un terrain idéologique commun, partagé par le *New Labour* et les Libéraux-démocrates, tout en voulant démontrer que son gouvernement était fermement

l'initiative dans la recomposition de l'échiquier politique à gauche⁶⁴². Il y eut une prise de conscience chez les cadres du parti que les *Lib Dems* n'étaient plus une force de proposition et de réflexion⁶⁴³. Afin de reprendre la main, le *think-tank Centre for Forum* publia *Liberal Democrats and the Third Way* pour mettre en garde sur les desseins de Tony Blair qui cherchait à construire une large coalition de centre-gauche⁶⁴⁴. Pour autant, on reconnaissait que la « Troisième Voie » présentait des points communs avec le libéralisme social. Le projet de Tony Blair était analysé comme une tentative d'hégémonie intellectuelle sur la politique progressiste ; les *Lib Dems* allaient être avalés par le *New Labour*⁶⁴⁵. Le parti devrait se démarquer en matière de démocratie, et encore plus de démocratie locale, précisément là où le *Blairisme* était imprécis⁶⁴⁶. Malgré ces craintes, Paddy Ashdown restait persuadé que Tony Blair représentait une opportunité pour parvenir à une réorganisation de la vie politique britannique dans la continuité de la voie tracée par Jo Grimond et David Steel⁶⁴⁷.

Cette bataille en interne prit fin en janvier 1999 quand le *leader* annonça sa démission qui ne prendrait effet qu'en juin 1999 après les élections européennes afin de ne pas perturber le parti⁶⁴⁸. Muriel Cassel-Piccot remet en doute la sincérité du chef de parti lorsqu'il écrit dans ses mémoires qu'il avait décidé, dès 1996, de ne pas poursuivre au-delà de 1999 ; cette démission aurait été motivée par le fait que Tony Blair ne lui avait pas offert de maroquin⁶⁴⁹. C'est une analyse difficile à vérifier ; ce qui est certain, en revanche, c'est que les militants et le parti parlementaire lui avaient clairement indiqué qu'ils n'étaient pas prêts à plus de compromis avec le *New Labour*. Paddy Ashdown se retrouva alors dans une impasse où sa seule porte de sortie fut d'annoncer sa démission.

ancré dans la social-démocratie. Il s'agissait d'unir les deux grands courants de pensée centre-gauche, le socialisme démocratique et le libéralisme, qui s'étaient séparés au début du XXe siècle.

⁶⁴¹ GIDDENS, Anthony. *The Third Way : The Renewal of Social Democracy*. Cambridge : Polity Press, 1998, 166 p.

⁶⁴² DAHRENDORF, Ralf. 'Open Letter to the Prime Minister : Ditch the Third Way, Try the 101st'. *New Statesman*, 29 mai 1998, p. 21.

⁶⁴³ STOCKLEY, Neil. "The Third Way : Where Do Liberal Democrats Stand ?" In WALLACE, William, STOCKLEY, Neil et Richard GRAYSON (dir.). *Liberal Democrats and the Third Way*. London: Centre for Reform, No. 4, décembre 1998, p. 25.

⁶⁴⁴ Le *think-tank Centre for Forum*, qui deviendra par la suite *Centre Forum*, fut créé à l'automne 1997, avec l'aval de Paddy Ashdown et le soutien financier de l'ancien parlementaire libéral Richard Wainwright. Il s'intéressait à l'élaboration et à la promotion d'opinions et de programmes politiques sur le long terme

⁶⁴⁵ WALLACE, William. "The Third Way and the Fourth ..." In WALLACE, William, STOCKLEY, Neil et Richard GRAYSON (dir.). *Liberal Democrats and the Third Way*. Londres : Centre for Reform, Paper No. 4, décembre 1998, p. 18.

⁶⁴⁶ JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 172-173.

⁶⁴⁷ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2002, entrée du 04 octobre 1998, p. 296.

⁶⁴⁸ "They Love him now he's Going". *The Economist*, 21 janvier 1999.

⁶⁴⁹ CASSEL-PICOT, Muriel, *op. cit.*, 2008, p. 86.

Après sa désignation, Paddy Ashdown avait bâti un plan en trois étapes avec pour objectif final d'amener son parti dans les « coulisses du pouvoir ». À la fin de son leadership, il avait mené à bien deux étapes sur trois.

Paddy Ashdown assura la survie puis la reconstruction du nouveau parti en le professionnalisant pour le rendre plus compétitif sur le plan électoral comme nous l'avons vu avec l'arrivée de Chris Rennard. Le contrôle des comités en charge du programme politique et des campagnes électorales lui permirent d'asseoir son autorité et d'imposer sa stratégie. Il parvint aussi à donner aux *Lib Dems* un programme politique distinct⁶⁵⁰. De 1992 à 1997, il sut surfer sur l'opposition au gouvernement conservateur et occuper le centre-gauche pour répondre aux attentes des électeurs, d'où de bons résultats électoraux à l'échelon local et national à partir de 1995. Paddy Ashdown estimait que son parti était passé du statut de parti dépositaire du vote protestataire à celui de gouvernement au niveau local, au pays de Galles et en Écosse après avoir soutenu l'adoption du premier scrutin à la proportionnelle⁶⁵¹. Il eut aussi ses premiers députés européens⁶⁵² et surtout il doubla son nombre de députés à Westminster après les législatives de 1997.

Son obstination à se rapprocher des « coulisses du pouvoir » et à recomposer le paysage politique à gauche en s'associant au *New Labour* de Tony Blair fut la cause principale de changement (*the ultimate cause for change*) de son parti⁶⁵³. Cependant, le « Projet » ne permit pas aux *Lib Dems* de redevenir un parti de gouvernement et d'acquérir une nouvelle culture de gouvernement à Westminster. Le « Projet » fut aussi l'histoire de deux hommes aux personnalités et aux parcours différents⁶⁵⁴, qui comprirent qu'ils avaient tout intérêt à se rapprocher et à coopérer. Pour Paddy Ashdown, il fallait abandonner la tactique d'équidistance et se rapprocher des Travaillistes afin d'anéantir les Conservateurs pour participer à la refonte du centre-gauche tout en se rapprochant du pouvoir. Avec le recul, Paddy Ashdown reconnaît que l'élection de Tony Blair fut une réelle opportunité pour arracher une réforme du système électoral à Westminster et parvenir à une

⁶⁵⁰ BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2007, p. 83.

⁶⁵¹ BRACK, Duncan *et al.*, *op. cit.*, 2001, p. 14.

⁶⁵² Grâce à l'introduction du scrutin à la proportionnelle, le parti obtint dix députés au Parlement européen aux élections de 1999 avec seulement 12,1% des suffrages.

⁶⁵³ HARMEL, Robert *et al.* "Performance, Leadership, Factions and Party Change : An Empirical Analysis". *West European Politics*, Vol. 18, No. 1, janvier 1995, p. 5.

⁶⁵⁴ LEAMAN, Alan, *op. cit.*, 2010, p. 70.

recomposition du paysage politique à gauche, ce qui justifiait les risques qu'il fit prendre à son parti⁶⁵⁵.

Néanmoins, pour mettre en œuvre tout type de changement, un *leader* a besoin du soutien des militants et de son parti parlementaire⁶⁵⁶. À plusieurs reprises au cours de son *leadership*, Paddy Ashdown reconnut qu'il avait peut-être surestimé son charme pour faire taire l'opposition qui gagna les *Lib Dems*⁶⁵⁷ et qu'il les avait souvent mis au pied du mur. Tout comme Tony Blair, n'ayant pas de culture tribale, il n'avait pas mesuré à quel point son parti pourrait être opposé à cette idée de coopération⁶⁵⁸. Il n'avait pas joué son rôle de *leader* au sens où Joseph Nye l'entend, celui de quelqu'un « qui aide un groupe à créer et à réaliser des objectifs partagés.⁶⁵⁹ » L'objectif de former une coalition avec les Travailleurs n'avait pas été un objectif partagé comme le montre l'adoption du « triple verrou ». Ce scepticisme, fermement ancré au sein du parti sur l'opportunité de nouer des liens plus proches avec le *Labour* une fois aux affaires, provenait d'une conscience collective d'un risque de culpabilité par association (*guilt by association*) quand le gouvernement Blair deviendrait impopulaire. Le parti libéral l'avait expérimenté lors du « Pacte » en 1977-1978 avec de mauvais résultats électoraux. Il y avait aussi la crainte diffuse que ce partenaire potentiel, beaucoup plus puissant, finisse par l'avaloir. En se rapprochant du *New Labour* de Tony Blair, Paddy Ashdown avait mis en péril l'indépendance même des *Lib Dems*⁶⁶⁰.

Comme le résume Muriel Cassel-Piccot :

« Cet épisode de l'histoire des Libéraux Démocrates illustre toute la difficulté pour un tiers parti de jouer un rôle au niveau le plus haut de la gestion de l'État. Il met en lumière les ballotements auxquels il est soumis et, par conséquent, la nécessité qu'il a d'opérer des rapprochements stratégiques plus ou moins confidentiels, souvent prometteurs, toujours difficiles à gérer, et rarement satisfaisants. Il démontre enfin qu'il s'agit là avant tout d'une histoire de meneurs d'hommes, qui, à un moment déterminé, ont su œuvrer ensemble. »⁶⁶¹

⁶⁵⁵ BRACK, Duncan *et al.*, *op. cit.*, 2001, p. 8.

⁶⁵⁶ HARMEL, Robert *et al.*, *op. cit.*, 1995, p. 4-5.

⁶⁵⁷ ASHDOWN, Paddy, *op. cit.*, 2009, p. 323-325.

⁶⁵⁸ GREAVES, Tony, *op. cit.*, 2001, p. 28.

⁶⁵⁹ “[...] someone who helps a group create and achieve shared goals.” In NYE, Joseph S. *The Powers to Lead*. New York : Oxford University Press, 2008, p. 18.

⁶⁶⁰ DUTTON, David, *op. cit.*, 2013, p. 291.

⁶⁶¹ CASSEL-PICOT, Muriel, *op. cit.*, 2008, p. 86.

Troisième Partie :
La marche forcée vers le pouvoir 1999-2015

“Wisdom consists of knowing how to distinguish the nature of trouble, and in choosing the lesser evil.”
Niccolò Machiavelli, *The Prince*.

La démission de Paddy Ashdown en 1999 laissait les *Lib Dems* à la croisée des chemins. Le parti, créé en 1988, n'avait connu qu'un seul *leader* qui avait assuré sa survie avant de procéder à des changements organisationnels et stratégiques pour se rapprocher des coulisses du pouvoir. Son successeur allait hériter d'un parti avec des finances saines et de bons résultats électoraux au niveau national, local et européen⁶⁶². Cette dynamique de succès ne pouvait que générer de fortes attentes en interne, le nouveau dirigeant devrait proposer une stratégie adéquate pour les satisfaire. Un nouveau *leadership*, cependant, induirait des changements comme par exemple la consolidation de sa base de pouvoir avec de nouveaux conseillers, des modifications organisationnelles pour atteindre les objectifs que le parti s'était fixés et peut-être une nouvelle coalition dominante, c'est-à-dire l'apparition d'une faction, au sens de tendance stable, avec une cohésion interne et un objectif différents⁶⁶³.

Cette désignation du nouveau chef de parti n'était pas causée par un « choc externe» (*external shock*) ou un « stimulus externe » (*external stimulus*), comme par exemple une défaite électorale⁶⁶⁴. De ce fait, cette situation priverait le prochain *leader* de la possibilité d'avoir un mandat large comme cela avait été le cas pour Paddy Ashdown après la fusion houleuse du parti libéral avec le *SDP*⁶⁶⁵. Ces conditions particulières au moment de sa désignation avaient facilité, dans une certaine mesure, la mise en œuvre de sa stratégie en trois étapes avec, pour point culminant, une entrée au gouvernement travailliste par le biais du « Projet ». Cette stratégie de coopération avec le *New Labour* de Tony Blair n'avait débouché au final que sur une participation symbolique au *Joint Cabinet Committee*.

Au moment de désigner leur nouveau chef de parti, les adhérents le feraient en fonction du positionnement des différents candidats sur cette stratégie de coopération avec les Travaillistes de Tony Blair, défendue par Paddy Ashdown⁶⁶⁶. L'adoption du « triple

⁶⁶² COOK, Chris, *op. cit.*, 2010, p. 245-246. Pour les résultats aux élections locales de 1999, on pourra se reporter à : "The Local Elections of 6 May 1999". *House of Commons Library Research*, Paper 99/52, 17 May 1999, p. 10-11. <https://sites.hks.harvard.edu/fs/pnorris/ Acrobat/localsmay99.pdf>. [Consulté le 11 mars 2019]

⁶⁶³ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 37-40.

⁶⁶⁴ Selon Robert Harmel et Kenneth Janda, une défaite électorale ou l'effondrement du Communisme est un exemple de stimulus extérieur qui amplifie la magnitude des changements qu'un parti va subir. In HARMEL, Robert et Kenneth JANDA., *op. cit.*, 1994, p. 264-266.

⁶⁶⁵ CREWE, Ivor et Anthony KING, *op. cit.*, 1995, p. 411-440.

⁶⁶⁶ BRACK, Duncan, RAWNSLEY, Andrew et Harriet SMITH, *op. cit.*, 2001, p. 13.

verrou » avait montré qu'ils s'étaient mobilisés pour résister aux tendances oligarchiques de leur *leader* et qu'ils n'étaient pas prêts à mettre en péril l'indépendance et l'identité de leur parti. Les Travailleurs de Tony Blair avaient de grandes chances d'être réélus lors des prochaines législatives. Cela remettait en question la pratique d'une opposition constructive à Westminster alors que sur le terrain le *Labour* restait le principal rival⁶⁶⁷.

Sur un plan plus idéologique, Paddy Ashdown avait initié un déplacement à droite à des fins électorales et de différenciation en proposant un programme qui se réclamait davantage du libéralisme économique. Ce virage idéologique allait-il être accentué ou contenu par le nouveau *leadership* ? Le chef de parti libéral-démocrate n'était pas parvenu à concrétiser le rêve de Jo Grimond, laissant volontairement en suspens la question d'une éventuelle fusion avec l'aile progressiste du *New Labour*. Le nouveau chef de parti devrait donc proposer sa vision du processus de recomposition, en se demandant s'il était encore réaliste d'espérer remplacer le *New Labour* comme la seule force progressiste sur l'échiquier politique.

⁶⁶⁷ ALDERMAN, Keith et Neil CARTER. "The Liberal Democrat Leadership Election of 1999". *Parliamentary Affairs*, Vol. 53, No. 2, avril 2000, p. 313.

I. Le *leadership* trop timoré de Charles Kennedy.

A. Une victoire fragile.

Après l'annonce officielle de la démission de Paddy Ashdown en janvier 1999, les candidatures se multiplièrent ; pas moins de treize députés songèrent à se présenter, ce qui en était presque ridicule pour un si petit parti comme les *Lib Dems*. Ils ne furent plus que sept au moment de l'élection. En ayant dirigé le parti comme s'il était le parti à lui tout seul et en n'adoubant pas officiellement de successeur, Paddy Ashdown avait favorisé cette multiplication artificielle de candidatures⁶⁶⁸.

1. Le consensus « stratégique » des candidats.

La question qui aurait dû dominer la campagne était celle de l'avenir de la stratégie de coopération avec les Travaillistes de Tony Blair. La logique aurait voulu que l'on trouve des candidats en faveur de sa poursuite, d'autres plus neutres sur le sujet ou fermement opposés à son maintien.

Aucun candidat ouvertement en faveur de l'extension de cette coopération interpartis ne se présenta. Nick Harvey, perçu comme l'héritier de Paddy Ashdown, renonça à se présenter. Il céda sa place à Menzies Campbell qui jouissait d'une plus grande notoriété au sein du parti⁶⁶⁹. Ce dernier abandonna aussi : il était trop associé à ce rapprochement avec les Travaillistes ; de plus, les adhérents, mécontents de cette stratégie de coopération, ne voteraient pas pour lui⁶⁷⁰. Le dernier candidat « pro-Projet » Don Foster resta en lice jusqu'au dépôt des candidatures en juin ; il se retira et apporta son soutien à Charles Kennedy⁶⁷¹.

Le sort du « Projet » avait été scellé sans passer par les urnes. La stratégie, que Paddy Ashdown avait mise en œuvre pour se rapprocher du pouvoir, était abandonnée de

⁶⁶⁸ ALDERMAN, Keith et Neil CARTER, *op. cit.*, 2000, p. 315.

⁶⁶⁹ *Ibid.*, p. 316.

⁶⁷⁰ CAMPBELL, Menzies. *My Autobiography*. Londres : Hodder & Stoughton, 2008, p. 151.

⁶⁷¹ COOK, Chris, *op. cit.*, 2010, p. 250.

fait par les soutiens qu'il avait comptés au sein du parti parlementaire. Pour sa propre défense, Menzies Campbell estime que ce fut le résultat des urnes en 1997 qui avait rendu caduque cette stratégie⁶⁷².

Quant aux adversaires du « Projet » qui comprenaient Malcom Bruce, David Rendel, Jackie Ballard et Simon Hughes, ils ne parvinrent pas à se mettre d'accord sur une candidature unique, ce qui hypothéqua leurs chances de remporter l'élection. Leur opposition portait moins sur la poursuite du *Joint Cabinet Committee* que sur une extension de son champ d'action⁶⁷³.

Du côté des candidats perçus comme plus modérés, voire plus neutres sur cette initiative de coopération avec les Travailleurs, il n'y eut que Charles Kennedy. Alors président du parti, il avait connu un exil sous le *leadership* de Paddy Ashdown, se retrouvant cantonné à des portefeuilles peu valorisants⁶⁷⁴. Il ne s'était pas opposé ouvertement au « Projet » ; mais, en tant que président du parti, il n'y fut jamais associé de façon directe par le *leader*. Ses critiques avaient porté moins sur l'utilité même du « Projet » que sur les négociations secrètes qui l'avaient entouré. Bien qu'il ait pris ses distances avec la stratégie de son prédécesseur, Charles Kennedy avait annoncé que des *Lib Dems* continueraient à siéger au *Joint Cabinet Committee* pour débattre des questions de politique étrangère et de réforme constitutionnelle.

Ses rivaux tentèrent de faire de ce soutien implicite aux Travailleurs la question centrale de la campagne sans y parvenir. Refusant de prendre position clairement sur cette question, Charles Kennedy défendit implicitement une forme de *statu quo*, préférant mettre en avant d'autres chevaux de bataille comme la justice sociale, l'environnement et l'Europe⁶⁷⁵. Cette attitude volontairement attentiste s'expliquait par son statut de favori et son souci de ne pas se fermer d'options avec le camp travailliste. Une fois élu, il espérait encore obtenir du Premier ministre l'organisation d'un référendum sur le mode de scrutin à Westminster en échange de leur participation au *Joint Cabinet Committee*⁶⁷⁶.

⁶⁷² BRACK, Duncan. "Campbell as Leader". *Journal of Liberal History*, No. 60, automne 2008a, p. 38-44.

⁶⁷³ Simon Hughes avait été l'un des deux députés qui avaient refusé l'extension du cahier des charges du *Joint Cabinet Committee* en 1997. In FRANCIS, Matthew. "The 'Bland Leading the Bland' : Electing the Liberal Democrat Leader, 1988-2007". *Representation*, Vol. 46, No. 1, mars 2010, p. 95.

⁶⁷⁴ Les relations avaient été houleuses entre les deux hommes : l'exigence et l'organisation quasi militaire de Paddy Ashdown s'étaient mal accommodées du style plus intuitif et décontracté de Charles Kennedy.

⁶⁷⁵ COOK, Chris, *op. cit.*, 2010, p. 250.

⁶⁷⁶ ALDERMAN, Keith et Neil CARTER, *op. cit.*, 2000, p. 320.

2. Un choix par défaut.

Charles Kennedy et Simon Hughes firent vite figure de favoris pour des raisons différentes suivant les échelons du parti concernés.

Simon Hughes pouvait s'appuyer sur un maillage de campagne bien organisé au niveau local et le soutien des militants les plus actifs. Il se positionnait comme la conscience d'une gauche libérale et radicale et le chantre de la « politique de proximité »⁶⁷⁷. Il aimait à rappeler que, contrairement à son principal opposant, il n'avait jamais appartenu à un autre parti que le parti libéral/libéral-démocrate⁶⁷⁸. Charles Kennedy jouissait, en revanche, d'une grande popularité auprès des militants les moins actifs qui le connaissaient grâce à ses talents de débateur dans des shows télé⁶⁷⁹. Ses collègues députés auraient préféré qu'il consacre plus de temps aux sections locales comme l'avait fait Simon Hughes.

N'étant pas parvenus à présenter leur propre candidat, des cadres du parti, comme par exemple Paul Tyler, le *Chief Whip*, Nick Harvey et l'ancien *Chief Whip* Archie Kirkwood, apportèrent un soutien par défaut à Charles Kennedy. Ils souhaitaient avant tout contrecarrer les projets de Simon Hughes qu'ils jugeaient trop désorganisé et trop populiste quand il avait cherché à capitaliser sur la défiance de la base opposée à plus de coopération avec le *Labour*. En dépit de leurs fortes réserves sur ses capacités à devenir *leader* et à développer une stratégie politique, Charles Kennedy restait le meilleur candidat pour faire avancer leur carrière politique⁶⁸⁰.

Après la redistribution successive des voix remportées par David Rendel, Jackie Ballard et Malcom Bruce, Charles Kennedy remporta l'élection au quatrième tour avec 56,6% des suffrages contre 43,4% pour Simon Hughes. Un examen de la distribution des bulletins de vote au premier tour montre que les quatre candidats, qui s'étaient positionnés contre plus coopération avec les Travaillistes, avaient récolté près de 55% des suffrages. Une majorité d'adhérents avait fait savoir qu'elle ne voulait plus de la stratégie initiée par

⁶⁷⁷ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 99.

⁶⁷⁸ Simon Huges avait été l'un des rares députés libéraux à soutenir le projet de fusion avec le *SDP* après les législatives de 1987.

⁶⁷⁹ Charles Kennedy participa à plusieurs reprises à l'émission satiriste *Have I Got Talent* sur la *BBC*, ce qui lui valut le surnom de *Chatshow Charlie*.

⁶⁸⁰ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 108.

Paddy Ashdown⁶⁸¹. C'était davantage la popularité médiatique de Charles Kennedy que ses qualités de *leader* et son parcours politique qui lui avait assuré la victoire, en particulier auprès des adhérents peu investis sur le terrain (*armchair members*)⁶⁸². Ils avaient sélectionné le candidat le plus crédible pour une époque dominée par les médias et la fabrique des images⁶⁸³.

Au final, les projets défendus par les différents candidats n'avaient pas été un critère de sélection pertinent⁶⁸⁴.

3. Un mandat limité.

Contrairement à ce qu'avait espéré son équipe de campagne, Charles Kennedy ne débuta pas son *leadership* avec un mandat populaire fort qui lui aurait permis de gérer le parti de façon dirigiste – voire autocratique – comme Paddy Ashdown avait pu le faire⁶⁸⁵ et donc d'imposer des changements organisationnels majeurs.

La lune de miel fut de courte durée : les hostilités débutèrent lors de son premier congrès en tant que *leader* à Harrogate en septembre 1999. Simon Hughes critiqua son style trop décontracté qui pourrait leur faire perdre six sièges lors des prochaines législatives. De plus, la défense d'un programme politique n'était pas le point fort de Charles Kennedy⁶⁸⁶. Le nouveau chef de parti était prévenu sur la valeur instrumentale que les suffrages avaient pour les cadres du parti : l'objectif premier était d'en gagner un maximum et ainsi d'avoir plus de sièges pour pouvoir se rapprocher du pouvoir en cas de parlement sans majorité⁶⁸⁷.

Le nouveau chef de parti rappela alors à ses collègues qu'ils devaient respecter le principe de responsabilité collective. S'inspirant de son prédécesseur, Charles Kennedy

⁶⁸¹ ALDERMAN, Keith et Neil CARTER, *op. cit.*, 2000, p. 324.

⁶⁸² HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 101.

⁶⁸³ CWALINA, Wojcieh, FALKOWSKI, Andrej et Bruce J. NEWMAN. "Political Management and Marketing" In JOHNSON, Dennis W. (dir.). *Routledge Handbook of Political Management*. New York : Routledge, 2009, p. 67-80.

⁶⁸⁴ WHITE, Michael. "Kennedy Call to Arms". *The Guardian*, 10 août 1999.

⁶⁸⁵ HURST, Greg. "Charles Kennedy", In BRACK, Duncan, INGHAM, Robert et Tony LITTLE (dirs.). *British Liberal Leaders*. Londres : Biteback Publishing, 2015, p. 394 et In ALDERMAN, Keith et Neil CARTER, *op. cit.*, 2000, p. 325.

⁶⁸⁶ WHITE, Michael et Lucy WARD. "'Laid-back' Kennedy Issues Rebuke to Hughes". *The Guardian*, 23 septembre 1999.

⁶⁸⁷ MÜLLER, Wolfgang C. et Kaare STRØM, *op. cit.*, 1999, p. 8-9.

décida de présider le *Federal Policy Committee*, organe fédéral en charge de l'élaboration du programme politique, afin d'asseoir son autorité. Il joua davantage les médiateurs quand il y eut des désaccords mais il n'eut jamais un rôle de décideur⁶⁸⁸. Conscient que son *leadership* pourrait être défié, il proposa que tous ses membres ainsi que ceux du *Federal Executive Committee*, l'instance dirigeante du parti, soient élus par tous les adhérents et non seulement les délégués choisis par les sections locales. Cette proposition n'aboutit pas, elle montrait, néanmoins, que Charles Kennedy savait, qu'en cas de difficulté, il lui faudrait faire appel à la base dont il avait le soutien pour les raisons évoquées précédemment ; ce qu'il fit au moment de son éviction forcée (cf. infra).

B. La recomposition à gauche : un objectif obsolète.

En devenant le second *leader* du parti libéral-démocrate, Charles Kennedy héritait du « Projet » porté par Paddy Ashdown et massivement rejeté à 55% par les adhérents lors de sa désignation. Le « Projet » avait été pensé comme une étape dans le processus à plus long terme de recomposition du paysage politique britannique à gauche. Alors qu'une fusion de son parti avec le *New Labour* aurait été l'aboutissement naturel de ces « fiançailles constructives » (*constructive engagement*)⁶⁸⁹, Paddy Ashdown n'avait jamais voulu en être l'artisan, préférant en laisser la responsabilité à ses successeurs. L'absence de différences idéologiques saillantes entre les deux formations leur aurait permis de créer un front uni contre les Conservateurs. C'était l'avis défendu par Alan Leaman, son ancien conseiller, qui pensait qu'une fusion des deux partis était encore possible⁶⁹⁰.

⁶⁸⁸ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 132.

⁶⁸⁹ TOYNBEE, Polly. "Caged Bird's Swan Song". *The Guardian*, 24 septembre 1999.

⁶⁹⁰ LEAMAN, Alan. "What is the Point of Mr. Kennedy and the Liberal Democrats?". *The Independent*, 09 août 2000.

1. Un environnement défavorable.

À cette époque, Paddy Ashdown lui-même n'était plus réellement convaincu qu'une fusion des deux partis était l'aboutissement naturel du « Projet » et que le concept de regroupement des forces progressistes avait encore un sens. Le « Projet » n'avait plus qu'une finalité électorale pour inciter les deux partenaires à pratiquer un vote tactique pour empêcher un retour des Conservateurs au pouvoir. En réalité, c'étaient les *Lib Dems* qui avaient besoin de cet échange de bons procédés et non le *Labour*.

Selon Alan Ware, les conditions n'étaient plus réunies comme à l'époque de l'Alliance où le parti libéral et le *SDP* avaient été engagés dans une coalition proto-gouvernementale pendant cinq ans. Des finalités purement électorales, qui auraient pu convaincre les deux partis de franchir le pas, n'étaient plus à l'ordre du jour. Les Travaillistes de Tony Blair allaient entrer en campagne avec une solide majorité aux Communes et un bon bilan économique, cela devrait leur assurer une nouvelle victoire aux législatives⁶⁹¹. Tony Blair ne gagnerait plus rien à forger une alliance permanente avec les *Lib Dems*⁶⁹². Une fusion, en revanche, lui permettrait de corriger le « grand schisme » et d'être l'artisan de l'unification des forces progressistes.

Du côté des Libéraux-démocrates, on n'était pas dans la situation d'une fusion non négociée (*an unbargained party fusion*)⁶⁹³ : en effet, la survie du parti n'était plus engagée et ils bénéficiaient d'une solide représentation à Westminster. Malgré leurs difficultés à projeter une image différente de celle du *New Labour*, les électeurs pouvaient encore décider de voter pour eux grâce à un programme électoral distinct. Une fusion n'était pas convaincante non plus en matière de coûts-bénéfices. En effet, rien ne garantissait que le nouveau parti soit plus grand que la somme des deux partis : il y aurait la possible survivance des deux partis originaux comme cela avait été le cas en 1988, ou même l'abandon de la politique par des militants déçus, à l'image de ceux du *SDP*⁶⁹⁴.

⁶⁹¹ WARE, Alan, *op. cit.*, 2009, p. 110-111.

⁶⁹² Les alliances permanentes ont cours surtout dans des pays où le type de scrutin, en l'occurrence le vote alternatif, favorise le multipartisme. C'est le cas en Australie. In WARE, Alan, *op. cit.*, 2009, p. 110.

⁶⁹³ Les fusions non négociées (*unbargained party fusions*) se produisent dans deux types de situation. Premièrement, le parti le plus petit est devenu si faible sur un plan électoral qu'il n'est plus en mesure de négocier son absorption par le plus gros parti. Deuxièmement, le parti le plus petit pourra difficilement empêcher cette fusion car les électeurs le perçoivent comme similaire au grand parti. In WARE, Alan, *op. cit.*, 2009, p. 106-107.

⁶⁹⁴ DENVER David et Hugh BOCHEL, *op. cit.*, 1994, p. 403-417.

2. La réaffirmation du principe d'indépendance.

Le nouveau *leader* libéral-démocrate prit ses distances avec le projet de recomposition de l'échiquier politique à gauche, ne se réclamant pas publiquement de l'héritage stratégique de Jo Grimond.

Dès sa victoire, Charles Kennedy annonça qu'il souhaitait adopter une ligne plus indépendante du *New Labour*⁶⁹⁵, cela resta sa ligne de conduite tout au long de son *leadership* comme il le rappela lors de sa démission⁶⁹⁶. Il ne mobilisa jamais cet objectif d'une recomposition à gauche, ou plutôt au centre-gauche depuis le déplacement opéré par le *New Labour*, pour justifier ses choix stratégiques. Ses détracteurs mirent cela sur son peu d'appétence pour le débat d'idées, son manque d'autorité naturelle et d'ambition pour son parti. En réalité, Charles Kennedy respectait la stratégie décidée par les adhérents lors de sa désignation : ils avaient clairement indiqué qu'ils souhaitaient que le parti retrouve son indépendance. Charles Kennedy cherchait aussi à éviter d'être accusé, comme l'avait été son prédécesseur, d'avoir un *leadership* oligarchique⁶⁹⁷. Ainsi, il refusa, malgré les demandes pressantes de Tony Blair, d'intervenir dans les négociations pour la formation d'une coalition à l'Assemblée du pays de Galles. Il laissa alors les mains libres à la branche galloise du parti⁶⁹⁸. On avait là un exemple d'un fonctionnement stratarchique de la part du *leader* qui cherchait à maintenir une forme d'équilibre entre l'autonomie de l'unité locale et le contrôle exercé par le sommet⁶⁹⁹.

Il est difficile de savoir ce qui motiva Charles Kennedy à délaissé ce projet pendant son *leadership*. Il opéra un retour en douceur à la position d'équidistance entre les deux grands partis : ce fut, pour certains militants, une décision rédhitoire pour pouvoir tendre à une recomposition au centre-gauche et favoriser une fusion des forces progressistes⁷⁰⁰. Mais dans le même temps, les adhérents qui l'avaient choisi, ne voulaient plus du « Projet » et de son corollaire à plus long terme, c'est-à-dire un rassemblement des

⁶⁹⁵ TRAN, Mark. "Charles Kennedy Elected Leader of Lib Dems". *The Guardian*, 09 août 1999.

⁶⁹⁶ "Speech of Resignation of Charles Kennedy", 07 janvier 2006 In HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 273-275.

⁶⁹⁷ LEIGH, Dominic, *op. cit.*, 2011, p. 26.

⁶⁹⁸ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 110-111.

⁶⁹⁹ BARDI, Luciano, BARTOLINI, Stefano et Alexander TRESCHSEL, *op. cit.*, 2014, p. 154-159.

⁷⁰⁰ MEYER, Andy. "Birmingham 1, Ross Skye & Lochaber 0". *Liberal Voice*, 16 mai 2010, <http://www.liberal-vision.org/2010/05/16/birmingham-1-ross-skye-lochaber-0/> [Consulté le 17 mars 2019]

forces de centre-gauche sous une même bannière. En effet, rien ne disait que ce serait au sein du parti libéral-démocrate.

Étrangement, Charles Kennedy rappela son attachement à Jo Grimond et à son mentor Roy Jenkins seulement en 2010, lorsque l'entrée dans la coalition gouvernementale avec les Conservateurs fut soumise au vote des députés libéraux-démocrates. Il s'abstint et déplora publiquement le choix fait par Nick Clegg⁷⁰¹. S'octroyant alors un droit d'inventaire de son propre *leadership*, il réclama, implicitement, sa part dans la mise en œuvre d'une recomposition au centre-gauche, tout en accusant Nick Clegg et ceux qui soutenaient cette coalition gouvernementale d'être les fossoyeurs de ce grand projet qui avait porté le parti libéral/libéral-démocrate depuis plus de 50 ans. Ainsi, il déclara :

« Dans un euphémisme inhabituel, Paddy Ashdown décrit les événements qui se sont produits la semaine dernière comme « un moment plutôt inattendu ». Sans nul doute, ils ruinent la « recomposition au centre-gauche » encouragée depuis longtemps, auquel les *leaders* dans le respect de la tradition libérale, y compris celui-ci, ont tous souscrit depuis l'époque de Jo Grimond. Cela n'est guère surprenant que, certains d'entre nous à tout le moins, se sentent actuellement déboussolés. Et cela résume vraiment les raisons pour lesquelles à titre personnel je ne me suis pas senti en mesure de voter pour ce dénouement quand il fut soumis au vote des députés libéraux-démocrates⁷⁰². »

⁷⁰¹ CALDER, Jonathan. "Charles Kennedy and the Realignment of the Centre-Left". *Liberal Voice*, 17 mai 2010, <http://liberalengland.blogspot.com/2010/05/charles-kennedy-and-realignment-of.html>. [Consulté le 17 mars 2019]

⁷⁰² "With uncharacteristic understatement, Paddy Ashdown described last week's events as "a rather unexpected moment". Certainly, they drive a strategic coach and horses through the long-nurtured "realignment of the centre-left" to which leaders in the Liberal tradition, this one included, have all subscribed since the Jo Grimond era. It is hardly surprising that, for some of us at least, our political compass currently feels confused. And that really encapsulates the reasons why I felt personally unable to vote for this outcome when it was presented to Liberal Democrat parliamentarians." In KENNEDY, Charles. "Why I Couldn't Support Clegg's Deal with the Tories". *The Guardian*, 16 mai 2010.

C. Une stratégie inadéquate.

Charles Kennedy avait fait campagne en se présentant comme un « nouveau *leader* pour une nouvelle époque » (*a new leader for new times*). Alors que la recomposition de l'échiquier politique à gauche n'était plus sa priorité, il annonça que son parti allait jouer l'équilibre politique avec une poursuite limitée du *Joint Consultative Committee* et une opposition plus marquée au Parlement⁷⁰³. Il faisait le choix d'une stratégie beaucoup moins ambitieuse que celles de David Steel et Paddy Ashdown en leur temps, ce qui lui assurerait le soutien des adhérents.

1. La fin du « Projet ».

Lors de la désignation de leur nouveau *leader*, les adhérents avaient clairement indiqué que l'élan pour plus de coopération avec les Travaillistes était retombé. Charles Kennedy initia alors la fin du Projet tout en cherchant à satisfaire sa base et à ménager Tony Blair. Alors que ses critiques sur la genèse du « Projet » avaient porté principalement sur le secret entourant les tractations, Charles Kennedy prit lui aussi garde de ne jamais entrer au *10 Downing Street* par la porte d'entrée afin de ne pas semer davantage le trouble dans son parti et de ne pas s'aliéner le soutien des militants qui l'avaient élu.

Malgré les propositions pressantes du Premier ministre d'étendre le champ d'action du *Joint Consultative Committee* à la santé, la réforme des retraites et de l'éducation, où leurs deux formations affichaient des positions communes, Charles Kennedy refusa. Toujours dans un souci de rassurer les militants et de conserver leur appui, il annonça que ce comité poursuivrait ses réunions de travail sans aborder de nouveaux points⁷⁰⁴.

Estimant que son parti ne pouvait pas demeurer un auxiliaire du parti travailliste, Charles Kennedy souhaita se retirer de ce comité dès 2000 pour afficher l'indépendance des *Lib Dems* avant les prochaines élections. Il accepta la demande de Tony Blair de ne pas

⁷⁰³ WHITE, Michael, *op. cit.*, 1999.

⁷⁰⁴ Ce comité se réunit une première fois en décembre 1999 pour discuter de la réforme de la Chambre des Lords, du projet de loi sur la liberté de l'information et de l'élargissement de l'Union européenne. La seconde réunion se tint en juillet 2000 pour parler des opérations humanitaires et de maintien de la paix conduites par l'ONU. In JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 182.

officiellement le dissoudre mais de le suspendre dès septembre 2001⁷⁰⁵. Si symboliquement cela permettait au Premier ministre de ne pas perdre la face, concrètement une dissolution ou une suspension du comité ne faisait pas de différence pour le dirigeant libéral-démocrate. Il avait laissé ce comité périlcliter, sans couper le lien qui unissait sa formation au *New Labour* de Tony Blair. Il espérait toujours qu'il mette en œuvre les recommandations de la Commission Jenkins, sur une réforme du mode de scrutin à Westminster, si sa majorité aux Communes était moins importante après les prochaines législatives⁷⁰⁶.

Cette approche « en douceur » de la relation avec les Travaillistes n'était pas sans risque. Michael Meadowcroft la jugea trop attentiste et trop court-termiste, elle pourrait être préjudiciable à la pérennité d'un tiers parti indépendant⁷⁰⁷. Selon lui, elle reposait trop sur le poids que le parti pourrait avoir sur le gouvernement travailliste et les récompenses en échange de son soutien. Les électeurs pourraient décider de « punir » un parti qui cherchait à revenir au pouvoir par le biais d'accords secrets. Ainsi, la candidate libérale-démocrate dans la circonscription d'Hamilton South avait subi une défaite cuisante, la faute aux tractations et aux machinations auxquelles le parti avait participé pour maintenir au pouvoir Donald Dewar en Ecosse⁷⁰⁸. C'est un élément sur lequel Michael Meadowcroft n'a pas bougé d'un iota : il dit toujours se méfier des pactes pré-électorales⁷⁰⁹. Enfin, un réveil des Conservateurs était possible, ce qui empêcherait de consolider les gains électoraux obtenus depuis les législatives 1997.

2. Une « opposition efficace » ?

Dans la continuité de son prédécesseur, Charles Kennedy réaffirma que son parti jouerait le rôle de parti d'opposition à Westminster : sous son *leadership*, il ne s'agirait plus de pratiquer une « opposition constructive » (*constructive opposition*), basée sur la

⁷⁰⁵ HURST, Greg, *op. cit.*, 2015, p. 395.

⁷⁰⁶ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 123.

⁷⁰⁷ MEADOWCROFT, Michael. "Is There a Liberal Alternative ? Charles Kennedy and the Liberal Democrats' Strategy". *The Political Quarterly*, Vol. 71, No. 4, octobre 2000, p. 436 et p. 438.

⁷⁰⁸ La candidate libérale-démocrate arriva sixième avec seulement 634 voix et perdit sa caution. Ce fut le plus mauvais résultat pour un candidat libéral/libéral-démocrate depuis 1948. In COOK, Chris, *op. cit.*, 2010, p. 252.

⁷⁰⁹ Entretien avec Michael Meadowcroft, The National Liberal Club, Londres, 18 janvier 2019, p. 287.

conciliation⁷¹⁰, mais une « opposition efficace » (*effective opposition*) qu'il définissait en ces termes :

«Les Libéraux-démocrates ne sont les toutous de personne. Mais nous ne sommes pas des Rottweilers non plus. Nous n'attaquons pas pour attaquer. Nous n'attaquons pas sur commande, cela est de la politique traditionnelle. C'est une leçon que les *Tories* ne semblent jamais retenir⁷¹¹. »

La différence sémantique entre opposition « constructive » et opposition « efficace » pouvait sembler tenue. En réalité, elle marquait un retour en douceur à la position d'équidistance entre les deux grands partis. Cela répondait à un double objectif⁷¹². En rappelant que le parti était un parti « progressiste », et non pas une variante à gauche du *Labour* (*left-of-Labour*), Charles Kennedy voulait rassurer les militants qui considéraient les Travaillistes comme leurs principaux rivaux sur le terrain. Le parti devait aussi apparaître aux yeux de l'opinion publique comme le parti d'opposition, Charles Kennedy jugeant les Conservateurs de Michael Hague inefficaces dans ce rôle. À l'approche des législatives, les attaques se multiplièrent, indistinctement, contre les Travaillistes et les Conservateurs⁷¹³.

Pour afficher symboliquement ce rôle d'unique parti d'opposition au gouvernement, Charles Kennedy décida de nommer son propre Cabinet fantôme (*Shadow Cabinet*), ce qui fut une première pour un tiers parti. Il affichait publiquement ses ambitions de redevenir le dirigeant d'un parti de gouvernement. Les Conservateurs protestèrent, arguant qu'ils étaient les seuls à pouvoir porter le titre d'« Opposition Loyale de Sa Majesté »⁷¹⁴ (*Her Majesty's Loyal Opposition*) sur les bancs de Westminster grâce à leur nombre de députés⁷¹⁵.

⁷¹⁰ KORNBERG, Allan, *op. cit.*, 1973, p. 423-424.

⁷¹¹ "The Liberal Democrats are nobody's poodle. But we are not Rottweilers either. We don't attack for the sake of it. We don't savage on command, that is the old politics. It is a lesson the Tories never seem to learn." In WHITE, Michael. "Kennedy Aims 'New Tories' Jibe at Labour Policy on Poor". *The Guardian*, 24 septembre 1999.

⁷¹² QUINN, Thomas et Ben CLEMENTS. "Realignment in the Centre : The Liberal Democrats" In ALLEN, Nicholas et John BARTLE (dirs.). *Britain at the Polls 2010*. Los Angeles, Londres : Sage, 2011, p. 67.

⁷¹³ Charles Kennedy reprochait au gouvernement travailliste d'être trop timoré en matière de santé, In "Labour Attacked over Health and Tax". *The Guardian*, 11 mai 2001. Il attaqua les Conservateurs sur la question de l'immigration, comparant leurs mesures pour limiter le droit d'asile à celles défendues par Enoch Powell en son temps, In BROGAN, Benedict "Kennedy Attacks 'Powellesque' Hague over Asylum", *The Telegraph*, 08 mars 2011.

⁷¹⁴ Grâce à ce titre, le parti d'opposition et son leader se voient accorder une série de privilèges parlementaires, procéduriers et financiers (*Short Money*). In BALE, Tim. "If Opposition is an Art, is Ed

En réalité, en réclamant le rôle de parti d'opposition aux deux grands partis, Charles Kennedy ne faisait qu'officialiser ce qui se passait à Westminster depuis 1997. Sous le *leadership* de Paddy Ashdown, les députés libéraux-démocrates avaient déjà commencé à voter plus souvent contre les projets de loi présentés par le gouvernement de Tony Blair. Le parti parlementaire jouait déjà son rôle de parti d'opposition *bona fide* et ne pouvait plus être taxé de « toutou du Parti travailliste »⁷¹⁶. En dépit des affirmations de Charles Kennedy, cette opposition ne put jamais être efficace à cause de la confortable majorité des Travaillistes aux Communes. L'efficacité, somme toute relative, que la journaliste Polly Toynbee reconnaît au parti de Charles Kennedy, fut de faire dégonfler quelque peu l'arrogance du *New Labour* et d'animer le débat sur l'adoption de la monnaie unique⁷¹⁷. Il fallut attendre la tribune offerte par la Guerre d'Irak pour que l'opposition au gouvernement travailliste devienne réelle (cf. infra).

3. Une identité trop floue.

En interne, des doutes perduraient sur la capacité de Charles Kennedy à donner une stratégie claire à son parti et à lui forger une identité distincte⁷¹⁸. La publication de *The Future of Politics*⁷¹⁹, dans laquelle il rappelait qu'il s'inscrivait dans la continuité de ses prédécesseurs en étant plutôt social-libéral⁷²⁰, n'avait pas rassuré.

Pour proposer un programme qui se démarque nettement de celui du *New Labour*, il recruta l'universitaire Richard Grayson, autrefois à la tête du *think tank Centre for Reform*. Malgré une stratégie moins ambitieuse, Charles Kennedy continuait la professionnalisation des *Lib Dems* pour les rendre plus performants sur un plan électoral (*an electoral-*

Miliband an Artist ? A Framework for Evaluating Leaders of the Opposition". *Parliamentary Affairs*, Vol. 68, No. 1, January 2015, p. 61.

⁷¹⁵ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 105.

⁷¹⁶ COWLEY, Philip et Mark STUART, *op. cit.*, 2003, p. 402.

⁷¹⁷ TOYNBEE, Polly, *op. cit.*, 1999.

⁷¹⁸ LEAMAN, Alan, *op. cit.*, 2000.

⁷¹⁹ *The Future of Politics* se présentait comme un ensemble de principes généraux et non un programme politique détaillé. Le thème principal en était la liberté appliquée aux aspects personnels, politiques, sociaux et économiques. In KENNEDY, Charles. *The Future of Politics*. Londres : HarperCollinsPublishing, 2001, 235 p.

⁷²⁰ JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 181. Son biographe, Greg Hurst, le présente comme un social-démocrate qui croyait en l'économie de marché mais qui conservait de forts instincts collectivistes. L'éradication de la pauvreté était sa priorité principale. In HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 131.

professionnal party)⁷²¹. Cette nomination généra des tensions car il allait diriger le groupe de chercheurs mis à la disposition des députés pour les aider dans leur travail à Westminster. Ces derniers y virent une dérive oligarchique du *leader* : la gestion devait en revenir à quelqu'un d'indépendant et qui leur rende des comptes directement⁷²². Cette contestation était la première manifestation d'une plus grande autonomie de la part du parti parlementaire vis-à-vis du *leadership* (cf. infra).

Après la convergence du *New Labour* vers le centre, occuper l'espace ainsi libéré à gauche permettrait au parti de se différencier. Cela passerait par une défense des services publics, de l'État-providence (*the Welfare State*) et une plus grande redistribution des richesses. Ce virage à gauche était motivé par des raisons électorales. Charles Kennedy résista à ce changement, lui aussi pour des raisons électorales. Ces mesures, certes plus radicales, impliqueraient une hausse des impôts pour financer la hausse des dépenses publiques politiques (*tax and spend policies*) ; elles étaient typiques des programmes électoraux du parti travailliste dans les années quatre-vingts. Charles Kennedy craignait de s'aliéner de nombreux électeurs potentiels, en particulier les retraités (*the grey vote*), dans les sièges ciblés par les *Lib Dems*⁷²³.

Jusqu'aux législatives de 2001, le *leader* libéral-démocrate resta à la peine pour convaincre que le programme politique qu'il défendait était suffisamment libéral pour rendre son parti attractif⁷²⁴. Si on lui reconnaissait une certaine fibre radicale et libérale sur la question de l'euro⁷²⁵, de l'environnement ou du droit d'asile, on lui reprochait, en revanche, de faire du Anthony Crosland dans le texte⁷²⁶, en particulier en matière de lutte contre la pauvreté. Richard Grayson reconnaissait cette filiation avec la social-démocratie défendue par Anthony Crosland⁷²⁷, plus particulièrement sur le paradigme liberté-égalité et les questions d'éducation et de fiscalité. Malgré ces similarités, il notait une divergence

⁷²¹ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 262-264.

⁷²² HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 108.

⁷²³ MEADOWCROFT, Michael, *op. cit.*, 2000, p. 439-440.

⁷²⁴ "A Thin Bowl of Porridge". *The Guardian*, 24 septembre 1999.

⁷²⁵ Au grand soulagement des militants, l'Europe ne fut pas un des thèmes de campagne lors des législatives de 2001 pour ne pas froisser les électeurs eurosceptiques. In COOK, Chris, *op. cit.*, 2010, p. 256. Le manifeste électoral de 2001 *Freedom, Justice, Honesty*, rédigé par Richard Grayson et Matthew Taylor, défendait le principe de plus d'investissements publics dans les écoles et les hôpitaux. Ces dépenses seraient financées par un impôt d'un *penny* supplémentaire sur le taux d'imposition de base et une hausse maximale de 50% du taux d'imposition. Pour plus de détails, on pourra se reporter à : JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 183-184.

⁷²⁶ "Sadly, Mr Kennedy's Policies are not nearly as Smart as his Politics". *The Independent*, 07 septembre 2000.

⁷²⁷ Patrick Diamond étudie l'héritage intellectuel qu'a laissé Anthony Crosland au parti travailliste. Il défend la thèse que son célèbre traité *The Future of Socialism*, publié en 1956, est toujours d'actualité pour le *Labour*. In DIAMOND, Patrick. *The Crosland Legacy : The Future of British Social Democracy*. Cambridge : Policy Press, 2016, 440 p.

importante sur le rôle dévolu à l'État : le programme électoral des *Lib Dems* était plus influencé par le libéralisme social⁷²⁸.

4. Un équilibre interne fragilisé par le *leader*.

Le parti travailliste remporta les législatives de 2001, conservant une forte majorité avec 413 députés contre 166 pour les Conservateurs. Cette nouvelle victoire s'expliquait par le bon bilan économique du gouvernement et la popularité de Tony Blair⁷²⁹. Malgré un programme électoral peu original, le parti libéral-démocrate obtint de bons résultats : il remporta 18,3% des suffrages, passant de 46 à 52 députés. L'atout des *Lib Dems* avait été la personnalité de son dirigeant, perçu comme quelqu'un d'honnête lorsqu'il déclara qu'il était conscient que son parti ne pourrait pas remporter les élections⁷³⁰. Tim Razzall, le directeur de campagne, avait obtenu du camp travailliste que leurs deux formations concentrent leurs attaques sur William Hague pour endiguer la progression du vote conservateur.

Dans la continuité du recrutement de Richard Grayson, Charles Kennedy initia une révision approfondie du programme politique du parti, en particulier de la question des services publics et de leur amélioration sans hausse des dépenses publiques. Les *Lib Dems* ne pourraient pas toujours s'appuyer sur un Parti conservateur en difficulté et un gouvernement travailliste moins populaire pour attirer les électeurs conservateurs modérés⁷³¹. Après avoir cédé aux demandes des adhérents qui ne voulaient pas de la poursuite du « Projet », il tentait de reprendre le contrôle sur eux en adoptant un comportement plus oligarchique. Il remit en doute la validité de certaines mesures votées en congrès par une poignée de militants après des débats courts et décousus alors que le manifeste électoral avait déjà été approuvé⁷³². Cette fois-ci, il tentait de satisfaire les

⁷²⁸ GRAYSON, Richard S. "Social Democracy or Social Liberalism ? Ideological Sources of Liberal Democrat Policy". *The Political Quarterly*, Vol. 78, n° 1, janvier-mars 2007, p. 33-38.

⁷²⁹ DENVER, David et Mark GARNETT, *op. cit.*, 2014, p. 122.

⁷³⁰ GRENDER, Olly et Kate PARMINTER, *op. cit.*, 2007, p. 109.

⁷³¹ ASHDOWN, Paddy. "Our Party is in Danger of being Stranded on the Left of Labour". *The Economist*, 13 juin 2001.

⁷³² Pendant la campagne, Charles Kennedy n'avait pas apprécié de devoir composer avec les demandes des militants, comme par exemple la libéralisation de la pornographie ou l'octroi du droit de vote aux prisonniers, alors que le manifeste électoral n'en faisait pas mention. In HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 219.

députés et les candidats battus qui voulaient un parti encore plus puissant à Westminster pour se rapprocher du pouvoir. Cette reprise en main ne fut pas bien acceptée par la petite centaine de militants très active au sein des structures démocratiques du parti. Nous reviendrons sur leur influence lors de l'épisode de la Guerre d'Irak.

Au-delà de l'effet d'annonce, Charles Kennedy ne changea pas réellement les choses. Cela généra de la suspicion chez les tenants du *statu quo* et de la frustration chez les réformateurs⁷³³. De la même manière, la reconduction du Cabinet fantôme dont la réunion hebdomadaire permettait de formuler des recommandations à destination de tout le parti parlementaire, donna aux députés de base (*the backbenchers*) le sentiment d'être exclus du processus d'élaboration des politiques du parti⁷³⁴.

En adoptant une attitude moins oligarchique que Paddy Ashdown qui avait imposé le « Projet » à son parti, Charles Kennedy chercha à satisfaire les attentes de la base qui n'avait plus voulu de ce partenariat avec les Travaillistes, en prônant un retour à l'équidistance et à une opposition réelle. Cette stratégie moins ambitieuse avait alors généré des frustrations au sein du parti parlementaire. Le *leader* avait bien tenté de répondre à ses attentes avec une refonte du programme électoral mais cela ne fut pas suivi d'effet. En adoptant une approche plus consensuelle, Charles Kennedy n'avait ni tranché et ni réellement répondu aux attentes contradictoires de la base et du parti parlementaire.

D. Un leader contesté.

1. La Guerre d'Irak.

Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis permirent à Charles Kennedy de gagner ses galons de principal opposant au gouvernement Blair et d'accroître la visibilité des *Lib Dems*.

⁷³³ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 220.

⁷³⁴ COLE, Matt. "Growing Without Pains ? Explaining Liberal Democrat MPs' Behaviour". *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 11, No. 2, mai 2009, p. 267.

a) Une opposition de principe.

Le parti libéral-démocrate apporta son soutien aux États-Unis mais Charles Kennedy insista sur le rôle que les Nations unies devraient jouer en cas de réponse militaire aux attentats. Il y a toujours eu au sein du parti libéral/libéral-démocrate un fort engagement pour soutenir les institutions internationales telles que les Nations unies et l'Union européenne ainsi que les accords de sécurité collectifs par le biais de l'OTAN. Cela ne signifiait pas que le parti était devenu isolationniste ou centré sur l'Europe ; il avait soutenu les interventions de l'OTAN en Bosnie en 1994 et au Kosovo en 1999⁷³⁵.

La possibilité d'une intervention militaire contre les Talibans en Afghanistan ne faisait pas l'unanimité parmi les députés⁷³⁶. Une motion, qui puisse satisfaire les deux camps, fut alors adoptée lors du congrès d'automne : le parti soutiendrait l'arrivée de troupes américaines et britanniques en Afghanistan si et seulement si la réponse militaire était précise, proportionnée et dans le respect du droit international. Cette intervention devait se faire pour garantir un gouvernement élu démocratiquement et stable une fois le régime taliban tombé⁷³⁷. Appuyé par les Conservateurs, le parti refusa alors de participer au débat national sur l'adoption d'une nouvelle législation anti-terroriste, en contradiction avec ses principes sur les libertés civiles. Les Conservateurs et les *Lib Dems* arrachèrent alors des concessions importantes au gouvernement afin de limiter le principe de détention sans procès des personnes suspectées de terrorisme⁷³⁸.

Une possible invasion de l'Irak par les troupes américaines et britanniques marqua la fin du « deux contre un ». Charles Kennedy présenta alors son parti comme le remplaçant des Conservateurs en tant que principal parti d'opposition dans le système partisan britannique. Cette prise de position n'était pas motivée par une volonté tactique d'occuper l'espace libéré par les Conservateurs d'Ian Duncan Smith, même si Charles Kennedy présenta bien son parti comme leur remplaçant en tant que principal parti d'opposition. Cette démarche s'inscrivait dans la continuité de l'héritage internationaliste

⁷³⁵ BUTT PHILIP, Alan. "Internationalism" In HICKSON, Kevin (dir.). *The Political Thought of the Liberals and Liberal Democrats since 1945*. Manchester et New York : Manchester University Press, 2009, p. 140-141.

⁷³⁶ Ces députés étaient Jenny Tonge, Steve Webb, Alistair Carmichael, Richard Younger-Ross et Richard Allen. In HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 148.

⁷³⁷ BUTT PHILIP, Alan, *op. cit.*, 2009, p. 141.

⁷³⁸ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 150.

du parti. À titre personnel, Charles Kennedy n'était pas fondamentalement opposé à une Guerre d'Irak.

Lors des débats à Westminster en novembre 2001, le dirigeant libéral-démocrate rappela la primauté des Nations unies pour décider de toute intervention militaire qui devrait être approuvée par un vote préalable aux Communes. En tant que parti d'opposition, il ne manquerait pas de demander des comptes au gouvernement. Il soutiendrait, néanmoins, une intervention militaire si preuve était faite de l'existence de programmes illégaux d'armes et de l'intention de Saddam Hussein de les utiliser mais il ne signerait pas de chèque en blanc à l'Administration Bush⁷³⁹.

Ne pas soutenir cette nouvelle étape dans la guerre contre l'Axe du Mal – qui comprenait, selon George W. Bush, l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord, puis seulement l'Irak fin 2002 – fut plus difficile. Cette prise de position fut du pain bénit pour leurs adversaires politiques qui présentèrent les *Lib Dems* assez schématiquement comme ceux qui faisaient l'apologie de Saddam Hussein et ne brandissaient pas le drapeau national⁷⁴⁰.

b) L'ingérence des militants.

Charles Kennedy opéra un revirement inattendu en 2003 et prit la décision de s'opposer à la Guerre d'Irak. Ce ne furent ni ses échanges avec ses conseillers⁷⁴¹ ni une forme d'opportunisme politique, comme pour Paddy Ashdown lors de la rétrocession de Hong Kong à la Chine en 1997, qui expliquèrent ce changement. C'est sous la pression du *Federal Executive Committee* – l'instance dirigeante du parti fédéral – qu'il décida de prononcer un discours lors du rassemblement *Stop the War Coalition* à Hyde Park en février 2003. Sous l'impulsion de Donnadhach McCarthy, le *FEC* avait voté une motion à l'unanimité en janvier, exhortant tous les adhérents et le *leadership* à soutenir cette manifestation. Certains députés, comme par exemple Menzies Campbell et Mark Oaten, craignaient que la présence de Charles Kennedy à ce rassemblement n'ouvre la porte à des

⁷³⁹ Si l'Irak ne respectait pas les dates prévues pour les inspections d'armes et ne communiquait pas la composition de son arsenal, il y aurait une intervention militaire. In HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 155.

⁷⁴⁰ BUTT PHILIP, Alan, *op. cit.*, 2009, p. 142.

⁷⁴¹ Charles Kennedy, qui n'était pas à l'aise avec les questions militaires, ne chercha pas conseil auprès de son prédécesseur plus expérimenté que lui. Il donna même des instructions au service de presse pour que Paddy Ashdown réserve ses interviews aux médias locaux. In HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 149.

critiques s'il apparaissait à la même tribune que des figures controversées comme le révérend Jesse Jackson ou Tariq Ali⁷⁴².

Plus tard, cette tentative de faire pression sur le *leader*, par le biais d'une mobilisation des adhérents et d'un appel dans la presse⁷⁴³, fut comparée à l'infiltration du Parti travailliste par *Militant Tendency* dans les années 1980⁷⁴⁴. Cette pression exercée par l'instance dirigeante du parti sur le *leader* est en réalité de nature différente : elle illustre le fait que les militants pouvaient influencer les décisions prises par le *leadership*, qui n'était pas toujours prêt à accepter cette ingérence. Ainsi, Donnadhach McCarthy alla jusqu'à contraindre Charles Kennedy à participer à toutes les réunions du *FEC* avant cette manifestation. De la même manière, il força les militants à brandir des pancartes avec le message *Lib Dems say NO to war* plutôt que *Give peace a chance*, jugé plus neutre et acceptable par le *leadership*. À cette époque, Navnit Dholakia, président du parti et du *Federal Executive Committee*, avait du mal à ne pas laisser les procédures de ce comité être dominées par les membres élus, généralement plus critiques envers le *leadership*.

Le parti libéral-démocrate et son dirigeant devinrent alors les porte-paroles de l'opposition à la Guerre d'Irak. Le parti se retrouva ensuite dans un environnement plus hostile lorsque l'entrée de la Grande-Bretagne dans la guerre fut débattue et votée au Parlement. Les 53 députés libéraux-démocrates, associés à 135 députés travaillistes rebelles et à 15 députés conservateurs, votèrent contre le 18 mars 2003. Il fallut attendre les premiers rapports des experts montrant qu'il n'y avait pas d'armes biologiques en Irak pour que le parti soit moins sous le feu des critiques travaillistes et conservatrices et qu'il en tire un bénéfice électoral⁷⁴⁵.

2. Le test des urnes.

Les circonstances semblaient prometteuses pour de très bons résultats aux législatives de 2005 : avec le début de la Guerre d'Irak, la popularité du Premier ministre et

⁷⁴² "A Rallying Whisper". *Liberator*, No. 286, mars 2003, p. 4.

⁷⁴³ "To the Barricades". *Liberator*, No. 286, mars 2003, p. 16-17.

⁷⁴⁴ SANDERSON-NASH, Emma. *Obeying the Iron Law ? Changes to the Intra-party Balance of Power in the British Liberal Democrats since 1998*. Thèse de doctorat, Université du Sussex, juillet 2011, p. 99-100. [Consulté le 25 mars 2017]

⁷⁴⁵ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 164.

de son gouvernement était en baisse alors que les Conservateurs de Michael Howard, encore en convalescence, ne parvenaient pas à tirer profit de la situation. A l'inverse, Charles Kennedy bénéficiait de son opposition à l'invasion de l'Irak : à l'automne 2004, les sondages le créditaient entre 18% et 25% d'opinions favorables, avec une moyenne à 20%⁷⁴⁶. Il positionna alors les *Lib Dems* comme la seule réelle alternative aux deux grands partis. De même, les bons résultats aux élections européennes et locales, et lors de la législative partielle de Leicester South en juin 2004, dans un bastion travailliste, permettaient d'espérer une nouvelle percée électorale⁷⁴⁷.

a) Un *leader* jugé peu professionnel.

Le lancement du manifeste électoral *The Real Alternative*⁷⁴⁸, élaboré par Matthew Taylor, fut un fiasco avec un *leader* qui apparut fatigué et se trompa sur les chiffrages du programme du parti sur les impôts locaux⁷⁴⁹. Son équipe mit sa mauvaise prestation sur le compte de sa récente paternité, mais le ressentiment grandissait face à un dirigeant de moins en moins en mesure de remplir sa mission à cause de sa dépendance à l'alcool. Les députés de premier plan (*the front bench parliamentarians*), souvent exhortés à ne pas faire de vague, ne comprenaient pas pourquoi le principe de responsabilité collective ne s'appliquait pas aussi au Cabinet fantôme et au *leader*⁷⁵⁰.

⁷⁴⁶ Entre 1999 et 2001, 15,1% des personnes interrogées par *Gallup* estimaient que Charles Kennedy faisait bien son travail de chef de parti. Sur la période 2001-2005, cela monta à 20,3%, une progression à mettre, pour partie, au crédit de son opposition à la Guerre d'Irak. In DENVER, David et Mark GARNETT. "The Popularity of British Prime Ministers". *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 14, No. 1, février 2012, p. 72.

⁷⁴⁷ Lors des élections européennes de 2004, le parti remporta deux nouveaux sièges et totalisa douze députés. Les résultats des élections locales de 2005 furent aussi bons avec un gain de 123 conseillers locaux ; en termes de suffrages exprimés, le parti faisait jeu quasi égal avec 25% des voix avec les Travaillistes à 26%. In "Local Elections 2006". *Library House of Commons*, Research Paper 06/26, 10 mai 2006, 24 p.

⁷⁴⁸ Le programme du parti reposait sur les principes directeurs qu'étaient la liberté positive et négative, l'équité et la confiance. Il défendait la gratuité des soins pour les personnes âgées et handicapées, la fin des frais d'inscription universitaire et des dépenses supplémentaires pour l'école primaire. Ces deux promesses de campagne seraient financées par un nouveau taux d'imposition de 50% sur la part des revenus individuels dépassant 100 000 livres sterling annuels. Cela ne concernerait qu'un pour cent des contribuables. Le manifeste électoral rappelait l'opposition du parti à la Guerre d'Irak et son soutien à l'adoption du scrutin du vote unique transférable (*Single Transferable Vote*) à toutes les élections. In JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 119-120.

⁷⁴⁹ HAPPOLD, Tom. "Kennedy Launches Lib Dem Manifesto". *The Guardian*, 14 avril 2005.

⁷⁵⁰ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 205.

Charles Kennedy avait refusé cette fois-ci de capitaliser sur son image de quelqu'un d'intègre. Les avis divergent sur les raisons qui motivèrent ce choix. Pour son biographe, Charles Kennedy aurait été conscient que ses mensonges sur sa dépendance à l'alcool n'étaient pas en cohérence avec l'image du *leader* honnête qu'il projetait dans les médias. Son équipe de campagne, qui préférait rester dans la seule sphère politique, y lisait un signe de respect de la part d'un chef de parti qui voulait prouver aux électeurs son honnêteté⁷⁵¹.

La relation entre Travaillistes et *Lib Dems* pendant la campagne s'apparenta davantage à un pacte de non-agression qu'à une réelle alliance contre les Conservateurs de Michael Howard⁷⁵². Charles Kennedy refusa publiquement de se joindre à Tony Blair quand il s'agit d'attaquer la politique d'immigration des Conservateurs : la question qui devait animer les législatives était la Guerre d'Irak⁷⁵³. Cette dissension publique était aussi tactique car les Libéraux-démocrates ciblaient entre 36 et 48 sièges tenus par les Travaillistes.

b) Un parti déçu.

Le parti remporta près de six millions de voix, ce qui représentait 22,1% des suffrages exprimés, soit une progression de 2,8% ; il était passé de 51 à 62 députés. Il n'avait jamais connu d'aussi bons résultats depuis 1923 sous le *leadership* d'Herbert Asquith où le parti libéral avait remporté 86 sièges. Sur un plan comptable, il y avait toutes les raisons de se réjouir de cette nouvelle progression à la fois en nombre de votes et de sièges.

Ce ne fut pas le cas et la déception gagna le parti. Contrairement au public, les rares députés non réélus, les candidats malheureux et les cadres du parti n'avaient pas trouvé la campagne efficace au regard du contexte politique⁷⁵⁴. Dans la « niche » que le parti s'était taillée comme principal parti d'opposition à la Guerre d'Irak, gagner entre quinze et vingt députés de plus semblait réalisable. Chris Rennard, alors directeur général du parti, jugea

⁷⁵¹ GRENDER, Olly et Kate PARMINTER, *op. cit.*, 2007, p. 111-112.

⁷⁵² BRACK, Duncan. "Campbell as Leader". *Journal of Liberal History*, No. 60, automne 2008a, p. 42.

⁷⁵³ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 212-213.

⁷⁵⁴ GRAYSON, Richard. "Change and Continuity in the Liberal Democrat General Election Campaign of 2005". *The Political Quarterly*, Vol. 76, No. 3, juillet 2005, p. 393.

ses prévisions inaccessibles à cause d'une méconnaissance des forces réelles du parti sur le terrain⁷⁵⁵. Selon lui, ce furent précisément ces attentes électorales qui entraînèrent la fin du *leadership* de Charles Kennedy.

c) Un *leader* sur la sellette.

Les critiques portèrent à la fois sur le contenu du manifeste électoral et la stratégie arrêtée par le *leader*⁷⁵⁶.

Le lancement raté du manifeste électoral était toujours dans les mémoires : Charles Kennedy avait donné une image peu professionnelle des *Lib Dems*, celle d'un parti qui n'était pas capable d'expliquer ses choix économiques et donc peu crédible pour gouverner. De plus, son choix de se lancer dans une « stratégie de décapitation » des Conservateurs de premier plan fut contesté. Elle aurait dû permettre de « déloger » ces députés mais elle se retourna contre le parti sur le terrain : les militants conservateurs utilisèrent eux aussi des données commerciales pour identifier les électeurs indécis et les démarcher par téléphone et courrier. Si le parti ravit onze sièges aux Travaillistes, il n'en gagna que trois aux dépens des Conservateurs. Chris Rennard reconnut que la « stratégie de décapitation » des Conservateurs fut une grave erreur de communication : le *leader* libéral-démocrate avait maladroitement annoncé qu'il se concentrerait sur ce seul objectif⁷⁵⁷.

Son équipe de campagne fut aussi vivement critiquée pour s'être contentée de présenter aux électeurs une liste de dix propositions négatives avec pêle-mêle l'opposition à la Guerre d'Irak, aux frais d'inscription universitaire et à l'utilisation des cartes d'identité. La mesure phare du penny supplémentaire pour financer l'éducation, mobilisée depuis 1992, était usée jusqu'à la corde. Le programme environnemental, qui avait été une des marques de fabrique du parti, avait été laissé à la marge pour tenter de grappiller quelques voix⁷⁵⁸. Au final, l'équipe de campagne avait fait du neuf avec du vieux, en

⁷⁵⁵ MEMBERY, York, *op. cit.*, 2017, p. 26.

⁷⁵⁶ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 220.

⁷⁵⁷ MEMBERY, York, *op. cit.*, 2017, p. 26.

⁷⁵⁸ BURALL, Paul. "The Environment : A Winner for the Liberal Democrats ?". *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 52.

proposant juste un nouveau slogan *The Real Alternative* sans intégrer les changements entérinés par le *Federal Policy Committee* en 2004⁷⁵⁹. Richard Grayson rappelle que le programme politique du parti avait singulièrement évolué entre 2001 et 2005, privilégiant la défense d'une gestion décentralisée des services publics, leur mise en œuvre plutôt que leur financement et une approche plus ferme des problèmes de criminalité. Il aurait aimé avoir un manifeste électoral qui s'articule autour d'un format binaire : le parti propose/le parti oppose pour chacun des dix messages. Pour séduire les électeurs conservateurs, il fallait un programme politique plus ambitieux en remettant les valeurs libérales au centre du débat politique⁷⁶⁰. Chris Rennard, selon Richard Grayson, avait trop bâti la campagne en fonction des sondages et donc trop simplifié le message : la fin des frais d'inscription universitaire était une mesure plus compréhensible des électeurs que la gestion décentralisée des services publics⁷⁶¹. Pour sa défense, Chris Rennard explique que ces mesures furent testées auprès des électeurs dans les circonscriptions cibles et qu'elles furent, à sa grande surprise, validées. Il reconnaissait, néanmoins, que ce programme n'avait pas été populaire auprès des cadres et des militants qui auraient préféré un programme politique plus détaillé. Les précédentes campagnes sur le terrain avaient montré que le programme politique national ne faisait pas gagner des élections et qu'il fallait le coupler avec des questions plus locales⁷⁶². À travers les analyses de ces deux hommes on pouvait voir qu'il existait une tension entre une conception plus idéologique des campagnes électorales et une approche plus pragmatique sur le terrain, héritée de la « politique de proximité », où il fallait séduire les électeurs en mobilisant les sujets qui touchaient leur vie quotidienne.

Derrière cette série de critiques, il fallait lire une dénonciation de la stratégie électorale décidée par Chris Rennard et de sa main mise sur le parti⁷⁶³. Le principe même du *Rennardism*, qui reposait sur l'idée de multiplication des victoires pour créer un effet boule de neige, en ciblant graduellement de plus en plus de sièges, en particulier là où le parti était bien représenté avec des équipes locales solides, était sérieusement remis en cause. Richard Grayson doutait que cette percée électorale, comparée à la « fièvre

⁷⁵⁹ GRENDER, Olly et Kate PARMINTER, *op. cit.*, 2007, p. 111.

⁷⁶⁰ GRAYSON, Richard. "The Liberal Democrats Still Face a Long Journey". *The Guardian*, 14 mai 2005.

⁷⁶¹ GRAYSON, Richard, *op. cit.*, 2005, p. 393-395.

⁷⁶² MEMBERY, York, *op. cit.*, 2017, p. 25-26.

⁷⁶³ RUSSELL, Andrew et Edward FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2005. p. 75.

jaune »⁷⁶⁴, puisse continuer à se propager. Michael Meadowcroft partageait cette analyse, cette stratégie de ciblage avait pu marcher une fois en 1997, voire une deuxième en 2001. Mais cela ne suffisait plus pour gagner plus de sièges. Ce qu'il retient du *Rennardism*, ce n'est pas tant les ressources humaines et financières supplémentaires, mais le sentiment d'avoir dû abandonner le combat dans les sièges jugés non prioritaires. Selon lui, demander à des militants, dévoués et prêts à faire des sacrifices, d'abandonner leur circonscription pour en aider une autre n'avait pas de sens. Il acceptait le principe que certaines soient prioritaires mais cela ne devait pas, pour autant, empêcher de faire campagne dans les autres. Il fallait avoir une présence sur le terrain dans tout le pays⁷⁶⁵.

d) Des résultats objectivement bons.

Le politiste John Curtice estime que la déception qui gagna le parti n'était pas justifiée sur un plan comptable et stratégique.

Les *Lib Dems* avaient réussi à établir une tête de pont vers Westminster, ce qui les plaçait dans une situation favorable si les prochaines élections débouchaient sur un parlement sans majorité. Pour la première fois, ils étaient parvenus à capitaliser sur le mécontentement des électeurs vis-à-vis d'un gouvernement travailliste dans les circonscriptions tenues par le *Labour* sans céder de terrain aux Conservateurs. Cette progression s'était faite surtout dans les circonscriptions avec une population musulmane importante, mécontente de la décision du gouvernement de participer à l'invasion américaine en Irak, et dans les villes universitaires sensibles à l'opposition du parti à l'introduction de nouveaux frais d'inscription. Le parti libéral-démocrate restait, cependant, à la peine pour percer dans les circonscriptions plus ouvrières⁷⁶⁶. Il était devenu maintenant un parti national, avec des députés dans toutes les régions de Grande-Bretagne et non plus seulement dans ses bastions non-conformistes dans la « Frange Celtique » (*the*

⁷⁶⁴ MACALLISTER, Iain, FIELDHOUSE, Edward et Andrew RUSSELL. "Yellow Fever ? The Political Geography of Liberal Voting in Great Britain". *Political Geography*, Vol. 21, No. 4, mai 2002, p. 421-447 et In GRAYSON, Richard, *op. cit.*, 2005, p. 396 et p. 399.

⁷⁶⁵ Entretien avec Michael Meadowcroft, The National Liberal Club, Londres, 18 janvier 2019, p. 287.

⁷⁶⁶ CURTICE, John. "Disappointment or Bridgehead ? The Liberal Democrats in the 2005 Election". *Journal of Liberal History*, No. 48, automne 2005, p. 5-6.

Celtic Fringe)⁷⁶⁷. Cette nouvelle répartition géographique le plaçait dans une position moins vulnérable en cas d'alternance gouvernementale.

Ces bons résultats étaient à porter au crédit d'un *leader* qui avait su être à l'écoute des attentes de l'électorat. En adoptant un objectif moins ambitieux et plus concret que la recomposition du paysage politique à gauche, Charles Kennedy avait réussi à positionner les *Lib Dems* comme un parti d'opposition réellement efficace, capable de faire jeu égal avec les Conservateurs de Michael Howard. Il fallait, cependant, encore gagner en crédibilité sur les questions économiques pour rivaliser avec eux⁷⁶⁸. Le lancement désastreux du manifeste électoral avait montré qu'il fallait encore faire des progrès dans ce domaine.

e) Une affaire de point de vue.

Les résultats électoraux de 2005 plaçaient les *Lib Dems* dans une bonne position en cas de parlement sans majorité lors des prochaines législatives mais ce n'est pas la perception qu'en avaient les cadres du parti et les députés. Ils évaluaient ces résultats électoraux à l'aune du but vers lequel le parti devait tendre, c'est-à-dire se rapprocher du pouvoir⁷⁶⁹. Cette attente était caractéristique d'un parti qui voulait atteindre la phase 3 de son institutionnalisation. Paddy Ashdown avait donné un message et une identité au parti libéral-démocrate, ce qui avait correspondu à la phase 1 de son institutionnalisation. Il avait initié la phase 2 qui reposait sur une plus grande professionnalisation et de bons résultats électoraux. Sous le *leadership* de Charles Kennedy, il était arrivé à mi-chemin entre la phase 2 et la phase 3 : il devait asseoir sa crédibilité en tant que parti de gouvernement et avoir de bons résultats électoraux pour pouvoir espérer exercer le pouvoir⁷⁷⁰.

Habituellement, ce ne sont pas les petits partis mais les grands partis, compétitifs sur le plan électoral, qui sont soumis à une telle pression venant de leur base et de leur parti

⁷⁶⁷ RUSSELL, Andrew, FIELDHOUSE, Ed. et David CUTTS. "De facto Veto ? The Parliamentary Liberal Democrats". *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 90.

⁷⁶⁸ CURTICE, John, *op. cit.*, 2005, p. 7.

⁷⁶⁹ DESCHOUWER, Kris. "The Survival of the Fittest : Measuring and Explaining Adaptation and Change of Political Parties", Paper prepared for presentation at the Workshop on 'Democracies and the Organization of Political Parties', *European Consortium for Political Research*, Limerick, Ireland, 30 mars - 4 avril 1992, p. 16.

⁷⁷⁰ HARMEL, Robert et Lars SVÅSAND, *op. op.cit.*, 1993, p. 71-73.

parlementaire. Malgré son statut de petit parti (*a minor party*), le parti libéral-démocrate la subissait depuis 1997, avec des résultats en nombre de suffrages et de sièges en nette progression. Il avait aussi embrassé une approche plus stratégique et professionnelle des campagnes électorales sous l'impulsion d'un *leader* ambitieux⁷⁷¹. L'annonce d'un parlement sans majorité en 2009 ou 2010 faisait naître une demande en interne pour que le parti apporte les changements partisans nécessaires pour être encore plus compétitif sur le plan électoral⁷⁷².

Ce sentiment de déception n'avait donc rien d'anormal à ce moment de l'institutionnalisation du parti libéral-démocrate. En ayant adopté des objectifs moins ambitieux que David Steel et Paddy Ashdown, Charles Kennedy ne semblait pas avoir mesuré ni les attentes des nouveaux députés ni l'ampleur des transformations à mettre à œuvre. Selon Michael B. Stein, à chaque phase d'institutionnalisation d'un parti correspond un type de *leader*. Lors de sa phase 1, un parti a besoin de quelqu'un qui soit un « prophète ou un homme qui privilégie la parole » (*a prophet or a man of words*) tandis que lors de la phase 2, il lui faudra « un administrateur ou un agitateur » (*an administrator or an agitator*). Pour la dernière phase, le chef de parti idéal sera celui qui aura la stature d'« un homme d'État » (*a statesman*) ou sera « un homme politique pragmatique » (*a pragmatic politician*)⁷⁷³. Charles Kennedy était notoirement connu pour son peu d'intérêt pour gérer les affaires courantes du parti⁷⁷⁴ ; les adhérents n'avaient pas désigné le bon *leader*, selon les critères du parti parlementaire et des cadres du parti, pour faire passer le parti libéral-démocrate de la phase 2 de son institutionnalisation à la phase 3.

⁷⁷¹ HARMEL, Robert *et al.*, *op.cit.*, 1995, p. 3-4.

⁷⁷² CURTICE, John, *op. cit.*, 2005, p. 5.

⁷⁷³ STEIN, Michael B. *The Dynamics of Right-Wing Protest : A Political Analysis of Social Credit in Quebec*. Toronto : University of Toronto Press, 1973, p. 15.

⁷⁷⁴ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 86.

3. Un parti parlementaire plus puissant.

Les législatives de 2005 virent l'arrivée de nouveaux députés, pressés de se rapprocher des coulisses du pouvoir, et qui exercèrent une pression sur le *leadership* pour que le parti soit encore plus compétitif aussi bien sur un plan électoral qu'idéologique.

a) L'arrivée de « professionnels de la politique ».

Menzies Campbell se rappelle avoir noté l'émergence d'une dynamique différente avec l'arrivée de vingt nouveaux collègues députés qu'il jugeait talentueux et impatientes d'exercer le pouvoir⁷⁷⁵. Décrits comme « carriéristes », ils avaient fait le choix de mettre entre parenthèses des carrières professionnelles lucratives dans le but de laisser leur empreinte à Westminster⁷⁷⁶.

L'idée d'avoir une carrière en politique n'avait pas été la motivation principale des candidats libéraux-démocrates jusqu'en 1992. Ils n'avaient été que 28% à se présenter parce qu'ils estimaient qu'ils avaient une bonne chance d'être élus et donc de faire carrière à Westminster, contre respectivement 41% et 49% pour les candidats travaillistes et conservateurs. Cette nouvelle génération de députés incarnait un renouvellement des candidats qui ne se présentaient plus par loyauté envers le parti ou pour défendre la cause du libéralisme mais pour faire carrière en politique⁷⁷⁷.

La professionnalisation du parti libéral-démocrate, entamée sous le *leadership* de Paddy Ashdown avec le recrutement d'experts en campagne électorale, se poursuivait avec l'arrivée de ce groupe de « professionnels de la politique »⁷⁷⁸, c'est-à-dire des hommes et des femmes qui consacrent la plupart de leur activité professionnelle, si ce n'est pas la totalité, à la politique, et en tirent la source principale de leurs revenus. De plus, ces vingt nouveaux députés n'avaient pas fait leurs premières armes à l'échelon local⁷⁷⁹. Ils avaient

⁷⁷⁵ CAMPBELL, Menzies, *op. cit.*, 2008, p. 227.

⁷⁷⁶ RAWNSLEY, Andrew. *Stuck in the Credibility Gap*. The Observer, 18 septembre 2005.

⁷⁷⁷ NORRIS, Pippa et Jony LOVENDUSKI. *Political Recruitment : Gender, Race and Class in the British Parliament*. Cambridge : Cambridge University Press, 1995, p. 85-87.

⁷⁷⁸ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 221.

⁷⁷⁹ Nick Clegg et Chris Huhne avaient uniquement une expérience parlementaire européenne avant d'entrer à Westminster. In RUSSELL, Andrew, FIELDHOUSE, Ed. et David CUTTS, *op. cit.*, 2007, p. 97.

connu une ascension rapide jusqu'à Westminster, peut-être trop rapide pour un vieux briscard du parti comme Michael Meadowcroft, adepte d'une certaine forme de « politique à la papa ». Selon lui, les élites doivent faire leur preuve sur le terrain afin d'en connaître tous les rouages et encore plus témoigner au parti le respect qu'il mérite⁷⁸⁰.

b) Des règles de fonctionnement inadaptées.

Outre les aspirations revendiquées des nouveaux députés, la taille même du nouveau parti parlementaire fut un autre facteur de pression sur le *leadership*. Le fonctionnement collégial, que le parti libéral/libéral-démocrate avait connu avant 1997 à Westminster, n'était plus adapté. Mais le nombre de députés ne permettait pas encore d'adopter le même modèle de fonctionnement que les deux grands partis et de procéder à une séparation entre Cabinet fantôme, députés du premier rang et ceux de base⁷⁸¹.

Il existait aussi un vide sur le plan institutionnel. Contrairement aux deux grands partis⁷⁸², les statuts du parti libéral-démocrate ne propose qu'une définition fonctionnelle du rôle du parti parlementaire. L'article 16.1 stipule qu'il accueille tous les députés, qu'il bénéficie d'un *whip* et que son *leader* en est le chef. Il est en droit d'adopter le règlement qu'il juge utile pour son bon fonctionnement, ce que firent les nouveaux entrants à Westminster.

Si Charles Kennedy fut confirmé à la tête du parti sans difficulté, son plus fidèle soutien Matthew Taylor fut battu par Paul Holmes pour le poste de président du parti parlementaire par 36 voix à 23. On lui reprochait de ne pas s'être contenté d'être une sorte de délégué syndical (*a shop steward*) entre le parti parlementaire et Charles Kennedy, et de s'être vu comme le numéro 4 du parti derrière le *leader*, le *vice-leader* et le président du parti⁷⁸³. En choisissant un président de groupe qui n'était pas dans le cercle proche de Charles Kennedy, les députés affichaient leur désir d'autonomie. Ils cherchèrent progressivement à s'émanciper du *leadership* en lui imposant des changements

⁷⁸⁰ Entretien avec Michael Meadowcroft, The National Liberal Club, Londres, 18 janvier 2019, p. 287.

⁷⁸¹ "It's Good to Talk". *Liberator*, Issue 306, novembre 2005, p. 4.

⁷⁸² Le parti parlementaire travailliste est défini comme une entité séparée et a un rôle officiel dans le choix des orientations politiques du manifeste électoral. Du côté des Conservateurs, le parti parlementaire est au sommet de l'organisation ; le *leader* peut faire face à un vote de défiance de la part de ses collègues.

⁷⁸³ "Peasants' Revolt". *Liberator*, Issue 303, juillet 2005, p. 4.

organisationnels. Ils déplorèrent vite une organisation interne inadéquate à Westminster⁷⁸⁴ et une mauvaise communication avec le *leader*, qui annonçait la composition de son *Shadow Cabinet* à la presse avant de le faire à ses collègues et qui ne prêtait pas attention à leurs questions lors de leurs réunions hebdomadaires⁷⁸⁵.

Sans remettre en cause le pouvoir discrétionnaire du *leader*, ils attendaient un processus de nomination un peu plus formel et moins opaque pour le Cabinet fantôme et Westminster. Jusqu'à présent, la règle tacite avait été que les parlementaires novices devaient trouver leurs marques pendant une année avant de prétendre à des fonctions de premier plan⁷⁸⁶. Les nouveaux députés attendaient de leur *leader* qu'il leur délègue davantage de responsabilités.

La nouvelle législature débuta dans des conditions difficiles pour Charles Kennedy qui dut gérer la démission médiatisée du vice-président du parti. Dans une tribune dans *The Independent*, Donnacadh Mc Carthy énuméra tous les manquements du *leadership* de Charles Kennedy, aussi bien sur un plan politique qu'organisationnel, pour justifier son départ du parti⁷⁸⁷. Dans un geste d'apaisement, Charles Kennedy chargea une nouvelle commission de faire un audit de la situation⁷⁸⁸. Son rapport révéla bien une absence de communication entre le *leader* et les députés; ce problème pourrait être corrigé en créant un poste de secrétaire privé pour gérer ces relations⁷⁸⁹.

⁷⁸⁴ Danny Alexander, Julia Goldsworthy et Nick Clegg organisèrent un dîner en juin 2005 au *National Liberal Club* pour recueillir les doléances des vingt nouveaux parlementaires. Il n'y eut pas de réelle attaque personnelle contre le *leader*; les nouveaux entrants déploraient des conditions matérielles difficiles aux Communes et des relations un peu compliquées avec les députés plus expérimentés. Ils attendaient plus de cohésion interne et un *leadership* fort. In HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 225.

⁷⁸⁵ CAMPBELL, Menzies, *op. cit.*, 2008, p. 227-228.

⁷⁸⁶ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 31.

⁷⁸⁷ McCARTHY, Donnacadh. "The Lamentable *Leadership* of Charles Kennedy". *The Independent*, 12 juillet 2005.

⁷⁸⁸ Le député Phil Willis fut chargé de présider cette nouvelle commission, *Commission to Review Internal Working of the Parliamentary Party*, et d'émettre une liste de recommandations afin de faciliter le fonctionnement interne du parti parlementaire. Charles Kennedy n'eut pas le temps de les mettre en œuvre.

⁷⁸⁹ "The Thoughts of Chairman Charles". *Liberator*, Issue 306, novembre 2005, p. 4.

c) Un droit de veto *de facto*.

Après avoir dicté ses règles de fonctionnement, le parti parlementaire s'arrogea *de facto* un droit de veto sur la stratégie de son *leader* et l'élaboration du programme politique alors que les statuts du parti ne lui accordaient qu'un rôle consultatif. Cela était du ressort du *Federal Policy Committee (FPC)*, qui préparait les documents politiques débattus lors des congrès et rédigeait le manifeste électoral pour Westminster et les élections européennes.

Le programme politique fut alors négocié entre le parti parlementaire et le *FPC* : ce dernier gardait la main mais il veilla à formuler des propositions en accord avec les attentes des députés. Il ne fallait pas froisser le parti parlementaire qui était son relais sur le terrain⁷⁹⁰.

Nous avons déjà évoqué le fonctionnement stratarchique du parti libéral-démocrate qui garantit un certain équilibre entre le sommet et la base. Avec cette influence grandissante des députés, il fut bouleversé. Les congrès bisannuels, qui devaient avaliser le programme politique du parti, jouèrent moins le rôle de contre-pouvoir contre un *leadership* perçu comme trop oligarchique. Ils avaient été, traditionnellement, le lieu où les conseillers locaux et les militants pouvaient débattre de sujets dont les *leaders* se seraient parfois bien passés⁷⁹¹. Lors du congrès d'automne de Brighton en 2006, la majorité des motions les plus importantes furent déposées par le *Federal Conference Committee* et des députés. Seulement 6 motions sur 35 le furent par des cadres ou d'anciens candidats aux législatives de 2005⁷⁹². L'*ALDC (the Association of Liberal Democrat Councillors)*, l'organisation représentant les élus locaux et habituellement perçue comme influente car indépendante financièrement du parti fédéral⁷⁹³, ne présenta aucune motion. Avec un parti parlementaire plus fort, la nature des congrès était en train de connaître aussi une mutation.

⁷⁹⁰ RUSSELL, Andrew et Edward FIELDHOUSE, *op. cit.*, 2005, p. 65.

⁷⁹¹ Les congrès du parti peuvent être folkloriques. En son temps, Paddy Ashdown avait bien eu du mal à cacher sa consternation lorsque fut soumise au vote une motion pour dépenaliser le cannabis. En 2010, pour manifester son opposition à l'accord de coalition avec les Conservateurs, la déléguée Linda Jack avait brandit une paire de menottes roses. In HANNEY, Matthew. "How did the Liberal Democrats Remain United in the 2010-2015 Parliament ? And were they Right to ?". *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 54

⁷⁹² RUSSELL, Andrew, FIELDHOUSE, Ed. et David CUTTS, *op. cit.*, 2007, p. 96.

⁷⁹³ EVANS, Elizabeth, *op. cit.*, 2007, p. 99.

4. Vers une montée du factionnalisme ?

L'arrivée de ces députés « carriéristes », qui imposèrent des changements organisationnels et s'octroyèrent *de facto* le droit d'intervenir dans l'élaboration du programme politique du parti, s'accompagna d'un virage idéologique et d'une réaffirmation des principes du libéralisme économique, dans la continuité de ce qui avait été fait par Paddy Ashdown⁷⁹⁴. Habituellement cité en exemple comme un modèle de parti sans faction, contrairement aux deux grands partis⁷⁹⁵, le parti libéral-démocrate sembla connaître les mêmes travers lors la publication de *The Orange Book*.

a) *The Orange Book*.

La « jeune garde » du parti proposa, dès 2004, un programme de politiques plus radicales dans *The Orange Book*⁷⁹⁶, en écho au *Yellow Book* de 1928⁷⁹⁷. *The Yellow Book* avait été publié à l'issue d'une enquête sur l'avenir industriel de la Grande-Bretagne ; il servit de base au programme électoral de David Lloyd George lors des élections de 1929. Dans cet ouvrage, le parti libéral se convertissait à la stratégie économique interventionniste défendue par John Mainard Keynes.

La publication de *The Orange Book* coïncida avec la tenue du congrès d'automne de Bournemouth. Elle fut perçue comme un putsch de la part de députés de plus en plus puissants et comme un nouvel exemple de l'approche descendante (*a top-down approach*) qui gagnait le parti et réduisait l'expression des militants⁷⁹⁸. Parmi les principaux contributeurs, classés au centre-droit, on retrouvait David Laws, Vince Cable, Chris Huhne

⁷⁹⁴ Entretien avec Paddy ASHDOWN, Skype, 21 septembre 1997, p. 264.

⁷⁹⁵ GRAYSON, Richard S. "The Liberal Democrat Journey to a Lib-Con Coalition – And where next ?". *Compass*, 2010, p. 7. <http://www.compassonline.org.uk/wp-content/uploads/2013/05/Compass-LD-Journey-WEB.pdf> [Consulté le 28 septembre 2018].

⁷⁹⁶ MARSHALL, Paul et David LAWS. *The Orange Book : Reclaiming Social Liberalism*. Londres : Profile Books, 2004, 302 p.

⁷⁹⁷ PAPWORTH, Thomas. "Eight Years since *The Orange Book* : Have the Liberal Democrats 'Reclaimed' Liberalism ?", *Institute of Economic Affairs*, juin 2012, Vol. 12, No. 2, p. 2.

⁷⁹⁸ TITLEY, Simon. "Young Turks or Young Berks?". *Liberator*, Issue 298, septembre 2004, p. 8.

et Nick Clegg⁷⁹⁹. Cependant, cet ouvrage comportait un essai sur la famille, co-signé par Steve Webb et Jo Holland, et d'inspiration sociale-libérale.

C'est la contribution de David Laws⁸⁰⁰ qui mit le feu aux poudres et provoqua le mécontentement des militants, auxquels il reprochait un état d'esprit trop social-libéral⁸⁰¹.

David Laws remarquait que les principes sous-tendant le libéralisme économique avaient été édulcorés entre les années trente et quatre-vingts, puis progressivement remplacés par des formes de socialisme mou (*soggy socialism*) et de corporatisme, trop souvent perçues, par erreur, comme des corollaires du libéralisme social. Il était temps de réclamer cet héritage libéral classique, capté par les Conservateurs de Margaret Thatcher, sans pour autant rejeter le programme social-libéral du parti. Il fallait donc introduire plus de choix, de compétition dans les services publics et donner plus de pouvoir aux consommateurs⁸⁰². Cette proposition était en contradiction avec le pré-manifeste électoral du parti, qui défendait le système national de santé existant⁸⁰³.

Charles Kennedy avait accepté de signer la préface de cet ouvrage, ce qui laissait entendre que les *Orange Bookers*, comme la presse allait les surnommer, avaient son aval. Il avait pris, en réalité, ses distances : toutes ces propositions étaient compatibles avec l'héritage libéral du parti mais cela ne voulait pas dire qu'elles pourraient être intégrées au programme politique⁸⁰⁴. Bien que conscient des dangers stratégiques et médiatiques de ce virage à droite à quelques mois des législatives, Charles Kennedy ne trancha pas. Il tenta de canaliser le débat entre les deux camps, en segmentant le programme entre questions d'inspiration sociale-libérale ou libérale classique et en nommant les porte-paroles de la

⁷⁹⁹ La contribution de Nick Clegg, qui portait sur l'Union européenne, provoqua un malaise au sein du parti : certains jugèrent ses propos eurosceptiques, en particulier sa demande de limiter les pouvoirs accordés à l'Union européenne. In CLEGG, Nick. "Europe : A Liberal Future" In MARSHALL, Paul et David LAWS (dirs.). *The Orange Book : Reclaiming Social Liberalism*. Londres : Profile Books, 2004, p. 69-103. Tudor Jones estime que l'on a mal compris les intentions de Nick Clegg : il y lit une application des principes du libéralisme politique au fonctionnement de l'Union européenne dans son analyse. In JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 193.

⁸⁰⁰ LAWS, David. "Reclaiming Liberalism : A Liberal Agenda for the Liberal Democrats" In MARSHALL, Paul et David LAWS (dirs.). *The Orange Book : Reclaiming Social Liberalism*. Londres : Profile Books, 2004, p. 18-42.

⁸⁰¹ HAIN, Peter. "A Party of Sheer Naked Opportunism". *The Guardian*, 21 septembre, 2004.

⁸⁰² LAWS, David. "UK Health Services : A Liberal Agenda for Reform" In MARSHALL, Paul et David LAWS (dirs.). *The Orange Book : Reclaiming Social Liberalism*. Londres : Profile Books, 2004, p. 191-210. Cette analyse était partagée par Vince Cable, In CABLE, Vince. "Liberal Economics and Social Justice" In MARSHALL, Paul et David LAWS (dirs.). *The Orange Book : Reclaiming Social Liberalism*. Londres : Profile Books, 2004, p. 132-173.

⁸⁰³ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 203-204.

⁸⁰⁴ KENNEDY, Charles. "Foreword" In MARSHALL, Paul et David LAWS (dirs.). *The Orange Book : Reclaiming Social Liberalism*. Londres : Profile Books, 2004, p. xii.

« bonne sensibilité ». Pour justifier ses choix de personnes, il expliquait qu'il était plus facile de mettre des « chevilles rondes dans des trous ronds » (*round pegs in round holes*)⁸⁰⁵.

Cette polémique, provoquée par les *Orange Bookers*, n'était pas surprenante. Après la fusion houleuse de 1988, le parti libéral-démocrate avait davantage réfléchi à la décentralisation du pouvoir – sujet plus consensuel – qu'à la relation entre marchés et État⁸⁰⁶. Sous les *leaderships* de Paddy Ashdown et de Charles Kennedy, le débat idéologique avait été délaissé au profit d'une professionnalisation des campagnes électorales pour se rapprocher des coulisses du pouvoir⁸⁰⁷. Avec cette nouvelle génération de députés plus carriéristes, l'idéologie partisane était vue comme un moyen pour se rapprocher du pouvoir en élargissant son terrain de chasse⁸⁰⁸.

b) Un factionnalisme compétitif.

Nick Clegg tenta de déminer la situation en publiant une tribune en plein congrès, rappelant qu'au sein du libéralisme, il y avait plusieurs courants⁸⁰⁹. Mais la presse vit en la publication de cet ouvrage le signe d'un parti libéral-démocrate gangrené par le factionnalisme, à l'instar des deux grands partis⁸¹⁰.

Paddy Ashdown préférait utiliser les termes de « groupes faisant campagne »/ « groupes tribaux » (*campaign/tribe groups*) que « factionnels » pour décrire ce phénomène. Selon lui, le parti libéral-démocrate n'avait pas de factions reposant sur une dynamique passion/haine au point d'en perturber son efficacité. Les *Lib Dems* étaient imprévisibles : il était impossible, selon lui, de savoir de quel côté la balance allait pencher lorsqu'une question était débattue⁸¹¹.

Le factionnalisme intra-partisan est souvent considéré, dans une perspective normative, comme un aspect négatif de la vie d'un parti. Il serait l'expression de conflits

⁸⁰⁵ JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 198.

⁸⁰⁶ TITLEY, Simon. "Young Turks or Young Berks?". *Liberator*, Issue 298, septembre 2004, p. 9.

⁸⁰⁷ "Commentary", *Liberator*, Issue 298, septembre 2004, p. 3.

⁸⁰⁸ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 55.

⁸⁰⁹ CLEGG, Nick, "All to Play for". *The Guardian*, 23 septembre 2004.

⁸¹⁰ TEMPEST, Matthew. "Booked out". *The Guardian*, 20 septembre 2004.

⁸¹¹ Entretien avec Paddy Ashdown par Skype, 21 septembre 2017, p. 264.

de personnes, motivés par l'ego des acteurs organisationnels et non l'intérêt du public⁸¹². Si l'on retient les critères organisationnels proposés par David Hine, on était en présence de tendances et non de factions ; elles sont davantage l'expression d'« attitudes » au sein d'un parti⁸¹³. Les « factions » sont, en revanche, des groupes solidement organisés, disciplinés, conscients de leurs possibilités et s'appuyant sur un personnel relativement stable au cours du temps. Les députés associés au libéralisme social ou au libéralisme économique n'évoluaient pas dans des groupes organisés à l'intérieur du parti. Autour des libéraux dits sociaux vinrent se greffer des groupes de réflexion et de pression tels que *The Beveridge Group*⁸¹⁴ et *The Social Liberal Forum*⁸¹⁵.

On n'était pas non plus en présence de factions purement idéologiques ou de factions de principes, essentiellement mues par le débat d'idées⁸¹⁶. Que ce soit du côté des *Orange Bookers* ou des auteurs de *Reinventing the State*, paru en 2007⁸¹⁷, les analyses étaient différentes mais pas antinomiques puisqu'elles s'appuyaient sur deux courants du libéralisme avec des frontières poreuses⁸¹⁸. Le parti libéral-démocrate n'était pas une structure monolithique : il existait, certes, des différences mais on n'était pas en présence d'une querelle polarisée gauche/droite⁸¹⁹. Les deux seuls essais qui pouvaient faire débat, étaient ceux écrits par David Laws et Vince Cable pour les raisons évoquées précédemment⁸²⁰. Une décennie plus tard, cette prétendue querelle idéologique était éteinte. Avec le recul, David Laws reconnaît que sans les changements apportés au

⁸¹² SARTORI, Giovanni, *op. cit.*, 2011, p. 4 et p. 67.

⁸¹³ HINE, David. "Factionalism in West European Parties : A Framework for Analysis". *West European Politics*, Vol. 5, No. 1, 1982, p. 38.

⁸¹⁴ Le *Beveridge Group* est un groupe de réflexion, plutôt de centre-gauche, fondé en 2002 par quatre députés : Alistair Carmichael, Paul Holme, John Barrett et John Pugh. Ce groupe voulait contribuer au débat sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre des services publics. Ce groupe semble être en retrait depuis 2010 même si sa renaissance fut annoncée en 2012. Dans ses rangs, on compte aujourd'hui Norman Baker, Simon Hughes, Tim Farron et Chris Huhne.

⁸¹⁵ Créé en 2009, le *Social Liberal Forum* se définit comme un groupe qui veut favoriser le débat, au sein et au-delà des Libéraux-démocrates, sur les mesures sociales-libérales pour lutter contre la pauvreté, le chômage, la maladie. Il reconnaît que l'intervention de l'État est nécessaire. Dans ses rangs, on trouve Gordon Lishmann. On peut consulter son site à l'adresse suivante <https://www.socialliberal.net/>. [Consulté le 25 mars 2019].

⁸¹⁶ HARMEL, Robert *et al.*, *op. cit.*, 1995, p. 11.

⁸¹⁷ BRACK, Duncan, GRAYSON, Richard S. et David HOWARTH (dirs.). *Reinventing The State : Social Liberalism for the 21st Century*. Londres : Politico's Publishing House, 2007, 400 p.

⁸¹⁸ Chris Huhne, qui appartient au Beveridge Group, participa à la rédaction du *Orange Book*. Nick Clegg participa aux deux ouvrages ; en 2007, sa contribution portait sur la gestion du terrorisme, In CLEGG, Nick. "Tackling Terrorism : A Liberal Democrat Approach" In BRACK, Duncan, GRAYSON, Richard S. et David HOWARTH (dirs.). *Reinventing The State : Social Liberalism for the 21st Century*. Londres : Politico's Publishing House, 2007, p. 301-324.

⁸¹⁹ JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 197.

⁸²⁰ PAPWORTH, Thomas, *op. cit.*, 2012, p. 2-3.

programme politique du parti en 2005 et en 2010, la coalition gouvernementale avec les Conservateurs n'aurait pas pu se faire⁸²¹. Nous reviendrons sur ce point plus loin.

Il s'agissait de la manifestation d'un processus dynamique et d'un degré de compétition intra-partisane engendré par les objectifs particuliers qu'ont différentes factions au sein de groupes⁸²². Le *leadership* trop timoré de Charles Kennedy ne répondait pas aux attentes des Jeunes Turcs à Westminster, désireux de se rapprocher vite du pouvoir. Ce virage politique qu'ils souhaitaient imprimer au programme politique du parti, participait de la volonté de présenter les Libéraux-démocrates comme capables de devenir un parti de gouvernement⁸²³. En cherchant à influencer la stratégie du parti⁸²⁴, les *Orange Bookers* avaient logiquement généré des pressions en interne⁸²⁵. Néanmoins, on ne se trouva jamais, à proprement parler, en présence de factions rivales engagées dans une lutte pour le contrôle de l'appareil du parti et pour changer de faction dominante⁸²⁶.

Il s'agissait davantage de factionnalisme intra-partisan de type compétitif que dégénératif⁸²⁷, un phénomène normal pour le parti libéral-démocrate à mi-chemin entre la phase 2 et la phase 3 de son institutionnalisation, c'est-à-dire consolider son organisation et ses résultats électoraux pour pouvoir se rapprocher du pouvoir. Les députés préféraient, en réalité, une approche plus pragmatique pour gagner plus de suffrages et asseoir la crédibilité de leur parti⁸²⁸. Même s'il le déplorait, Paddy Ashdown reconnaissait que ce « fonctionnement tribal » était en quelque sorte normal et qu'il avait échoué à maintenir l'unité du parti puisqu'il existait des divisions⁸²⁹. À cette date, le *leadership* de Charles Kennedy n'était pas encore remis en cause, il n'y avait pas de mouvement en coulisses pour le remplacer. Il fallut attendre 2007 avec la désignation de Nick Clegg pour voir un changement de coalition dominante⁸³⁰.

⁸²¹ David Laws affirme que si le parti libéral-démocrate ne s'était pas engagé à baisser les impôts des classes moyennes, à réduire les déficits budgétaires et à abandonner les frais d'inscription universitaire, la coalition gouvernementale de 2010 n'aurait pas été possible. In LAWS, David. "The Orange Book : Eight Years on". *Institute of Economic Affairs*, juin 2012, Vol. 12, No. 2, p. 33-34.

⁸²² BOUCEK, Françoise, *op.cit.*, 2009, p. 14.

⁸²³ SANDERSON-Nash, Emma. "The Orange Book – Turning Right or Changing Gears ?". *Institute of Economic Affairs*, juin 2012, Vol. 12, No. 2, p. 11-16.

⁸²⁴ HARMEL, Robert *et al.*, *op. cit.*, 1995, p. 11.

⁸²⁵ BOUCEK, Françoise, *op. cit.*, 2009, p. 1.

⁸²⁶ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 244.

⁸²⁷ Françoise Boucek distingue trois types de factionnalisme : un factionnalisme coopératif, un factionnalisme compétitif et un factionnalisme dégénératif. In BOUCEK, Françoise, *op. cit.*, 2009, p. 15-24.

⁸²⁸ HARMEL, Robert et Lars SVÅSAND, *op. cit.*, 1993, p. 73.

⁸²⁹ Entretien avec Paddy Ashdown, Skype, 21 septembre 2017, p. 264.

⁸³⁰ HARMEL, Robert *et al.*, *op. cit.*, 1995, p. 7.

E. La fin du *leadership* de Charles Kennedy.

Les résultats des élections de 2005 et une mauvaise organisation en interne avaient été perçus comme des « dysfonctionnements »⁸³¹ par un parti parlementaire plus carriériste ; il avait alors imposé une série de transformations organisationnelles et idéologiques pour rendre le parti libéral-démocrate plus compétitif. Le *leadership* de Charles Kennedy, jugé alors défaillant par la nouvelle génération de députés, conduisit à une crise organisationnelle aiguë et au départ forcé du dirigeant libéral-démocrate⁸³².

1. La fronde des députés.

La déclaration de Richard Grayson, à la veille du congrès d'automne de Blackpool de 2006, précipita la chute de Charles Kennedy. Son ancien conseiller regrettait que le dirigeant libéral-démocrate agisse davantage en président de parti qu'en *leader* : son parti attendait qu'il leur prouve qu'il avait la stature pour devenir le prochain Premier ministre⁸³³. Sa propre équipe de campagne partageait ce sentiment⁸³⁴.

Plutôt que d'user de son autorité et de confronter ses détracteurs⁸³⁵, ce que l'on attend de tout *leader*, Charles Kennedy déclara qu'il partageait ce sentiment. Il envoya alors le signal qu'il allait continuer à pratiquer un style consensuel⁸³⁶.

Des députés, autrefois loyaux, demandèrent son départ après une nouvelle sortie publique ratée à cause de sa dépendance à l'alcool⁸³⁷. Dès décembre 2006, il y eut une

⁸³¹ DESCHOUWER, Kris, *op. cit.*, 1992, p. 16

⁸³² PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 240 et p. 243-244.

⁸³³ GRAYSON, Richard. "Leader Still Needs to Show that He is the Man for No 10". *The Independent*, 19 septembre 2005.

⁸³⁴ Il faudrait convaincre les électeurs que Charles Kennedy ferait un bon Premier ministre grâce à une bonne maîtrise des questions internationales et nationales. In RAZZALL, Tim. "Memo from Tim Razzall to Charles Kennedy after the 2005 General Election" In HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 263-266.

⁸³⁵ LANGLOIS, Laetitia, « "The Failed Leadership of an Uninspiring Leader" In ALEXANDRE-COLLIER, Agnès et François VERGNIOLLE de CHANTAL (dirs.). *Leadership and Uncertainty Management in Politics*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2015, p. 238.

⁸³⁶ "The Thoughts of Chairman Charles", *op. cit.*, 2005, p. 4.

⁸³⁷ Parmi ces députés, on trouvait Ed Davey, David Laws, Norman Lamb et Sarah Teather.

révolte au sein du Cabinet fantôme : onze de ses membres signèrent une lettre pour expliquer à leur dirigeant que la situation n'était plus tenable⁸³⁸.

Dans un mouvement de « résistance au changement » qu'on lui imposait⁸³⁹, Charles Kennedy multiplia les appels téléphoniques aux députés de base et les entretiens en tête à tête pour arracher leur appui⁸⁴⁰. Les députés loyalistes réclamèrent alors une consultation des adhérents, le dirigeant libéral-démocrate était toujours très populaire auprès des militants. Les députés frondeurs refusèrent, conscients qu'ils ne parviendraient pas à obtenir sa démission.

Pour désamorcer cette crise organisationnelle aiguë, Charles Kennedy admit officiellement son problème avec l'alcool. Il invita ses collègues, qui pensaient qu'ils pourraient mieux représenter les intérêts du parti, à se présenter contre lui lors d'une nouvelle élection⁸⁴¹. Sous la menace de nombreuses démissions des députés de premier plan, parmi lesquels Vince Cable et Nick Clegg⁸⁴², il renonça à se représenter en janvier 2007.

2. Un régicide ?

Ce départ forcé de Charles Kennedy était emblématique d'une frontière de plus en plus ténue entre sphère privée et sphère publique⁸⁴³. Son biographe voit en cette démission forcée un régicide, accusant les députés frondeurs d'avoir fomenté un complot pour se débarrasser d'un *leader* populaire auprès des électeurs et des militants⁸⁴⁴.

Le propos partial de Greg Hurst doit être nuancé : il n'y avait pas eu intentionnalité de prendre le pouvoir du côté des députés frondeurs. Mark Oaten et Simon Hughes, considérés comme de potentiels remplaçants, n'étaient pas encore en campagne. Lors du

⁸³⁸ DENHAM, Andrew et Peter DOREY, *op. cit.*, 2007, p. 34

⁸³⁹ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 241 et CROZIER, Michel et Erhard FRIEDBERG. *L'Acteur et le Système : Les Contraintes de l'Action Collective*. Paris : Éditions du Seuil, 1977, p. 408.

⁸⁴⁰ À cette date, certains députés n'étaient toujours pas informés de son addiction à l'alcool alors que c'était un secret de polichinelle chez les journalistes. RENNARD, Chris. "Private Memo from Chris Rennard, Liberal Democrat Chief Executive, to Andrew Stunnell, Chief Whip, December 2005" In HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 267-268.

⁸⁴¹ "Charles Kennedy's Personal Statement on Alcohol", 05 janvier 2006 In HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 270-271.

⁸⁴² TEMPEST, Matthew. "Kennedy Told : Quit by Monday". *The Guardian*, 06 janvier 2006.

⁸⁴³ MCANULLA, Stuart. "Explaining the Forced Exit of Charles Kennedy : Pushing the Public-Private Boundary". *Politics*, Vol. 29, No.1, février 2009, p. 41-42.

⁸⁴⁴ HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 1 et p. 233.

congrès de Blackpool, Simon Hughes avait même assuré Charles Kennedy de son soutien⁸⁴⁵.

Le parti parlementaire avait gagné, cependant, un autre levier de pouvoir, s'octroyant un droit de veto *de facto* pour juger de la pertinence d'un *leadership* et de sa continuité ou non. Il semblait avoir coupé le « lien ombilical » (*the umbilical link*) qui le reliait à la base⁸⁴⁶. C'est ce sentiment qui prévalait sur le terrain après cette démission forcée. Howard Sykes, alors vice-président de l'ALDC (*The Association of Liberal Democrat Councillors*), apporta son soutien ainsi que celui de la base à Charles Kennedy, rappelant que c'était là que se trouvait le vrai parti et non dans la bulle de Westminster⁸⁴⁷.

⁸⁴⁵ "The Thoughts of Chairman Charles", *op. cit.*, 2005, p. 4.

⁸⁴⁶ RUSSELL, Andrew, FIELDHOUSE, Ed. et David CUTTS, *op. cit.*, 2007, p. 93.

⁸⁴⁷ BOOTH, Jenny. "Charles Kennedy Defies Growing Revolt from his MPs". *The Times*, 06 janvier 2006.

Plus que sa dépendance à l'alcool, ce sont les qualités personnelles de Charles Kennedy, en tant que chef de parti, qui furent en jeu. Il ne fut pas un *leader* efficace, c'est-à-dire qu'il ne fut pas doté des capacités nécessaires pour répondre aux attentes de députés plus carriéristes et leur proposer les changements organisationnels et politiques qu'ils attendaient. En effet, il s'était retrouvé propulsé à la tête du parti libéral-démocrate à un moment de son institutionnalisation où l'on attendait autre chose que du charisme ou de la popularité. Dans cette phase 2 de ce processus, Charles Kennedy aurait dû consolider son organisation et favoriser le consensus au sein des différentes « tribus » en mobilisant des outils comme la persuasion et la négociation, ce qu'il ne fit pas par désintérêt pour ces missions spécifiques à un chef de parti⁸⁴⁸. Il avait oublié que la présence d'adhérents carriéristes, motivés par des récompenses sélectives, représentait une menace potentielle de schisme et de jeu factionnel qu'un *leader* devait chercher à neutraliser. En effet, c'est dans leur rang que l'on trouvait les futurs dirigeants⁸⁴⁹.

La gestion des affaires internes n'intéressa guère Charles Kennedy, il préféra fonctionner avec un cercle restreint de proches, parmi lesquels Matthew Taylor ou Mark Oaten, plutôt qu'au sein des structures formelles existantes⁸⁵⁰. Son style, plus consensuel et moins autoritaire que celui de son prédécesseur, avait été un atout pour sa désignation à la tête du parti et le début de son *leadership*⁸⁵¹. Mais cela créa en fait un vide à la tête du parti dont tirèrent profit Chris Rennard⁸⁵² et le parti parlementaire.

Selon Duncan Brack, le succès de Charles Kennedy lors de l'opposition à la Guerre d'Irak retarda la révélation de la vacuité de son *leadership*⁸⁵³ et la crise qui s'en suivit⁸⁵⁴. Le dirigeant libéral-démocrate eut, certes, un certain talent pour réagir aux événements comme lors de la partielle de Romsey où il compara William Hague à Enoch Powell, mais

⁸⁴⁸ HARMEL, Robert *et al.*, *op. cit.*, 1995, p. 4, et HARMEL, Robert et Lars SVÅSAND, *op. cit.*, 1993, p. 68-69 et p. 75.

⁸⁴⁹ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 27.

⁸⁵⁰ Charles Kennedy arrivait en retard aux réunions hebdomadaires du groupe parlementaire ou du *FPC*, et qu'il n'y restait qu'une demi-heure. In HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 86.

⁸⁵¹ Selon Tim Razzall, le talent de Charles Kennedy était de donner l'impression à un éventuel rebelle qu'il avait entendu ses inquiétudes mais en réalité rien ne changeait. In RAZZALL, Tim. *Chance Encounters : Tales from a Varied Life*. Londres : Biteback Publishing, 2014, p. 236.

⁸⁵² HURST, Greg, *op. cit.*, 2006, p. 399.

⁸⁵³ BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2011, p. 342.

⁸⁵⁴ DENHAM, Andrew et Peter DOREY, *op. cit.*, 2007, p. 33.

il n'eut jamais ni de programme pour son *leadership* ni de réelle raison pour devenir *leader*⁸⁵⁵. Il aurait dû être celui qui incarnait la crédibilité du parti, ce ne fut pas le cas.

⁸⁵⁵ BROGAN, Benedict. "Kennedy Attacks 'Powellesque' Hague over Asylum". *The Telegraph*, 08 mars 2001.

II. L'intérim de Menzies Campbell 2006-2007.

La désignation d'un nouveau *leader* est, habituellement, le « point d'entrée naturel » pour favoriser un renouveau ou provoquer une régression⁸⁵⁶. Il n'en fut rien : l'arrivée de Menzies Campbell à la tête des *Lib Dems* fut, en réalité, une opportunité pour maintenir le *statu quo* avant l'élection du favori de la jeune garde.

1. Le choix d'un *leader* « neutre ».

Après le retrait de la candidature de Mark Oaten, la campagne opposa Menzies Campbell, le vice-*leader* qui avait assuré l'intérim après le départ de Charles Kennedy, Simon Hughes, président du parti depuis 2004, et Chris Huhne, un nouvel arrivant à Westminster. Classé plutôt à droite au sein du parti, Chris Huhne prônait un rôle plus accru du marché et du secteur privé dans la modernisation des services publics. Simon Hughes avait la réputation d'être plus à gauche, s'opposant à un État surpuissant tout en défendant une décentralisation du pouvoir pour plus de démocratie locale⁸⁵⁷. La candidature de Menzies Campbell était plus consensuelle : présenté comme « agnostique » sur les questions politiques, son élection ne risquerait pas de polariser le débat idéologique entre sociaux-libéraux et libéraux plus classiques. Il bénéficiait du soutien de 35 de ses collègues parlementaires, dont les *Orange Bookers* Nick Clegg, David Laws et Vince Cable, ainsi que celui de cadres du parti comme David Steel, Paddy Ashdown et Shirley Williams⁸⁵⁸.

La campagne porta moins sur les différences idéologiques entre les trois hommes que sur leurs mérites personnels. La compétition se resserra entre Menzies Campbell et Chris Huhne. Sans surprise, le premier remporta largement l'élection, avec 58% des suffrages exprimés après la redistribution des voix de Simon Hughes arrivé troisième⁸⁵⁹.

⁸⁵⁶ HARMEL, Robert *et al.*, *op. cit.*, 1995, p. 5.

⁸⁵⁷ Mark Oaten retira sa candidature car il ne reçut le soutien que d'un seul député. Il était perçu comme un *Orange Booker* prometteur, défendant une approche libérale plus musclée pour gérer les questions sociales et la délinquance. Sa carrière politique prit fin quelques jours plus tard après des révélations sur sa vie privée. *In* DENHAM, Andrew et Peter DOREY, *op. cit.*, 2007, p. 37-38.

⁸⁵⁸ *Ibid.*, p. 35-36.

⁸⁵⁹ *Ibid.*, p. 41 et 43.

Le candidat, jugé le plus « acceptable » par tout le parti, avait été désigné nouveau chef de parti⁸⁶⁰.

2. Un choix raisonné.

Si cette neutralité au centre de Menzies Campbell explique le large soutien dont il bénéficia au sein du parti, il serait naïf de penser que sa désignation le fut pour des raisons purement désintéressées. À première vue, cela pouvait sembler contre-intuitif de soutenir un candidat qui n'incarnait pas la modernité. Menzies Campbell avait 64 ans à l'époque et son style était décrit comme vieillot, peu en adéquation avec l'époque⁸⁶¹. C'était, en fait, un choix bien calculé : les jeunes cardinaux avaient élu un vieux pape qui ne s'accrocherait pas au pouvoir après les prochaines législatives⁸⁶². Tout comme son homologue conservateur Michael Howard, le nouveau *leader* était là pour assurer un intérim plus ou moins long.

Pendant son *leadership*, les Jeunes Turcs pourraient gagner en expérience et visibilité dans les médias grâce aux postes qu'il leur confierait. Leur loyauté serait récompensée par une distribution de postes (*selective incentives*)⁸⁶³ : Nick Clegg hérita de l'Intérieur tandis que Julia Goldsworthy fut promue au poste de Numéro 2 au Trésor auprès de Vince Cable.

3. Un environnement défavorable.

Après la période d'instabilité que le parti avait traversée pendant le *leadership* de Charles Kennedy, Menzies Campbell annonça que les objectifs organisationnels seraient sa priorité afin d'être prêt pour les prochaines élections⁸⁶⁴.

⁸⁶⁰ DENHAM, Andrew. "From Ted to Ed : Electing British Party Leaders". *The Political Quarterly*, Vol. 83, No. 3, juillet-septembre 2012, p. 580.

⁸⁶¹ BRACK, Duncan. "Leader out of Time. *Journal of Liberal History*, No. 60, automne 2008b, p. 47.

⁸⁶² BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2011, p. 342.

⁸⁶³ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 54.

⁸⁶⁴ *Ibid.*, p. 42.

Il joua la continuité politique en adoptant le programme élaboré sous le *leadership* de son prédécesseur. Le totem de l'impôt supplémentaire de 50 pence pour financer l'éducation fut abandonné, signe que sociaux-libéraux et libéraux classiques étaient réconciliés selon David Laws⁸⁶⁵.

Les événements ne lui laissèrent ni le temps d'imprimer sa marque sur le programme politique ni d'initier des réformes organisationnelles d'importance. Comme pour son prédécesseur, ce furent les résultats aux élections locales de 2007, jugés mauvais, qui signalèrent la fin du court *leadership* de Menzies Campbell. Du fait d'un regain de vitalité des Conservateurs depuis la désignation de David Cameron, les *Lib Dems* perdirent 246 sièges ainsi que le contrôle de quatre conseils locaux. Ces résultats n'étaient pourtant pas si mauvais que cela : le parti avait tablé sur 600 sièges perdus et il faisait toujours jeu quasi égal avec les Travaillistes, en totalisant 26% des suffrages. Ces résultats jugés décevants, couplés à une érosion continue dans les sondages, firent naître un mouvement de panique au sein du parti⁸⁶⁶. La nouvelle génération de cadres et de députés n'avait pas été habituée à des résultats électoraux à la baisse et n'avait pas appris à gérer les périodes de vaches maigres⁸⁶⁷.

L'arrivée de Gordon Brown au *10 Downing Street* en juin 2007 relança l'idée de coopération interpartis. Il consulta son homologue libéral-démocrate pour savoir s'il refuserait la nomination de pairs au poste de conseillers et si les *Lib Dems* pratiqueraient une opposition de principe à Westminster⁸⁶⁸. Le Premier ministre songeait même à nommer Paddy Ashdown Secrétaire pour l'Irlande du Nord. Du côté des Libéraux-démocrates, l'heure n'était plus à coopérer avec les Travaillistes⁸⁶⁹.

Le report des législatives et des sondages, annonçant que les Conservateurs refaisaient leur retard sur les Travaillistes, firent monter la pression dans le camp libéral-démocrate et conduisirent Menzies Campbell à présenter sa démission en octobre 2007, après seulement dix-neuf mois à la tête du parti. Pour justifier son départ, il évoqua son

⁸⁶⁵ Le programme politique, intitulé *Trust in People : Make Britain Free, Fair and Green*, fut adopté par le congrès du parti en septembre 2006. In LAWS, David, *op. cit.*, 2012, p. 33.

⁸⁶⁶ JONES, Tudor, *op. cit.*, 2011, p. 210

⁸⁶⁷ BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2008b, p. 48.

⁸⁶⁸ Gordon Brown songeait alors à nommer Julia Neuberger, Shirley Williams et Anthony Lester conseillers auprès du gouvernement.

⁸⁶⁹ CAMPBELL, Ming, *op. cit.*, 2008, p. 283-284.

âge⁸⁷⁰. En fait, ce fut la campagne de déstabilisation, qu'il subit en interne, qui le poussa vers la sortie⁸⁷¹. Entre les déclarations anonymes spéculant sur son avenir en tant que chef de parti et l'ingérence de pairs de premier plan et d'anciens cadres du parti comme Paddy Ashdown et David Steel, Menzies Campbell fut contraint de céder sa place⁸⁷². Contrairement à ce qui s'était passé pour Charles Kennedy, son poste avait été ouvertement convoité : en marge du congrès officiel d'automne, l'étoile montante du parti Nick Clegg avait affiché ses ambitions⁸⁷³.

Menzies Campbell fut moins chanceux que son prédécesseur pendant son *leadership* : il ne bénéficia pas d'un événement comme la Guerre d'Irak pour démontrer ses qualités en tant que dirigeant. Ni ses prestations moyennes lors des sessions de questions au gouvernement ni le report des législatives ne lui furent favorables. Sur un plan plus personnel, son souci de consulter avant d'arrêter une décision mesurée le priva d'une réactivité qui aurait pu faire taire les critiques en interne⁸⁷⁴. On lui reprocha même d'être dépourvu d'un instinct de tueur⁸⁷⁵ : c'est précisément la raison pour laquelle il avait été adoubé par la jeune garde du parti.

Pour décrire son expérience compliquée en tant que chef de parti des *Lib Dems*, Menzies Campbell déclara :

« [...] Mais je commence à penser que le *leader* des Libéraux-démocrates est le contraire d'une prostituée, avec des responsabilités mais sans pouvoir. Vous portez le chapeau pour tout, mais vous n'avez pas l'autorité pour vous occuper de tout. ⁸⁷⁶»

⁸⁷⁰ Dans ses dessins politiques pour *The Guardian*, Steve Bell le croqua souvent sous les traits d'un vieillard dans un fauteuil roulant. Il dut même se défendre d'avoir précipité la chute du chef de file libéral-démocrate. Pour avoir une idée de ces caricatures, on pourra consulter <https://www.theguardian.com/politics/gallery/2007/oct/16/> [Consulté le 12 mars 2019].

⁸⁷¹ BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2008b, p. 48.

⁸⁷² Convié à un dîner organisé par Robert Maclennan, Shirley Williams et Navnit Dholakia, trois pairs libéraux-démocrates de premier plan, Menzies Campbell raconte avoir eu le sentiment de se retrouver dans un traquenard pour le forcer à démissionner pendant l'été 2007. In CAMPBELL, Ming, *op. cit.*, 2008, p. 290 et p. 303.

⁸⁷³ CAMPBELL, Ming, *op. cit.*, 2008, p. 293-294 et SUMMERS, Deborah et Ros TAYLOR. "Clegg Admits Leadership Ambitions". *The Guardian*, 19 septembre 2007.

⁸⁷⁴ BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2008b, p. 45 et p. 47.

⁸⁷⁵ WHITE, Michael. "Double Fault". *The Guardian*, 15 mars 2008.

⁸⁷⁶ "[...] But I began to feel that the Lib Dem leader is like the opposite of the harlot, with responsibility but without power. You carry the can for everything, but you don't have the authority to deal with everything." In BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2008a, p. 44.

III. Le *leadership* de Nick Clegg : Du pouvoir à la déroute électorale 2007-2015.

Après les évictions de Charles Kennedy et de Menzies Campbell, le parti devait se doter d'un nouveau dirigeant capable de lui redonner une feuille de route pour les législatives de 2010. Cette élection était une opportunité pour décider enfin de la direction que les relations avec le *Labour* prendraient et des moyens pour se rapprocher des coulisses du pouvoir. Avec la percée de la jeune garde réunie autour de Nick Clegg, les jeux semblaient faits quant à la désignation du prochain *leader*.

A. La nécessité d'un *leader* plus professionnel.

Seuls Chris Huhne et Nick Clegg parvinrent à obtenir le nombre de nominations suffisantes pour pouvoir se présenter. Les deux hommes avaient des parcours politiques semblables, ayant fait leurs armes au Parlement européen dès 1999 puis à Westminster en 2005. Ils incarnaient cette nouvelle classe de *leaders* politiques qui avaient vite gravi les échelons de l'exécutif (cf. supra). À l'image des deux grands partis, les Libéraux-démocrates allaient se doter d'un nouveau dirigeant issu d'une classe politique plus professionnelle⁸⁷⁷. Les adhérents ne voulaient pas de quelqu'un de novice en politique⁸⁷⁸ mais de quelqu'un qui sache gérer les médias et projeter une image de jeunesse et de dynamisme⁸⁷⁹.

⁸⁷⁷ Nick Clegg, David Cameron et Ed Miliband sont considérés comme des « professionnels de la politique ». Ils furent de jeunes chefs de parti après une ascension rapide ; leur désignation eut lieu dans des circonstances semblables: ils remplacèrent des *leaders* jugés relativement incompetents. In BARBER, Stephen. "Arise, Careerless Politician : The Rise of the Professional Party Leader". *Politics*, Vol. 34, No. 1, février 2014, p. 27-28.

⁸⁷⁸ COWLEY, Philip. "Arise, Novice Leader ! The Continuing Rise of the Career Politician in Britain". *Politics*, Vol. 3, No. 1, février 2012, p. 37.

⁸⁷⁹ BARBER, Stephen, *op. cit.*, 2014, p. 29.

1. Des approches différentes.

Dès le début de la campagne, Nick Clegg fit figure de favori : il était le candidat de l'*establishment* soutenu par Paddy Ashdown et 38 de ses collègues députés. Son adversaire, en revanche, ne bénéficiait que du soutien d'onze d'entre eux⁸⁸⁰.

La campagne vira vite à une querelle de personnes. Il existait un contentieux entre les deux hommes, Nick Clegg reprochant à Chris Huhne d'être revenu sur l'engagement collectif qui les liait à ne pas se présenter contre Menzies Campbell en 2006⁸⁸¹. En avouant ses ambitions en marge du congrès d'automne 2007, Nick Clegg avait ravivé ce conflit. Chris Huhne le compara alors à un Michael Heseltine⁸⁸², qui aurait rêvé de *Downing Street* depuis qu'il ne portait plus de couches⁸⁸³. L'ambiance délétère se poursuivit pendant la campagne avec la fuite d'un mémo interne intitulé *Calamity Clegg*, listant toutes les raisons pour lesquelles Nick Clegg ne ferait pas un bon *leader*.

Au-delà de cette querelle de personnes, les deux candidats étaient perçus comme des « modernisateurs », proches sur le plan politique. Nick Clegg était vu comme légèrement plus à droite et son adversaire à gauche sur les questions économiques et sociales. Depuis sa candidature en 2006, Chris Huhne avait « verdi » son programme économique et mis l'accent sur plus de justice sociale. Là où Nick Clegg soulignait l'importance de plus de mobilité sociale⁸⁸⁴, son adversaire défendait l'introduction d'aides pour faciliter l'accès des plus démunis aux services publics et au système de santé. Chris Huhne reprochait à Nick Clegg sa volte-face sur les politiques cardinales du parti : avec son virage à droite, il faisait du « Cameron allégé » (*lite Cameron*)⁸⁸⁵. Nick Clegg l'accusa, en retour, de vouloir « créer des différences synthétiques » (*synthetic differences*) quand c'était David Cameron qui faisait du « Clegg allégé »⁸⁸⁶.

⁸⁸⁰ KAVANAGH, Dennis et Philip COWLEY. *The British General Election of 2010*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2010, p. 103.

⁸⁸¹ CAMPBELL, Menzies, *op. cit.*, 2008, p. 309.

⁸⁸² Michael Heseltine avait provoqué la chute de Margaret Thatcher en 1990 après avoir demandé la tenue d'élections pour désigner un nouveau *leader*.

⁸⁸³ SUMMERS, Deborah et Ros TAYLOR, *op. cit.*, 2007.

⁸⁸⁴ QUINN, Thomas. "Membership Ballots in Leadership Elections in Britain". *Representation*, Vol. 46, No. 1, mars 2010, p. 106.

⁸⁸⁵ BROWN, Colin. "Clegg Rejects Huhne Supporters' Claim that he is a 'Cameron Clone'". *The Independent*, 20 octobre 2007.

⁸⁸⁶ TRUSCOTT, Claire. "Lib Dems Considering Action over 'Calamity Clegg' Claims". *The Guardian*, 19 novembre 2007.

La différence entre les deux hommes résidait davantage dans la stratégie qu'ils défendraient pendant leur *leadership* s'ils étaient élus. Chris Huhne avait l'image d'un « puriste » peu intéressé par la conquête du pouvoir ; il s'adressait davantage à la base et cherchait à unir le parti autour de ses valeurs cardinales. À l'inverse, Nick Clegg était perçu comme plus pragmatique, cherchant à gagner de nouveaux électeurs et soutiens. On le disait peut-être un peu trop obnubilé par la conquête du pouvoir au point d'en négliger les affaires de son propre parti⁸⁸⁷.

2. La victoire serrée de Nick Clegg.

Contre toute attente, le résultat fut extrêmement serré : en décembre 2007, Nick Clegg devint le quatrième *leader* du parti libéral-démocrate avec une très courte avance sur son adversaire⁸⁸⁸. Chris Huhne contesta cette victoire car près de 1 300 bulletins de vote étaient restés en souffrance à cause des vacances de Noël. Si l'équipe de Nick Clegg avait accepté d'attendre leur distribution pour proclamer les résultats, Chris Huhne aurait remporté l'élection.

C'était le candidat jugé le plus à même d'améliorer les résultats électoraux du parti qui l'avait emporté de justesse. Un sondage, réalisé par *YouGov* auprès des adhérents, montrait qu'ils jugeaient les deux hommes compétents et capables de s'opposer à l'actuel gouvernement ; Nick Clegg l'emportait, cependant, largement sur son rival – à 53% contre 9% – en matière d'attractivité électorale. Ils le trouvaient aussi plus capable – à 50% contre 26% – de s'opposer à David Cameron⁸⁸⁹.

Depuis la désignation des *leaders* successifs du parti libéral-démocrate, c'était la première fois qu'adhérents et députés n'accordaient pas la même importance aux qualités que leur dirigeant devait posséder. Les premiers avaient apporté leur soutien à Chris Huhne, qu'ils jugeaient « acceptable » car capable de préserver l'unité du parti après les crises traversées sous les *leaderships* de Charles Kennedy et de Menzies Campbell. À

⁸⁸⁷ TALL, Stephen. "The Leadership Contest – How's it Looking Now ?". *Liberal Democrat Voice*, 07 novembre 2007. <https://www.libdemvoice.org/opinion-the-leadership-contest-hows-it-looking-so-far-1593.html> [Consulté le 21 juin 2019].

⁸⁸⁸ Les deux hommes totalisèrent moins de voix que Chris Huhne arrivé second en 2006 avec 21 268 voix. Nick Clegg fut crédité de 20 988 voix contre 20 477 à son adversaire, soit un écart de 1,2%. Ce résultat très serré s'explique par un taux de participation plus faible, 64% contre 72% en 2006, et la perte de 8 000 adhérents.

⁸⁸⁹ QUINN, Thomas, *op. cit.*, 2010, p. 106-108.

l'inverse, Nick Clegg avait bénéficié de l'appui de ses collègues députés qui avaient privilégié son éligibilité, c'est-à-dire son attractivité électorale pour endiguer la menace conservatrice et se rapprocher du pouvoir⁸⁹⁰. Thomas Quinn soutient que si Chris Huhne, le choix naturel des adhérents, avait été élu, cela aurait causé de sérieuses tensions parmi les députés et provoqué une crise organisationnelle aiguë, dangereuse pour l'unité du parti⁸⁹¹.

3. Des débuts difficiles.

a) Un déficit de visibilité.

La désignation de Nick Clegg permit d'enrayer la chute dans les sondages et de stabiliser le moral du parti grâce à de bons résultats aux élections locales en 2008 et en 2009, en particulier dans les fiefs travaillistes dans les zones urbaines. Les élections européennes de 2009 furent en revanche décevantes⁸⁹². Contrairement à ses prédécesseurs, Nick Clegg ne bénéficia pas d'un « Orpington »⁸⁹³ entre 2008 et 2010, ce qui lui aurait permis d'asseoir son *leadership*. L'arrivée du nouveau dirigeant libéral-démocrate n'avait pas eu d'impact sur les intentions de vote⁸⁹⁴. Le visage du parti était alors Vince Cable⁸⁹⁵ qui faisait figure de grand sage capable de prédire les crises économiques.

⁸⁹⁰ Suivant leur objectif premier, qui peut être l'unité du parti, des victoires électorales ou la mise en œuvre du programme politique du parti, les adhérents vont le prendre en compte au moment de choisir un nouveau dirigeant. Un *leader* sera perçu comme « acceptable » s'il faut préserver l'unité du parti tandis qu'un *leader* sera « éligible » s'il faut mener le parti à la victoire. Le troisième critère de sélection est le degré de compétences du leader pour entrer au gouvernement. Ces objectifs et les critères de sélection ne sont pas mutuellement exclusifs. In STARK, Leonard P. *Choosing a Leader : Party Leadership Contests in Britain from Macmillan to Blair*. Londres : Macmillan Press, 1996, p. 125-126 et p. 137-138.

⁸⁹¹ QUINN, Thomas, *op. cit.*, 2010, p. 108.

⁸⁹² Lors des élections européennes, le parti termina quatrième avec 13,7% des suffrages et obtint onze députés.

⁸⁹³ MEADOWCROFT, Michael, *op. cit.*, 2016, p. 29-30.

⁸⁹⁴ CUTTS, David, FIELDHOUSE, Edward et Andrew RUSSELL. "The Campaign that Changed Everything and still did not Matter ?". *Parliamentary Affairs*, Vol. 63, No. 4, octobre 2010, p. 691.

⁸⁹⁵ En 2009, Vince Cable devançait Nick Clegg dans les sondages et il était vu comme le libéral-démocrate ayant le plus d'influence In DALE, Iain. "Top 50 Most Influential Liberal Democrats". *The Telegraph*, 21 septembre 2009. Sa réputation en la matière était quelque peu exagérée : le camp conservateur aimait à rappeler qu'en prédisant une crise économique à chaque soubresaut de l'économie, il y aurait bien un jour. In KITE, Melissa. "Vince Cable : Sage of the Credit Crunch, but this Liberal Democrat is not for Gloating". *The Telegraph*, 11 octobre 2008.

On commençait à regretter Charles Kennedy qui, même ivre, restait plus populaire que le nouveau chef de parti. Son propre camp glosa sur son manque de carrure et d'expérience en tant que *leader*⁸⁹⁶. Nick Clegg chercha alors à occuper la scène médiatique afin de gagner en visibilité : il multiplia les gestes forts dans une sorte de politique spectacle en demandant la démission du *Speaker*⁸⁹⁷ ou en sortant avec fracas des Communes lors des débats sur la ratification du Traité de Lisbonne⁸⁹⁸. Cette surexposition de Nick Clegg fut payante jusqu'à un certain point. Elle se traduisit par une remontée du parti dans les sondages avec 20% d'avis positifs en décembre 2009. Cependant, le *leader* n'était toujours pas perçu comme un atout électoral pour son parti : seulement 13% des personnes sondées par *YouGov* en janvier 2010 pensaient qu'il ferait un bon Premier ministre⁸⁹⁹.

b) Une refonte risquée du programme électoral.

Malgré un contexte plus propice, l'élection du nouveau dirigeant ne s'était pas réellement jouée sur le terrain idéologique. La crise économique de 2008 fut le catalyseur pour abandonner ou édulcorer la partie du programme électoral qui reposait sur des dépenses publiques élevées dans des secteurs clefs comme la santé et l'éducation. Il fallait alléger la pression fiscale et diminuer les dépenses afin d'offrir un programme plus radical. Ce virage économique, dans la continuité de celui initié en 2005, était en adéquation avec les nouvelles attentes de l'opinion publique qui ne soutenait plus qu'à 34% une hausse des impôts contre 59% dans les années quatre-vingt-dix⁹⁰⁰.

En moins d'une décennie, le parti était passé de la gauche du parti travailliste à la droite du parti conservateur sur les questions de fiscalité et de dépenses publiques. Le nouveau *leader* et son équipe jouèrent un rôle majeur pour moderniser l'image du parti : il n'était plus celui qui défendait une hausse des impôts et des dépenses de l'État (*a tax-and-spend party*). Le discours était maintenant décomplexé : on n'hésitait plus à parler de

⁸⁹⁶ KAVANAGH, Dennis et Philip COWLEY, *op. cit.*, 2010, note 24, p. 113.

⁸⁹⁷ HELM, Toby, HINDSIF Gaby et Scott THIRSTY. "Nick Clegg Calls for Speaker to Resign over Expenses Storm". *The Guardian*, 17 mai 2009.

⁸⁹⁸ KAVANAGH, Dennis et Philip COWLEY, *op. cit.*, 2010, p. 107.

⁸⁹⁹ CUTTS, David, FIELDHOUSE, Edward et Andrew RUSSELL, *op. cit.*, 2010, p. 108-109.

⁹⁰⁰ CURTICE, John, *op. cit.*, 2008, p. 125.

coupes budgétaires de l'ordre de 15 milliards de livres sterling pour réduire le déficit ; les impôts n'étaient plus élevés mais plus justes⁹⁰¹.

Ce virage économique ne s'inscrivait pas dans une stratégie claire pour profiter des difficultés du gouvernement de Gordon Brown et contrer l'opération séduction de David Cameron, qui se présentait comme un conservateur libéral. Ce dernier répétait que les Conservateurs et les *Lib Dems* étaient deux partis progressistes : il y avait une grande proximité dans leurs programmes sur les questions environnementales et les libertés civiques⁹⁰². En réalité, Nick Clegg n'avait fait que réagir aux circonstances extérieures. De plus, cette conversion relativement rapide à une diminution de la pression fiscale pour séduire les mécontents du gouvernement travailliste restait un pari risqué. Les électeurs douteraient de l'authenticité de ce virage idéologique et y liraient une volte-face à des fins purement électorales. Ni Menzies Campbell ni Nick Clegg ne furent en mesure de communiquer cette évolution de façon claire auprès des électeurs, si bien que l'opinion publique resta largement ignorante de ce changement⁹⁰³.

Cependant, cette plus grande sensibilité économique-libérale de Nick Clegg ne pouvait être niée. Elle s'expliquait par sa jeunesse : il était le premier dirigeant libéral/libéral-démocrate à ne pas avoir été actif politiquement pendant les années Thatcher et Major. Contrairement à ses prédécesseurs, Nick Clegg avait toujours été plus hostile aux Travaillistes⁹⁰⁴.

Nick Clegg tenta de désamorcer les possibles critiques en rappelant de façon maladroite que *The Orange Book* insistait sur la coexistence possible des deux tendances qu'étaient le libéralisme économique et le libéralisme social⁹⁰⁵. Or, cela ne suffit pas. Si ces deux tendances coexistaient au sein du parti, des divergences profondes demeuraient sur le taux d'imposition, le niveau des dépenses publiques et les degrés d'intervention de l'État. La volonté affichée par Nick Clegg de repousser les frontières de l'État, notamment par la création d'écoles indépendantes et le recours au privé dans le système de santé, était perçue comme typique du libéralisme économique.

⁹⁰¹ CUTTS, David. "Yet Another False Dawn ? An Examination of the Liberal Democrats' Performance in the 2010 General Election". *The British Journal of Journal Politics and International Relations*, Vol. 14, No. 1, février 2012, p. 98.

⁹⁰² CAMERON, David. "A Lib Dem-Tory Alliance Will Vanquish Labour". *The Guardian*, 20 septembre 2009.

⁹⁰³ CURTICE, John, *op. cit.*, 2008, p. 125-126.

⁹⁰⁴ BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2011, p. 349.

⁹⁰⁵ CLEGG, Nick. "Speech on Reforming Public Services". 14 janvier 2008.
http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/7187852.stm [Consulté le 28 septembre 2018]

Ce virage économique, bien que formulé de façon vague, rencontra les mêmes résistances que l'abandon du totem de l'impôt supplémentaire de 50 pence sur les gros salaires deux ans plus tôt⁹⁰⁶. Il fut approuvé lors du congrès d'automne de 2008, malgré des amendements déposés par les cadres de sensibilité sociale-libérale, encourageant les délégués à voter contre cette inflexion idéologique⁹⁰⁷. Ils présentèrent leur candidature pour siéger au sein du *Federal Policy Committee* afin de garder la mainmise sur le programme politique du parti et brider le *leadership*. Ils réussirent à être élus et lancèrent au printemps 2009 le groupe de réflexion *Social Liberal Forum*, revendiquant leur sensibilité plus à gauche⁹⁰⁸. Même si le groupe répéta que son objectif était de combattre la pauvreté et non d'être un groupe de pression anti-Nick Clegg ou anti-*leadership*, les militants craignaient une montée du factionnalisme au sein du parti alors que le débat généré par la publication de *The Orange Book* venait à peine de se terminer⁹⁰⁹. Par ailleurs, il existait déjà le *Beveridge Group* pour faire entendre une sensibilité plus sociale-libérale au sein du parti.

Le *leadership* chercha à nier ces nouvelles divisions sur son aile gauche, en rappelant à nouveau que les deux tendances pouvaient s'exprimer et coexister au sein du parti libéral-démocrate. Si *Social Liberal Forum* eut une influence sur un plan intellectuel, il ne fut pas un frein à plus de libéralisme économique : il n'eut jamais ni de *leader* clairement identifiable, ni d'organisation et ni des objectifs précis⁹¹⁰. Contrairement à ce qu'avaient connu Paddy Ashdown lors de l'adoption du « triple verrou » et Charles Kennedy au moment de la Guerre d'Irak, quand les deux hommes avaient été contraints de se plier à la volonté des militants, dans le cas de Nick Clegg l'opposition venait des rangs des députés et des cadres du parti. Ce n'était pas l'équilibre entre la base et le sommet du parti qui était en jeu mais le changement de coalition dominante autour du nouveau *leader* comme nous le verrons plus loin⁹¹¹.

⁹⁰⁶ Dès 2006, Vince Cable avait défendu une réforme du programme fiscal avec l'abandon de cet impôt de 50 pence sur les gros salaires. La mesure fut votée lors du congrès de 2006. In HOLMES, Paul. "‘No’ to Make It Happens Public Spending Cuts". *Lib Dem Voice*, 11 septembre 2009.

<https://www.libdemvoice.org/paul-holmes-writes-no-to-make-it-happens-public-spending-cuts-3694.html> [Consulté le 01 septembre 2016]

⁹⁰⁷ Les adhérents auraient approuvé cette motion pour des motifs purement égoïstes : ils furent sensibles aux bénéfices immédiats pour les familles à faibles revenus. In KAVANAGH, Dennis et Philip COWLEY, *op. cit.*, 2010, p. 106.

⁹⁰⁸ On y retrouvait Steve Webb, Tim Farron, Lynne Featherstone qui avait présidé la campagne de Chris Huhne, David Howarth ou encore Richard Grayson

⁹⁰⁹ SOWEMIMO, Matthew. "Social Liberal Forum Launched". *Lib Dem Voice*, 12 février 2009, <https://www.libdemvoice.org/social-liberal-forum-launched-11215.html> [Consulté le 01 septembre 2017]

⁹¹⁰ KAVANAGH, Dennis et Philip COWLEY, *op. cit.*, 2010, p. 106.

⁹¹¹ PANEBIANCO, *op. cit.*, 1988, p. 264.

c) La défiance de la base.

Des prises de décision de façon unilatérale accentuèrent le sentiment que les processus de décision codifiés dans les statuts du parti n'étaient pas respectés et qu'il y avait un retour à un fonctionnement oligarchique du *leadership*.

Lors du congrès du parti à Bournemouth en 2009, Vince Cable avait proposé d'instaurer une taxe de 1% sur les villas (*the mansion tax*), dont la valeur était supérieure ou égale à un million de livres sterling. Ce n'était pas tant la mesure en elle-même qui était rédhitoire que le fait qu'il n'avait consulté ni ses collègues députés ni le *Federal Policy Committee (FPC)*. Pour se justifier, il expliqua qu'il avait décidé de la mesure tout seul parce qu'il trouvait le respect du processus démocratique interminable et fastidieux⁹¹². Si la mesure avait été soumise au *FPC* avant le congrès d'automne, elle aurait été approuvée sans difficulté car elle apparaissait comme radicale.

Le retour en arrière sur la fin progressive des frais d'inscription universitaire, mesure phare lors de la campagne électorale de 2005, engendra la même opposition entre le *leadership* et le *FPC*. Cette promesse de campagne était considérée comme trop coûteuse : pour Nick Clegg et Vince Cable, c'était une aide injustifiée pour les classes moyennes alors qu'il existait d'autres priorités à financer en matière d'éducation⁹¹³. Les deux hommes durent faire face à l'opposition massive d'un *FPC* souhaitant réaffirmer son droit statutaire à établir le programme politique du parti. Lorsque l'abandon de cette mesure fut soumis au vote du *FPC* en janvier 2009, Nick Clegg fut lourdement battu par 18 voix contre 5. Il fut une nouvelle fois désavoué au congrès du printemps d'Harrogate. Lors de la préparation du manifeste électoral en juillet 2009, Nick Clegg et Vince Cable tentèrent à nouveau d'obtenir que cette mesure ne soit plus une priorité et qu'elle soit remplacée par trois nouvelles mesures phares : des classes moins chargées, une économie verte et une réforme constitutionnelle. Cela déboucha sur une dispute semi-publique entre les deux camps : le *FPC* se plaignit d'un *leader* jugé trop irascible et arrogant et d'un Vince Cable trop condescendant⁹¹⁴. Malgré des tentatives pour parvenir à un compromis, le

⁹¹² BRACK, Duncan, *op. cit.*, 2011, p. 349.

⁹¹³ ASTLE, Julian. "Why the Lib Dems Should End their Opposition to Tuition Fees". *LibDem Voice*, 02 décembre 2008. <https://www.libdemvoice.org/the-independent-view-why-the-lib-dems-should-end-their-opposition-to-tuition-fees-6573.html> [Consulté le 12 mars 2018]

⁹¹⁴ KAVANAGH, Dennis et Philip COWLEY, *op. cit.*, 2010, p. 109.

dirigeant libéral-démocrate se retrouva à défendre une politique qu'il n'approuvait pas⁹¹⁵, avec un comité qui bloquait toutes les tentatives de réformes qu'il élaborait pour ne pas se fermer de portes en cas de parlement sans majorité⁹¹⁶.

Cette polarisation du débat sur la question du maintien des frais d'inscription universitaire illustre des objectifs différents suivant l'échelon du parti libéral-démocrate où l'on se plaçait. Les membres du *Federal Policy Committee* se posaient en gardiens de la « foi » libérale : ils étaient les « vrais croyants » (*true believers*), on ne pouvait pas transiger sur le principe d'éducation gratuite. Il s'agissait davantage d'une défense d'idées abstraites que d'une tentative d'avoir une influence concrète. Du côté des militants, leur opposition à l'abandon de cette mesure phare était motivée par des raisons pragmatiques : c'était une « niche » électorale, il ne fallait pas s'aliéner des électeurs, en particulier dans les villes universitaires (cf. supra). Du côté du *leadership*, cette volonté de moderniser l'image du parti en matière économique et de le rendre plus crédible aux yeux des électeurs était dictée par la volonté de gagner davantage de suffrages, ainsi que de démontrer que le parti libéral-démocrate avait les capacités à passer du statut de parti d'opposition à celui de gouvernement. Suivant l'échelon du parti où l'on se plaçait, les attentes n'étaient pas les mêmes.

d) Un changement de coalition dominante ?

Ce bras de fer public sur la question de l'abolition des frais d'inscription universitaire ne peut pas être analysé comme une officialisation de l'existence d'un factionnalisme entre sociaux-libéraux et libéraux classiques. Il s'agissait davantage d'un problème de gestion du parti, avec un *leadership* peut-être trop pressé et qui voulait accélérer la professionnalisation du parti sur le plan électoral et imposer ses choix⁹¹⁷.

L'équipe du *leader* estimait qu'il lui fallait être capable d'innover et d'être réactif : les processus de prise de décision étaient trop technocratiques pour avoir un manifeste électoral concis et distinctif, il fallait donc les rationaliser. Un des membres du *Shadow*

⁹¹⁵ L'abolition des frais d'inscription universitaire, des soins gratuits pour les personnes âgées ainsi qu'une retraite de base plus élevée étaient les mesures que le *leadership* voulait voir déclassées dans le prochain manifeste électoral afin de le renouveler. In "Nick Clegg : 'You can't Promise the same Menu of Goodies : It's just not Plausible'". *The Independent*, 22 juillet 2009.

⁹¹⁶ SANDERSON-NASH, Emma, *op. cit.*, 2011, p. 102.

⁹¹⁷ PANEBIANCO, Angelo, *op. cit.*, 1988, p. 264.

Cabinet se plaignait de ce que certains adhérents se voyaient comme les « Gardiens du Saint Graal », préférant consulter sans fin plutôt que d’occuper le terrain médiatique⁹¹⁸. Le fonctionnement stratacratique du parti, avec des sources de pouvoirs alternatives, était perçu comme un frein par le *leadership* pour se rapprocher du pouvoir⁹¹⁹. Avec une approche plus conciliante auprès du *FPC* et un respect des procédures statutaires, il aurait pu faire évoluer les choses en sa faveur et ne pas les polariser.

Pour rationaliser cette bureaucratie lourde, qui s’expliquait pour partie par la nature fédérale du parti, Nick Clegg chargea Christopher Bones⁹²⁰ de réfléchir à la manière de le rendre plus performant en une décennie sans avoir à modifier la constitution⁹²¹. Son rapport conclut que s’il voulait doubler son nombre de députés et se rapprocher du pouvoir, il devrait gagner en efficacité⁹²². Il y parviendrait avec une meilleure utilisation des outils technologiques, et surtout avec plus de pouvoirs octroyés au *leadership* par le biais d’un nouveau comité *The Chief Officers Group (COG)*, qui serait en charge du budget et de la stratégie globale. Le *Federal Executive Committee* devrait déléguer ces pouvoirs à ce nouveau comité. En échange de leur aval, la Commission proposait de renforcer les sections locales et régionales pour gagner de nouveaux sièges à court terme⁹²³. Le *FEC* y vit une nouvelle tentative du *leadership* de centraliser les décisions. Trois ans après sa création, ce nouveau groupe ne suscitait plus la controverse⁹²⁴.

Sur un plan organisationnel, on avait eu un changement de coalition dominante⁹²⁵. C’était le *leadership* qui avait pris le contrôle sur les stratégies et les orientations politiques du parti en imposant ses décisions et en créant un nouveau comité qu’il contrôlait. On était dans la continuité de ce qui avait été initié dès 2005 par le parti parlementaire dont était issu le *leader*. Cela avait conduit à un bras de fer avec les factions participatives, c’est-à-dire les adhérents, le *FPC* et des députés comme Tim Farron et Lynn Featherstone, qui

⁹¹⁸ KAVANAGH, Dennis et Philip COWLEY, *op. cit.*, 2010, p. 107.

⁹¹⁹ MULLOLAND, Hélène et Deborah SUMMERS. “In or Out ? Clegg Presses for Third Way over EU”. *The Guardian*, 29 janvier 2008.

⁹²⁰ Le Professeur Bones était le doyen de la Henley Business School de Reading et ancien président d’une section locale.

⁹²¹ Les statuts du parti peuvent être modifiés si deux tiers des délégués des sections locales le demandent.

⁹²² Il ne fallait pas moins de vingt réunions de cinq comités différents, en raison de la séparation des partis en Écosse, Angleterre et au pays de Galles pour établir le budget fédéral. Le trop grand nombre de comités destinés à assurer la transparence du processus décisionnaire se révélaient finalement des freins.

⁹²³ SANDERSON-NASH, Emma, *op. cit.*, 2011, p. 142.

⁹²⁴ PACK, Mark. “Nearly Three Years on, How does the Bones Report Look?”. *Liberal Democrat Voice*, 01 juin 2011. <https://www.libdemvoice.org/nearly-three-years-on-how-does-the-bones-report-look-24309.html>. [Consulté le 02 juin 2019].

⁹²⁵ HARMEL, Robert et Kenneth JANDA, *op. cit.*, 1994, p. 259-287.

avaient utilisé les pouvoirs, que leur accordaient les statuts du parti, pour tenter de contenir ce changement.

e) Un retour opportuniste à l'équidistance.

Pour Nick Clegg, le retour à l'équidistance était important à double titre. Un programme commun avec les Travaillistes, autour d'une réforme constitutionnelle et des services publics, n'était plus d'actualité comme à la fin des années quatre-vingt-dix. Quant au parti conservateur, il adoptait des positions proches sur la question de libertés civiles.

Cette décision officialisait le rapprochement avec les Conservateurs à Westminster après l'érosion régulière du soutien apporté aux gouvernements travaillistes successifs. Lors de la législature de 1997-2001, les députés libéraux-démocrates avaient soutenu le gouvernement à hauteur de 50% des projets de loi ; ce soutien chuta à 25% entre 2001-2005, puis à 18% entre 2005-2007. En parallèle, ils votèrent davantage avec leurs homologues conservateurs, à hauteur de 27% entre 1997-1998, puis à 71% entre 2006-2007. Le parti parlementaire entretenait maintenant à Westminster la même relation avec les Travaillistes que celle qu'il avait eue avec les Conservateurs en 1992⁹²⁶.

Il s'agissait en fait d'une tactique court-termiste, définie en fonction de ce que faisaient les deux grands partis : il ne fallait pas se fermer de portes en cas de parlement sans majorité⁹²⁷.

Nick Clegg réactiva aussi la stratégie de recomposition du paysage politique à gauche. Comme ses prédécesseurs David Steel et Paddy Ashdown, bien qu'il s'en défende, il chercha à profiter des difficultés des Travaillistes de Gordon Brown, causées par l'usure du pouvoir. Il évoqua la nécessité de procéder à un regroupement des forces progressistes sous une nouvelle bannière⁹²⁸. Le libéralisme était le point de ralliement parfait pour cette résurgence d'un mouvement progressiste en Grande-Bretagne.

⁹²⁶ On observe la même inflexion si on analyse les votes des Pairs libéraux-démocrates. In COWLEY, Philip et Mark STUART. "A Long Way from Equidistance: Lib Dem Voting in Parliament, 1997-2007", unpublished mimeo, p. 2-3. <http://www.revolt.co.uk/A%20long%20way%20from%20equidistance.pdf>. [Consulté le 01 septembre 2019]

⁹²⁷ QUINN, Thomas et Ben CLEMENTS, *op. cit.*, 2011, p. 82.

⁹²⁸ CLEGG, Nick. *The Liberal Moment*. Londres : Demos, 2009, p. 9-11 et p. 32.

Selon le dirigeant libéral-démocrate, si le parti travailliste avait éclipsé un parti libéral miné par des divisions internes au début du XXe siècle, c'est parce qu'il avait compris qu'il fallait des réponses collectivistes venant du sommet. Dans une inversion des choses, les solutions centralisées n'étaient plus aujourd'hui adaptées aux exigences d'une société plus atomisée, où la culture de classes ne fonctionnait plus. Sans se réclamer ouvertement de l'héritage de Jo Grimond, il pensait que l'on tendait non pas vers une recomposition à gauche du paysage politique mais vers un nouvel alignement des forces progressistes dans la vie politique britannique. Il estimait que les chances que son parti remplace le *Labour* comme la force progressiste la plus puissante dans la vie politique étaient élevées. Néanmoins, Nick Clegg restait vague sur l'identité des participants éventuels à ce nouvel alignement de ces forces.

Le terme « progressiste » était un terme aux contours fuyants, un terme fourre-tout pour évoquer la gauche et qui aurait pour vague antonyme « conservateur » comme nous l'avons déjà dit. Il suggérait aussi un développement constant selon une trajectoire linéaire, une capacité à façonner l'avenir ou à l'anticiper⁹²⁹. La tradition progressiste dans la vie politique britannique s'était ancrée dans l'alliance entre le « nouveau » libéralisme et la social-démocratie à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Elle reposait sur l'idée de justice sociale, d'intervention de l'État et d'une union des Libéraux et des Travaillistes⁹³⁰.

David Cameron avait lui aussi lancé le projet d'un « conservatisme progressiste » (*progressive Conservatism*) avec le *think tank Demos*, associé précédemment au centre-gauche. David Cameron défendait le recours à la décentralisation, le renforcement du rôle de la société civile et la responsabilité fiscale pour tendre vers une société plus juste et plus écologique. Cette démarche fut interprétée comme une prise de distance avec l'héritage thatcherien : dès son élection, David Cameron avait tenté de décontaminer l'image du parti par le biais d'incursions sur le territoire travailliste et libéral-démocrate⁹³¹.

Un an plus tard, alors que Gordon Brown incarnait un « progressisme dépassé », les deux hommes allaient présenter la coalition gouvernementale qui liait leurs deux partis,

⁹²⁹ ROBINSON, Emily et Joe TWYMAN. "Speaking at Cross Purposes ? The Rhetorical Problems of 'Progressive Politics'". *Political Studies Review*, Vol. 12, No. 1, janvier 2014, p. 53.

⁹³⁰ FREEDEN, Michael, *op. cit.*, 1978.

⁹³¹ BALE, Tim et Steve WEBB. "The Conservative Party" In ALLEN, Nicholas et John BARTLE (dirs.), *Britain at the Polls 2010*. Los Angeles, Londres : Sage, 2011, p. 44.

comme un exemple d'un « partenariat progressiste » (*a progressive partnership*) capable de surmonter les anciennes divisions⁹³².

B. Les *Lib Dems* faiseurs de gouvernement.

La campagne électorale de 2010 marqua la fin d'une époque avec le départ de Chris Rennard, en charge de la stratégie électorale du parti depuis 1989⁹³³. Sa trop grande prééminence ainsi que l'approche électorale qu'il avait défendue, avaient été contestées depuis 2005 (cf. supra). L'arrivée de Chris Fox permit de mettre un terme à cette concentration des pouvoirs et d'insuffler un esprit plus collectif dans le processus décisionnaire, créant ainsi une structure de management plus habituelle où toutes les voix pouvaient se faire entendre⁹³⁴.

Le parti s'engagea dans la campagne des législatives de 2010 avec des attentes à la baisse : son *leader* demeurerait moins populaire que Charles Kennedy cinq ans plus tôt⁹³⁵. Le manifeste électoral du parti libéral-démocrate avait été bâti autour de la notion de justice (*fairness*). Ce qui allait rester de cette campagne fut la *Cleggmania* qui saisit le Royaume-Uni mais qui ne se concrétisa pas dans les urnes.

⁹³² “Nick Clegg : Across the Progressive Divide”. *The Guardian*, 24 novembre 2010.

⁹³³ Chris Rennard quitta officiellement le parti pour des raisons familiales et de santé. Officieusement, le parti se sépara de lui suite à des plaintes de cadres du parti pour harcèlement sexuel.

⁹³⁴ KAVANAGH, Dennis et Philip COWLEY, *op. cit.*, 2010, p. 111.

⁹³⁵ Seulement 20% des personnes interrogées se disaient satisfaites de Nick Clegg. In CUTTS, David, *op. cit.*, 2012, p. 96.

1. La *Cleggmania*.

La *Cleggmania* débuta après le premier débat télévisé où Nick Clegg apparut comme le grand gagnant sur les réseaux sociaux et dans les sondages. Les néologismes, comme par exemple *Cleggmania*, *Cleggphoria*, *Cleggacy* ou *Cleggolatry* se multiplièrent pour tenter de décrire ce phénomène⁹³⁶.

Cette popularité soudaine s'expliqua par la nouveauté des débats télévisés, un *leader* très télégénique et sa bonne communication. Dans la continuité de la professionnalisation des campagnes électorales entamée sous Paddy Ashdown, l'équipe de Nick Clegg s'était préparée bien en amont, en s'inspirant des débats américains de 1996⁹³⁷. Avec la possibilité d'un parlement sans majorité, David Cameron et Gordon Brown avaient ménagé Nick Clegg afin d'encourager les sympathisants libéraux-démocrates à voter tactiquement en leur faveur⁹³⁸. Le « *I agree with Nick* » de Gordon Brown devint une sorte de leitmotiv du premier débat télévisé. Cette popularité soudaine du *leader* des Libéraux-démocrates se traduisit par un bond dans les sondages : 78% des personnes interrogées estimaient qu'il avait été celui qui avait fait le meilleur débat, il fut même perçu comme l'homme politique le plus populaire depuis Winston Churchill avec 83% d'opinions favorables. Nick Clegg ne fut pas en mesure de répéter cette prouesse lors des deuxième et troisième débats, où il fut crédité respectivement de 33 et 24% d'opinions favorables alors que David Cameron passa de 13 à 51%⁹³⁹. Ses adversaires concentrèrent leurs attaques sur lui : il fut mis en difficulté sur l'europhilie de son parti dans un contexte de crise de l'euro et la politique migratoire de son parti, jugée trop laxiste⁹⁴⁰.

La *Cleggmania* avait permis d'établir les Libéraux-démocrates collectivement et leur *leader*, en particulier, comme des joueurs politiques sérieux dans l'esprit du public et des médias. Cependant, elle eut une efficacité limitée dans les urnes.

⁹³⁶ PARRY, Katy et Kay RICHARDSON. "Political Imagery in the British General Election of 2010 : The Curious Case of 'Nick Clegg'". *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 13, No. 4, novembre 2011, p. 478-479.

⁹³⁷ KAVANAGH, Dennis et Philip COWLEY, *op. cit.*, 2010, p. 148 et p. 150-151.

⁹³⁸ ALLEN, Nicholas, BARA, Judith et John BARTLE. "Rules, Strategies and Words : The Content of the 2010 Prime Ministerial Debates". *Political Studies*, Vol. 61, No. S1, avril 2013, p. 99.

⁹³⁹ CLARKE, Harold D. *et al.* "Valence Politics and Electoral Choice in Britain, 2010". *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, Vol. 21, No. 2, janvier 2011, p. 243.

⁹⁴⁰ ALLEN, Nicholas, BARA, Judith et John BARTLE, *op. cit.*, 2013, p. 107.

2. Des résultats décevants.

Le 06 mai 2010, le parti remporta 6,8 millions de voix, soit 23% des suffrages exprimés, avec une augmentation de 1% par rapport à 2005, mais cela ne se traduisit pas en nombre de sièges avec une perte nette de cinq circonscriptions et un total de 57 députés. C'étaient des résultats décevants comme le déclara le dirigeant libéral-démocrate le soir même⁹⁴¹.

Le parti semblait avoir atteint un plafond de verre : il ne possédait pas de réserves d'électeurs suffisantes pour gagner de nouveaux députés, et ce peu importe le contexte national. Malgré une refonte risquée du programme électoral pour démontrer sa capacité à gouverner en période d'austérité, il n'était pas parvenu à combler son déficit de crédibilité après les deux crises de *leadership* qu'il avait connues entre 2005 et 2007. Les électeurs avaient jugé le programme électoral des Conservateurs bien plus en phase avec leurs préoccupations du moment : la santé économique du pays, l'immigration et le chômage. De la même manière, l'effet Clegg n'avait pas permis de briser la loi d'airain du système électoral. La *Cleggmania* était vite retombée : l'électorat jeune, qui avait été le plus impressionné par les prestations du *leader* libéral-démocrate, ne s'était pas rendu en nombre pour voter⁹⁴². Les électeurs potentiels du parti ne s'étaient pas mobilisés, pensant qu'il y aurait suffisamment de voix pour les candidats libéraux-démocrates⁹⁴³.

3. Un parlement sans majorité.

Les résultats du 06 mai 2010 furent perçus comme un séisme dans la dynamique de la vie politique britannique : le scrutin uninominal majoritaire à un tour avait échoué dans sa tâche première, à savoir convertir la pluralité des votes du parti ayant obtenu le plus de voix en une majorité solide à Westminster. On se retrouvait dans la situation inédite d'un parlement sans majorité.

⁹⁴¹ "Inclusion, Exclusion or Obscurity ? The 2010 General Election and the Implications of the Con-Lib Coalition for Third-Party Politics in Britain". *British Politics*, Vol. 5, No. 4, décembre 2010, p. 508.

⁹⁴² CUTTS, David, *op. cit.*, 2012, p. 97-100 et p. 108-112.

⁹⁴³ RUSSELL, Andrew, *op. cit.*, 2010, p. 508.

Selon la théorie des jeux développée par von Neumann et Morgenstern⁹⁴⁴, on se retrouvait en présence de dix joueurs⁹⁴⁵, soit neuf partis⁹⁴⁶ et une députée indépendante Sylvia Herman. D'un pur point de vue numérique, il y avait 1 023 résultats potentiels de coalition, dont 506 coalitions majoritaires, parmi lesquelles quinze coalitions minimales gagnantes⁹⁴⁷ (*minimal winning coalitions*), c'est-à-dire des coalitions suffisamment larges pour s'assurer la victoire.

Sur un plan plus concret, en prenant en compte le nombre de sièges au Parlement, l'index Banzhaf donnait un nombre de joueurs plus restreint⁹⁴⁸. Le pouvoir de tractation était d'abord dans les mains du parti conservateur, puis dans celles des Travailleurs et des Libéraux-démocrates. Si on laisse de côté la possibilité théorique d'une coalition Conservateurs-Travailleurs, acceptable d'un point de vue idéologique avec un écart politique resserré sur les questions financières et de décentralisation, mais irréalisable puisqu'elle aurait impliqué un partage égal des postes ministériels, il ne restait que quatre coalitions possibles.

La première coalition était une coalition arc-en-ciel (*a rainbow coalition*), comprenant le *Labour*, les *Lib Dems*, le *SNP*, *Plaid Cymru*, le *SDLP*, l'*Alliance*, Caroline Lucas des Verts, et probablement la députée indépendante. Elle s'apparentait davantage à une coalition des perdants⁹⁴⁹. Son défaut majeur aurait été son nombre élevé de partenaires, une source d'instabilité au sein du gouvernement et du parlement⁹⁵⁰. Elle aurait eu des difficultés pour forger un programme commun.

La seconde était une coalition minoritaire (*a minority coalition*) plus resserrée, dominée par les Travailleurs et les Libéraux-démocrates, avec le soutien formel ou

⁹⁴⁴ VON NEUMANN, John et Oskar MORGENSTERN. *Theory of Games and Economic Behaviour*. Princeton : Princeton University Press, 1947, 640 p.

⁹⁴⁵ Dans cette étude du jeu des coalitions en mai 2010, le parti *Sinn Fe'in* n'est pas pris en compte parce qu'il ne reconnaît pas l'autorité du Parlement du Royaume-Uni et qu'il n'a pas accepté les cinq sièges gagnés lors des élections.

⁹⁴⁶ Les partis susceptibles de prendre part à ce jeu de la coalition étaient le Parti conservateur, le *Labour*, les Libéraux-démocrates, le *DUP* (*Democratic Unionist Party*), le *SNP* (*Scottish National Party*), *Plaid Cymru*, le *SDLP* (*Social Democratic and Labour Party*), les Verts et l'*Alliance*.

⁹⁴⁷ Pour le détail des combinaisons possibles et leurs caractéristiques, on pourra se reporter à DEBUS, Marc. "Portfolio Allocation and Policy Compromises : How and Why the Conservatives and the Liberal Democrats Formed a Coalition Government". *The Political Quarterly*, Vol. 82, No. 2, avril-juin 2011, p. 297.

⁹⁴⁸ L'index Banzhaf calcule le score de base de chaque partenaire, en fonction de leur pourcentage de sièges. Le score le plus élevé était celui des Conservateurs avec 0.3626, et le plus bas celui de Caroline Lucas des Verts et de Sylvia Herman avec 0.0069. Les Libéraux-démocrates avait le score de 0.2286. In DEBUS, Marc, *op. cit.*, 2011, p. 282 et p. 299.

⁹⁴⁹ WATT Holly. "Rainbow Coalition would have to Prop up the 'Coalition of Losers'". *The Daily Telegraph*, 11 mai 2010.

⁹⁵⁰ LEISERSON, Michael A. "Factions and Coalition in One-Party Japan". *American Political Science Review*, Vol. 62, No. 3, septembre 1968, p. 775.

informel de l'*Alliance*, du *SDLP* et peut-être de Sylvia Herman. La troisième était un gouvernement conservateur minoritaire, avec un accord de confiance et de soutien (*a confidence and supply agreement*), conclu avec les Libéraux-démocrates. Dans ces deux configurations de coalitions législatives, l'écueil principal aurait été leur instabilité. Aucun des partenaires ne pouvait courir le risque d'être associé ni à des coupes budgétaires drastiques impopulaires⁹⁵¹ ni à une chute de la coalition pour des raisons électorales et financières⁹⁵².

David Cameron abandonna vite l'idée de former un gouvernement minoritaire malgré l'avis contraire de ses collègues députés⁹⁵³. Sur un plan pratique, son gouvernement n'aurait pas pu mettre en œuvre un programme d'austérité⁹⁵⁴. Des raisons plus prosaïques entrèrent aussi en ligne de compte : les éléments plus extrémistes, qui ne soutenaient pas la modernisation du parti qu'il avait entreprise, pourraient faire chuter un gouvernement minoritaire⁹⁵⁵. La participation à une coalition était aussi un moyen de détourner l'attention après son échec relatif aux législatives⁹⁵⁶.

La dernière possibilité était une coalition Conservateurs-Libéraux-démocrates, bénéficiant d'une solide majorité de 41 parlementaires.

Le parti libéral-démocrate se retrouvait dans la position de parti charnière (*a hinge party*)⁹⁵⁷, ou de parti pivot (*a pivot party*)⁹⁵⁸, en raison de sa taille et de son positionnement sur l'échiquier politique⁹⁵⁹, avec un rôle plus ou moins important à jouer suivant la nature de la coalition.

⁹⁵¹ RUSSELL, Andrew, *op. cit.*, 2010, p. 512.

⁹⁵² QUINN, Thomas, BARA, Judith et John BARTLE, *op. cit.*, 2011, p. 299-300.

⁹⁵³ FOX, Ruth. "Five Days in May : A New Political Order Emerges" In GEDDES, Andrew et Jonathan TONGE (dirs.). *Britain Votes 2010*. Oxford : Oxford University Press, 2010, p. 26.

⁹⁵⁴ YONG, Ben. "The Political Parties" In HAZELL, Robert et Ben YONG. *The Politics of Coalition : How the Conservative-Liberal Democrat Government Works*. Oxford : Hart Publishing Ltd., p. 118.

⁹⁵⁵ GLOVER, Julian. "An Extraordinary Coup by Tory Modernisers". *The Guardian*, 11 mai 2010.

⁹⁵⁶ HEPPELL, Timothy et David SEAWRIGHT. "Introduction" In HEPPELL, Timothy et David SEAWRIGHT (dirs.). *Cameron and the Conservatives : The Transition to Coalition Government*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2011 p. 9.

⁹⁵⁷ ARTER, David, *op. cit.*, 1979, p. 108.

⁹⁵⁸ KEMAN, Hans, *op. cit.*, 1994, p. 125-126.

⁹⁵⁹ DE SWAAN, Abram. "A Classification of Parties and Party Systems according to Coalitional Options". *European Journal of British Research*, Vol. 3, No. 4, décembre 1995, p. 361-375

C. Une coalition Conservateurs-Libéraux-démocrates.

Résumant le dilemme dans lequel le *leadership* se retrouvait, Paddy Ashdown déclara :

« L'électorat britannique a inventé un mécanisme de torture délicieusement douloureux pour les Libéraux-démocrates car nos instincts vont dans une direction mais les chiffres dans une autre, et nous devons prendre notre décision⁹⁶⁰. »

Le *leadership* se retrouvait donc face à un dilemme : fallait-il accepter le résultat des urnes qui penchaient en faveur d'une coalition gouvernementale avec les Conservateurs de David Cameron, ou fallait-il s'allier avec les Travailleurs qui semblaient être des partenaires plus naturels ? Malgré des résultats décevants, les *Lib Dems* se retrouvaient dans le rôle de faiseurs de roi (*kingmakers*) ou plus précisément de faiseurs de gouvernement. Or, c'était un rôle que Nick Clegg n'avait pas voulu officiellement endosser pendant la campagne⁹⁶¹.

1. L'offre des Conservateurs.

Les tractations qui débouchèrent sur la coalition entre les Conservateurs et les Libéraux-démocrates le 10 mai 2010 ont été décrites de façon détaillée⁹⁶². Leur rapidité surprit les commentateurs politiques. Le lendemain des résultats, Nick Clegg annonça qu'il s'entretiendrait d'abord avec son homologue conservateur qui avait un mandat moral pour tenter de former un gouvernement. À David Cameron de montrer qu'il était capable de

⁹⁶⁰ “*The British electorate invented a deliciously painful torture mechanism for the Liberal Democrats because our instincts go one way but the mathematics go the other and we have to make our decision.*” In “Lord Ashdown – “We have to Think again”, BBC News, 09 Mai 2010. http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/andrew_marr_show/8670862.stm. [Consulté le 10 mai 2019]

⁹⁶¹ COATES, Sam. “Voters Will Be Kingmakers, Not Me, Clegg Tells Party”. *The Times*, 15 mars 2010.

⁹⁶² On pourra se reporter à l'ouvrage de David Laws pour le camp libéral-démocrate LAWS, David. *22 Days in May*. Londres : Biteback Publishing, 2010, 335 p. et à la présentation qu'en font Dennis Kavanagh et Philip Cowley In KAVANAGH, Dennis et Philip COWLEY, *op. cit.*, 2010, p. 205-229.

gouverner dans l'intérêt national⁹⁶³. Pour autant, le dirigeant libéral-démocrate ne fermait pas la porte à des discussions avec les Travaillistes, de préférence avec un autre *leader* que Gordon Brown⁹⁶⁴.

Contrairement aux Travaillistes mal préparés⁹⁶⁵, les deux camps avaient anticipé l'éventualité d'un parlement sans majorité. Le dirigeant conservateur et son équipe, composée de William Hague, George Osborne, Oliver Letwin et Edward Llewellyn, avaient étudié les points de convergence et de divergence entre leur manifeste électoral et celui des Libéraux-démocrates. Dès le lendemain des résultats, David Cameron et George Osborne avaient établi une liste en onze points sur lesquels des compromis pourraient être faits ou non.

Dès décembre 2009, Nick Clegg avait constitué une équipe comprenant sa garde rapprochée : Danny Alexander, Andrew Stunnell, David Laws et Chris Huhne. Danny Alexander occupait une position stratégique dans son dispositif : il participait à la rédaction du manifeste électoral et à la planification des élections. Andrew Stunnell, un habitué des négociations inter-partisanes au niveau local, possédait une bonne connaissance des sections locales. Chris Huhne et David Laws étaient considérés comme les meilleurs négociateurs du parti⁹⁶⁶. Matthew Hanney, le conseiller de Nick Clegg, estime que c'était une équipe qui représentait les différentes sensibilités et qui apparaîtrait comme crédible au parti au sens large⁹⁶⁷. Ce ne fut pas le cas : ces choix de personnes nourrirent une sorte de querelle entre Anciens et Modernes au niveau de l'exécutif. Les raisons, qui poussèrent Nick Clegg à ne pas consulter des cadres expérimentés comme Ming Campbell, Alan Beith, Simon Hughes et Charles Kennedy et à ne pas en inclure dans son équipe de ministres, restent une énigme. L'ancien *leader* David Steel avance que Nick Clegg avait choisi de jeunes et nouveaux collègues pour avoir un ascendant sur eux⁹⁶⁸. Michael Meadowcroft y voit plutôt un signe de la grande faiblesse de Nick Clegg en tant que chef de parti : il ne sut pas choisir ses équipes et préféra la nouveauté à l'expérience de cadres

⁹⁶³ PORTER, Andrew et Robert WINNETT. "General Election 2010 : Nick Clegg Says Conservatives Have the Right to Govern". *The Telegraph*, 07 mai 2010.

⁹⁶⁴ Il existait une animosité latente entre le *leadership* des *Lib Dems* et Gordon Brown qui continuait à parler de parti libéral. Bizarrement, une fois les négociations entamées, il se rappela qu'elles se faisaient avec le parti libéral-démocrate. In RUSSELL, Andrew, *op. cit.*, 2010, p. 511.

⁹⁶⁵ ROBINSON, Nick, *op. cit.*, 2010.

⁹⁶⁶ FOX, Ruth, *op. cit.*, 2010, p. 28.

⁹⁶⁷ HANNEY, Matthew, *op. cit.*, 2015, p. 54.

⁹⁶⁸ STEEL, David, *op. cit.*, 2015.

plus âgés. Cette attitude arrogante de Nick Clegg était, selon lui, symptomatique d'une classe politique issue des écoles privées⁹⁶⁹.

Dès le 07 mai, David Cameron proposa une « offre large et ouverte » (*a big, open offer*) aux *Lib Dems* au sein d'une coalition gouvernementale. Il s'engageait sur quatre priorités du manifeste électoral des Libéraux-démocrates : des impôts plus justes, plus de moyens pour les écoles dans les zones défavorisées, une économie pauvre en carbone et la création d'un comité inter-partisan pour réfléchir à une réforme électorale et politique. Son parti ne ferait aucune concession sur plus de pouvoirs pour l'Union européenne et une révision des politiques migratoires et de défense⁹⁷⁰. La condition *sine qua none* à tout accord entre leurs deux formations était un engagement pendant toute la durée de la législature. Cette offre comprenait vingt postes ministériels dont cinq au sein du Cabinet. Ces propositions furent reçues différemment selon l'échelon du parti. Pour les militants, plus proches par instinct des Travaillistes, s'allier avec les Conservateurs était un acte d'apostasie impardonnable. Pour le *leadership*, ce comité d'enquête inter-partisan était tout simplement insuffisant, une réforme électorale était la raison d'être du parti⁹⁷¹.

En parallèle, des échanges eurent lieu avec les Travaillistes réunis autour de Peter Mandelson, Andrew Adonis, Ed Miliband et Ed Balls : le maintien de Gordon Brown empêchait tout accord. L'annonce de son départ lors du prochain congrès facilita les échanges mais l'identité du prochain *leader* et la faiblesse numérique d'une alliance arc en ciel demeuraient des obstacles. Le camp travailliste eut le sentiment que les *Lib Dems* se servaient d'eux pour obtenir plus des Conservateurs, en particulier sur la question de la réforme électorale⁹⁷².

Les négociations achoppèrent parce que le *Labour* ne savait pas comment gérer la relation avec les Libéraux-démocrates⁹⁷³. John Reid et David Blunkett estimaient que le parti travailliste devait commencer une cure d'opposition afin de préserver sa réputation et sa crédibilité à plus long terme⁹⁷⁴. En revanche, des *Blairites* comme Peter Mandelson,

⁹⁶⁹ Entretien avec Michael Meadowcroft, The National Liberal Club, Londres, 18 janvier 2019, p. 287.

⁹⁷⁰ CAMERON, David. "Interest First". 07 mai 2010.

<https://conservative-speeches.sayit.mysociety.org/speech/601470> [Consulté le 11 avril 2018]

⁹⁷¹ FOX, Ruth, *op. cit.*, 2010, p. 29.

⁹⁷² Dans leurs calculs, les Travaillistes n'incluaient pas les six parlementaires du *SNP*, ce qui condamnait le gouvernement à un statut minoritaire. In FOX, Ruth, *op. cit.*, 2010, p. 27 et p. 30.

⁹⁷³ KETTLE, Martin. "Government is Well Shot of Labour". *The Guardian*, 11 mai 2010.

⁹⁷⁴ STEEL, David. "Why We Must Make this Coalition Work". *The Guardian*, 15 mai 2010 et FOX, Ruth, *op. cit.*, 2010, p. 26.

Peter Hain et Andrew Adonis voyaient dans ce parlement sans majorité une opportunité pour réparer la fracture historique au centre-gauche, par le biais d'une nouvelle alliance progressiste⁹⁷⁵.

À cette phase des négociations, Paddy Ashdown pensait qu'il était encore possible de provoquer une recomposition du paysage politique à gauche, même s'il reconnaissait qu'en fonction du partenaire que Nick Clegg choisirait, cela pourrait devenir un simple mirage⁹⁷⁶. Après l'échec des négociations avec les Travailleurs, l'ancien *leader* accusa John Prescott, David Blunkett, John Reid et Jack Straw, qu'ils surnommaient les hommes du Neandertal travailliste, d'avoir volontairement ruiné les espoirs d'une coalition à gauche⁹⁷⁷.

2. Une issue logique.

La formation d'une coalition n'est pas qu'une question d'arithmétique ou d'alchimie, c'est aussi une question de proximité ou de connexion idéologique. Les différents acteurs qui souhaitent faire partie d'une coalition qui soit la plus petite possible, devront partager un terrain idéologique commun et être « connectés » avec l'amplitude la plus petite possible. On est alors en présence de « coalitions gagnantes minimales et connectées » (*minimal connected winning coalitions*) qui auront la majorité au Parlement⁹⁷⁸.

Les inflexions initiées par les deux *leaderships* sur les questions économiques et le rôle de l'État facilitèrent cette alliance *a priori* contre nature.

⁹⁷⁵ FOX, Ruth, *op. cit.*, 2010, p. 27.

⁹⁷⁶ Interview Paddy Ashdown, *BBC's Andrew Marr Programme*, 09 mai 2010, http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/andrew_marr_show/8670862.stm [Consulté le 14 avril 2017]

⁹⁷⁷ DEJEVSKY, Mary. "Lib-Lab Deal Frustrated by David Miliband". *The Independent*, 16 mai 2010.

⁹⁷⁸ DE SWAAN, Abram, *op. cit.*, 1973.

a) Une proximité idéologique.

Avec l'arrivée d'un groupe de députés plus carriéristes et de sensibilité libérale économique en 2005, le parti libéral-démocrate s'était déplacé à droite pour se repositionner entre les Conservateurs et les Travaillistes. Malgré l'adoption de positions plus modérées sur les questions économiques par les deux partis, les *Lib Dems* étaient à gauche du *Labour* depuis 1992 sur ce point⁹⁷⁹. Les Conservateurs de David Cameron avaient eux aussi opéré un virage marqué sur ce point pour tendre vers une position médiane, fermant, en quelque sorte, l'écart programmatique entre eux, les Travaillistes et les Libéraux-démocrates. Conservateurs et *Lib Dems* défendaient la liberté individuelle, l'idée d'un État moins important et moins centralisé⁹⁸⁰ et d'une réduction des dépenses publiques⁹⁸¹. Les deux formations étaient aussi proches sur la dimension idéologique centralisation-décentralisation, comme en témoigne leur enthousiasme pour la promotion d'une « grande société »⁹⁸² (*big society*) avec une refonte du rôle du gouvernement, un recul de l'État et une dévolution des responsabilités au gouvernement local et à d'autres intervenants dans certains domaines. En 2010, c'était paradoxalement le parti travailliste qui défendait le moins le principe de décentralisation. Au vu des programmes électoraux respectifs, cette coalition gouvernementale entre les Conservateurs et les Libéraux-démocrates n'avait donc rien d'inattendu.

Le camp libéral-démocrate préféra évoquer la défense de l'intérêt national et les contingences liées à la crise financière, ce qui occulta et neutralisa, temporairement, cette proximité idéologique. Cela permit au *leadership* de convaincre les députés et les adhérents, naturellement plus enclins à un accord avec les Travaillistes, à soutenir son choix⁹⁸³.

⁹⁷⁹ DEBUS, Marc, *op. cit.*, 2011, p. 298.

⁹⁸⁰ Dans une tentative de séduire les sympathisants libéraux-démocrates et les travaillistes déçus, le parti conservateur avait réaffirmé son opposition aux cartes d'identité et à une législation anti-terroriste stricte. In BALE, Tim et Steve WEBB, *op. cit.*, 2011, p. 45-47.

⁹⁸¹ ATKINS, Judi, "‘Together in the National Interest’ : The Rhetoric of Unity and the Formation of the Cameron-Clegg Coalition". *The Political Quarterly*, Vol. 86, No. 1, janvier-mars 2015, p. 89.

⁹⁸² CAMERON, David. "Big Society Speech". 19 juillet 2010. <https://www.gov.uk/government/speeches/big-society-speech> [Consulté le 19 avril 2018]

⁹⁸³ DEBUS, Marc, *op. cit.*, 2011, p. 284 et p. 298-299.

b) Un facteur générationnel.

Des cadres de premier plan, à l'instar de Paddy Ashdown, Charles Kennedy ou Menzies Campbell, auraient préféré une alliance progressiste en dépit des difficultés arithmétiques⁹⁸⁴. Ils appartenaient à une génération influencée par le *leadership* de Jo Grimond et ils s'étaient engagés en politique pour parvenir, entre autres, à une recomposition de l'échiquier politique à gauche. Cette même classe politique avait fait ses armes dans les années quatre-vingts et avait été nourrie à l'opposition au Thatcherisme.

Quant à David Steel, il comprenait le choix fait par Nick Clegg, dicté par la situation économique du pays, le tribalisme de certains membres du *Labour* et la présence de mesures phares du manifeste électoral du parti dans l'accord de coalition. Mais dans sa section locale, le sentiment qui prédominait était celui de collaborer avec l'ennemi⁹⁸⁵.

S'allier avec les Conservateurs n'était pas l'anathème pour la nouvelle génération de cadres et de députés entrée en politique pour faire carrière. Elle ne partageait pas cette hostilité instinctive de ses prédécesseurs envers les Conservateurs ; en revanche, elle se méfiait d'un parti travailliste trop peu libéral en matière de libertés civiques et soutenant un rôle accru de l'État⁹⁸⁶.

3. Le large mandat du leader.

Nick Clegg devait obtenir un mandat de son parti pour s'engager dans une coalition gouvernementale. Il avait besoin du soutien de la majorité du parti parlementaire ainsi que de celui du *Federal Executive Committee*. Si les trois quarts de ces deux groupes ne se prononçaient pas en faveur de l'accord de coalition, il faudrait obtenir la majorité lors d'un congrès spécial, puis le consentement des adhérents. Depuis la tentative de Paddy Ashdown d'imposer le Projet aux militants, les leaders devaient respecter les procédures prévues dans le « triple verrou ».

⁹⁸⁴ HELM, Toby et Anushka ASTHANGA. "Top Liberal Democrats Open Rift over Coalition with Conservatives". *The Guardian*, 16 mai 2010.

⁹⁸⁵ STEEL, David, *op. cit.*, 2010.

⁹⁸⁶ FOX, Ruth, *op. cit.*, 2010, p. 31.

Lors de la réunion du *Federal Executive*, un seul membre vota contre, et quelques députés, dont Charles Kennedy, s'abstinrent. L'ancien dirigeant craignait que cela ne mette fin à tout jamais à une alliance de centre-gauche progressiste, le parti pourrait se faire absorber par les Conservateurs⁹⁸⁷. Il aurait préféré un gouvernement conservateur minoritaire avec un accord de soutien et de confiance (*a supply and confidence agreement*). Cela aurait permis aux *Lib Dems* de rester sur les bancs de l'opposition tandis que le *Labour* en aurait profité pour faire une introspection et reconsidérer le principe d'une alliance des forces progressistes.

Il y eut consensus parmi le *leadership* – les officiers du *Federal Conference Committee*, le *Federal Executive*, le président du parti Ros Scott et le *leader* – pour organiser la tenue d'un congrès spécial afin d'obtenir l'accord des délégués⁹⁸⁸. L'accord de coalition fut approuvé à la quasi-unanimité à 98% contre 2%. Nick Clegg en plaisanta, disant que cela ressemblait au régime nord-coréen⁹⁸⁹. Pourtant, les délégués avaient rappelé leur soutien au programme politique du parti sur la fin des frais d'inscription universitaire et l'adoption du scrutin à la proportionnelle⁹⁹⁰.

4. Un accord mal négocié.

a) Des partenaires unis.

Les deux partis publièrent un accord de négociation de coalition, rédigé à la hâte, qui reprenait leurs engagements : la réduction des déficits budgétaires, un audit des dépenses et une réforme du système bancaire. Nick Clegg fut nommé Vice-Premier ministre, David Laws Secrétaire Général au Trésor, Danny Alexander Secrétaire d'État à l'Énergie et au Changement Climatique, Vince Cable Secrétaire d'État des Affaires, de

⁹⁸⁷ KENNEDY, Charles, *op. cit.*, 2010.

⁹⁸⁸ HANNEY, Matthew, *op. cit.*, 2015, p. 54.

⁹⁸⁹ Il y eut 1 500 délégués présents à ce congrès exceptionnel, environ une cinquantaine vota contre l'accord de coalition. In PACK, Mark. "Lib Dems Revel in a Share of Power". *The Guardian*, 17 mai 2010.

⁹⁹⁰ CURTIS, Polly. "Liberal Democrats Approve Coalition Deal – But with Provisos". *The Guardian*, 16 mai 2010.

l'Innovation et du Savoir-faire. Par la suite, quinze autres députés libéraux-démocrates rejoignirent le gouvernement⁹⁹¹.

Le programme de coalition, *Coalition Programme for Government*, fut dévoilé à son tour le 20 mai par le Premier ministre et son Vice-Premier ministre qui soignèrent la communication et la mise en scène de leur conférence commune dans une roseraie du *10 Downing Street*. Les deux hommes affichèrent une grande complicité, martelant que cette coalition avait été dictée par l'intérêt du pays et qu'elle irait à son terme. Il ne s'agissait pas d'un mariage de convenance mais d'une nouvelle façon de faire de la politique (*new politics*)⁹⁹². Cette coalition était née de réelles convictions politiques partagées⁹⁹³, comme par exemple la fin de l'omniprésence de l'État (*big Government*)⁹⁹⁴. Chacun des partenaires rappela qu'il partageait les valeurs de l'autre : pour David Cameron, c'était le principe d'équité, et pour Nick Clegg, celui du sens des responsabilités⁹⁹⁵.

b) Une présence ministérielle trop diluée.

Si l'on s'intéresse aux gains (*the payoffs*)⁹⁹⁶ obtenus par le parti libéral-démocrate en matière de ministères après la signature de l'accord de coalition, le bilan était mitigé.

Au vu de sa force numérique au Parlement, le parti de Nick Clegg s'en sortait bien⁹⁹⁷ : 16% des nouveaux membres du gouvernement étaient des députés libéraux-démocrates et ils occupaient 22% des postes au sein du Cabinet (soit 5 sur 23). On trouvait aussi douze secrétaires d'État. Le choix avait été fait d'être représenté dans tous les

⁹⁹¹ En annexe, on trouvera la liste complète des portefeuilles occupés par des ministres libéraux-démocrates. In Annexe 2 p. 257.

⁹⁹² ATKINS, Judi, *op. cit.*, 2015, p. 88.

⁹⁹³ LEE, Simon. "‘We Are All in this Together ’: The Coalition Agenda for British Modernisation" In Lee. Simon et Matt Beech (dirs.). *The Cameron-Clegg Government : Coalition Politics in an Age of Austerity*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2011, p. 13.

⁹⁹⁴ *Coalition Programme for Government*, 20 mai 2010, p. 7.

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/83820/coalition_programme_for_government.pdf [Consulté le 21 mars 2019]

⁹⁹⁵ ATKINS, Judi, *op. cit.*, 2015, p. 86-87.

⁹⁹⁶ LAVER, Michael et Norman SCHOFIELD, *op. cit.*, 1998, p. 164-194.

⁹⁹⁷ Sur un plan quantitatif, la loi de Gamson postule qu'il y a une quasi-proportionnalité entre le nombre de sièges gagnés au Parlement et celui de postes ministériels. Cependant, le plus petit parti se voit toujours attribué un peu plus de postes qu'attendu. In GAMSON, William A. "A Theory of Coalition Formation". *American Sociological Review*, Vol. 26, No. 3, juin 1961, p. 373-382. Ce fut le cas pour les Libéraux-démocrates en 2010. Ils représentaient 15,7% des sièges au Parlement et occupèrent 5 des 22 ministères soit 22,7% des postes ministériels, ou 21,7%. In DEBUS, Marc, *op. cit.*, 2011, p. 295.

ministères⁹⁹⁸ et leur *leader* avait le titre de Vice-Premier ministre en charge des questions constitutionnelles.

Sur un plan plus qualitatif, les choses étaient différentes. En fonction des orientations idéologiques de chacun des partenaires et des promesses électorales qu'il a faites⁹⁹⁹, certains portefeuilles ministériels, en particulier les régaliens, seront plus convoités¹⁰⁰⁰. Sur ce point, l'avantage était clairement en faveur des Conservateurs¹⁰⁰¹, les *Lib Dems* n'obtinrent qu'un des onze ministères considérés comme importants¹⁰⁰² : il s'agissait de celui de Vice-Premier ministre, en charge de la réforme constitutionnelle, un des chevaux de bataille du parti. Au moment d'allouer les portefeuilles ministériels, David Cameron avait gardé les ministères régaliens pour son camp pour ne pas s'aliéner le soutien des députés qui avaient rêvé de passer des bancs de l'opposition au gouvernement¹⁰⁰³.

c) Un accord équilibré.

L'accord de coalition reflétait les convergences entre les deux partis sur les questions de fiscalité, d'éducation mais aussi leurs divergences sur l'Europe, la réforme électorale, le maintien de l'ordre public et l'immigration¹⁰⁰⁴. Chacun des partenaires avait fait des concessions.

L'influence des Conservateurs se faisait davantage sentir sur les questions de fiscalité et de réduction du déficit où le programme commun était très à droite. Les *Lib*

⁹⁹⁸ Ils étaient présents dans tous sauf le Département en charge du Développement international, de l'Environnement, de l'Alimentation, des Questions rurales et de la Poste galloise.

⁹⁹⁹ BÄCK, Hanna, DEBUS, Marc et Patrick DUMONT. "Who Gets What in Coalition Governments ? Predictors of Portfolio Allocation in Parliamentary Democracies". *European Journal of Political Research*, Vol. 50, No. 4, juin 2011, p. 441-478.

¹⁰⁰⁰ BUDGE, Ian et Hans KEMAN. *Parties and Democracy : Coalition Formation and Government Functioning in Twenty States*. Oxford : Oxford University Press, 1993, 256 p.

¹⁰⁰¹ DEBUS, Marc, *op. cit.*, 2011, p. 294.

¹⁰⁰² Les postes ministériels considérés comme les plus importants sont ceux de Premier ministre, Vice-Premier ministre, Premier Secrétaire d'État, Chancelier de l'Échiquier, Ministre de la Justice, Secrétaire d'État à l'Intérieur, à la Défense, au Travail et aux Retraites, à la Santé et à l'Éducation. In DEBUS, Marc, *op. cit.*, 2011, p. 304.

¹⁰⁰³ COWLEY, Philip et Mark STUART. "A Coalition with Two Wobbly Wings : Backbench Dissent in the House of Commons". *Political Insight*, Vol. 3, No. 2, avril 2012, p. 9-10.

¹⁰⁰⁴ A partir des manifestes électoraux, *Invitation to Join the Government of Britain* des Conservateurs, et *Change that Works for You* des Libéraux-démocrates, les auteurs ont calculé le score des différentes mesures proposées dans le programme commun, en s'inspirant de la méthode développée par l'équipe du *Manifesto Project*. In QUINN, Thomas, BARA, Judith et John BARTLE, *op. cit.*, 2011, p. 304-315.

Dems s'étaient convertis à une réduction immédiate du déficit budgétaire alors que pendant la campagne ils avaient mis en garde sur les risques d'une nouvelle crise économique si cela se faisait de manière trop drastique¹⁰⁰⁵. L'avantage était aux Conservateurs sur les questions de sécurité intérieure, d'ordre public, de justice, d'immigration et de défense. Nick Clegg, qui avait critiqué la mesure lors des débats télévisés, avait finalement accepté l'idée d'un plafond du nombre d'immigrants. La promesse de campagne de supprimer le système de défense nucléaire Trident avait également disparu.

À l'inverse, ce programme commun était plus à gauche en matière de services publics, de santé, d'éducation et des retraites. Les *Lib Dems* étaient parvenus à imposer le principe de plus de justice fiscale, de plus de dépenses dans les écoles en zones défavorisées, d'une économie verte et d'une réforme politique¹⁰⁰⁶. Concernant les concessions obtenues par le parti de Nick Clegg, le Premier ministre s'était engagé à organiser un référendum pour l'adoption du scrutin alternatif (*alternative vote* ou AV) à Westminster, un système électoral de classement pour choisir le gagnant, ainsi qu'à homogénéiser la taille des circonscriptions et à en réduire le nombre.

Cependant, Nick Clegg n'était pas parvenu à obtenir un référendum sur le scrutin à vote unique transférable, qui permet de choisir plusieurs personnes et non un parti¹⁰⁰⁷. Il est difficile d'affirmer que cette reculade a été motivée par la seule envie d'avoir un poste ministériel¹⁰⁰⁸. En revanche, Nick Clegg, lors des tractations avec les Conservateurs, avait été soumis à ce que les économistes nomment « une pure préférence temps » : les chefs de parti accordent plus de valeur aux bénéfices gagnables maintenant, ou dans un avenir proche, qu'à ceux qui exigent du temps pour aboutir¹⁰⁰⁹. L'abandon du scrutin unique transférable au profit du vote alternatif avait été calculé à l'aune de cette « pure préférence temps », le mieux étant l'ennemi du bien¹⁰¹⁰. Crispin Allard, président de *The Liberal Democrats for Electoral Reform Society*, partage cette analyse : il valait mieux un référendum pour changer le mode de scrutin que pas de référendum¹⁰¹¹.

¹⁰⁰⁵ *Coalition Programme for Government*, 20 mai 2010, p. 25.

¹⁰⁰⁶ FOX, Ruth, *op. cit.* 2010, p. 34-35.

¹⁰⁰⁷ On pourra se reporter à à l'Annexe 1 p. 258.

¹⁰⁰⁸ QUINN, Thomas, BARA, Judith et John BARTLE, *op. cit.*, 2011, p. 315.

¹⁰⁰⁹ FREDERICK, Shane, LOEWENSTEIN George et Ted O'DONOGHUE. "Time Discounting and Time Preference : A Critic Review". *Journal of Economic Literature*, Vol. 40, No. 2, février 2002, p. 351-401.

¹⁰¹⁰ DEBUS, Marc, *op. cit.*, 2011, p. 285.

¹⁰¹¹ Entretien avec Crispin Allard, Président de *The Liberal Democrats for Electoral Reform*, Brighton Centre, Brighton 17 septembre 2018, p. 269.

Le droit de veto des deux partenaires fut restreint pour limiter les risques d'éclatement¹⁰¹². Les Conservateurs de David Cameron gagnèrent le droit de ne pas soutenir le référendum pour le changement de scrutin à Westminster. Quant aux députés libéraux-démocrates, ils pourraient s'abstenir lors du vote des résolutions budgétaires, du programme sur les centrales nucléaires et de l'augmentation des frais d'inscription universitaire¹⁰¹³. Mais ils ne demandèrent pas de porte de sortie en cas d'échec au référendum sur le mode de scrutin.

Au final, les deux partis avaient gagné sur les points qu'ils avaient jugés importants. Du côté des Conservateurs, les priorités immédiates étaient de réduire les déficits et d'adopter une ligne dure sur l'immigration, la défense et l'Europe. Leur partenaire libéral-démocrate avait fait des concessions importantes dans ces domaines. De la même manière, les Libéraux-démocrates obtinrent des concessions sur leurs promesses de campagne : une économie verte, la tenue d'un référendum électoral et une fiscalité plus juste.

D. Un difficile apprentissage du pouvoir.

Des pertes électorales et une chute dans les sondages sont monnaie courante pour un parti au gouvernement. Ces phénomènes sont plus marqués pour le partenaire minoritaire dans une coalition, surtout si ses succès électoraux reposent sur une base locale peu solide¹⁰¹⁴. Bénéficiant d'un soutien fluctuant et n'ayant pas de niche électorale¹⁰¹⁵, les *Lib Dems* n'échappèrent pas à la règle : dès juin, le parti passa de 19% à 11% d'opinions favorables dans les sondages pour atteindre 8% en 2014¹⁰¹⁶. Ils n'incarnaient plus un parti protestataire auprès des électeurs mécontents des deux grands partis.

Pour une formation qui avait bâti sa stratégie électorale sur la « politique de proximité », sa base locale fut fortement réduite tout au long de la législature : entre 2010 et 2015, elle tomba de 3520 à 2 220 conseillers locaux. On assista à la même hémorragie

¹⁰¹² TSEBELIS, George et Eunyong HA. "Coalition Theory : A Veto Players' Approach". *European Political Science Review*, Vol. 6, No. 3, août 2013, p. 1-27.

¹⁰¹³ QUINN, Thomas, BARA, Judith et John BARTLE, *op. cit.*, 2011, p. 307 et p. 315.

¹⁰¹⁴ ARNDT, Christoph. "Making Sense of the 'Black Widow Effect' : The Failure of the Liberal Democrats as Junior Coalition Partners in a Comparative Perspective". Unpublished Paper, décembre 2017, p. 6.

¹⁰¹⁵ Les petits partis, qui tirent leur épingle du jeu, sont habituellement ceux avec une base de soutien solide et une niche électorale, comme par exemple les partis religieux en Israël. In HUNTCHBACK, Matthew. "Coalition : A Difficult Situation Made Worse". *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 41.

¹⁰¹⁶ CUTTS, David et Andrew RUSSELL, *op. cit.*, 2015, p. 70-72

du côté des adhérents : avec une chute de 35% par rapport à 2010, ils n'étaient plus que 42 501 en 2015¹⁰¹⁷.

Les résultats furent aussi très mauvais au niveau national et européen¹⁰¹⁸. Pendant la législature, lors des dix-neuf législatives partielles, onze candidats libéraux-démocrates perdirent leur caution¹⁰¹⁹. Ces mauvais résultats donnaient raison à William Hague prophétique, qui aurait confié à son épouse au moment des négociations : « Je crois que je viens de tuer les Libéraux-démocrates.¹⁰²⁰ » Le sort des *Lib Dems* aurait été donc scellé lors des négociations de mai 2010 : des végétariens avaient négocié avec des carnivores¹⁰²¹. Cette chute mécanique fut, en réalité, amplifiée par des erreurs du *leadership*.

La *Cleggmania* n'opérait plus. Nick Clegg passa instantanément du statut de héros à celui de méchant, au point que son image fut vue comme toxique par des cadres fondateurs comme Des Wilson¹⁰²².

1. L'échec annoncé du référendum.

C'est l'engagement pris par les Conservateurs d'organiser un référendum sur le vote alternatif qui avait permis à Nick Clegg d'obtenir l'approbation quasi unanime de son parti lors d'un congrès spécial¹⁰²³. Sur un plan plus symbolique, la réforme électorale était le Saint Graal que le parti libéral/libéral-démocrate avait attendu depuis plus de 50 ans. La tenue de ce référendum était une opportunité qu'il ne fallait pas gâcher.

Depuis les années 20, il avait soutenu le scrutin à vote unique transférable pour des raisons de proportionnalité. Crispin Allard estime qu'il est préférable aux autres types de

¹⁰¹⁷ Cette chute ne fut enrayée qu'après les élections législatives de 2015 avec l'arrivée de 26 000 nouveaux adhérents. In AUDICKAS, Lucas, DEMPSEY, Noel et Richard KEEN. "Membership of UK Political Parties". *House of Commons Library*, Briefing Paper Number SN05125, 03 septembre 2018, p. 11.

¹⁰¹⁸ Lors des élections européennes de 2014, le parti ne conserva qu'une élue. Pour le détail des résultats électoraux du parti lors des élections locales, municipales et des assemblées dévolues du pays de Galles et d'Écosse, on pourra se reporter à : JOHNSON, Craig. "The Importance of Local Parties and Incumbency to the Electoral Prospects of the Liberal Democrats". *Politics*, Vol. 34, No. 3, octobre 2014, p. 204.

¹⁰¹⁹ Lors de la partielle de Rochester et Strood, le candidat libéral-démocrate totalisa 0,9% des voix, le pire résultat dans l'histoire du parti libéral/libéral-démocrate et le pire résultat pour un parti au gouvernement. In CUTTS, David et Andrew RUSSELL, *op. cit.*, 2015, p. 71.

¹⁰²⁰ WARRELL, Helen et George PARKER. "Result Marks Miserable Denouement of Clegg's Ambition". *The Financial Times*, 8 mai 2015.

¹⁰²¹ BALE, Tim. "The Black Widow Effect : Why Britain's Conservative-Liberal Democrat Coalition Might Have an Unhappy Ending". *Journal of Liberal History*, No. 76, automne 2012, p. 9.

¹⁰²² WILSON, Des. "I'm Sorry to Report the Death of my Disastrous Leader, Nick Clegg". *The Daily Mail*, 25 septembre 2014.

¹⁰²³ HANNEY, Matthew, *op. cit.*, 2015, p. 54.

scrutin parce qu'il donne plus de pouvoir à l'électeur et donc moins à l'organisation partisane. Les électeurs indiquent sur leur bulletin de vote un ordre de préférence, ils peuvent réellement choisir des candidats et non des partis car il n'y a pas de listes bloquées. Dans le cas du scrutin à vote alternatif, il permet aux votes de plusieurs candidats de s'accumuler, de sorte qu'ils peuvent être combinés pour permettre une représentation plus large et variée au parlement. Néanmoins, même s'il reconnaît que le scrutin avec le vote alternatif a moins de mérites que celui avec le vote unique transférable – des résultats moins proportionnels, la nécessité d'un niveau raisonnable d'instruction parce qu'il se tient dans des circonscriptions uninominales – il fallait faire campagne en 2011 parce que c'était un mode de scrutin meilleur que le scrutin uninominal majoritaire à un tour¹⁰²⁴.

Lors des élections locales du 05 mai 2011, on demanda aux électeurs s'ils souhaitaient le maintien de l'actuel type de scrutin ou son remplacement par le scrutin avec vote alternatif. Avec un taux de participation de 42,2%, 67,87% des électeurs répondirent non à la question posée¹⁰²⁵.

a) Des facteurs historiques et structurels.

Cet échec du référendum ne fut pas une surprise. Les chances de changer le mode de scrutin étaient minces pour des raisons historiques et structurelles. Contrairement à la France, le Royaume-Uni n'avait pas connu de changement de son mode de scrutin aux législatives depuis 1885, ce qui était un frein important à toute réforme électorale. Malgré le récent scandale des dépenses des députés¹⁰²⁶, les électeurs britanniques étaient plus enclins au *statu quo* par attachement au système électoral actuel et manque d'information¹⁰²⁷.

Une réforme électorale n'est pas quelque chose qui suscite l'enthousiasme, en particulier en raison de sa complexité. Selon Crispin Allard, le fait politique n'intéresse pas

¹⁰²⁴ Entretien avec Crispin Allard, Président de *The Liberal Democrats for Electoral Reform*, Brighton Centre, Brighton 17 septembre 2018, 2 p. 269.

¹⁰²⁵ Pour le détail des votes suivant les régions *In* QVORTRUP, Matt. "The Alternative Vote Referendum in Britain : A Comparative Perspective". *Jus Politicum*, No. 6, 2011, p. 13.

¹⁰²⁶ RENWICK, Andrew, *op. cit.*, 2009, p. 374-376.

¹⁰²⁷ S'ils sont bien informés sur les types de scrutin, les électeurs auraient tendance à favoriser un scrutin à la proportionnelle davantage pour des raisons d'équité que de proportionnalité, *In* FARRELL, David et Michael GALLAGHER, "British Voters and their Criteria for Evaluating Electoral Systems". *British Journal of Politics and International Relations*, octobre 1999, p. 308 et p. 313.

les gens qui sont davantage préoccupés par ce qui touche à leur vie quotidienne, comme par exemple la santé, l'éducation dans leur comté ou avoir un travail¹⁰²⁸.

b) Des raisons partisans.

Le sujet divisa publiquement le gouvernement de coalition¹⁰²⁹. Ses alliés libéraux-démocrates reprochèrent au Premier ministre de ne pas rester en retrait pendant la campagne. Du côté des Travaillistes, le camp du non était majoritaire : leur *leader*, Ed Miliband, refusa de s'afficher avec Nick Clegg pour défendre une réforme du mode de scrutin¹⁰³⁰. La personne du *leader* libéral-démocrate cristallisa les attaques. Nick Clegg, fut présenté comme celui qui ne tenait pas ses promesses et qui avait refusé « le malheureux petit compromis » (*a miserable little compromise*), offert par le gouvernement de Gordon Brown quelques semaines avant les élections¹⁰³¹. Un des arguments de campagne du camp du non fut que le second choix des électeurs permettrait au « Président Clegg » d'être élu à vie grâce à la formation de coalitions¹⁰³². En jouant sur leurs doutes, le camp du non augmenta ses chances de l'emporter.

Les pros et anti réforme électorale menèrent une campagne négative, insistant davantage sur les vices et les fautes des politiciens associés à chaque camp que sur les mérites de chaque type de scrutin¹⁰³³. Cela n'aida pas les électeurs à se forger une opinion. Informer sur les différences minimales entre les deux types de vote n'était pas aisé. Grâce à la possibilité de classer les candidats par ordre de préférence, le scrutin avec un vote alternatif est plus représentatif que le scrutin avec le vote uninominal majoritaire à un tour. Cependant, il n'implique pas un changement radical des résultats électoraux. S'il avait été utilisé en 2010, les Conservateurs auraient gagné 280 sièges, les Travaillistes 260 et les *Lib*

¹⁰²⁸ Entretien avec Crispin Allard, President of *The Liberal Democrats for Electoral Reform*, Brighton Centre, Brighton 17 septembre 2018, p. 269.

¹⁰²⁹ Chris Huhne accusa sa collègue au gouvernement, la Baronne Warsi, de faire une campagne digne de la propagande de Goebbels lorsqu'elle déclara que voter pour le scrutin avec le vote alternatif revenait à voter pour le *BNP (British National Party)*. In SEAWRIGHT, David. ““Yes, the census” : The 2011 UK Referendum Campaign on the Alternative Vote”. *British Politics*, Vol. 8, No. 4, décembre 2013, p. 462.

¹⁰³⁰ Par la suite, David Cameron admit avoir fait campagne pour le non ; il avait été sous pression au sein de son propre camp, en particulier du *1922 Committee*. In SEAWRIGHT, David, *op. cit.*, 2013, p. 462-463.

¹⁰³¹ Le Premier ministre avait accepté alors de soutenir l'organisation d'un référendum sur le vote alternatif. In HELM, Toby. “Nick Clegg Targeted as Anti-AV Campaign Links him to Broken Promises”. *The Guardian*, 05 février 2011.

¹⁰³² CLARK, Tom. “10 Reasons the AV Referendum was Lost”. *The Guardian*, 06 mai 2011.

¹⁰³³ SEAWRIGHT, David, *op. cit.*, 2013, p. 461.

Dems 80. Les chances pour un parti classé en position intermédiaire de ravir une circonscription demeurent faibles. Même si ce type de vote ne produit pas des majorités parlementaires, les Libéraux-démocrates n'étaient pas assurés de se retrouver dans la position de parti pivot puisque les résultats demeurent moins disproportionnés. Toutes ces explications ne pouvaient que convaincre les électeurs que c'était beaucoup de complications pour un changement peu visible¹⁰³⁴.

c) L'échec du *leader*.

Nick Clegg fut tenu personnellement responsable de cet échec au référendum. Il y avait un sentiment de trahison et de gâchis, la réforme électorale était le Saint Graal que le parti libéral/libéral-démocrate avait attendu depuis plus de 50 ans.

On lui reprocha de n'avoir pas su mener une campagne qui ne donna pas aux électeurs le sentiment que le référendum servait les seuls intérêts des *Lib Dems*. Son choix d'un argumentaire de campagne, opposant classe politique et peuple, avait conforté cette impression. Même les volontaires, prêts à distribuer la littérature du parti, renâclèrent à le faire¹⁰³⁵. Il était difficile de faire campagne avec enthousiasme pour un type de scrutin qui, encore quelques années plus tôt, avait été perçu comme un compromis peu satisfaisant¹⁰³⁶.

Le parti avait subi un vote sanction pour avoir renié certaines de ses promesses de campagne comme l'instauration progressive de mesures d'austérité. À la décharge du *leader* et de son équipe, le parti qui initie un référendum se retrouve souvent victime des coûts de l'affect de l'électeur (*the costs of the voter affect*)¹⁰³⁷. Si les électeurs jugent la réforme inacceptable ou peu pertinente, ils sanctionneront son initiateur.

Cet échec du référendum fut analysé comme un vote de défiance à l'égard du *leader* libéral-démocrate¹⁰³⁸. Après l'enquête officielle sur ce « cauchemar vivant », le parti dans son ensemble prit ses distances avec son dirigeant qui n'avait pas vu que les circonstances n'étaient pas optimales pour prouver « la virilité électorale » (*electoral*

¹⁰³⁴ HAZELL, Robert. *The Conservative-Liberal Democrat Agenda for Political and Constitutional Reform*. Londres : Constitution Unit, 2010, p. 19-20.

¹⁰³⁵ Liberal Democrat Consultative Session, *Mai 2011 Election Review*, août 2011, p. 8.

¹⁰³⁶ HAZELL, Robert. "Liberal Democrats in Coalition : Constitutional Reform". *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 63.

¹⁰³⁷ QUINTAL, David. P. "The Theory of Electoral Systems". *Western Political Quarterly*, Vol. 23, No. 4, décembre 1970, p. 755.

¹⁰³⁸ QVORTRUP, Matt, *op. cit.*, 2011, p. 15.

virility) de sa formation, erreur que Nick Clegg reconnaissait¹⁰³⁹. Il aurait dû mesurer l'hostilité qu'engendrait sa personne, avec des sondages au plus bas¹⁰⁴⁰. Les excuses qu'il présenta en septembre 2012 ne firent qu'exacerber les choses¹⁰⁴¹. Pire encore, il n'y avait eu aucune porte de sortie prévue dans l'accord de coalition en cas d'échec du référendum¹⁰⁴².

Selon Robert Hazell, Nick Clegg portait la responsabilité de cet échec : il n'avait pas pris la peine de nommer une équipe d'experts pour conduire la réforme constitutionnelle¹⁰⁴³. Michael Steed, qui avait fait partie de l'équipe de négociations libérale-démocrate lors des échanges Cook-Maclennan, déclara que Nick Clegg avait saisi l'importance de la réforme électorale lors de son discours de démission¹⁰⁴⁴. C'est un sentiment partagé par Lord McNally qui lui reprocha son absence de culture du parti et une mauvaise connaissance des principes de la doctrine libérale¹⁰⁴⁵.

d) Un combat à repenser.

Après cet échec cinglant au référendum, la réforme électorale est un cheval de bataille qu'il faut réévaluer et repenser. En toute logique, l'obtention d'un scrutin avec le vote alternatif ou le vote unique transférable ne se fera pas par voie référendaire dans l'immédiat. De manière plus utopique, Crispin Allard pense que les choses changeront avec plus de pédagogie, à condition d'expliquer aux électeurs actuels et futurs que le système n'est pas proportionnel. Selon lui, les électeurs sont conditionnés par les médias : ils croient voter pour un parti et non des individus. Crispin Allard attend du *leadership* libéral-démocrate de communiquer plus souvent sous la réforme électorale avec un

¹⁰³⁹ SLADE, Adrian. "Coalition and the Deluge : Interview with Nick Clegg". *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 9.

¹⁰⁴⁰ GRICE, Andrew. "Lib Dem Report Blames Nick Clegg for Debacle over Lost AV Referendum". *The Independent*, 07 septembre 2011.

¹⁰⁴¹ CUTTS, David et Andrew RUSSELL, *op. cit.*, 2015, p. 71.

¹⁰⁴² FOX, Ruth, *op. cit.*, 2010, p. 39.

¹⁰⁴³ La réforme constitutionnelle comportait cinq volets : un référendum sur le mode de scrutin et la réforme de la Chambre des Lords, la diminution du nombre de députés, des législatures avec une durée fixe et l'adoption d'une Déclaration des Droits (*Bill of Rights*). Pour le bilan de cette réforme constitutionnelle, on pourra se reporter à : HAZELL, Robert. "Liberal Democrats in Coalition : Constitutional Reform". *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 61-65.

¹⁰⁴⁴ STEED, Michael. "Critic. Liberal Democrats in Coalition : Constitutional Reform". *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 67.

¹⁰⁴⁵ Il fut le leader des Libéraux-démocrates à la Chambre des Lords entre 2005 et 2013 et Garde des Sceaux de 2010 à 2013. In SLADE, Adrian, *op. cit.*, 2015, p. 11-12.

argumentaire plus riche, même s'il avoue qu'il reste à trouver une manière de le faire, sans donner l'impression que c'est une cause défendue dans le seul intérêt du parti¹⁰⁴⁶. Il reconnaît, néanmoins, qu'il n'est pas aisé de parler de démocratie libérale ou de défendre l'idée que la proportionnelle aurait empêché le vote du *Brexit*. Selon les études menées par *The Electoral Society*, l'électorat ne connaît pas le système électoral actuel et ne consacre que quatre minutes par jour au fait politique.

Michael Meadowcroft, qui soutient le scrutin avec un vote unique transférable mais préfère le système actuel à celui de listes, ne partage pas cette approche pédagogique et cette longue marche pour réformer le système électoral. Prenant exemple sur le référendum pour le traité de Lisbonne en France, il défend l'idée que c'est une question qui doit être décidée par les députés et non les électeurs, en qui il ne semble pas avoir confiance. Selon lui, il ne devrait jamais y avoir de référendum car aucune question ne doit se résumer à un choix binaire¹⁰⁴⁷.

2. La crise des frais d'inscription universitaire.

Le triplement des frais d'inscription universitaire (*the tuition fees*) devint le symbole de l'échec du dirigeant libéral-démocrate¹⁰⁴⁸. La base et les cadres avaient été divisés sur l'intérêt d'abolir ces frais d'inscription universitaire ; tous les candidats aux législatives de 2010 s'étaient engagés à soutenir la demande du syndicat étudiant *NUS* (*National Union of Students*) de ne pas les augmenter. Nick Clegg avait négocié le droit de s'abstenir sur ce point pour éviter toute division au sein du parti parlementaire.

Cette porte de sortie ne fonctionna pas en réalité. En novembre 2011, le vote au Parlement révéla de profondes divisions au sein du parti parlementaire¹⁰⁴⁹ : 28 députés soutinrent le projet de loi après avoir obtenu des aménagements tandis que 21 votèrent

¹⁰⁴⁶ Entretien avec Crispin Allard, Président de *The Liberal Democrats for Electoral Reform*, Brighton Centre, Brighton 17 septembre 2018, p. 269.

¹⁰⁴⁷ Entretien avec Michael Meadowcroft, The National Liberal Club, Londres, 18 janvier 2019, p. 287.

¹⁰⁴⁸ Le plafond des frais d'inscription universitaire fut triplé par le gouvernement de coalition, passant de 3 271 à 9 000 livres sterling par an. Il ne devait être appliqué qu'en cas de « circonstances exceptionnelles » mais environ deux-tiers des universités anglaises triplèrent les frais d'inscription.

¹⁰⁴⁹ FLYNN, Helen. "Liberal Democrats in Coalition : Education. Critic". *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 21.

contre pour respecter leur promesse de campagne¹⁰⁵⁰. Pour sa défense, Nick Clegg estime que son parti n'avait pas eu suffisamment de temps pour expliquer le dilemme dans lequel il s'était trouvé en 2011, alors que les deux grands partis souhaitaient augmenter les frais d'inscription universitaire.

Conscient de l'effet désastreux que ce reniement avait sur l'image du parti, Nick Clegg présenta des excuses publiques en septembre 2012, contre l'avis de ses conseillers¹⁰⁵¹. Ils pensaient que cet acte de contrition pouvait être interprété comme un signe de faiblesse du *leadership*. En réalité, Nick Clegg ne s'excusait pas tant pour ce triplement que pour avoir fait cette promesse coûteuse en temps de crise financière. Vince Cable et David Laws jouèrent la carte de l'unité derrière leur *leader* en difficulté¹⁰⁵².

Michael Meadowcroft estime que ce furent les excuses de Nick Clegg – et non la mesure ou le renoncement à une promesse de campagne – qui furent préjudiciables. Cette dernière en elle-même n'était pas mauvaise : elle ne créait pas un fardeau financier pour les étudiants, ils devraient rembourser lorsqu'ils gagneraient plus de 25 000 livres sterling par an. S'ils ne parvenaient pas à le faire avant l'âge de 40 ans, cette dette serait effacée¹⁰⁵³

3. Un *leader* qui résiste.

L'unité du parti ne vola pas en éclat après la crise des frais d'inscription universitaire, l'échec au référendum, la chute dans les sondages et les mauvais résultats aux élections locales. La participation à la coalition gouvernementale avec les Conservateurs de David Cameron ne fut pas remise en cause non plus. On n'assista pas à une fronde d'un groupe de députés comme cela avait été le cas pendant les *leaderships* de Charles Kennedy et de Menzies Campbell. Bien plus que de mauvais résultats électoraux et sondages *per se*, ce sont les divisions et les défections qui peuvent se révéler fatales pour la survie des petits partis¹⁰⁵⁴. La seule défection d'importance fut celle de Richard Grayson en

¹⁰⁵⁰ Ces députés libéraux-démocrate votèrent en faveur de la mesure après avoir obtenu des réductions pour les étudiants défavorisés et une réforme de l'enseignement supérieur.

¹⁰⁵¹ WINTOUR Patrick et Hélène MULHOLLAND. "Nick Clegg Apologises for Tuition Fees Pledge". *The Guardian*, 20 septembre 2012.

¹⁰⁵² KIRKUP, James. "Clegg's Tuition Fee Leaves the Party in Disarray". *The Telegraph*, 20 septembre 2012.

¹⁰⁵³ Entretien avec Michael Meadowcroft, The National Liberal Club, Londres, 18 janvier 2019, p. 287.

¹⁰⁵⁴ SPOON, Jae-Jae, *op. cit.*, 2011.

2013 vers le *Labour*, séduit par le leadership d'Ed Miliband et son programme économique¹⁰⁵⁵.

Diverses raisons sont avancées pour expliquer cette absence de réaction en pleine adversité. Le parti libéral-démocrate ne pouvait se retirer de la coalition, il y était entré en raison des circonstances économiques difficiles de 2010. Les adhérents avaient donné un mandat fort à leur *leader*. Un mouvement de révolte n'aurait pas pu venir des rangs des députés. Avec 22 d'entre eux au gouvernement, il n'en restait plus que 35 susceptibles de se rebeller. Pour Tim Bale, cette forte présence de députés libéraux-démocrates au gouvernement était l'illustration du vieux principe « diviser pour régner », le nombre potentiel de rebelles se trouvait de fait limité et le *leadership* protégé¹⁰⁵⁶. En 2012, tous les députés libéraux-démocrates l'avaient fait sans que cela mette en danger la stabilité de la coalition : ils ne s'étaient pas alliés avec les conservateurs, ne partageant pas les mêmes priorités à Westminster¹⁰⁵⁷. Dans les rangs des députés, il y avait aussi cette croyance que les législatives de 2015 permettraient de conserver un grand nombre de circonscriptions gagnées en 2010¹⁰⁵⁸. Cet espoir avait été entretenu par la promesse de pairies, une certaine naïveté et des sondages privés arrangés pour faire croire aux députés sortants que ce statut leur assurerait de meilleurs résultats électoraux qu'annoncés¹⁰⁵⁹.

Il y eut bien une tentative de putsch après le débat raté contre Nigel Farage, le *leader* du *UKIP* (*The United Kingdom Independence Party*), au moment des élections européennes de 2014 et de la quasi-disparition du parti au Parlement européen¹⁰⁶⁰. Les militants commencèrent à demander la démission de Nick Clegg. Il se retrouva en difficulté quand Lord Oakeshott rendit public quatre sondages qu'il avait commandés¹⁰⁶¹. Il en ressortait que le parti s'en sortirait mieux lors des prochaines législatives avec un

¹⁰⁵⁵ GRAYSON, Richard. "The Liberal Democrats Left Me Disillusioned. Labour has Made Me Hopeful Again". *The Guardian*, 15 septembre 2013.

¹⁰⁵⁶ BALE, Tim, *op. cit.*, 2012, p. 9.

¹⁰⁵⁷ Plus des trois quarts des révoltes des députés libéraux-démocrates portèrent sur des questions sociales comme par exemple la hausse de la TVA, l'introduction des écoles autonomes et le plafonnement des retraites des fonctionnaires. Sur les bancs conservateurs, les révoltes des députés le furent sur les questions constitutionnelles. In COWLEY, Philip et Mark STUART, *op. cit.*, 2012, p. 10-11.

¹⁰⁵⁸ CURTICE, John. "The Liberal Democrats and the 2015 Election". *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 65.

¹⁰⁵⁹ HOWARTH, David. "The Liberal Democrats in Coalition : Owners of all and nothing". *Journal of Liberal History*. No. 88, automne 2015, p. 43.

¹⁰⁶⁰ Nick Clegg fut accusé d'avoir contribué à la normalisation du parti de Nigel Farage en acceptant de débattre avec lui. Il avait aussi donné aux électeurs le sentiment qu'il n'était qu'un des *leaders* des petits partis. In STEEL, David, *op. cit.*, 2015.

¹⁰⁶¹ La validité de ces sondages, commandés et payés par Lord Oakeshott, fut contestée à cause de la méthodologie utilisée. In WINTOUR, Patrick. "Lord Oakeshott : Departure Leaves his Political Ally Vince Cable Exposed". *The Guardian*, 28 mai 2014.

nouveau *leader* qui saurait lui redonner ses valeurs et sa radicalité. Avec l'accord implicite de son vieil ami Vince Cable, Lord Oakeshott essaya de fomenter un complot afin de renverser Nick Clegg et d'organiser la tenue de nouvelles élections pour désigner son remplaçant¹⁰⁶². Cette tentative fut condamnée à l'échec dès le premier jour : aucun député ne voulut en prendre la tête, préférant attendre un moment plus favorable pour le faire. Il régnait une sorte de fatalisme au sein du parti parlementaire : il ne fallait rien tenter mais faire pénitence pour ses péchés¹⁰⁶³.

Nick Clegg joua un rôle clef pour maintenir l'unité du parti, coûte que coûte, et sauver sa tête. Il consacra beaucoup de temps à la gestion du parti, assistant très souvent aux réunions organisées par les députés et les Paires à Westminster. Après la déroute aux élections locales de 2011, il fut très présent sur le terrain dans les sections locales ou lors des levées de fonds pour les candidats dans les sièges clefs. Il ne laissa aucun détail au hasard, adressant de nombreuses lettres manuscrites aux adhérents, ou félicitant directement au téléphone les vainqueurs aux élections locales¹⁰⁶⁴. Nick Clegg estime que si son parti n'a pas éclaté, c'est parce qu'il a joué son rôle de *leader* qui accepte les critiques et les attaques tout en expliquant régulièrement le pourquoi de ses actes¹⁰⁶⁵. Selon Chris Huhne, si Nick Clegg est resté à son poste malgré des échecs évidents, c'est parce qu'il a empêché la mise en œuvre du Comité de Coalition (*the Coalition Committee*) prévu dans l'accord gouvernemental¹⁰⁶⁶. Il aurait permis d'avoir un accès direct à ce qui se disait entre le Premier ministre et le Vice-Premier ministre et d'avoir une influence sur certaines décisions. À la place, il y eut le *Quad*, surnommé la nouvelle Bande des Quatre par la presse, et comprenant seulement David Cameron, George Osborne, Nick Clegg et Dany Alexander¹⁰⁶⁷. Le *Quad* devait se réunir tous les mois et décider des mesures liées aux dépenses et coupes budgétaires. Chris Huhne soutient que le *Quad* avait eu la préférence

¹⁰⁶² ROBINSON, Nick. "Clegg – A very Botched Coup". *BBC News*, 28 mai 2014, <https://www.bbc.com/news/uk-politics-27611002> [Consulté le 01 septembre 2018]

¹⁰⁶³ FINN, Mike. "The Coalition and the Liberal Democrats" In SELDON, Anthony et Mike FINN (dirs.). *The Coalition Effect 2010-2015*. Cambridge : Cambridge University Press, 2015, p. 513.

¹⁰⁶⁴ HANNEY, Matthew, *op. cit.*, 2015, p. 55.

¹⁰⁶⁵ SLADE, Adrian. "Coalition and the Deluge". *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 9-10.

¹⁰⁶⁶ Ce comité de coalition, créé par le Premier ministre en accord avec le Vice-Premier ministre, devait superviser le fonctionnement de la coalition. Il devait être présidé par David Cameron et Nick Clegg, et comprendre un nombre égal de participants venant des deux formations. En cas de difficultés, c'est à ce comité qu'il fallait faire appel. In Articles 3.4 and 3.5, *Coalition Agreement for Stability and Reform*, mai 2010, p. 4.

¹⁰⁶⁷ FORSYTH, James. "Politics : Britain's New Gang of Four". *The Spectator*, 18 février 2012.

des deux chefs de parti parce que la gestion d'un petit groupe avait été plus facile, surtout quand la loyauté de ses membres vous était acquise¹⁰⁶⁸.

E. La déroute électorale de 2015.

1. Un vote sanction.

À l'approche des législatives de 2015, on fit appel à Paddy Ashdown pour prendre la tête de la machine électorale. Fidèle à son passé de militaire, il pilota la timonerie (*the wheelhouse*), le comité principal en charge de la campagne¹⁰⁶⁹. L'ancien dirigeant était confiant sur les chances d'obtenir plus que les dix députés annoncés par la *BBC*.

Le parti libéral-démocrate se positionna à nouveau entre les deux grands partis, promettant d'être le cœur d'un gouvernement dirigé par les Conservateurs et la tête de celui dirigé par les Travailleurs. Ce retour à l'équidistance fut exploité par les Conservateurs qui jouèrent sur la perspective d'un gouvernement travailliste soutenu par le *SNP* (*The Scottish National Party*) et les *Lib Dems*. En réponse à cette menace brandie par les Conservateurs, l'équipe de campagne évoqua la menace d'une coalition *BluKip* à droite, avec une alliance entre le Parti conservateur et le *UKIP*. Ce fut une erreur stratégique : les chances de réalisation d'une telle coalition étaient bien faibles, ce qui donnait du poids aux Conservateurs qui demandaient une majorité à Westminster¹⁰⁷⁰.

Les candidats, qui avaient une chance d'être réélus, adhérèrent à la stratégie élaborée par Paddy Ashdown et Ryan Coetzee¹⁰⁷¹. Dans les sièges où le principal opposant serait un candidat conservateur, il fallait tenter de gagner les voix des électeurs indécis (*soft Tories*) et miser sur un vote tactique des électeurs travaillistes. Il fallait être compétitif dans 40/55 sièges pour espérer en conserver 30. Une équipe se tenait prête aussi pour

¹⁰⁶⁸ SLADE, Adrian. "Coalition and the Deluge : Interview with Chris Huhne". *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 28.

¹⁰⁶⁹ WATT, Nicholas et Patrick WINTOUR. "Inside the Liberal Democrat Campaign : Party Navigates Perilous Electoral Waters". *The Guardian*, 17 février 2015.

¹⁰⁷⁰ CUTTS, David et Andrew RUSSELL. "From Coalition to Catastrophe : The Electoral Meltdown of the Liberal Democrats". *Parliamentary Affairs*, Vol. 68, No. 1 suppl., septembre 2015, p. 83-85.

¹⁰⁷¹ Avant de devenir le conseiller spécial de Nick Clegg entre 2010 et 2015, puis directeur de la stratégie électorale en 2015, Ryan Coetzee avait été élu au Parlement sud-africain entre 2004 et 2008 et été directeur de *Democratic Alliance*, le parti officiel d'opposition en Afrique du Sud.

négozier en cas d'un nouveau parlement sans majorité, comme les médias le prédisaient¹⁰⁷².

Déjouant les enquêtes d'opinion pré-électorales qui annonçaient un résultat très serré entre les deux grands partis, le parti conservateur remporta la majorité absolue aux élections législatives avec 36,9% des suffrages soit 331 sièges. Il devançait les Travailleurs qui avaient recueilli 30,4% des suffrages et remporté 232 sièges. Les *Lib Dems* subirent une déroute, conservant seulement 8 députés sur les 57 gagnés en 2010. Le parti passa de 23% à 7,9% des suffrages ; il céda son titre de premier tiers parti au *UKIP*, crédité de 12% des suffrages, et au *SNP* qui remporta 56 sièges. Le parti libéral-démocrate avait retrouvé le niveau des résultats électoraux du parti libéral dans les années cinquante¹⁰⁷³. Les Libéraux-démocrates avaient été sanctionnés dans les urnes pour avoir donné le sentiment qu'ils étaient prêts à renier leurs promesses de campagne pour entrer au gouvernement.

2. « L'effet veuve noire ».

Cette déroute électorale s'expliquait aussi par des facteurs mécaniques inhérents à la participation à une coalition gouvernementale.

Dès 2012, Tim Bale avait prédit la débâcle électorale des *Lib Dems* en s'appuyant sur ce qui était arrivé aux partis minoritaires en Nouvelle-Zélande. Dans ce qu'il appelle « l'effet veuve noire », le plus grand partenaire cannibalise le plus petit¹⁰⁷⁴. Le parti minoritaire ne parvient pas à convertir un bon bilan gouvernemental en suffrages aussi efficacement que le parti du Premier ministre. Le chef de gouvernement se verra toujours attribué les mérites d'un bilan jugé bon par les électeurs. À l'inverse, le parti minoritaire sera sanctionné davantage quand le bilan sera perçu comme mauvais. Ce phénomène sera amplifié par la perception que l'électorat a des deux chefs de parti. L'image toxique, que Nick Clegg a eue pendant toute la durée de la coalition, a eu un impact négatif, comme nous l'avons vu lors de l'échec du référendum ou de la reculade sur l'abolition des frais d'inscription¹⁰⁷⁵.

¹⁰⁷² Elle comprenait David Laws, Danny Alexander, Lynne Featherstone et Steve Webb.

¹⁰⁷³ CURTICE, John, *op. cit.*, 2015, p. 65.

¹⁰⁷⁴ BALE, Tim, *op. cit.*, 2012, p. 10-11.

¹⁰⁷⁵ ARNDT, Christoph, *op. cit.*, 2017, p. 1-2.

3. Un *leadership* inexpérimenté.

Derrière cet échec aux législatives de 2015, qui ne pouvait pas être évité pour les raisons évoquées précédemment, il y eut aussi des erreurs commises par le *leadership*.

Si des militants de la première heure comme Michael Meadowcroft ou Liz Lynne pensent qu'avec le temps, le bilan gouvernemental des *Lib Dems* sera reconnu à sa juste valeur, les élections sont un mécanisme de sanction et les effets sont jugés *ex post*. Au moment de faire un choix, les électeurs eurent le sentiment que le parti libéral-démocrate n'avait eu aucune pertinence. La répartition des portefeuilles ministériels avait noyé l'identité du parti. Ce fut une erreur de ne pas avoir un ministre libéral-démocrate aux Transports ou à l'Éducation ; l'Environnement et la réforme constitutionnelle n'étaient pas des questions prioritaires pour les électeurs. De la même manière, l'adoption du mariage pour tous ou la création de la Banque d'Investissement Verte (*The Green Investment Bank*), deux mesures à porter au crédit des ministres libéraux-démocrates, n'avaient pas trouvé un écho auprès des électeurs. Chris Huhne estime que Nick Clegg aurait dû refuser les portefeuilles qui impliquaient de gérer des questions sensibles comme la hausse des frais d'inscription universitaire ou le nucléaire¹⁰⁷⁶. Avec une présence resserrée dans des ministères clefs, le parti aurait été en mesure de vanter ses réussites. Ce que l'électorat avait retenu au final, c'était que les *Lib Dems* avaient été aux affaires et non au pouvoir¹⁰⁷⁷. Le droit de s'abstenir sur les questions sensibles, prévu dans l'accord de coalition, n'avait pas été suffisant pour protéger la crédibilité du parti. Il renforça l'impression que les Libéraux-démocrates n'avaient pas eu de réelle influence lorsqu'il avait fallu modérer le programme d'austérité des Conservateurs¹⁰⁷⁸.

La seconde erreur du *leadership*, dès les débuts de la coalition, a été de ne pas savoir gérer le dilemme unité-caractère distinctif propre à toute participation à une coalition gouvernementale¹⁰⁷⁹. Il affecte davantage les petits partis qui se retrouvent pris en tenaille entre deux impératifs politiques à équilibrer : d'une part, l'envie de montrer que le

¹⁰⁷⁶ SLADE, Adrian, *op. cit.*, 2015, p. 28-29.

¹⁰⁷⁷ HAZELL Robert et Peter WALLER. "Managing the Coalition". *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 48.

¹⁰⁷⁸ BRACK, Duncan. "Coalition and the Liberal Democrats". *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015b, p. 5.

¹⁰⁷⁹ BOSTON, Jonathan et David BULLOCK. "Multi-Party Governance : Managing the Unity-Distinctiveness Dilemma in Executive Coalitions". *Party Politics*, Vol. 18, No. 3, février 2010, p. 350.

gouvernement est uni, efficace et stable, et d'autre part, la volonté de conserver leur caractère distinctif sur le plan politique et leur indépendance.

Le *leader* libéral-démocrate et ses ministres exagérèrent trop cette image d'unité gouvernementale et de bonne entente avec les Conservateurs. L'image d'un Nick Clegg, tout sourire aux côtés de David Cameron dans la roseraie du *10 Downing Street*, fit beaucoup de mal à la crédibilité des Libéraux-démocrates en cette période médiatique. Cette unité d'un tout indivisible fut soulignée bien trop souvent par Nick Clegg, parfois à son insu, quand il plaisanta sur le peu de différences qu'il existait entre lui et David Cameron¹⁰⁸⁰. Selon l'ancien ministre Nick Harvey, le parti ne fut jamais en mesure d'être lui-même, il fit simplement partie d'un phénomène de *realpolitik*¹⁰⁸¹.

Liz Lynne estime que les ministres libéraux-démocrates ne se sont pas assez vite démarqués des Conservateurs, en insistant sur leurs réussites et en faisant entendre leurs divergences¹⁰⁸². Nick Clegg tenta bien de rectifier le tir. Les ministres libéraux-démocrates prirent leurs distances avec le même programme d'austérité dès 2013, répétant que c'étaient les *Lib Dems* qui avaient bloqué les tentatives du gouvernement de diminuer les indemnités chômage et les nouvelles coupes budgétaires pour le prochain parlement¹⁰⁸³. Ce fut une grave erreur de calendrier et d'appréciation puisque la reprise économique fut mise au crédit des Conservateurs¹⁰⁸⁴.

Selon David Howarth, le *leadership* s'est trompé en jouant la carte de l'unité puis celle de la différenciation. Dès le début, il aurait dû insister sur la différenciation : bien que réunis au sein de la coalition, les deux partis avaient des approches différentes, toute politique gouvernementale résulterait de compromis de part et d'autre. Une fois l'opinion publique habituée à cet état de fait, et plus particulièrement après 2012 quand le gouvernement adopta le rythme des réductions budgétaires proposé par les *Lib Dems*, le parti aurait pu réclamer sa part dans la reprise économique. Cela aurait aussi affaibli les attaques des Travaillistes¹⁰⁸⁵.

¹⁰⁸⁰ ROBINSON, Duncan. "Nick Clegg's On-Mike Gaffe". *The NewStatesman*, 24 mars 2011.

¹⁰⁸¹ SLADE, Adrian, *op. cit.*, 2015, p. 14.

¹⁰⁸² Entretien avec Liz Lynne, Brighton Centre, Brighton 17 septembre 2018, p. 277.

¹⁰⁸³ COLE, Matt, *op. cit.*, 2016, p. 9.

¹⁰⁸⁴ FISHER, Stephen D. et Sara B. HOBOLT, *op. cit.*, 2010, p. 358.

¹⁰⁸⁵ HOWARTH, David. "Liberal Democrats in Coalition : Economic Policy. Critic". *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 14.

Le *leadership* de Nick Clegg restera associé à la décision de former une coalition gouvernementale avec les Conservateurs de David Cameron et à la déroute électorale de 2015. Les *Lib Dems* payèrent un lourd tribut pour le sacrifice de leur indépendance et l'exercice du pouvoir. Le parti libéral-démocrate se retrouvait au même niveau en 2015 que le parti libéral dans les années cinquante ; il avait été aussi dépossédé de son statut de premier tiers parti par le *UKIP* si on parlait de suffrages et par le *SNP* si on considérait le nombre de sièges.

L'entrée dans la coalition pour des raisons d'intérêt national ne fut pas remise en cause mais les choix faits par le *leader* le furent. La personne de Nick Clegg cristallisa les critiques aussi bien de l'électorat que des adhérents. Les Libéraux-démocrates subirent les effets mécaniques inhérents à leur position de parti minoritaire dans une coalition gouvernementale et les erreurs commises par leur dirigeant.

Les avis divergent sur les raisons qui expliquent ces erreurs du *leadership* libéral-démocrate. Nous avons déjà évoqué le ressentiment de cadres expérimentés comme par exemple David Steel, qui n'avaient pas été consultés au moment des négociations, et l'avis tranché de Michael Meadowcroft et Liz Lynne sur les qualités de l'équipe de négociateurs dont s'était entouré Nick Clegg.

Dépassant le cadre d'une querelle de personnes, Tim Bale met ces erreurs d'appréciation sur le faible degré d'institutionnalisation du parti comparé aux Conservateurs et aux Travailleurs. Laissant de côté son héritage intellectuel libéral qui lui donne une assise idéologique forte, il explique que le parti libéral-démocrate, né en 1988 de la fusion avec le *SDP*, était encore un nouveau parti sur un plan organisationnel. Il n'avait aucune expérience gouvernementale, le *leadership* aurait dû être vigilant sur les coûts liés à l'exercice du pouvoir et donc les risques de perdre sa base électorale¹⁰⁸⁶. Il n'avait pas encore trouvé comment s'organiser et se gérer. Il est vrai que le parti avait connu des changements organisationnels importants avec le *leadership* plus oligarchique de Paddy Ashdown : la professionnalisation du parti s'était accélérée pour le rendre plus compétitif sur le plan électoral. Celui de son successeur Charles Kennedy avait vu l'émergence d'un parti parlementaire plus puissant et plus ambitieux. Avec l'arrivée d'une nouvelle génération de députés plus carriéristes dès 2001, la professionnalisation du parti s'était accélérée, avec un virage idéologique vers le libéralisme économique pour asseoir la

¹⁰⁸⁶ BOLLEYER, Nicole, VAN SPANJE Joost et Alex WILSON. "New Parties in Government : Party Organisation and the Costs of Public Office". *West European Politics*, Vol. 35, No. 5, septembre 2012, p. 971-998.

crédibilité du parti en tant que parti de gouvernement. Les adhérents avaient tenté de résister à ces changements mais ils donnèrent un très large mandat à Nick Clegg pour former une coalition gouvernementale avec les Conservateurs de David Cameron.

Conclusion Générale

“History Doesn’t Repeat, But It Often Rhymes.”

Mark Twain

Notre propos dans ce travail de recherche était de mettre en lumière les stratégies organisationnelles et idéologiques élaborées par le parti libéral puis libéral-démocrate pour tenter de se reconstruire et de redevenir attractif. Nous avons ainsi montré comment les *leaders* qui se sont succédé à la tête du parti libéral/libéral-démocrate entre 1976 et 2015, se sont réclamés de la stratégie initiée par Jo Grimond dans les années cinquante, et qui visait à rassembler toutes les forces progressistes/radicales autour du parti libéral (*the realignment of the left*) pour devenir le seul parti d'opposition aux Conservateurs, et dans l'absolu réparer le « grand schisme ». Mais la coalition gouvernementale avec les Conservateurs de David Cameron en 2010 suggère que cette stratégie a été détournée pour se rapprocher du pouvoir.

La référence à la figure tutélaire de Jo Grimond a été fondamentale pour les *leaders* lorsqu'ils ont dû gérer les relations avec les deux grands partis, plus particulièrement le parti travailliste, et bâtir des stratégies pour s'adapter à un environnement en constante mutation. En établissant une filiation entre leur propre stratégie et celle de Jo Grimond, ils ont cherché à inscrire leurs *leaderships* dans l'histoire du parti libéral. Cette appropriation de cet héritage a été facilitée par la flexibilité même de la notion de recomposition du paysage politique. Si les finalités étaient posées, à savoir rassembler les forces progressistes et/ou radicales pour réparer le « grand schisme » et faire du parti libéral le seul parti d'opposition aux Conservateurs, les moyens d'y parvenir n'avaient pas été réellement formalisés par Jo Grimond. Il fallait donc s'engager dans une « longue marche » vers le pouvoir¹⁰⁸⁷ et faire preuve de résilience, le système partisan étant alors purement bipartite avec un mode de scrutin jouant en défaveur des tiers partis.

Nous avons vu que la stratégie d'une possible recomposition politique à gauche a été mobilisée à chaque fois que le *Labour* a été en difficulté. Les opportunités liées au contexte ont donc également joué un rôle dans les stratégies choisies par le parti. La première tentative eut lieu lorsque le gouvernement travailliste de James Callaghan eut besoin d'une majorité aux Communes entre mars 1977 et septembre 1978. L'influence du parti libéral fut limitée de par la nature même du pacte que David Steel avait conclu et des circonstances, le gouvernement travailliste pouvant se tourner vers les partis nationalistes. Lorsque la Bande des Quatre fit scission et créa le *SDP* en 1981, David Steel formalisa une

¹⁰⁸⁷ MACIVER, Don, *op. cit.*, 1996, p. 176.

alliance avec ce nouveau parti pour profiter des difficultés que rencontrait le *Labour* de Michael Foot. Cette forme de coopération pré-électorale ne parvint pas à « fissurer le moule » de la vie politique britannique¹⁰⁸⁸ pour des raisons inhérentes au système partisan encore bipartite et à la nature de la relation que nouèrent les deux partis. Cette mobilisation de l'héritage de Jo Grimond fut donc un moyen pour David Steel de gérer la menace que représentait le SDP pour la survie de son parti car il convoitait le même électorat et son statut de premier tiers parti¹⁰⁸⁹. Paddy Ashdown adopta la même stratégie après la quatrième défaite consécutive du *Labour* en 1992 : il tenta alors de bâtir une alliance pré-électorale avec Tony Blair. Dans le cas du « Projet » élaboré par Paddy Ashdown, l'arrivée de Tony Blair à la tête du *Labour* et la modernisation qu'il entreprit¹⁰⁹⁰, favorisèrent le rapprochement entre leurs deux formations. À la différence de ce qui se passa avec la naissance du *SDP*, cette menace, que représenta le *New Labour* après sa convergence vers le centre pour capter les électeurs médians¹⁰⁹¹, fut bien réelle. L'indépendance du parti pourrait être conservée par de bons résultats électoraux. Après la fusion, le parti libéral-démocrate avait adopté une approche plus professionnelle pour être plus compétitif sur le plan électoral. Des *leaders* libéraux/libéraux-démocrates qui ont dirigé le parti entre 1976 et 2015, Paddy Ashdown fut celui qui aurait pu initier ce rapprochement des forces progressistes sur un plan formel mais cette fusion n'aurait pas été organique, comme la fusion entre le parti libéral et le *SDP* l'avait été en 1988. Il préféra en laisser la responsabilité à ses successeurs.

Nous avons aussi montré que cette stratégie ne fut plus mobilisée entre 1997 et 2015 pendant les années où le *New Labour* fut au pouvoir avec Tony Blair puis Gordon Brown. Charles Kennedy retourna à une position d'équidistance entre les deux partis et repositionna son parti comme le seul parti d'opposition au sein de l'arène parlementaire. Ce choix fut dicté par un manque d'ambition du chef de parti et la pression exercée par les adhérents qui l'avaient élu. La Guerre d'Irak fut une tribune qui lui permit d'exercer ce rôle. Avec le *leadership* de Nick Clegg, on assista à un glissement sémantique pour s'adapter à un nouvel environnement, après la convergence vers le centre opérée par David Cameron dans son opération de « décontamination » de l'héritage thatcherien. On assista à une rupture sémantique : il ne fallait plus provoquer une recomposition de l'échiquier

¹⁰⁸⁸ BRADLEY, Ian, *op. cit.*, 1981, p. 13.

¹⁰⁸⁹ STUDLAR, Donley T. et Ian MCALLISTER, *op. cit.*, 1987, p. 55.

¹⁰⁹⁰ FAUCHER-KING, Florence et Patrick LE GALÈS, *op. cit.*, 2007, p. 133-163.

¹⁰⁹¹ DOWNS, Anthony, *op. cit.*, 2013, p. 28.

politique à gauche mais un alignement des forces progressistes. Il n'y avait plus de « grand schisme » à corriger mais seulement une envie de faire de la politique d'une nouvelle manière (*new politics*). C'est cette vision de la vie partisane britannique qui permit la concrétisation de la coalition gouvernementale avec les Conservateurs de David Cameron lorsque les élections de 2010 ne donnèrent pas la majorité à un des deux grands partis. Cette approche fut alors en contradiction avec la position défendue par des cadres plus anciens comme Paddy Ashdown ou David Steel, qui pensaient que la défaite subie par le parti de Gordon Brown pourrait être propice à de nouvelles négociations entre les deux formations¹⁰⁹². Ces deux lectures de la situation de 2010 suggèrent un conflit générationnel et une filiation moins revendiquée avec l'héritage de Jo Grimond et du parti libéral par les nouveaux cadres. C'est le sentiment qu'eurent des cadres comme Michael Meadowcroft¹⁰⁹³ ou Lord McNally, qui reprochèrent à Nick Clegg sa méconnaissance de l'histoire de son parti et de ses valeurs. En effet, les élites du parti libéral-démocrate, qui firent leur entrée au Parlement en 2001 et 2005, n'avaient pas commencé leur engagement militant pendant les années Thatcher, ils ne partageaient donc pas le rejet de leurs aînés pour les Conservateurs. Au contraire, ils affichaient un rejet du *New Labour*.

Il est difficile de tirer une conclusion définitive sur un possible conflit de génération entre les élites du parti et la base. L'arrêt de leur carrière politique par des cadres de premier plan comme Nick Clegg, un parti parlementaire réduit à huit députés à l'issue des élections de 2015 et qui accueille maintenant des députés travaillistes et conservateurs qui ont fait défection, ainsi que l'arrivée massive de nouveaux adhérents et de sympathisants vont certainement bouleverser la situation. Avec tous ces changements organisationnels, les relations intra-partisanes au sein du parti libéral-démocrate méritent d'être suivies pour tenter de déterminer dans un premier temps des tendances.

La flexibilité même de la stratégie lancée par Jo Grimond, tant sur le fond que la forme, a donc permis au parti libéral/libéral-démocrate de s'adapter aux circonstances et à un environnement en constante évolution. Entre 1987 et 2010, le système partisan n'a plus été un système bipartite pur mais il est devenu un système à deux partis et un demi-parti. La mobilisation ou l'abandon de cette stratégie a été pour les *leaders* successifs un moyen

¹⁰⁹² Interview Paddy Ashdown, *BBC's Andrew Marr Programme*, 09 mai 2010, http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/andrew_marr_show/8670862.stm [Consulté le 14 avril 2017]

¹⁰⁹³ Entretien avec Michael Meadowcroft, The National Liberal Club, Londres, 18 janvier 2019, p. 287.

de se rapprocher du pouvoir avec la possibilité de parlements sans majorité. Mais l'impression qui prédomine est celle d'un parti balloté au gré des événements et des changements dans la vie partisane britannique.

Notre travail de recherche a permis de montrer que cette stratégie de recomposition de l'échiquier politique à gauche a été voulue et portée par les *leaders* mais que les militants et le parti parlementaire, jusqu'à une certaine époque pour ce dernier, s'y sont toujours opposés. Lorsque de mes échanges avec les militants ou des cadres comme par exemple Liz Lynne, Michael Meadowcroft et Chris Rennard, l'idée d'une recomposition du paysage politique leur a semblé rédhibitoire. J'ai dû souvent leur rappeler ce dont il s'agissait, ce qui a renforcé l'idée que c'était une stratégie décidée et imposée par les dirigeants du parti. Plus que la stratégie en elle-même, ce sont ses modalités d'application que les adhérents ont refusées ou tenté de bloquer en utilisant les leviers de pouvoir qui sont à leur disposition comme par exemple les motions lors du congrès ou leur présence au sein des organes de l'exécutif.

Si les *leaders* ont adopté une voie pragmatique pour s'adapter à un environnement en pleine évolution, les militants, plus puristes, se sont opposés à toute forme de coopération à l'échelon national de peur de voir leur parti être avalé par un autre, que ce soit les Travailleurs en 1997 ou les Conservateurs en 2010¹⁰⁹⁴. Pour autant, ils n'ont pas refusé de nouer des accords à l'échelon local, en Écosse et au pays de Galles. Comme le fait remarquer Liz Lynne avec passion, le parti libéral était là avant le *Labour* et il n'est pas question qu'il disparaisse¹⁰⁹⁵. Ce face-à-face a souvent conduit les *leaders* à tenter de contourner les volontés des militants. Les congrès sont alors devenus le moyen d'obtenir de la base qu'elle approuve les stratégies décidées par le sommet et qu'elle lui donne un blanc-seing. Lors du *Lib-Lab Pact* entre 1977 et 1978, David Steel était parvenu à faire avaliser cet accord par les adhérents lors d'un congrès spécial, ce qui lui permit de maintenir le pacte malgré l'opposition grandissante. Son successeur Paddy Ashdown dut œuvrer en coulisse lorsqu'il tenta de former une alliance pré-électorale avec Tony Blair : les réactions des militants furent alors plus fortes, il se retrouva bridé lors de l'adoption du « triple verrou ». Alors qu'il n'en avait pas besoin, Nick Clegg décida de convoquer un

¹⁰⁹⁴ KENNEDY, Charles, *op. cit.*, 2010.

¹⁰⁹⁵ Entretien avec Liz Lynne, le 15 septembre 2018, Brighton Centre, Brighton, p. 277.

congrès spécial pour obtenir l'aval de la base à son projet de coalition avec les Conservateurs. Comme l'avait fait David Steel, il instrumentalisa les délégués présents à ce congrès, qui approuvèrent l'accord de coalition à la quasi-unanimité. C'est ce qui lui permit de poursuivre cette expérience gouvernementale après l'échec du référendum électoral et la crise des frais d'inscription universitaire.

Derrière la mise en œuvre de cette stratégie de la recomposition du paysage politique, et donc des relations que le parti libéral/libéral-démocrate a dû entretenir avec les deux grands partis et plus particulièrement le *Labour*, se cachent aussi des aspirations différentes entre *leaders* et militants. La professionnalisation du parti – aussi bien lors des campagnes qu'au sein des élites – s'est accélérée avec l'arrivée de Paddy Ashdown et la mainmise de Chris Rennard sur les campagnes électorales jusqu'en 2008. Il fallait rendre le parti plus attractif sur le plan électoral pour avoir du poids à Westminster ; cette approche électoraliste a souvent été en conflit avec la pratique de la « politique de proximité », initiée dans les années soixante-dix et basée sur une approche locale et parfois déconnectée des aspirations nationales. Avec la percée électorale depuis 1983, on a assisté à un bouleversement des équilibres internes, avec l'émergence d'un parti parlementaire puissant et soucieux de se rapprocher du pouvoir. Les inflexions idéologiques, débutées sous le *leadership* de Paddy Ashdown et poursuivies lors de la publication de *The Orange Book* auraient pu créer un schisme entre les tenants d'un libéralisme classique et ceux du libéralisme social, et déboucher sur un phénomène de factionnalisme. Il n'en fut rien car les frontières entre les deux courants sont poreuses et peuvent coexister.

Cette mise en œuvre d'une recomposition du paysage à gauche a posé et pose encore la question de l'avenir du parti libéral/libéral-démocrate. L'expérience de l'Alliance puis la fusion houleuse de 1988 ont montré que le parti était une organisation mortelle, qui avait un début mais surtout une fin, et qui pouvait être avalée par un plus grand parti et était en concurrence dans l'arène électorale avec les partis nationalistes et le *UKIP*. Après l'échec du référendum sur le mode de scrutin à Westminster en 2011, le parti doit continuer à composer avec les effets mécaniques et psychologiques du scrutin uninominal majoritaire à un tour pour une durée indéterminée. La déroute électorale de 2015, une plus grande polarisation de la vie politique britannique après le référendum sur le Brexit en

2016¹⁰⁹⁶ ont amené les Libéraux-démocrates à repenser l'avenir de leur formation. Lors de la campagne pour le référendum sur la question de l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, les *Lib-Dems* europhiles avaient été à la tête du camp *Remain* (Rester dans l'Union européenne). Ils le sont toujours aujourd'hui et plus encore depuis que la crise du Brexit bouscule le bipartisme traditionnel et a créé une situation politique exceptionnelle et inédite. Les défections de députés travaillistes et conservateurs vers les *Lib Dems* les ont confortés dans l'idée qu'il y a un coup politique à jouer. Jo Swinson, la nouvelle dirigeante du parti élue en juillet de cette année, occupe désormais une position centrale dans le jeu politique puisque, d'une part, elle incarne le mieux la frange de l'électorat britannique qui veut rester dans l'Union européenne malgré le vote de juin 2016, et d'autre part son parti fait quasi jeu égal dans les sondages avec les Travaillistes de Jeremy Corbyn dont le positionnement reste flou. Il est difficile de prédire ce qui se passera tant la vie politique britannique est actuellement chaotique.

L'apparition du mouvement *En Marche* d'Emmanuel Macron et son succès à la présidentielle française, et les changements opérés par le parti libéral canadien de Justin Trudeau, semblent être des exemples à suivre.

Lors du congrès d'automne de Brighton 2018, le *leader* libéral-démocrate Vince Cable a proposé la création d'un mouvement politique et social pour redonner le pouvoir aux citoyens¹⁰⁹⁷. Cette nouvelle orientation stratégique, approuvée par les adhérents lors du congrès de printemps, a pour objectif de capturer le centre laissé libre par les deux grands partis qui se sont repositionnés aux extrêmes de l'échiquier politique. Sur un plan organisationnel, le parti libéral-démocrate, qui deviendrait alors un mouvement, accueillerait en son sein des adhérents et des sympathisants (*supporters*), sur le modèle de ce qu'a fait le parti de Justin Trudeau au Canada. Ces sympathisants auraient le droit d'élire le *leader*, qui ne serait plus nécessairement un député, mais la désignation des candidats resterait du ressort des adhérents¹⁰⁹⁸. À l'annonce de cette possible évolution, Liz Lynne a eu le sentiment que Vince Cable relançait l'idée d'une recomposition du paysage politique, cette fois-ci au centre et que l'indépendance de son parti était à nouveau menacée¹⁰⁹⁹. Au moment de la séance de questions/réponses, elle demanda à Vince Cable

¹⁰⁹⁶ HOBOLT, Sara. "The Brexit Vote : A Divided Nation, a Divided Continent". *Journal of European Public Policy*, Vol. 23, No. 9, septembre 2016, p. 1259-1277.

¹⁰⁹⁷ CABLE, Vince. "Leading Change : Proposals to Open up the Party", tract, septembre 2018, p. 1.

¹⁰⁹⁸ *Ibid.*, p. 4-8.

¹⁰⁹⁹ Entretien avec Liz Lynne, Brighton Centre, Brighton 17 septembre 2018, p. 277.

si cela signifiait la fin des Libéraux-démocrates et par conséquent la naissance d'un mouvement conduit par quelqu'un de modéré, comme le député travailliste Chuka Ummuna, qui venait de faire défection. Vince Cable, exaspéré, lui répondit qu'elle allait un peu vite mais qu'il n'excluait pas la création d'un nouveau parti avec un nouveau nom.

Une des craintes, liée à l'arrivée massive de sympathisants, est que le parti soit victime d'entrisme et perde son identité malgré les procédures pour contenir cette possible dérive – l'engagement à respecter les principes libéraux présents dans le préambule des statuts, une vérification de leur identité, le droit de voter pour le *leader* et non de désigner les candidats et un règlement pour les évincer s'ils jettent le discrédit sur le parti¹¹⁰⁰. Après consultation des adhérents, ces changements furent approuvés lors du congrès de printemps de 2019. Avec cette plus grande souplesse dans les statuts du parti et une situation politique inédite, les *Lib Dems* peuvent espérer des jours meilleurs.

¹¹⁰⁰ CABLE, Vince, *op. cit.*, 2018, p. 7.

Annexes

Annexe 1 : Fiche explicative sur les différents types de scrutin, distribuée par *The Electoral Reform Society*

Electoral Systems in the UK

An LDER briefing note by Simon Gazeley



In recent years, many electoral systems have been introduced or considered in Britain to supplement the first-past-the-post (FPTP) system that we know and a decreasing number of us love. This briefing gives a short description of each, with its advantages and disadvantages.

It is a sad fact that in any election of any kind, there is an irreducible minimum proportion of votes ("ineffective votes") that do not help to elect anyone. In a single-seat election this proportion is one half, in a two-seat election it is one third, and so on². A good electoral system will get the number of ineffective votes as close as possible to this proportion.

First Past the Post (FPTP)

This was the only system in use in Britain from 1950, when the University constituencies were abolished, until 1999, when the first elections were held to the Scottish Parliament and the Welsh Assembly and proportional representation was first used to elect all the UK's MEPs. It is used for elections to the UK Parliament and for local government in England and Wales.

The procedure is simple: the voter marks an X in the box by the name of the candidate (s)he wishes to support. If there are two or more seats, the voter can cast up to as many votes as there are seats in contention.

Advantages – It is simple; the winning candidates are those who get most votes.

Disadvantages – It is not proportional and can misrepresent the voters' wishes in a capricious way. To be elected, a candidate needs only one more vote than the runner-up; any surplus above that and all votes cast for losing candidates are ineffective. If the runner-up has a small proportion of the votes, the number of ineffective votes will be correspondingly great; if the views of the voters who cast them were taken into account, the outcome might be different. It also encourages insincere voting, often known as tactical voting; voters may vote for the candidate who is least bad of those who could be elected, rather than for the candidate they really support. It is possible for a candidate to be elected when a majority would have preferred one of the others. In multi-member wards, casting more than one vote could help defeat a voter's preferred candidate.

Closed List

The closed list is used in the United Kingdom (except Northern Ireland - see below) for elections to the European Parliament; its first use was in 1999. In the electoral regions, each party submits a list of candidates and the winners for that party are

² In general, in an election for s seats, the minimum number of ineffective votes is $1/(s+1)$ of the votes cast.

declared in the order on the list – the voter marks an X against one party, and has no influence over which of a party’s candidates are elected. Seats are awarded using the d’Hondt method³.

Advantages - It is simple for the voter and gives reasonably good party proportionality.

Disadvantages – Minimal voter choice: voters determine only how many of a party’s candidates are elected, not who is elected. This encourages party managers to put their favourites at the top of the list and encourages candidates to seek the approval of the party, not the electorate.

Additional Member System (AMS)

AMS, also known as Mixed Member Proportional (MMP), has been used since 1999 for elections to the Scottish Parliament, Welsh Assembly and Greater London Assembly. There are several electoral regions, each divided into single-member constituencies, which elect their representatives by FPTP. In addition to the constituency representatives there are regional representatives – seven for each region in Scotland, four per region in Wales and eleven for the whole of the Greater London Authority area, elected from a closed list.

The voter has two votes – one for a candidate in the constituency, one for a party in the region. When the voting is complete, the total number of representatives (both constituency and regional) for each party within a region is calculated on the basis of the regional votes alone⁴.

Advantages – Reasonable party proportionality. The voter can vote with a clear conscience for the best constituency candidate, regardless of party, safe in the knowledge that voting for the “wrong” party in the constituency is unlikely to affect the total number of seats that party gains.

Disadvantages – Two classes of representative: tensions have arisen between constituency and list members in Scotland and Wales. The disadvantages of the closed list noted above apply to the regional list element. Many of the disadvantages of FPTP apply to the constituency seats.

Single Transferable Vote (STV)

STV has been used for local government in Scotland since 2007. In Northern Ireland it has been used since 1972 for electing the three MEPs and for elections to local government and the Assembly. Multi-member constituencies are used. For the voter, it is simple; the requirement is to rank the candidates: “1” for the first preference, “2” for the second, and so on, submitting as many preferences as desired; there is no requirement to vote for all of the candidates. Votes are counted using a quota-preferential system⁵.

³ A *quotient* is calculated for each party, which is *party’s votes/number of party’s seats so far + 1*. The first and each successive seat is awarded to the party with the highest quotient and that party’s quotient is then recalculated.

⁴ The d’Hondt method is used, starting from the constituency seats already won. If a party is entitled to additional members to take up its allocation of seats, they are selected from the top of that party’s regional list.

⁵ In essence, the procedure is to calculate the *quota*, which is the number of votes a candidate needs to be elected, using

Advantages – A very high degree of voter preference, combined with a high degree of proportionality. Voters can vote sincerely, knowing that if their favourite candidate is unsuccessful, they can still contribute to the election of a candidate of whom they approve. Voting does not have to be on party lines; preferences can be made on criteria the voter considers most important. Parties are encouraged to put up a diverse slate of candidates to garner more support from the electorate and this is likely to result in a more diverse Parliament. There would be one marginal seat in nearly every constituency, encouraging parties to campaign vigorously everywhere (many constituencies are virtually ignored under FPTP). MPs elected under STV would have a personal mandate and might be bolder in defying the party whip. STV would reduce electoral “deserts” where parties gain significant numbers of votes but no seats.

Disadvantages – Some voters might find a ballot paper containing a dozen or more names intimidating; precautions may need to be taken against “donkey-voting” – i.e. ranking candidates in the order they appear on the ballot paper.

Alternative Vote (AV)

AV is not used in the UK, having been defeated in the 2011 referendum. It uses preferential voting in single member constituencies. For the voter, the task is the same as for STV: to rank candidates in order of preference. In the count, if no candidate gains 50% of first preferences, the candidates with the fewest votes are successively eliminated and their votes transferred until one candidate achieves 50% and is declared elected.

Advantages – Voters can vote sincerely, knowing that if their favourite is unsuccessful, they can still contribute to the election of a candidate of whom they approve. A majority of votes is required for a candidate to be elected.

Disadvantages – It is not proportional. In some circumstances, a popular candidate may be eliminated before sufficient votes have been transferred in to secure their election.

Supplementary Vote (SV)

Used since 2000 to elect the Mayor of London, other directly elected mayors in England and (in 2012) Police & Crime Commissioners. There is one ballot paper but with two boxes by each name. The voter puts an X for the first preference in the first column, and an X for the second preference in the second column. In the count, if no candidate gains 50% of first preferences, all but the top two candidates are eliminated and their votes transferred, at which point the candidate with most votes is elected.

the formula $q=v/(s+1)$, where v is the total of valid votes and s is the number of seats being contested. Candidates who have more than q votes are elected and the surplus votes they receive in excess of q are distributed to the other candidates according to the voters' subsequent preferences. If there are no surpluses, the candidate with fewest votes is eliminated and their votes are redistributed. Eventually, a situation is reached when there are only s candidates left, and they are declared elected. For counting staff, STV is slightly more complicated than some other systems, though many counts are performed by computer these days. However, the voter does not need to know how to count an STV election.

Advantages – Voters can cast a sincere first preference, followed by a tactical second preference. (SV is effectively a degenerate form of AV).

Disadvantages – It is not proportional. The voter is required to guess which candidates will be in the top two – guess wrong and their vote is ineffective. The result is that many candidates are elected with significantly less than 50% of the vote.

AV Plus

AV Plus is not in use anywhere, but deserves mention as the system recommended by the Jenkins Commission in 1998. The UK would be divided into electoral regions, as in AMS, each of which would return several MPs from single-seat constituencies plus one or two regional top-up members (about 15-20% of the total). The constituency members would be elected by AV; the top-up members would be elected using a semi-open list¹.

Advantages – A higher degree of voter choice in the constituencies than under FPTP; more voter choice in the regions than under AMS; more party proportional than FPTP.

Disadvantages – Less party proportional than the closed list or STV; possible voter confusion over the choice on the regional list between voting for the party or the candidate. Independent candidates would not be able to contest regional top-up seats.

Conclusion

The aim of LDER is STV (or for single-seat elections AV) for all public elections because it has the best combination of voter preference and party proportionality of all the systems currently in use in the UK. This is also the policy of the Party.

In the General Election of 1951 the turnout was 83.9% and 93.0% of all votes cast were for the Conservative and Labour parties. In subsequent elections, the Conservative and Labour parties have had a decreasing proportion of the total vote. In 2010, the turnout was 65.1% and the Conservative and Labour parties between them gained 65.1% of the votes. This shows that whatever arguments there may have been in 1951 for FPTP, they do not apply now. Change is needed.

Further Reading

For more details on these and other systems, see:

Electoral Reform Society: <http://www.electoral-reform.org.uk/voting-systems>

Electoral Systems: A Comparative Introduction - David Farrell

The Politics of Electoral Reform: Changing the Rules of Democracy - Alan Renwick

¹ With a semi-open list, a voter casts a vote either for the party or for a candidate on the list. The additional seats are allocated to parties by the d'Hondt method as in AMS. A variety of methods can be used to determine which candidates are elected (Jenkins was not specific). Note that semi-open lists were proposed in the Bill, subsequently abandoned, for an elected House of Lords in 2012.

Annexe 2

Coalition government portfolios: August 2010.

<i>Office holder</i>	<i>Party</i>	<i>Cabinet portfolio</i>	<i>Previous (shadow) portfolio</i>
David Cameron	Conservative	Prime Minister; First Lord of the Treasury; Minister for the Civil Service	Leader of Opposition
Nick Clegg	Lib Dem	Deputy Prime Minister	Leader of Liberal Democrats
William Hague	Conservative	First Secretary of State; Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs	Shadow Foreign Secretary
George Osborne	Conservative	Chancellor of the Exchequer	Shadow Chancellor of the Exchequer and General Election Campaign Coordinator
Kenneth Clarke	Conservative	Lord Chancellor; Secretary of State for Justice	Shadow Secretary of State for Business, Enterprise and Regulatory Reform
Theresa May	Conservative	Secretary of State for the Home Department; Minister for Women and Equality	Shadow Secretary of State for Work and Pensions and Shadow Minister for Women
Liam Fox	Conservative	Secretary of State for Defence	Shadow Secretary of State for Defence
Vince Cable	Lib Dem	Secretary of State for Business, Innovation and Skills	Shadow Chancellor
Iain Duncan Smith	Conservative	Secretary of State for Work and Pensions	-
Chris Huhne	Lib Dem	Secretary of State for Energy and Climate Change	Lib Dem Shadow Secretary of State for Home Department
Andrew Lansley	Conservative	Secretary of State for Health	Shadow Secretary of State for Health
Michael Gove	Conservative	Secretary of State for Education	Shadow Secretary of State for Children, Schools and Families
Eric Pickles	Conservative	Secretary of State for Communities and Local Government	Chairman of the Conservative party
Philip Hammond	Conservative	Secretary of State for Transport	Shadow Chief Secretary to the Treasury
Caroline Spelman	Conservative	Secretary of State for Environment, Food and Rural Affairs	Shadow Secretary of State for Communities and Local Government
Andrew Mitchell	Conservative	Secretary of State for International Development	Shadow Secretary of State for International Development
Owen Paterson	Conservative	Secretary of State for Northern Ireland	Shadow Secretary of State for Northern Ireland
Michael Moore	Lib Dem	Secretary of State for Scotland	Lib Dem Shadow Secretary of State for International Development
Cheryl Gillan	Conservative	Secretary of State for Wales	Shadow Secretary of State for Wales
Jeremy Hunt	Conservative	Secretary of State for Culture, Olympics, Media and Sport	Shadow Secretary of State Culture, Media and Sport
Danny Alexander	Lib Dem	Chief Secretary to the Treasury	LD Leader's Chief of Staff and Chairman of the Manifesto group
Lord Strathclyde	Conservative	Leader of the House of Lords; Chancellor of the Duchy of Lancaster	Leader of the Opposition in the House of Lords
Baroness Warsi	Conservative	Minister without Portfolio (Minister of State)	Shadow Minister for Community Cohesion and Social Action

Also attending cabinet

Francis Maude	Conservative	Minister for the Cabinet Office; Paymaster General	Shadow Minister for the Cabinet Office and Shadow Chancellor of the Duchy of Lancaster
Oliver Letwin	Conservative	Minister of State in this Cabinet Office (providing policy advice to the Prime Minister in the Cabinet Office)	Chairman of the Policy Review and Chairman of the Conservative Research Department
David Willets	Conservative	Minister of State for Universities and Science	Shadow Secretary of State for Innovation, Universities and Skills
George Young	Conservative	Leader of the House of Commons; Lord Privy Seal	-
Patrick McLoughlin	Conservative	Chief Whip in the House of Commons; Parliamentary Secretary to Treasury	Opposition Chief Whip
Dominic Grieve	Conservative	Attorney General	Shadow Secretary of State for Justice

Entretien avec Paddy ASHDOWN par Skype, le 21 septembre 2017.

Q: Could you tell me more about the reasons for abandoning the principle of equidistance?

PA: The circumstances you find yourself in. Between 1988 and 1992 when the Conservative government was very unpopular and the Labour Party that was strongly ideologically socialist, the right position for us was equidistance. I took that position. You know people used to ask me: “Who would you rather do deals with?” and I would reply: “Answer the question who would you rather be with and be proud of and change your vote.”

Q: So that was just a tactical move?

PA: As a third party, you have to have not a strategy but tactics that are suitable to the conditions you find yourself in. So in 1988 in 1992 we found ourselves with three equal choices to break in: the extreme Socialist one or not extreme but the Socialist one, the Conservative one and the Liberal one. When Mr. Blair took over the Labour Party after the death of Mr. John Smith, he adopted policies which were almost identical to mine. Indeed, he took over our political and policy agenda. At this stage, there was no point in pretending that we were different, we had to be part of the same or really kind of basis I wanted to see in Britain. So it was an appropriate movement to make, given the circumstances at that time.

Q: It means it was the appropriate move to make whether the centre is vacated or not from an ideological point of view.

PA : No, the centre is vacated and you stand as a Liberal. Mr Blair and old Labour Party came into the centre and their policies were very much, very similar to mine. But there was no point in pretending that if we could work together we would not allow it because it was always made of “would”.

Q: Under your leadership, and you have already mentioned it, the party focused on strategy like targeting seats, tactical voting. Lord Rennard was very instrumental in it. You were also interested in having a more professional party. How did these changes help the party capitalise on its local successes, I am thinking of community politics, and how did they help it secure a more stable parliamentary representation?

PA: Community politics was the means by which we built our base. I remember when I took over the party in 1988 the base was non existant and we were a party with barely 3%, I had to build the party. I could not wait until the parliamentary elections, I gave the party infrastructures and its capability should rest on local government. Therefore, we adopted

the policy of community politics and that hugely built our party on a very strong local government. And from that base, we could challenge the parliamentary system in 1992 and 1997.

The changes that I gave were twofold. First the Liberal Party had been existing for a very long time but was quite intellectually lazy and was happy to accept a sort of joyful inefficiency if you see what I mean, because we'd been in opposition for a long time and the times were harsh for our party and winning. Then came the Social Democrats who were, I mean, very much like *En Marche* you know, professional, young and quite disoriented. So when the two parties came together, what I tried to do was to preserve the capitano of the Liberals and combine it with the efficiency and effectiveness of the SDP so the Liberal Democrats became a combination of those two. The second thing at war was old Liberals. Liberalism you know is divided into two things social Liberalism and economic Liberalism, and one has to be balanced against the other. The old Liberal Party was very much a strong social liberal Party, more social than liberal in the case further left-wing; the SDP was very much an economic liberal party. And so I shifted the balance of the party back towards economic Liberalism. The two factions, the two factors, the two streams, the two sides of Liberalism social and economic were still there but the balance was much more towards the market economy and much more towards economic Liberalism.

They were the two changes I made. I used to say just because you are a Liberal Democrat you have to be efficient....

Q: That's a good slogan. You have just mentioned factions within the Liberal Democrat party. Would you say that your party is as factionalized a party as the Labour or the Conservative parties? Or is it rather a tribal party? Tribalism is often used to describe the way the party works.

PA: Well, I think our party is actually less tribal than the others. I think I have to be a little bit more subtle. It is not a factionalized party, I would say, there are campaigning groups but it is not factional. I mean, if you take a given policy position, let's say public housing, you will always be able to tell which faction is going to end up on which side. With the Liberal Democrats, there will be numerous arguments but you can never tell on which side their party is going to be. It is not a factional party at all, not a factional party. It is not like the Labour or the Conservatives where one's passion and hatred matter, and it is true where their efficiency will always be dominated by their factions. The Liberal Democrats, are we tribal? In my view in the recent days there has been natural tribalism among the members

of the party, and you have to accept that. But in the recent days I think we have been far more tribal we should be. My view, I suppose my crusade, my constant struggle, my commitment to the party for thirty years being to move away from fractures as a rule because of what I believed in. But I recognized that there were many Liberal Democrats in the Liberal Democrat Party who were argumentative. So I think we are less tribal than the Tories and less tribal than the Labour but more tribal than we should be.

Q: What has spurred such a tribal trend within the party? Does it have to do with ideological stances? I am thinking of the Orange Bookers and ...

PA : No, Ghislaine, the Orange Bookers are the nearest to get back to Liberalism, not under like me, not like a tribal party, not like the anti-European Tory Party, I mean not like under me. They were a very small number of people in the party, but very very small who would say that I'm an Orange Booker, and the others would say no I'm a social Liberal, they were very small but they would be very vocal. So I really don't think that we are a factional party. There's tribalism: let's just remember the Liberal Party is also middle-class. People get together and they join to each other's company, they attend conferences together and they live together, they move together. You know you have tribalism in football clubs, you have tribalism in companies.

Q: Thus, in your view it is inherent to the working of any group of people. The members I met like the idea of a party with different tribes revolving around the two strands of Liberalism, but they seem to deny the existence of tensions.

PA: Yes, that's right, that's the point I was trying to make. There are some people who might think so. Tribes are not an issue in the Liberal Democrats, people can coexist together, according to me, whatever the faction you come from.

Q: You referred to Emmanuel Macron and *En Marche*. I read that you have fostered a keen interest in European politics and more precisely in French politics. What lessons could the Lib Dems learn from *En Marche*? Is it new politics?

PA: The first important thing about Macron that I can see is the way Macron sees France's politics and the way he works for France. You know my grandchildren are French. But I wonder whether he will succeed or not because hum he is not, he's not as good a politician as I sometimes thought. But, in my view, what he is very clearly is receptive of a desperate anger to get away from ludicrous, dogmatic, synthetic extremist politics. And his persistence of trying to get away from synthetic politics, from eer from from eer the politics that lacks principles, which is strong pressurization on politics that Macron goes professional. And so I think Mr. Macron is more interesting for the phenomenon that he

reveals than for the effectiveness of government: for a sight of politics in Britain which is more principle-based, less tribal in its nature, more based on common sense, more founded on the principles of respect of one another, decency and tolerance. And I think we need to gather together and I know there're the Lib Dems who will be strong enough to handle that themselves. So we always have to make that happen. And I also think that Macron could teach us that, and that's what I have always said, that a third party and a centre party are going to merge, he worked *Deus ex cathedra*, it worked in a flash of light. It could be much more a process than a bet. And getting where we are now in a fractured, in a very unhappy frame of work in British politics to where we need to be with the centre ground better represented can't be made in a flash of light. It's a process. I think that's important to talk about what it means, then the right architect and end up with the British party.

Q: Because of the electoral system, the two-party system is to last, you are not given the same opportunity as Mr. Macron. Do you think it will be a new party or there will be cooperation between...

PA : Oh Ghislaine, you know I think that there is no doubt that our present electoral system is unhelpful to any emerging force or existing force to make that deep breakthrough we have spoken of. We, Liberal Democrats, may struggle against that. But my view is that the British party system has come now to a completely unsustainable position because Britain cannot be representative, or the whole Great Britain, and especially it's that we are finding hard as no other to see our principles of tolerance, respect compromised. In the centre, we cannot be represented by two political parties, one which is basically aloof with the values we share and a polarised, socialist party that wants to return to the 1950s. That's unsustainable: a new force, a new voice has to emerge and I think it will. When it will, how it will, I think it is an interesting question. My guess is that in the next years or next months, something can happen and make sense of that. My clear view is that it is not on our political agenda, we are not ready for that. What I would say to my party is if it happens, when it happens, you can stand, as Liberals, to be part of it, to recharge your mental. You have to get involved; you can't be tribal in such circumstances. Yes that might happen, yes.

Q: So you are urging your party not to be a spectator and take part in this not to disappear?

PA: A very difficult question for the Liberal Democrat Party offers so many counter-examples. But I would say that we are in a very difficult position now. If such a deal was

allowed, and if our party was not part of it, Ghislaine, our party would be in a very difficult significant existential position.

Q: Both the Liberal and Liberal Democrat Parties have been advocating an electoral reform in Westminster but voters don't tend to be interested in the issue. Bread and butter issues are more sellable when it comes to choosing among candidates...

PA: Yes, it is true. You know when the SDP was launched, and I think three weeks after it reached 53%. There is a hunger for something new, something modern. There is such a hunger here in Britain like in France; but Macron deals for something different, not the terrible kind of politics that we have.

Q: Would you say that the new members that recently joined the party in great numbers are motivated by this very hunger for something new, something modern?

PA: This is what I saw to come after Brexit. [...] I am sure that you do, that you know what the French word for Procrustes is. Procrustes was the innkeeper to the Gods in Greek myths but when guests arrived if they were too long he cut their legs off. When they were too short, he stretched them. We call this a Procrustean bed, which means that you don't put people into a bed that doesn't fit. British politics is exactly that situation.

Q: You remain extremely popular within the party, how do you envision your role in the future? Will it be a Jo Grimond-like role?

PA: I won't be back in the Liberal Democrat party, when you leave the stage you leave the stage. I'm not interested in it. If I can help and guide my party to the right kind of politics, I'll be very happy to do so. I suppose, I suppose I'm a sort of old chap, a sort of Jo Grimond or Gladstone. Grimond got me into the party and he helped revive the party, so I would be glad to be associated to it. That's the end of the circle.

Entretien avec Crispin Allard, Président de *Liberal Democrats for Electoral Reform*, Brighton, 17 septembre 2018.

Q: Could you tell me more about your involvement with the Liberal Party and the promotion of electoral reform?

CA: My name is Crispin Allard, I'm chair of Liberal Democrats for Electoral Reform. I've been a member of the party since 2005 but active in campaigning for electoral reform for a lot longer than that. I joined the Electoral Reform Society back in 1990 and was up until recently a member of its council for a total of 22 years.

Q: Is that society based in London?

CA: Yes, it is.

Q: You've been defending the idea of electoral reform since 1990, why did you join the Lib Dems only in 2005?

CA: Hum, I think I have been a supporter for pretty much all that period and even an elector. I knew that if I joined, I would get heavily involved, because this is just what I ended up doing and I made it. I wasn't quite prepared to do that until that moment. I became a local councillor less than in 3 years after joining the party. I'm currently chair of Bristol Liberal Democrats, which covers 4 constituencies, and I was previously, where I used to live, I was chair of the local party there. I've just ended doing these things.

Q: What type of electoral system is advocated by the party and why?

CA: It is the single transferable vote that's been supported by the Liberal Democrats and the Liberals before us, going back probably to the 1920s, so a good 90 years I should think. Why do we support that particular system over the alternative vote? Well, the alternative vote is not proportional because it is still based on single-member constituency and it is not possible to get proportionality by having..., without some sort of representation that goes wider than single-member constituency other than by pure chance. And the very interesting question from my perspective is why single transferable vote in comparison to other forms of proportional representation, and it's because single transferable vote or STV provides the individual voter with a lot more choice and a lot more potential to influence the make-up of the Parliament because they are voting for individuals like them and not for parties. And so, it gives more power to the voter and less power to the party.

Q: Is it what the Jenkins Commission recommended or is it a bit different?

CA: It is, it's a bit different. The Jenkins Commission, the Report was in 1998; and the system they recommended was called AV+, so a combination of essentially an additional

member system or a multiple preference system, with the single-member constituency being elected with AV instead of first past the post, and with a relatively small top of elements so it would have been semi-proportional. Yes, it was supported by the Liberal Democrats at the time to replace first past the post. Just because it's not the perfect system we also support something that is better than the current system, that's the basis on which we campaigned for the alternative vote in 2011.

Just the other thing to say, the Jenkins Commission was partly looking at the systems on a matter of principle, but it was highly influenced by the perceived need to get political parties, and particularly the Labour Party to come on board, and in the end, they failed to do that.

Q: You are telling me that parties had to come on board. What about electors? The AV proposal was rejected at a large majority in the 2011 referendum, even though things can be challenged considering the low turnout. Electors do admit that first past the post is not fair. Why is there such a discrepancy?

CA: First there is a couple of things to mention here. The first thing, which I need to explain for that lack of enthusiasm for electoral reform, is that this is the most difficult issue there is in politics, certainly in British politics. Practically, if it were easier, we would have done it by now. And it is difficult for two reasons: one is that it goes against the interests of politicians who are currently in power.

Q: Their argument is that it would serve the interests of the Liberal Democrats.

CA: But we are not in power. By definition, politicians, any politician who is currently in power, leaving aside which party they're from, has been elected by the current system so it goes against, just intrinsically it goes against the interest, their interest is to maintain it. And secondly it is an issue which is very hard to interest the general public in because it is so many times removed from the things that directly affect them. So, if you are talking about you know whether you have a job, your county education and the NHS, so that is affected by decisions which are made by the government, that is unaffected by who is elected and then that it's unaffected by the voting system. So even though it is possible to make an argument that the voting system is the most important thing there is because it affects everything, it does so, it is three times removed from what people can realise. The vast majority of people don't think of politics that much; I think typically it is no more than four minutes a day that someone will engage in terms of thinking about an issue, and it takes longer than that to think through, yes how the political process, our political process

works. The second thing is that actually voters who are so in favour of reforms, have not yet done enough to demolish first past the post and explain how bad it really is.

The Electoral Reform Society conducted some research some years before to try and understand what arguments might be used to persuade people about proportional representation. And, in fact, they never got that far with the focus groups because they started explaining the current system, and people, the majority of people, didn't even realise that the current system is not proportional. Actually, if they don't even know how bad the current system is, how can you start to explain the benefits of the new system? I think, one of the confusing aspects is that, whenever you know, whenever we have a general election there is this very high profile given to the total percentage that a party gets.

People think they are voting for a party primarily, that's what most of the media coverage tells them even if that's not true. They think they are voting for the leader of that party in the vast majority of the cases. You have to live in the constituency where the leader of the party is standing, you are not voting for that party. And they think their vote's contributing to a national total, which then goes to working up the result, and partly because that's the way that mostly comes through the national media, and partly because of the dire lack of education about the way the system actually works. So up until very recently, most school children were not taught this, how the system works. I think that for a lot of five, ten years things are now changing, so gradually you may see a slightly better educated electorate.

Q: Can this new curriculum explain why the new Lib Dem members are young people?

CA: I think it has a small impact. To be honest, the people who joined the Liberal Democrat party are already those who are taking an interest, and would take an interest in politics regardless. We've got around about 100,000 members. The majority of them have joined within, certainly within the last three years. So, we had 2015 general elections, 2016 referendum, 2017 general elections, we had an influx of members after all of those. Probably, the Brexit was the biggest, which is when people woke up and realised actually we've assumed that the fight for liberal democracy was won, we did not need to fight for it, as a party that's what we have always supported but we need to do something more. And ever warming, this new membership is a lot younger than the traditional membership of the party, and so not just the youngsters from kind of 14-15-16 upwards but people in their 20s and 30s where the establishment membership is very much used towards kind of 50s or 60s.

Q: What could the national leadership and the local sections do to press for the case of electoral reform?

CA: I think there are lots, lots more things.

Q: At the national level?

CA: Clearly, it would be possible first to talk about it more at the national level, and promote it on a more regular basis; we would have to find when doing that, not making it look like we are not just doing it for our own benefit. It used to be we talked about it all the time and suddenly recently we have kind of realised that it wasn't getting us anywhere because it is just the Liberal Democrats saying we are in favour of proportional representation doesn't help us that much, because you say of course you are.

Q: Were you not supported by the Greens or UKIP?

CA: Yes, they are but they are smaller than us. Clearly, all the parties that would benefit from proportional representation just happen to be in favour of it, and the parties that would lose happen to be against it; and so, you know people draw that conclusion rather than thinking of they are doing it from a principled point of view.

Now I have to think, there is something about liberal democracy, which leads you to say proportional representation is the right way to go, regardless whether it is in our interests, certainly that's my view. But it does make it harder for us to make that argument. I would like us to mention it more often than we do. I would like us to have made more the argument that if we have proportional representation then the argument that eventually led to the Brexit vote would have surfaced far sooner, would have been done most successfully earlier and would have been taken more seriously. And there's a lot of other arguments that you can make, which don't come across. [...] The argument along that line for changing, where the voting system comes in, is that it is the only thing that it is currently preventing the parties from breaking apart. And for me what should be two right-wing parties, two left-wing parties and the Lib Dems somewhere in the middle, the Greens and others, which is what happens in almost everywhere in Europe. And it would naturally be the case, that's what I call proper politics, modern politics. You have around about half a dozen parties representing the spanning of the political spectrum, people have the choice. Certainly, if you look across at most of the other countries across Europe, I mean probably we would have more in common with Northern European countries, so we are looking at Germany, the Netherlands and the Scandinavian countries for something a little bit more like where we would end up. There, you have a number of political parties.

Q: With such a system, it would lead to more coalitions, but coalitions are thought to bring more instability.

CA: Yes, like the current Conservative party government is totally instable. So that's the portrayal, certainly the recent evidence points to the opposite direction: so 2010 to 2015 we had the first genuine coalition government and it was incredibly stable.

Q: But the Liberal Democrats paid a heavy price for that government stability in the 2015 general election.

CA: Well, we failed to explain to people what we were doing, and we just let the Conservative and the Labour own the agenda. That doesn't undermine the principle that coalitions are generally good things, and that they are sometimes in the short term and always in the long term the most stable form of government. In the short term you can look at examples such as we have now where you have an incredibly stable government. It is not quite a majority but it is effectively that they have majority with a confidence supply from the Democratic Unionists. The vast majority of people, including a majority of Conservatives, believed the coalition government was actually more stable and better for us. Secondly, if you look over at the longer term where even if you might have stability within a parliament, you might have swings between, regular swings between left and right and they just basically undo what the previous government did rather than having a sort of more moderate swing as you do in other systems where you gently pave the course, you know something would change, would completely be undoing what has been done by the previous government. So, I think there is that argument but it is not true, it is not proven by arguments.

Q: Proportional representation works in Scotland and Wales, there have been coalitions with Liberal Democrats and that worked. Why hasn't there been a representation fever since 1997/1998 and the devolution laws?

CA: The reasons why proportional systems were put in place in Wales and Scotland and also in London is because those were new devolved bodies for parliaments in those places, not having to overturn an existing system, you are introducing something new.

Secondly, they were brought into being by the Labour government and they were sort of, there's a split in Labour between those in favour of proportional representation and those not. And I think it is certainly strong enough to say that where we are not turfing out established Labour politicians, we can easily see it's a good idea. And I think there is also recognition, certainly back at that time, that if they brought in first past the post they would have massive domination by Labour in both separate bodies certainly in the late 1980s,

you'd have had 90% of the assembly members in Wales or the members of the Scottish Parliament would have been Labour based on about half of the vote. Now interestingly in Scotland, it's changed hugely and now the SNP is in our position and Scottish Labour has been saved by the fact they have proportional representation both in the Scottish Parliament and the Scottish government as well. Interestingly, the introduction of the single transfer vote in the Scottish government was only achieved because you had a proportional system and there was a coalition in the Scottish Parliament, which was enabled to put that into place. So it's in fact the reason why it happened, but there's still a turkey's being unwilling to vote for Christmas, essentially MPs are very hard to persuade that they should dump their jobs by voting for this, and it will take a little bit of political resolution for them - MPs - to say: "Actually I will probably leave, I'm here for a short time" and so that gets sorted.

Q: You are quite optimistic.

CA: Yeah. And whatever happened, I'm saying that it's the only way which it could happen. And right now, it's actually possible in a way that normally isn't because of Brexit and because of the wrecking ball that's taking to the established political order. So, you'll see over the next months, maybe few years, there will be a substantial number of Labour MPs leaving the Labour party some way because they are not happy.

If you look at the way the Labour Party has been, I think Tony Blair used the word captured by the left and that's to happen in a way it's never happened before. So, if you go back to the early 80's....

Q: Like at the time of the SDP?

CA: Even more so because in the early 80's Labour was, had a lot of left-wing intention but it was not captured permanently by the left wing in the way that it has been now.

Q: What do you mean by the left wing? The Trade Unions?

CA: No, I mean the Socialist and anti-capitalist left wing as represented by Jeremy Corbyn, *Momentum* and other left-wing far-left groups. And so, the Trade Unions are, if anything, a moderating factor in comparison to what we have. So, what you have in the Labour Party is not just the leadership and the organisation that have been captured, you have lots of individuals in the party that have been captured by the far left, and they are bringing in changing the rules to make it easier to deselect MPs who are not left far enough as they like. So whether it is MPs who are deselected or MPs who say: "Well, look I'm not a Socialist, I'm a Social-Democrat", in comparison to 20 or so Labour MPs in the early 80's who formed the SDP, you could have over 100 MPs leaving. Whether they join the Liberal

Democrats, possible but unlikely. They'll form a new party, that's certainly likely. The electoral system would mean we have to be in an electoral pact with whatever that group is.

Q: Like at the time of the Alliance?

CA: Indeed, probably a looser, a looser pact than then; we would have a group of Conservatives probably who would potentially break away and potentially be part of that; you've got some few Greens as well and maybe, maybe some others. But essentially, you would have a grouping which would have to have a minimum of two things in common: one stopping Brexit or reversing it, and two proportional representation and the proportional representation would be a matter of necessity because this would be a coalition of convenience to try and form a single-term government to sort out our relations with Europe. And you would have to change the voting system, which would allow us to then separate and form into a natural party because I don't see that broader coalition being sustainable in the very long, in the very long term. But if you say actually this is for one Parliament, we gonna change the system, so we don't have to have an electoral pact, then that works. And there'd probably be lots of other things, of sensible things we want to do at the same time, which could happen. Those would be kind of the two kinds of things. One because it is the most important thing to get sorted in current politics, and two because it alters the system, and it makes the current system with messing up with politics so it stops politics being lessso far.

Q: What about the prospects for the Liberal Democrat party?

CA: People are supporting Labour because they hate the Tories, people are supporting Tories because they hate Labour. We're not getting any publicity; therefore, people cannot realise and hang on. We don't have to do that, there's another choice. We're not getting publicity because we're not getting support, because we're not getting support because we're not getting publicity. If we win one by-election or if we have one defection that starts to change so we get the publicity.

Q: The Party needs a new Orpington.

CA: Yes, absolutely, we kind of suffered by not having the right by-election at the right time in recent years. Yes, we need something like that, but actually a defection to us would have the same effect, I think either would have the effect of pushing us up in that public perception and therefore we would get quite a support and therefore even more coverage. And that would actually encourage MPs from the Labour and Conservatives to say now we

have joined because we are looking at 18%, 28% and not 8%. And you know there is that kind of virtuous circle; at the moment we need to find a spark to start that.

Entretien avec Liz LYNNE, 17 septembre 2018, Brighton Center, Brighton.

Q: Please, could you explain what your past and present connection to the Liberal Democrat Party is.

Liz Lynne: My name is Liz Lynne. I was a Member of Parliament from 1992 to 1997 for Rochdale. In 1999 I was elected as Member of the European Parliament for the West Midlands until I stood down in 2012. I'm now on the Federal Conference Committee. Prior to that, I was an activist and generally campaigning through our different constituencies.

Q: What is the role of the FCC?

LL: We have to organize the actual conference. The members put forward policy motions and then we have meetings to discuss which policy motions are in order, which should go on the conference agenda. So we have meetings every month, roughly every month.

Q: What about the amendments to the policy motions?

LL: The amendments are submitted by the members as well, so that's the part of a democratic party. We are more democratic than any of the other parties. So, conferences actually make policy that's when in the board this morning for instance, it was set in the Policy Committee Report that frames the manifesto for the future. So the policies that are discussed and voted and passed in conferences then frame our manifesto for the next election.

Q: You were an MP when your leader Paddy Ashdown announced the end of equidistance, rather a shift from equidistance. How did you welcome the Chard Speech as a new MP and an activist?

LL: Well, I was Paddy Ashdown's speech consultant at the time running up to the time when I was elected. So up until he was elected as leader I was brought into writing his speeches. And after the election and he was elected as leader, I carried on for more working on his speeches in our small kitchen cabinet, with about 3 or 4 of us, giving our views of what's happening in the party and in the country. And so I knew what his subtext in his speeches was because I had worked on so many of them. So when I got elected I couldn't do as much on his speech consultancy with him because I was too busy. So after he'd done the Chard Speech, I read it and I went into the whip's office and I was absolutely furious because I could see what the subtext was: getting rid of equidistance and doing a deal with Labour, that's what was termed the Project. So he said: "Come up to my office", I did and we had an enormous row, I walked out slamming the door mainly because he was so angry that I thought I'd better get out of there pretty quickly. And so we

had. So from then on, I knew what his plan was and I thought he's delivering us to Tony Blair and Peter Mandelson. And I thought they were very clever in a row, wholly in it, much cleverer than him, drawing him in promises of Cabinet posts for him or somebody else. He was buying it all and he was running with the Project. I was very worried about it because I thought the Party was going to be killed off because if he got what he wanted, in other words, a deal with Labour, we would be subsumed by the Labour Party. And Peter Mandelson is a clever operator and he would make sure that we'd be killed off. And so I expressed my views whenever I could, I talked to people around the country, our councillors, our council leaders; when people talked to me about it I would say: "Write to Paddy, don't send the first paragraph you wonderful leader or everything, you can say that on different things because he was good on some things but in the first paragraph you have to say you are not happy with the direction the party is going. Use your own words, say exactly how you feel but in the first paragraph." I didn't tell anybody what to say, I just told them where to write. And so we got quite a lot of people from councils up and down the country, and council leaders. At that time I was the only voice within the Parliamentary Party putting my head above the parapet to be shot down all the time but I was determined that I wanted to save the party, I wanted to continue, to keep the Liberal Democrats as Liberal Democrats basically. Then when..., where we got to, then when the letter was released to the press that I had got people to sign saying you can't take the party any further on this and he, Paddy thought I had released it to the press he feared but I didn't. I spoke to him

Q: To your mind, who released it to the press?

LL: I think somebody in his office. And so I told Paddy: "I don't stab you in the back but in the front you know where the attack would be coming from me". I said: "I've never been behind the scenes; I've always told you exactly what I thought very...very vocally in the way that I do, direct". So he just carried on; eventually I got more people realizing where he was going and some of the other MPs started coming over. Charles Kennedy, one of them, started to realize what was happening. Malcom Bruce had already realized what was happening but a lot of the others hadn't.

Q: So you would say you were a lonely voice within the Parliamentary Party at the beginning of "the Project".

LL: Yes, it was pretty difficult to do it. Then we had a conference, they were trying to make sure the membership vote in a particular way, and Tony Greaves, who's now Lord Greaves was on my side of the argument, but then he reneged on the commitment to the

side of the argument and he rejected the deal and so we lost the vote, which was pretty goring. Err I just sort of carried on from there, we carried on raising issues all the time, me and the Parliamentary Party and other people until we came around to realizing this wasn't just about getting rid of equidistance. This is where the Project was, where the Project had always been.

Q: When did you really hear of the Project?

LL: It was only after the Chard Speech that I realized that something was happening so I started realizing this was what he wanted to do. He wanted to have an alliance with the Labour Party and back it to get it in permanent. I think he's admitting it in his biography or autobiography.

Q: You are right, up to a point he is admitting it in his diaries.

LL: But it was very difficult and Paddy doesn't like to be crossed particularly by anybody; he makes it difficult for people once you have crossed him. But I am such a determined person nothing was going to stop me. And he's carried on ever since and we get this suggestion¹¹⁰¹.

Q: When you were an MP, were you expected to respect a strong whip discipline?

LL: We had a party whip; we've always had a party whip, the Liberal Democrat Party whip so we voted the way the party whip suggested and for some of the votes if I felt that I had told the constituents when I got elected what my views on something were, then I would stick to those views. I remember on one of the votes I said I would go to draw upon the newspaper to find out what people still believed in and that way forward. So I didn't do a lot of what the whip would have said, I didn't follow the party whip all the time, I didn't in the European Parliament either. If I felt something was too important that my conscience or my constituents' conscience or my constituents' thoughts wanted I vote another way then I would have no hesitation of following that. But the majority of the time I voted the party whip.

Q: Academics and reporters often describe your parliamentary colleagues as Labour in disguise at the time of the Blair government. You were not an MP anymore, do you subscribe to their view? Are they too harsh on them?

¹¹⁰¹ Cet entretien a eu lieu après la réunion en marge du congrès (*a fringe meeting*) pour discuter de l'avenir du parti et de son renouveau en accueillant des sympathisants. Les échanges entre Vince Cable et l'assemblée portèrent sur la place et les droits dont ils bénéficieraient, la création ou non d'une structure au sein du parti pour encadrer ces nouvelles recrues. À la toute fin de la réunion, Paddy Ashdown est intervenu pour évoquer un possible réalignement à gauche ; Liz Lynne et Lord Rennard ont alors eu le sentiment qu'il souhaitait réactiver le « Projet », comme ils me l'ont confié en aparté.

LL: Oh no, definitely not, we were Liberal Democrats, definitely we were not Labour in disguise, it was only Paddy's project, the others weren't in the Project. I think one might've been but no definitely we were true Liberal Democrats, not Labour in disguise at all.

Q: What about the triple lock passed in March 1998 during the spring conference?

LL: What is it? The triple lock was in pensions?

Q: No, I was thinking of that resolution specifying the steps any leader wanting to enter a coalition would have to comply with. This procedure was implemented in 2010.

LL: Yes, I have forgotten that. Thank you for reminding me. Honestly, I can't remember.

Q: Let's come back to the relationship with Blair's New Labour. At that time, there were some converging points and views making New Labour a suitable natural ally to make a pre-electoral pact or a coalition. You do not seem to be subscribing to this view, can you elaborate on this point?

LL: I was totally opposed to us doing deals with Labour. I was in favour of some of the more radical Labour people but my view of Labour was very covered by the Labour people in Rochdale my constituency, who were bully boys and thugs. They had no ideology, they were no left no right to our natural policies, we would get our own way and if small organisations, I want to say people's organisations, I think, minority organisations, if they don't agree with us we will take their founding way. So they were so authoritarian that there's no way I would actually submit up to agreeing to be part of a Labour-Liberal Democrat coalition. And a lot of people in North Westwood¹¹⁰² felt the same as I did. I think that it was very different when people worked with Labour in their constituencies in some areas in the South of England and the Conservatives were in power in their constituencies and then a natural alliance was with Labour. But the difficulty is that the party is across the country and is facing different change and so they saw the different faces of Labour: they saw the thuggish face, then they saw the reasonable, the moderate face. But I've never been a supporter of somebody like Tony Blair either. So I couldn't cope with the Labour folks.

Q: What do you mean when you say you've never been a supporter of Tony Blair, Tony Blair the leader or the man behind New Labour?

LL: New Labour and this synthetic part of New Labour.

Q: What was wrong with New Labour?

¹¹⁰² North Westwood est une zone urbaine située dans le *Greater Manchester*.

LL: New Labour, not all principles, I mean one of them, I didn't feel that ideology was driving it. I thought that it was power which was driving it. It was all about how they would get elected and get people vote for them. Err, I felt that Peter Mandelson was pulling the strings of Tony Blair, I think Peter Mandelson is an extremely clever guy. Hum, I prefer Gordon Brown to Tony Blair because I could see Gordon Brown, he was an idealist at least whereas Tony Blair is no idealist at all, and the thing is I joined the Liberal Party because of my ideals: equality, making sure that nobody's left behind, justice and everything. I couldn't see that in Tony Blair and New Labour. I could see it in Gordon Brown's New Labour I could see it in him to a certain extent but I couldn't see it in the majority of New Labour.

Q: If you could see in Gordon Brown's New Labour, do you think that the 2010 Coalition should have been with the Labour and not the Conservatives.

LL: Well, no, I mean.

Q: But you supported the Coalition with the Conservatives and not the Labour.

LL: Yes, I wasn't particularly in favour of it but when you looked at the financial situation the country was in, the economic crisis we were in, the numbers were right with Labour. Labour refused to negotiate and the only deal available was with the Conservatives and they made the decision to go into a coalition for the right reasons, and the party made the decision for the right reasons. I personally knew, as a lot of people did, that we could be killed off in the process or very badly damaged. If you look at the SDP in Germany, the small party always gets crushed in the process.

Q: So the risk had to be run whatever the price to pay.

LL: Yes, and I think it was a principled position to take to go into coalition even though I don't like, I didn't like the idea. I just thought it was the only way forward at that time for the country.

Q: In 2014, you stood to be the president of the party¹¹⁰³. To your mind, what reforms does the party need?

LL: I didn't think that it needed that much reform. No, I thought that what we had to do was to start from where we stood on to make sure that we had our message delivered, we had the message, we had the principles, we had the ideals, we had everything, and it was up to us to go out and sell it again. That's what I was standing on: to be very a very vocal, visible president, going around, making sure that all the parties knew that they had the

¹¹⁰³ Le président du parti était alors Tim Farron qui deviendra le leader du parti en 2015 jusqu'en 2017.

support and getting press and publicity as much as possible. And that for me was the role of the President. Sally's definitely sought to change the internal structures in the party¹¹⁰⁴. And she's done very well, from her point of view, what she wanted to achieve. But from my point of view I would have got out and I would have been a campaigning president.

Q: You mean being more on the ground.

LL: Yes, being on the ground, being out there, challenging them all the time, just promoting ourselves to the local press, local television, all that sort of things which I think we missed having but Tim Farron was very good at doing that.

Hum, it was... I just think now we have the principles, we have the policies, we have the ideals, we just have to go out and work them again. We just get to make sure that we get rid of that label that we have, that we are not trustworthy because we voted for tuition fees and all the other things we voted for. We made a big mistake although I was in favour of coalition at the time because I thought, this is what I said, it was the way to get out of the economic mess. We made, all the party made a big mistake, the Parliamentary Party made a big mistake under Nick. And I think Nick is a very intelligent guy but he is not necessarily particularly fond of principles. And I think the difficulty was that eer... that he was too accommodating. Yes, we got lots of things through, we got the pupil premium through, people's tax cuts through. Norman Baker did an absolute, fantastic job. And Nick made a good deal of work on a load of many things as well. But the mistake was that we appeared too close to the Conservatives. What the party should have done is take advice from the Scottish Party who'd been in coalition with Labour, taking advice from the people on councils who'd been in coalition, and realize it: you don't have to go for something the other party puts forward you can abstain, you could still get your policy through. I won't vote against so you can still get it through but on a matter of principle we have to abstain on this. That is principled abstention but people whipped to vote for tuition fees, whipped on every sort of things, then we had a difficult saying "yes pupil premium was ours, yes taking people out of taxes was ours" because we could not convince people and we all got the sack for the bad policies the Conservatives wanted they got all the praise for all the policies that we got through, equal marriage was one of them.

Q: So what you are trying to tell me is that the leadership didn't learn the lessons from the base, from its Parliamentary Party, that the leadership was disconnected from the base.

¹¹⁰⁴ Sal Brinton fut élue présidente du parti avec près de 47% des suffrages face à Daisy Cooper et Liz Lynne qui récoltèrent chacune un peu plus de 26% des suffrages en 2014. Depuis 2015 elle a été réélue sans opposition, son mandat ne pourra pas se prolonger après 2019.

LL: I don't think there were enough actually people taking advice from people being in the party for years and who worked in coalitions in councils, in the Scottish Parliament. There was, there is real expertise there and I think that what happened was there were a lot of young people surrounding Nick who joined the Party because they knew he was a young leader who was very good at promoting himself.

Q: Are you thinking of the Cleggmania?

LL: Yes, and he was excellent on the media doing this, doing that, so we had got a lot of young men in particular joining the party, and they seemed to be the ones advising.

Q: You mean that they had no party experience, no local experience?

LL: The only person that he had with government experience was Paddy, and Paddy has always had his own agenda in terms of wanting to have a realignment to do that. When you don't have experienced people around you, saying this is how we work the coalition here, this is how it worked there, maybe he did a bit of that but he didn't show, he didn't show what the outcomes were on some of the votes.

Q: But as there had been rumours of a hung parliament, Nick Clegg and his team could have tried to get that expertise before the official talks.

LL: But I mean there were so many people there within the party that could have talked him to withhold, they were there but they went hoarse.

Q: Do you ascribe the post-coalition difficulties to that lack of expertise?

LL: Yes, I think the main failure was we didn't differentiate ourselves from the Conservatives enough. We didn't say we're doing this for the sake of the country but on a lot of issues of course we do not agree with the Conservatives because we're not Conservatives we're Liberal Democrat and so we have very different views on... on... not necessarily on the economy but more on social issues, we have very, very different views from the Conservatives. And we so distanced ourselves in ways we could and not be seen to be the worse guardian. It was the biggest mistake to start with: two leaders coming out exactly from the same model, both public school, and somebody should've realized that the perception Nick and Dave were very different but the perception to the public was having somebody there to realize this wasn't a good image. It should've started off being polite but not too friendly but a polite working relationship but it got into appearing to the public as too friendly. I used to go on the doorsteps up and down in the country when I campaigned in by-elections and council elections, they rejected us a lot. Up and down the country people seemed to think we were indistinguishable from the Conservatives and that was one of the biggest mistakes.

Q: The publication of *The Orange Book* and *Reclaiming Liberalism* are said to have signaled up to a point the beginning of some factions like in the two mainstream parties. What is your opinion?

LL: Orange Bookers were of a particular way of thinking within the party and that was perfectly valid for them to think that way and that's perfectly valid for other people to have a different point of view. I mean the Liberal Democrats and the Liberals before, we have always been a broad church, we embrace all the spectrums. The Orange people were winning out in terms of the direction of the party, yes.

Q: Was it a divisive trend for the party or just a direction?

LL: I think it was a direction they wanted to take. I would not say particularly that they set out to be divisive. I don't think they did set out to be divisive, they set out to get their views across and this is what politics is about whereas I would set out my views to get my views across. So I can't criticize anybody if they genuinely believe something to argue that belief, that's why I was opposed to New Labour because I didn't think they were genuine, Tony Blair in particular who was not genuine in anything that he did. I could cope with any idealist, it's normal to disagree with them as long as it is coming from the fact that they want to change the world for the better, then I can accept that they have the right to say something but it's the people around them who don't stick to their ideals that I have, I have difficulty with.

Q: The current leader Vince Cable is considering opening up the party to supporters so as to revive the party or to create a broader movement. What do you think of that move? Might it be promising for the party's electoral fortunes?

LL: I think that my personal view of it is that it is not just Vince who's behind this, I think Paddy Ashdown is behind this as well.

Q: Is it a new attempt at the realignment of the left?

LL: A new realignment of the left?

Q : The realignment of the left was a move supported by Jo Grimond so as to replace the Labour party in the long term.

LL: Yes, but when they talked about a movement, a sort of political party, I mean I've been a member of the Liberals, I went to my first Liberal meeting when I was eleven years old. And then I became a Liberal Democrat and I was in the formation party. I've been an activist, a campaigner and I got elected. When I read this proposal and I thought: yes we've always had supporters in constituencies I know, we have a list of supporters, people who would deliver leaflets but who would not join the party. Then I thought: oh hang, it is not

just about supporters, look underneath it, look at the subtext again and the subtext to me and my alarm started ringing. And I thought here we go again, we're back to the early 90's and it's racing towards the realignment of the left, wanting to get into these so-called moderate Labour MPs like Jo Grimond and there are some people.

Q: When you say moderate, do you mean progressive?

LL: No, I won't say progressive but moderate.

Q: What distinction do you draw between moderate and progressive?

LL: For me, progressive people are probably more radical while moderate people are nothing. When it came up again, I said not again, who's behind this?

Q: You don't believe in the idea of "healing the schism of the left", which Tony Blair dreamt of doing, that is reuniting the Liberal Democrat Party and the Labour Party?

LL: Reuniting them? We've been a Liberal party far longer than the Labour Party's existed.

Q: Is it an impossible quest for reuniting and aggregating the centre-left?

LL: Reunite when we have nothing that unites... To my mind it is ludicrous...

Q: But this is precisely what Paddy Ashdown kept repeating to justify the Project.

LL: I know. Yes, the Labour Party did not exist before the Liberal Democrats, the Liberal Democrats we have been there well a long time before the Labour Party. I can understand because it sounds good. It's my problem: it sounds good but what does it mean? Reuniting the left, we were never together and they're not on the left. Tony Blair was not on the left, he was a centrist. I was born left of Tony Blair and people used to think that I was on the right of the party because I was opposing deals with Labour whereas I was on the left of the party because I was opposing deals with Labour because they were radicals and they were not idealists, and they weren't really basically wanting to stand up for the oppressed. I used to chair frontbench with Jeremy Corbyn a lot, he was a lot on all the social security issues. Jeremy and I were on the same side in the Parliament and on all the tax fair issues we were on the same side. And from that point of view I would work with like-minded people in Labour.

Q: You mean working with Labour people, cooperating with them on some issues.

LL: Yeah, cooperate with them. So I would work with Jeremy Corbyn and other Labour people to try and get things through in committees in particular because I was on the Social Security Select Committee and also on the Social Society Public Bill Committee. I worked with a lot of Labour people I had great respect for as individuals but they tended to be the ones not falling on New Labour bandwagon.

Q: What about working with the Conservatives?

LL: I worked with the Conservatives in the House of Commons a lot of the time.

Q: So cooperation is possible but on some issues.

LL: I, I have no problem with competence supplies for instance. Jo Grimond would have agreed on that. Cooperation, I think, is absolutely brilliant and necessary to get things through for the good of everybody but these forced pacts and deals that are set up for egos and power without knowing why you want that power to do what. I can have power so that I can change things for the people at the bottom of the heap, those people who haven't got a voice. What I saw in New Labour, what I saw with what Paddy wanted to do with that party was taking to direction for power. And I wanted to know: "Why do you want that power, what is that power going to achieve?" In the coalition, we did achieve things, we did achieve things. So we did achieve a great deal of that, so I could look back at it, yes we did achieve a lot of things .

Q: But that wasn't much publicized, was it?

LL: Well, it was not publicized well: we seemed to be too close to the Conservatives, they played better than we did in terms of selling it. I believe you can have power and not go down that road, you can keep your idealism. Because it was coalition, we didn't have the power. We had the power to change certain things but we swallowed a lot of things that the membership didn't like and I certainly didn't like. But we did it, in my view in the wrong way. This is a lesson our party should learn.

Entretien avec Michael Meadowcroft, The National Liberal Club, 18 janvier 2019.

Q: Can you tell me how and when your involvement with the Liberal Party began?

MM: Sixty years, sixty years ago, 1958, curiously through anti-Semitism where I was living in the North at the time then I was only sixteen and I had a jazz band then and the drum, jumbo player was Jewish. We were looking for places in Southport where I was, we might play and he said to me: “No, we can’t go there or there”, “And so why not?” “This is because they don’t admit Jews.” And I was horrified, horrified by this, so when I went home I said to my mother this is a situation and she, typically my very political mother, said : “What are you gonna do about it?” and so I said: “I wanna fight it” and I went and joined the Liberals to fight it and still fighting it now. So that’s how I started in 1958. I began then their jury for election because I was too young to be a candidate and I was a bank archivist in those days, I had no education because of a poor family so I couldn’t carry on after sixteen. [...]. So, there was a job, a job came up as an internship at the Liberal headquarters in London, and I applied for this job and got it. So, at the age of 19 I came to the Liberal headquarters, so that was the only way I could stay in politics, doing it for a living.

Q: So, you did it for a living.

MM: Yes, that’s all I could. Yes, so as, in a sense, as a backroom boy, not frontline you see. Yes, I did that. And I ran the local government department, in other words looking after all the candidates elected, *les élus*, for all the *communes* around Britain, traveling to help them and so on, which is a bit ridiculous at the age of nineteen to be telling these aged-old councillors to do this, but they took it very well so I did all that. At the time, when you are young, you just do it, you don’t think about whether it works. But I mean it was received very well, also no-one had been to see them before from London, from the headquarters, so they were happy to see me. Also, we were very efficient at London with communicating, we did a trick on election day: we had a massive pile of envelopes addressed to the new councillors in waiting, and as a result when the results came, we had a system when they telephoned at night, and they told us fought, gained, lost and held and the names of winning councillors, you see. So, we had the addresses already and we filled in them on these envelopes and put them in the all-night post office. So, the next morning they got this big envelope from the headquarters, saying this is how we can help you, and they were very impressed. We did all that, and I did, it is very funny all that, I first went to be the assistant of the election officer and we had the Orpington by-election in 1962. And

my boss had already been appointed as the agent for Orpington, so he took me to six meetings around London, which he said: "I want you to come with me, to show you what we do". At the end of the sixth, he gave me his diary and he said: "This is the diary of the meetings and goodbye I am off to Orpington", that was it I was left with it. And then after five years doing that, the party said: "We want you to go up North back to your native Yorkshire to take over the regional party there", and so I did that, I went up to Leeds and never left. The thing was this when I changed from being background boy to frontline in a way. When I got there, the party was very active in every part of the region except the main city of Leeds, and there was nothing happening in Leeds, it was really pessimistic. It was a Labour stronghold, and they would say you can put a donkey with a red ribbon and it will always win. That's what they used to say. [...] That's what they said and I was furious at it, it was ridiculous. And I persuaded the leader in Leeds to resign, I replaced him. And I realised the only way was to do was to stand as a candidate. We hadn't won anything in Leeds for thirty years, nothing at all.

Q: When did you first stand as a candidate?

MM: 1968. I'm a *soixante-huitard*, I was elected in May 1968.

Q: How many times were you elected?

MM: Then, until I was elected to Parliament and then I retired from the City Council in 83, so I did all that. And I was also a Member of the Regional Council, what you would call *le département*. When that came, I was a Member of that for some years and I was deliberately done to win the parliamentary seat, there were four *circonscriptions* in the parliamentary seat and I represented one in the City Council. Then when the County Council came in the northern region, I then fought a different one and I already represented half. And to get my name known, my mother, bless her, fought a third one of the *circonscriptions*. There were three of the seats, they already knew the name, so it was all very sinister really! We did that. And so, then as I said, they thought it was not possible to win the seat, and we won the *circonscription* for the city for the first time out. [...] Once having won, you've made the breakthrough, you can only win after that because you've broken this view that you could never win. In the General Election, I fought twice and did well but not well enough. Then in 1983 we won and it was the first Liberal gain from Labour anywhere in the country in the General Election; it hadn't been done for fifty years.

Q: That was before the Alliance.

MM: Oh yes. It was when they were trying to get people to be Alliance candidates, now I refused, I should be a Liberal candidate. I went as far as saying Liberal I'd be, but I would

not put on SDP or just be Alliance at all because I'm not. I wrote a booklet at the time on Social Democracy, explaining why the philosophy was different. The ideology of Social Democracy is part of the Socialist family whereas the ideology of the Liberalism is part of the Anarchist family. This is a different thing altogether. And here, we suffer from you. This left right comes from the French Revolution and the *Montagnards* and so on, right? We are lumbered with it because it has to fit into left and right but you see, Liberalism doesn't fit into that spectrum.

Q: What about a centre ground?

MM: No, no, there is no such thing as a political middle.

Q: The centre does not exist?

MM: No, because that is determined by the other parties. The centre moves, depending on them. If you have Melenchon, for instance, as a Socialist then he would move to the left, right? And if you have Le Pen, he would move to the right. You can't determine what you are on the basis of what the others are.

Q: But electors would associate the Liberal/Liberal Democrat Parties with the centre-left.

MM: But it's false. And I've fought all my years against it.

Q: But up to a point, that's the way the successive leaders have sold it to the electorate.

MM: Yes, I know. But we have suffered from bad leaders. You see you have leaders who have not been involved with the party. I mean David Steel became a Member of Parliament at the age of 25, he had never been involved in the party. Paddy Ashdown, who was of course a marvellous friend all this time with Paddy, all he had been involved was Yeovil his constituency and he had never been on the party nationally. So, the problem always was we had people as leaders who did not understand how the party functions and some of them despised the party you know, they did.

Q: Who for instance?

MM: First, Steel. He talked about the Quarterloo meeting of the Party, at a meeting of failed candidates and he never bothered to go he says in his own book. That's his view, you see. There are thousands of workers you know who sacrifice and don't get paid. So, despising them like that was bad. But the one who understood of course, was the one who was the last leader Alan Beith. You know he was deputy leader and he stood against Paddy Ashdown. Alan understood the ideology, he understood the party.

Q: Why was he not elected when he stood against Paddy Ashdown?

MM: Because he was not thought to be charismatic, the thing you see about Paddy Ashdown all in all he was a leader, he was charismatic, strong in charisma you know, not

authoritarian. I mean you'd all go over the parapet with him and out of the trenches you see because that was him. But there was no ideological depth.

Q: In his diaries, he does insist on the fact that unlike David Steel, he was interested in ideology. And under his leadership, there was a shift to the right, a shift to economic Liberalism.

MM: He was interested in ideas as opposed to ideology and that was the difference. And also, because I mean, I'm saying this and he was a great friend, one of the great things about him he never harboured any grudges, he liked people disagreeing but that was very good and I stayed a friend right on the end. David Owen said once that Paddy is used to depending on whom speaks to him last. And that was largely true. He opposed Cruise missiles in Defence one year and the next year he is going on with it. You didn't know where you were.

Q: You would say that he was not consistent in this field?

MM: No, no, that's because he didn't have the ideological backbone. What he called the Project with Tony Blair, he did not understand that you had to carry the party; the party was never told about this at all. He thought he could just carry by charisma. You can't. We might come to David Steel because it's a crucial thing.

Anyway, just saying about the left/right because it's absolutely fundamental to it: the two extremes join and they come round to join because a state monopoly and a private monopoly are very similar, their effect on people is the same; they're both illiberal in a sense. So, the two ends come to meet and the real for Liberals, the real line is North, South, not East, West. North is concentration of power and South is the diffusion of power, right? And that's the real line and the gap in British politics today is on that line and not on left and right you know, what people want in this carrier is an anti-Conservative Party, they hate the Tories really. But they want a party that is not hegemonic, I'm using short end you know, it's not authoritarian and that's what people want. That's what the Liberals have. But because we don't assert this, we don't get the benefit of that where it lies. I'm opposed to Socialism on its ideological grounds, not because I'm you know I'm, I'm sympathetic to authoritarians at all, and I want to get rid of poverty. But I don't want to have it where it's controlled by the state and the Party as well. You know the Party wants to control everything.

Q: What about the professionalisation of the Party? Is a more top-down approach compatible with the practice of community politics?

MM: Well, it's part and parcel of what the SDP was. It was part and parcel of Social Democracy. As I tried to explain, Social Democracy is part of that Socialist family, and it sees the way of dealing with things by top down, while we've always worked in cooperatives, we've always worked for trying to have more authority to local communities and so on. And you have to have diversity. [...] This attempt to control all the time is actually, actually bad, you don't involve people in what you're doing. I mean there's been some attempt in France to have devolution, you know it was great. But that's been my opposition. So, I fought against Labour to win not because I was on the right far from it but I was more left than they were in a sense, but it was the Libertarian Left that I was in [...]. You can't have Social Democrats and Liberals together, it is not the same thing, we suffer from it today and Steel gave away half of the parliamentary seats to the SDP and we still suffer from that.

Q: Really? Even today?

MM: I could show you constituencies where we would have won earlier but for that. A crucial distinction where we place ourselves, it is the anti-authoritarian, the anti-hegemonic where we differ, it's fundamental to it. I've never succeeded in planting that on a wild basis, there are a lot of people in the party who are as same as me, lots of people but the general drift of the party is what I call the silver bullet theory of politics. They always find something, let's have this Alliance, let's have this slogan. There's no silver bullet at all, it does not exist. Here we are now in the present-day politics where there is no political party that actually has any kind of basis now. The Labour and the Tories are both split asunder by Brexit and so on. Here we are with this great philosophy, which is the most acceptable, and we are not there on the scene, we don't exist.

Q: Do you not think that there is actually a gap between tenets, principles, ideas and the way they are implemented when gaining power? The Party is a party of ideas and it has been trying to become a government party, which entails losing its purity and making compromises?

MM: Oh gosh, I don't mind that at all. Look I've been a party elected long enough to know that you compromise. I have never fought embittered by being a Liberal, I've done deals, I've traded off things and so on all over, and I will continue. That's what you do, but that is after you're elected and not before. You see, my point is: look now you're saying to me you can't form a government by winning. When I won and I've told you I was told I couldn't do it and I did it. If I can do it, I'm not special.

Q: Honestly, do you really think that the Lib Dems will form a government on their own?

MM: I don't say Lib Dems, I say Liberals, Liberalism, I mean Lib Dems I hate the name.

Q: Are you still hating it?

MM: Oh, gosh, I never use it. There are so many of my colleagues that won't use it. The Liberal Democrat Peer Dick Newby, he is a Social Democrat, he was the General Secretary of the SDP. Now, he is the most fundamental Liberal. He's changed totally from being a Social Democrat to being a Liberal. And unless he has to do, there is a nomenclature, he won't say himself Liberal Democrat, he only says Liberal and he talks about Liberalism now. Once he saw it, that was it. [...] Liberalism is intrinsically the most attractive of the philosophies, right? Not least because it really understands human nature. Essentially, simplifying it, to be a Socialist you have to be very altruistic. To be a Conservative, you have to be selfish. That's to simplify alright? But neither are true. The human being is both, both altruistic and selfish; only Liberalism understands that. [...] The other, the other gimmicky phrase I refuse: you can't baptise people the hose pipes. All you need to do in every constituency is to win a small group and get them to understand this, what I am saying, and then they'd go and get people. You can't have a leaflet which goes to everybody and expect this to happen, you've got the group which goes around and evangelises them, spreading the faith [...]. Again, it is biblical, you have to build it on the rock and not on the sand, and then you can do something. Too much of our Liberal party has been based on totally ephemeral things. Have you heard of the *Focus* leaflet? Oh, it drives me mad, you know you cannot build a party on breaking broken pavements, stopping post offices close. Any party could do, the *Front National* can do that. What is different you see, and you have to have some answers: we *do* this because, we *do* this because, it's the only way.

Q: I have attended three conferences and followed some workshops: the *Focus* leaflets are still the solution to convince electors.

MM: But you see, it is ephemeral and it's also not regular, it's built on sand because it doesn't build you upon and all my long years of campaigning with *Focus* and so on, I've only ever found one person who was attracted to the party from a *Focus* leaflet. They will come to you while the campaign they're interested in, carries on. As soon as it's finished, success or failure, they go because they haven't been imbued with why. The funny thing is that I have always been spoken of as the advocate of community politics, it's nonsense. I have criticised it.

Q: Tony Greaves, Gordon Lishman and you are said to be the people behind the "community politics" theory.

MM: It is curious because I have always criticised it. It started off in 1976 fairly healthy. It was fine but it soon descends into what a Labour opponent once called mindless activism. He also called it instant compassion, which I thought was a wonderful phrase.

Q: Historians like Chris Cook or David Dutton insist on the fact that both the practice of community politics and the *Focus* leaflets almost saved the party from near extinction.

MM: You see, it never transferred that into allegiance.

Q: What has been missing to transfer it into allegiance?

MM: You have to have the link between philosophy and policy, that's it. You see, France, where France differs, the French are not desperately interested in detailed policy but they love going on forever about the grand idea. You know you have the long, late debates. Well, here, it's the opposite. You won't get that kind of discussion of philosophy and values here. What are we going to do? It's pointless if it does not fit into some framework. [...] The *Focus* leaflet has been a disaster in the longer run, it starts off good but then it becomes a technique and not more. If you can deliver a million more *Focus* leaflets you will, but you won't because the other parties now have copied it to some extent. You'll have to do ever more but it doesn't work now. That's the problem which I am trying to address, and I have tried it for a long time, this lack of intellectual rigour for the party in the short term. But as I say France is better partly because of the elites of the political class, the problem in France is *les Énarques*, isn't it?

Q: You strongly opposed the merger in 1988; on what grounds did you oppose it? And why did you join the breakaway Liberal Party?

MM: It's interesting. First of all, I opposed it because on philosophical grounds it was two separate political families trying to be one. It was bad enough when we were two separate parties but actually just about that bad because we could have our own drive for policy or whatever. But when you try to merge them, I think it was a fraud intellectually. [...] The Alliance was bad enough and I fought against Steel trying to hijack the party. But when he came to the merger, I couldn't face that at all, not only because I thought it was intellectually a fraud, but also because frankly I spent all these years trying to save the party from Steel and I didn't understand all he wanted to do was a merger, you know and all that. And I fought that and I lost. Then was I could start again. It's the silver bullet ever again: let's do this merger and we'll win. But you don't, you don't. Liberal history is that, you know. All our history has been disastrous in terms of mergers. It starts with the Liberal Unionists in 1886 over Home Rule for Northern Ireland, disastrous with the Liberal Unionists. Then you go onto the MacDonald-Gladstone Pact of 1903, which naively gave

the Labour 36 their first basis, it's mad. And then you go on to Lloyd George and the split in 1918 as the coalition of an incumbent, it was crazy, it destroyed us then. You went from being in government at the beginning of the First World War to having 40 MPs and so on. You've got right the way through, then you have the Liberal Nationals in the 1930s, break off. We don't learn from history, you cannot, there isn't a silver bullet to win. But you can win, I said I proved in Leeds. [...] There is no trick, you've got no simple formula to win.

Q: What about Chris Rennard who was in charge of the election strategy?

MM: Oh no, no. Come on, the strategy of targeting is a disaster; it's another thing which's destroyed the party completely.

Q: But by resorting targeting, many more MPs were elected.

MM: I can see that it was a worthwhile once in 1997, once, but if you do it twice, then you kill the party because if you say to all the constituencies don't fight where you are going to get help in the target seats, it might work once but twice the party doesn't exist anymore.

Q: So, you tend to think targeting was a mistake.

MM: Yes, a gross mistake. It's why we are not on the scene now. Nobody discusses us now, we've gone.

Q: But the party resources were scarce, targeting seemed to be the most sensible strategy.

MM: But do you think resources were plentiful in Leeds? It's a very poor area but it took sacrificial spending by a few people to do. But you don't need that massive of amount of money. This is a game of fallacy: spend money and you win. It is not how to win some minds, and it is not done again by baptising the hose pipes. I'd lost out and Steel had won if you like.

Q: The essay you wrote at that time is entitled "Merger or Renewal": how could the Liberal Party be renewed both from an organisational and philosophical point of view?

MM: Its philosophy basis could be renewed with re-emphasis. We produced a new booklet every 20 years or so.

Q: A new booklet alright. But when it comes to the party as an organisation, what could have been improved?

MM: The organisation, if we set our minds to it, could have done what we did in 1977-1979 where we set our minds to go around the country constituency by constituency. 1979 was the best example because I was in charge of the party conference at that time.

Q: After the Lib-Lab Pact?

MM: Which I didn't mind, I thought that there was an argument for a Lib-Lab Pact frankly. I didn't have my telephone ringing all the time about people opposing it, one phone call from my colleague opposing it at the time.

Q: Did you support it precisely because it was not a pre-electoral pact?

MM: No, it wasn't a pre-electoral pact. It was never set out to be. It was a way of trying to achieve. You see, Steel never got the best deal ever out of things. He didn't really do it. He could have done far better with that. David Owen used to tell me that had he insisted for the reform and he would have got it so on.

Q: Actually, this is a view shared by Jo Grimond. To your mind, why did he fail?

MM: He was never a good negotiator, and the final meeting he went to see Callaghan, we were waiting in the whip's office and he came back. "Did you put it?", "Yes, I did". "And what has he said?", "He could not deliver it". "So, what happened then?", "We went on to other subjects". Callaghan was so desperate to stay in power that he would have accepted that, but he did not. But that was a shame. I said I supported because it was far from average on that too.

Q: After the merger, you backed the breakaway party.

MM: Yes. To come back to the renewal question, we didn't finish. The 1979 election was bad and the SDP party comes after that, I persuaded them to have a whole half-debate on philosophy without a subject, without a text. It was a terrific debate so much that Alan Walker, doing the commentator, he said to me: "Michael, I thought that it would be disastrous. It's the best afternoon I've spent at a party conference, it was great." So, we did that, established that. Then, I was after writing this booklet "Liberal values for the new decade 1989", that was round 2. The third was a document called "Principles of Power", which I translated into themes for policy. And we were then moving on to delivering that literary constituency by constituency, then along comes the SDP. And end of process. But you have to go constituency by constituency as we do now, but I'm too old to do it the same way now. That's how we did our renewal, that process of taking it around. The one I have done now, Cambridge is a good example of what I've done, we have two marvellous Party Chairmen Spencer Edgar and two terrific MPs in David Howarth and Julian Huppert, really good intellectual Liberals. Every leaflet, every *Focus* leaflet has a section of philosophy, everyone of their leaflet does, why we do it, why.

So, then coming on to the merger, I said having lost, having given away too much. We could, I said, have done the negotiating committee with the view of getting a settlement,

which could be sold to all Liberals, a compromise could be. But they gave away too much, they gave away the name, it was the key thing to me, issues like NATO.

Q: Paddy Ashdown admitted that he made a mistake, probably his biggest mistake when he did not keep Liberal for the name of the new party.

MM: Yes, I mean, how could you not have a name which put Liberals first, you see? No history. That was too shameful, so I abandoned at that point. As I said, I wanted to have an agreement which counted me in like the rest. So then, you see I was outside then. There was a transitional period while I tried to campaign from bits and then that was ended. Then, what happened was that the Constitution, the basis of the party, was ineffective like a federal party, and all the individual constituency parties were independent in that sense, they were only affiliated you see and some day we discovered that there were quite a number of constituency parties that didn't go in, they stayed out. And I was asked then: "could we not meet and do something?" So, we met, first it was in Bristol with people from these different constituencies, but just they would not join, and said "we are all to continue the Liberal Party". And you know you have to be faring because you are no parliamentarian you see, and out of kind of emotional attachment I did it. But the thing was, where it really cost some difficulties in a way. I was unemployed. And the only work I could get after, I did two years of journalism, then all the post-Gorbachev new democracies started and now I was going to do that. For the course of the next twenty years, I did thirty-five different countries. So now, I wasn't around. So, it was a bit difficult to do that. So that's what happened. It was this group of people from different parts of the country, who wanted to continue, and so we had this continued Liberal Party, you see. But you see your problem with that, it is a problem in France too with splinter parties and so on: you retract all the odd boys, all bizarre people who have been thrown out of another party, so they see you and join. And there were some very, very odd people involved, even the ones who could still win seats locally, there were some very strange people. In the end, it took certain trends. Once I essentially retired not doing the overseas work anymore, I was going to do more in British politics. The Liberal Democrats had three particular policies which we needed at the time: one was Europe obviously, one was civil liberties and identity cards at the time, which the Liberals have always opposed massively, and then the third one was Iraq you see where the Liberals were the only party which were present 100%, and a 100% opposed, and not because of weapons of mass destruction. They opposed it because it was counterfeiting international laws. Then, you had the Liberals, never mind anything else, they were the three issues of the day, and so then I joined.

Q: I read you joined in 2007. Was the presence of Nick Clegg an asset?

MM: I'm not that interested in leaders but it's the values really. Leaders are....

Q: How do you see leaders?

MM: I'll tell. In terms of all international stuff, I tried to get the E.U. and the U.N. into perceive that elections are just part of your time, they don't produce democracy. Elections are the result of it and not the cause of it. Unless you have political parties based on some sort of philosophy, very ephemeral if you have political parties based on tribes, on religions, on no religions or charismatic leaders.

Q: The word "tribes" is preferred to factions to describe the intraparty working.

MM: In new democracies, if political parties are based on tribes or religion, it will fail. They do fail. This is in Northern Ireland, they failed for the same reason. And so, leaders are not that important people, they are dangerous anyway.

Q: That's quite a radical vision.

MM: Gladstone was so dangerous. I like Nick, I mean he's a genuine distinctive Liberal [...].

Q: What about a possible split and distinction between the Orange Bookers and a more radical, left-leaning wing?

MM: There was no distinction either. The people who wrote chapters in the *Orange Book* also wrote chapters *Reclaiming the State*. I mean this is a great myth. I mean, *The Orange Book*, being economic liberalism, was invented by the two editors basically, the guys who financed it and left the party. They claimed it was going to be a great document promoting economic liberalism, but it doesn't do that when you look at it in reality. I mean some of the chapters are far from that. And you see in all my time in the party, the party has always had economic liberalism in it, always had. I mean the Institute of Economic Affairs, that was started by Liberals, people like Alexander and Brittan, and Arthur Seldon, I think he stayed a member of the party all his life actually. But they have always been in a minority: you know, they would come to the party conference, make their case and lose. None was worried about it. Just the way you had Atlanticists in the party but the party was passionately European. I mean European unity has been official in the party since 1955. We had the Atlanticists but they were in minority, so why worry you know? And the Orange Book people, nobody, I didn't worry about it. It's become a myth, and *Reinventing the State* is a very rigorous thing. David Howarth's first chapter is really good so that was good. I'm in favour of more being more and more published. [...] In my early days, there was lot of material published; there's now so little published.

Q: Jo Grimond articulated the strategy of the realignment of the left. How might it be understood from a strategic and ideological point of view?

MM: It is a left which is not an authoritarian, statist left, something progressive and massively anti-Conservative. [...] That's the realignment. You see Grimond, he looked forward to a radicalism like George Orwell proposed. That's interesting because Orwell was a libertarian left really, and during the Spanish Civil War he did not join the statist left, he was the anarchist left. That was typically Jo, a great person, who is alas dead, who was a great friend of mine, a brilliant mind. [...]

Q: Did it entail that the party would have to replace the Labour Party?

MM: Yes, eventually.

Q: Do you find such a course possible? What about pacts and cooperation?

MM: I'm extremely wary of electoral pacts as I said.

Q: Are you opposed to both pre-electoral pacts and post-electoral ones?

MM: Once you've been elected, you must look at the arithmetic and decide then what the right thing to do is.

Q: Did you support the coalition with the Conservatives in 2010?

MM: It was the only thing then. As for Brown, the arithmetic didn't have it. For start off, the moment Dany Alexander said he wasn't prepared to work with the SNP, then it was dead. But you have the other problem as well in 2010: the Labour Party'd been in office for 13 years and lost. How then could you put them back in? I mean that's politically ridiculous. Curiously, we had a meeting of top Liberal brass in the London School of Economics a few years, a couple of years before, and they were all talking, you know, about the very chance of deciding coalition with Labour and I said : "look it may not come to that, how would you put them back in if they had lost?" So, I think that was the situation and the arithmetic didn't have it anyway. Now in 2010, the state of the economy was pretty awful and you had to do something. But, you see, all my life on the doorstep I've been told by electors: "What we want from politicians is to put the country before the party", the moment we do they kick us out. Is that not ironic? We did, we contributed. We knew it would be detrimental to us electorally, we knew. You don't have a pact with the Tories and expect to carry on as before. Of course, you don't. That was the only thing to do for the country at the time.

Q: If we leave aside the thorny issue of the tuition fees, Liz Lynne contends that the party did not manage to sell what the policies that were passed thanks to it.

MM: The record on the coalition, and it's always been said by commentators, in the long run it would be seen not bad. That's true.

Q: What about the tuition fees and the electoral reform?

MM: Tuition fees, it was poorly handled. For start off, what was electorally disastrous about that, was not the policy itself, it was the apology, it was the apology which was disastrous electorally because what we put in place of tuition fees, it was better than the policy that existed. It is one of the great nonsenses of current politics. There is no student dead burden at all, students don't endure that psychological burden at all. They don't pay a penny while they are studying, then after that they don't pay a penny until they earn £25,000 a year. And then, they only the amount above £25,000, which is something quite low. And if it is not paid in their 30s, it is written off. What's the problem?

Q: Why was it so badly handled? Was it because Nick Clegg and his team were novice in politics? Are the Conservatives to be blamed for it?

MM: Oh partly that, no, no, the Liberals are to be blamed for it. Nick, as I have said, is a great instinctive Liberal, but his great weakness was he was a poor chooser of staff. He always wanted to be surrounded by bright young things and new ideas. Fine. But you need some of the grey beards as well, who say ah ah if you do that. We've seen it before, we've seen the results of doing this before. He went ahead and chose all his people. They didn't understand how it worked.

Q: Like Emmanuel Macron?

MM: Well, Macron is not a politician in that sense, he is an *Énarque* in a sense, he is mechanistic. I mean nothing wrong with that. What public school gives you is a kind of arrogance; it gives you a kind of assurance. So, they may not be intelligent but they appear to be. We've got them now. They're impressive, you see. When I arrived in Parliament, I had never seen these people before. And I suddenly found these people in nice suits, nice shoes and nice accents. I thought these people to be intelligent but they are fake. [...]. Nick had two debates with Nigel Farage, which were disastrous and he was just not brief. Nick, these people did not understand the nature of what he was doing and he said this apology. I said no. I was battling with students in the North; on television I said look what's your problem? There is no burden, you're not paying it. Oh we've got these 20,000, and I said no we replaced it, it's better. That was a terrible mistake, but it is the apology which is a disaster actually, that really focuses it. No, no, no he should've just sold the policy, I mean the policy is so good. We can't afford to carry on when three-quarters are not repaying.

Q: What about the failure of the referendum on electoral reform?

MM: Nick was really to blame over the referendum as well. It was a slimy thing to say anything. You shouldn't have a referendum on anything ever, ever. You cannot reduce the issue to a binary choice. [...] The decision should come from Parliament. Just like France, it lost a referendum under Chirac and it never went back to the people; it was the French two houses which just reversed it, end of the referendum over the Lisbon Treaty.

Q: Both major parties won't support such a change because they have nothing to gain from it. Which system do you support?

MM: I only support Single Transferable Vote, only. I will never have any list. If you have the choice between lists and the present system, I'll have the present system. Look at Corbyn and *Momentum*, if they had any sense, they would change the actual system to lists because they could control the list. When you have a list, what matters is how high up the list you are, not the electors, they don't matter at all, right? And Labour and Corbyn and *Momentum* and Lansbury could control the list. So why don't they go for that? Then they would be in power, you see. I don't think they understand that. Only Single Transferable Vote is the only thing that puts power into the hands of the voter, and not of the party. AV+, supported by Jenkins, is really anathema. [...]. Do bear in mind that the Church of England with all its force is a huge organisation, it has more members than all the parties put together, has always elected for 100 years its parliament by STV. That's the only way of keeping all the different wings of it into one organisation. [...]

Let's come back to Rennard: it's absolutely disastrous, so we are trying now to reverse that.

Q: But he is praised for the electoral successes of the party.

MM: Of course, I've written and written about it. I said one election maybe, 1997, fine. People said we will be targeting Leeds with you. I said no, I didn't, I wanted to fight all the seats properly because it takes the pressure off me in one seat, it occupies Labour and Conservative elsewhere. So, what we did have in my seat was people who came in addition to what they were doing locally. And that was a difference and yes, I'm in favour of that special treatment yeah, but not to stop fighting the other seats. You see it doesn't even help you in your target seats. If you take Leeds, we lost this seat in Leeds North West, with Greg Mulholland, to Labour in 2015, even though it was a target seat. Even here in Leeds a target seat, there was no activity for us whatsoever.

Q: Concretely, what does it entail to be a target seat?

MM: Money, assistance with literature, maybe staff as well, it's the concentration of resources. And it also means telling the neighbouring constituencies to go to that one seat

and not their own. And that's the disaster, that's the disaster because they no longer carry on in their own seat anymore. You see the point I'm making about targeting: anybody coming into Leeds North West, the students, massive student population then, they had no awareness of Liberals anywhere else. So, they come to Leeds North West, why should there be Liberal Democrats there? You know, because they've no experience there. Now in the South West of London there is a whole swathe of seats, of Richmond, Twickenham, Carshalton, a whole swathe of seats where we fight them all. What do we do of that there? Because any elector going to the library, to the supermarket they saw Liberal activity everywhere. But if you don't seat anywhere, then of course you've got a real problem, that's twice disastrous. I mean I think it's about 2013, I decided we had to revive my old seat, and I raised £5,500 to ensure we had a leaflet into every house. And I was telephoned by the regional agent who shouted at me on the other side of the phone: "you shouldn't have done that because you were not a target seat, you would not cooperate." Until this day, I don't know who replied to those leaflets. That's what it was. You can't treat people like that. So that was the Rennard thing. I'm on record, explaining why it was disastrous, but there it is.

Q: You attended the latest conference in Brighton where the future of the party was discussed. It was envisaged that there should be a shift from a party to a movement, turning the party into a sort of catch-all movement.

MM: I, I, I, I raise doubts because the party has to be a movement anyway.

Q: What distinction do you draw between a party and a movement?

MM: But the movement can be based on any kind of *adhérence*. [...] We didn't ask people to be members but to be in sympathy with the party. Here in the Liberal Club, we don't demand them be members of the party to be in Liberal politics. It is a movement, out of which come the *militants*, right in that sense and then, they become dedicated, sacrificial people if you are lucky, but not to have this idea of supporter, it's a curious idea. [...]

Q: So, you don't have any concerns about such an evolution.

MM: Not about a movement. Well, what I'm worried about is the right of supporters: why pay a membership fee if you have the same rights? You see? That's my worry.

Q: Another concern raised during that meeting was that such an organisation would have a leader elected by members and another one elected by supporters.

MM: But I mean that's nonsense. It's naive because the leader of the party must always be a parliamentarian, because even if you had a leader that's outside Parliament, the media would still go and talk to the leader in Parliament because where our party is based, it is

based in Parliament. So, you're wasting your time to ask someone that. The Green Party saw that, they tried to have a leader outside Parliament; you saw what Caroline Lucas said. I mean that's unnatural. So, I think it is a naive view. So, you see, you seduce people away from their religion by drawing them to a movement first. [...] That's how you have to do it. You can't get people in with a membership card signed and recoil; if you say you come and write something for us or whatever, you get them.

Q: Could supporters vote for the leader election if they paid a fee?

MM: Well, you have entryism, don't you? The membership of a party is so low. I mean, you see, in France, because of the state support for parties, they don't have to bother about membership, so why should parties go in all the trouble of getting subscriptions? [...]

Bibliographie

Généralement, la bibliographie d'un travail de recherche tend à dissocier les sources primaires des sources secondaires. Mais ce classement bibliographique comporte une forme d'arbitraire et appelle à faire des choix aussi bien dans la distinction entre sources primaires et sources secondaires que dans la classification thématique retenue dans le second volet. Certains essais politiques, dont les auteurs sont des acteurs politiques, ont été rangés dans la catégorie des sources primaires car ils expriment un point de vue personnel tandis que d'autres l'ont été dans la catégorie sources secondaires car ils ont une valeur scientifique. Il a fallu aussi trancher sur la catégorie où ranger les documents trouvés sur le forum *Lib Dem Voice*. Enfin, certains thèmes dans les sources secondaires peuvent se recouper, il a fallu faire des choix qui ne feront peut-être pas l'unanimité.

Sources primaires :

a) Discours.

ASHDOWN, Paddy. "The Chard Speech", 09 mai 1992.

CAMERON, David. "Interest First", 07 mai 2010.

<https://conservative-speeches.sayit.mysociety.org/speech/601470> [Consulté le 12 juin 2018]

CAMERON, David. "Big Society Speech", 19 juillet 2010.

<https://www.gov.uk/government/speeches/big-society-speech> [Consulté le 19 avril 2018]

CLEGG, Nick. "Speech on Reforming Public Services", 14 janvier 2008.

http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/7187852.stm [Consulté le 12 mars 2017]

b) Autobiographies/Mémoires.

ASHDOWN, Paddy. *The Ashdown Diaries. Volume 1 : 1988-1997.* Londres : Penguin Books, 2000, 638 p.

ASHDOWN, Paddy. *The Ashdown Diaries. Volume 2: 1997-1999.* Londres : Penguin Books, 2002, 572 p.

- ASHDOWN, Paddy.** *A Fortunate Life*. Londres : Aurum, 2009, 404 p.
- BEITH, Alan.** *A View from the North*. Newcastle upon Tyne : Northumbria University Press, 2008, 272 p.
- BLAIR, Tony.** *A Journey*. Londres : Hutchinson, 2010, 718 p.
- CABLE, Vince.** *Free Radical : A Memoir*. Londres : Atlantic Books, 2010, 368 p.
- CAMPBELL, Alistair.** *The Blair Years : Extracts from the Alistair Campbell Diaries*. Londres : Arrow Books, 2008, 794 p.
- CAMPBELL, Menzies.** *My Autobiography*. Londres : Hodder & Stoughton, 2008, 326 p.
- JENKINS, Roy.** *A Life at the Centre*. Londres : Macmillan, 1991, 658 p.
- JONES, Hugh.** *Campaigning Face to Face*. Brighton : The Book Guild Ltd, 2007, 386 p.
- LAWS, David.** *22 Days in May*. Londres : Biteback Publishing, 2010, 335 p.
- LAWS, David.** *Coalition : The Inside Story of the Conservative-Liberal Democrat Coalition Government*. Londres : Biteback Publishing, 2016, 594 p.
- LAWS, David.** *Coalition Diaries 2012-2015*. Londres : Biteback Publishing, 2017, 530 p.
- MANDELSON, Peter.** *The Third Man*. Londres : HarperPress, 2011, seconde édition, 577 p.
- McMANUS, Michael.** *Jo Grimond : Towards the Sound of Gunfire*. Édimbourg : Birlinn, 2001, 469 p.
- OWEN, David.** *Face the Future*. Londres : Jonathan Cape, 1981, 552 p.
- OWEN, David.** *Time to Declare*. Londres : Penguin Books, 1992, 832 p.
- RAZZALL, Tim.** *Chance Encounters : Tales from a Varied Life*. Londres : Biteback Publishing, 2014, 320 p.
- RENNARD, Chris.** *Winning Here : My Campaigning Life : Memoirs Volume 1*. Londres : Biteback Publishing, 2018, 428 p.
- STEEL, David.** *A House Divided : The Lib-Lab Pact and the Future of British Politics*. Londres : Weidenfeld and Nicolson, 1980, 200 p.
- STEEL, David.** *Against Goliath*. Londres : Pan Books, 1991, 390 p.
- THORPE, Jeremy.** *In my own Time : Reminiscences of a Liberal Leader*. Londres : Politico's, 1999, 234 p.

YOUNG, Hugo. *The Hugo Young Papers : Thirty Years of British Politics - Off the Record.* Londres : Allen Lane, 2008, 834 p.

c) Biographies.

BARTRAM, Peter. *David Steel : His Life and Politics.* Londres : W. H. Allen, 1981, 200 p.

BOWERS, Chris. *Nick Clegg : The Biography.* Londres : Biteback Publishing, 2011, 368 p.

COLE, Matt. *Richard Wainwright, the Liberal and Liberal Democrats : Unfinished Business.* Manchester : Manchester University Press, 2013, 256 p.

HURST, Greg. *Charles Kennedy : A Tragic Flaw.* Londres : Politico's, 2006, 307 p.

TORRANCE, David. *David Steel : Rising Hope to Elder Statesman.* Londres : Biteback Publishing, 2012, 352 p.

d) Essais.

ALEXANDER, Danny (dir.). *Why Vote Liberal Democrat.* Londres : Biteback, 2010, 128 p.

ASHDOWN, Paddy. *Citizen's Britain : A Radical Agenda for the 1990's.* Londres : Fourth Estate, 1989, 159 p.

ASHDOWN, Paddy. "Our Party is in Danger of being Stranded on the Left of Labour". *The Economist*, 13 juin 2001.

ASTLE, Julian. "Why the Lib Dems Should End their Opposition to Tuition Fees". *LibDem Voice*, 02 décembre 2008.

<https://www.libdemvoice.org/the-independent-view-why-the-lib-dems-should-end-their-opposition-to-tuition-fees-6573.html> [Consulté le 12 mars 2018]

BRACK, Duncan, GRAYSON, Richard S. et David HOWARTH (dirs.). *Reinventing The State : Social Liberalism for the 21st Century.* Londres : Politico's Publishing House, 2007, 400 p.

CABLE, Vince. "Liberal Economics and Social Justice" In MARSHALL, Paul et David LAWS (dirs.). *The Orange Book : Reclaiming Social Liberalism.* Londres : Profile Books, 2004, p. 132-173.

CLEGG, Nick. "Europe : A Liberal Future" In MARSHALL, Paul et David LAWS (dirs.). *The Orange Book : Reclaiming Social Liberalism.* London: Profile Books, 2004, p. 69-103.

CLEGG, Nick. *The Liberal Moment*. Londres : Demos, 2009, 88 p.

GREAVES, Bernard et **Gordon LISHMAN**. *The Theory and Practice of Community Politics*. A.L.C. Campaign Booklet No. 12, août 1980.
<http://www.cix.co.uk/~rosenstiel/aldc/commpol.htm> [Consulté le 28 février 2015]

KENNEDY, Charles. *The Future of Politics*. Londres : HarperCollins Publishers, 2000, 235 p.

LAWS, David. “Reclaiming Liberalism : A Liberal Agenda for the Liberal Democrats” In MARSHALL, Paul et David LAWS (dirs.). *The Orange Book : Reclaiming Social Liberalism*. Londres : Profile Books, 2004, p. 18-42.

LAWS, David. “UK Health Services : A Liberal Agenda for Reform” In MARSHALL, Paul et David LAWS (dirs.). *The Orange Book : Reclaiming Social Liberalism*. Londres : Profile Books, 2004, p. 191-210.

SOWEMIMO, Matthew. “Social Liberal Forum Launched”. *Lib Dem Voice*, 12 février 2009, <https://www.libdemvoice.org/social-liberal-forum-launched-11215.html> [Consulté le 01 septembre 2017]

e) Archives.

- **Archives de Paddy Ashdown :**

ASHDOWN 1/1, London School of Economics, Londres.

ASHDOWN 1/4, London School of Economics, Londres.

ASHDOWN 1/5, London School of Economics, Londres.

ASHDOWN 1/37, London School of Economics, Londres.

ASHDOWN 8/25, London School of Economics, Londres.

ASHDOWN 8/34, London School of Economics, Londres.

- **Archives du parti libéral :**

LLP 1/9, London School of Economics, Londres.

LLP 2/3, London School of Economics, Londres.

LLP 5/14, London School of Economics, Londres.

LLP 19/2 London School of Economics, Londres.

LP 1/9, London School of Economics, Londres.

LP 2/32, London School of Economics, Londres.

LP 13/37, London School of Economics, Londres.

LP 21/67, London School of Economics, Londres.

LP 21/77, London School of Economics, Londres.

LP 32/2, London School of Economics, Londres.

LPO 2/44, London School of Economics, Londres.

LPO 32/2, London School of Economics, Londres.

- **Archives de David Steel :**

STEEL/A/5/4, Files 1 and 2/2, London School of Economics, Londres.

f) Autres documents.

CABLE, Vince. “Leading Change : Proposals to Open up the Party”, tract, septembre 2018, 14 p.

“Coalition Programme for Government”, 20 mai 2010.

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/83820/coalition_programme_for_government.pdf [Consulté le 21 mars 2019]

Accord Libéraux-Travailleurs mars 1977.

<http://www.liberalhistory.org.uk/record.jsp?type=page&ID=175&statement%20on%20lib%20lab%20pact>.

[Consulté le 10 juin 2016].

“Liberal Democrat Consultative Session, Mai 2011 Election Review”, août 2011.

“The Local Elections of 6 May 1999”. *House of Commons Library Research*, Paper 99/52, 17 May 1999, 20 p.

“Local Elections 2006”. *Library House of Commons*, Research Paper 06/26, 10 mai 2006, 24 p.

RAZZALL, Tim. “Memo from Tim Razzall to Charles Kennedy after the 2005 General Election” In HURST, Greg. *Charles Kennedy : A Tragic Flaw*. Londres : Politico’s, 2006, p. 263-266.

RENNARD, Chris. “Private Memo from Chris Rennard, Liberal Democrat Chief Executive, to Andrew Stunnell, Chief Whip, December 2005” In HURST, Greg. *Charles Kennedy : A Tragic Flaw*. Londres : Politico’s, 2006, p. 267-268.

Articles de presse.

- Avec le nom des journalistes

ASTLE, Julian. “Why the Lib Dems Should End their Opposition to Tuition Fees”. *LibDem Voice*, 02 décembre 2008.

<https://www.libdemvoice.org/the-independent-view-why-the-lib-dems-should-end-their-opposition-to-tuition-fees-6573.html> [Consulté le 12 mars 2018]

BOOTH, Jenny. “Charles Kennedy Defies Growing Revolt from his MPs”. *The Times*, 06 janvier 2006.

BROGAN, Benedict. “Kennedy Attacks ‘Powellesque’ Hague over Asylum”. *The Telegraph*, 8 mars 2001.

BONES, Christopher. “The Party Reform Commission – Taking the Lib Dems Forward”. *Liberal Democrat Voice*, 03 Septembre 2008, <https://www.libdemvoice.org/chris-bones-writes-the-party-reform-commission-taking-the-lib-dems-forward-3467.html> [Consulté le 12 avril 2017]

BROWN, Colin. “Clegg Rejects Huhne Supporters’ Claim that he is a ‘Cameron Clone’”. *The Independent*, 20 octobre 2007.

CAMERON, David. “A Lib Dem-Tory Alliance Will Vanquish Labour”. *The Guardian*, 20 septembre 2009.

CLARK, Tom. “10 Reasons the AV Referendum was Lost”. *The Guardian*, 06 mai 2011.

COATES, Sam. “Voters Will Be Kingmakers, Not Me, Clegg Tells Party”. *The Times*, 15 Mars 2010.

CURTIS, Polly. “Liberal Democrats Approve Coalition Deal – But with Provisos”. *The Guardian*, 16 mai 2010.

- DALE, Iain.** “Top 50 Most Influential Liberal Democrats”. *The Telegraph*, 21 septembre 2009.
- DEJEVSKY, Mary.** “Lib-Lab Deal Frustrated by David Miliband”. *The Independent*, 16 mai 2010.
- FORSYTH, James.** “Politics : Britain’s New Gang of Four”. *The Spectator*, 18 février 2012.
- GLOVER, Julian.** “An Extraordinary Coup by Tory Modernisers”. *The Guardian*, 11 mai 2010.
- GRAYSON, Richard.** “Leader Still Needs to Show that He is the Man for No 10”. *The Independent*, 19 septembre 2005.
- GRAYSON, Richard.** “The Liberal Democrats Left Me Disillusioned. Labour has Made Me Hopeful again”. *The Guardian*, 15 septembre 2013.
- GRICE, Andrew.** “Lib Dem Report Blames Nick Clegg for Debacle over Lost AV Referendum”. *The Independent*, 07 septembre 2011.
- GRICE, Andrew.** “Former Nick Clegg Ally Jeremy Browne Blasts ‘Insidious’ Liberal Democrat Leader”. *The Independent*, 12 février 2015.
- GRICE, Andrew.** “Jeremy Browne Interview : Why this Fallen Star of the Lib Dems Won’t be Standing for Re-election”. *The Independent*, 12 février 2015.
- HELM, Toby, HINDSIF, Gaby et Scott THIRSTY.** “Nick Clegg Calls for Speaker to Resign over Expenses Storm”. *The Guardian*, 17 mai 2009.
- HELM, Toby et Anushka ASTHANGA.** “Top Liberal Democrats Open Rift over Coalition with Conservatives”. *The Guardian*, 16 mai 2010.
- HELM, Toby.** “Nick Clegg Targeted as Anti-AV Campaign Links him to Broken Promises”. *The Guardian*, 05 février 2011.
- HOLMES, Paul.** “‘No’ to Make it Happen’s Public Spending Cuts”. *Lib Dem Voice*, 11 septembre 2009.
<https://www.libdemvoice.org/paul-holmes-writes-no-to-make-it-happens-public-spending-cuts-3694.html> [Consulté le 06 janvier 2018]
- KENNEDY, Charles.** “Charles Kennedy: Why I Don’t Support Clegg’s Deal with the Tories”. *The Guardian*, 16 mai 2010.
- KETTLE, Martin.** “Government is Well Shot of Labour”. *The Guardian*, 11 mai 2010.
- KIRKUP, James.** “Clegg’s Tuition Fee Leaves the Party in Disarray”. *The Telegraph*, 20 septembre 2012.

KITE, Melissa. “Vince Cable : Sage of the Credit Crunch, but this Liberal Democrat is not for Gloating”. *The Telegraph*, 11 octobre 2008.

LEAMAN, Alan. “What is the Point of Mr Kennedy and the Liberal Democrats ?”. *The Independent*, 9 août 2000.

MERRICK, Jane. “Lib Dems in Crisis : Lord Rennard - from Kingmaker to King Breaker”. *The Independent*, 24 février 2013.

MULLOLAND, Hélène et Deborah SUMMERS. “In or Out ? Clegg Presses for Third Way over EU”. *The Guardian*, 29 janvier 2008.

PACK, Mark. “Lib Dems Revel in a Share of Power”. *The Guardian*, 17 mai 2010.

PARKER, George et Stacey KIRAN. “Divisions between Nick Clegg and Vince Cable Expose Lib Dem Fears”. *Financial Times*, 16 septembre 2013.

PORTER, Andrew et Robert WINNETT. “General Election 2010 : Nick Clegg Says Conservatives Have the Right to Govern”. *The Telegraph*, 07 mai 2010.

RAWNSLEY, Andrew. “Stuck in the Credibility Gap”. *The Observer*, 18 septembre 2005.

ROBINSON, Nick. “How the Coalition Government was Formed”. *The Daily Telegraph*, 29 octobre 2010.

ROBINSON, Duncan. “Nick Clegg’s On-Mike Gaffe”. *The NewStatesman*, 24 mars 2011.

ROBINSON, Nick. “Clegg – A very Botched Coup”. *BBC News*, 28 mai 2014, <https://www.bbc.com/news/uk-politics-27611002> [Consulté le 01 septembre 2018]

SOWEMIMO, Matthew. “Social Liberal Forum Launched”, *Lib Dem Voice*, 12 février 2009. <https://www.libdemvoice.org/social-liberal-forum-launched-11215.html> [Consulté le 05 avril 2018]

STEEL, David. “Why We Must Make this Coalition Work”. *The Guardian*, 15 mai 2010.

STEEL, David. “Six Ways Nick Clegg Steered the Liberal Democrats to Disaster”. *The Guardian*, 11 mai 2015.

SUMMERS, Deborah et Ros TAYLOR. “Clegg Admits Leadership Ambitions”. *The Guardian*, 19 septembre 2007.

TALL, Stephen. “The Leadership Contest – How’s it Looking Now ?”. *Liberal Democrat Voice*, 07 novembre 2007. <https://www.libdemvoice.org/opinion-the-leadership-contest-hows-it-looking-so-far1593.html> [Consulté le 21 juin 2019]

TEMPEST, Matthew. “Kennedy Told : Quit by Monday. *The Guardian*, 06 janvier 2006.

TITLEY, Simon. “Leave Ming Alone”, *Liberator*, No. 321, septembre 2007, p. 6-7.

TRUSCOTT, Claire. “Lib Dems Considering Action over ‘Calamity Clegg’ Claims”. *The Guardian*, 19 novembre 2007.

WARRELL, Helen et George PARKER. “Result Marks Miserable Denouement of Clegg’s Ambition”. *The Financial Times*, 8 mai 2015.

WATT, Holly. “Rainbow Coalition would have to Prop up the ‘Coalition of Losers’”. *The Daily Telegraph*, 11 mai 2010.

WATT, Nicholas et Patrick WINTOUR. “Inside the Liberal Democrat Campaign : Party Navigates Perilous Electoral Waters”. *The Guardian*, 17 février 2015.

WHITE, Michael. “Double Fault”. *The Guardian*, 15 mars 2008.

WHITE, Michael et Lucy WARD. “Laid-back’ Kennedy Issues Rebuke to Hughes”. *The Guardian*, 23 septembre 1999.

WILSON, Des. “I’m Sorry to Report the Death of my Disastrous Leader, Nick Clegg”. *The Daily Mail*, 28 mai 2014.

WINTOUR, Patrick. “Lord Oakeshott : Departure Leaves his Political Ally Vince Cable Exposed”. *The Guardian*, 28 mai 2014.

WINTOUR Patrick et Hélène MULHOLLAND. “Nick Clegg Apologises for Tuition Fees Pledge”. *The Guardian*, 20 septembre 2012.

WINTOUR, Patrick et Nicholas WATT. “Lib Dem Conference : Clegg and Cable at Odds over the Economy”. *The Economist*, 15 septembre 2013.

WOODWARD, Will. “Politicians praise man of vision”. *The Guardian*, 21 janvier 1999.

- **Articles de presse sans mention du nom des journalistes.**

“A Rallying Whisper”. *Liberator*, No. 286, mars 2003, p. 4-5.

“Commentary”, *Liberator*, No. 298, septembre 2004, p. 3.

“Liberals after the Pact”. *The Spectator*, 21 janvier 1978.

“Lord Ashdown – “We Have to Think again”. *BBC News*, 09 mai 2010.
http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/andrew_marr_show/8670862.stm [Consulté le 10 mai 2019]

“Nick Clegg : ‘You can’t Promise the same Menu of Goodies : It’s just not Plausible””. *The Independent*, 22 juillet 2009.

“Nick Clegg : Across the Progressive Divide”. *The Guardian*, 24 novembre 2010.

“Sadly, Mr Kennedy’s Policies are not nearly as Smart as his Politics”. *The Independent*, 07 Septembre 2000.

“The Levitating Lib Dems”. *The Economist*, 18 septembre 1997.

“The Ghosts at Ashdown’s Feast”. *The Economist*, 24 septembre 1998.

“They Love Him Now He’s Going”. *The Economist*, 21 janvier 1999.

“The Knives Are Out”. *The Economist*, 21 janvier 1999.

“The Thoughts of Chairman Charles”. *Liberator*, No. 306, novembre 2005, p. 4.

“To the Barricades”, *Liberator*, No. 286, mars 2003, p. 16-17.

Sources secondaires :

I. GÉNÉRALITÉS.

A. GÉNÉRALITÉS SUR LES TYPES DE SYSTÈMES PARTISANS ET LES TYPES DE SCRUTIN.

- **Ouvrages :**

DOWNS, Anthony. *Une théorie économique de la démocratie.* Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2013, traduit par Paul-Louis van Berg, p. 154.

DUVERGER, Maurice. *Les partis politiques.* Paris : Librairie Armand Colin, 1976, 10ème édition, 566 p.

ELDERSVELD, Samuel J. *Political Parties : A Behavioral Analysis.* Chicago : Rand McNally & Company, 1964, 613 p.

LAVER, Michael et W. Ben HUNT. *Policy and Party Competition.* New York & Londres : Routledge, 1992, 328 p.

LIJPHART, Arend. *Democracies : Patterns of Majoritarian and Consensus Government in Twenty-One Countries.* New Haven et Londres : Yale University Press, 1984, 232 p.

LIJPHART, Arend. *Electoral Systems and Party Systems : A Study of Twenty-Seven Democracies, 1945-1990.* Oxford : Oxford University Press, 1994, 209 p.

LIPSET, Seymour. M. et Stein ROKKAN. *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : Une introduction.* Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008, traduit par Pascal Delwit, Nicolas de Decker, Jean-Benoît Pilet, 109 p.

ROBERTSON, David. *A Theory of Party Competition.* Londres : Wiley, 1976, 210 p.

SARTORI, Giovanni. *Partis et systèmes de partis : Un cadre d'analyse.* Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011, traduit par Paul-Louis van Berg, 523 p.

SEILER, Daniel-Louis. *Clivages et familles politiques en Europe.* Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011. 322 p.

WARE, Alan. *Political Parties and Party Systems.* Oxford : Oxford University Press, 1996, 435 p.

WARE, Alan. *The Dynamics of Two-Party Politics.* Oxford, New York : Oxford University Press, 2009, 153 p.

- **Articles et chapitres d'ouvrages collectifs :**

AFONSO DA SILVA, Virgílio. “Duverger’s Laws : Between Social and Institutional Determinism”. *European Journal of Political Research*, Vol. 45, No. 1, janvier 2006, p. 31-41.

BÆKGAARD, Martin et Carsten JENSEN. “The Dynamics of Competitor Party Behaviour”. *Political Studies*, Vol. 60, mars 2012, p. 131-146.

BLAIS, André, DOSTIE-GOULET, Eugénie et Marc André BODET. “Voting Strategically in Canada and Britain”. In GROFMAN, Bernard, BLAIS, André et Shaun BOWLER (dirs.). *Duverger’s Law of Plurality Voting : The Logic of Party Competition in Canada, India, the United Kingdom and the United States*. New York, Londres : Springer, 2008, p. 13-25.

BLAIS, André. “The Classification of Electoral Systems”. *European Journal of Political Research*, Vol. 16, No. 1, janvier 1988, p. 99-110.

BLONDEL, Jean. “Party Systems and Patterns of Government in Western Democracies”. *Canadian Journal of Political Science*, Vol. 1, No. 2, juin 1968, p. 179-203.

BOGDANOR, Vernon. “Electoral Reform and British Politics”. *Electoral Studies*, Vol. 6, No. 2, août 1987, p. 115-121.

BOGDANOR, Vernon. “An Era of Constitutional Reform”. *The Political Quarterly*, Vol. 81, No. 1, septembre 2010, p. 53-64.

BOGDANOR, Vernon. “Introduction” In BOGDANOR, Vernon et David BUTLER (dirs.). *Democracy and Elections : Electoral Systems and their Political Consequences*. Cambridge : Cambridge University Press, 1983, p. 1-19.

CARAMANI, Daniele et Simon HUG. “The Literature on European Parties and Party Systems since 1945 : A Quantitative Analysis”. *European Journal of Political Research*, Vol. 33, No. 4, juin 1998, p. 497-524.

COX, Gary W. “Centripetal and Centrifugal Incentives in Electoral Systems”. *American Journal of Political Science*, Vol. 34, No. 4, novembre 1990, p. 903-935.

CREWE, Ivor. “Do Butler and Stokes Really Explain Electoral Change ?”. *European Journal of Political Research*, Vol. 2, No. 1, 1974, p. 47-92.

CREWE, Ivor et Martin HARROP (dirs.). *Political Communications : The General Elections of 1987*. Cambridge : Cambridge University Press, 1989, 336 p.

CURTICE, John. “Neither Representative nor Accountable : First-Past-the-Post in Britain”. In GROFMAN, Bernard, BLAIS, André et Shaun BOWLER (dirs.). *Duverger’s Law of Plurality Voting : The Logic of Party Competition in Canada, India, the United Kingdom and the United States*. New York, Londres : Springer, 2008, p. 27-45.

DAALDER, Hans. “In Search of the Center of European Party Systems”. *American Political Science Review*, Vol. 78, No. 1, mars 1984, p. 92-109.

DOLEZ, Bernard et Annie LAURENT. “Les Lois de Duverger au microscope. L’apport des expérimentations de laboratoire à l’étude des effets psychologiques des modes de scrutin », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, No. 1, 2010, p. 111-130.

DUNLEAVY, Patrick et Helen MARGETTS. “From Majoritarian to Pluralist Democracy ? Electoral Reform in Britain since 1997”. *Journal of Theoretical Politics*, Vol. 13, No. 3, juillet 2001, p. 295-319.

GOLOSOV, Grigorii. “The ENP : A New Approach.” *Party Politics*, Vol. 16, No. 2, mars 2010, p. 171-192.

GROFMAN, Bernard, BLAIS, André et Shaun BOWLER. “Evidence for Duverger’s Law from Four Countries” In GROFMAN, Bernard, BLAIS, André et Shaun BOWLER (dirs.). *Duverger’s Law of Plurality Voting : The Logic of Party Competition in Canada, India, the United Kingdom and the United States*. New York, Londres : Springer, 2008, p. 1-11.

KEMAN, Hans. “The Search for the Centre : Pivot Parties in West European Party Systems”. *West European Politics*, Vol. 17, No. 4, octobre 1994, p. 124-148.

KIRCHHEIMER, Otto. “The Waning of Opposition in Parliamentary Regimes”. *Social Research*, Vol. 24, No. 2, 1957, p. 127-156.

KIRCHHEIMER, Otto. “The Transformation of the Western European Party System” In LAPALOMBARA Joseph et Myrton WEINER (dirs.). *Political Parties and Political Development*. Princeton : Princeton University Press, 1966, p. 177-200.

LAASKO, Markku et Rein TAAGEPERA. “‘Effective’ Number of Parties : A Measure with Application to West Europe”. *Comparative Political Studies*, Vol. 12, No. 1, avril 1979, p. 3-27.

LAURENT, Annie et Bruno VILLALBA. “Introduction” In LAURENT, Annie et Bruno VILLALBA (dirs.). *Les petits partis : De la petitesse en politique*. Paris, L’Harmattan, 1996, p. 9-18.

LEDUC, Lawrence. “Opinion Formation and Change in Referendum Campaigns” In de VREESE, Claes H. (dir.). *The Dynamics of Referendum Campaigns : An International Perspective*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2007, p. 21-43.

LEITHNER, Chris. “‘Non-Major’ Parties in ‘Two-Party’ Systems : Some Initials Results from a General Model”. *Strathclyde Papers on Government and Politics*, No. 73, janvier 1999, 60 p.

MAIR, Peter. *Party System Change : Approaches and Interpretations*. Oxford : Clarendon Press, 1997, 244 p.

McRAE, Kenneth D. “Contrasting Styles of Democratic Decision-Making : Adversarial versus Consensual Politics”. *International Political Science Review*, Vol. 18, No. 3, juillet 1997, p. 279-295.

MILNOR, Andrew J. et **Mark N. FRANKLIN.** “Patterns of Opposition Behavior in Modern Legislatures” In KORNBERG, Allan (dir.). *Legislatures in Comparative Perspective*. New York : D. McKay Company, 1973, p. 421-446.

QUINN, Thomas. “Throwing the Rascals Out ? Problems of Accountability in Two-Party Systems”. *European Journal of Political Research*, Vol. 55, No. 1, février 2016, p. 120-137.

QUINTAL, David. P. “The Theory of Electoral Systems”. *Western Political Quarterly*, Vol. 23, No. 4, décembre 1970, p. 752-761.

QVORTRUP, Matt. “The Alternative Vote Referendum in Britain : A Comparative Perspective”. *Jus Politicum*, No. 6, 2011, 15 p.

RÉMY, Dominique. “The Pivotal Party : Definition and Measurement”. *European Journal of Political Research*, Vol. 3, No. 3, septembre 1975, p. 293-301.

RENWICK, Andrew. “How Likely is Proportional Representation in the House of Commons ? Lessons from International Experience”. *Government and Opposition*, Vol. 44, No. 4, octobre 2009, p. 366-384.

SCARROW, Howard A. "Duverger's Law, Fusion, and the Decline of American "Third" Parties". *The Western Political Quarterly*, Vol. 39, No. 4, décembre 1986, p. 634-647.

SEAWRIGHT, David. ““Yes, the census” : The 2011 UK Referendum Campaign on the Alternative Vote”. *British Politics*, Vol. 8, No. 4, décembre 2013, p. 457-475.

SIAROFF, Alan. “A Typology of Contemporary Party Systems”. Paper presented at the 20th World Congress of the *International Political Science Association*, Fukuoka, 09-13 juillet 2006.

SIAROFF, Alan. “Two-and-a-Half-Party Systems and the Comparative Role of the ‘Half’”. *Party Politics*, Vol. 9, No. 3, mai 2003, p. 267-290.

STRØM, Kaare. “A Behavioral Theory of Competitive Political Parties”. *American Journal of Political Science*, Vol. 34, No. 2, mai 1990, p. 565-598.

STRØM, Kaare et **Wolfgang C. MÜLLER.** “Political Parties and Hard Choices” In MÜLLER, Wolfgang C. et Kaare STRØM (dirs.). *Office, Policy, or Votes ? How Political Parties in Western Europe Make Hard Decisions*. Cambridge : Cambridge University Press, 1999, p. 1-25.

TAAGEPERA, Rein et **Bernard GROFMAN.** “Rethinking Duverger’s Law : Predicting the Effective Number of Parties in Plurality and PR Systems – Parties Minus Issues Equals One”. *European Journal of Political Research*. Vol. 13, No. 4, décembre 1985, p. 341-352.

WEIR, Stuart. “Waiting for Change : Public Opinion and Electoral Reform”. *The Political Quarterly*, Vol. 63, No. 2, avril 1992, p. 197-22.

B. TYPES DE PARTIS/CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS.

- **Ouvrages :**

BELLONI, Frank P. et **Dennis C. BELLER** (dirs.). *Faction Politics : Political Parties and Factionalism in Comparative Perspectives*. Santa Barbara, CA : ABC-Clio Inc, 1978, 471 p.

CROZIER, Michel et **Erhard FRIEDBERG**. *L'acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*. Paris : Éditions du Seuil, 1977, 500 p.

HAEGEL, Florence. *Partis politiques et système partisan en France*. Paris : Presse de Sciences Po, 2007, 452 p.

HUG, Simon. *Altering Party Systems : Strategic Behavior and the Emergence of New Political Parties in Western Democracies*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 2001, 216 p.

JANDA, Kenneth. *Political Parties : A Cross-National Survey*. New York : The Free Press, 1980, 1019 p.

KATZ, Richard S. et **Peter MAIR**. *How Parties Organize : Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*. Londres : Sage Publications, 1994, 375 p.

KEY, Valdimer O. *Politics, Parties, & Pressure Groups*. New York : Crowell, 1966, 5^{ème} édition, 738 p.

KIRCHNER, Emil J. (dir.). *Liberal Parties in Western Europe*. Cambridge : Cambridge University Press, 1988, 507 p.

KORNBERG, Allan (dir.). *Legislatures in Comparative Perspective*. New York : D. McKay Company, 1973, 457 p.

MICHELS, Robert. *Les partis politiques : Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009, traduit par S. Jankélévitch, 271 p.

PANEBIANCO, Angelo. *Political Parties, Organization & Power*. Cambridge : Cambridge University Press, 1988, 318 p.

RIHOUX, Benoît. *Les partis politiques : Organisations en changement. Le test des Écologistes*. Paris : L' Harmattan, 2001, p. 261.

SPOON, Jae-Jae. *Political Survival of Small Parties in Europe*. Ann Arbor : University of Michigan, 2011, 203 p.

STEIN, Michael B. *The Dynamics of Right-Wing Protest : A Political Analysis of Social Credit in Quebec*. Toronto : University of Toronto Press, 1973, 256 p.

- **Articles et chapitres d'ouvrages collectifs :**

ADAMS, James et al. “Are Niche Parties Fundamentally Different from Mainstream Parties ? The Causes and the Electoral Consequences of West European Parties’ Policy Shifts, 1976-1998”. *American Journal of Political Science*, Vol. 50, No. 3, juillet 2006, p. 513-529.

ARTER, David. “The Finnish Centre Party : Profile of a ‘Hinge Group’”. *West European Politics*, Vol. 2, No. 1, janvier 1979, p. 108-127.

ARTER, David. “Analysing ‘Successor Parties’ : The Case of the True Finns”. *West European Politics*, Vol. 35, No. 4, juillet 2012, p. 803-825.

BARBER, Stephen. “Arise, Careerless Politician : The Rise of the Professional Party Leader”. *Politics*, Vol. 34, No. 1, février 2014, p. 23-31.

BARDI, Luciano, BARTOLINI, Stefano et Alexander TRESCHSEL. “Party Adaptation and Change and the Crisis of Democracy”. *Party Politics*, Vol. 20, No. 2, mars 2014, p. 151-159.

BARNEA, Shlomit et Gideon RAHAT. “Out with the Old, in with the ‘New’ : What Constitutes a New Party ?”. *Party Politics*, Vol. 17, No. 3, mai 2011, p. 303-320.

BEYENS, Stefanie et al. “The Rise and Success of a (not so New) Party : The N-VA in Flanders”, Paper presented at the *American Political Science Association 2013 Annual Meeting*, Chicago, 29 août–01 septembre 2013, 24 p.

BOLLEYER, Nicole et Evelyn BYTZEK. “Origins of Party Formation and New Party Success in Advanced Democracies”. *European Journal of Political Research*, Vol. 52, No. 6, octobre 2013, p. 773-796.

BOUCEK, Françoise. “Rethinking Factionalism : Typologies, Intra-Party Dynamics and Three Faces of Factionalism”. *Party Politics*, Vol. 15, No. 4, juin 2009, p. 1-31.

COFFÉ, Hilde et René TORENVLIED. “Explanatory Factors for the Merger of Political Parties”. *Center for the Study of Democracy Working Papers*, 24 novembre 2008, 14 p.

CROSS, William. “Understanding Power-Sharing within Political Parties : Stratarchy as Mutual Interdependence between the Party in the Centre and the Party on the Ground”. *Government and Opposition*, Vol. 53, No. 2, avril 2018, p. 205-230.

DESCHOUWER, Kris. “The Survival of the Fittest : Measuring and Explaining Adaptation and Change of Political Parties”. Paper prepared for presentation at the Workshop on ‘Democracies and the Organization of Political Parties’, *European Consortium for Political Research*, Limerick, Ireland, 30 mars au 04 avril 1992, 20 p.

HARMEL, Robert et John D. ROBERTSON. “Formation and Success of New Parties : A Cross-National Analysis”. *International Political Science Review*, Vol. 6, No. 4, 1985, p. 501-523.

HARMEL, Robert et Kenneth JANDA. “An Integrated Theory of Party Goals and Party Change”. *Journal of Theoretical Parties*, Vol. 6, No. 3, juillet 1994, p. 259-287.

HINE, David. “Factionalism in West European Parties : A Framework for Analysis”. *West European Politics*, Vol. 5, No. 1, 1982, p. 36-53.

JANDA, Kenneth. *Toward a Performance Theory of Change in Political Parties.* Paper presented at the 12th World Congress of the *International Sociological Association*, Madrid, 9-13 juillet 1990, 19 p.

KATZ, Richard S. et Peter MAIR. “Changing Models of Party Organization and Party Democracy : The Emergence of the Cartel Party”. *Party Politics*, Vol. 1, No. 1, janvier 1995, p. 5-28.

KATZ, Richard S. et Peter MAIR. “Cadre, Catch-all or Cartel ? A Rejoinder”. *Party Politics*, Vol. 2, No. 4, octobre 1996, p. 525-534.

KITSCHOLT, Herbert. “Citizens, Politicians, and Party Cartellization : Political Representation and State Failure in Post-industrial Democracies”. *European Journal of Political Research*, Vol. 37, No. 2, mars 2000, p. 149-179.

LEIGH, Andrew. “Factions and Fractions : A Case Study of Power Politics in the Australian Labor Party”. *Australian Journal of Political Science*, Vol. 35, No. 3, 2001, p. 427-448.

LEISERSON, Michael A. “Factions and Coalition in One-Party Japan”. *American Political Science Review*, Vol. 62, No. 3, septembre 1968, p. 770-787.

LYNCH, Philip, WHITAKER, Richard et Gemma LOOMES. “The UK Independence Party : Understanding a Niche Party’s Strategy, Candidates and Supporters”. *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, Vol. 21, No. 3, septembre 2011, p. 359-379.

MANN, Curtis L. et James G. MARCH. “Financial Adversity, Internal Competition, and Curriculum Change in a University”. *Administrative Science Quarterly*, Vol. 23, No. 4, décembre 1978, p. 541-552.

SCHUMACHER, Gijs et Nathalie GIGER. “Who Leads the Party ? On Membership Size, Selectorates and Oligarchy”, *Political Studies*, Vol. 65, No. 1, avril 2017, p. 162-181.

WAGNER, Markus. “Defining and Measuring Niche Parties”. *Party Politics*, Vol. 18, No. 6, novembre 2012, p. 845-864.

WEBB, Paul D. “Party Organizational Change in Britain : The Iron Law of Centralization?” In KATZ, Richard S. et Peter MAIR (dirs.). *How Parties Organize : Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*. Londres : Sage Publications, 1994, p. 105-133.

YPI, Lea. “Political Commitment and the Value of Partisanship”. *American Political Science Review*, Vol. 110, No. 3, 2016, p. 601-613.

C. COALITIONS .

- **Ouvrages :**

AXELROD, Robert. *Conflict of Interest : A Theory of Divergent Goals with Application to Politics*. Chicago : Markham Publishing Co, 1970, 216 p.

BUDGE, Ian et Hans KEMAN. *Parties and Democracy : Coalition Formation and Government Functioning in Twenty States*. Oxford : Oxford University Press, 1993, 256 p.

DE SWAAN, Abram. *Coalition Theories and Cabinet Formation : A Study of Formal Theories of Coalition Formation Applied to Nine European Parliaments after 1918*. Amsterdam : Elsevier Scientific Publishing Company, 1973, 351 p.

HAZELL, Robert et Akash PAUN (dirs.). *Making Minority Governments Work : Hung Parliaments and the Challenges for Westminster and Whitehall*. Londres : Institute for Government, 2009, 106 p.

LAVER, Michael et Kenneth. A. SHEPSLE. *Making and Breaking Governments : Cabinets and Legislatures in Parliamentary Democracies*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996, 316 p.

LAVER, Michael et Norman SCHOFIELD. *Multiparty Government : The Politics of Coalition in Europe*. Oxford : Oxford University Press, 1998, 308 p.

LUEBBERT, Gregory M. *Comparative Democracy : Policy-making and Governing Coalitions in Europe and Israel*. New York : Columbia University Press, 1986, 341 p.

OATEN, Mark. *Coalition : The Politics and Personalities of Coalition Government from 1850*. Petersfield : Harriman House, 2007, 347 p.

RIKER, William H. *The Theory of Political Coalitions*. New Haven et Londres : Yale University Press, 1962, 300 p.

VON NEUMANN, John et Oskar MORGENSTERN. *Theory of Games and Economic Behaviour*. Princeton : Princeton University Press, 1947, 640 p.

- **Articles et chapitres d'ouvrages collectifs :**

BÄCK, Hanna. “Coalition Formation and the Inclusion of Green Parties in Swedish Local Government”. Paper prepared for delivery at the *ECPR* Joint Sessions in Grenoble, 06-11 avril 2001, 29 p.

BÄCK, Hanna. “Intraparty Politics and Coalition Formation : Evidence from Swedish Local Government”. Paper prepared for delivery at the *ECPR* Joint Sessions in Grenada, 14–19 avril 2005, 18 p.

BÄCK, Hanna, DEBUS, Marc et Patrick DUMONT. “Who Gets what in Coalition Governments? Predictors of Portfolio Allocation in Parliamentary Democracies”. *European Journal of Political Research*, Vol. 50, No. 4, juin 2011, p. 441-478.

BOSTON, Jonathan et David BULLOCK. “Multi-Party Governance : Managing the Unity-Distinctiveness Dilemma in Executive Coalitions”. *Party Politics*, Vol. 18, No. 3, février 2010, p. 349-368.

BROWNE, Eric C. “Testing Theories of Coalition Formation in the European Context”. *Comparative Political Studies*, Vol. 3, No. 4, janvier 1971, p. 391-412.

BROWNE, Eric C. et Karen Ann FESTE. “Qualitative Dimensions of Coalition Payoffs : Evidence for European Party Governments, 1945-1970”. *American Behavioral Scientist*, Vol. 18, No. 4, mars-avril 1975, p. 530-556.

BUDGE, Ian et Michael LAVER. “Office-Seeking and Policy-Pursuit in Coalition Theory”. *Legislative Studies Quarterly*, Vol. 11, No. 4, novembre 1986, p. 485-506.

BUTLER, David. “1945-1977” In BUTLER, David (dir.). *Coalitions in British Politics*. Londres et Basingstoke: The Macmillan Press LTD, 1978, p. 95-118.

CHRISTIANSEN, Flemming J. “Inter-Party Cooperation in Scandinavia : Minority Parliamentarism and Strong Parliaments”. Paper presented at the *ECPR* workshops, Grenada, 14-19 avril 2005, 35 p.

COLE, Matt. “Forced Friendships : Current Attitudes of the Main Parties to Co-Operation with Each Other”. Paper presented at the Conference organised by *Elections, Public Opinion and Parties (EPOP)*, Bristol, 07-09 septembre, 2007, 18 p.

DE SWAAN, Abram. “A Classification of Parties and Party Systems according to Coalitional Options”. *European Journal of British Research*, Vol. 3, No. 4, décembre 1995, p. 361-375.

DRUCKMAN, James N. et Paul V. WARWICK. “The Missing Piece : Measuring Portfolio Salience in Western European Parliamentary Democracy”. *European Journal of Political Research*, Vol. 44, No. 1, janvier 2005, p. 17-42.

FISHER, Stephen D. et Sara B. HOBOLT. “Coalition Government and Electoral Accountability”. *Electoral Studies*, Vol. 29, No. 3, septembre 2010, p. 358-369.

FREDERICK, Shane, LOEWENSTEIN George et Ted O'DONOGHUE. "Time Discounting and Time Preference : A Critic Review". *Journal of Economic Literature*, Vol. 40, No. 2, février 2002, p. 351-401.

GAMSON, William A. "A Theory of Coalition Formation". *American Sociological Review*, Vol. 26, No. 3, juin 1961, p. 373-382.

HASTINGS, Michel. "Oppositions parlementaires, gouvernements minoritaires et démocraties inclusives. L'exemple des pays scandinaves". *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 18, No. 2, 2011, p. 45-58.
<https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2011-2-page-45.htm>
[Consulté le 02 mai 2016]

HAZELL, Robert et Peter WALLER. "Managing the Coalition". *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 46-49.

LAVÉR, Michael et Kenneth SHEPSLE. "Government Coalitions and Intraparty Politics", *British Journal of Political Science*, Vol. 20, No. 4, octobre. 1990, p. 489-507.

MERSHON, Carol. "The Costs of Coalition : Coalition Theories and Italian Governments". *American Political Science Review*, Vol. 90, No. 3, septembre 1996, p. 534-554.

MÜLLER, Wolfgang C. et Kaare STRØM. "Coalition Agreements and Cabinet Governance" In STRØM Kaare, MÜLLER, Wolfgang C. et Torbjørn BERGMAN (dirs.). *Cabinets and Coalition Bargaining : The Democratic Life Cycle in Western Europe*. Oxford : Oxford University Press, 2010, p. 159-201.

NADENICHEK GOLDBER, Sona. "Pre-Electoral Coalition Formation in Parliamentary Democracies". *British Journal of Political Science*, Vol. 36, No. 2, avril 2006, p. 193-212.

PEDERSEN, Helene Helboe. "How Intra-Party Power Relations Affect the Coalition Behaviour of Political Parties". *Party Politics*, Vol. 16, No. 6, avril 2010, p. 737-754.

PULZER, Peter. "Will England Love Coalitions ?". *Parliamentary Affairs*, Vol. 30, No. 1, hiver 1977, p. 69-79.

STRØM, Kaare, BUDGE, Ian et Michael J. LAVÉR. "Constraints on Cabinet Formation in Parliamentary Democracies". *American Journal of Political Science*, Vol. 38, No. 2, mai 1994, p. 303-335.

TAYLOR, Michael et Michael LAVÉR. "Government Coalitions in Western Europe". *European Journal of Political Research*, Vol. 1, No. 3, septembre 1973, p. 205-248.

TEMPLE, Michael. "Giving Coalitions a Good Name". *Politics*, Vol. 14, No. 3, décembre 1994, p. 109-115.

TSEBELIS, George et Eunyong HA. "Coalition Theory : A Veto Players' Approach". *European Political Science Review*, Vol. 6, No. 3, août 2013, p. 1-27.

WAGER, Alan. “Friends with Benefits : A Temporal Comparison of Electoral Pact Negotiations in the British Context”. *British Politics*, Vol. 12, No.1, avril 2017, p. 115-133.

WARWICK, Paul V. “Policy Horizons in West European Parliamentary Systems”. *European Journal of Political Research*, Vol. 38, No. 1, août 2000, p. 37-61.

WARWICK, Paul V. “Do Policy Horizons Structure the Formation of Parliamentary Governments ? : The Evidence from an Expert Survey”. *American Journal of Political Science*, Vol. 49, No. 2, avril 2005, p. 373-387.

WARWICK, Paul V. et **James N. DRUCKMAN.** “The Portfolio Allocation Paradox : An Investigation into the Nature of a very Strong but Puzzling Relationship”. *European Journal of Political Research*, Vol. 45, No. 4, juin 2006, p. 635-665.

WHITE, Jonathan. “The Ethics of Political Alliance”. *British Journal of Political Science*, Vol. 48, No. 3, février 2018, p. 593-609.

D . LEADERSHIP.

- **Ouvrages :**

BROWN, Archie. *The Myth of the Strong Leader.* New York : Basic Books, 2014, 466 p.

NYE, Joseph S. *The Powers to Lead.* New York : Oxford University Press, 2008, 226 p.

PUNNETT, Robert Malcom. *Selecting the Party Leader : Britain in Comparative Perspective.* Hemel Hempstead : Harvester Wheatsheaf, 1992, 186 p.

QUINN, Thomas. *Electing and Ejecting Party Leaders in Britain.* Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2012, 264 p.

SKOWRONEK, Stephen. *Presidential Leadership in Political Time : Reprise and Reappraisal. Second Edition, Revised and Expanded.* Lawrence, Kansas : The University Press of Kansas, 2011, 224 p.

STARK, Leonard P. *Choosing a Leader : Party Leadership Contests in Britain from Macmillan to Blair.* Londres : Macmillan Press, 1996, 246 p.

- **Articles et chapitres d’ouvrages collectifs :**

BLONDEL, Jean et Jean-Louis THIEBAULT (dirs.). *Political Leadership, Parties and Citizens : The Personalisation of Leadership.* Londres et New York : Routledge, 2010, 292 p.

CWALINA, Wojcieh, FALKOWSKI, Etrezj et Bruce J. NEWMAN. “Political Management and Marketing” In JOHNSON, Dennis W. (dir.). *Routledge Handbook of Political Management*. New York : Routledge, 2009, p. 67-80.

DENHAM, Andrew. “From Ted to Ed : Electing British Party Leaders”. *The Political Quarterly*, Vol. 83, No. 3, juillet-septembre 2012, p. 576-584.

DENVER, David et Mark GARNETT. “The Popularity of British Prime Ministers”. *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 14, No. 1, février 2012, p. 57-73.

HARMEL, Robert et Lars SVÅSAND. “Party Leadership and Party Institutionalisation : Three Phases of Development”. *West European Politics*, Vol. 16, No. 2, 1993, p. 67-88.

HARMEL, Robert et al. “Performance, Leadership, Factions and Party Change : An Empirical Analysis”. *West European Politics*, Vol. 18, No. 1, janvier 1995, p. 1-33.

LANGLOIS, Laetitia. “The Failed Leadership of an Uninspiring Leader” In ALEXANDRE-COLLIER, Agnès et François VERGNIOLE de CHANTAL (dirs.). *Leadership and Uncertainty Management in Politics*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2015, p. 230-248.

QUINN, Thomas. “Membership Ballots in Leadership Elections in Britain”. *Representation*, Vol. 46, No. 1, mars 2010, p. 101-117.

ROSE, Richard. “Parties, Factions and Tendencies in Britain”. *Political Studies*, Vol. 12, No. 1, 1964, p. 33-46.

ZARISKI, Raphael. “Party Factions and Comparative Politics : Some Preliminary Observations”. *Midwest Journal of Political Science*, Vol. 4, No.1, février 1960, p. 27-51.

E. IDÉOLOGIE.

- **Ouvrages :**

AUDARD, Catherine. *Qu'est-ce que le libéralisme? – Éthique, politique, société*. Paris : Gallimard, 2009, 843 p.

BELLAMY, Richard. *Rethinking Liberalism*. Londres : Pinter, 2000, 249 p.

BOBBIO, Sergio. *Droite et Gauche*. Paris : Seuil, 1996, traduit par Sophie Gherardi, 153 p.

CHRÉTIEN, Maurice (dir.). *Le nouveau libéralisme anglais à l'aube du XXe siècle*. Paris : Economica, 1999, 164 p.

- COLLINI, Stefan.** *Liberalism and Sociology : L.T. Hobhouse and Political Argument in Britain.* Cambridge, New York : Cambridge University Press, 1979, 281 p.
- CROSLAND, Anthony.** *The Future of Socialism.* Londres : J. Cape, 1956, 540 p.
- DELWIT, Pascal.** *Libéralismes et partis libéraux en Europe.* Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002, 291 p.
- DIAMOND, Patrick.** *The Crosland Legacy : The Future of British Social Democracy.* Cambridge : Policy Press, 2016, 440 p.
- FREEDEN, Michael.** *Ideologies and Political Theory : A Conceptual Approach.* Oxford : Clarendon Press, 1998, 608 p.
- FREEDEN, Michael.** *The New Liberalism : An Ideology of Social Reform.* Oxford : Clarendon Press, 2011, 1st edition 1978, 291 p.
- GIDDENS, Anthony.** *The Third Way : The Renewal of Social Democracy.* Cambridge : Polity Press, 1998, 166 p.
- HAMILTON, Malcom B.** *Democratic Socialism in Britain and Sweden.* Londres : Palgrave Macmillan, 1989, 270 p.
- INGLEHART, Ronald.** *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées.* Paris : Economica, 1993, 562 p.
- JONES, Tudor.** *The Revival of British Liberalism. From Grimond to Clegg.* Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2011, 584 p.
- JOYCE, Peter.** *Realignment of the Left ? A History of the Relationship between the Liberal Democrat and Labour Parties.* Basingstoke : Macmillan, 1999, 346 p.
- MARGO, Julia** (dir.). *Beyond Liberty : Is the Future of Liberalism Progressive?* Londres : IPPR, 2007, 254 p.
- MARQUAND, David.** *The Progressive Dilemma : From Lloyd George to Blair.* Londres : Phoenix, 1999, 2ème édition, 1999, 328 p.
- MILL, John S.** *On Liberty and other Essays.* Oxford, New York, Athènes : Oxford University Press, 1998, 598 p.
- ORAZI, Françoise.** *L'individu libre : Le libéralisme anglo-saxon de John Stuart Mill à nos jours.* Paris : Classiques Garnier, 2018, 200 p.
- STEDMAN JONES, Gareth.** *Languages of Class : Studies in English Working Class History 1832-1982.* Cambridge : Cambridge University Press, 1983, 260 p.
- SYKES, Allan.** *The Rise and Fall of British Liberalism 1776-1988.* Londres : Longman, 1997, 316 p.

- **Articles et chapitres d'ouvrages collectifs :**

ARON, Raymond. "Qu'est-ce que le libéralisme ?", 18 novembre 1969, publié dans la revue *Commentaire*, No. 84, hiver 1998-99, p. 943-946.

AZMANOVA, Albena. "After the Left-Right (Dis)continuum : Globalization and the Remaking of Europe's Ideological Geography". *International Political Sociology*, Vol. 5, No. 4, décembre 2011, p. 384-407.

CURTICE, John. "Great Britain – Social Liberalism Reborn ?" In KIRCHNER, Emil J. (dir.). *Liberal Parties in Western Europe*. Cambridge : Cambridge University Press, 1988, p. 93-123.

DOUGLAS, Roy. "Classical Liberalism" In HICKSON, Kevin (dir.). *The Political Thought of the Liberals and Liberal Democrats since 1945*. Manchester : Manchester University Press, 2009, p. 11-32.

GALL, Yann. "La « troisième voie » : une invention libérale ?", *Les Cahiers du Cevipol*, Vol. 99, No. 2, 1999, 58 p.

GRAYSON, Richard S. "Social Democracy or Social Liberalism? Ideological Sources of Liberal Democrat Policy". *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 32-39.

LAWSON, Neal et Neil SHERLOCK. "The Progressive Century : Ours to Make." In LAWSON, Neal et Neil SHERLOCK (dirs.). *The Progressive Century : The Future of the Centre-Left in Britain*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2001, p. 1-19.

LIPPIATT, Graham. "Radical Reform Group" In BRACK, Duncan et Ed RANDALL (dirs.). *Dictionary of Liberal Thought*. Londres : Politico's Publishing House, 2007, p. 329-330.

McCORMACK, Matthew. "Radicalism" In BRACK, Duncan and Ed RETALL (dirs.). *Dictionary of Liberal Thought*. Londres : Politico's Publishing House, 2007, p. 329-330.

MORGAN, Kenneth O. "Dilemmas and Disappointments : Progressive Politics 1896-2016". *The Political Quarterly*, Vol. 88, No. 1, janvier-mars 2017, p. 60-68.

NAGEL, Jack H. et Christopher WLEZIEN. "Centre-Party Strength and Major-Party Divergence in Britain, 1945-2005". *British Journal of Political Science*, Vol. 40, No. 2, mars 2010, p. 279-304.

PACKER, Ian. "Libéralisme et nouveau libéralisme des années 1880 à 1914". *Vingtième-Siècle. Revue d'Histoire*, No. 120, octobre-décembre 2013, p.15-25.

PULZER, Peter. "The Paralysis of the Centre-Left : A Comparative Perspective". *The Political Quarterly*, Vol. 58, No. 4, octobre 1987, p. 378-388.

RYAN, Alan. “Party Ideologies since 1945” In SELDON, Anthony (dir.). *UK Political Parties since 1945*. Sydney : Philip Allann, 1990, p. 79-93.

ROBINSON, Emily et Joe TWYMAN. “Speaking at Cross Purposes ? The Rhetorical Problems of ‘Progressive Politics’”. *Political Studies Review*, Vol. 12, No. 1, janvier 2014, p. 51-67.

TIVEY, Leonard. “Left, Right and Centre” In TIVEY, Leonard et Anthony WRIGHT (dirs.). *Party Ideology in Britain*. Londres, New York : Routledge, 1989, p. 1-20.

II. VIE POLITIQUE AU ROYAUME-UNI

A. GÉNÉRALITÉS SUR LE SYSTÈME PARTISAN.

- **Ouvrages :**

ALEXANDRE-COLLIER, Agnès et Emmanuelle AVRIL. *Les partis politiques en Grande-Bretagne*. Paris : Armand Colin, 2013, 288 p.

CLARK, Alistair. *Political Parties in the UK*. Basingtoke : Palgrave Macmillan, 2012, 272 p.

INGLE, Stephen. *The British Party System*. Londres : Basil Blackwell, 1987, 231 p.

McKENZIE, Robert. *British Political Parties*. Londres : Mercury Books, 1963, 2nd Edition, p. 694.

NORRIS, Pippa et Jony LOVENDUSKI. *Political Recruitment : Gender, Race and Class in the British Parliament*. Cambridge : Cambridge University Press, 1995, 320 p.

WEBB, Paul. *The Modern British Party System*. Londres : Sage Publications, 2000, 312 p.

- **Articles et chapitres d’ouvrages collectifs :**

AUDICKAS, Lucas, DEMPSEY, Noel et Richard KEEN. “Membership of UK Political Parties”. *House of Commons Library*, Briefing Paper Number SN05125, 03 septembre 2018, 28 p.

BALE, Tim. “If Opposition is an Art, is Ed Miliband an Artist ? A Framework for Evaluating Leaders of the Opposition”. *Parliamentary Affairs*, Vol. 68, No. 1, janvier 2015, p. 58-76.

BERRINGTON, Hugh. “New Parties in Britain : Why Some Live and Most Die”. *International Political Science Review*, Vol. 6, No. 4, octobre 1985, p. 441-461.

BLAU, Adrian. “The New Three-Party Politics ?”. Paper delivered at the *Elections, Public Opinion and Parties* annual conference, University of Essex, 09-11 septembre 2005, 37 p.

COWLEY, Philip. “Arise, Novice Leader ! The Continuing Rise of the Career Politician in Britain”. *Politics*, Vol. 3, No. 1, février 2012, p. 31-38.

DUNLEAVY, Patrick. “The Political Parties” In DUNLEAVY, Patrick *et al.* (dirs.). *Developments in British Politics 4*. Basingstoke : Macmillan, 1993, p. 123-153.

DUNLEAVY, Patrick. “Facing up to Multi-Party Politics : How Partisan Dealignment and PR Voting Have Fundamentally Changed Britain’s Party Systems”. *Parliamentary Affairs*, Vol. 8, No. 3, juillet 2005, p. 503-532.

DUNLEAVY, Patrick et Françoise BOUCEK. “Constructing the Number of Parties”. *Party Politics*, Vol. 9, No. 3, mai 2003, p. 291-315.

FARRELL, David M. et Michael GALLAGHER. “British Voters and their Criteria for Evaluating Electoral Systems”. *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 1, No. 3, octobre 1999, p. 293-316.

FOX, Ruth. “Five Days in May : A New Political Order Emerges” In GEDDES, Andrew et Jonathan TONGE (dirs.). *Britain Votes 2010*. Oxford : Oxford University Press, 2010, p. 25-40.

HOBOLT, Sara. “The Brexit Vote : A Divided Nation, a Divided Continent”. *Journal of European Public Policy*, Vol. 23, No. 9, septembre 2016, p. 1259-1277.

JOHNSON, Nevil. “Opposition in the British Political System”. *Government and Opposition*, Vol. 32, No. 4, octobre 1997, p. 487-510.

JOHNSTON, Ron J. et Charles J. PATTIE. “Fluctuating Party Identification in Great Britain : Patterns Revealed by Four Years of a Longitudinal Study”. *Politics*, Vol. 17, No. 2, mai 1997, p. 67-77.

LAVER, Michael. “Party Policy in Britain 1997 : Results from an Expert Survey”. *Political Studies*, Vol. 46, No. 2, juin 1998, p. 336-347.

LYNCH, Philip. “The End of the Two-Party System?”. *Politics & Government Online*. <http://www.politicscymru.com/en/cat1/article18/> [Consulté le 20 juin 2014]

LYNCH, Philip et Robert GARNER. “The Changing Party System”. *Parliamentary Affairs*, Vol. 58, No. 3, juillet 2005, p. 533-554.

MAIR, Peter. “New Political Parties in Established Party Systems : How Successful Are They?” In BEUKEL, Erik, KLAUSEN, Klaudi Kurt et Poul Erik MOURITZEN (dirs.).

Elites, Parties and Democracy. Festschrift for Professor Mogens N. Pedersen. Odense : Odense University Press, 1999, p. 207-224.

QUINN, Thomas. “From Two-Partism to Alternating Predominance : The Changing UK Party System, 1950-2010”. *Political Studies*, Vol. 61, juin 2013, p. 378-400.

ROBINS, Lynton J. et **Bill JONES** (dirs.). *Half a Century of British Politics.* Manchester, New York : Manchester University Press, 1997, 244 p.

ROBINS, Lynton J., BLACKMORE, Hilary et **Robert PYPER.** “Introduction” In **ROBINS, Lynton J., BLACKMORE, Hilary** et **Robert PYPER** (dirs.). *Britain’s Changing Party System.* Londres : Leicester University Press, 1994, p. 1-9.

WARWICK, Paul V. “Policy Horizons in West European Parliamentary Systems”. *European Journal of Political Research*, Vol. 38, No. 1, août 2000, p. 37-61.

WEAKLIEM, David. “Class and Party in Britain”. *Sociology*, Vol. 23, No. 2, mai 1989, p. 285-297.

B. LES PARTIS POLITIQUES BRITANNIQUES.

a) LE PARTI CONSERVATEUR.

- **Ouvrages :**

BALE, Tim. *The Conservative Party : From Thatcher to Cameron.* Cambridge : Polity Press, 2011, 471 p.

FORSTER, Anthony. *Euroscepticism in Contemporary British Politics : Opposition to Europe in the Conservative and Labour Parties since 1945.* Londres : Routledge, 2003, 168 p.

- **Articles et chapitres d’ouvrages collectifs :**

BALE, Tim et **Steve WEBB.** “The Conservative Party” In **ALLEN, Nicholas** et **John BARTLE** (dirs.). *Britain at the Polls 2010.* Los Angeles, Londres : Sage, 2011, p. 37-62.

BALE, Tim et **Steve WEBB.** ““Not as Bad as We Feared or Even Worse Than We Imagined ? Assessing and Explaining Conservative Party Members’ Views on Coalition””. *Political Studies Association*, Vol. 64, No. 1, septembre 2014, p. 123-142.

HEPPELL, Timothy et **David SEAWRIGHT**. “Introduction” In HEPPELL, Timothy et David SEAWRIGHT (dirs.). *Cameron and the Conservatives : The Transition to Coalition Government*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2011 p. 1-15.

LERUEZ, Jacques. “Fin de « règne » conservateur au Royaume-Uni : Les élections générales du 1er mai 1997”. *Pouvoirs*, No. 83, 1997, p. 165-175.

RAYMOND, Gino. “The 1970s and the Thatcherite Revolution : Crisis of Ideology or Control ?”. *Revue Française de Civilisation Britannique*, Vol. XII, No. 2, 2016, 21 p.

b) LE PARTI TRAVAILLISTE

- **Ouvrages :**

FAUCHER-KING, Florence et **Patrick LE GALÈS**. *Tony Blair, 1997-2007 : Le bilan des réformes*. Paris : Presses de Sciences Pos, 2007, 185 p.

FAUCHER-KING, Florence et **Patrick LE GALÈS**. *Les gouvernements New Labour : Le bilan de Tony Blair et de Gordon Brown*. Paris : Presses de Sciences Pos, 2010, 210 p.

JONES, Tudor. *Remaking the Labour Party : From Gaitskell to Blair*. Londres et New York : Routledge, 1996, 158 p.

MANDELSON, Peter et **Roger LIDDLE**. *The Blair Revolution : Can New Labour Deliver ?* Londres & Boston : Faber and Faber, 1996, 274 p.

SCOTT CRINES, Andrew. *Michael Foot and the Labour Leadership*. Newcastle upon Tyne : Cambridge Scholars Publishing, 2011, 193 p.

SELDON, Anthony (dir.). *The Blair Effect : The Blair Government 1997-2001*. Londres : Little, Brown, 2001, 661 p.

THORPE, Andrew. *A History of the British Labour Party*. Londres : Palgrave Macmillan, 4th edition, 2015, 412 p.

- **Articles et chapitres d’ouvrages collectifs :**

AVRIL, Emmanuelle. “Discours de déclin et de renouveau au sein du parti travailliste : Retour aux sources, refondation, ou récupération ? ”. *Politique, Société & Discours du monde anglophone*, avril 2002, 15 p.

BALE, Tim. “If Opposition is an Art, is Ed Miliband an Artist ? A Framework for Evaluating Leaders of the Opposition”. *Parliamentary Affairs*, Vol. 68, No. 1, janvier 2015, p. 58-76.

BEVIR, Mark. “The Remaking of Labour, 1987-1997”. *Observatoire de la société britannique*, No. 7, mars 2009, p. 351-366.

BULLER, Jim et Toby S. JAMES. “Statecraft and the Assessment of National Political Leaders : The Case of New Labour and Tony Blair”. *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 14, No. 4, novembre 2012, p. 534-555.

DYSON, Stephen Benedict. “Personality and Foreign Policy : Tony Blair’s Iraq Decisions”. *Foreign Policy Analysis*, Vol. 2, No. 3, juillet 2006, p. 289-306.

EVANS, Geoffrey, CURTICE, John et Pippa NORRIS. “New Labour, New Tactical Voting ? The Causes and Consequences of Tactical Voting in the 1997 British General Election”. *Journal of Elections, Public Opinion, and Parties*, Vol. 8, No. 1, 1998, p. 65-79.

JOHNSTON, Ron et al. “Labour Electoral Landslides and the Changing Efficiency of Voting Distributions”. *Transactions of the Institute of British Geographers*, Vol. 27, No. 3, septembre 2002, p. 336-361.

c) **LE SDP.**

- **Ouvrages :**

BRADLEY, Ian. *Breaking the Mould ? The Birth and Prospects of the Social Democratic Party.* Oxford : Martin Robertson, 1981, 172 p.

CREWE, Ivor et Anthony KING. *SDP : The Birth, Life and Death of the Social Democratic Party.* Oxford : Oxford University Press, 1995, 611 p.

STEPHENSON, Hugh. *Claret and Chips : The Rise of the SDP.* Londres : Michael Joseph, 1982, 208 p.

- **Articles et chapitres d’ouvrages collectifs :**

COLE, Matt. “Fourth Party, Fifth Column?”. *Journal of Liberal History*, No. 43, été 2004, p. 4-11.

DALY, Gerard. “The Social Democratic Party, 1981-88” In SELDON, Anthony (dir.). *UK Political Parties since 1945.* Sydney : Philip Allann, 1990, p. 51-62.

DENVER, David et Hugh BOCHEL. “Merger or Bust : Whatever Happened to Members of the SDP ?”. *British Journal of Political Science*, Vol. 24, No. 3, juillet 1994, p. 403-417.

JONES, Tudor. “The SDP’s Ideological Legacy”. *Journal of Liberal Democrat History*, Vol. 18, printemps 1998, p. 4-7.

SEELBACH, Stefan. “The Case of the SDP. Aspects of Organisational Modernisation in Political Parties”. *Journal of Liberal History*, No. 39, été 2003, p. 26-32.

d) LES VERTS.

- **Articles et chapitres d’ouvrages collectifs :**

BURCHELL, Jon. “Here Come the Greens (Again) : The Green Party in Britain during the 1990s”. *Environmental Politics*, Vol. 9, No. 3, automne 2000, p. 145-150.

C. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN GRANDE-BRETAGNE.

- **Ouvrages :**

BROUGHTON, David et al. (dirs.). *British Elections and Parties Yearbook 1994*. Londres : Frank Cass, 1995, 283 p.

BUTLER, David et Dennis KAVANAGH. *The British General Election of February 1974*. Londres : Macmillan, 1974, 354 p.

BUTLER, David et Dennis KAVANAGH. *The British General Election of October 1974*. Londres : Macmillan, 1974, 368 p.

BUTLER, David et Dennis KAVANAGH. *The British General Election of 1979*. Londres : Macmillan, 1979, 443 p.

BUTLER, David et Dennis KAVANAGH. *The British General Election of 1992*. New York : Macmillan, St. Martin’s Press, 1992, 380 p.

BUTLER, David et Dennis KAVANAGH. *The British General Elections of 1997*. Basingstoke : Macmillan Press, 1997, 343 p.

CLARKE, Harold D. *Political Choice in Britain*. Oxford : Oxford University Press, 2004, 371 p.

CREWE, Ivor et Martin HARROP (dirs.). *Political Communications : The General Elections of 1987*. Cambridge : Cambridge University Press, 1989, 336 p.

DENVER, David et Mark GARNETT. *British General Elections since 1964 : Diversity, Dealignment, and Disillusion*. Oxford : Oxford University Press, 2014, 224 p.

KAVANAGH, Dennis et Philip COWLEY. *The British General Election of 2010*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2010, 446 p.

- **Articles et chapitres d'ouvrages collectifs :**

CLARKE, Harold D. *et al.* "Valence Politics and Electoral Choice in Britain, 2010". *Journal of Elections, Public Opinion et Parties*, Vol. 21, No. 2, janvier 2011, p. 237-253.

DENVER, David. "The Results : How Britain Voted" In GEDDES, Andrew et Jonathan TONGE. *Britain Votes 2010*. Oxford : Oxford University Press, 2010, p. 6-24.

HARROP, Martin. "An Apathetic Landslide : The British Election of 2001". *Government and Opposition*, Vol. 36, No. 3, juillet 2001, p. 295-313.

JOHNSTON, Ron et Charles PATTIE. "Geography : The Key to Recent British Elections", *Geography Compass*, Vol. 3, No. 5, septembre 2009, p. 1865-1880.

JOHNSTON, Ron et Charles PATTIE. "The British General Election of 2010 : A Three-Party Contest- or Three Two-Party Contests?". *The Geographical Journal*, Vol. 177, No. 1, mars 2011, p. 17-26.

III. LE PARTI LIBÉRAL/LIBÉRAL-DÉMOCRATE.

A. HISTOIRE DU PARTI LIBÉRAL/LIBÉRAL-DÉMOCRATE.

- **Ouvrages :**

COOK, Chris. *A Short History of the Liberal Party : The Road back to Power*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 7ème édition, 2010, 363 p.

CYR, Arthur. *Liberal Party Politics in Britain*. Londres : Calder, 1977, 318 p.

DAVIS, Richard. *The Liberal Party in Britain (1906-1924)*. Paris : Presses Universitaires de France, 2010, 176 p.

DOUGLAS, Roy. *Liberals : The History of the Liberal and Liberal Democrats Parties*. Londres : Hambledon and London, 2005, 395 p.

DUTTON, David. *A History of the Liberal Party since 1900. Second Edition*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2013, 365 p.

STEVENSON, John. *Third Party Politics since 1945 : Liberals, Alliance and Social Democrats*. Oxford : Wiley-Blackwell, 1993, 176 p.

WALTER, David. *The Strange Rebirth of Liberal England*. Londres : Politico's, 2003, 232 p.

- **Articles et chapitres d'ouvrages collectifs :**

BELL, David. “Le Parti Libéral-démocrate au Royaume-Uni : À la Recherche du Pouvoir” In DELWIT, Pascal. *Libéralismes et Partis Libéraux en Europe*. Bruxelles : Éditions de l’Université de Bruxelles, 2002, p. 113-139.

BERTHEZÈNE, Clarisse. “Une crise de l’historiographie britannique ? Les controverses autour du Parti libéral et du libéralisme au 20e siècle”. *Vingtième Siècle. Revue d’Histoire*. Vol. 4, No. 120, p. 2-13.

BRACK, Duncan. “From Protest to Power : The Liberal Democrats (1988-2010)” In INGHAM, Robert et Duncan BRACK (dirs.). *Peace, Reform and Liberation : A History of Liberal Politics in Britain 1679-2011*. Londres : Biteback Publishing, 2011, p. 307-358.

COLE, Matt. “Breaking the Mould (1974-1988)” In INGHAM, Robert et Duncan BRACK (dirs.). *Peace, Reform and Liberation : A History of Liberal Politics in Britain 1679-2011*. Londres : Biteback Publishing, 2011a, p. 271-306.

COWLEY, Philip et Martin RYDER. “Into Government : Coalition (2010-2011)” In INGHAM, Robert et Duncan BRACK (dirs.). *Peace, Reform and Liberation : A History of Liberal Politics in Britain 1679-2011*. Londres : Biteback Publishing, 2011, p. 359-372.

INGHAM, Robert. “Liberal Revival (1956-1974)” In INGHAM, Robert et Duncan BRACK (dirs.). *Peace, Reform and Liberation : A History of Liberal Politics in Britain 1679-2011*. Londres : Biteback Publishing, 2011, p. 241-270.

REYNOLDS, Jaimie et Ian HUNTER. “Decline and Desintegration (1929-1955)” In INGHAM, Robert et Duncan BRACK (dirs.). *Peace, Reform and Liberation : A History of Liberal Politics in Britain 1679-2011*. Londres : Biteback Publishing, 2011, p. 207-240.

SLADE, Adrian. “Crunch Times for the Liberal Democrats”. *Journal of Liberal History*, No. 43, été 2004, p. 32-38.

STEED, Michael. “Foreword” In CYR, Arthur. *Liberal Party Politics in Britain*. Londres : Calder, 1977, p. 11-35.

STEVENSON, John. “The Liberal Party since 1945” In SELDON, Anthony (dir.). *UK Political Parties since 1945*. Sydney : Philip Allann, 1990, p. 36-50.

STEVENSON, John. “Liberals to Liberal Democrats” In MACIVER, Don (dir.). *The Liberal Democrats*. Hemel Hempstead : Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, 1996, p. 23-39.

TAYLOR, Matthew. “The Birth and Rebirth of the Liberal Democrats”. *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 21-31.

B. CAMPAGNES ÉLÉCTORALES/RÉSULTATS.

- **Ouvrages :**

RUSSELL, Andrew et **Edward FIELDHOUSE**. *Neither Left nor Right ? The Liberal Democrats and the Electorate*. Manchester : Manchester University Press, 2005. 272 p.

- **Articles et chapitres d'ouvrages collectifs :**

ALLEN, Nicholas, BARA, Judith et **John BARTLE**. "Rules, Strategies and Words : The Content of the 2010 Prime Ministerial Debates". *Political Studies*, Vol. 61, No. S1, avril 2013, p. 92-113.

ALT, James, CREWE, Ivor et **Bo SÄRLVIK**. "Angels in Plastic : The Liberal Surge in 1974". *Political Studies*, Vol. 25, No. 3, septembre 1977, p. 343-368.

BÉLANGER, Éric, NADEAU, Richard et **Michael S. LEWIS-BECK**. "Forecasting the Vote for a Third Party : The British Liberals, 1974-2005". *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 12, No. 4, novembre 2010, p. 634-643.

CLARK, Alistair. "Community Politics? Grassroots Liberal Democrats and the 2003 Scottish Parliament Elections". *British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 9, No. 4, novembre 2007, p. 696-712.

CLARKE, Harold D. et **Gary ZUK**. "The Dynamics of Third-Party Support : The British Liberals, 1951-1979". *American Journal of Political Science*, Vol. 33, No. 1, février 1989, p. 196-221.

CREWE, Ivor. "Is Britain's Two-Party System really about to Crumble ? The Social Democratic-Liberal Alliance and the Prospects for Realignment". *Electoral Studies*, Vol. 1, No. 3, décembre 1982, p. 275-313.

CURTICE, John. "Liberal Voters and the Alliance : Realignment or Protest ?" In **BOGDANOR, Vernon** (dir.). *Liberal Party Politics*. Oxford : Clarendon Press, 1983, p. 99-121.

CURTICE, John. "Disappointment or Bridgehead ? The Liberal Democrats in the 2005 Election". *Journal of Liberal History*, No. 48, automne 2005, p. 4-7.

CURTICE, John. "New Labour, New Protest ? How the Liberal Democrats Profited from Blair's Mistakes". *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, avril 2007, p. 117-127.

CURTICE, John. "Never to Be Forgotten ? The 2013 English Local Elections". *Juncture*, Vol. 20, No. 1, 2013, p. 62-70.

CURTICE, John. “The Liberal Democrats and the 2015 Election”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 64-69.

CUTTS, David. “Yet another False Dawn ? An Examination of the Liberal Democrats’ Performance in the 2010 General Election”. *The British Journal of Journal Politics and International Relations*, Vol. 14, No. 1, février 2012, p. 96-114.

CUTTS, David et **Nick SHRYANE.** “Did Local Activism Really Matter ? Liberal Democrat Campaigning and the 2001 British General Election”. *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 8, No. 3, juillet 2006, p. 427-444.

CUTTS, David, FIELDHOUSE, Edward et **Andrew RUSSELL.** “The Campaign that Changed Everything and still did not Matter ?”. *Parliamentary Affairs*, Volume 63, No. 4, octobre 2010, p. 689-707.

CUTTS, David et **Andrew RUSSELL.** “From Coalition to Catastrophe : The Electoral Meltdown of the Liberal Democrats”. *Parliamentary Affairs*, Vol. 68, No. 1 suppl., septembre 2015, p. 70-87.

DORLING, Daniel, RALLINGS, Colin et **Michael THRASHER.** “The Epidemiology of the Liberal Democrat Vote”. *Political Geography*, Vol. 17, No. 1, janvier 1998, p. 45-70.

GRAYSON, Richard S. “Change and Continuity in the Liberal Democrat General Election Campaign of 2005”. *The Political Quarterly*, Vol. 76, No. 3, juillet 2005, p. 393-401.

GRENDER, Olly et **Kate PARMINTER.** “From ‘My Vote’ to ‘The Real Alternative’ : Selling the Liberal Democrats”. *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 108-116.

LIPPIATT, Graham. “Community Politics and the Liberal Revival”. *Journal of Liberal History*, No. 89, hiver 2015, p. 28-30.

MACALLISTER, Iain, FIELDHOUSE, Edward et **Andrew RUSSELL.** “Yellow Fever ? The Political Geography of Liberal Voting in Great Britain”. *Political Geography*, Vol. 21, No. 4, mai 2002, p. 421-447.

MEADOWCROFT, Michael. “Targeting : Its effect on Liberal Democrat Performance in the 2015 General Election”. *Journal of Liberal History*, No. 89, hiver 2015-2016, p. 20-22.

MEADOWCROFT, Michael. “Eric Lubbock and the Orpington Moment”. *Journal of Liberal History*, printemps 2016, p. 29-30.

MEMBERY, York. “The Changing Face of Election Campaigning”. *Journal of Liberal History*, No. 95, été 2017, p. 22-26.

RUSSELL, Andrew et **Ed. A. FIELDHOUSE.** “Identifying an Attitudinal Heartland of Liberal Democrat Support in the 1997 General Election : An Exploration of Equidistance,

Constructive Opposition and Third Party Politics”. *British Elections & Parties Review*, Vol. 10, No. 1, 2000, p. 85-99.

RUSSELL, Andrew, FIELDHOUSE, Ed. et Iain MACALLISTER. “The Anatomy of Liberal Support in Britain, 1974-1997”. *British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 4, No. 1, avril 2002, p. 49-74.

RUSSELL, Andrew et David CUTTS. “After Kennedy, After Blair : The Electoral and Political Health of the Liberal Democrats in Britain”. Paper presented to the Conference “BRITAIN AFTER BLAIR : The Legacy and the Future”, Chicago, 29 août 2007.

RUSSELL, Andrew. “Inclusion, Exclusion or Obscurity ? The 2010 General Election and the Implications of the Con-Lib Coalition for Third-Party Politics in Britain”. *British Politics*, Vol. 5, No. 4, décembre 2010, p. 506-524.

STEED, Michael. “The Electoral Strategy of the Liberal Party” In BOGDANOR, Vernon (dir.). *Liberal Party Politics*. Oxford : Clarendon Press, 1983, p. 73-98.

WLEZIEN, Christopher et Pippa NORRIS. “Conclusion : Whether the Campaign Mattered and How”. *Parliamentary Affairs*, Vol. 58, No. 4, octobre 2005, p. 871-888.

WRING, Dominic et Stephen WARD. “The Media and the 2010 Campaign : The Television Election?” In GEDDES, Andrew et Jonathan TONGE. *Britain Votes 2010*. Oxford : Oxford University Press, 2010, p. 217-232.

C. CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS.

- **Ouvrages :**

SANDERSON-NASH, Emma. *Obeying the Iron Law? Changes to the Intra-party Balance of Power in the British Liberal Democrats since 1998*. Thèse de Doctorat, University of Sussex, juillet 2011, 198 p. Accessible à <http://sro.sussex.ac.uk/>. [Consulté le 25 mars 2017]

WHITELEY, Paul, SEYD, Patrick et Antony BILLINGHURST (dirs.). *Third Force Politics : Liberal Democrats at the Grassroots*. Oxford : Oxford University Press, 2006, 231 p.

- **Articles et chapitres d’ouvrages collectifs :**

EVANS, Elizabeth. “Grass-roots Influence : Pressure Groups within the Liberal Democrats”. *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 99-107.

EVANS, Elizabeth et **Emma SANDERSON-NASH**. “From Sandals to Suits : Professionalisation, Coalition and the Liberal Democrats”. *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 13, No. 4, mai 2011, p. 459-473.

INGLE, Stephen. “Party Organisation” In **MACIVER, Don** (dir.). *The Liberal Democrats*. Hemel Hempstead : Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, 1996, p. 113-133.

JOHNSON, Craig. “The Importance of Local Parties and Incumbency to the Electoral Prospects of the Liberal Democrats”. *Politics*, Vol. 34, No. 3, octobre 2014, p. 201-212.

JOHNSON, Craig. “The Coalition and Liberal Democrat Members”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 58-61.

LAFFIN, Martin. “Coalition-Formation and Centre–Periphery Relations in a National Political Party : The Liberal Democrats in a Devolved Britain”. *Party Politics*. Vol. 13, No. 6, novembre 2007, p. 651-668.

McKEE, Vincent. “Factions and Groups” In **MACIVER, Don** (dir.). *The Liberal Democrats*. Hemel Hempstead : Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, 1996, p. 155-170.

MOLE, Stuart. “The Liberal Party, Local Government, and Community Politics, (B) Community Politics” In **BOGDANOR, Vernon** (dir.). *Liberal Party Politics*. Oxford : Clarendon Press, 1983, p. 258-274.

PACK, Mark. “Nearly Three Years on, How does the Bones Report Look ?”. *Liberal Democrat Voice*, 01 juin 2011. <https://www.libdemvoice.org/nearly-three-years-on-how-does-the-bones-report-look-24309.html> [Consulté le 14 février 2019]

PACK, Mark. “The History of the ‘Triple Lock’”. *Journal of Liberal History*, No. 72, automne 2011, p. 64-68.

RUSSELL, Andrew, FIELDHOUSE, Ed. et **David CUTTS**. “De facto Veto ? The Parliamentary Liberal Democrats”. *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 89-98.

D. COOPÉRATION AVEC LES AUTRES PARTIS.

- **Ouvrages :**

KIRKUP, Jonathan. *The Parliamentary Agreement between the Labour Party and the Liberal Party 1977-1978 ‘The Lib-Lab Pact’*. Thèse de Doctorat, Cardiff University, 2012, 347 p.
<https://orca.cf.ac.uk/42288/1/2012kirkupjphd.pdf> [Consulté le 06 juillet 2015].

LEE, Simon and **Matt BEECH** (dirs.). *The Cameron-Clegg Government : Coalition Politics in an Age of Austerity*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2011, 291 p.

WILSON, Rob. *5 Days to Power. The Journey to Coalition Britain.* Londres : Biteback Publishing, 2010, 304 p.

- **Articles et chapitres d'ouvrages collectifs :**

ARNDT, Christoph. "Making Sense of the 'Black Widow Effect' : The Failure of the Liberal Democrats as Junior Coalition Partners in a Comparative Perspective". Unpublished Paper, décembre 2017, 29 p.

ATKINS, Judi. "'Together in the National Interest' : The Rhetoric of Unity and the Formation of the Cameron-Clegg Coalition". *The Political Quarterly*, Vol. 86, No. 1, janvier-mars 2015, p. 85-92.

BALE, Tim. "I don't Agree with Nick : Retrodicting the Conservative-Liberal Democrat Coalition". *The Political Quarterly*, Vol. 82, No. 2, avril-juin 2011, p. 244-250.

BRACK, Duncan. "Coalition and the Liberal Democrats". *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015b, p. 4-5.

COLE, Matt. "Growing Without Pains ? Explaining Liberal Democrat MPs' Behaviour". *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 11, No. 2, mai 2009, p. 259-279.

COLE, Matt. "'Be Careful what You Wish for...' The Lessons of the Lib-Lab Pact for the Lib-Con Coalition". *Journal of Liberal History*, No. 72, automne 2011b, p. 58-63.

COLE, Matt. "Liberal Democrats in Coalition : Economic Policy". *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 6-10.

COWLEY, Philip et al. "Mr. Blair's Loyal Opposition ? The Liberal Democrats in Parliament". *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, Vol. 10, No. 1, janvier 2000, p. 110-116.

COWLEY, Philip et Mark STUART. "Labour in Disguise ? Liberal Democrat MPs 1997-2001". *British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 5, No. 3, août 2003, p. 393-404.

COWLEY, Philip et Mark STUART. "From Labour Love-In to Bona Fide Party of Opposition". *Journal of Liberal History*, No. 43, été 2004, p. 18-19.

COWLEY, Philip et Mark STUART. "A Long Way from Equidistance : Lib Dem Voting in Parliament, 1997-2007", unpublished mimeo, 5 p.
<http://www.revolt.co.uk/A%20long%20way%20from%20equidistance.pdf> [consulté le 01 juin 2019]

COWLEY, Philip et Mark STUART. "A Coalition with Two Wobbly Wings : Backbench Dissent in the House of Commons". *Political Insight*, Vol. 3, No. 2, avril 2012, p. 8-11.

DEBUS, Marc. “Portfolio Allocation and Policy Compromises : How and Why the Conservatives and the Liberal Democrats Formed a Coalition Government”. *The Political Quarterly*, Vol. 82, No. 2, avril-juin 2011, p. 293-304.

DENT, Martin. “The Case for an Electoral Pact between Labour and the Liberal Democrats”. *The Political Quarterly*, Vol. 62, No. 2, avril 1993, p. 243-251.

DOMMETT, Katherine. “A Miserable Little Compromise ? Exploring Liberal Democrat Fortunes in the UK Coalition”. *The Political Quarterly*, Vol. 84, No. 2, avril-juin 2013, p. 218-227.

DOREY, Peter. “‘A Rather Novel Constitutional Experiment’ : The Formation of the 1977-78 ‘Lib-Lab Pact’”. *Parliamentary History*, Vol. 30, No. 3, octobre 2011, p. 374-394.

DOUGLAS, Roy. “Can Liberals Learn from History ?”. *Journal of Liberal History*, No. 89, hiver 2015-2016, p. 22-25.

FINN, Mike. “The Coalition and the Liberal Democrats” In SELDON, Anthony et Mike FINN (dirs.). *The Coalition Effect 2010-2015*. Cambridge: Cambridge University Press, 2015, p. 492-519.

FLYNN, Helen. “Liberal Democrats in Coalition : Education. Critic”. *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 21-22.

GRAYSON, Richard S. “The Liberal Democrat Journey to a Lib-Con Coalition – And where next ?”. *Compass*, 2010, 15 p. <http://www.compassonline.org.uk/wp-content/uploads/2013/05/Compass-LD-Journey-WEB.pdf> [Consulté le 28 septembre 2018]

GRIFFITHS, Simon. “Liberal Democrats in Coalition : Education”. *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 16-19.

GREAVES, Tony. “Audacious but Totally Flawed”. *Journal of Liberal Democrat History*, No. 30, printemps 2011, p. 27-28.

HANNEY, Matthew. “How did the Liberal Democrats Remain United in the 2010-2015 Parliament ? And were they Right to ?”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 53-56.

HARVEY, Nick. “From the Rose Garden to the Compost Heap”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 35-38.

HAZELL, Robert. *The Conservative-Liberal Democrat Agenda for Political and Constitutional Reform*. Londres : Constitution Unit, 2010, 66 p.

HAZELL, Robert. “Case Study I : Constitutional Reform” In HAZELL, Robert et Ben YONG. *The Politics of Coalition : How the Conservative-Liberal Democrat Government Works*. Oxford : Hart Publishing Ltd, 2012, p. 155-171.

- HAZELL, Robert.** “Lessons for the Future” In HAZELL, Robert et Ben YONG. *The Politics of Coalition : How the Conservative-Liberal Democrat Government Works*. Oxford : Hart Publishing Ltd, 2012, p. 190-212.
- HAZELL, Robert.** “Liberal Democrats in Coalition : Constitutional Reform”, *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 61-65.
- HOLME, Richard.** “Alliance Days”. *Journal of Liberal Democrat History*, No. 18, été 1998, p. 12-13.
- HOWARTH, David.** “Liberal Democrats in Coalition : Economic Policy. Critic”. *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 13-15.
- HOWARTH, David.** “The Liberal Democrats in Coalition : Owners of all and nothing”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 43.
- HUNTCHBACK, Matthew.** “Coalition : A Difficult Situation Made Worse”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 40-43.
- JOHNSON, Craig et Alia MIDDLETON.** “Junior Coalition Parties in the British Context : Explaining the Liberal Democrat Collapse at the 2015 General Election”. *Electoral Studies*, Vol. 43, septembre 2016, p. 63-71.
- LEAMAN, Alan.** “Ending equidistance”. *The Political Quarterly*, avril-juin 1998, p. 160-169.
- LEAMAN, Alan.** “Notes on a Political Relationship : Blair and Ashdown”. *Journal of Liberal History*, No. 67, été 2010, p. 68-71.
- LEIGH, Dominic.** “An Equidistant Memory ? The Liberal Democrats and Their Relationship with the Two Main Political Parties in Britain”. *Polis Journal*, Vol. 5, été 2011, 46 p.
- LEMIEUX, Peter H.** “Political Issues and Liberal Support in the February 1974, British General Election”. *Political Studies*, Vol. 25, No. 3, septembre 1977, p. 323-342.
- LIPPIATT, Graham.** “Working with the Others : The Lib-Lab Pact”. *Journal of Liberal History*, No. 60, automne 2003, p. 23-27.
- MACIVER, Don.** “Political Strategy” In MACIVER, Don (dir.). *The Liberal Democrats*. Hemel Hempstead : Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, 1996, p. 173-190.
- MARQUAND, David.** “1924-1932” In BUTLER, David (dir.). *Coalitions in British Politics*. Londres et Basingstoke : The Macmilann Press LTD, 1978, p. 52-73.
- MARSH, Ian.** “Liberal Priorities, the Lib-Lab Pact and the Requirements for Policy Influence”. *Parliamentary Affairs*, Vol. 43, No. 3, juillet 1990, p. 292-321.
- NEWBY, Dick.** “The Alliance : Two-Party Cooperation in Practice”. *The Journal of Liberal Democrat History*, No. 18, printemps 1998, p. 14-16.

NEWBY, Dick. “What Did the SDP Bequeath to the Liberal Democrats ?”. *Journal of Liberal History*, Vol. 91, été 2016, p. 4-9.

OLIVER, Douglas. “The Progressive Coalition That Never Was – Lessons from the Ashdown-Blair ‘Project’”. *Journal of Liberal History*, No. 83, été 2014, p. 45-47.

PAUN, Akash et Robyn MUNRO. "Endgames : Lessons for the Lib Dems in the Final Phase of Coalition". *Institute For Government*, 2013, 5 p.
<https://www.instituteforgovernment.org.uk/sites/default/files/publications/Lib%20Dem%20Conference%20Briefing%20Paper%20final.pdf>. [Consulté le 24 mai 2019].

PAYNE, Geoff. “Coalition and the Liberal Democrats”. *Journal of Liberal History*, No. 89, hiver 2015-2016, p. 27.

PUGH, John. “Coalition History – Our Follies and our Fortunes”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 38-40.

QUINN, Thomas et Ben CLEMENTS. “Realignment in the Centre : The Liberal Democrats” In ALLEN, Nicholas et John BARTLE (dirs.). *Britain at the Polls 2010*. Los Angeles, Londres : Sage, 2011, p. 63-89.

QUINN, Thomas, BARA, Judith et John BARTLE. “The UK Coalition Agreement of 2010 : Who Won ?”. *The Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, Vol. 21, No. 2, mai 2011, p. 295-312.

RODGERS, William. “The SDP and the Liberal Party in Alliance”. *The Political Quarterly*, Vol. 54, No. 4, octobre 1983, p. 354-362.

RODGERS, William. “The SDP and Merger 1981-1987”. *Journal of Liberal Democrat History*, No. 18, été 1998, p. 8-11.

RODGERS, Bill. “What Went Wrong in Darlington ?”. *Journal of Liberal History*, No. 39, été 2003, p. 13-18.

SLADE, Adrian. “What Might Have Been”. *Liberal Democrat History Journal*, No. 36, automne 2002, p. 16-18.

SLADE, Adrian. “Crunch Times for the Liberal Democrats”. *Journal of Liberal History*, No. 43, été 2004, p. 32-38.

SLADE, Adrian. “Coalition and the Deluge : Interview with Nick Clegg”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 10-12.

SLADE, Adrian. “Coalition and the Deluge : Interview with Lord (Tom) McNally”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 10-12.

SLADE, Adrian. “Coalition and the Deluge : Interview with Sir Nick Harvey”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 12-14.

SLADE, Adrian. “Coalition and the Deluge : Interview with Sir Vince Cable”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 24-26.

SLADE, Adrian. “Coalition and the Deluge : Interview with Chris Huhne”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 28-30.

STEED, Michael. “The Electoral Strategy of the Liberal Party” In **BOGDANOR, Vernon** (dir.). *Liberal Party Politics*. Oxford : Clarendon Press, 1983, p. 73-98.

STEED, Michael. “2015: Disaster – or Darkness before Dawn ?”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 69-72.

STEED, Michael. “Critic. Liberal Democrats in Coalition: Constitutional Reform”. *Journal of Liberal History*, No. 92, automne 2016, p. 67.

STUDLAR, Donley T. et **Ian McALLISTER.** “Protest and Survive ? Alliance Support in the 1983 British General Election”. *Political Studies*, Vol. 35, mars 1987, p. 39-60.

TALL, Stephen. “Decline and Fall : How Coalition Killed the Lib Dems (almost)”. *Journal of Liberal History*, No. 88, automne 2015, p. 32-35.

YONG, Ben. “Formation of the Coalition”, In **HAZELL, Robert** et **Ben YONG.** *The Politics of Coalition : How the Conservative-Liberal Democrat Government Works*. Oxford : Hart Publishing Ltd, 2012, p. 26-48.

E. IDENTITÉ/PROGRAMME POLITIQUE.

- **Articles et chapitres d’ouvrages collectifs :**

BENNIE, Lynn G., CURTICE, John et **Wolfgang RÜDIG.** “Liberal, Social Democrat or Liberal Democrat ? Political Identity and British Centre Party Politics” In **BROUGHTON, David** et al. (dirs.). *British Elections and Parties Yearbook 1994*. Londres : Frank Cass, 1995, p. 148-166.

BRACK, Duncan. “Liberal Democrat Policy” In **MACIVER, Don** (dir.). *The Liberal Democrats*. Hemel Hempstead : Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, 1996, p. 85-110.

BURALL, Paul. “The Environment : A Winner for the Liberal Democrats?”. *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 50-58.

BUTT PHILIP, Alan. “Internationalism” In **HICKSON, Kevin** (dir.). *The Political Thought of the Liberals and Liberal Democrats since 1945*. Manchester et New York : Manchester University Press, 2009, p. 135-146.

CASSEL-PICCOT, Muriel. “Libéraux et Libéraux Démocrates : Dans l’ombre des Travaillistes ?”. *Observatoire de la société britannique*, No. 6, juin 2008, p. 67-88.

CASSEL-PICCOT, Muriel. “Rebuilding a Liberal Britain under John Major’s Premiership, the Liberal Democrat Party from 1990 to 1997”. *Observatoire de la société britannique*, No. 7, mars 2009, p. 335-350.

CURTICE, John. “To the Left, to the Right...?”. *Public Policy Research*, Vol. 15, No. 33, septembre-novembre 2008, p. 123-126.

DOREY, Peter et **Andrew DENHAM.** “‘Meeting the Challenge’? The Liberal Democrats’ Policy Review of 2005-2006”. *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 68-77.

LAWS, David. “*The Orange Book* : Eight Years on”. *Institute of Economic Affairs*, Vol. 12, No. 2, juin 2012, p. 31-35.

LISHMAN, Gordon. “Issues for Radicals”. *The Radical Quarterly*, No. 7, printemps 1988, p. 43-69.

MEADOWCROFT, Michael. “The Future of the Left : A Liberal View”. *The Political Quarterly*, Vol. 58, No. 4, octobre-décembre 1987, p. 414-423.

PAPWORTH, Thomas. “Eight Years since *The Orange Book* : Have the Liberal Democrats ‘Reclaimed’ Liberalism ?”. *Institute of Economic Affairs*, Vol. 12, No. 2, juin 2012, p. 2-5.

PHILIP, Alan Butt. “Europeans First and Last : British Liberals and the European Community”. *The Political Quarterly*, Vol. 64, No. 4, octobre 1993, p. 447-461.

SANDERSON-NASH, Emma. “The Orange Book – Turning Right or Changing Gears ?”. *Institute of Economic Affairs*, Vol. 12, No. 2, juin 2012, p. 11-16.

STOCKLEY, Neil. “The Third Way : Where Do Liberal Democrats Stand ?” In WALLACE, William, STOCKLEY, Neil et Richard GRAYSON (dirs.). *Liberal Democrats and the Third Way*. Londres : Centre for Reform, No. 4, décembre 1998, p. 25-33.

WALLACE, William. “The Third Way and the Fourth ...” In WALLACE, William, STOCKLEY, Neil et Richard GRAYSON (dirs.). *Liberal Democrats and the Third Way*. Londres : Centre for Reform, No. 4, décembre 1998, p. 15-24.

F. LEADERSHIP/LEADERS.

- **Ouvrages :**

JASPER, Gerard. *The Clegg Coup : Britain’s First Coalition Government since Lloyd George*. Londres : Gibson Square, 2011, 284 p.

- **Articles et chapitres d’ouvrages collectifs :**

ALDERMAN, Keith et **Neil CARTER.** “The Liberal Democrat Leadership Election of 1999”. *Parliamentary Affairs*, Vol. 53, No. 2, avril 2000, p. 311-327.

BARBERIS, Peter. “Jo Grimond” In BRACK, Duncan, INGHAM, Robert et Tony LITTLE (dirs.). *British Liberal Leaders*. Londres : Biteback Publishing, 2015a, p. 295-310.

BRACK, Duncan. “Liberal Democrat Leadership : The Cases of Ashdown and Kennedy”. *The Political Quarterly*, Vol. 78, No. 1, janvier-mars 2007, p. 78-88.

BRACK, Duncan. “Paddy Ashdown” In BRACK, Duncan, INGHAM, Robert et Tony LITTLE (dirs.). *British Liberal Leaders*. Londres : Biteback Publishing, 2015a, p. 372-389.

BRACK, Duncan. “Campbell as Leader”. *Journal of Liberal History*, No. 60, automne 2008a, p. 38-44.

BRACK, Duncan. “Leader out of Time”. *Journal of Liberal History*, No. 60, automne 2008b, p. 45-48.

DENHAM, Andrew et Peter DOREY. “The ‘Caretaker’ Cleans Up : The Liberal Democrat Leadership Election of 2006”. *Parliamentary Affairs*, Vol. 60, No. 1, janvier 2007, p. 26-45.

FRANCIS, Matthew. “The ‘Bland Leading the Bland’ : Electing the Liberal Democrat Leader, 1988-2007”. *Representation*, Vol. 46, No. 1, mars 2010, p. 91-100.

HURST, Greg. “Charles Kennedy” In BRACK, Duncan, INGHAM, Robert et Tony LITTLE (dirs.). *British Liberal Leaders*. Londres : Biteback Publishing, 2015, p. 391-403.

INGHAM, Robert. “Lesson for Leaders”. *Journal of Liberal Democrat History*, No. 24, automne 1999, p. 23-25.

JASPER, Gerard. *The Clegg Coup : Britain’s First Coalition Government since Lloyd George*. Londres : Gibson Square, 2011, 284 p.

MCANULLA, Stuart. “Explaining the Forced Exit of Charles Kennedy : Pushing the Public-Private Boundary”. *Politics*, Vol. 29, No. 1, février 2009, p. 37-44.

MEADOWCROFT, Michael. “Is There a Liberal Alternative? Charles Kennedy and the Liberal Democrats’ Strategy”. *The Political Quarterly*, Vol. 71, No. 4, octobre 2000, p. 436-442.

PARRY, Katy et Kay RICHARDSON. “Political Imagery in the British General Election of 2010 : The Curious Case of ‘Nick Clegg’”. *The British Journal of Politics and International Relations*, Vol. 13, No. 4, novembre 2011, p. 474-489.

SIMPSON, Greg. “Sir Menzies Campbell” In BRACK, Duncan, INGHAM, Robert et Tony LITTLE (dirs.). *British Liberal Leaders*. Londres : Biteback Publishing, 2015, p. 405-413.

SLADE, Adrian. “The 1988 Leadership Campaign”. *Journal of Liberal Democrat History*, No. 24, automne 1999, p. 18-22.

STOCKLEY, Neil. "Writing about Charles". *Journal of Liberal History*, Vol. 87, été 2015, p. 6-11.

Index des noms propres

A

Adonis _____ 129, 225
Alexander _____ 102, 169, 190, 224, 229, 242, 243
Ali _____ 180
Allard _____ 26, 232, 234, 235, 238, 270
Allen _____ 31, 64, 178
Ashdown 25, 26, 28, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98,
100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 109, 110, 111, 112,
113, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125,
126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137,
138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149,
150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 161, 162,
163, 164, 166, 167, 168, 170, 171, 173, 177, 180, 187, 189,
192, 193, 195, 197, 202, 204, 207, 212, 216, 219, 222, 223,
225, 226, 227, 228, 243, 247, 251, 252, 253, 254, 278, 280,
285, 286, 290, 297
Asquith _____ 6, 43, 183

B

Baker, _____ 196
Baldwin _____ 148
Ballard _____ 164, 165
Balls _____ 225
Baronne Warsi _____ 235
Beith _____ 88, 89, 93, 94, 111, 150, 224
Blair 28, 66, 84, 112, 124, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133,
134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 146, 147, 149, 150, 151,
155, 156, 157, 158, 161, 163, 168, 169, 171, 174, 176, 178,
182, 209, 251, 253
Blunkett _____ 225, 226
Bones _____ 215
Brown 124, 129, 131, 150, 204, 211, 216, 217, 219, 223, 225,
236, 251
Bush _____ 179
Bruce _____ 164, 165, 166
Butskell _____ 62
Byers _____ 32

C

Cable 193, 194, 196, 199, 202, 203, 209, 210, 212, 213, 229, 240,
241, 280, 285
Callaghan 33, 41, 42, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 58, 59,
61, 65, 80, 84, 86, 250
Cameron 29, 44, 204, 206, 207, 208, 211, 217, 219, 222, 223,
224, 226, 227, 229, 230, 231, 232, 236, 240, 242, 245, 247,
248, 250, 251

Campbell 26, 28, 146, 147, 150, 152, 163, 164, 180, 182, 188,
201, 202, 203, 204, 205, 207, 209, 211, 224, 227, 240
Carlisle _____ 93
Carmichael _____ 178, 196
Churchill _____ 219
Clegg 15, 25, 28, 44, 103, 143, 170, 189, 190, 194, 195, 196,
197, 199, 202, 203, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212,
213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 223, 224, 225, 227,
228, 229, 230, 231, 232, 234, 236, 237, 239, 240, 241, 242,
243, 244, 245, 246, 247, 248, 251, 252, 254, 284, 300
Coetzee _____ 243
Cook _____ 14, 129, 141, 146, 149, 238
Corbyn _____ 255
Crosland _____ 66, 176

D

Darhendrof _____ 118
Davey _____ 154, 198
Dholakia _____ 180, 204
Disraeli _____ 47, 134
Duncan Smith _____ 179

F

Farage _____ 241
Featherstone _____ 212, 216, 243
Foot _____ 46, 65, 251
Foster _____ 163
Fox _____ 218

G

Gaitskell _____ 62, 66
Giddens _____ 156
Gladstone _____ 100, 143
Goldsworthy _____ 190, 203
Grayson _____ 175, 176, 177, 184, 185, 198, 212, 240
Greaves _____ 39, 82, 126, 156
Grimond 31, 32, 33, 34, 35, 36, 39, 44, 45, 47, 48, 55, 58, 63,
68, 86, 87, 103, 106, 108, 110, 132, 133, 157, 162, 169, 170,
217, 227, 268, 285, 286, 287, 296, 299
Gunner _____ 125

H

Hague _____ 148, 153, 173, 177, 201, 224, 233
Hain _____ 225
Hanney _____ 224
Harvey _____ 163, 165, 246
Healey _____ 65, 66
Heath _____ 32, 45, 50, 51, 112

Herman _____ 221
Hobson _____ 6, 12
Holland _____ 194
Holme _____ 140, 150, 196
Holmes _____ 81, 190
Hooson _____ 34, 41, 54, 55
Horack _____ 74
Howard _____ 181, 182, 186, 200, 203
Howarth _____ 152, 155, 212, 246
Howells _____ 41, 93
Hughes _____ 71, 109, 124, 164, 165, 166, 196, 200, 202, 224
Huhne 14, 189, 193, 196, 202, 206, 207, 208, 212, 224, 235,
242, 245
Hussein _____ 179

J

Jackson _____ 180
Jenkins 64, 65, 66, 67, 68, 69, 72, 76, 77, 79, 80, 81, 105, 132,
146, 150, 152, 170, 172
Johnston _____ 34, 93, 105
Jones _____ 9, 15, 56, 103, 117, 194

K

Kennedy 10, 16, 26, 28, 93, 94, 105, 106, 109, 113, 115, 117,
143, 151, 152, 163, 164, 165, 166, 167, 169, 170, 171, 172,
173, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 186, 187,
190, 191, 194, 195, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 205,
209, 210, 212, 218, 224, 227, 228, 240, 247, 251, 279
Keynes _____ 118, 193
Kinnock _____ 77, 108, 109, 110, 111, 112, 118, 119, 132
Kirkwood _____ 101, 102

L

Laws 19, 193, 194, 196, 197, 198, 202, 203, 223, 224, 229, 240,
243
Leaman _____ 108, 113, 126, 140, 167
Letwin _____ 224
Liddle _____ 129
Lishman _____ 39, 40, 154
Llewellyn _____ 224
Lloyd George _____ 6, 43, 45, 118, 151, 193, 295
Lucas _____ 221, 233
Lynne 26, 96, 100, 104, 105, 110, 124, 126, 136, 212, 243, 245,
246, 247, 253, 255, 256

M

MacDonald _____ 12, 43, 45, 148
Maclennan _____ 88, 93, 111, 141, 150, 154, 204, 238
MacNally _____ 140

Macron _____ 91, 255
Major _____ 19, 104, 110, 113, 116, 119, 123, 131, 211
Mandelson _____ 124, 225
Marquand _____ 129, 151
McCarthy _____ 154, 156, 180, 190
McNally _____ 52, 58, 88, 238, 252
Meadowcroft 26, 58, 79, 82, 86, 95, 172, 185, 189, 224, 238,
239, 240, 245, 247, 252, 253, 288
Miliband _____ 173, 206, 225, 226, 236, 240
Mill _____ 9, 16
Mitterrand _____ 104

O

Oakeshott _____ 241
Oaten _____ 119, 180, 200, 201, 202
Osborne _____ 224, 242
Owen 58, 65, 66, 69, 70, 71, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81,
82, 86, 98, 99, 102, 109, 111, 138

P

Pardoe _____ 34, 35, 37, 48
Peel _____ 6
Penhaligon _____ 55, 57, 82
Philipps _____ 140
Poujade _____ 39
Prescott _____ 129, 150, 226

R

Razzall _____ 176, 198, 201
Reid _____ 225, 226
Rendel _____ 123, 164, 165
Rennard 74, 99, 115, 143, 154, 157, 183, 184, 185, 199, 201,
218, 253, 254
Rodgers _____ 65, 66, 81
Russell 16, 34, 93, 95, 105, 118, 127, 143, 144, 147, 154

S

Samuel _____ 12
Scott _____ 210, 228
Smith Cyril _____ 48, 55, 57, 78
Smith John _____ 123, 128, 129, 132
South _____ 140, 172, 181
Steed _____ 238
Steel 30, 31, 34, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 44, 45, 46, 47, 48, 49,
50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 64, 67, 68, 69,
72, 73, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 86, 87, 88, 98, 105,
106, 109, 111, 112, 115, 121, 132, 136, 138, 142, 157, 171,
187, 202, 204, 216, 224, 228, 247, 290, 291, 292, 294, 295,
296

Straw _____	141, 226
Stunnell _____	199, 224
Swinson, _____	255
Sykes _____	200

T

Taylor _____	176, 182, 190, 201
Thatcher _____	42, 43, 47, 49, 54, 59, 61, 62, 72, 98, 104, 110, 111, 116, 194, 207, 211, 252
Thorpe _____	31, 32, 33, 37, 39, 44, 45, 51, 109, 120, 132
Tonge _____	178
Tordoff _____	46, 56, 61
Trudeau _____	255
Tyler _____	165

U

Ummuna _____	256
--------------	-----

W

Wainwright _____	56, 57, 61, 157
Wallace _____	141
Webb _____	21, 22, 178, 194, 212, 243
Williams _____	65, 66, 69, 75, 81, 202, 204
Wilson Des _____	106
Wilson Harold _____	31, 32, 41, 45, 50, 106, 112, 234

Y

Younger-Ross _____	
--------------------	--